Folg. rys. O. 233

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

XXVe ANNÉE

1947



NOUVELLE SÉRIE TOME V

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard St Germain, Paris

302252

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL
ALEXANDRE ECKHARDT

DIRECTEUR
DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDACTEUR GÉRANT
COLOMAN BENDA

SECRÉTAIRE
LADISLAS KENYERES

PUBLIÉE PAR LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
PARAISSANT QUATRE FOIS PAR AN

M. I. A. KÖNYVTÁRA
Növendékcsere
1947. év 1379 sz.

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

TABLE DES MATIERES

Pages

J. Bödey : *Les échos des guerres turco-hongroises dans la poésie populaire bulgare* 56
P. Bouteiller : *Émile Pillias, 1905—1940* 204
É. Csapláros : *La révolution de Cracovie de 1846 et la Hongrie* 193
J. Deér : *L'Histoire en Allemagne et le nationalisme* 3
L. Elekes : *Nouvelle littérature sur les origines des États roumains* 69
M. Jászay : *Mazzini et les peuples danubiens* 147
É. Pillias : *Josepha-Charlotte, la dernière des Rákóczi* 208
É. Szabó : *Les grands domaines en Hongrie au début des temps modernes* 167

DOCUMENTS

J. E. Choisy : *Genève et la Hongrie protestante* 219
Cs. Csapodi : *Bucarest, 1831. Journal de Nicolas Barabás* .. 81

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Ancel, J. : *Slaves et Germains* (H. Marc-Bonnet) 99
Angyal, A. : *Sur le livre de N. N. Voronin* 235
Banner, J. : *Bibliographia Archeologica Hungarica 1793—1943*. (É. Méri) 112
Benda, C., sur le livre de E. Radisics 92
Benda, C., sur le livre de E. Veress 249
Bibó, É. : *La misère des petits États de l'Europe orientale* (Z. I. Tóth) 225
Csapodi, Cs., sur le livre de S. Domanovszky 240
— dk —, sur le livre de N. Hill 91
Domanovszky, S. : *La vie du palatin Joseph* (Cs. Csapodi) .. 240
Fügedi, É., sur le livre de J. Sikura 111

Gáldi, L., sur le livre de G. Giuglea 117
Giuglea, G. : *Uralte Schichten und Entwicklungsstufen in der Struktur der dakorumänischen Sprache* (L. Gáldi).. 117
Harmatta, J., sur le livre de G. Vernadsky 229
Heckenast, G., sur le livre de É. Szabó 114
Hill, N. : *Claims to Territory in International Law and Relations* (— dk —) 91
Holzmair, E., sur le livre de A. Lœhr) 237
Juhász-Nagy, S. : *Histoire de la révolution hongroise d'octobre* (J. Mérei) 243
Kaegi, W. : *Historische Meditationen* (L. Makkai) 101
Klima, H. : *Les gouverneurs de la Transylvanie* (Z. I. Tóth) 247
Kormos, C. : *Rumania* (L. Makkai) 245
Krakowski, E. : *Pologne et Russie* (H. Marc-Bonnet) 238
Kutschera, R. : *Les gouverneurs de la Transylvanie* (Z. I. Tóth) 247
Les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire (J. Ravasz) 251
Levtschenko, M. V. : *Recueil Byzantin* (J. Moravcsik) 120
Loehr, A. : *Österreichische Geldgeschichte* (E. Holzmair) 237
Makkai, L., sur le livre de W. Kaegi 101
Makkai, L., sur le livre de C. Kormos 245
Marc-Bonnet, H., sur le livre de J. Ancel 99
Marc-Bonnet, H., sur le livre de E. Krakowski 238
Mérei, J., sur le livre de S. Juhász-Nagy 243
Méri, É., sur le livre de J. Banner 112
Moravcsik, J., sur le livre de M. V. Levtschenko 120
Perényi, J., sur le livre de V. P. Potemkin 88
Potemkin, V. P. : *Histoire de la diplomatie* (J. Perényi) 88
Radisics, E. : *La région danubienne* (C. Benda) 92
Ravasz, J., sur les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire 251
Sikura, J. : *Histoire locale du comitat de Turiec* (É. Fügedi) 111
Szabó, E. : *Les luttes sociales et les luttes des partis dans la révolution hongroise de 1848—49* (G. Heckenast) 114
Tóth, Z. I., sur le livre de É. Bibó 225
Tóth, Z. I., sur le livre de H. Klima 247
Veress, E. : *La correspondance d'Étienne Báthory* (C. Benda) 249
Vernadsky, G. : *Ancient Russia* (J. Harmatta) 229
Voronin, N. N. : *Anciennes villes de Russie* (A. Angyal) 235
Zibermayr, I. : *Noricum, Bayern und Österreich* (E. Zöllner) 109
Zöllner, E., sur le livre de I. Zibermayr 109

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

Considérations sur la conférence de l'UNESCO (E. Ferenczi) 121 — *Autriche* 127 — *Belgique—Hongrie* (G. Lázár) 128 — *Bulgarie* (J. Bödey) 128 — *États-Unis d'Amérique* 129 — *La Grande-Bretagne et la Hongrie* (dk) 129 — *Hongrie* (C. B., J. Gessier) 130 — *La Hongrie et la Méditerranée* (Q. Beaupin) 134 — *L'Italie* (M. Jászay) 135 — *La Pologne* (J. Perényi) 136 — *Relations franco-hongroises* 138 — *Roumanie* 139 — *Tchécoslovaquie* (J. Perényi. A. Kovács) 140 — *U.R.S.S.* (X. d'Abry) 143 — *La semaine de la culture roumaine* à *Budapest* (L. Gáldi) 255 — *Autriche* 258 — *Les Balkans* (J. Szentkirályi, M. Jászay) 258 — *Benjamin Kállay* (L. Hadrovics) 260 — *Les États-Unis d'Amérique* (J. Szentkirályi) 265 — *Les problèmes du style baroque* (S. Baumgarten) 266 — *La Grande-Bretagne et la Hongrie* 268 — *Hongrie* 269 — *Pologne. Livres et Revues* (É. Csapláros) 270 — *Relations franco-hongroises* 273 — *La Suède* 276 — *Suisse* 277 — *La Tchécoslovaquie* (A. Kovács) 277 — *Svétozár Hourban Vaianszky* (Ch. Vigh) 278 — *Turquie* 280 — *L'U.R.S.S. et la Hongrie* 284 — *Congrès des juristes autrichiens et hongrois à Budapest* (É. Zajtay) 284 — *Le droit d'après-guerre* (B. Csánk, É. Zajtay) 283

fol 0
0.233.

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

66

XXVe ANNÉE

1947

NOUVELLE SÉRIE — TOME V N° 1

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard St Germain. Paris

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL
ALEXANDRE ECKHARDT

DIRECTEUR
DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDACTEUR GÉRANT
COLOMAN BENDA

SECRÉTAIRE
LADISLAS KENYERES

PARAISSANT QUATRE FOIS PAR AN

La « REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE »
publie des études d'histoire comparée des peuples danubiens. Elle ouvre ses colonnes à la collaboration du monde savant de toutes les nations et, par là, elle espère contribuer utilement à l'historiographie des moyens et petits peuples de la région danubienne.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL
25 frs. suisses

Toute correspondance doit être adressée à
L'INSTITUT DANUBIEN PAUL TELEKI
(Eszterházy-utca 26. Budapest VIIIe)

DÉPOSITAIRES

ESPAGNE: Sociedad General Española de Libreria, Madrid

SUEDE: Fritzes Kgl. Hovbokshandel, Stockholm

SUISSE: Librairie Payot, Lausanne

TURQUIE: Haset Kitabevi, Istanbul

L'HISTOIRE EN ALLEMAGNE ET LE NATIONALISME

*(Suite.)**

Révolte contre le siecle

Heinrich von Sybel (1817—1895), fondateur avec Droysen de la soi-disant école d'histoire politique ou « petite-allemande », déclara en 1856 au sujet des origines de l'historiographie allemande :

> « Notre historiographie moderne, — comme tout ce qu'il y a de bon et de grand dans notre vie nationale — naquit au commencement du siècle, à l'époque inoubliable de la renaissance et de la libération nationales.»[1]

A Georg von Below († 1927), dernier représentant illustre de cette tendance, il semblait en 1924 que

> « les disciplines qui, au sens le plus large du mot, peuvent être appelées historiques, furent éveillées à une vie nouvelle ou bien engendrées directement par le romantisme ». L'historiographie allemande du dernier siècle doit son unité — selon lui — à l'attachement tenace au point de départ romantique. La tradition romantique est d'une telle force que non seulement elle continue à influencer le cours de l'évolution, mais encore elle incite constamment les savants à revenir aux bases spirituelles originales.[2]

Ce retour direct au romantisme caractérise surtout le récent passé allemand. Max Brauch, professeur de Bonn

* *V. la première partie de cette étude dans la RHC. 1946, N° 3-4.*

[1] *Über den Stand der neueren deutschen Geschichtsschreibung.* Marburg, 1856. p. 4.

[2] *Die deutsche Geschichtsschreibung von den Befreiungskriegen bis zu unseren Tagen.* (Below-Meinecke.) *Handbuch der mittleren und neueren Geschichte*), 1924, VI, IX. p. 9.

à tendances catholiques, professe ouvertement, après la victoire du national-socialisme et évidemment sous son influence, qu'il était nécessaire de revenir aux idées d'Ernst Moritz Arndt, chef spirituel du mouvement de libération et du romantisme. C'est à lui qu'il faut emprunter l'esprit, à Niebuhr et à Ranke, leur méthode.[1] Comme s'il était possible de séparer l'esprit de la méthode, comme s'il était possible de faire concorder cet esprit et cette méthode!

Il est loin d'être seul à professer ces vues: d'autres sentent aussi au cours de ces années que «la conception romantique de l'histoire, a *précisément aujourd'hui* beaucoup de choses à dire».[2] Pendant les années du national-socialisme, la *Romantik* outre qu'elle inspire le raisonnement historique, est en vogue comme philosophie, comme science économique et comme idéologie politique. Les historiens découvrent après d'Arndt, le robuste maître de gymnastique Jahn, ils «revalorisent» Freiherr von Stein et sont fiers de leur actualité surprenante, de l'harmonie de leurs points de vue avec la nouvelle idéologie.[3]

Les déclarations citées ci-dessus jettent une certaine lumière sur l'unité de la conception historique allemande des cent cinquante dernières années, montrent où l'on peut trouver les origines et les modèles de l'historiographie national-socialiste et plus encore elles avouent ouvertement que l'histoire teutonique eut pour berceau la *Romantik*, ce génie tutélaire du nationalisme allemand. Le point de départ commun est lui-même une preuve décisive de l'enchaînement fatal de l'historiographie et du nationalisme.

En parlant de la *Romantik* dans la suite, nous nous rendons compte combien ce terme est vague, comme il est difficile de concilier son contenu littéraire et politique, de différencier son sens de jadis de celui d'aujourd'hui. Faute

[1] *Ernst Moritz Arndt.* (Bonner Akademische Reden, no. 18.) 1933 p. 15.

[2] *H. Z.* 150 (1930) p. 204.

[3] Il est caractéristique p. ex. que le premier cahier paru dans la série national-socialiste «Kulturpolitische Schriftenreihe» était, non une œuvre moderne quelconque, mais l'étude *Germanien und Europa d'Arndt* paru en 1803, et que le deuxième cahier intitulé *Organisches Denken* s'occupe également de la philosophie romantique.

de mieux, il nous faut pourtant faire usage du terme allemand : *Romantik* puisqu'elle est le seul qui nous aide à exprimer de manière intelligible à tout le monde la continuité d'une attitude intellectuelle et politique caractéristique.[1]

Si la grande Révolution française fut une expérience radicale pour réaliser les principes du droit naturel laïc et des théories rationalistes éclairées, la *Romantik* signifie en revanche une réaction contre tout cela et notamment une réaction spécialement allemande.

La direction que prit l'évolution de l'Europe pendant les 150 ans qui suivirent la Révolution, trouve son explication dans le fait que, si en France la Révolution réussit, en dépit de la restauration des Bourbons, à pénétrer les organisations fondamentales de l'État et de la société dans les autres pays, surtout en Allemagne et dans son État dirigeant, le royaume de Prusse, ce furent de nouveau la monarchie, l'Église, la noblesse, donc les anciennes puissances historiques qui prirent le dessus.

La *Romantik* n'est autre chose que la généralisation des enseignements tirés de cette victoire locale et temporaire, dont l'essence concentrée se transforma en philosophie, en sciences politiques et en conceptions historiques, juridiques et économiques.[2]

Quels étaient donc les enseignements de la Révolution française pour la génération qui eut une vue d'ensemble de son premier achèvement, définitif à ses yeux? Elle doutait qu'il fût juste et, d'autre part, possible de modifier, par une intervention humaine préméditée

[1] Richard Ullmann—Helene Gotthard, *Geschichte des Begriffes « Romantisch » in Deutschland* (Germanische Studien, no. 50), Berlin, 1927 et Kurt Borries. *Die Romantik und die Geschichte*, 1925.

[2] Pour le romantisme : Richard Huch, *Die Romantik*, Vol. I—II. 1914 ; Georges Weil, *L'Europe du XIXe siècle et l'idée de nationalité* (L'évolution de l'humanité), 1938 ; Franz Schnabel, *Deutsche Geschichte im XIX. Jahrhundert*, Vol. I. 1929 ; Benedetto Croce, *Storia d'Europa nel secolo decimonono*, 1942 ; A. Rapp, *Deutscher romantischer Geist in verschiedenen politischen Lagern*. Dans le vol. : *Aus Politik und Geschichte, Gedächtnisschrift für Georg von Below*. 1928, p. 182-et suiv. ; Eduard Fueter, *Geschichte der neueren Historiographie*, 1936 ; Friedrich Meinecke, *Das Zeitalter der deutschen Erhebung ;* Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat*, 1928[7] ; Carl Schmidt, *Politische Romantik*, 1925.

et par des théories rationalistes, l'ordre établi de l'État et de la société. Elle niait ensuite qu'une telle expérience, réalisée en France d'abord par la révolution jacobine — « cette escroquerie horrible et ridicule à la fois » — (Adam Müller), puis par la tyrannie bonapartiste, pût avoir une validité obligatoire pour les autres peuples. La position prise par la *Romantik* fut donc érigée sur cette double négation. L'échec de la révolution dans l'Europe hors de la France et la chute de l'impérialisme napoléonien éveillèrent chez les hommes politiques, les penseurs et les artistes, la conviction que l'État, la société, le droit, l'économie, la langue et la création artistique n'étaient pas les résultats d'une consciente activité humaine, mais l'œuvre spontanée du génie national, du Volksgeist, opérant inconsciemment dans l'histoire. Rien de ce qui est intentionnel et prémédité n'a de valeur, de raison d'être et de durabilité ; n'est durable que ce qui existe déjà, qui est traditionnel, formé par l'histoire, coutumier et autoritaire de nature. « L'homme — dit Adam Müller théoricien de la *Romantik* — est incapable d'agir pour soi-même, en partant de soi-même, de manière absolument nouvelle et originale, — ses actions ne peuvent que continuer les actions de ses prédécesseurs ; il lui faut se rallier à quelque communauté déjà établie, dont la plus proche lui doit convenir le mieux. »[1]

Le raisonnement romantique, diamétralement opposé aux enseignements basés sur le droit naturel du siècle des lumières, ne considère pas l'État comme une institution charitable, née d'un contrat social et appelée pour cela même à satisfaire aux intérêts individuels ou collectifs des citoyens, mais comme une unité indissoluble, ayant une personnalité (Novalis, Müller, Hegel), une personnalité supérieure même, qui s'élève au-dessus de la volonté politique, des intérêts sociaux-économiques de l'individu. Les individus « lui appartiennent », comme l'avait dit Hegel.[2]

[1] *Vorlesungen über die deutsche Wissenschaft und Literatur* (1806), paru dans : *Die Deutsche Literatur in Entwicklungsreihen*, Reihe Romantik, Vol. X, p. 200.

[2] *Vorlesungen über Philosophie der Geschichte* (1822), Kluckhohn, *op. cit.*, p. 132.

« L'État — s'écrie Adam Müller avec passion — est plus qu'une institution de confort, plus qu'un oreiller de la paresse, plus qu'une société commerciale, industrielle ou d'assurance armée ![1] L'État, c'est l'enchaînement intime de tous les besoins physiques et intellectuels d'une nation, de toutes ses richesses physiques et spirituelles, de toute sa vie intérieure et extérieure en un ensemble vaste, énergique, infiniment vif et mouvementé. » L'individu, inimaginable sans l'État ou en dehors de celui-ci, est obligé de donner et de sacrifier tout ce qu'il possède à cette unité, puisque c'est là son but final.[2] Novalis pousse la fantaisie jusqu'à considérer tous les citoyens — sans égard pour leur métier, simplement comme des employés d'État en proposant l'introduction générale d'uniformes et d'emblèmes.[3]

En blâmant toute tutelle de la société sur l'État, le romantisme rejette donc le principe de la souveraineté du peuple, le postulat d'une manifestation générale et égale de la volonté du peuple, aussi bien qu'il rejette le système représentatif et majoritaire que le parti pris des individus appelle à la vie.

C'est encore Adam Müller qui formule de la manière la plus significative ce point de vue : « L'État est fondé entièrement sur soi-même ; indépendamment de toute action arbitraire et de toute invention humaine, il vient directement de l'homme, et d'où vient l'homme? de la nature, ou bien, comme le disaient les anciens, de Dieu. »[4]

La *Romantik* est donc, quant à son contenu politique primordial, une tendance conservatrice, aristocratique et monarchique, constamment sur la défensive contre les aspirations des masses qu'elle redoute pour l'État abstrait et autoritaire.

Un autre trait caractéristique — déduit aussi de l'échec local et temporaire de la révolution — du « Volksgeist », cette notion si typiquement allemande, irrationnelle, plus encore, mystique, est qu'en revêtant chez chaque peuple une autre forme, ses manifestations prennent aussi les formes les plus diverses. Il n'existe donc pas un régime social ni une forme de gouvernement qui

[1] *Vorlesungen*, *op. cit.*, p. 198.
[2] *Von der Idee des Staates (1809)*, *Romantik*, Vol. X, p. 200 et suiv.
[3] *Glauben und Liebe oder der König und die Königin (1799)*, *Romantik*, Vol. X, p. 171.
[4] *Von der Idee des Staates*, *op. cit.*, p. 212.

soit également *la meilleure* pour tous les peuples, que ce soit le libéralisme, la démocratie ou le socialisme, mais tous les peuples développent comme *Volkstum* à part, la forme d'existence appropriée à leur *Volksgeist* individuel, forme de vie dans laquelle il n'est pas permis aux autres d'intervenir.

Le fait indéniable que ces idées dérivent en fin de compte de la théorie de l'Anglais *Edmund Burke* — il est facile de démontrer que, p. ex., Adam Müller était fortement influencé par elle — ne change rien au caractère allemand de la *Romantik*, comme tendance et comme attitude. Le rationalisme, les lumières et plus encore la Révolution ont été suivies dans chaque pays d'une réaction — il en fut ainsi même chez les Français. Nulle part cependant, à l'exception de l'Allemagne, les idées et les thèses romantiques n'avaient engendré cette tendance dominant conséquemment la politique et l'esprit de la nation, cette négation rigide des faits accomplis par l'évolution humaine. La vie anglaise évolua au cours du XIXe siècle sous le signe d'une heureuse harmonie des traditions nationales et elle réussit — en dépit de Burke — à sauvegarder son caractère individuel, sans qu'il lui fallût se tourner contre les tendances de la vie moderne ou bien se réfugier dans un isolement contraire à la nature.

Les Allemands ne se contentaient pas de répondre à l'impérialisme français par une résistance armée et par le développement de leur propre nationalisme, mais ils dépassèrent même de loin la défense naturelle et légale de leurs particularités nationales. Par suite de leur structure politique et sociale, ils commirent l'erreur d'identifier ce qui leur convenait — dans ce cas tout ce qui était national — avec ce qui existait déjà, en excluant rigidement tout ce qui était étranger et moderne. « Nous n'avons pas besoin de bonnes femmes étrangères ni de remèdes étrangers, — déclara Jahn — nos remèdes domestiques nous suffisent.»[1]

[1] *Deutsches Volkstum 1810 :* Paul Kluckhohn, *Die Idee des Volkes im Schrifttum der deutschen Bewegung von Möser und Herder bis Grimm*, 1934, p. 158.

Le mot liberté ne signifie donc pas sur les lèvres du vrai romantique la liberté individuelle et personnelle, telle que l'avaient conçue le droit naturel et les esprits éclairés ; chez eux, cette expression signifie uniquement être libre des influences étrangères, ce qu'ils appellent *Freiheit nach Aussen.*

« La liberté est là où l'on te permet de vivre à la manière de tes aïeux, conformément à leurs coutumes et à leurs lois, où tu es rendu heureux par les mêmes choses qui rendaient heureux tes ancêtres, où tu n'es pas commandé par des bourreaux étrangers, où tu n'es pas chassé comme une bête par des toucheurs étrangers. »[1] Un pas seul sépare cette théorie de celle de Droysen, selon qui la liberté est simplement la renaissance de l'État, — naturellement de l'État allemand.[2] Below va encore plus loin en déclarant que la mesure de la liberté civile serait déterminée par la pression politico-militaire étrangère pesant sur les frontières du pays.[3] Déduction faite de ces réserves, tout ce qui reste encore de liberté sera englouti par l'État omnipotent, dont les premiers apôtres furent les penseurs romantiques du XIXe siècle. D'après Adam Müller, la liberté n'est pas le but, mais uniquement un élément de la vie de la société, une grande force centrifuge qui met en mouvement les forces centripètes de la loi et du droit, seules forces capables de créer l'harmonie dans le monde chaotique des tendances individuelles divergentes. Le rôle de la liberté est, en fin de compte, négatif : « Sie ist die Erzeugerin, die Mutter des Gesetztes. »[4] L'État « est pour le citoyen le but final même dans ses rapports intérieurs, personnels et individuels »,[5] il ne sera donc possible pour l'État de soutenir ni de tolérer « des usages étranges ou directement opposés aux lois, des vertus domestiques contraires aux vertus de citoyen des affections du cœur inconciliables avec les lois de la société, des sciences travaillant contre les nationalités ni des professions de foi pour la veulerie, la lâcheté et pour l'intérêt isolé, qui tous servent à anéantir l'esprit énergique de la vie politique. Tout cela est pire que l'État dans l'État, c'est l'anarchie de l'esprit elle-

[1] *Katechismus für den deutschen Kriegs- und Wehrmann* (1813). Kluckhohn, *op. cit.*, p. 143.

[2] Meinecke, *Johann Gustav Droysen : Staat und Persönlichkeit*, 1933, p. 58.

[3] *Die deutsche Geschichtsschreibung*, p. 58.

[4] *Elemente der Staatskunst* (1810). Vorlesung 7. *Romantik*, Vol. X, p. 231.

[5] *Vorlesungen, op. cit.*, p. 199.

même.»[1] Il faut donc que « l'État s'approprie les biens intérieurs, les pensées, les sentiments même de l'individu »,[2] tandis que « die innere Herzenskraft der Untertanen soll nur dem Staate beispringen.»[3]

Comme dans maintes autres relations, Adam Müller est aussi le prédécesseur de Hegel en ce qui concerne la question de la liberté. Ses idées instables, éclectiques, aux intentions par trop transparentes, reçoivent dans le système monistique de Hegel un arrière-plan métaphysique et en même temps une publicité étendue grâce à la chaire de l'Université de Berlin où elles ont été professées. Chez lui la liberté est simplement l'harmonie de l'universel et du partiel, harmonie qui se réalise dans l'État et par l'État. La liberté n'est donc pas — comme l'avait enseigné Rousseau — un cadeau de la nature, mais elle est le résultat d'une évolution historique. La religion n'offre que des « croyances », tandis que l'État, comme l'incarnation et l'expression de la raison de l'univers, possède le « savoir », et décide de ce que le génie de l'univers désire dans une situation donnée; « c'est l'affaire d'une connaissance et d'une compréhension profondes », qui n'a donc rien à voir avec le peuple ». L'individu n'est libre que de désirer ce que désire l'État ; il ne peut cependant avoir aucune influence sur les intensions de l'État. Voilà pourquoi l'État ne doit pas même tolérer la libre opinion des citadins, car la tolérance pourrait l'opposer à l'esprit de l'univers et mènerait à une coupable faiblesse.[4]

Nous nous trouvons ici face à face avec la confiscation théorique de la liberté, avec la justification philosophique de la restauration et du régime policier ; en même temps une perspective plus lointaine, allant au delà de ces théories, nous montre déjà l'anticipation théorique du « Machtstaat » continental moderne, tendant à l'exclusivité.

Fichte lui-même, le seul penseur allemand notable du XIXe siècle, qui croyait à la liberté sans sophismes et sans rétrécissements et la considérait comme le but

[1] *Von der Idee des Staates*, *op. cit.*, p. 205—206.
[2] *Vorlesungen*, *op. cit.*, p. 199.
[3] *Die Idee des Staates*, *op. cit.*, p. 204.
[4] Schnabel, *op. cit.*, t. III, p. 12.

final et commun de l'existence individuelle et du processus historique, — était d'avis qu'il fallait user de la contrainte et de la violence pour élever les individus à la liberté.[1]

L'omnipotence moderne n'est pas donc un héritage de l'ancien État absolu, dont la conception mécanique respectait encore les sphères de la vie privée, indifférentes à son point de vue ; non, c'est une invention de la philosophie et de la science politique de la *Romantik*, qui créa ici quelque chose de fatalement nouveau. Le jugement que Fichte porta sur cette philosophie allemande, recèle une profonde vérité : « Sie ist ein Vorgriff der Zeit.»[2] Vers le milieu du siècle, le libéralisme prévalant aussi en Allemagne, réussit à atténuer provisoirement ces doctrines et ce ne fut que le national-socialisme qui revint aux enseignements originaux, lorsque, pour se justifier, il découvrit à nouveau le romantisme.

La doctrine du « Volkstum »

Le quiétisme de la *Romantik*, son caractère conservateur et même rétrograde nous avertit de chercher derrière ses doctrines de réelles forces sociales et politiques auxquelles ces théories servirent de justification. La doctrine du « Volkstum » et du « Volksgeist » n'était-elle pas la plus apte à détacher l'ancien État autoritaire des exigences individuelles et sociales à la fois, à lui prêter un coloris national, actuel, sans qu'il fallût le révolutionner en même temps à la française? Le Volkstum — cette invention du maître de gymnastique Jahn — est une *ficta universalitas* typique, qui n'a rien de commun avec le peuple concret, formé d'individus. Selon l'interprétation de Luden, *Volkstum* signifie uniquement ce qui est individuel dans un peuple, les qualités par lesquelles il diffère des autres (« die Eigentümlichkeit, die besondere Gestalt »). Le concept contient donc d'avance ce qu'on en voulait déduire ; par sa nature même, le

[1] *Über Errichtung des Vernunftreiches* (1813). *Sämtliche Werke.* Vol. VII, p. 574.

[2] *Reden an die deutsche Nation. Dritte Rede. Sämtliche Werke.* Vol. VII, p. 309.

Volkstum sanctifie ce qui existe déjà et il écarte d'avance les dangereuses idées étrangères. Les cercles dirigeants réactionnaires berlinois accueillirent naturellement avec une compréhension chaleureuse les théories du maître de gymnastique, ayant reconnu que, contrairement à la « nation », le Volkstum pouvait devenir un soutien efficace de l'absolutisme, durement malmené par les révolutions.[1]

> Chez Novalis, le roi apparaît comme le représentant du Volksgeist, comme le médiateur entre Dieu et ses sujets.[2] Dans ses conférences de philosophie, Frédéric Schlegel soutenait « qu'il n'était pas possible de représenter le peuple tout entier et le pouvoir de l'État, puisque nous ne pouvons représenter que nous-mêmes ; le vrai et seul représentant de la nation est donc le roi, en qui est incarné le Tout commun. »[3]

Il y a une connexion également étroite entre idéologie et réalité dans la doctrine économique d'Adam Müller et dans sa politique économique, caractérisée par le refus absolu de toute innovation et que même Othmar Spann trouvait par trop absolutiste et réactionnaire.[4] Ce n'est donc point fortuitement que la *Romantik* est devenue une tendance typiquement prussienne[5] sur le plan politique et scientifique, l'État prussien et les classes dirigeantes prussiennes ayant absolument besoin d'une idéologie à l'aspect moderne, tenant compte du nationalisme créé par les guerres de libération, tout en demeurant bien inoffensive quant à son contenu de caractère social.

Cette Prusse notamment qui, à Jena, fut battue par Napoléon, était — même en comparaison de l'évolution existant dans l'Europe occidentale d'avant la Grande Révolution — une formation très arriérée. Le point de départ de l'histoire de la Prusse moderne, est le

[1] Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat.* 1928[7] p. 253.

[2] *Glauben und Liebe, oder der König und die Königin* (1718). *Romantik*, Vol. X, p. 167.

[3] *Romantik*, Vol. X, p. 149.

[4] *Die Haupttheorien der Volkswirtschaftslehre* (1933), p. 103. Spann trouve cela bien regrettable, sans reconnaître pourtant qu'il est absolument nécessaire qu'entre la théorie et la réalité il y ait une connexité.

[5] Below, *Die deutsche Geschichtsschreibung*, p. 41. Schnabel, *op. cit.*, vol. I, p. 237.

mémorable compromis que Frédéric Guillaume, le *grosser Kurfürst*, conclut en 1653 avec les « Junker » entêtés de sa province du Brandebourg et qui — selon Meinecke — agrafa pareillement à deux roues dentées les intérêts dynastiques de la Monarchie et les intérêts de classe de la noblesse, pour deux siècles et demi[1] La noblesse ne consentit aux impôts de guerre exigés par le souverain que sous la réserve du maintien de tous ses anciens privilèges; elles assura sa propre exemption des impôts ainsi que ses droits de juridiction sur les paysans. La naissance de l'État absolu prussien ne changea rien à cette situation. Frédéric Guillaume Ier et Frédéric le Grand laissèrent intacts non seulement les privilèges de la noblesse — la monarchie éclairée française fit de même — mais ils se résignèrent encore à ce que les « Junker » gardassent dans la province leurs fonctions publiques traditionnelles et, datant du moyen âge, leur pouvoir policier et juridictionnel. Aux frontières du *Rittergut* s'arrêtait donc la compétence du pouvoir central et de cet état de choses est né un régime ambigu, absolutiste, hiérarchique, permettant aux nobles d'exercer dans leurs propriétés les droits d'un souverain, tandis que de l'autre côté, comme employés de l'État et officiers, ils s'enchaînaient au mécanisme de l'État absolu, puisque les aspirations sociales de la monarchie ne menaçaient aucunement leurs intérêts de classe. Alors qu'en France, tout en sauvegardant ses privilèges, la noblesse fut dépouillée par la royauté de toute son influence politique, dans l'État prussien, le « Junker » resta le facteur le plus important de la vie politique et ses privilèges formaient en même temps les piliers de l'État.[2] A la différence donc de l'absolutisme français, l'absolutisme prussien fut incapable de créer un contact direct entre les larges couches de la société et l'État et de préparer par là l'unité qui nacquit dans les autres pays entre la nation et l'État au XIXe siècle.

Contrairement aux tentatives des national-socialistes pour créer une nébulosité autour du problème, il nous faut souligner que le soit-disant « mouvement allemand » des guerres de libération était une « Revolution von Oben »

[1] *Die geschichtlichen Ursachen der Revolution* (1919), p. 19 ss.
[2] Schnabel, *op. cit.*, vol. I, p. 95.

typique et que les réformes introduites par Stein et Hardenberg réparaient tout au plus les négligences de l'ancien absolutisme, pourtant sans pouvoir ou bien sans vouloir rattraper l'avantage que la Révolution assura aux pays occidentaux.[1]

Mais les anciens maîtres de la vie prussienne ayant trouvé que même ces réparations ultérieures allaient trop loin, la réforme resta incomplète ; de même on ne pensa jamais à réaliser les promesses de 1815 relatives à la constitution prussienne. Les « constitutions » prussiennes et allemandes du XIXe siècle, chargées de traditions féodales, ne méritent pas ce nom pris au sens occidental, comme il n'est pas possible de considérer les parlements allemands du XIXe siècle comme de sérieux organes appelés à représenter le peuple.[2] La meilleure preuve de tout ce qui vient d'être dit est la constitution prussienne de 1850 qui mit fin à la révolution de 1848, et dont le système électoral assura la majorité à la classe possédante et laissa au roi le droit de désigner les ministres et de faire entrer en vigueur les lois par voie de décret. Les mots qu'avait prononcés Frédéric Guillaume IV, après avoir prêté serment sur la constitution, caractérisent clairement cette constitution : « Il faut qu'en Prusse ce soit le Roi qui gouverne et moi je gouverne, parce que c'est Dieu qui le veut ainsi ! »

Derrière tout cela il y a le robuste instinct de conservation du « Junker » prussien, dernier bastion de l'esprit conservateur et de l'autorité, tenant tête au libé-

[1] Schnabel, *op. cit.*, vol. I, Erich Marcks, *Der Aufstieg des Reiches*, vol. I, 1936, et l'œuvre de Meinecke citée plus haut. De l'autre côté, il y a la conception national-socialiste de Botzenhardt, mentionnée plus haut, qui donne au rôle du peuple une signification exagérée *(Revolution aus dem Mythos)*, et enfin, touchant les bases spirituelles, il y a l'opinion de Ernst Anrich (voir l'introduction de *Germanen und Europa* d'Arndt, *loc. cit.*, p. 7) selon qui « la vraie révolution de l'esprit fut la révolution allemande, tandis que la révolution française resta attachée au rationalisme. » On verra dans la suite la critique de toutes ces thèses. Pour la signification historique des réformes de Hardenberg, v. le livre d'Ernst Walter Zeeden, *Hardenberg und der Gedanke einer Volksvertretung in Preussen, Historische Studien* (Ebering), Cahier n° 365, 1940.

[2] Tout cela apparaît clairement dans l'étude, d'esprit purement allemand, d'Adalbert Wahl, *Methoden der Verfassungsschöpfer im 19. Jahrhundert (Die Geschichte und Politik, Gedächtnisschrift v. Georg von Below*, 1928, p. 196 et suiv.).

ralisme relâché et au progrès de la bourgeoisie. « Dans l'ancienne Prusse, une volonté implacable et combative faisait face à tout ce que le siècle avait apporté : à l'argent et à la civilisation, à la technique et à l'égalité, à la constitution et à l'opinion publique, à la rationalisation du monde et au concours du travail. »[1]

Le moyen age comme idéal

Ce fut sous la suggestion de cet arrière-plan social que la Romantik arriva à la négation de l'évolution moderne tout entière, à la négation de la renaissance, de l'humanisme et même à la négation partielle de la Réforme et, avant tout, à la négation complète des lumières; une seule chose positive resta : le moyen âge, dont toutes les théories romantiques souhaitent le retour, désireuses de voir renaître en premier lieu la politique intérieure et les conditions sociales de cette époque.

Dans son livre *Christenheit oder Europa* écrit en 1799, Novalis peint un tableau idéal, mais bien peu vraisemblable de la situation de l'ancienne Europe médiévale.

> Son idéal, c'est l'époque de la papauté hiérocratique, quand les princes portaient volontairement leurs conflits devant le père de la chrétienté, quand le Pape combattait avec efficacité « les découvertes scientifiques dangereuses et prématurées », — telle en première ligne la théorie Copernic-Galilée, point de départ de la conception qui, méprisant « ce qui est grand et admirable », considère tout comme le résultat « d'une loi morte ». Malheureusement l'humanité n'ayant été ni assez mûre ni assez civilisée pour satisfaire aux exigences de ce merveilleux empire, « la croyance et l'amour firent place, au cours des temps, aux fruits plus grossiers du savoir et du désir de posséder ». Au moyen âge succédèrent la Réforme et le siècle des lumières, ce dernier avec sa philosophie mécréante, clé « des horribles phénomènes des temps récents». Mais Novalis indiquait déjà la route à suivre pour échapper à la catastrophe de la révolution : l'Europe va renaître sous le signe du renouvellement religieux et du rétablissement de l'unité religieuse et aura à sa tête l'Allemagne, le pays le mieux défendu contre l'influence néfaste de l'évolution moderne.[2]

[1] Rudolf Stadelmann, *Moltke und das XIX. Jahrhundert. HZ.* 166. (1942.) n. 280.

[2] Publié dans *Romantik*, Vol. X, p. 38.

Il serait bien difficile de nier que cette théorie, quoique naïve et arbitraire et qui provoqua déjà les protestations de Gœthe, n'ait prévu malgré tout, sous un certain aspect, l'avenir : l'Europe de la restauration et de la Sainte-Alliance.

L'exemple de Novalis prouve clairement que, pour les romantiques, le culte du moyen âge signifiait beaucoup plus qu'un pieux enthousiasme pour la chevalerie et les trouvères. Frédéric Schlegel explique plus tard que pour lui « la structure morale, les conceptions politiques, les principes et les opinions » du moyen âge signifient beaucoup plus que le côté esthétique de cette époque.[1]

Tout en protestant contre ceux qui interprétaient ses opinions, comme si, en exaltant le moyen âge, il désirait faire revivre la situation sociale de cette époque, Adam Müller professait que

> « le moyen âge contenait « tous les éléments de toute existence politique », bien que la connexité entre ces éléments ait été alors plutôt imparfaite. « Le moyen âge était basé sur des fondements plutôt fédératifs qu'organiques, la raison et la science ne le soutenaient pas encore, les moyens de faire des comparaisons et une vue d'ensemble historique lui manquaient. Il a fallu, pour arriver à la solution juste, que le monde antique reparût une fois de plus dans la renaissance, qu'il se rangeât à côté du moyen âge et qu'il le supprimât enfin, pour que, par la comparaison et par les lacunes évidentes, nous pussions reconnaître ce qui est éternellement bon et durable ». « L'esprit pieux » du moyen âge pouvait s'éteindre pour quelque temps, pouvait dégénérer et céder la place « à l'or, au vernis gréco-romain, aux sentiments moins humains des lumières », mais uniquement pour que, à travers tous ces égarements, l'âme du genre humain, torturée par les lumières et déchirée par le protestantisme, fût préparée à se remplir de l'esprit des institutions médiévales, prête à faire revivre — sans vouloir les copier servilement — les souvenirs abandonnés, mais indestructibles du moyen âge, dans ses lois, ses mœurs et ses arts.»[2]

Donc Müller percevoit l'histoire à la manière dialectique,[3] mais la boussole de sa dialectique pointe en arrière et chez lui, ce sont les temps modernes qui

[1] *Philosophie der Geschichte* (1829) *Romantik*, Vol. 10, p. 165.

[2] *Elemente der Staatskunst, 17. Vorlesung.* Publ. par J. Baxa. Vol. I, p. 307.

[3] V. son étude intitulée : *Über den Gegensatz*, publiée en 1801.

apparaissent dans le rôle impopulaire de l'antithèse. Chez Müller et ses collègues, il s'agit donc d'effacer radicalement du livre de l'histoire les trois derniers siècles et de ramener, par dessus les siècles de la raison, le monde germano-chrétien du moyen âge. Les romantiques ne se contentaient pas de rendre justice au moyen âge en soulignant les excès du siècle des lumières et les tendances « commerciales » de l'historiographie (Adam Müller), ils ne se contentaient non plus de l'insérer dans la totalité de l'évolution comme une époque équivalente aux autres, — non, ils voulaient le superposer aux temps modernes.

> Selon August Wilhelm Schlegel, les générations du moyen âge dépassèrent de loin celles qui sont venues après elles au physique aussi bien que par la pureté de leur âme, ce qui fait que l'homme du présent ne peut plonger dans le monde gigantesque du Nibelungenlied sans sentir une espèce d'anéantissement.[1] Görres[2] découvre dans la scolastique des profondeurs dont nous « nous n'avons même pas pu approcher ». Adam Müller[3] et Frédéric Schlegel proclament, presque simultanément et indépendamment l'un de l'autre, que ce fut dans l'État allemand du moyen âge qu'apparut dans sa plus grande pureté l'élément essentiel de toute véritable constitution d'État, savoir la noblesse.

L'État allemand est donc depuis ses origines jusqu'à nos jours « l'incarnation du véritable État, c'est-à-dire de la constitution hiérarchique ». Tout cela correspond mot à mot à certaines spéculations politico-historiques national-socialistes (Hermann Christen), tout comme le « germanische Führerprinzip » de Hitler et de Rosenberg n'est qu'une continuation directe de la « germanische Adelsverfassung » de Schlegel. Les motifs de la théorie hitlérienne, leur caractère biologique-nativiste sont aussi les mêmes, comme nous le verrons plus loin en étudiant les rapports nationaux du culte du moyen âge.

Depuis Adam Müller jusqu'à ces dernières années, les cercles intellectuels allemands ne cessaient de souligner avec obstination que le retour au moyen âge signifiait le progrès et que la véritable révolution n'était pas celle des Français, simple conséquence de l'évolution des siècles précédents, mais celle des Allemands qui, en pui-

[1] *Romantik*, Vol. X, p. 82.
[2] *Deutschland und die Revolution* (1819), *ibid.*, p. 166.
[3] *Fragment über den Adel: Romantik*, Vol. X, p. 245.

sant dans le moyen âge, apportèrent quelque chose de vraiment nouveau. En fin de compte, toutes ces théories ne sont que les sophismes de la réaction, destinés à pallier le véritable visage de l'État allemand et de la société allemande pétrifiés dans leur état médiéval.

Il faut cependant remarquer que les jugements portés sur le siècle ne sont pas tous à considérer comme l'expression de la *Romantik* ou bien comme celle de la réaction, même si sur certains points ils se rencontraient avec la *Romantik*. C'est qu'il serait bien difficile de nier que la critique provoquée dans la pensée européenne par la réalisation pratique du droit naturel et des principes de la raison et surtout par la révolution, ne contienne de graves vérités justement du point de vue du droit naturel, de la raison et de l'humanité. Gœthe, en faisant une distinction entre révolution motivée et révolution immotivée, avait raison de protester contre ceux qui, à cause de cette opinion, l'accusaient d'être « l'ami du statu quo ». Burckhardt non plus ne devint pas romantique ; il voyait trop clairement les côtés déplorables de l'émancipation de l'homme et, fuyant les radicaux de sa ville natale, il se réfugia parmi les monuments de la Ville Éternelle et dans la simplicité de la vie populaire italienne. Et Tocqueville, peut-on le traiter de réactionnaire, parce qu'il osa opposer au mécanisme austère des institutions françaises l'humanité patriarcale de la démocratie américaine? Le romantisme et le mal commencent là où la critique entreprend de nier les résultats des procès historiques et cela dans le but transparent de préserver ou, qui est pis encore, de restaurer des conditions que l'évolution avait déjà dépassées et pour lesquelles il n'existe pas de motif moral. Il était permis de critiquer de bonne foi le comment et la direction du changement, mais jamais sa nécessité ni son caractère positif.

La *Romantik* signifie à nos yeux moins que des principes, mais plutôt des intentions, des visées, et ce sont surtout ces tendances sur lesquelles porte notre jugement. C'est que les théories politiques et sociales des romantiques contiennent quelque chose de faux et de la mauvaise foi. L'omnipotence de l'État et la renaissance du moyen âge ont été professées par une génération libertine, qui a grandi dans l'individualisme du XVIIIe siècle

lequel développa cet individualisme — dans sa vie privée — jusqu'à des extrêmes dangereux, pour se retourner enfin sur les bords de l'abîme moral et chercher un refuge sur les marches du trône et de l'autel. Cet Adam Müller, par exemple, qui dans ses conférences qualifia les attirances illégales du cœur comme dirigées contre l'État, s'éprit de la mère de sa pupille, de cinq ans plus âgée que lui et qu'il ne sépara de son mari et n'épousa qu'après de longues années, dans des circonstances plutôt obscures et même scandaleuses ; on sait que ce qui mit fin à son amitié pour le malheureux Kleist, était une nouvelle attirance romantique. Il est peu probable qu'un homme qui vécut de cette manière, ait souhaité de bonne foi le retour au moyen âge. Les apôtres romantiques de l'omnipotence de l'État ressemblent à leurs collègues modernes qui réussirent à réaliser cette omnipotence en ce qu'ils ne veulent non plus reconnaître comme obligatoires pour eux-mêmes les liens qu'ils cherchent à imposer à la société. C'est un mimétisme idéologique, appelé à camoufler un individualisme anarchique.

Il n'y avait que le cercle réactionnaire de Frédéric-Guillaume IV qui ne voulait rien savoir du droit naturel, des lumières et des idéologies révolutionnaires. Johann Maria Radovitz et les Frères Gerlach, fortement influencés par Karl Ludvig Haller,[1] rejetaient sans exception tous les postulats des idées révolutionnaires, ils regardaient avec défiance même le nationalisme allemand et la nostalgie de l'unité qui l'accompagnait. Ces conservateurs ne désirent pas une Allemagne puissanteet unifiée, ils ne veulent pas la *grande nation* allemande, parce que — selon le mot de Haller, l'unité ne conduirait qu'au régime de la *fürchterliche Masse*, sous le joug de laquelle souffre *die übrige Welt*, c'est-à-dire la France. Cette aversion outrée conduisit, même en Allemagne, à une impasse spirituelle et politique. Au soir de sa vie, Gerlach auquel déplaisait même le patriotisme bruyant des guerres de libération (Laster des Patriotismus) voyait s'exaspérer la victoire de la politique bismarckienne, qu'il trouvait scandaleuse parce que — à ses yeux — elle ne s'appuyait pas sur le christianisme, manquait de principes, n'était pas basée

[1] V. Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat*. p. 222 et suiv.

sur le droit et surtout parce qu'elle fraternisait avec des éléments révolutionnaires. Délaissé par ses amis d'antrefois, il se trouvait seul avec ses vues, au milieu d'une nation dans la jubilation.[1]

La *Romantik* essayait de l'emporter sur le nationalisme venu d'occident ; il réussit aussi à le diriger dans une direction spécifiquement allemande et caractéristique, mais ne put freiner son dynamisme, ses forces élémentaires. Les idées néfastes et exécrées passèrent quand même le Rhin et finirent parfois par conquérir même ceux qui les avaient combattues. Une des contradictions de l'évolution allemande est le fait que souvent les libéraux et les démocrates étaient des romantiques pur sang et que les idées occidentales — leurs tendances nationales surtout — rallièrent même ceux qui avaient été leurs ennemis les plus acharnés. Le passé de chaque prophète de la *Romantik* recelait une époque «jacobine», qui demeurait ineffaçable.[2] Le principal représentant de cette singulière duplicité est Adam Müller lui-même, ce coryphée extrémiste du quiétisme politique, du romantisme que l'unification de la législation, du calendrier, des mesures de poids, remplissent d'horreur à l'égard de la France, ce même Adam Müller se voyait forcé de déclarer:

> « Moi aussi j'ai souvent rêvé de l'union de ce grand peuple auquel nous appartenons comme la branche appartient à l'arbre ; j'attendais des révolutions et des héros . . .»[3]

L'attitude cosmopolite

Au tournant du XVIIe et du XIXe siècle, la France conquit la prépondérance en Europe, grâce à la concentration nationale toujours grandissante ; l'Angleterre était sur le chemin du pouvoir mondial et en face de ces pays se trouvait l'ancien Saint-Empire, réparti en mille huit cents provinces, tel qu'un empire médiéval, vraiment *monstro simile*, comme l'avait nommé Puffendorf. La situation ne fut que très peu changée par la naissance

[1] Gerhard Ritter, *Machtstaat und Utopie*. 1940, p. 132 et note n° 25.
[2] J. Baxa, *Einführung in die romantische Staatswissenschaft*. 1931.
[3] *Über König Friedrich II. und die Natur. Würde und Bestimmung der preussischen Monarchie* (1810) : Kluckhohn, *op. cit.*, p. 8.

du Bund allemand, qui réunit après 1815 vingt-cinq Etats, sous la direction de l'Autriche et de la Prusse. L'énorme disproportion entre le nombre des habitants et le pouvoir, entre le niveau culturel et l'autorité internationale, ne pouvait rester longtemps sans suites fâcheuses pour les Allemands eux-mêmes et pour leurs voisins.

La génération éclairée, que le souffle du nationalisme moderne n'avait pas encore atteinte, avait pleinement conscience de l'état arriéré de l'Allemagne et bien qu'elle en souffrît, elle trouvait une consolation dans les arts, dans les sciences, dans l'idéal de l'humanité universelle résidant dans toutes les nations.

« Dieu nous a donné le coin allemand — lit-on dans un document anonyme de 1795 — où l'on doit vivre avec la volonté d'être avant tout cosmopolite ».[1] Selon Wieland, le nouveau patriotisme n'est autre qu'une « vertu à la mode », et il ne sait de quelle manière cette nouvelle vertu pourrait être accordée avec les devoirs des Allemands envers les autres peuples, leurs frères et leurs prochains.[2] Pour Herder, la nation allemande est une « *ungewordene Nation* », tandis que Gœthe, en voyant l'état misérable de l'ancien Empire, demande d'un ton railleur dans ses Xénies:

« *Deutschland ? Aber wo liegt es ? Ich weiss*
das Land nicht zu finden.
Wo das gelehrte beginnt, hört das politische auf. »

Pour lui la nation n'existe que dans sa culture, tandis qu'il considère la nation politique comme parfaitement irréalisable :

« *Zur Nation euch zu bilden, ihr hoffet es,*
Deutsche vergebens,
Bildet, ihr könnt es, dafür freier zu Menschen. »

Ces lignes contiennent déjà la même consolation qu'exprima Schiller dans son esquisse inégalable, du poème intitulé : « grandeur allemande », écrite après la paix de Lunéville : « En ce moment quand elle quitte la lutte pleine de larmes, quand deux peuples hautains lui posent leurs pieds sur la nuque, quand le vainqueur dicte son sort, est-il permis à la nation allemande de lever la tête et d'occuper sa place dans la famille des peuples? Oui ! Sa lutte eut une fin malheureuse, mais elle garda ses valeurs ! L'Empire allemand et la nation allemande sont deux choses différentes. Indépendamment de la politique, la nation

[1] *Über Patriotismus :* Kluckhohn, *op. cit.*, p. 9.

[2] *Über teutschen Patriotismus. Neuer teutscher Merkur*, 1793 : Kluckhohn, *op. cit.*, p. 10 et suiv.

allemande possède sa valeur propre et quand l'Empire devrait déchoir, la dignité allemande resterait intacte. La grandeur morale de sa civilisation et de son caractère rend la nation indépendante de son sort politique. Cet Empire continuera à prospérer en Allemagne, il grandit même de jour en jour, sous les ruines gothiques d'une constitution barbare.»[1] Wilhelm von Humboldt, un autre représentant de cette résignation esthétique, s'écrie en chevauchant à travers le champ de bataille de Lipsie : « Des empires tombent, mais une belle poésie restera ».[2]

On comprendra que cette attitude cosmopolite, cette absorption dans l'art et dans la contemplation de la beauté, cette retraite distinguée loin de tout ce qui est réalité, devint intenable dans la tempête des guerres napoléoniennes. Au siècle du nationalisme, il était bien difficile d'exiger des classes dirigeantes d'un peuple nombreux et fort de se résigner à être le témoin inactif de la puissance et de la gloire d'autrui et de se contenter, pour tout dédommagement du manque de succès politique et de grandeur nationale, des jouissances qu'offrent les beaux poèmes et l'étude des sciences. Schiller et Gœthe montrent que ce chemin n'était plus praticable après Lunéville et Iéna, même pour les esprits créateurs.

Schiller, en séparant le sort de la nation dont la civilisation était en plein épanouissement, de l'empire mourant, ne renonce que provisoirement à l'avenir politique de la nation allemande. Sachant l'esprit du côté des Allemands et, plein d'optimisme éclairé, ayant confiance dans la victoire finale de l'esprit, il est sûr qu'arrivé au « but des temps », le « peuple lent » rattrapera « les peuples alertes et agiles » et à la fin celui qui possède le « *Geist* », possédera aussi la « *Herrschaft* ».

Goethe et le nationalisme

A l'époque des guerres de libération, Gœthe chercha aussi en vain à s'absorber dans la lecture d'une œuvre d'histoire sur l'Empire chinois, plus tard dans l'étude d'un travail de technologie, et enfin il se mit à ranger ses objets d'art *im Gegensatz mit dem Lauf der Welt* et,

[1] Publié par Kluckhohn, *op. cit.*, p. 50. s.

[2] Ernst Leipprand, *Heinrich von Treitschke im deutschen Geistesleben des 19. Jahrhunderts*. 1935. p. 1.

un jour, il dut *nolens volens* regarder la réalité en face. Quelques semaines après la bataille de Leipzig, ayant plus de soixante ans, il eut un entretien avec l'historien Heinrich Luden, patriote passionné et idole des « Burschenschaften ». Le professeur lui demande son opinion sur les idées actuelles « liberté, patrie, peuple » — sujet délicat, désagréable même pour Gœthe. Déjà en 1803, Arndt avait sévèrement condamné ceux qui éprouvaient une véritable joie de ce que les idéals « peuple, patrie et liberté » qui, à leurs yeux, n'étaient bons qu'à séparer les nations, étaient restés étrangers à l'âme allemande; ceux pour qui l'anéantissement politique des Allemands ne méritait même pas d'être mentionné, puisque c'était le prix que paya la nation pour atteindre dans le champ de la philosophie et des arts une hauteur dont les autres nations européennes n'avaient même pas l'idée.[1] Quelques années plus tard, c'est Friedrich Schlegel par qui cette attitude de Gœthe avait été encore une fois jugée — pourtant sans mentionner son nom :

> « De l'arrière-plan de l'histoire du dernier siècle, saturé de signes menaçants et de ruines », il constate avec un émerveillement mêlé de tristesse « que, depuis plus de cinquante ans, les grands esprits de la nation allemande se perdent presque tous dans la contemplation purement esthétique des choses », à un tel point qu'à la fin « toute pensée sérieuse, allant à Dieu et à la patrie, toute réminiscence de la gloire passée, tout esprit de force et de fidélité, durent s'éteindre complètement avec eux. Il faut que ces rêveries, ces vertiges panthéistes sans virilité prennent fin, car ils ne sont pas dignes d'une grande époque. »[2]
>
> Adam Müller est aussi d'avis « que le culte des dieux se trouve autre part que dans les futilités de la vie mondaine et domestique. »[3]

Les patriotes romantiques rendaient Gœthe responsable du mauvais exemple, il devait donc faire attention à ce qu'il répondait.

Sa réponse, qui reflète l'universalité de son esprit aussi bien que son sens extraordinaire pour découvrir

[1] *Germanien und Europa*, p. 253.

[2] Compte rendu de 1808 du livre d'Adam Müller, *Vorlesungen über die deutsche Wissenschaft und Literatur* (1809). Publié dans *Romantik*, vol. X, p. 248.

[3] *Idee des Staates*, *loc. cit.* 203. p.

tout ce qui est neuf et actuel, embrasse tous les problèmes, toutes les éventualités et toutes les tentations du nationalisme allemand du XIXe siècle :

> « Ne me croyez pas indifférent aux grands idéals comme liberté, peuple et patrie. Non, ceux-ci font partie de notre être, il vivent en nous et personne ne peut les rejeter hors de son sein. L'Allemagne aussi, je la chéris de tout mon cœur. Je pense souvent avec une amertume douloureuse au peuple allemand, si vaillant dans ses individus et si misérable dans son entité. La comparaison des Allemands à d'autres peuples éveille des sentiments pénibles, et je tâche toujours de passer outre. J'ai trouvé dans la science et dans les arts les ailes qui me permettent de m'élever : la science et les arts appartenant au monde entier, les barrières des nationalités tombent devant eux. Et pourtant la satisfaction qu'ils nous procurent est bien faible et n'égale pas la fière conscience d'appartenir à un peuple grand et fort, estimé et redouté. »

En lisant ces lignes extraordinaires, il nous faut reconnaître que l'esprit froid de Gœthe n'est pas resté sans subir le souffle ardent du nationalisme et, comme Schiller, lui non plus ne put se soustraire à la pénible pensée de l'état arriéré de l'Allemagne et, en cherchant la solution, les images enchanteresses de la gloire et du pouvoir miroitaient devant ses yeux. Cela ne signifie pas cependant qu'il se soit soumis au nationalisme, à la « *Deutschtümelei* » si souvent critiquée avant et après lui.

Le vieux poète regardait le nationalisme comme il regardait l'autre conquête du XIXe siècle, la civilisation technique et la « *mittlere Kultur* » qu'engendra cette dernière.[1] Il entendait le nationalisme approcher, il sentait sa force sur luimême, il savait que son règne était inévitable. Mais il ne désespéra pas, il ne se retira pas dans une négation rigide, il chercha plutôt à sauvegarder pour l'avenir, pour le monde nouveau, les possibilités d'une vie appropriée à ses idéals.

C'est pour cela qu'il jette un regard scrutateur vers l'avenir, l'avenir de sa nation :

> « Ce qui me console encore, c'est la confiance que j'ai dans l'avenir de l'Allemagne, ma confiance est aussi forte que la vôtre... » Ici il prend un ton d'admonestation,

[1] V. Schnabel, *op. cit.*, vol. III, p. 451 et suiv.

comme s'il voulait freiner l'impatience de ses contemporains : « Mais l'avenir et les possibilités sont cachés à l'œil humain et la volonté humaine n'est pas capable d'avancer leur heure ni de les évoquer. En attendant, nous, les individus, ne pouvons faire autre chose qu'enrichir, renforcer et propager — chacun selon ses talents et ses goûts — vers le bas et vers le haut la culture de notre peuple, pour qu'il puisse égaler les autres peuples et même les surpasser, en cela du moins, pour que l'esprit ne tarisse point, mais pour qu'il reste alerte et joyeux, pour qu'il ne devienne pas pusillanime et accommodant, mais pour qu'il soit prêt à l'action quand arrivera le jour de gloire. »[1]

De son désir d'appartenir à un peuple grand, fort et — évidemment à l'exemple des Français — redouté, faut-il conclure que Gœthe avait renié les idéals de sa jeunesse, l'idéal de l'individu libre, vivant pour l'art et la science? Aucunement. Une conversation qu'il eut, le 10 mars 1830, avec Eckermann, ne laisse aucun doute que, vers la fin de sa vie, il était un homme pour qui comptaient seulement « culture et barbarie » et pour qui avoir atteint un certain degré de culture signifiait en même temps être au-dessus des nations :

« Ce degré de culture convenait à ma nature, et je m'y suis affermi longtemps avant d'avoir atteint ma soixantième année. » A la question ironique des Xénies : « L'Allemagne? Mais où est-elle? » — il ne trouve maintenant encore qu'une réponse négative : « Nous n'avons pas une seule ville, pas même une province où nous puissions déclarer catégoriquement : voici l'Allemagne ... Il y a seize ans seulement, lorsque nous avons voulu enfin nous libérer des Français, l'Allemagne était partout. »[2]

Ainsi, malgré toute la confiance que Gœthe avait dans l'avenir de sa nation, le seul but concret qu'il se proposait et qu'il proposait à ses contemporains allemands, c'était le relèvement et l'approfondissement de la culture de son peuple.

[1] Kluckhohn, *op. cit.*, p. 214.

[2] Quelques phrases de cette conversation, ayant rapport aux Français, méritent d'être citées : Und — unter uns — ich hasste die Franzosen nicht, wie wohl ich Gott dankte als wir sie los waren. Wie hätte ich auch, dem nur Kultur und Barbarei Dinge von Bedeutung sind, eine Nation hassen können, die zu den kultiviertesten der Erde gehört und der ich einen so grossen Teil meiner Bildung verdankte !

> La nouvelle vocation allemande « devrait être encore plus sublime — dit-il à Luden — que ne l'était l'œuvre imposante de la destruction de l'ancien empire romain et de la formation du moyen âge — car notre culture est maintenant beaucoup plus développée.»

L'avenir allemand de Gœthe aurait été basé sur l'union indissoluble de l'action et de la civilisation, tandis que le véritable avenir allemand se développa sous le signe d'un contraste fatal entre ces deux facteurs. L'attitude que prit Gœthe en 1813 envers la nation, aurait été plus tard inimaginable.[1]

Le nationalisme romantique

Le sage de Weimar se contenta de professer l'impénétrabilité de l'avenir et de mettre ses compatriotes en garde contre le danger de chercher, avec une hâte contre nature, la gloire et la grandeur. Parmi ses contemporains plus jeunes, il y en avait plusieurs qui partageaient son opinion, qui pressentaient dans cette hâte un danger pour l'Allemagne aussi bien que pour le monde entier. Ils avaient le courage d'invertir la Xénie de Gœthe : non seulement *wo das gelehrte beginnt, hört das politische auf*, mais *wo das politische beginnt, hört das gelehrte auf !* Dans un de ses mémoires de 1813, Wilhelm Humboldt propose que, dans l'avenir, l'Allemagne devienne une confédération (Staatenverein), car « si, par suite d'actions violentes », elle devenait un État unifié, « personne ne pourrait empêcher l'Allemagne d'entreprendre des conquêtes qu'aucun bon Allemand ne pourrait désirer. Nous savons très bien quels avantages importants dérivaient pour la nation allemande, sous le rapport des arts et de la science, du fait qu'elle n'avait pas à l'égard de l'étranger des tendances politiques; d'autre part, il n'a pas encore été élucidé quelle serait l'influence d'une pareille tendance ».[2] Arnold Heeren (1760—1842), élève de Montesquieu et historien distingué, est du même avis. Selon lui, l'Allemagne organisée en une grande monarchie militaire ne sera capable de résister à la tentation de s'emparer de l'hégémonie en

[1] Meinecke, *Nach der Revolution*, p. 50.
[2] Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat*. p. 202.

Europe. Or, la réalisation de l'union allemande « signifierait le tombeau de la civilisation allemande et de la liberté européenne ».[1]

Ni la fin des guerres libératrices ni la réalisation de l'unité allemande n'ont pu dissiper cette crainte ; de 1866 à 1871, celle-ci s'empara aussi bien de Jacques Burckhardt que de Nietsche qui caractérisait l'œuvre de Bismarck dans les termes suivants : « Extirpation de l'esprit allemand en faveur du Reich. » La génération d'aujourd'hui est particulièrement compétente pour établir que cette appréhension était bien plus qu'une chimère des beaux esprits.

La voix de la génération de Gœthe survivra aux guerres libératrices, mais elle ne sera qu'une voix dans le désert que fera taire le cri belliqueux, formulé par Arndt, du nouveau nationalisme :

> « Maudits soient l'humanité et le cosmopolitisme dont on se glorifiait et l'esprit juif international qu'on exaltait comme le point culminant de la civilisation humaine. »[2]

La glorification enthousiaste de l'humanité et de la solidarité humaine est remplacée sans transition aucune par la xénophobie ;[3] (« Hass gegen das Fremde und Wälsche ») ; on en revient à la « fureur teutonique » du moyen âge pour la faire réapparaître sous la forme moderne de la « deutsche Wut » : cette « fureur germanique doit être assez forte pour l'emporter définitivement sur la furia francese, la *Wut* anglaise et toute autre espèce de *Wut* dont nous étions obsédés ». C'est au nom de l'esprit de l'époque qu'Arndt demande à ses compatriotes d'avoir le culte de tout ce qui appartient à la patrie allemande et d'extirper tout ce qui est étranger, « *welsch* et *undeutsch* ».[4]

[1] Meinecke, *op. cit.* p. 208, V. Huizinga, *Im Bann der Geschichte* (1943), p. 194.

[2] *Der Rhein, Deutschlands Strom, aber nicht Deutschlands Grenze* (1813), cité par Kluckhohn, *op. cit.*, p. 145.

[3] Arndt, *Über künftige ständische Verfassungen von Deutschland* (1914), cité par Kluckhohn, *ibid.*

[4] *Phantasien zur Berichtigung der Urteile über künftige deutsche Verfassungen* (1815), cité par Kluckhohn, *op. cit.*, p. 139, 147—8 et Fr. Schlegel, *Reise nach Frankreich : Romantik*, vol. X, p. 58 et suiv.

C'est la même haine démesurée qui résonne sur la lyre de Kleist, le barde des guerres libératrices : « Massacrez-les (les Français); le jugement du monde n'aura cure des motifs ». On en est au premier degré de l'isolement volontaire de l'Allemagne, à l'époque où Gœthe n'ose avouer à Eckermann qu'« entre quatre yeux » qu'il ne hait pas les Français. Les fameux « discours » de Fichte implantent dans l'ensemble de l'« intelliguentzia » allemande l'idée que tous les maux sont à ramener en dernière analyse à l'« Auslanderei », c'est-à-dire à l'adoption servile des idées étrangères et tout spécialement des idées françaises. Les idées étrangères ne seraient, selon cette opinion, qu'autant d'embûches, aptes à induire en erreur les Allemands en ce qui concerne leurs intérêts véritables et à les faire persévérer dans cette erreur. Tout cela semble d'autant plus dangereux que, dans la plupart des cas, la « ruse étrangère » remporte des victoires faciles sur la candeur et la naïveté des Allemands.[1] Dans ces conditions, force nous est de souscrire aux conclusions de F. W. Förster, ce champion émérite du catholicisme allemand, suivant lesquelles le chemin mène tout droit de Fichte à Hitler.[2] D'autre part, si l'on essaie de remonter jusqu'aux ressorts intimes de cette haine tenace et presque hystérique de l'étranger, on se heurte de nouveau aux complexes douloureux de l'infériorité et de la honte provoquée par l'état arriéré du pays.

> Rien n'est plus pénible aux romantiques que de contempler, à travers le prisme des considérations politiques, « la patrie qui avait été le Saint-Empire Germanique » et de rechercher pourquoi il ne fut pas permis à l'Allemagne de refaire son unité à l'instar de la France et de l'Angleterre — évidemment à cause des intrigues tramées par ses adversaires étrangers.[3]

Après tant de misères, il n'y a qu'une seule issue : un seul peuple allemand sous le sceptre d'un seul seigneur.

[1] *Reden an die deutsche Nation.* Particulièrement caractéristique est le 13e discours, cf. *Sämtliche Werke* (1846), vol. VII, p. 463 et suiv.
[2] *Europe and the German Question.* 1941, p. 6.
[3] Arndt, *Germanien und Europa* (1803), p. 248, 251.

On peut donc décomposer le nationalisme romantique en deux idées fondamentales : la première, qui consiste à rejeter les modèles étrangers de l'État fondé sur le droit naturel, à restreindre les réformes d'une nécessité urgente à la restauration de l'État autoritaire, de sorte que les principes moyenâgeux du système des Ordres y prennent le dessus sur l'absolutisme éclairé; la seconde, qui vise à la réalisation de l'unité nationale au prix d'une liquidation définitive de la « Vielstaaterei », c'est-à dire de la segmentation en une multitude d'États. Que la première idée, d'allure spécifiquement allemande, soit fondée sur des considérations romantiques et historiques, cela n'est guère douteux. Mais comment juger la seconde, qui concerne l'unité nationale? Est-elle issue, comme la première, du droit naturel? quel est le rapport existant, au point de vue idéologique, entre elle et les considérations sur l'État et la société?[1]

Selon l'opinion publique, un des traits essentiels du nationalisme allemand, fondé sur des idées historiques et juridiques, se manifeste par une désapprobation radicale du passé allemand. Frédéric Schlegel est d'avis que

> le peuple allemand dépasse, quant à la grandeur et à la confusion de son malheur, les autres peuples, et que son histoire est une « grande tragédie » où le but, presque atteint au prix d'efforts héroïques, finit toujours par lui échapper d'une manière tout à fait imprévue : « so misslingt es plötzlich ». L'histoire de l'Allemagne ne serait donc qu'une suite ininterrompue d'occasions manquées, de brillants succès suivis de désastres qui, provoqués par des faiblesses personnelles, la fameuse *Schwäche*, s'accomplissent avec la fatalité illogique d'une *Schicksalstragödie*. Dans ces conditions, celui qui contemple le passé n'a qu'à avouer ses regrets : il est dommage que Frédéric II n'ait pas réussi à unir l'Allemagne et l'Italie, que le centre de la chrétienté soit Rome et non une ville allemande, que l'empire germano-hispanique de Charles V n'ait pu prendre naissance, que l'empire suédo-germanique de Gustave Adolphe ait partagé le même sort et que la vallée du Rhin ne soit ornée d'une grande ville de l'Europe germanique, « digne capitale d'un continent heureux ! . . . »[2]

[1] De l'avis de G. Weill (*op. cit.*, p. 13), le nationalisme français serait fondé sur le droit naturel et le nationalisme allemand, sur le droit historique.

[2] *Reise nach Frankreich* (1803) : *Romantik*, t. X, p. 55.

Au fond, on retrouve les mêmes idées chez Fichte,[1] Arndt[2] et Görres :[3]

> Tous ces auteurs formulent presque dans des termes identiques leur jugement sur la cupidité des princes, sur l'indifférence des sujets et avant tout sur les cabales de l'« autre monde », de cette *andere Welt*, qui fait toujours tomber dans son piège l'Allemand naïf et mal avisé. On refuse de reconnaître les faits accomplis ; on persiste à répéter que l'Allemagne et l'Europe auraient dû garder leur unité, que notre continent aurait dû rester sous la domination germanique et que la segmentation de l'Allemagne en petits États est « contraire à la nature et à la raison ».[4]

Opposer à la marche de l'histoire la nature et la raison : voilà une argumentation qui est aussi peu compatible avec la notion de droit historique qu'avec les exigences fondamentales de la conception historique. Mais les romantiques se proposent de lancer une nouvelle philosophie de l'histoire, placée sous le signe des grandes hypothèses, des « si » et des « supposé que », c'est-à-dire une conception franchement antihistorique qui envisage les forces et les figures du passé, d'une manière particulièrement agressive, sous l'angle du présent, et dont même les vrais maîtres de l'historiographie routinière, Droysen, Sybel, Treitschke et Below, ne sauront se débarrasser.

Inutile de dire que le moyen âge constitue l'acte le plus réconfortant de cette grandiose tragédie historique, parce que c'est l'époque où la race germanique avait envahi les ruines de l'Empire romain pour former la noblesse des provinces de jadis,[5] où l'Allemand avait encore une patrie,[6] où il obéissait à un Empire et à un empereur, où[7] la chevalerie allemande marchait en tête

[1] *Reden an die deutsche Nation.* Dreizehnte Rede, *op. cit.*, p. 463 et suiv.

[2] *Germanien und Europa*, *ibid.*, p. 127.

[3] *Der deutsche Reichstag* (1814) : Baxa, *Gesellschaft und Staat im Spiegel deutscher Romantik*. 1924, p. 420.

[4] Cf. Fichte, *op. cit.*, p. 464 : *Wäre das christliche Europa eins geblieben, wie es sollte . . .*

[5] A. W. Schlegel, *Über das Mittelalter* (1803) : *Romantik*, t. X, p. 67 et suiv.

[6] Fr. Schlegel, *Reise nach Frankreich*, *ibid.*, p. 56.

[7] Arndt, *Geist der Zeit*, III (1813), cité par Kluckhohn, *op. cit.*, p. 141.

de la jeunesse du monde, où, selon eux, — par rapport au bourgeois allemand — les autres couches de la population citadine de l'Europe constituaient encore des masses barbares.[1] Il est incontestable que le nationalisme allemand a emprunté au moyen âge certains desiderata relatifs au présent et au passé, en particulier le désir de refaire l'unité germanique et la chimère d'une hégémonie europeénne. Il n'en est pas moins vrai que le moyen âge qui — en ce qui concerne la structure interne de la société et de l'État — est une réalité vivante, représentée par le pouvoir patriarcal du prince, par la noblesse, par la constitution intimement liée au système des Ordres et par les corporations (guildes), n'est plus, même aux yeux des patriotes les plus enthousiastes, qu'un aspect irrévocablement disparu de l'impérialisme du passé. L'ancien Empire, avec son unité et son hégémonie européenne, constitue une preuve éclatante des facultés de l'esprit allemand ; mais son exemple, qu'on ne cesse de citer aux générations déchues de l'époque moderne, est simplement un moyen d'attiser les formes nouvelles du sentiment national.[2] On n'ignore pas que déjà l'Allemagne médiévale était rongée par le mal du particularisme et du séparatisme qui devait aboutir à la détestable *Vielstaaterei* moderne et que l'époque inaugurée par la paix de Westphalie, l'histoire « encombrée de ruines » des derniers siècles (Fr. Schlegel), devait fatalement engloutir l'Empire de jadis qui, dès avant l'apparition du tyran *welsch*, était condamné à périr. S'inspirant de l'exemple de ces époques lointaines, on pouvait tout au plus espérer que « le lion assoupi s'éveillerait un jour et que l'histoire universelle de l'avenir serait remplie des hauts faits des Allemands ».[3] Comme l'on voit, cet espoir, au lieu d'être alimenté par l'histoire, était soutenu plutôt par la contemplation de la situation d'alors en tant que suite et aboutissement des événements du passé.

[1] Fichte, *Reden...*, t. VI, *op. cit.*, p. 356.

[2] V. la lettre de Fr. Schlegel à la comtesse de Voss : *Romantik*, X, p. 247.

[3] Fr. Schlegel, *Reise nach Frankreich*, *op. cit.*, p. 59.

Ranke qui, jusqu'à la fin de sa vie, garda un rayon des lumières du siècle où il était né, se rendit bientôt compte du fait que les apôtres de l'unité allemande étaient sur le pied de guerre avec l'histoire et la réalité.

Dans son étude intitulée *Über die Trennung und die Einheit von Deutschland* (1832), qui lui valut un si mauvais renom aux yeux des propagateurs de l'unité allemande au XIXe siècle et de ceux du national-socialisme au XXe, il déclara sans ambages que « jamais le désaccord entre la réalité et les aspirations n'avait été aussi manifeste » que dans le cas des exigences visant l'unité allemande : « Jamais notre patrie ne fut divisée en tant de parties indépendantes, jamais les principautés ne bénéficièrent d'une telle autonomie, jamais il n'y eut entre souverains et sujets une telle jalousie, jamais les liens de subordination, de justice et de naissance ne furent plus fragiles. Et, dans cette situation, quelques-uns rêvent à l'unité et l'envisagent sous une forme qui n'a jamais existé... »[1] Dans ces conditions, l'idée d'unité n'est pour lui qu'« une aspiration à l'irréalisable », « une chimère des possibilités qui sont dans l'air ». Dans une autre étude où il traite du nationalisme, il tient à faire la remarque suivante : « Je pense à une nationalité qui, loin d'être une chimère illusoire, est bien vivante et s'incorpore dans l'État. »[2] C'est avec une véhémence fort rare dans son œuvre qu'il crie aux rêveurs : « Vous ne vous inventerez pas une patrie ! » Il s'oppose aussi à ceux qui « veulent tenir bien haut le drapeau d'un nationalisme allemand imaginaire » et qui prétendent pouvoir montrer au peuple allemand seul le chemin praticable. Mais « qui pourrait enfermer dans une idée ou dans une formule ce que c'est que d'être Allemand? Qui oserait appeler par son nom le génie de notre siècle, des siècles passés et futurs? »[3] L'unité n'est pas pour lui le but d'un avenir à réaliser, mais une étape déjà dépassée de l'évolution qui avait fait nécessairement naître l'*Einzelstaat* vigoureux qui domine le présent. C'est la multiplicité superposée à l'unité ancienne qui constitue pour Ranke la seule réalité.[4]

[1] *Sämtliche Werke*, t. 49—50 (1887), p. 135—7.

[2] *Die grossen Mächte* (1833), *Kröners Taschenausg.*, t. 146, 1942, p. 52. Il est curieux de remarquer que l'étude citée plus haut ne figure pas dans cette édition.

[3] *Über die Trennung ..., loc. cit.*, p. 172.

[4] Ce coup d'œil sommaire sur les idées que Ranke professait au sujet de l'unité allemande fait bien voir la fragilité de l'opinion de F. W. Förster (*op. cit.*, p. 21), d'après laquelle notre auteur — de même que d'autres historiens allemands — devraient figurer parmi les précurseurs de l'impérialisme germanique.

Cette argumentation n'était pourtant pas de nature à emporter la conviction des partisans de l'unité qui abordaient le problème non du côté de l'histoire et des réalités politiques, mais sous l'angle de la spéculation rationaliste et de l'aspiration romantique. La philosophie de l'unité allemande repose au fond sur le système de Fichte qui remonte, quant à son point de départ et à sa structure, à l'époque des Lumières en France et en Allemagne, à Rousseau et à Kant et qui aboutit dans tous les domaines à des conclusions conformes à l'idéologie romantique. Ce fut sans contredit Fichte qui fit les réflexions les plus cohérentes sur les relations qu'il y avait entre le passé et l'avenir et qui eut le courage de dire ce qu'il avait sur le cœur.[1]

Bien qu'il reconnaisse que le moyen âge fut la seule époque où la nation allemande joua le rôle brillant qui lui revenait de droit en tant que « race fondamentale » *(Stammvolk)*, il ne manque pas d'avouer que la cupidité des princes mit fin plus tard à cette situation avantageuse et qu'au cours des siècles suivants l'Allemagne ne fit que suivre la courbe d'un triste déclin qui devait fatalement la mener à son état présent.

> « Car quelle sorte de liens intimes y avait-il entre nous et quelle histoire commune? » — demande-t-il avec un dédain nullement dissimulé pour donner aussitôt à sa question la réponse suivante : « Depuis la Réforme, il n'y en avait certainement pas » (p. 568). Dans ces conditions il serait plus juste de parler non de l'histoire de l'Allemagne, mais de l'histoire des diverses unités territoriales. Ces réflexions sur le passé amènent l'auteur à la conclusion qu'à certaines époques il n'y avait nulle trace d'unité nationale et que les éléments unificateurs qui ont existé à d'autres moments ont irrévocablement péri (p. 286). Il s'ensuit que l'histoire ne peut guère fournir au peuple allemand le ciment de son unité, puisque seul le savant pourrait y déceler ce qui caractérise la collectivité allemande.

[1] L'analyse de ses idées telle que nous allons la faire dans le passage suivant repose sur les « *Reden* », avant tout sur son testament politique (1813) et sur le fragment intitulé *Über Errichtung des Vernunftreiches* qui remonte à la même année. Tous les textes sont cités d'après l'édition de 1865 de ses œuvres complètes. Les chiffres entre parenthèses renvoient aux pages de cette édition.

« Mais est-ce important pour le peuple? Comment une postérité radicalement changée pourrait-elle puiser les éléments de son unité dans telle bataille d'Arminius? L'esprit est mort et qui sait ce que les descendants des guerres de jadis sont devenus jusqu'à nos jours? . . . (p. 568—69). En un mot, ni le passé ni la tentative de le faire revivre ne pourraient nous laisser le moindre espoir. »

Il ne reste donc qu'un seul moyen : si le peuple allemand ne veut reprendre le fil de son histoire, il doit se décider à s'engager dans les voies d' « une histoire nouvelle » (p. 581) qui constitue une exigence générale de l'avenir (p. 573) et aussi un postulat de la raison.

Créer d'eux-mêmes un lien qui n'a jamais existé : voilà la tâche suprême des Allemands (p. 571). « Cette nouvelle histoire glorieuse » ne pourrait nullement être considérée comme la continuation du passé, puisque celui-ci, à vrai dire, « n'avait abouti à aucun résultat au point de vue allemand » (p. 571). Qu'est-ce donc qui sépare d'une manière si radicale l'histoire des insuccès du passé de celle d'un avenir ardemment souhaité? Pourquoi l'une ne peut-elle s'allier à l'autre? Fichte est d'avis que le motif de ce phénomène doit être cherché dans le fait que l'histoire ancienne avait été conduite par les princes et la rigidité des « Einzelstaaten » devenus trop puissants à une impasse fatale d'où aucun chemin ne conduisait plus à un essor national. D'un côté, les relations dynastiques avec l'étranger et les diverses obligations politiques empêchaient les princes de représenter dignement les intérêts communs ; d'autre part, « aucun prince de province n'était à même de créer des Allemands, au lieu de sujets autrichiens ou prussiens » (p. 570).

C'est pourquoi Fichte ne désire point voir naître l'unité par l'œuvre d'un prince de quelque province. Mais pourrait-on l'espérer par l'œuvre d'une nouvelle puissance souveraine, d'un Napoléon allemand? Non plus, puisqu'un tel monarque viserait avant tout à jeter les bases d'une dynastie et Fichte se refuse à reconnaître tout droit héréditaire au trône.

Au principe d'hérédité il oppose la thèse suivante : « D'une manière générale, l'hérédité de la représentation est un principe tout à fait contraire à la raison, car la culture personnelle et surtout le haut niveau de celle-ci, qu'exige l'exercice de la représentation, dépend exclusivement de la structure et de la culture de l'individu et, par conséquent, il n'y a là rien d'héréditaire » (p. 577). C'est précisément de la reconnaissance de cette thèse qu'est née la conclusion finale d'un caractère franchement révolution-

naire : « Je suis parfaitement convaincu que la naissance du peuple allemand ne peut s'effectuer que par l'abdication des divers princes » (p. 547).

En d'autres termes, Fichte veut rayer de la carte de l'Allemagne les territoires isolés ; il en reconnaît aussi peu la raison d'être que celle de la « balance of power » dans le domaine de la politique extérieure. Il considère l'Allemagne unie comme la seule garantie de la paix européenne (p. 465).

L'unité ethnique allemand qui, au cours de l'histoire n'avait même pas existé et qui, par conséquent, ne pouvait être doué d'une conscience nationale (p. 568), ne peut se constituer en « peuple » dans le présent que grâce à certaines qualités individuelles. Ce sont ces idées dernières que Fichte englobe dans la notion d'« originalité » *(Ursprünglichkeit)* qui, quant à son contenu, est identique à l'idée d'« ethnie » *(Volkstum)* de la *Romantik* postérieur. Nonobstant, il convient de tenir compte du fait que l'*Ursprünglichkeit*, comme ce terme même l'indique très nettement, est fondée sur des prémisses puisées dans la nature ; c'est pourquoi Fichte se croit autorisé à opposer l'unité naturelle de la communauté allemande à l'unité purement historique des peuples néolatins.

Ce n'est pas l'origine, la *race* qui constitue la différence essentielle entre les Allemands et les autres peuples de l'Europe ; de même que les Francs s'étaient mêlés aux habitants de la Gaule et les Goths, les Longobards à ceux de l'Italie, les Allemands s'étaient mêlés, à leur tour, aux Slaves. « En ce qui concerne leur origine, tous les peuples européens sont d'origine germanique et aucun d'eux ne pourrait se vanter d'une pureté plus grande de ses origines » (p. 313—14). Au point de vue généalogique, les peuples romans ne seraient que « der ausländisch gewordene Teil der *frischen* Nation » (p. 340).

Comme l'on voit, Fichte ne rejette pas définitivement l'importance des origines raciales ; ce n'est que par rapport au présent qu'il tient compte du caractère mélangé des peuples. Somme toute, l'Europe entière repose sur des bases germaniques :

En vain les Germains s'étaient-ils mêlés à la population anciennne ; eux seuls avaient la mission de constituer « l'élément victorieux, dominant et transformateur dans

la population issue de métissage » (p. 313—14), ce qui ressort aussi du fait que les vertus caractéristiques des nouveaux peuples, « la générosité, l'humanité, l'esprit chevaleresque et la galanterie » étaient à l'origine des particularités essentiellement germaniques (p. 572).

La différence fondamentale qu'il y a entre les peuples européens malgré la communauté de leur origine raciale germanique, se manifeste par la diversité des langues :

> Tandis que les Germains restés dans leur patrie, c'est-à-dire les Allemands, ont conservé « leur langue vivante, nourrie par les forces de la nature », les Germains établis à l'étranger devaient adopter le latin ; mais l'idiome nouveau ne fit que dégénérer dans leur bouche (p. 313, 325, 328). C'est là qu'il faut chercher le ressort intime de toute autre différence entre la civilisation, l'organisation d'État et les institutions sociales des peuples germaniques, d'une part, et des peuples néo-latins, d'autre part. « Prédominance du naturel chez les Allemands, règne de l'arbitraire et du maniéré à l'étranger, voilà la différence essentielle » (p. 337). Chez les Allemands, la littérature et la science servent à élever le niveau culturel du peuple, tandis qu'à l'étranger elles ne sont que « les jeux gratuits du génie » (p. 327). Ici les chefs cherchent à éduquer le peuple, là on voit en lui un instrument aveugle de la politique. C'est pourquoi l'histoire des peuples néo-latins est une ronde interminable, une reprise incessante du déjà vu, le retour périodique de l'anéantissement », tandis que les Allemands ont la faculté de créer spontanément quelque chose d'absolument nouveau : *das durchaus Neue* » (p. 367—68).

L'influence de Fichte

L'importance de cette prestidigitation philosophique de Fichte réside précisément dans le fait qu'il a déplacé le point essentiel de l'idée de « nation » du domaine des facteurs historiques vers celui des facteurs naturels : grâce à ce procédé, il réussit à transformer, comme par un coup de sa baguette magique, les désavantages historiques indéniables en un avantage naturel montrant le chemin vers l'avenir. Le public de ses « Discours » eut l'occasion d'apprendre qu'il ne devait point avoir honte de l'état arriéré de sa vie nationale et politique. Certes, le peuple allemand n'avait pas de passé, mais ce n'était là qu'un avantage, étant donné que ses vertus naturelles

lui assuraient des possibilités illimitées pour s'engager dans la voie d'une histoire plus glorieuse, pour rattraper le retard et, pour dépasser tous les peuples, il n'avait besoin que d'une grande dose de courage pour rompre brutalement et définitivement avec les traditions stériles de son histoire antérieure. Voilà la consolation réconfortante qui est la somme de la philosophie fichtéenne de la nation ; abstraction faite de ses aspirations d'ordre métaphysique, elle s'est transmise telle quelle, dans le domaine de la pensée politique, de génération en génération au cours du XIXe siècle, malgré une victoire de plus en plus manifeste des considérations pratiques sur les considérations philosophiques. En dernière analyse, l'enseignement de Fichte n'est pas autre chose qu'une invitation philosophique à faire le saut dans le vide.

L'effet des « Reden » fut immense ; il captiva aussi bien le public laïc que les spécialistes ; même Gentz, ce rationaliste pondéré, ne réussit à se soustraire à son emprise.[1] Les esprits romantiques comme Arndt et Jahn, Görres et Luden, voire Adam Müller, qui comblaient d'imprécations fiévreuses le siècle des Lumières, le rationalisme et le droit naturel, dépendent visiblement de Fichte ; ils adoptent toutes ses vues essentielles, notamment celles qui ont trait aux idées de « nation » et d'« unité nationale ». La communauté allemande représente un *menschheitliches Volkstum*, proclame Jahn,[2] l'heureux peuple germanique est « un peuple original » affirme l'enthousiaste Arndt[3] et, de l'avis d'Adam Müller, tous les Allemands sont intimement liés entre eux, comme le sont le tronc et les branches de l'arbre.[4]

De l'avis de Görres, l'aspiration à l'unité est aussi naturelle et aussi irrésistible que la croissance de l'arbre ou le souffle du vent.[5] Encore plus évidente est l'influence de Fichte sur Luden : lorsque celui-ci divise les communautés ethniques en « peuples primitifs » et « peuples

[1] J. Baxa, *Einführung in die romantische Staatswissenschaft.* 1931, 2, p. 156.

[2] *Deutsches Volkstum* (1810) : Kluckhohn, *op. cit.*, p. 157.

[3] *Phantasien zur Berichtigung der Urteile über künftige deutsche Verfassungen* (1815) : *ibid.*, p. 136.

[4] *Über König Friedrich II.* (1810) : Kluckhohn, *op. cit.*, p. 81.

[5] *Deutschland und die Revolution* (1819) : Kluckhohn, *op. cit.*, p. 106.

secondaires »,[1] il s'agit à coup sûr d'un emprunt direct à la philosophie fichtéenne. Comme l'on voit, dès que ces romantiques sont amenés à aborder le problème de l'unité, ils deviennent rationalistes et fondent leurs considérations sur le droit naturel, sans se préoccuper de l'atteinte qu'ils portent par là à l'édifice grandiose du droit historique. A vrai dire, leur activité a pour but de vulgariser Fichte : en même temps elle inaugure un processus inévitable qui consiste à dépouiller l'idéalisme allemand de ses éléments métaphysiques pour le mettre au service des exigences nationales concrètes. Les publicistes et les historiens simplifient dans une mesure considérable le philosophe dont les idées sublimes, mais souvent obscures, s'adapteront dès lors aux nécessités d'une vaste campagne de propagande.

La race germanique

En ce qui concerne les critères de l'idée de nation, on fait souvent ressortir l'importance de l'origine ethnique avec beaucoup plus d'insistance que le maître ne l'avait fait. La langue, c'est une preuve éclatante des origines communes. Outre le raisonnement de Fichte, on s'appuie sur Tacite pour démontrer la pureté du sang des Germains antiques et pour faire entrer dans le nationalisme allemand l'idée de race, l'exigence de la pureté raciale et le mythe de la supériorité de certaines races. Le reste sera l'œuvre de la vulgarisation progressive des sciences au cours du XIXe siècle, c'est-à-dire du processus qui aboutira aux théories généralement connues du national-socialisme. Ces idées doivent pourtant être ramenées, une fois de plus, à la philosophie de Fichte, puisque déjà ce grand savant était parfaitement convaincu — comme nous venons de le voir — de l'importance européenne de la *frische Nation* et de la contribution décisive des « vertus germaniques » à la gloire de notre continent. De l'avis de A. W. Schlégel,[2]

[1] *Das Vaterland, oder Land und Volk* (1814): Kluckhohn, *op. cit.*, p. 174.

[2] Fr. Schlegel, *Philosophische Vorlesungen*, cité par Baxa, *Gesellschaft und Staat im Spiegel deutscher Romantiker*, 1924, p. 23.

[3] Arndt, *Phantasien*, etc. Kluckhohn : *op. cit.*, p. 136 et suiv., Jahn, *Deutsches Volkstum, ibid.*, p. 160 et suiv., Luden, *Das Vaterland, ibid.*, p. 171.

« Les envahisseurs germaniques étaient supérieurs aux peuples subjugués non seulement par la force, le rang et les privilèges, mais encore par le courage, l'audace et l'énergie ; ils les dépassaient même par la beauté et les proportions de la taille ». En revanche, les Romains étaient « dès le début d'une taille plutôt petite que grande », sans parler de la population issue d'un croisement romano-barbare des provinces, « peuplades dégénérées » *(ausgearteter Haufe !)*. Car c'est bien l'ordre naturel du monde : « les faibles et les lâches sont nés pour servir, tandis que les courageux sont appelés à dominer ! »

De cette façon Schlegel espère justifier d'un seul coup deux croyances particulièrement chères aux romantiques ; d'une part, la thèse que les privilèges sociaux sont conditionnés par la structure physiologique, d'autre part la conviction que le peuple allemand ou, pour mieux dire, la noblesse allemande est appelée à jouer un rôle essentiel dans la vie de l'Europe.[1] Son frère Frédéric va encore plus loin dans ce domaine, puisqu'il pose le problème des relations avec les peuples étrangers.

Lorsqu'un peuple voisin, inculte et sauvage, importune les Allemands, il est juste et équitable de mener contre lui une guerre qui, par la nature des choses, doit nécessairement être une guerre exterminatrice *(Vernichtungskrieg)* : « seule celle-ci est de nature à rétablir la sécurité ». Toutefois Schlegel formule aussi des réserves d'inspiration humaniste : « il n'exige point que ceux qui auront survécu au *Vernichtungskrieg* soient anéantis, mais il propose — à condition que leur caractère s'y prête — de les civiliser, s'il le faut, même par contrainte ». « Les Allemands, ajoute-t-il en guise d'explication, ont créé par là beaucoup de nations, entre autres la nation hongroise ». Un sort beaucoup plus cruel guette les « nations entièrement corrompues », contre lesquelles même une guerre visant à leur anéantissement total est parfaitement justifiée, si elle est le seul moyen de sauver la culture et le caractère naturel des Allemands. Inutile de dire que ce principe vise avant tout les Français ... Fr. Schlegel convient toutefois que la volonté de détruire ces énergies naturelles *(Naturalität)* est capable de créer une vaste alliance des autres peuples contre celui qui est le porteur des énergies en question.[2]

[1] *Über das Mittelalter : Romantik*, t. X, p. 63 et suiv.
[2] *Philosophische Vorlesungen*, Baxa, *Gesellschaft und Staat*, p. 122.

Somme toute, dès le début du XIXe siècle, même les romantiques sont animés de projets de destruction sous prétexte de défendre la culture contre les barbares, qui menaçaient l' Europe.

Les vues de A. W. Schlegel sur le caractère germanique de la « noblesse européenne » et sur la supériorité de la race germanique étaient partagées aussi par Adam Müller,[1] ce qui contribua dans une mesure considérable à en faire un enseignement fort suggestif de la *Romantik*. Lorsque, en 1841, Moltke envisage la dislocation de l'empire ottoman comme un phénomène imminent, il donne à entendre par là non seulement qu'une tâche immense incombe à l'armée de l'empire des Habsbourg, mais encore qu'il envisage la possibilité d'ouvrir à la colonisation allemande un vaste territoire allant du Bas-Danube jusqu'à Sulina et lorsque, dès la même année, il propose de fonder en Palestine « une principauté allemande conforme aux principes du Siècle des Lumières » pour y déployer des efforts dignes de la belliquense jeunesse germanique,[2] ce ne sont là que des tentatives pour mettre à exécution les postulats des penseurs romantiques. Des liens immédiats rattachent la théorie à la pratique, des beaux esprits « épris de politique » il n'y a qu'un pas aux aspirations de l'état-major allemand.

Dès le début du siècle passé, la spéculation romantique a rêvé à l'avènement de l'hégémonie germanique. Lorsque Adam Müller passe en revue les idéals nationaux de sa jeunesse et, les yeux fixés uniquement sur « la dignité et la mission » de la monarchie prussienne, enterre les révolutions et les héros, il laisse pourtant subsister — pour lui-même et son public — deux rayons d'espoir.

> En premier lieu, il prévoit que la fédération des peuples européens qui ne tardera pas à naître, portera assurément des couleurs allemandes, puisque « tout ce qu'il y a de grand, d'éternel et de fondamental dans les institutions européennes, *ist ja deutsch ;* cela revient à dire — malgré la forme prudente sous laquelle cette prévision se manifeste — que

[1] De l'avis de Schnabel (*op. cit.*, t. I, p. 312), ces idées remonteraient à Montesquieu (*op. cit.*, p. 606) ; quoi qu'il en soit, l'Allemagne fut le seul pays où ces idées ont pu prendre une signification politique particulièrement lourde de conséquences.

[2] R. Stadelmann, *Moltke und das 19. Jahrhundert : HZ*, t. 166 (1942), p. 302 et suiv.

les Allemands sauront imposer à la future fédération leur prestige politique et culturel. Le second espoir provient de la vision très nette du fait que, « même au cours des derniers grands mouvements des masses populaires, les germes de la vie allemande n'ont pas manqué de se répandre sur le sol de notre continent. Leur diffusion prendra des proportions de plus en plus amples et de ce processus naîtra, malgré ses débuts presque invisibles, une influence décisive et prépondérante. Pour cela, il n'y a qu'à laisser faire les forces éternelles de la nature . . .»[1]

Peut-être peut-on, sans exagération, voir dans ces termes des prévisions relatives à l'intermède bref, mais d'autant plus sanglant de l'« Europe nouvelle », fondée sur la prédominance de l'*Auslandsdeutschtum*. Voilà pourquoi les esprits tels que Gœthe, Heeren et Humboldt redoutaient toujours l'idée d'une Allemagne unie : ils ne connaissaient que trop le vrai visage des apôtres de l'unité . . .

L'unité spirituelle allemande

La philosophie de Fichte jette aussi une lumière particulièrement vive sur le problème des frontières : le philosophe parle avec mépris de ceux pour qui seules la terre, les montagnes et les rivières représentent la patrie.[2] Ses disciples romantiques se font les porte-parole de cette conception et finissent par lancer l'idée des frontières fondées sur la communauté de langue et d'origine ; ils se bercent de l'illusion qu'en préconisant le principe ethnique des frontières *(Volkstum)*, ils combattent l'esprit mécanique du rationalisme et du droit naturel. En réalité, ils ne font que substituer aux notions de la nature physique les critères de la nature vivante. Autant que je sache, Luden fut le premier à déclarer qu'à ses yeux tout individu d'origine et de langue allemandes, dans quelque État qu'il vive, était un membre de la grande communauté ethnique *(Volksgenosse)*, puisque son habitat, quoique situé au delà des frontières politiques de l'État allemand, se trouvait à l'intérieur des frontières ethniques *(Volksgrenze)*. A l'égard de ces personnes, les États et les princes

[1] *Über König Friedrich II.*, Kluckhohn, *op. cit.*, p. 81.

[2] *Grundzüge des gegenwärtigen Zeitalters* (1804) : Kluckhohn, *op. cit.*, p. 11.

allemands n'ont qu'un seul devoir : les ramener dans la société des citoyens allemands : *die Volksgenossen zurückzuführen zu unserm Bürgertum !* Quant à la question de savoir si l'on pourrait élargir les frontières politiques jusqu'à les faire coïncider avec les frontières ethniques, Luden y fait une réponse franchement négative et préfère recommander le transfert des populations.[1] De même que Görres, il est sincèrement épris de la liberté et de l'individualité nationales ; c'est précisément ce principe qu'il professe avec tant d'enthousiasme à l'université d'Iéna devant un auditoire où il y a aussi des Slaves, notamment Jean Kollár, représentant des Slovaques de Hongrie.[2] Pour s'expliquer tout cela, il faut tenir compte du fait qu'au moment où Luden parle, Napoléon a encore ses garnisons en territoire allemand et que le nationalisme allemand, réduit à se tenir sur la défensive, ne voulait point nuire à ses propres intérêts. En tout cas, à partir de cette époque, les notions fondamentales ont déjà trouvé les formules adéquates ; la tâche de les mettre en pratique incombait à une génération future, douée d'un sens plus aigu de la réalité. En un mot, il est évident que le romantisme a formulé une série de doléances essentiellement germaniques portant surtout sur l'imperfection et le caractère artificiel des frontières historiques ; ces plaintes ne devaient-elles pas aboutir un jour aux doléances et aux protestations de *Mein Kampf?...* Dès lors, la langue et les origines raciales communes servent de prétexte pour englober des citoyens étrangers dans l'unité spirituelle allemande : dans ce domaine, les mérites du pionnier reviennent également à Fichte qui, « à proprement parler », considérait les Scandinaves commes des Allemands.[3] La raison pour laquelle Jahn juge la paix de Westphalie particulièrement « honteuse », est que ce traité a détaché de l'empire les Suisses et les Hollandais, « demi-frères » du peuple allemand.[4] Lorsque Arndt s'imagine la future Allemagne unie, il ne peut résister à la tentation d'en tracer « les frontières naturelles » :

[1] *Op. cit.*, Kluckhohn, *op. cit.*, p. 178.
[2] Schnabel, *op. cit.*, III, p. 154.
[3] *Reden, op. cit.*, p. 312.
[4] *Ibid.*, p. 158.

Au sud, cette frontière s'avance jusqu'aux Alpes et à l'extrémité septentrionale de l'Adriatique, ce qui veut dire qu'au point de vue géographique et linguistique elle embrasse presque toute la Suisse ; à l'ouest, elle longe la côte de la plaine de France et de Batavie, quoique, de l'avis de l'auteur, on y constate des violations de frontières dès le XVIe siècle ; en outre, l'Allemagne peut formuler des prétentions qui visent à la domination de la mer du Nord. En ce qui concerne les frontières orientales, Arndt semble en être satisfait ; mais n'oublions pas que les frontières méridionales et occidentales qu'il propose englobent l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas et la Belgique . . .[1]

Le fantome du tyran

Les faits que nous venons d'exposer font bien voir que tout ce qu'il y a de spécifiquement allemand dans le nationalisme germanique du XIXe siècle, y compris la réclamation de l'unité et de l'hégémonie européenne, le mythe de la supériorité raciale, l'engloutissement des peupes apparentés et l'anéantissement des étrangers, est issu d'une interprétation foncièrement allemande du droit naturel. Le nationalisme allemand, loin d'être fondé sur des prémisses historiques, est une déclaration de guerre manifeste au droit historique. Il a deux visages comme Janus : contre les Français, la Révolution et Napoléon, il défend ses institutions politiques et sociales sur la base du droit historique ; mais en même temps il aspire à réaliser l'unité nationale par l'annexion, fondée sur le droit naturel, des États et des peuples historiques, et n'hésite pas à détruire par là la « balance of power » sur notre continent. Pour parler le langage de l'histoire, on peut dire que le nationalisme allemand représente la *réaction* à l'intérieur et l'*impérialisme* à l'extérieur. La marche des événements a bien prouvé dans la suite que la combinaison intime de ces éléments intellectuels dans le cadre d'une seule idéologie allait constituer un danger permanent pour l'Europe et le monde entier.

Les mêmes Allemands qui étaient scandalisés de voir avec quelle désinvolture les Français savaient rompre les liens qui les attachaient à leur passé, s'apprêtaient

[1] V. *Germanien und Europa* (1803), *ibid.*

donc à liquider, sous l'influence du fantôme de l'unité nationale, les traditions de leur passé ; ils espéraient qu'« à l'avenir même l'impossible pourrait se réaliser », « que le lien assoupi s'éveillerait » (Fr. Schlegel) et qu'« on verrait naître un empire sans pareil » (Fichte). Le nationalisme romantique ne se contentait donc pas de l'évolution lente préconisée par Gœthe ; bien au contraire, il prévoyait des « sauts hasardeux, des cataclysmes libérateurs » ou, en d'autres termes, « les opérations rapides et d'un prompt effet »[1] prédits par Gœrres et qui, réduisant à néant les avantages des autres nations, dédommageraient les Allemands des torts de l'histoire. C'est dans ce cadre que la thèse de Fichte sur la faillite de l'histoire ancienne et sur la nécessité d'une nouvelle orientation historique prend toute sa signification.

Mais comment s'engager dans cette voie nouvelle? Le peuple allemand, subjugué par les princes de tant de territoires isolés, pourrait-il faire quelque chose de durable par sa propre force? Arndt, Fichte et Gœrres s'accordent pour répondre à cette question par la négative, quoique leurs considérations soient le fruit de raisonnements individuels. Ce sont les prémisses communes de leurs thèses qui leur suggèrent une solution commune : on doit s'attendre à quelque chose d'extraordinaire, à un vrai miracle de la vie politique.

> « J'avoue, écrit Arndt en 1803, ne voir qu'un seul moyen d'assurer l'unité nationale de ma patrie : elle ne pourra être réalisée qu'au prix de terribles révolutions et de l'envahissement de son sol depuis les Alpes jusqu'à la mer Baltique avant que les anciennes dynasties ne soient anéanties et que la nation, quoique subjuguée, ne trouve enfin le rédempteur qui vengera sa honte et saura la maîtriser. *Il faudra pour cela soit un grand tyran, soit un chef d'armée génial qui, par ses conquêtes et ses dévastations, réunira les Allemands en un seul bloc, robuste et invincible.* »[2]

Lorsque, dix ans après, Fichte rédigera son testament politique, il arrivera — en ce qui concerne la transformation des Allemands en un seul peuple — aux mêmes conclusions que ses prédécesseurs.

[1] *Das Einigungs- und Teilungsprinzip*, cité par Baxa, *Gesellschaft und Staat*, p. 425.

[2] *Germanien und Europa*, *ibid.*, p. 252—53.

La démission des princes n'est qu'une condition préliminaire des buts à atteindre ; elle ne garantit pas, à elle seule, la solution des grands problèmes nationaux. L'unité ne peut se forger que grâce à une éducation appropriée, qui exigera qu'on renonce pour quelque temps à la liberté, idéal suprême de l'éducation, et qu'on impose par contrainte à la jeunesse les rudiments d'une idéologie nouvelle. « Plus tard la rétrospection justifiera cette contrainte. » Or, quelqu'un devra se charger de cette mission éducatrice : l'Allemagne aura donc un tyran *(also her einen Zwingherrn zur Deutschheit, wer es sei !)*. Peut-être le roi pourra-t-il lui-même assumer cette lourde tâche ; mais, bien entendu, sans s'arroger un pouvoir héréditaire. Après sa mort, c'est le Sénat qui doit lui succéder dans le pouvoir suprême (p. 565). Nul doute, le *Zwingherr zur Deutschheit*, l'éducateur tyrannique du peuple allemand sera celui « qui se distinguera par une compréhension approfondie de son époque et de sa nation » (p. 576).

Lorsque, en 1814, Gœrres constate que la vie allemande est retombée sous le sceptre « d'un esprit doux et pacifique » qui n'aspire à devenir que « primus inter pares », il jette un regard plein de regrets en arrière, vers les possibilités illimitées de l'époque tumultueuse de la libération :

« Pourquoi le ciel ne nous a-t-il pas donné un tyran issu des fils du peuple, un homme capable de manier le sabre du pouvoir et les scorpions de son fouet? Nous nous serions prosternés à ses pieds et nous aurions volontiers enduré les mêmes souffrances que le tyran *welsch* nous a infligées ; nous aurions baisé la main qui nous aurait châtiés pour nous corriger. »[2]

Voilà comment l'imagination des trois principaux pionniers du nationalisme allemand à peine éclos évoque déjà le fantôme du Fuhrer et cela à un moment qu'une cinquantaine d'années séparent de l'époque de Bismarck et plus d'un siècle, de celle de Hitler. L'imagination des penseurs politiques flotte bien au-dessus de la réalité, mais elle n'en prélude pas moins à un avenir lointain. Une vérité profonde et instinctive se dissimule dans la thèse énoncée par Fichte sur la souvelle philosophie allemande : *sie ist ein Vorgriff der Zeit* (p. 309).

[1] *Das Einigungs- und Teilungsprinzip*, cité par Baxa, *Gesellschaft und Staat im Spiegel deutscher Romantik*, p. 425.

Il n'est pas douteux que le modèle du *Zwingherr* ne fût Napoléon, même l'aspiration au triomphe de l'Allemagne serait inimaginable sans la gloire napoléonienne. Mais ce qui rendait l'exemple d'outre-Rhin si désirable aux yeux des Allemands, c'était le sentiment d'infériorité provoqué par l'état arriéré de leur patrie. Rattraper le retard à tout prix et par n'importe quel moyen : voilà le fond psychologique de tout ce qui s'est passé en Allemagne aux XIXe et XXe siècles.

> Avec tes yeux bleus et tes boucles dorées, comment peux-tu être si perfide? — demande Varus, trompé, à Arminius dans la « Hermannschlacht » (1809), fameuse pièce à thèse de Kleist. En effet, ce héros ressemble fort peu aux caractères nobles et purs des œuvres historiques traditionnelles : c'est un diplomate cynique, né pour les intrigues, les calomnies et les mille raffinements de la propagande politique. N'est-il pas de la taille du tyran rêvé par Gœrres qui gouverne avec le sabre et les scorpions? Sa maîtresse, Thusnolde, est une femme digne de lui : elle coquette avec les Romains ; mais, à un moment donné, elle n'hésite pas à faire jeter aux ours son adorateur. Il y est question d'une formule entièrement nouvelle, au moins en pays allemand, des relations qu'il y a entre la morale et la politique. Un exégète moderne de Kleist a parfaitement raison quand il fait remarquer que son Hermann paraît avoir lu Machiavel.[1]

En tout cas, Kleist avait l'occasion de s'initier à l'enseignement de Machiavel par le truchement d'un homme aussi célèbre que Fichte. C'est au printemps de 1807, après la bataille d'Iéna et l'entrée triomphale des Français dans Berlin, que Fichte écrivit son étude sur Machiavel. Il se trouvait alors à Königsberg où il s'était réfugié après avoir quitté Erlangen et où, cédant à la prière du prince régnant, il remplissait non seulement les fonctions de professeur à l'université, mais encore celles de censeur. Dans cette dernière qualité, il fut chargé de ne laisser rien paraître qui pût diminuer l'esprit belliqueux de la population. C'est alors que Fichte se souvint de Machiavel : grâce à sa doctrine, il espérait pouvoir donner d'utiles conseils aux dirigeants de la Prusse agonisante et faire comprendre au public, au

[1] Baxa, *op. cit.*, p. 225.

moins dans ces heures tragiques, la vraie nature de l'antagonisme des États. C'est pourquoi il consacra un chapitre à part à la question de savoir dans quelle mesure les doctrines de Machiavel étaient applicables aux temps modernes (19).[1]

Fichte est d'avis que, par suite des conditions intérieures de l'Allemagne, la discussion du problème : « Comment le prince doit soumettre un peuple rebelle au joug des lois » n'est pas d'actualité.

> Les princes allemands n'ont plus à étouffer de révoltes : leurs rapports avec les sujets sont cordiaux et pacifiques (p. 21). En revanche, ce qui demeure un grave problème pour les Allemands, ce sont les relations internationales des États. Plus de trois siècles d'expériences historiques n'ont fait que confirmer le principe de Machiavel : chaque État saisit toutes les occasions possibles pour nuire aux autres États et pour en tirer profit . . . Mais Fichte, loin de reprendre simplement cette thèse classique, y ajoute une explication qui dépasse la sphère traditionnelle de la « raison d'État ». Il reconnaît le fait que « derrière les États il y a des nations dont chacune cherche à répandre à l'extérieur le bien qui se cache en elle ». « Chacune aspire à englober toute la race humaine et cette volonté est fondée sur un instinct d'origine divine, source de la communauté et de l'évolution des peuples, mais aussi des frictions qui se produisent entre eux (p. 22).

Fichte considère donc les aspirations impérialistes des États et leurs tentatives pour s'engloutir les uns les autres non seulement comme un fait, déjà reconnu par les auteurs antérieurs, mais comme l'œuvre d'un « esprit pur » *(reiner Geist)* qui anime les nations et qui les pousse à vouloir évincer l'influence de tous les autres peuples. Etant donné que, d'après Fichte, cette aspiration vise à réaliser sur la terre une forme de révélation du bien, il n'hésite pas à soutenir que l'instinct en question vient de Dieu. En d'autres termes, Fichte se charge d'une tâche particulièrement délicate : justifier, au point de vue moral, les velléités impérialistes.

> Il est d'avis que dans le domaine des relations internationales des États, « il n'y a d'autre loi ou d'autre droit que le droit du plus fort » et c'est pourquoi les actions du prince

[1] Publié par H. Schulz, *Philosophische Bibliothek*, t. 163. Les chiffres qu'on trouvera dans ce texte renvoient à cette édition.

ne sont nullement soumises aux lois de la morale individuelle. Le prince s'élève, de par ses fonctions, dans une sphère morale plus haute : à vrai dire, il exerce son pouvoir conformément aux « privilèges divins de la destinée et de l'empire universel » (p. 27—28). Déjà avant d'écrire l'étude sur Machiavel, Fichte avait soutenu dans ses conférences réunies, sous le titre de « Grundzüge des gegenwärtigen Zeitalters » (1804), la thèse qu'à chaque époque l'État le plus cultivé doit être nécessairement le plus ambitieux *(der strebendste)* et que cette ambition est d'un effet salutaire pour l'humanité même dans le cas où les buts conscients de l'État diffèrent de ceux qui, grâce à son activité, peuvent être réellement atteints par la volonté des forces supérieures de l'histoire.[1] Sur ce point Fichte s'est visiblement rapproché de la doctrine de Hegel.

Sublimiser le réel qui paraît injuste

La philosophie hégélienne, comme son auteur lui-même le déclare,[2] a pour but « de sublimiser le réel qui paraît injuste et de le rendre raisonnable ». Pour ce faire, elle part de la thèse suivante : « Tout ce qui est raisonnable est réel et tout ce qui est réel est raisonnable. » En conséquence de ce monisme, l'évolution historique n'est que l'épanouissement dans le temps du Génie Universel, le déploiement progressif de son essence, c'est-à-dire un processus où rien n'est inutile ou mauvais, car même le mal doit mener, en dernière analyse, au bien. Dans ces conditions, ce qui paraît condamnable n'est qu'une embûche de la raison » et l'homme qui fait le mal n'est qu'une marionnette aux mains du Génie : quant au directeur du théâtre, il a ses buts bien définis. Par là Fichte et surtout Hegel suppriment le dualisme dont les apôtres antérieurs de la « raison d'État » ne savaient se débarrasser et que Frédéric le Grand résuma dans les termes suivants : « Faites une distinction entre le philosophe et le roi, entre l'homme honnête et le politicien ». Meinecke a raison de dire que cette doctrine servait à embellir le machiavélisme et que la « moralisation » *(Versittlichung)* du pouvoir devait nécessairement aboutir à l'immoralité.

Car — il n'est pas inutile d'insister sur ce point — Machiavel s'était borné à énoncer la thèse : pour main-

[1] *Sämtliche Werke*, t. VII, p. 210.

[2] Nous exposons ses idées d'après Meinecke *(op. cit.)* et Schnabel *(op. cit.*, t. III).

tenir l'État, tu dois agir ainsi, même au risque de te trouver en conflit avec la morale et le christianisme. Fichte alla beaucoup plus loin, lorsqu'il fit la déclaration suivante :

> Agissant de la sorte, ton action ne sera point immorale ; elle ressortira simplement à la compétence d'une autre morale, aux vues plus sublimes. Tu ne peux même pas agir autrement, ajouta Hegel, car ta volonté n'est pas libre et tu n'es qu'un simple instrument du Génie qui gouverne le monde ; quoi que tu fasses, le mal est la condition préliminaire du bien. Telle est l'exigence de la morale politique ; car enfin, « qui voudrait guérir des membres brûlés avec de l'eau de lavande? »

De cette philosophie il n'y a qu'un pas à la *Herrenmoral* nietzschéenne et au principe de l'« au-delà du bien et du mal », suivant lequel la satisfaction illimitée du moi n'a pas besoin de l'approbation métaphysique du Génie universel. On pourrait aussi établir un progrès analogue du relativisme moral dans le domaine des buts suprêmes de la raison d'État ; pour ce faire, il suffirait d'en énumérer les définitions successives. Tandis que Fichte n'avait reconnu la raison d'être des méthodes traditionnelles de l'impérialisme que jusqu'à la création de l'empire de la Raison, de la Liberté et de la Paix Éternelle, Hegel était d'avis que le Génie universel intervenait directement dans l'histoire pour mettre ses méthodes au service de ses buts. Encore plus radicale fut la conception de Treitschke, suivant laquelle « les biens suprêmes de la morale humaine » devaient s'identifier avec les intérêts d'un seul État.

Le monisme de Hegel qui détruit toute barrière entre la raison, la réalité et la morale n'est, en dernière analyse, qu'un aboutissement extrême, poussé jusqu'à l'absurde, de cette philosophie de l'identité, si chère aux penseurs du XVIIIe siècle. Il n'en est pas moins vrai que les prémisses puisées dans l'histoire de la philosophie sont insuffisantes, à elles seules, pour expliquer les particularités de ce système, indissolublement lié à l'Allemagne du XIXe siècle. Quelle question oiseuse que de se demander si le machiavélisme de Hegel est antérieur ou postérieur à son monisme ! Ce qui importe, c'est uniquement le fait que ces deux idées sont issues des mêmes expériences vécues : du désir ardent et allant jusqu'au

paroxisme d'accorder les idéals avec la réalité. Pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler l'aveu qu'on lit dans une œuvre de jeunesse de Hegel :

> « L'état de l'homme que le temps invite à se pencher sur son monde intérieur aboutit à la mort éternelle, s'il veut persister dans cet état ou — si la nature le ramène à la vie — à l'aspiration de faire disparaître le caractère négatif du monde, d'y trouver sa place, de vivre et de jouir . . . Chaque phénomène semble prouver que la satisfaction ne pourrait être retrouvée dans la vie antérieure. »

A coup sûr, cet aveu révèle non seulement l'état d'âme du philosophe, mais encore celui de l'Allemagne au début du XIXe siècle. Voilà pourquoi le relativisme politique et la résurrection de Machiavel sont si intimement liés aux autres moyens magiques dont les Allemands essaient de se servir pour établir l'accord entre leurs idéals et la réalité. C'est bien la philosophie de l'idéalisme allemand qui prépare les méthodes et les instruments d'une période historique nouvelle à l'usage du *Zwingherr* et qui lui délivre aussi les pièces justificatives du pardon métaphysique.

« Intellectualisation » du nationalisme allemand

La suppression du dualisme traditionnel de la politique et de la morale ne constitue pas le seul trait nouveau de cette renaissance de Machiavel dans l'Allemagne du XIXe siècle. Abstraction faite de l'évolution des diverses idéologies, il n'est pas sans intérêt de voir qui étaient les propagateurs et les vulgarisateurs les plus fervents de ces doctrines. Jusqu'au XIXe siècle les spécialistes professionnels, petits et grands, de la raison d'État machiavélique, s'étaient recrutés sans exception parmi les hommes politiques qui soutenaient souvent ces thèses soit dans leurs mémoires, soit dans des traités destinés à l'usage des cabinets absolutistes. Les spécialistes de la vie de l'esprit, philosophes, juristes et historiens, continuaient à fonder la théorie de l'État non sur le traité de Machiavel, mais sur le droit naturel ; sous ce rapport, il suffit de renvoyer à l'exemple de Hobbes, de Grotius et de Spinoza.[1] Dans la philosophie, le ma-

[1] Cf. Meinecke, *Die Idee der Staatsräson*, p. 259.

chiavélisme n'avait été représenté que par des noms insignifiants. A l'origine, il en était de même en Allemagne. Herder rêvait à un oubli total de la fameuse raison d'État. Contrairement à ces antécédents européens et spécifiquement germaniques, au XIXe siècle ce sont les esprits les plus éminents de l'époque qui épousent les idées de Machiavel dans l'unique but de masquer par là le vrai caractère de certaines actions douteuses. Dès lors la réalité semble marcher à la remorque de la théorie : Bismarck et Moltke n'agiront jamais aussi librement que Hegel ou Treitschke le leur auraient permis. Ce revirement décisif doit être attribué sans conteste au renouveau du nationalisme : pour le comprendre, il faut toujours tenir compte de certaines qualités fondamentales du sentiment national allemand.

Dans ses « Discours », Fichte n'hésitait pas à reconnaître qu'il n'y avait encore ni nation allemande ni conscience nationale allemande *(Nationalstolz)*: toutes les deux demandaient à être créées par l'éducation et, si besoin en était, par la contrainte. A son avis, tout ce que l'on considérait d'habitude comme autant de preuves de l'unité allemande — histoire commune, littérature nationale commune à toutes les tribus et à tous les États — était inexistant pour le peuple.

> Aux yeux de Fichte, un étudiant de Leipzig, un officier de recrutement prussien ou un sergent autrichien n'étaient point des Allemands (p. 568). Seule une mince couche intellectuelle, composée de savants et d'écrivains, était à considérer comme réellement allemande : c'est à cette couche qu'il appartenait de créer, par son activité littéraire et par ses pérégrinations à travers la patrie allemande, une sorte de préfiguration du futur peuple allemand (« haben ... die künftigen Deutschen vorgebildet ... »). C'est donc « de cette couche et des idées préconisées par elle que l'histoire nouvelle doit prendre son essor » (p. 572).

Cette exigence et le respect des conséquences qui en découlaient ont mené bientôt à une « intellectualisation » unilatérale du nationalisme allemand et en même temps à la pénétration des idées politiques extrêmes dans la vie intellectuelle allemande. Dès la première moitié du XIXe siècle, le type souvent grotesque, mais jamais négligeable du professeur-politicien s'était déjà cristallisé. Sa présence était un fardeau bien lourd aussi bien

pour la politique que pour la connaissance pure. Fichte reconnaissait carrément qu'en lui le savant était doublé de l'homme actif : il voulait non seulement penser, mais encore agir. Tout l'idéalisme allemand est en dernière analyse la philosophie de la volonté et de l'action : c'est par là que l'esprit allemand compense, peut-être dans une mesure excessive, son inaction sur le plan politique. Fichte cherche le critère du « moi » non pas dans l'existence, mais dans l'action débordant la sphère du moi. Schelling invoque également l'« acte créateur », la célèbre «schöpferische Tat » et essaie de traduire en action les connaissances théoriques. Quant à Hegel, il subordonne à tous égards l'« idyllique » à l'« héroïque ». Les contours de l'homme d'esprit et de l'homme d'action s'estompent : dans le caractère de Fichte et de Hegel il est facile de relever déjà les traits essentiels du dictateur : le *Zwingherr* qu'on prophétise ressemble singulièrement au philosophe. Mais comment l'homme de la pensée doit-il agir à une époque qui semble le condamner à l'inaction? C'est Fichte qui répond à cette question en disant que

> « même l'élévation dans les sphères sublimes de la pensée ne dispense pas l'homme de l'obligation générale de comprendre son époque ». Quiconque s'élève à un niveau plus haut, doit agir « de la manière qui lui est propre » sur le « présent immédiat », pour le marquer de son empreinte. « Aucun auteur raisonnable, ajoute Fichte, ne peut aspirer qu'à modeler la vie publique sur son image » (p. 452).

Le romantisme semble avoir suivi de près ces conseils. De l'avis de Gœrres, le monde ancien était trop cultivé, trop sage et trop intellectuel, et Arndt, qui n'était penseur et savant qu'à moitié, n'hésita pas à accabler de reproches l'Allemagne spirituelle :

> « Votre science n'engendre pas la vie, votre philosophie n'inspire ni amour ni bonne humeur. Elles ne jettent pas de lumière sur la vie quotidienne. Je ne saurais apprécier une science et une philosophie qui se montreraient incapables ou qui dédaigneraient de participer sur cette terre à mes soucis terrestres.»[1]

[1] Cité par E. Leipprand, *H. von Treitschke im deutschen Geistesleben des 19. Jahrhunderts*, 1935, p. 5.

Adam Müller, d'un esprit plus réaliste, prévoit une alliance intime entre l'État et la science et affirme que, sans cette collaboration, la science serait condamnée à dégénérer.[1] Inutile de dire que l'intervention du savant, « de la manière qui lui est propre », équivalait à exiger une application pratique des résultats du travail scientifique pour atteindre les grands buts de l'État et de la nation. C'est pourquoi le romantisme fut amené à opposer la « science pure », c'est-à-dire la science visant à la connaissance théorique à la tendance d'asservir la science à la vie pratique : dès l'époque du nationalisme, le triomphe de la seconde semblait assuré.

La « Romantik » et l'historiographie allemande

Sous ce rapport comme à bien d'autres égards, la *Romantik* prélude donc au national-socialisme : il n'en diffère pas par ses aspirations, mais plutôt par ses moyens, puisque l'État de la restauration n'était pas encore disposé à adopter le principe de la « science dirigée ». Dans les chapitres précédents, l'examen de l'attitude de la science historique nous a menés au nationalisme ; cette fois, c'est la reconnaissance du caractère intellectuel du nationalisme qui nous ramène aux problèmes de la vie scientifique, en particulier à l'historiographie qui, dès l'époque du romantisme, était saturée de nationalisme. Toutefois les sciences historiques, au lieu d'offrir simplement leur service au nationalisme,a llaient jusqu'à imprimer aux aspirations nationales une tendance nettement déterminée.

Avant que les méthodes critiques de l'historiographie moderne se fussent cristallisées et qu'on vît paraître les premiers ouvrages de Niebuhr et de Ranke, on assistait déjà à l'application, dans le domaine de l'historiographie, de ces exigences qui, plus tard, la détourneront si souvent de sa vocation naturelle pour en faire la stimulatrice de l'enthousiasme patriotique et des sentiments qui prépareront l'avenir national.

Lorsque Fichte passe en revue les moyens qui, à son avis, sont de nature à éveiller l'esprit allemand, il

[1] *Elemente der Staatskunst.* Erste Vorlesung. Édité par Baxa, p. 1.

signale en premier lieu la nécessité d'écrire «une histoire enthousiaste» de son peuple. Il pense à une œuvre de vulgarisation, destinée à connaître une popularité égale à celle de la Bible ou des livres de cantiques ; on en aura besoin jusqu'au moment où même l'histoire contemporaine sera riche en événements mémorables. Dans cette synthèse populaire de l'histoire, on renoncera naturellement à la sécheresse des chroniques ; l'auteur sera tenu à offrir au lecteur un livre facile à lire où, en une langue généralement compréhensible, il exposera les «fruits mûrs» de ses patientes recherches. Le but suprême, c'est d'agir sur l'imagination du lecteur et de la transposer au milieu même d'une époque lointaine ; le lecteur doit vivre, agir et prendre des décisions en s'assimilant aux héros du récit (p. 357). Comme l'on voit, le programme fichtéen ne diffère que par ses termes d'un programme moderne qui préconise l'utilisation de l'historiographie aux fins de propagande et qui n'hésite pas à plier les résultats des recherches aux exigences d'ordre pratique. Dans ce domaine, les «Discours» de Fichte au peuple allemand servent de prélude à *Mein Kampf*. Quant à l'adaptation de l'historiographie aux exigences pratiques, Jahn va encore plus loin que Fichte : il veut que la synthèse historique soit d'un ton populaire et qu'elle embrasse l'évolution du *Volkstum*. C'est lui qui fait les premiers reproches aux historiens de sa patrie : à son avis, on s'occupe trop de l'antiquité et des pays étrangers, à tel point qu'on finit par oublier le peuple allemand. Somme toute, l'historien idéal du romantisme est le prophète qui jette un regard en arrière,[1] qui se fait orateur[2] et qui n'écrit que pour montrer aux Allemands l'image de leur gloire, de leur dignité et de leur liberté de jadis, et pour attiser par là en eux le feu du sentiment national.[3] Jahn attire l'attention de Heinrich Lee, le futur historien, sur le fait que rien n'existe au monde pour soi-même, «sauf le peuple allemand et ses idéals à réaliser».[4] Que d'exigences et de conseils dan-

[1] *Deutsches Volkstum, op. cit.*, p. 163.
[2] Fr. Schlegel, *Athenaeums fragmente*, n° 80, *Romantik*, t. X, p. 28.
[3] Lettre de A. W. Schlegel à la comtesse Vass (1807) : *Romantik*, t. X, p. 247.
[4] Below, *Die deutsche Geschichtsschreibung*, p. 18.

gereux pour un historien ! Ne sera-t-il pas tenté de chercher dans le passé ce qui manque au présent et qui est susceptible de justifier les aspirations à un avenir meilleur? C'est bien la même historiographie dont Faust a dit avec tant de mépris :

« Was ihr den Geist der Zeiten heisst,
Das ist im grund der Herren eigner Geist
In dem die Zeiten sich bespiegeln. »

Comme l'on voit, l'« histoire dirigée » que Huizinga considère comme une aberration des temps modernes, était née dans la sphère de l'idéologie romantique : ses origines remontent au début du siècle passé.

L'école historique dite « petite-allemande » s'efforçait de justifier, par les moyens qu'utilise la science moderne, les suppositions de la *Romantik*, touchant la théorie de la connaissance, la conception du monde et la politique. C'était tout ce que cette école, dont l'activité s'était déployée dans la seconde moitié du siècle, a apporté comme nouveau par rapport à la *Romantik*. Dans l'ouest, peu après la première guerre mondiale, on reconnut avec netteté les rapports entre l'histoire conçue par Droysen, Sybel et Treitschke, et le nationalisme bourgeois-libéral allemand, ainsi que les conséquences théoriques et pratiques qui en découlaient. Il nous suffira donc de nous référer seulement et sans aucune analyse détaillée, au rôle intermédiaire, joué par cette tendance entre la *Romantik* et le national-socialisme.

JOSEPH DEÉR

LES ÉCHOS DES GUERRES TURCO-HONGROISES DANS LA POÉSIE POPULAIRE BULGARE

A la fin du moyen âge, la Hongrie ainsi que les petits États balcaniques du nord de la péninsule luttèrent de conserve contre l'impérialisme turc. La conséquence en fut que la plupart des conflits armés qui eurent lieu entre la Hongrie et l'empire ottoman, se déroulèrent au sud du Danube, en Serbie ou en Bulgarie. Bulgares, Serbes, Roumains, Croates, Albanais et Hongrois s'y battaient côte à côte, sous les divers chefs d'armée hongrois, car la fin glorieuse ou tragique de ces campagnes décidait non seulement du sort de la Hongrie, mais encore de celui des peuples balkaniques. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que la poésie populaire balkanique ait conservé jusqu'à nos jours maintes traces de ces luttes communes menées au service de la chrétienté.[1]

En ce qui concerne la Bulgarie, son territoire fut le théâtre de plusieurs campagnes hongroises dirigées contre les Turcs, de la seconde moitié du XIVe siècle, époque de Louis le Grand,[2] jusqu'au milieu du XVe siècle, marqué par les batailles de Jean Hunyadi. Au temps de Sigismond de Luxembourg, on vit dans la bataille de Nicopoli (1396) non seulement des

[1] Sur les motifs hongrois du folklore serbe et croate cf. les contributions de R. Szegedy dans la revue *Ethnographia* (XXII, p. 41, XXIII, pp. 1, 65, 144, XXIV, 276, XXV, p. 208, XXVII, p. 47, XXVIII, p. 35, XXX, p. 1) ainsi que les études de J. Bajza, *Podmaniczky-Magyar Benigna a horvát népköltészetben* [Bénigne Podmaniczky-Magyar dans la poésie populaire croate], Budapest, 1935 ; *A szigetvári hős a horvát epikában* [Le héros de Szigetvár dans la poésie épique croate], dans *Irodalomtörténeti Közlemények* 1937.

[2] É. Minea, *Magyar-bolgár-oláh érintkezés Nagy Lajos alatt* [Contacts entre Hongrois, Bulgares et Roumains au temps de Louis le Grand]. Budapest, 1907.

Français, mais encore des Bulgares qui se battaient aux côtés des Hongrois.[1] A la même époque, l'Italien Pipo d'Ozora, chef de l'armée de Sigismond, fit avec l'aide du prince héritier bulgare, qui avait cherché un refuge en Hongrie, des efforts héroïques pour délivrer les Bulgares du joug ottoman (1426). Dans la première moitié du XVe siècle, nous assistons déjà aux campagnes de Hunyadi. En 1443, au cours de la campagne dite «longue», son armée pénétra bien avant en terre bulgare, et traversa le col enneigé des Monts Balkans. Les troupes ottomanes se montrèrent impuissantes à arrêter l'avance. Les Bulgares se rangèrent avec joie sous les drapeaux de l'armée dont ils espéraient leur délivrance définitive. Malheureusement l'armée de Hunyadi, tout en repoussant les attaques des Turcs, ne put résister à la rigueur du climat ; au bout de quelque temps, elle se vit contrainte de battre en retraite. Mais Hunyadi ne renonça point à ses projets : l'idée de délivrer la Bulgarie lui était particulièrement chère. Dès l'année suivante, il organisa une nouvelle campagne ; le roi Vladislas en personne se mit à la tête des troupes hongroises et étrangères. Mais ce jeune Polonais, issu de la maison des Jagellons, n'avait pas le sang-froid requis pour une entreprise d'une telle envergure ; comme l'on sait, son ardeur juvénile et irréfléchie contribua grandement à la défaite de Varna. Vladislas lui-même resta sur le champ de bataille ; sa mort marqua la fin des aspirations du peuple bulgare à la liberté. Dès lors, Hunyadi tourna son regard vers le secteur occidental des Balkans, mais peu après, à cause de l'insuffisance des secours qui lui furent offerts par les pays européens, il y essuya une nouvelle défaite sur le Champ des Merles (Kossovo, 1448). Il eut pourtant l'occasion de se venger des Turcs : à Belgrade, il remporta une brillante victoire sur le sultan Mohamed (1456) qui, après la prise de Constantinople, marchait sur la Hongrie.

Toutes ces péripéties des guerres turco-hongroises laissèrent une empreinte ineffaçable dans la mémoire des peuples balkaniques : pendant les sombres années de leur servitude, ils conservèrent pieusement leurs chants relatifs à ces événements et qui, ornés des fleurs de l'imagination populaire, se transmettaient comme un héritage sacré de génération en génération. La poésie épique bulgare, une des manifestations les plus vigoureuses de l'inspiration poétique des peuples slaves du sud, est particulièrement riche en motifs hongrois : elle nous fait connaître bien des détails de ces campagnes et jette un jour nouveau sur la vie de quelques héros légendaires.

[1] M. Wertner, *A nikápolyi hadjárat 1396-ban* [La campagne de Nicopoli en 1396]. Dans *Hadtörténelmi Közlemények*, t. XXVI (1925) ; O. Bárczay, *Nikápoly*, ibid., t. VII (1894).

Parmi ceux-ci, il convient d'assigner une place à part à Jean Hunyadi, le grand *Yankoula* des chants populaires bulgares.[1] Parfois il figure sous le nom de Yanko ; les épithètes qu'on lui décerne — de Kossovopolié (от Косова, от Косова града, Косовче)[2] ou de Szeben (от Сибина),[3] de Belgrade (Nándorfehérvár) Белиградец[4] — se rapportent à ses hauts faits les plus mémorables.

> Selon la plupart des chansons bulgares, le voïvode Yankoula habite à Bude (Будим).[5] Ses armes et son équipement prennent des proportions légendaires : sa ceinture a trois cents toises de large, son sabre pliant peut être comprimé en neuf plis, ses flèches sont ornées de plumes d'autruche et son immense massue est cachée sous la crinière de son destrier.[6] Quant à son cheval, il possède toutes les qualités miraculeuses du Bucéphale d'Alexandre : il est

[1] Parmi les anciennes sources hongroises, c'est l'ouvrage de Gaspard Heltai qui nous a conservé le nom de Yankoula, cf. sa *Chronica az magyaroknac dolgairól* [Chronique des gestes des Hongrois]. Kolozsvár, 1575. Les variantes néo-grecques du même nom (*Ἰάγγουλας, Γιάγγουλας*) se retrouvent dans un poème hellénique en style populaire, qui traite de la bataille de Varna ; cf. *Görög költemény a várnai csatáról* [Un poème grec sur la bataille de Varna], publ. par J. Moravcsik (Magyar-Görög Tanulmányok, n⁰. 1). Budapest, 1935 ; Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica*, t. II *Sprachreste der Türkvölker in den byzantinischen Quellen*. Budapest, 1943, p. 291 ; M. Gyóni, *A magyar nyelv görög feljegyzéses szórványemlékei* [Mots et noms hongrois intercalés dans les textes grecs]. Budapest, 1943, p. 141. C'est également sous le nom de Yankoula qu'on signale Hunyadi dans les annales rédigées en ancien slave d'Église qui s'intitulent *Letopis carjem srpskim* [Annales du royaume de Serbie] et qui ont été publiées par D. Davidović, *Srpski letopisi* [Annales serbes], t. XII, 1828. V. encore E. Margalits, *Szerb történelmi repertórium* [Répertoire des sources relatives à l'histoire de la Serbie]. Zombor, 1918, pp. 38—40. — L'hypothèse des linguistes croates (cf. Rječnik Jugosl. Akad. IV, p. 453), admise sans réserve par M. Gyóni (1. c.), d'après laquelle le nom de Janъkulъ (-a) serait d'origine roumaine, reste douteuse.

[2] Vl. Katchanovsky, *Памятники болгарскаго народнаго творчества* [Monuments de la littérature populaire bulgare], t. I, *Санктпетербургъ*, 1882, n⁰ 125, 136, 157, 164, 165, 191 ; M. Chalansky, *Южно-славянскія сказанія о Кралевичъ Маркъ* [Récits sud-slaves sur le roi Marc]. *Варшава*, 1893, pp. 676—7 ; *Сборникъ за народни умотворения и книжнина* [Recueil de folklore et de littérature = *СбНУК*] IV (1891), pp. 66—9.

[3] A. T. Iliev, *Сборникъ отъ народни умотворения, обичаи и др.* [Recueil de folklore, d'us et coutumes, etc.] София, 1889, n⁰ 87.

[4] B. Angelov—Hr. Vakarelski, *Тремъ на българската народна историческа епика* [Recueil de la poésie épique populaire des Bulgares]. София, 1940, pp. 113—120.

[5] *СбНУК* t. XXII—XXIII (1906—7), p. 22.

[6] Les frères Miladonovci ; *Български народни пъсни* [Chansons populaires bulgares]. Загребъ, 1861, n⁰ 96.

capable de parler, il pleure au spectacle des dures épreuves que son maître doit subir et, dans le combat, il lui porte une aide bien efficace.[1] Sa nourriture est des plus singulières : il mange du blé et de petits morceaux de paille de riz. Ce fourrage, il l'arrose de vin. Il est ferré de clous d'or et son extrême rapidité est due à ses six ailes.[2]

Comme l'on voit, la figure de Hunyadi menace de se perdre dans l'atmosphère brumeuse des contes populaires. Les allusions historiques proprement dites sont assez rares dans les chants de ce genre : un seul fragment traite de la bataille de Varna.[3] Un peu plus détaillé est le récit de celle de Kossovo (1448),[4] qui abonde également en motifs légendaires.

Le récit commence au moment où le voïvode Yankoula, descendu dans une auberge de Salonique, donne à manger à son cheval miraculeux et le fait ferrer. On se prépare fiévreusement au départ : en réponse à une question du cheval, Yankoula déclare qu'ils vont se battre contre les Turcs à Kossovo. Peu après, il pénètre hardiment dans le gros de l'armée turque ; mais, à un moment donné, il est abattu d'un coup de fusil.[5] Quant au cheval, il tâche de protéger le mourant : il lui offre l'ombre de sa crinière et il chasse, en agitant sa queue, les mouches qui importunent son maître. Il pleure amèrement la mort du héros, puis tombe par terre et expire.[6]

Quelques autres chansons nous apprennent que Hunyadi survécut environ huit ans à la fameuse bataille de Kossovo.

Selon un chant épique, c'est là qu'il dut combattre l'Arabe Noir, ce monstre mythique et symbolique des contes populaires. L'on n'ignore pas qu'il ne réussit point à vaincre son adversaire.[7] Le souvenir de son insuccès se reflète aussi dans le dicton bulgare : « Comme Yankoula à Kossovo. »[8] Quelques autres chants font allusion à une vieille coutume

[1] K. Chapkarev, *Сборникъ отъ народни умотворения* [Recueil de folklore], София, 1891, n° 420.

[2] Miladinovci, *op. cit.*, n° 97. — *Сб НУК* IX (1893), p. 71.

[3] Miladinovci, *op. cit.* n° 245.

[4] Même de nos jours le défilé menant à Kosovo est connu sous le nom de Yankova Klisura (défilé de Yanko), cf. L. Erdélyi, *Magyar történelem* [Histoire de la Hongrie], t. I, p. 316.

[5] C'est l'invention des armes à feu, supérieures aux armes anciennes et à la vaillance médiévale, qui obligea les héros légendaires et le roi Marc en personne à battre en retraite (Chapkarev, *op. cit.*, n° 371). En Bulgarie, on signale l'emploi du fusil à partir de 1383, cf. K. Yiretchek, *Историята на българитъ* [Histoire des Bulgares], p. 528.

[6] Miladinovci, *op. cit.*, n° 97.

[7] *Ibid.*, n° 143.

[8] *СбНУК* XXXVI (1926), p. 233, n° 450.

balkanique : le rapt des femmes. Les campagnes vengeresses de Yankoula contre le voïvode des Roumains[1] et le cnèze des Serbes[2] sont parfois expliquées par le rapt de la femme du héros ; il n'est pourtant pas rare d'entendre que c'est lui qui enlève des femmes pour lui-même ou pour ses compagnons.

Les chants concernant les enfants de Yankoula, sont inventés de toutes pièces.

Ses fils ont tous des qualités exceptionnelles : à l'un d'eux, un pacha turc offre sa fille en mariage ;[3] un autre est capable de boire un seau de vin tout d'un trait :[4] n'est ce pas assez pour lui assurer un immortel renom dans les annales de la vie militaire? Mais Yankoula a beau attendre ses fils qui, après l'accomplissement de leur service militaire à Bude et à Várad devraient rentrer au foyer paternel. Il a beau leur faire construire deux tours d'une hauteur égale: comme ils étaient allés prendre femme, un brigand turc, les ayant reconnus dans la forêt, coupa sans pitié la tête blonde de l'un et de l'autre.[5] D'après une autre tradition, Yanko de Kossovo avait une fille, Vida. Lors d'un banquet auquel assistent le roi Marko, célèbre héros de la poésie épique balkanique, et 70 autres rois, un jeune homme s'éprend de la fille ; Yanko demande en échange trois pommes d'or que le soupirant, après avoir traversé la mer Égée pour les cueillir, ne tarde pas à lui présenter.[6]

Peut-être retrouve-t-on en Bulgarie même les échos d'une tradition de la famille des Hunyadi, suivant laquelle une femme aurait été enlevée par les Turcs. Ces chansons sont des légendes mêlées de superstitions populaires et de symboles astraux.

D'après une tradition, Yankoula, ayant rencontré sa soeur cadette enlevée par les Turcs en bas age, l'épouse sans savoir à qui il a affaire. De leur mariage incestueux naît un enfant dont les cris et les plaintes ne peuvent être apaisés que par les douces paroles d'une esclave qui finit par révéler aux parents leur descendance d'une mère commune. Conformément aux conseils de l'esclave, les époux se sépa-

[1] *СбНУК* VII (1892), pp. 99—100 ; Chapkarev, *op. cit.*, nos 347, 420 ; B. Angelov—M. Arnaudov, *Българска народна поезия* [La poésie populaire bulgare] pp. 194—5. Le voïvode roumain *Нигрица ou Нигрит* est-il identique au légendaire Negrul considéré comme le fondateur de la Valachie ? (cf. roumain Negriţă, Negrit, comme dérivés possibles du même radical).

[2] *Известия на Народния Етнографски Музей* t. III (1923), pp. 54—8.

[3] A. T. Iliev, *op. cit.*, n° 87.

[4] *СбНУК* III (1890), p. 15.

[5] *СбНУК* XIII (1896), p. 88—90.

[6] V. Katchanovsky, *op. cit.* n° 191.

rent[1] pour se transformer en étoiles : Yankoula deviendra Jupiter et sa sœur, Vénus. Selon d'autres traditions populaires, c'est Mars qui est considéré comme l'« étoile de Yankoula». Quoi qu'il en soit, il est certain que le frère et la sœur ne se rencontrent au ciel que tous les sept ans ; leur curieuse métamorphose est de nature à nous rappeler l'histoire classique d'Amour et Psyché.[2]

Quelques autres légendes ont un caractère moins transcendant. Le motif de l'inceste se transforme parfois en lutte fratricide. Selon une légende, Yankoula quitte son foyer pour retrouver son frère qui avait été enlevé par les Turcs. Il rencontre dans la forêt un brigand qui le provoque en duel et qui, au cours du combat, porte un coup mortel à son adversaire. Au moment où Yankoula est déjà sur le point d'expirer les deux frères se reconnaissent.[3]

La mort de Yankoula est racontée aussi d'une manière qui rappelle de près la légende de Gruiu-Sânger chez les Roumains (connue par un beau poème, de même titre, de Basile Alexandri).

Selon la légende bulgare, Yankoula, souffrant de neuf blessures mortelles, gît depuis neuf ans sous sa tente blanche. C'est un petit oiseau qui, en échange de certains bienfaits du héros, lui donne à manger et à boire. Yankoula souffre terriblement, mais les prières incessantes de sa sœur qui veille à son chevet et le soigne, l'empêchent de mourir. Il doit donc recourir à une ruse pour éloigner sa sœur et pour rendre le dernier soupir. La sœur, profondément émue de la mort de Yankoula, se transforme en coucou, qui ne cessera de répéter d'une voix plaintive le nom de son frère aimé.[4]

[1] *СбНУК* XLII (1936), p. 221—22 ; Miladinovci, *op. cit.* n° 110 ; v. aussi la revue *Искра*, III (1891), p. 185, *Сб НУК.* XXII—XXIII (1906—07), p. 26.

[2] Y. Kovatchev, *Народна астрономия* [Astronomie populaire]. *Сб НУК* XXX (1914), p. 23—25 ; idem, *Нашето звездно небе* [Notre ciel étoilé], София, 1928, (Библ. „Популярна Наука" n° 1, p. 86.)

[3] *СбНУК* VIII (1893), n° 7 ; Iv. Bogoev, *Български народни пъсни и пословици* [Chansons et proverbes populaires bulgares]. Pest, 1842, p. 35 ; P. A. Bézsonov, *Болгарскія пѣсни изъ сборниковъ Ю. Ив. Венелина, Н. Д. Катранова и другихъ болгаръ.* [Chansons bulgares des recueils de I. Iv. Vénéline, de N. D. Katranov et d'autres Bulgares]. *Москва* 1855, I, n° 31; *Сб НУК* XII/ (1895), p. 52, n° 4 ; *Известия на Семинаря по славянска филология при Софийския Университетъ* [Bulletin de l'Institut de Philologie Slave à l'Université de Sofia], VI, p. 205, n° 66 ; *Сб НУК* XXVI (1912), n° 2; A. P. Stoilov, *Сборникъ отъ български народни умотворения* [Recueil de folklore bulgare]. София, 1894, II, no 12 ; A. Strausz, *Bolgár népköltési gyüjtemény* [Recueil de poésie populaire bulgare]. Budapest, 1892, II, p. 142—44 (Ankul).

[4] *СбНУК* X (1894), p. 15—16 ; *Известия на Семинаря по славянска филология*, II (1907), p. 289 ; A. T. Iliev, *op. cit.* n° 83 ; A.

Toutefois l'imagination du peuple n'admet pas volontiers la mort naturelle de son cher héros.

> Selon un conte bulgare, le voïvode Yankoula serait immortel, puisqu'il a bu, de même que le roi Marko, de l'eau qui donne la vie. Ils vivraient donc ensemble dans la grotte d'une île déserte. On va jusqu'à dire qu'un naufragé, originaire de Prilep, résidence du roi Marko, les aurait rencontrés dans cette île. Revenu chez lui, grâce au secours du grand roi, le Bulgare de Prilep ne put dire où était l'île en question.[1]

*

Bien des chants populaires bulgares ont perpétué la mémoire du neveu du grand chef d'armée Jean Székely (†1448), fils de sa sœur. Székely prit une part active à la campagne de 1443 et se battit aussi à Varna. Pendant ses dernières années, il fut ban de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie. A cause de sa jeunesse, l'imagination du peuple le rangea plus tard dans la catégorie des enfants héroïques, doués d'une force surnaturelle. On est porté à voir dans les exploits de ce héros autant de révélations de l'espoir et de la confiance qui n'ont cessé d'animer le peuple bulgare. C'est bien de cette idéologie que sont issues les légendes de «Sékoul(a) Détentzé.»[2]

> Sékoula possède toutes les qualités d'un personnage mythique. Bien qu'il soit encore en bas âge, il a un bonnet de fourrure et des bottes immenses ; sa massue pèse 150 «ocas». Il n'est pourtant qu'un enfant géant ; il aime à jouer comme les autres enfants. Son cheval miraculeux ayant — comme celui de Yankoula — six ailes, est toujours prêt à le porter au-dessus des nuages dans l'endroit où le héros veut donner des preuves de sa vaillance. Sa force miraculeuse, il la doit — de même que le roi Marko — au lait qu'une fée (samodiva) lui avait offert. Il l'emporte facilement même sur des monstres fabuleux ; son plus brillant fait d'armes est sa victoire sur l'Arabe Noir, envoyé par le sultan Murad contre Marko, parce que celui-ci, sans avoir préalablement demandé l'autorisation du sultan, avait fait bâtir 70 monastères. L'Arabe Noir, déguisé en moine,

Strausz, *A bolgár néphit* [Croyances populaires bulgares]. Budapest, 1897, pp. 50—52; B. Angelov, *Български превращения*, [Métamorphoses bulgares], dans la revue *Българска мисъль*. 1932, p. 258.

[1] A. Mazon, *Contes slaves de la Macédoine sud-occidentale*. Paris, 1923, p. 96—97.

[2] B. Angelov—Hr. Vakarelski, *Тремъ на българската народна историческа епика*. София, 1940 ; B. Angelov—Hr. Vakarelski, *Съпки изъ невиделица, книга за българската народна балада* [Recueil de chansons populaires bulgares], София, 1936. Dans le poème démotique consacré à la bataille de Varna, Székely figure sous le nom de *Σεκούλης* cf. Moravcsik, *op. cit.* II, p. 231, Gyóni : *op. cit.* p. 118—19.

avait réussi à enchaîner le roi ; et sept autres rois, tous amis de Marko, avaient vainement essayé de le délivrer. Même Yankoula de Szeben, un des sept « rois », avait fini par être emprisonné. C'est alors que survient Sékoula, arrivant de Bude sur son pégase. Avant d'entrer en lutte avec l'Arabe, il adresse une prière ardente aux saints, invoquant surtout saint Démétrius. Dès le premier assaut, il abat l'Arabe avec sa massue, lui coupe la tête et la met dans son sac à avoine. Ensuite il délivre les sept rois et marche sur Constantinople pour demander au sultan Murad s'il a permis à l'Arabe de pénétrer en Bulgarie. Terrassé par l'enfant, Murad lui offre 15 monceaux de pièces d'or pour la tête de l'Arabe. Sékoula accepte cette proposition : il jette la tête de son adversaire aux pieds du sultan. Les trésors une fois obtenus, il fait don de 10 monceaux d'or au monastère de Skoplje. Le reste lui sert à organiser un magnifique festin dans une auberge ; il y invite aussi les rois qu'il vient de délivrer. Le festin dure trois semaines ; au moment des adieux, les rois promettent à Sékoula de lui faire savoir par un oiseau voyageur la menace que l'apparition éventuelle d'un second Arabe signifierait pour le pays.[1]

D'une manière générale, seul Sékoula est capable de vaincre les monstres mythiques comme l'amazone arabe devant laquelle le roi Marko et le voïvode Yankoula avaient dû prendre la fuite ou le dragon à trois têtes qui gardait une fontaine dans le désert. Dans ces exploits, il jouit de la protection des fées : pendant sa maladie, c'est également une fée et trois anges qui le soignent avec un empressement affectueux.[2]

Néanmoins Sékoula est un vrai chevalier du moyen âge. Ses amours le poussent à une série de hauts faits. Le sultan lui offre la main de sa fille ; mais pour l'obtenir, il lui faudrait se faire Turc. Il préfère donc rechercher en mariage la fille du roi chrétien des Latins : c'est à cette fin qu'il se soumet à trois épreuves consécutives. Il ne survit que grâce au cheval miraculeux de son père, le roi Marko (selon d'autres légendes, Yankoula lui-même serait le père de Sékoula). Il réussit donc à vaincre le géant arabe, à s'échapper d'un fourneau dont le feu est éteint par l'eau que son cheval avait absorbée et à apporter, au prix d'aventures bien dangereuses, la pomme d'or qu'il doit cueillir au delà de la mer Noire.[3]

[1] Chapkarev, *op. cit.* n° 350, 360, 362 ; — Miladinovci, *op. cit*, n° 143 ; *СбНУК* VI (1891), p. 65 ; — Katchanovsky, *op. cit.* n° 164.

[2] *Kolo* V (1847), 9, pp. 41—4. — Miladinovci, *op. cit.* n° 142 ; A. Strausz, *Bolgár népkölt. gyüjt. op. cit.* t. I, p. 286—88., — Iliev, *op. cit.* n° 84 ; une variante artistique du même sujet est le célèbre poème Хаджи Димитъръ par Hr. Botev.

[3] A. P. Stoilov, *Сборникъ отъ български народни умотворения* [Recueil de folklore bulgare]. София, 1894, t. II, no 11. — Iliev, *op. cit.*, n° 84. — B. Angelov—M. Arnaudov ; *Българска народна поезия* [Poésie populaire bulgare], p. 201—3.

Comme chevalier chrétien, Sékoula défend sa femme contre plusieurs attaques ; plus tard, il devient pourtant infidèle, ce qui suggère à sa femme de lui tendre, d'accord avec les autres rois, un piège où il perd la vie.[1] Une autre chanson se montre plus respectueuse des faits historiques : d'après elle, c'est pendant un banquet que sa femme, peu soucieuse du sort de son mari, apprend la mort de celui-ci à Kossovo (1448). Quelques chevaliers s'empressent d'apporter le cadavre, mais la femme infidèle n'en est point émue. Peu après, elle se remarie ; seule la mère pleure pendant bien longtemps la mort de Sékoula au champ d'honneur.[2]

C'est une atmosphère historique non moins authentique qui caractérise le récit des exploits communs du voïvode Yankoula et de Sékoula Détentzé. Une de leurs expéditions sert de cadre à la légende de l'amour romanesque du sultan Murad pour la femme de Yankoula.

Selon cette légende, le sultan invite Yankoula et sa famille à un festin, dans un de ses châteaux. L'accueil qu'il fait à ses hôtes, est des plus bizarres: il tue leur fils, prive Yankoula de la vue et ordonne qu'on lui coupe les membres. Ces cruautés une fois accomplies, il jette le pauvre mutilé en prison et épouse la femme de Yankoula. Après que celle-ci eut mis au monde un enfant né de cette union, Murad ose la laisser seule dans le château. La dame, malgré son infidélité apparente, n'hésite pas à profiter de l'occasion : elle délivre Yankoula de son cachot et Dieu, par un miracle, restitue au héros ses membres. Yankoula demande le secours de Sékoula : les deux héros chrétiens pénètrent victorieusement dans le château de Murad, s'y emparent d'un riche butin, délivrent la femme et traitent le sultan avec la même cruauté avec laquelle celui-ci avait traité Yankoula.[3]

Avec les sept autres rois bulgares, Yankoula et Sékoula font le tour du monde. Sékoula se distingue de nouveau par ses hauts faits. Selon une chanson, ils assistent ensemble au siège de Bagdad ; le roi Marko (*1394) est un des chefs de la même armée. Ils délivrent aussi le roi bulgare Novak des mains des janissaires. Parfois leurs aventures prennent un caractère romantique ou sentimental : ils exécutent ensemble leurs projets relatifs au rapt de leurs Dulcinées et assistent ensemble à des noces princières tantôt à Salonique, tantôt à la cour du tzar Costadin.[4]

[1] Chapkarev, *op. cit.* n° 350, 360 ; Iliev, *op. cit.* n° 86.
[2] Chapkarev, *op. cit.* n° 441.
[3] *СбНУК* VI (1891), p. 50—52.
[4] Miladinovci, *op. cit.* n° 142. — *Kolo* V (1847), 6. — *Известия на Народния Етнографски Музей*, V (1925), p. 114—15. — *СбНУК.* VI (1891), p. 53—54. — *Ibid.* XIII (1896), pp. 91—92., 104—07.

Selon les fragments d'un chant bulgare, les deux héros hongrois seraient tombés, avec le roi Vladislas, dans la bataille de Varna (1444). Le tableau est d'une rare beauté poétique. Trois rondes joyeuses serpentent sous les murs de Bude : elles ont à leur tête la femme de Yankoula, celle de Sékoula et Angéline, sœur du roi Vladislas. A un moment donné, trois aigles viennent planer au-dessus du château : le premier porte une tête coiffée d'un bonnet de zibeline, le second tient dans ses griffes un bras, les lambeaux d'un manteau fourré et une main ornée d'une bague, enfin le troisième est chargée d'une jambe chaussée d'une botte jaune. Le premier aigle se pose sur l'épaule d'Angéline qui reconnaît la tête de son frère ; le second aigle laisse tomber le bras de Yankoula sur l'épaule de la femme de celui-ci, tandis que le troisième dépose la jambe et la botte jaune sur l'épaule de la femme de Sékoula.[1] Cette ballade reflète admirablement l'atmosphère d'angoisse et de découragement créée par la défaite ; elle est d'autant plus authentique qu'elle présente Vladislas comme un célibataire qui n'était attendu que par sa sœur. Pendant quelque temps, on rangea même Hunyadi parmi les victimes de cette bataille.[2]

*

Le seul capitaine de Hongrie que les chansons populaires bulgares présentent sous un jour moins favorable, c'est Pipo d'Ozora, c'est-à-dire le Florentin Philippe Scolari (†1426). C'était un excellent humaniste et un illustre chef d'armée de son temps ; malhheureusement, les actes de violence qu'il commit dans la Hongrie méridionale firent bientôt oublier ses hautes qualités militaires. Dans la poésie bulgare, il est, sous le nom de Filip Madjarine, un ennemi implacable du roi Marko (†1394).[3]

Selon une chanson, Filip, après avoir vaincu soixante-dix autres guerriers — rois et bans —, se prépare à se mesurer avec le roi Marko. Celui-ci va au-devant de son adversaire : il pénètre en Hongrie, délivre les soixante-dix veuves, devenues esclaves du tyran et réussit à tuer en duel le cruel despote. D'après une autre version, Filip

[1] Miladinovci, *op. cit.* n° 245 ; N. Takov, *Сборникъ отъ македонски народни пѣсни* [Recueil de chansons populaires de Macédoine]. София, 1895.

[2] B. Angelov, *Една българска народна балада отъ 16 вѣкъ* [Une ballade populaire bulgare du XVe siècle], dans la revue *Славянски гласъ* XXV (1931), p. 95—102.

[3] Y. Ivanov, *Кой е билъ Филипъ Маджаринъ въ народнитѣ ни пѣсни?* [Qui était Filip le Hongrois, mentionné sous ce nom dans nos chansons populaires?], dans le journal *Зора*, 20 mars 1938. Sur un poème populaire on trouve une allusion chez Ugolino Verini, *De laudibus Philippi Hispani Florentini*, cf. J. Ábel, *Olaszországi XV. századi költőknek Mátyást*

aurait essayé de tendre un piège à Yanko à Kossovo. Dans d'autres chansons, Filip est accusé d'avoir enlevé la femme et la mère de Marko; pour se venger de Filip, le roi bulgare se rend à Bude, dans un palais orné de crânes et badigeonné de sang humain, pour y tuer en duel le ravisseur. On raconte également que les noces de Filip, auxquelles Marko n'avait pas été invité, furent sérieusement troublées par l'intervention du roi bulgare. Toutes ces altercations n'excluent pourtant pas la possibilité d'une certaine collaboration des adversaires ; c'est grâce à une tactique proposée par Filip que les sept rois bulgares, alliés au chef d'armée hongrois, réussissent à l'emporter sur l'Arabe Noir, qui personnifie l'expansion ottomane dans la péninsule balkanique. C'est là un écho de plus des luttes communes des Bulgares et des Hongrois.[1]

*

Outre les motifs que nous venons d'énumérer, on retrouve dans la poésie bulgare aussi un événement plus tragique de l'histoire de la Hongrie : la prise de Bude par les Turcs.[2] Cette fois, l'héroïne est la reine Isabelle, veuve de Jean Zápolyai.

En Bulgarie, la reine est connue sous le nom de Béla Yana.[3] Selon l'imagination populaire, Allemands et Turcs

dicsőítő művei [Le roi Mathias dans les panégyriques composés par les poètes italiens du XVe siècle]. Budapest, 1890, p. 349—50.

[1] P. R. Slavéikov, *Болгарскія пѣсни. Особые оттиски изъ Прибавленій къ Извѣстіямъ Втораго Отд. Имп. Акад. Наукъ* [Extraits des contributions au Bulletin de la IIe Section de l'Académie Impériale des Sciences]. *Санктпетербургъ*, 1855, n° 2 ; *СбНУК.* II (1890), p. 108—110; IV (1891), p. 66—69, 72 ; VIII (1892), p. 91—94 ; X (1894), p. 72—73 ; XV (1898), p. 33—34 ; XXVII (1913), p. 122—44 ; XXXV (1923), p. 260 ; XXXIX (1934), p. 195 ; XLII (1936), p. 218, 237 ; B. Angelov—Hr. Vakarelski, *op. cit.* p. 113—120, L. Karavelov, *Чтенія въ Императорскомъ Обществѣ Исторіи и Древностей Россійскихъ* 1905, n° 7 ; Katchanovsky, *op. cit.* n°s 145, 147 ; Chapkarev, *op. cit.*, n° 351 ; A. Strausz, *Bolgár népkölt. gyüjt.*, t. II, p. 209—14, 239—41 ; Iliev, *op. cit.* n° 256 ; V. Stoin, *Народни пѣсни отъ Тимокъ до Вита* [Chansons populaires du Timok à la Vit]. София, 1928, n°s 479, 1281, 1283, 3698 (avec des mélodies) ; L. Karavelov, dans la revue *Знаме* I (1875), p. 287 ; *Съчинения*, I (1886), p. 207—09, n° 52 ; V. Stoin, *Народни пѣсни отъ Средна и Северна България* [Chansons populaires de la Bulgarie centrale et septentrionale]. София 1931, n° 321.

[2] Y. Trifonov, *Български пѣсни съ исторически спомени отъ 16 вѣкъ* [Chansons bulgares sur des sujets historiques du XVIe siècle], dans la revue, *Известия на Народния Етнографски Музей.* III (1923), pp. 79—104.

[3] La premère partie de ce nom (signifiant « blanche » en bulgare) est dérivée d'Isabella ; la seconde partie remonte au nom du roi Jean ou, pour mieux dire, au nom de femme correspondant.

n'ont qu'un seul but : obtenir la main de la belle reine.[1] La capitulation du château est prédite à Béla Yana par un songe funeste : le soleil s'obscurcit, la lune et les étoiles tombent du firmament. Son royal époux y voit un présage qui annonce la ruine prochaine de sa famille. Prévoyant la capitulation, il conseille à la reine de porter, à un moment propice, des présents dans la tente du sultan et de lui demander grâce au moins pour ses enfants. Quand le château est pris, les Turcs tuent le roi, et la veuve suit le conseil qu'elle a reçu. Comme elle ne réussit pas à obtenir une réponse satisfaisante de la part du sultan, elle préfère s'enfuir avec ses enfants. (Dans ce récit, le conquérant de Bude figure sous le nom de Murad ; en réalité, ce sultan occupa la Bulgarie.)[2] D'autres chansons nous font connaître des détails sur une tour blanche qui abrite pendant quelque temps la veuve et sur la forêt où elle se cache sous les ailes d'un dragon pour se métamorphoser ensuite en arbre. Le sultan ordonne aussitôt d'abattre tous les arbres de cette forêt : il n'en reste qu'un seul qui, pour échapper à son persécuteur, prend la forme de la lune ou du soleil. Quand on essaie de l'abattre, il commence à saigner. On finit par le ligoter ; malgré cela, le tronc réussit à se jeter dans le Danube. Quelquefois le sort de Béla Yana prend une tournure moins heureuse : il y a des variantes suivant lesquelles, au moment où elle voulait s'enfuir à Lippa, le sultan l'aurait prise et rangée parmi ses esclaves.[3]

L'imagination du peuple bulgare est excitée aussi par la figure du fils d'Isabelle, Jean Sigismond, né après la mort de son père. On affirme souvent que l'enfant roi n'avait point de père. Sur ce point, plusieurs motifs orientaux se mêlent au récit des événements historiques.

Le brillant avenir de l'enfant miraculeux, muni de petites ailes, que la reine Yana met au monde, est annoncé par une charte qui prédit le règne du nouveau-né; selon quel-

[1] E. Yankova, *Български народни пѣсни* [Chansons populaires bulgares], *Пловдивъ*, 1908, nos 46, 17 ; Iliev, *op. cit.* n° 325 ; V. Stoin, *Нар. п. Ср.—Сев. б.* nos 164—5, 169—70 ; idem, *Нар. п Тимокъ—В.* nos 2854, 2857.

[2] Chapkarev, *op. cit.* n° 364 ; Iliev, *op. cit.* n° 248; *СбНУК* XII (1895), p. 77—78 ; XXI (1905), p. 32 ; conformément à la vérité historique, le sultan y figure sous le nom de *Солюман* (Soliman) ; A. P. Stoilov, *Предвестия за падане на царство.* [Présages annonçant la chute de l'empire]. *Известия на Народния Етногр. Музей*, VII (1927), p. 60—68. La chute de Constantinople avait été annoncée par des présages analogues.

[3] Miladinovci, *op. cit.*, n° 167 ; *СбНУК* XI (1894), p. 36—37; Y. Trifonov, *Български пѣсни, съ ист. спомени... Изв. Нар. етн. м.* III (1923), p. 79—104 ; B. Angelov *Българската народна историческа балада.* [La ballade historique dans le folklore bulgare]. *Училищенъ прегледъ* XXXI (1932), p. 48—50.

ques autres variantes, l'enfant est né d'un rocher, ou encore Yana prend connaissance de son état au moment où un rocher de la mer Noire se met à chanter. On suppose aussi l'existence d'un roi jaloux à Bude : ce rival sépare l'enfant de la mère-veuve pour le jeter en prison. Dans son cachot, le prince est soigné par des saints qui l'instruisent et le nourrissent. Quelque temps après, le « roi de Bude », gravement malade, se décide à faire, sur le conseil de ses aumôniers, une bonne action ; il fait donc ouvrir la prison dans l'espoir de pouvoir remettre les ossements de l'enfant à sa malheureuse mère. Grande est sa surprise quand il y trouve son rival sain et sauf ; dans sa fureur il brandit son sabre, mais l'enfant prodige s'en saisit, tue son adversaire et s'empare du trône de Bude. Chose digne de remarque, l'enfant prodige figure toujours sous le nom de Jean ; quant au roi jaloux — ceci semble être une allusion à la rivalité des deux rois de Hongrie dans la seconde moitié du XVIe siècle — on lui donne une fois le nom de Mathias.[1] Il en appert que les Jagellons ne laissèrent aucune trace dans la mémoire du peuple bulgare.

*

Ces chants épiques, ces historiettes mêlées de mille motifs romanesques ou mythologiques, rendent un témoignage bien vif de l'unité spirituelle de la région danubienne au moyen âge et aux débuts des temps modernes. C'est pourquoi les chefs d'armée hongrois sont devenus des héros légendaires en terre bulgare ; et c'est pourquoi les Bulgares pleurèrent amèrement non seulement la défaite de Varna, mais encore la prise de Bude.

JOSEPH BÖDEY

[1] Katchanovsky, *op. cit.* n°s 113—4 ; Iliev, *op. cit.* n° 176 ; Miladinovci, *op. cit.*, n°s 49, 50, 67, 169, 260 ; A. V. Varbanski, *Пѣснитѣ на бердянскитѣ българи* [Chansons des Bulgares de Berdjansk]. *Ногайскѣ*, 1910, n° 288; V. Stoin, *Народна пѣснопойка* [Chansons populaires]. София, 1930, n° 47 ; СбНУК V (1890), p. 17 ; P. A. Lavrov, *Сборникъ Верковича* [Le recueil de Verkovitch]. *Сб. Отд. русс. яз. и слов. Росс. Акад. Наукъ.* [Recueil de la section de linguistique de littérature de l'Académie Russe des Sciences], t. XCV, n° 5, Петроградъ, 1920, n° 144 ; St. Verković, *Народне песме македонских бугара.* У Београду, 1860 t. I., n° 226 ; V. Tcholakov, *Българскый народенъ сборникъ.* [Recueil de folklore bulgare]. Болградъ, 1872, n° 57 ; cf. aussi A. Stoilov, *Показалецъ на печатанитѣ презъ XIX вѣкъ български народни пѣсни* [Index des chansons bulgares publiées au XIXe s.]. София, I—II, 1916—18 ; B. Angelov—Hr. Vakarelski, *Сѣнки изъ невиделица.* София, 1936, p. 422—24 ; Karavelov *op. cit.* II n° 137.

NOUVELLE LITTÉRATURE SUR LES ORIGINES DES ÉTATS ROUMAINS

La formation de l'État constitue un événement décisif dans la vie de tous les peuples. Aussi l'historiographie apporte-t-elle depuis les temps les plus reculés un intérêt tout particulier aux questions que soulève la genèse d'un État.

Pendant longtemps, les Roumains ont ignoré les avantages qu'assure à tout peuple la vie organisée dans les cadres de l'État. Ils vivaient en masses considérables au dedans les frontières de pays étrangers, notamment en Hongrie, fait qui a été interprété par les savants de trois manières différentes. Du côté hongrois, on affirmait généralement que les Roumains n'avaient occupé le lieu de leur demeure actuelle qu'une fois l'État magyar constitué. L'historiographie roumaine, par contre, soutenait que des éléments roumains s'étaient déjà établis sur ledit territoire avant la constitution de l'État hongrois, mais n'avaient pu former une unité politique indépendante ou, selon une autre thèse, leurs unités politiques avaient été anéanties par les Hongrois. Outre ces problèmes dont les interprétations recèlent encore trop d'éléments étranges, un fait doit attirer particulièrement notre attention : les Roumains vivant en dehors des frontières de la Hongrie n'ont pas plus formé un État que les Roumains établis en deçà des Carpathes. Le royaume roumain eut pour précurseurs historiques les voïvodats de Valachie et de Moldavie. Ceux-ci se développèrent parallèlement au XIVe siècle, rapprochés dans le temps et dans l'espace, et cependant indépendants l'un de l'autre. Malgré leur voisinage immédiat, l'origine commune de leurs peuples, l'identité de leurs intérêts et de leur situation politique, les deux voïvodats conservèrent leur particularisme jusqu'au milieu du XXe siècle. C'est le dualisme politique roumain, phénomène unique dans l'histoire européenne, mais resté inaperçu jusqu'à nos jours, qu'analyse M. P. P. Panaitescu, représentant éminent de l'historiographie roumaine moderne, dans son étude intitulée : « Pour-

quoi la Valachie et la Moldavie sont-elles restées des États indépendants? »[1]

M. Panaitescu fonde son étude sur une thèse selon laquelle la Grande-Roumanie de 1938 (ensemble avec la Transylvanie) constitue une unité géographique absolue. Les provinces de l'ancien royaume roumain (celles qui s'étendaient au delà des Carpathes) n'étaient — à en croire M. Panaitescu — que des périphéries (« aussen gelegenen Provinzen », selon le terme du résumé allemand), sans centre national et sans points de liaison. D'autre part, au milieu du XIVe siècle, époque de la formation de l'État roumain, la Transylvanie était déjà soumise depuis des siècles à la domination hongroise. C'est ce qui explique pourqoui l'unité géographique de la Roumanie ne put prévaloir contre les facteurs divisant l'ancien royaume : les divergences de sa constitution géographique.

En effet, le système fluvial de la Valachie diffère sensiblement de celui de la Moldavie. Tandis qu'en Valachie les fleuves se croisent entre la ligne des Carpathes de Transylvanie et le cours inférieur du Danube, en Moldavie, ils coulent parallèlement à la chaîne des montagnes vers la mer ou vers le Danube. La direction des routes était déterminée au moyen âge par la situation des vallées. Ainsi le système routier de la Valachie communiquait, en traversant la Transylvanie, avec le réseau routier transylvain, tandis que les voies commerciales de la Moldavie communiquaient, à travers la Galicie, avec les routes polonaises. Par suite de la dualité du réseau routier, il se développa deux sphères différentes d'intérêts économiques. Le même phénomène se manifeste dans la division politique des États roumains et dans le fait que la Valachie subit l'influence politique et la domination féodale de la Hongrie, tandis que la Moldavie dépendait par les mêmes liens des souverains polonais. C'est donc par l'effet des facteurs économiques que deux États différents se développèrent sur le territoire roumain et que ces deux États prirent une orientation politique opposée. Le séparatisme était encore approfondi par les sentiments dynastiques qui étaient particulièrement intenses dans la population des deux voïvodats. Le peuple, en effet, entourait ses souverains d'une vénération quasi religieuse qui, pour autant qu'elle devait durer, excluait toute possibilité d'union entre les deux pays. Ces deux motifs : l'isolement économique consécutif aux disparités géographiques et le sentiment de fidélité envers la dynastie constituent les fondements du dualisme politique roumain.

[1] *De ce au fost Țara Românească și Moldova Țări separate?* Dans *Revista Fundațiilor Regale*, vol. V. (1938) p. 560 et suiv. (dont une traduction allemande a paru dans la *Leipziger Vierteljahrsschrift*, t. II. (1940), p. 20 et suiv.)

Vers le milieu du XVIe siècle, le sentiment dynastique s'affaiblit. Une nouvelle période s'ouvre dans l'histoire des États roumains, période qualifiée d'« aristocratique » par M. Panaitescu, car elle est caractérisée dans l'évolution intérieure par l'accroissement démesuré de l'influence des grands boïards, aux dépens de l'autorité des princes. Cette époque est également défavorable à la réunion des voïvodats. La conquête turque paralyse le commerce florissant des régions roumaines qui reliaient, au moyen âge, les marchés de l'Europe centrale aux ports de la mer Noire. Les voïvodats s'efforcent dès lors de passer à l'autarchie et leur commerce intérieur descend à son plus bas niveau. La situation ne change pas aux XVIIe et XVIIIe siècles, même lorsque les intellectuels roumains lancent l'idée de l'unité ethnique.

A cette époque, donc aux XVIIe et XVIIIe siècles, personne ne songeait encore à l'union politique. L'idée ne surgit qu'un siècle plus tard, lorsque l'industrie et le commerce modernes, ayant surmonté les obstacles qui les avaient entravés jusqu'alors, mettent un terme à l'isolement autarcique des voïvodats et créent un contact vivant entre les éléments séparés du peuple roumain, faisant ainsi triompher l'idée de l'unité raciale.

L'étude de M. Panaitescu a le grand mérite d'attirer pour la première fois l'attention des historiens sur le dualisme politique roumain que l'auteur considère à juste titre comme un des problèmes les plus importants et les plus complexes de l'histoire roumaine. Les causes historiques de ce phénomène, ses aspects et son influence sur la marche de l'évolution auraient mérité, sans doute, un examen plus approfondi que celui auquel M. Panaitescu procède dans son étude fondamentale. Il n'en reste pas moins que l'auteur, malgré les développements insuffisants de son ouvrage, présente les problèmes d'une façon très concise, en éclaire les relations profondes et met en valeur nombre de détails inconnus ou négligés jusqu'ici. Ajoutons qu'il dégage les grandes lignes — notamment le rôle du facteur économique considéré par lui comme la clef du problème — avec une plasticité incomparable. Mais ici, l'auteur, à notre avis, tombe dans l'exagération. De quelque importance que fût, en effet, le rôle des questions économiques dans l'évolution médiévale des États roumains, nul doute que celle-ci ne relevât, dans une mesure au moins aussi considérable, d'autres facteurs.

L'hypothèse — confirmée d'ailleurs par l'examen minutieux des sources contemporaines — que, dans le stade initial de l'évolution des États roumains, le rôle prépondérant appartenait à des facteurs autres que l'élément économique semble être appuyé.

Cette supposition paraît d'autant plus vraisemblable que la constitution des deux voïvodats était antérieure à l'essor du

commerce roumain dirigé vers la mer Noire, ou du moins — dans le cas de la Moldavie et selon les calculs les plus défavorables — elle était aussi ancienne que celui-ci. Nous ne pouvons donc, en aucune manière, nous rallier à l'opinion que M. Gh. I. Brătianu, cet autre représentant éminent de l'historiographie roumaine, exprime, plus catégoriquement encore que M. Panaitescu, sous la forme suivante : « L'on peut dire qu'ici vraiment la route a créé l'État. »[1] On ne saurait d'ailleurs traiter la question du commerce de la mer Noire avec trop de prudence. Sans doute, les recherches des spécialistes roumains (notamment de N. Iorga, Gh. I. Brătianu, I. Nistor et P. P. Panaitescu) ont prouvé d'une façon incontestable qu'une de ses branches dirigée vers la Hongrie et vers la Pologne s'étirait sur le territoire roumain.

L'essor auquel donna lieu cette route commerciale a dû se produire dans la seconde moitié du XIVe siècle et, même à cette époque, son importance ne saurait être exagérée. Le gros des marchandises écoulées sur les marchés de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale arrivait invariablement par la voie maritime et même les marchandises expédiées par la voie continentale affluaient, dans une proportion considérable, par la route dite tartare, qui menait à travers les territoires tartare, lithuanien et russe et aboutissait en Pologne.[2]

C'est à juste titre que M. Panaitescu considère l'hétérogénéité géographique et le sentiment dynastique des deux États roumains comme les facteurs essentiels de leur dualisme politique. Ce qu'il nous apprend sur l'évolution intérieure, sur la relation entre les sentiments de l'unité raciale et de l'unité politique, ainsi que sur la connexion de l'essor économique et la constitution de l'État, ouvre des perspectives nouvelles.

*

Au moment de leur constitution, les deux États roumains étaient sous la souzeraineté du roi de Hongrie, mais on ne peut se faire une idée claire de la portée de cette domination et des formes sous lesquelles elle a pu se traduire. Leur évolution prend dans la suite une direction légèrement différente. A la fin du XIVe siècle, la Valachie et la Moldavie tombent passagèrement sous la domination polonaise. Mais alors que celle-ci se consolide en Moldavie, elle est bientôt chassée de la Valachie par l'occupa-

[1] *Revista Istorică Română*, t. III. (1933), p. 155.

[2] V. par exemple la mise au point du savant polonais Malowist : *The Baltic and the Black Sea in Medieval Trade. "Baltic and Scandinavian countries"* III/1, ainsi que les sources plus importantes qui y sont énumérées.

tion turque. A ce moment, la Hongrie tente d'affronter le combat avec chacun de ses adversaires. Conflit d'intérêts hungaro-polonais en Moldavie, hungaro-turc en Valachie : c'est ainsi que se présente le double accouplement de forces qui détermine l'orientation politique des États roumains jusqu'à ce que le pouvoir hongrois s'effondre au début du XVIe siècle et que l'empire ottoman s'installe définitivement en maître dans les pays du Bas-Danube.

La soumission du voïvodat moldave par la Pologne à la fin du XIVe siècle marque un tournant décisif dans l'histoire de cette évolution si souvent analysée dans ses moindres détails, mais toujours insuffisamment éclaircie. Par quoi se manifestait cette domination et quelles furent ses conséquences sur l'attitude politique de ce jeune État? — Voilà des questions sur lesquelles l'opinion se partage très nettement. Il se trouve des historiens qui considèrent la dépendance de la Moldavie comme purement nominale ; d'autres n'en font même pas état, tandis qu'un troisième groupe d'historiens se représente la vie de l'État roumain comme la simple fonction de l'influence polonaise. Heureusement l'étude de M. Racoviţa sur les liens féodaux polono-moldaves,[1] d'une objectivité et d'une précison exemplaires, met de l'ordre dans la confusion des théories.

M. Racoviţa ne prétend pas éclairer — comme il le souligne lui-même dans la préface de son ouvrage — toutes les branches d'une question aussi complexe. Ce qu'il examine, au cours de recherches minutieuses et extrêmement approfondies, ce sont les motifs, les aspects juridiques de la question et la réalité qui se cache sous ces derniers. Cette étude n'éclaire pas seulement une période importante, âprement discutée, mais toujours insuffisamment éclaircie, de l'évolution des deux États roumains ; elle fournit encore un exemple méthodique de la manière dont de pareilles questions doivent être traités.

M. Racoviţa éclaircit tout d'abord l'origine des liens féodaux polono-moldaves ; il soumet à un examen minutieux les sources : les déclarations de fidélité des voïvodes. Après avoir retracé la situation politique à l'époque, il examine tour à tour les obligations et fixe leurs rapports avec les coutumes du monde féodal. Il aboutit à la conclusion suivante que nous faisons entièrement nôtre : la dépendance des différents voïvodes moldaves correspondait à tous égards à la pratique féodale, mais elle laissait à l'État moldave la possibilité d'inaugurer — entre les limites des obligations féodales — des voies individuelles dans sa politique.

Les pages réservées à ce compte rendu étant malheureu-

[1] *Începuturile suzerănităţii polone asupra Moldovei* (1387—1432). Dans *Revista Istorică Română*, t. X. (1940), p. 237 et suiv.

sement limitées, nous devons renoncer à exposer dans le détail les constatations de M. Racoviţa. Disons seulement, d'une manière générale, que cet ouvrage éclaircit, outre les points essentiels, une série de questions de détail dont la solution était depuis longtemps attendue. Nous croyons devoir, cependant, faire sur l'excellente œuvre les remarques suivantes : 1) L'auteur, adoptant la théorie de M. Panaitescu, fait découler les liens féodaux polono-moldaves du commerce de la mer Noire. Ce dernier représentait, il est vrai, un facteur important à l'époque qui nous intéresse, mais d'une moindre portée, à notre avis, que cet autre facteur sur lequel M. Racoviţa lui-même appelle l'attention (à la suite de l'historien polonais O. Gorka) : vers 1387, c'est-à-dire au moment où se nouent les liens féodaux polono-moldaves, le trône polonais était occupé par Hedwige, fille de Louis le Grand, roi de Hongrie. Hedwige prétendait, en tant qu'héritière, aux anciens territoires de Louis le Grand et chercha, après avoir tenté en vain d'occuper la Hongrie, à régner du moins sur les provinces féodales : les voïvodats roumains et la Galicie. Ce fait, de même que d'autres facteurs politiques jouent un rôle de même importance sinon plus important que les considérations économiques dans l'évolution ultérieure des voïvodats. 2) M. Racoviţa attribue une importance exagérée au rôle du conseil des boïards. Nous n'avons pas de preuves à l'appui de son opinion que ledit conseil aurait eu une large part dans la gestion des affaires intérieures (dans les actes de donation et autres chartes médiévales allégués par l'auteur, les boïards figurent généralement comme des parties passives, non initiatrices, ou tout au plus comme des certificateurs de caution). 3) Dans le chapitre sur la politique de Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, et en général dans la question des rapports politiques roumano-hongrois, l'étude de M. Racoviţa révèle certains points faibles. Pour comprendre son inexpérience dans ce domaine, il faut savoir que M. Racoviţa s'intéresse avant tout à la situation de la Pologne et n'accorde qu'un médiocre intérêt à la Hongrie.

*

Dans un ouvrage de moindre intérêt,[1] M. Pataki tente d'exposer, du côté hongrois, l'histoire des relations hungaro-roumaines au XIVe siècle et touche à certains problèmes fondamentaux pour l'évolution de l'État roumain. Or, l'étude d'un sujet aussi étendu exige beaucoup d'approfondissement et un horizon très vaste. Si M. Pataki n'avait choisi qu'une partie de ce sujet compliqué et avait concentré son attention sur l'étude de celle-ci, son œuvre comblerait dans l'histoire des relations hun-

[1] *Anjou királyaink és a két román vajdaság* [Les rois angevins de Hongrie et les deux voïvodats roumains]. Kolozsvár, 1944.

garo-roumaines une lacune comparable à celle comblée par l'ouvrage de M. Racoviţa dans l'histoire des relations roumano-polonaises. Mais M. Pataki s'est attaché à représenter ces problèmes dans leur intégrité, sous leurs rapports politiques, sociaux et économiques aussi bien que sous leurs rapports intellectuels, tâche multiple et complexe à laquelle il s'est montré inférieur. D'ailleurs M. Pataki s'est proposé non pas tant d'obtenir de nouveaux résultats que de filtrer et d'accorder la bibliographie actuelle de la question. Un œuvre pareille promettait peu à priori, puisque la bibliographie ne fournit, à peu de chose près, rien qui soit de nature à former les éléments d'une synthèse.[1]

•

Les ouvrages énumérés plus haut avaient pour objet d'éclairer, par des données contemporaines de sources soigneusement sélectionnées et authentiques, les divers problèmes historiques concernant l'évolution de l'État roumain. Sous un certain aspect, c'est une tâche encore plus ardue que celle entreprise par Gh. I. Brătianu qui désire montrer la fondation de l'État dans le miroir des traditions.[2] Relativement à la fondation des deux États roumains, certaines traditions ont survécu sous la forme écrite, conservées par des notes plus tardives. Les traditions constituent sans doute des sources précieuses pour l'histoire de la vie culturelle, mais un long et lourd travail analytique s'impose avant qu'elles puissent être utilisées aux fins de l'histoire des événements. Ce travail apportera la lumière sur les circonstances qui ont provoqué la naissance de la tradition, en extraira les éléments susceptibles d'être considérés comme authentiques, délimitera les parts respectives qu'y occupent le souvenir des faits historiques réels, l'imagination épique du peuple et enfin les argumentations pseudo-scientifiques des clercs. Les principes selon lesquels ce travail doit être poursuivi sont, à l'heure actuelle, exactement délimités. Les discus-

[1] Néanmoins, l'étude de M. Pataki prêters secours aux historiens, car elle dégage les points litigieux et réunit avec un soin minutieux toute la matière aujourd'hui accessible à leur sujet. M. Pataki, non content d'examiner la bibliographie, remonte jusqu'aux sources et réfute les fausses théories qui s'y sont accumulées au cours des années. Il en a été ainsi dans le cas du voïvode de Transylvanie Ladislas, dont la personne et le rôle historique étaient récemment analysés par M. Lupaş, qui cherchait à faire remonter le séparatisme de la Transylvanie au moyen âge, mais il en a tiré de fausses conclusions. (*Realităţi istorice în voevodatul Transilvaniei din sec. XII—XVI.* Dans *Anuarul Institutului de Istorie Naţională*, t. VI. (1936—38) — dont une traduction française a été publiée dans le volume « *La Transylvanie* » (Bucureşti, 1938). Les erreurs de cette étude ont été relevées par M. L. Makkai, dans la revue *Századok*, 1940, p. 233 et suiv.)

[2] *Tradiţia istorică despre întemeierea statelor româneşti.* Bucureşti, 1945.

sions au sujet de la valeur documentaire des traditions se sont apaisées, chacun sait maintenant que la foi absolue d'autrefois était tout aussi erronée que la critique exagérée de l'époque qui précéda immédiatement la nôtre, et qu'il faut adopter un juste milieu entre les deux méthodes. Quiconque veut la certitude, trouvera un tableau absolument convaincant dans l'analyse détaillée dont M. Brătianu fait précéder son livre sur les traditions historiques des fondations d'État roumaines.

L'idée maîtresse de son ouvrage est que l'historiographie roumaine adopte un point de vue qui pèche par une critique excessive à l'égard des traditions. Aussi estime-t-il nécessaire d'écrire une longue introduction au cours de laquelle il démontre comment on peut extraire des faits historiques des traditions de l'Iliade, de la Rome classique et de l'Europe médiévale. Il aboutit à la conviction que, contrairement à la tendance critique, selon lui exagérée, il faut retourner à l'attitude d'un illustre historien roumain du siècle précédent, A. D. Xenopol, dont il partage généralement les vues pour les raisons énumérées dans son livre.

A notre avis, ce retour en arrière équivaut à un recul. Xenopol n'avait pas séparé, dans la tradition, les éléments utilisables comme données historiques de ceux qui ne le sont pas. Bien plus, ce travail n'a jamais été accompli depuis. Il reste encore à séparer de la version originale des traditions les éléments basés sur des faits historiques contemporains, mais insérés après coup, et pouvant être ramenés au goût populaire pour la légende et à des argumentations scientifiques. Ce résultat est inconcevable sans l'examen, beaucoup plus sévère que précédemment, de la filiation des sources écrites. Tant que ce travail n'aura pas été exécuté, l'attitude critique est non seulement motivée, mais tout simplement indispensable, sinon l'investigateur s'égare sur un terrain absolument incertain. C'est ce qui est arrivé à M. Brătianu lui-même qui, au cours de son exposé, doit sans cesse opérer, à défaut de données précises, avec des possibilités, des conjectures.

Dans la conception de M. Brătianu, les traditions qui se rapportent à la fondation des deux voïvodats contiennent les principaux motifs suivants (p. 145—146) : 1) antérieurement à la fondation des voïvodats, qui eut lieu au cours du XIVe siècle, il y avait sur le territoire des deux États roumains des formations mineures, mais ayant déjà une importance politique ; 2) les fondateurs d'État du XIVe siècle étaient des Roumains de Transylvanie ; 3) la fondation d'État est une œuvre purement roumaine.

L'éminent historien se trompe : les traditions ne contiennent pas ces constatations. La tradition moldave reconnaît bien que le premier voïvode, Dragoș, avait émigré avec ses

compagnons de Hongrie (plus précisément du comitat de Maramureş), mais elle ignore s'il a trouvé en Moldavie d'autre formation politique. Au contraire, selon la tradition, la Moldavie aurait été, par suite des récents ravages des Tartares, un véritable désert. Nous sommes d'accord avec M. Brătianu et pensons avec lui que cette dernière conception ne correspond pas entièrement à la réalité : le territoire de la Moldavie n'était pas désert, même avant l'émigration de Dragoş, et, à ce sujet, la tradition contient aussi des données sur une population ruthène antérieure. Mais nous ne savons rien, du moins de façon authentique, d'organisations politiques, et surtout politiques roumaines, créées par cette population. La tradition de Valachie prétend, en revanche, que la première formation pouvant être considérée comme politique doit son existence aux Roumains qui immigrèrent en Olténie venant du sud, c'est-à-dire de la péninsule des Balkans, et qui choisirent leur « ban » dans la lignée des Basaraba. Les bans issus de cette famille se soumirent ensuite au nouvel organisateur venant de Hongrie qui s'établit en Valachie avec ses compagnons.

Cet organisateur émigré de Hongrie est appelé Radu Negru par la tradition et il réunit en une seule personne, selon M. A. Lăpĕdatu, le personnage du voïvode Radu Ier et celui du héros original de la légende, le voïvode Negru, qui garde probablement le souvenir du fondateur d'État, Basaraba Ier.[1]

En définitive, la tradition, comme c'est le cas pour la Moldavie, sait que la voïvodie a été fondée par des Roumains de Hongrie, mais elle ignore l'existence préalable d'une formation politique quelconque. Dans le cas de la Valachie, la tradition sait qu'il existait avant la constitution du pays, du moins en Olténie, une autre organisation politique ; mais on ne peut démontrer le rapport de cette assertion avec les faits historiques. Elle déclare que le fondateur d'État est Transylvain, mais

[1] A. Lăpĕdatu, *Cum s'a alcătuit tradiţia naţională despre originile Ţării-Româneşti.* Dans *Anuarul Institutului de Istorie Naţională*, t. II, p. 289 et suiv. En ce qui concerne la théorie de son émigration de Transylvanie, elle est, d'après les termes de M. Panaitescu, « dénuée de tout fondement ». (*Mircea cel Bătrân şi suzeranitatea ungurească.* Tirage à part de l'Academia Română Mem. Secţ. Ist. ser. III, XX, mem. 3, Bucureşti, 1938, p. 2 : « aceasta legendă nu mai are niciun temei serios în ochii istoricilor . . . ») Sur les bans de la lignée des Basaraba, M. I. C. Filitti fournit des renseignements prouvant avec certitude que ces personnages sont identiques avec les puissants boïards de l'Olténie de la fin du XVe, début du XVIe siècle, les Craioveşti qui, après que l'un des membres de leur famille fut devenu voïvode sous le nom de Neagoe Basarab, se virent appelés Basarabeşti, c'est-à-dire : de la lignée de Basaraba. (*Banatul Olteniei şi Craioveştii.* Tirage à part de *Archivele Basarabiei*, Craiova, s. a., p. 80 et suiv.)

ne dit pas qu'il ait été Roumain. En ce qui concerne enfin l'œuvre de la fondation de l'État, la tradition roumaine de la Valachie insiste sur le fait que Radu Negru était accompagné de Hongrois et de Saxons, et la tradition moldave rapporte comme une particulairté intéressante le fait que les Roumains de Maramureş, dont étaient issus Dragoş et ses compagnons, avaient épousé des femmes hongroises. Ce motif sert toujours, dans la matière épique de l'Europe orientale, à exprimer des rapports populaires et autres très intenses (cf. le motif de l'enlèvement des jeunes filles bulgares dans la légende épique hongroise).

* * *

M. Brătianu, qui base son argumentation en majeure partie sur la narration du notaire hongrois anonyme (XIIIe siècle), explique que, avant l'arrivée des Hongrois, il y avait en Transylvanie, ou plutôt dans la Hongrie orientale, des États roumains. Les Hongrois conquérants, — selon M. Brătianu — ont anéanti ces États, mais n'en ont pas effacé les traces. Avant de nous prononcer dans cette question, il nous faut concentrer notre attention sur la tradition historique hongroise, qui a survécu dans des gestes et dans des chroniques.

Il y a quelques années, M. Joseph Deér a fait paraître une étude de critique de sources sur la question de l'origine des Roumains dans les chroniques et gestes hongrois.[1] En voici un bref résumé : dans la geste hongroise primitive qui date du XIe siècle, il est fait mention d'un peuple « vlach » vivant à l'époque de la conquête arpadienne dans la province de Pannonie. Ces « Vlachs », qui figurent également comme les « pâtres des Romains », n'ont rien de commun avec les Roumains d'aujourd'hui, pas plus que les « volochs » cités par les premières chroniques russes en relation avec la Hongrie.[2] La geste primitive ne relève, dans les parties orientales de la Hongrie, ni Valaques ni aucun autre peuple pouvant être rapproché des Roumains. En revanche, les chroniqueurs du XIIIe siècle, qui ont utilisé cette source primitive, notamment le Notaire Anonyme qui rédigea sa chronique au tournant du XIIe siècle, et maître Simon Kézai qui élabora la sienne vers la fin du XIIIe, relèvent l'existence dans l'est de la Hongrie d'un peuple valaque (blak — selon l'orthographe originale) qu'ils distinguent nettement des « pâtres des Romains ». Le Notaire Anonyme donne une

[1] *A románok eredetének kérdése a középkori magyar történetírásban* [La question de l'origine des Roumains dans l'historiographie hongroise du moyen âge]. Dans le vol. « *Magyarok és Románok* » (Hongrois et Roumains) Budapest, Institut P. Teleki, 1943, t. I, p. 293 et suiv.

[2] Cf. C. A. Macartney, *Pascua Romanorum*. Dans *Századok*, 1940, p. 6 et suiv.

relation détaillée sur des exploits d'une tribu de conquérants hongrois qui, ayant pénétré en Transylvanie, aurait triomphé du chef valaque Gelou et se serait emparé de ses territoires. Dans un autre passages, il fait allusion aux Valaques qui — de concert avec les Bulgares et les Coumans — auraient soutenu le duc Glad dans sa résistance contre les Hongrois dans la vallée du Temes.

Selon M. Deér, ces dernières données n'ont rien de commun avec les traditions historiques perpétuées par la geste primitive du XIe siècle. C'est que le Notaire Anonyme, qui cultivait le style coloré des gestes françaises contemporaines, avait fait appel à son esprit inventif pour développer le peu de matériel dont il disposait sur la Transylvanie. C'est ainsi qu'il interprète les noms de localités à l'aide de personnifications aventureuses, et transpose dans le cadre transylvain les tournures décoratives qui réapparaissent dans certains récits authentiques de son ouvrage. L'analyse du texte prouve — nous citons M. Deér — que le récit concernant Gelou doit sa naissance à des truchements de ce genre. Reste à savoir pourquoi l'auteur représente justement les Valaques comme les héros de ce récit controuvé (mais qu'il considérait sans doute comme parfaitement « scientifique »). Esprit rationaliste, le Notaire Anonyme considérait comme évident — dit M. Deér — que les peuples qui étaient les voisins de la Hongrie à son époque, occupaient eux-mêmes les territoires des Hongrois avant l'arrivée de ceux-ci. C'est ainsi qu'il fait figurer dans le bassin carpathique au Xe siècle des Tchèques, des Polonais, voire des Coumans — ce qui est un anachronisme flagrant. S'il établit les Vlachs sur le chemin des conquérants hongrois, c'est — dit M. Deér — par analogie avec l'Empire bulgaro-valaqeu des Asenides, qui s'était opposé à plusieurs reprises aux attaques des Hongrois.

* * *

Signalons encore l'ancienne discussion sur les origines de l'État roumain de la Dobroudja au XIe siècle. L'hypothèse était basée sur un passage de l'*Alexias* d'Anne Comnène qui relate l'insurrection des habitants du Paristrion soutenus par les Scythes fuyant devant les Sarmates, insurrection qui fut réprimée après de longs combats. De l'avis de quelques savants (notamment M. Bânescu et le regretté N. Iorga), les insurgés du Paristrion étaient des Roumains et leur insurrection le premier signe de leurs aspirations à former un État. Une discussion polémique s'engagea bientôt au cours de laquelle l'essentiel, c'est-à-dire la source elle-même fut complètement obnubilée dans le tourbillon des opinions et contre-opinions. C'est à cette source négligée qu'est remonté tout dernièrement M. Mathias Gyóni, qui a débarrassé le problème de ses éléments

superflus et tenté de le résoudre sur la base même du texte qui l'a engendré.[1] L'auteur soumet l'ouvrage d'Anne Comnène à un examen extrêmement minutieux, afin de déterminer quels sont les peuples qui y sont évoqués sous les noms de Scythes et de Sarmates. Rapprochant cette source de plusieurs données contemporaines, il établit de façon indubitable que le passage discuté relate l'immigration d'un groupe de Petchénègues pourchassés par les Ouzes. C'est ce groupe de guerriers orientaux, alliés aux Petchénègues servant en qualité de gardes-frontières sur les confins du Paristrion et commandés par des chefs aux noms turcs et slaves, et non roumains, comme on l'avait pensé tout d'abord, qui déclenchèrent l'insurrection étouffée à grand' peine en 1091 par les Byzantins avec l'aide des Coumans. Aucune mention n'est faite, au cours du récit, de Roumains ou de la fondation d'un État pour la bonne raison que la révolte des Petchénègues dépassait tout au plus dans ses proportions, mais non dans ses répercussions, les émeutes habituelles des gardes-frontières dans les thèmes du Bas-Danube.

L'étude de M. Gyóni tient lieu d'exemple méthodique de la manière dont les problèmes de ce genre, sujets aux plus âpres polémiques, doivent être débarrassés des éléments parasitaires qui s'y sont attachés au cours des années, ainsi que du soin philologique avec lequel les données utiles doivent être dégagées des sources et analysées en vue de devenir les bases sûres et intangibles des recherches futures. Une série d'études pareilles et de mises au point seraient nécessaires pour résoudre les problèmes des origines des États roumains qui contiennent jusqu'à nos jours nombre de points obscurs et incertains.

LOUIS ELEKES

[1] Mathias Gyóni, *Zur Frage der rumänischen Staatsbildungen im XI. Jahrhundert in Paristrion.* Dans *Archivum Europae Centro-Orientalis*, t. IX—X (1944).

DOCUMENTS

BUCAREST, 1831
JOURNAL DE NICOLAS BARABAS

Nicolas Barabás, un des plus grands portraitistes hongrois du XIXe siècle (1810—1898), est comme l'image réfléchie de la vie artistique de son temps, avec ses misères, ses luttes, et enfin la faveur toujours croissante du public.

Bien que descendant d'une famille de hobereaux des plus aisées de la Transylvanie (il naquit à Márkosfalva, en terre sicule), son enfance et sa carrière de jeune peintre semblent un long enchaînement de privations. Il dut uniquement à son endurance extrême de ne s'être point démoralisé et d'être arrivé, petit à petit, par ses propres forces, à un haut degré d'aisance et de reconnaissance par l'opinion publique.

Son talent de peintre s'éveilla de bonne heure. Bien qu'il n'eût pas fait d'études de peinture, il ne tarda pas à remporter de grands succès : dans les villes de la Transylvanie, ses portraits furent vivement recherchés.

Il n'eut jamais de mécènes. Dans la première moitié du XIXe siècle, ceux qui s'intéressaient aux arts, préféraient faire travailler des artistes étrangers. Barabás est devenu portraitiste pour cette raison et aussi parce que, voulant vivre de son art et payer les frais de ses études de sa propre poche, c'est ce genre qui lui offrait les plus grandes possibilités. Avant l'invention de la photographie, aristocrates et bourgeois aisés aimaient à faire perpétuer les traits de leurs proches par des gens plus ou moins habiles dans l'art du dessin. C'était l'époque des miniatures. Barabás tira profit de ce goût du public. Nagyszeben, Pest et beaucoup d'autres étapes de son œuvre artistique sont marqués par nombre de portraits, primitifs d'abord, puis de plus en plus artistiques.

Il fit des études approfondies de peinture à l'Académie de Vienne et, plus tard, pendant un long séjour en Italie (Venise, Rome, Naples). Son art devenait plus profond, sa gloire grandissait, il acquit toutes les connaissances de tous les genres de

peinture; paysages, natures mortes, aquarelles, peinture à l'huile, pastels, dessins au crayon, à l'encre de Chine, tout cela se retrouve dans son œuvre; il y en a environ trois mille qui sont connus, mais ce sont ses portraits qui constituent la partie essentielle de son œuvre. C'est encore la nécessité d'assurer sa subsistance qui le mène à Bucarest, où il passe deux ans (1831—1833). Il nous a laissé un tableau intéressant de cette ville dans son autobiographie. Délivrée depuis peu de la domination et de l'influence culturelle turques, occupée et administrée par les Russes, la ville fait les premiers pas vers la civilisation européenne.

Plus loin nous donnons quelques extraits de son journal de Bucarest.[1] *C'est un examen intéressant, non seulement du point de vue de l'évolution de Bucarest même, mais encore comme témoignage de la manière dont le citoyen d'un peuple voisin a vu et jugé, dans son évolution rapide, la capitale de la Roumanie.*

Cs. Csapodi

* * *

ARRIVÉE A BUCAREST

A Bucarest notre cocher se logea au « Hanu Manuk », hôtel si misérable que la pensée d'y louer une chambre me remplit d'effroi. Je me mis donc incontinent à la recherche des Raimondi, entreprise d'autant plus facile qu'en leur qualité d'apothicaires ils étaient assez connus . . .

Toute la famille Raimondi était très cultivée, les demoiselles et même la mère parlaient, outre le roumain et le grec moderne (cette dernière langue est devenue grâce aux princes grecs envoyés à Bucarest, la langue de l'aristocratie roumaine), très bien le français, l'italien et même le hongrois, que leur apprenaient les bonnes et les nourrices hongroises. (Il y avait beaucoup de bonnes sicules à Bucarest, car elles étaient bien payées et faisaient leur besogne mieux que les paysannes tziganes et roumaines ; nombre de boyards et leurs parents apprenaient de cette manière le hongrois.)

Quelques mois plus tard, un *vladika* (évêque) roumain rendit visite aux Raimondi. Au cours de la conversation qui eut lieu en roumain, une des demoiselles dit qu'elle voulait apprendre l'anglais au lieu du hongrois, l'anglais étant une langue plus belle. Moi, qui avais souvent entendu parler anglais, je répliquai que ce n'était pas exact. Si elle avait dit que la littérature anglaise l'intéressait davantage, je n'aurais soufflé mot, mais je nie que l'anglais soit une langue plus belle que le

[1] La biographie de Barabás, avec préface de M. Béla Biró, a été publiée par « Az Erdélyi Szépmíves Céh », Kolozsvár, 1940.

hongrois. Là-dessus, à ma grande surprise, le *vladika* se rangea aussi à mon avis, lou a la beauté de la langue hongroise et, pour en donner une preuve, récita l'« Ode à l'Espoir » de Csokonai[1] avec un accent d'une telle pureté qu'un poète hongrois ne l'eût pas mieux récitée.

Chez le gouverneur

Un soir, les Raimondi reçurent la visite de l'*aga* (chef de police) Janku Philippesko, boyard fort habile et très énergique, dont Kisseleff disait qu'il était le seul homme capable de mener à bien une affaire de la plus haute importance. Une des demoiselles lui demanda s'il ne pouvait pas me présenter au gouverneur Kisseleff. Kisseleff, l'adjutant du tzar, était gouverneur plénipotentiaire de la Valachie et de la Moldavie, car, depuis la campagne de 1829, ces deux principautés étaient occupées par les Russes. Kisseleff était un homme très instruit, qui avait fait ses études à Paris ; excellent diplomate aux manières exquises, épris des arts et des sciences, il était devenu plus tard ambassadeur de Russie à Paris.

Philippesko répondit qu'il se ferait un plaisir de me présenter ; puis se tournant vers moi, il me dit de venir chez lui le lendemain matin, un peu avant neuf heures et d'apporter quelques miniatures ou quelques dessins à la craie; à 9 heures précises, il me présenterait au gouverneur.

J'y étais à l'heure indiquée, et neuf heures venaient de sonner, lorsque la voiture de Philippesko arriva à grand fracas. Les laquais lui ouvrirent la porte à deux battants, car un grand seigneur ne saurait passer par une porte seulement ouverte à demi. Dès qu'il m'eut aperçu, il vint à moi, me prit par la main et ouvrant, sans se faire annoncer, les deux battants de la porte de la salle de réception du gouverneur, m'introduisit, dit mon nom et me recommanda à son Excellence comme un jeune peintre de talent. Le général fut très affable, je lui montrai quelques peintures en miniature et quelques dessins à la craie qu'il examina pendant près d'un quart d'heure, en me demandant d'où je venais, où j'avais étudié, etc....

Soirée chez Kisseleff

La Saint-Nicolas des orthodoxes approchait. Mais ce n'était pas ma fête à moi, c'était celle du tzar, en l'honneur duquel Kisseleff donna une brillante soirée dans les salles de la grande redoute (aux frais du tzar, bien entendu). La prin-

[1] Michel Csokonai vitéz (1773—1805), poète lyrique hongrois.

cesse Bankration remplit les fonctions de patronnesse du bal (l'épouse de Kisseleff se trouvait à Paris). Philippesko fut chargé de la distribution des invitations ; il m'invita aussi pour me donner une occasion de voir une réunion de la « crème » de la société de Bucarest.

Déjà une heure avant l'arrivée du général, la salle était comble : les dames et les seigneurs de la plus haute noblesse, les généraux et autres officiers russes du plus haut rang (le moindre était commandant) s'y pressaient. Je ne fis que tourner et retourner dans cette foule.

Tout à coup voici qu'un mot passe de bouche en bouche : « Vinye generalu ». (Le général vient.) Alors on commence à se bousculer, pour ouvrir au général et à sa suite un passage de la porte d'entrée à la tribune de la patronnesse du bal. Je m'amusai du spectacle de ce respect timide avec lequel le public fit place, pour se grouper ensuite dans un assez grand tumulte autour de la tribune, où il forma un large demi-cercle. Dans le tumulte je me trouvai poussé au premier rang.

Au bout de quelque temps, tandis que le général causait avec la princesse Bankration, je m'aperçus qu'il commençait à me fixer, puis il me fit signe . . . Je me rendis aussitôt auprès de lui. Il m'accueillit de la façon la plus cordiale et . . . me demanda si j'avais beaucoup à faire, si j'avais été introduit dans la société aristocratique . . . Je ne pus que répondre que, faute de relations, je ne connaissais que peu de seigneurs et avais par conséquent peu de travail.

Là-dessus il se tourna vers la princesse Bankration, dont la fille devait se marier sous peu et lui demanda si elle n'avait pas l'intention de faire peindre le portrait de celle-ci. Elle répondit qu'elle le ferait volontiers, mais ne savait pas si elle trouverait un artiste tel qu'elle le désirait. Kisseleff me présenta alors à la princesse et fit mon éloge pour avoir vu plusieurs peintures de moi, affirmant que la princesse ferait le meilleur choix en me permettant de faire le portrait de sa fille. La princesse Bankration, femme d'une très grande affabilité et d'une parfaite distinction, s'enquit avec un grand intérêt de ma nationalité, me demanda où j'avais fait mes études et me donna son adresse en me faisant connaître quand elle me recevrait. Nous passâmes ainsi un petit quart d'heure en conversation.

Pendant tout ce temps, j'étais là, seul, au centre, exposé aux regards du grand demi-cercle. On commença à chuchoter dans la foule ; chacun voulait savoir qui était cet homme, auquel le général avait parlé si longuement, qu'il avait ensuite présenté à la princesse et avec lequel la princesse causait si longtemps et d'une manière si bienveillante. La réponse fut partout : « Je ne sais pas ». Finalement on s'avisa que Philippesko ayant lancé les invitations, devait le savoir. Philippesko

leur dit que c'était un jeune peintre plein de talent et distingué, etc. . . . Notre conversation finie, je rentrai dans la foule et immédiatement, je fus entouré et tout le monde essaya de faire ma connaissance. Je reçus une foule d'invitations et je fus tellement pressé de questions que j'eus de la peine à noter dans mon portefeuille les noms et les adresses de tous ceux qu'il me fallait aller voir. C'est ainsi qu'au cours d'une soirée je fis la connaissance de toute l'aristocratie et de beaucoup d'officiers d'état-major russes.

Coutumes turques—manieres européennes

C'était une époque bien intéressante à Bucarest : on voulait flatter les Russes, et on commençait à abandonner les coutumes turques pour adopter les manières européennes. Je me rappelai ce que Tacite a écrit dans *Agricola* de Britannia : « Tamque erat frequens toga linguaque nostra, idque apud imperitos humanitas vocabatur, quum pars servitutis esset ». Cela ne concordait peut-être pas tout à fait avec l'état des choses à Bucarest : l'habit à la turque peut-il être appelé un symbole de la servitude, n'étant porté que par les intellectuels et leurs serviteurs les arnautes? Les paysans ont gardé leur costume roumain original, porté aussi par la plupart des femmes, tandis que celles de la haute aristocratie s'habillaient presque toutes à la française.

La jeunesse a changé de costume avec moins de difficultés, tandis que les personnes âgées habituées depuis longtemps au costume turc, ne s'en défaisaient que peu à peu, se coiffant par exemple d'une sorte de casquette militaire russe au lieu du turban, revêtant un pantalon au lieu d'une culotte et chaussant des bottes noires au lieu de bottes jaunes ou de pantoufles.

Un monsieur de ma connaissance nommé Obedianu, en était arrivé à porter une casquette, un pantalon et des bottes. Poussé par ses amis, il voulut changer entièrement de costume. Il se coiffa d'un chapeau de soie de la meilleure qualité que je lui avais moi-même apporté de Szeben:[1] la fameuse marque Bayer ; il se fit faire un habit noir, de la meilleure étoffe, puis mit son chapeau et son habit et se plaça devant sa glace. En se voyant ainsi habillé tout à la moderne, il se trouva si étranger à lui-même qu'il jeta par terre le précieux chapeau, et fit de même de l'habit. Il fut impossible de le lui faire mettre une seconde fois et il finit par en faire cadeau à quelqu'un.

L'habit militaire habituait également leurs yeux à des costumes d'une autre coupe. Le premier soin des Russes avait

[1] Ville en Transylvanie, de son nom roumain : Sibiu, allemand : Hermannstadt.

été de créer une milice roumaine, habillée à l'européenne, mais un peu dans le goût russe. Je m'amusais parfois à les voir manœuvrer. Un officier russe venait de faire mettre en rang 22 hommes et leur expliqua avec l'aide d'un interprète qu'ils allaient apprendre à marcher et que lorsqu'il dirait « marche ! » ils devraient lever le pied gauche. Il leur ordonna de rester dans cette position jusqu'à ce qu'il eut examiné les pieds de chacun, pour voir si la position était règlementaire. Il commença par baisser le pied du premier et quand il eut examiné et rectifié la position des pieds de toute la compagnie, un des soldats, debout sur un pied seulement, tomba à la renverse, entraînant avec lui, comme un château de cartes, tous les autres. Alors l'officier gifla l'un après l'autre tous les soldats tombés . . .

Une de mes connaissances, un nommé Cantacuzeno, tête d'homme idéale avec une barbe magnifique, se la fit couper, la barbe cadrant mal avec son costume à la française, et mon âme s'attristait de ce sacrifice. Il appartenait également à la haute aristocratie et crut de bon ton d'imiter la mode européenne ; il se fit aussi faire des meubles modernes, car les larges divans turcs où l'on se blottit sans pantoufles, allaient mal avec l'habit européen. Sa maison était du reste très fréquentée par les généraux russes. Lorsqu'après cette métamorphose, j'allai le voir pour la première fois . . . je vis environ dix boyards dans la chambre, blottis chacun contre une chaise sur le sol, fumant leurs pipes turques, le chapeau de soie sur la tête et les pans de l'habit noir étendus sur le sol. Il était assis sur le sofa, mais les autres boyards, fidèles à l'ancienne coutume, trouvaient plus agréable de rester dans la position assise à la turque, et de même que naguère le turban, ils gardaient leur chapeau sur la tête. Cela eut valu la peine de les photographier.

Ils accusaient les Allemands de tout. Qu'un homme habillé à l'européenne, fût-il Roumain, maltraitât ou bousculât seulement un Roumain, celui-ci lui criait sur le champ : « Nyamczu beczivu ! » (Ivrogne d'Allemand !) Cette épithète flatteuse venait de ce que les apprentis allemands immigrés abusaient du vin trop bon marché. Une chopine de vin coûtait 2 kreuzer; en hiver, c'était le prix d'un lapin, sans la peau, que le juif estimait davantage. Plus tard, sous les Russes, la vie devint plus chère.

VIE SOCIALE

. . . Il est curieux de mentionner à propos de la dot des femmes que, même sous l'empire turc, on jugeait selon les lois roumaines. Ainsi par exemple, lorsque le mari avait engagé

les bijoux de sa femme et que celle-ci apprenait où ils se trouvaient, lecré ancier était obligé de les lui abandonner gratis, tout en ayant le droit d'exiger du mari le remboursement de sa créance. La dot de la femme était calculée en espèces; si la femme la dépensait elle-même et qu'elle divorçât ensuite, le mari était obligé de lui verser le montant intégral de sa dot.

Un boyard ayant demandé la main d'une jeune fille et les parents de celle-ci lui ayant parlé du chiffre de la dot, il déclara que non seulement il ne demandait rien, mais encore qu'il n'acceptait rien. Il envoya le tailleur qui, après avoir pris mesure de sa fiancée, l'habilla complètement, et c'est ainsi qu'il l'emmena. En pareil cas, si la femme, plus tard, demande le divorce, le mari la renvoie déshabillée et elle rentre chez elle, sans qu'il y ait lieu à restitution de biens dotaux.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

HISTOIRE GÉNÉRALE

V. P. POTEMKIN (réd.) : *Istoria Diplomatii* [Histoire de la diplomatie]. Vol. I, Moskva, 1941, Sozegizdat, 556 p. Vol. II—III, Moskva, 1945, Gospolitizdat, 8°, 422 et 883 p.*

L'histoire de la diplomatie est une branche relativement peu exploitée de l'historiographie. Les historiens de la diplomatie se proposent le plus souvent le but pratique de fournir des manuels aux futurs diplomates. Mais comme l'enseignement historique des académies diplomatiques se réduit le plus souvent seulement aux époques commençant en 1648 ou même en 1815, il est très rare de trouver un ouvrage qui embrasse l'histoire de la diplomatie depuis ses origines jusqu'aux temps modernes. Le présent ouvrage est un des rares qui se soient tracé ce programme. Le premier tome traite des événements allant des temps primitifs jusqu'à 1871, le second de 1872 jusqu'à 1919 et le troisième de l'époque entre les deux guerres. Les diverses périodes ont pour auteurs les plus illustres historiens de l'Union Soviétique. Le manque d'unité si caractéristique pour les ouvrages collectifs est ici réduit, par le mérite du rédacteur, à un minimum. Il est regrettable que la thèse fondamentale, s'offrant pour ainsi dire d'elle-même dans un ouvrage récapitulatif, — le développement des formes des rapports internationaux depuis les délégués occasionnels des peuples primitifs jusqu'aux organisations internationales de nos jours, — ne soit pas suffisamment mise en valeur ; on parle relativement peu du développement du droit international et des rapports de ce droit avec les événements de l'histoire diplomatique. Il en est ainsi, par exemple, de l'œuvre de Grotius, intitulée « De jure belli ac pacis », dont on nous donne un bref compte rendu sans mentionner l'influence que l'ouvrage exerça sur le développement ultérieur

* L'édition française récemment publiée s'intitule : *Histoire de la diplomatie.* Publiée sous la Direction de Vladimir Potiemkine. Librairie de Médicis — Paris I-II.

du droit international et sur les rapports internationaux. Il en est de même pour la conférence de La Haye en 1899, où l'auteur ne fait ressortir que l'échec de cette conférence et ignore les succès partiels et leur influence sur la vie internationale. Et l'ouvrage ne mentionne même pas la conférence de La Haye de 1907.

Une autre objection que nous devons signaler est l'absence de l'idée d'évolution, alors que l'histoire diplomatique montre justement, surtout au cours des cent dernières années, un développement intense, malgré les guerres qui sont venues interrompre et retarder ce développement. Rappelons-nous seulement les formes de contact international de l'Empire Romain, la collectivité nationale du christianisme médiéval ou le concert européen et la Société des Nations qui nous montrent un développement partant de l'absence totale du droit international et aboutissant à la naissance d'une société basée sur le droit international.

La partie la mieux rédigée est bien entendu celle qui concerne l'empire russe. La politique étrangère russe était l'un des plus importants facteurs de l'histoire diplomatique du XVIIIe et du XIXe siècle. Cet ouvrage accorde plus volontiers la place due à ce facteur que ne le font les œuvres des historiens occidentaux qui réduisent facilement son importance et le refoulent au second plan.

Nous pouvons affirmer que les deux premiers volumes représentent un travail sérieux et approfondi qui utilise d'une manière impartiale toutes les sources de l'histoire de la diplomatie. Le registre des sources et des éditions est complet et renferme sans exception tous les ouvrages importants de ce genre ayant été publiés dans l'une des grandes langues de la civilisation. Il est regrettable qu'à la fin de chaque tome on ne trouve qu'un index des noms. Un index alphabétique des noms et des faits et une table chronologique des événements auraient grandement augmenté l'utilité de l'ouvrage.

Quant au tome III, nous en parlerons à part, car il traite de l'époque entre les deux guerres mondiales, c'est-à-dire d'une partie de l'histoire de nos jours. Le manque de sources et de perspective historique imposent un travail difficile à l'historien. Ces difficultés ont aussi marqué ce travail de leur empreinte. L'histoire diplomatique des vingt dernières années exposée en 883 pages, n'est nullement en rapport avec les périodes de plusieurs centaines d'années réduites à deux volumes, et malgré cela il subsiste encore des lacunes. Nous trouvons une analyse très détaillée des luttes du jeune État soviétique cherchant à se faire reconnaître et des campagnes diplomatiques que menèrent les grandes puissances contre la Russie. Nous trouvons ici un recueil de données que les historiens occidentaux connaissent

à peine et mal. Mais en même temps nous apercevons certaines lacunes, ainsi par exemple dans l'exposé de la formation de la Petite Entente, de même que de l'alliance des États Baltiques, de la Pologne et de la Roumanie.

Il n'est pas douteux que, pendant l'époque entre les deux guerres, la politique mondiale n'ait été dirigée par les grandes puissances, ce qui n'empêcha point les petits États de remplir un rôle plus important qu'on ne le croirait après la lecture du tome III. Nous ne voyons aucune trace de l'activité de Masaryk et de Benès, lors de la première guerre mondiale et du traité de Versailles, alors que cette activité était une des causes essentielle de la décomposition de la monarchie austro-hongroise. Nous ne voyons pas non plus le rôle de la Tchécoslovaquie dans l'histoire diplomatique des vingt dernières années. De même, nous ne trouvons aucune mention du bloc balkanique qui fut, pour une courte période il est vrai, un important pilier de la politique internationale de l'Europe Centrale et des Balkans.

Nous pourrions continuer l'énumération des lacunes, mais il ne faut pas oublier les difficultés déjà mentionnées et qui sont d'ailleurs inévitables dans la relation de faits aussi récents. Il est aussi naturel que les événements qui ont marqué la fin de la guerre aient défavorablement influencé l'objectivité de l'historien, et il ne faut pas oublier que le retour de cette objectivité ne peut être attendu que du temps. Somme toute, cette œuvre est une excellente récapitulation et nous espérons, maintenant que la publication des sources relatives à cette époque prendra toujours plus d'ampleur, que cette œuvre sera le point de départ de synthèses nouvelles.

Nous devons mentionner à part les deux derniers chapitres de l'ouvrage. Ce n'est plus de l'historiographie, mais de la matière d'études pour les diplomates soviétiques, laquelle ne fait plus partie, dans le sens strict du mot, d'un ouvrage historique. L'un des chapitres tâche d'élucider par le moyen d'une analyse historique, les procédés et les principes qui sont caractéristiques pour le travail de la diplomatie moderne. Nous voyons ce que signifient dans la pratique certaines notions de droit international et de la politique étrangère, comme la « localisation d'un conflit », une « offensive », etc. Nous faisons la connaissance de la propagande de la politique étrangère et de divers autres moyens de la diplomatie.

Le dernier chapitre résume brièvement, dans un langage populaire, tout ce qu'un homme civilisé est sensé savoir sur la diplomatie. La courte caractérisation des organes diplomatiques, de leur situation juridique, des conférences et des contrats internationaux, est une des meilleures parties de ce livre.

Joseph Perényi

*

NORMAN HILL : *Claims to Territory in International Law and Relations*. NewYork, 1945, Oxford University Press, 8°, VI + 248 p.

C'est surtout à la suite des grands conflits que les controverses d'ordre territorial se rangent parmi les questions d'actualité. M. Norman Hill, professeur de droit international à l'université de Nebraska (USA), examine dans son ouvrage les questions territoriales qui se sont posées au cours du XIXe et du XXe siècle ; il les envisage sous l'angle du droit international. Sans vouloir faire des propositions concrètes pour les résoudre, il se borne à analyser les discussions auxquelles elles ont donné lieu, afin de faire mieux comprendre les procédures qui sont de nature à en hâter la solution. Quant à sa documentation historique, il la partage en plusieurs catégories. Tout d'abord, il passe en revue les causes qui ont fait naître des problèmes territoriaux, puis il examine la nature et les formes des revendications ainsi que les arguments auxquels on a recouru. Les catégories que l'auteur fait ressortir — arguments d'ordre historique, ethnique, stratégique ou économique, « frontières naturelles », unités géographiques, etc. — ne sont nullement étrangères à ceux qui ont suivi attentivement les événements des derniers cent ans de l'histoire des pays-danubiens. M. Norman Hill signale un ou deux problèmes concernant les flottements territoriaux dans les pays danubiens (comme le différend roumano-yougoslave au sujet du Banat), mais rien ne serait plus facile que de multiplier les exemples de ce genre.

Les erreurs qu'on peut relever dans ce livre sont d'une importance secondaire ; à l'encontre de ce qui est dit sur le sort du Burgenland et le plébiscite qui l'aurait attribué à l'Autriche (p. 187), c'est un fait que le Burgenland avait été rattaché à l'Autriche et que le plébiscite de Sopron, n'ayant trait qu'à une partie de ce territoire, opta pour la réannexion à la Hongrie. Sur la carte qui fait voir les questions territoriales dans l'Europe centrale et orientale (p. 17), les frontières hungaro-tchécoslovaques sont tracées, comme si elles n'avaient point formé l'objet d'une controverse à partir de 1938. D'une manière générale, on reconnaît volontiers la recherche de l'objectivité qui caractérise les pages de cette étude très fouillée.

M. Norman Hill est d'avis que même dans les conditions actuelles des relations internationales — y compris le nationalisme et les restrictions d'ordre économique — l'agrandissement territorial n'assure pas aux pays des avantages aussi précieux qu'on l'avait cru jusqu'ici. Il y a de petits États qui jouissent d'une extraordinaire prospérité et de grands États qui ont à surmonter d'importantes difficultés économiques. L'auteur démontre d'une manière fort convaincante que les

arguments italiens et allemands concernant la surpopulation et l'« espace vital » servaient à masquer les mêmes velléités impérialistes qu'on découvre aisément derrière la fameuse « géopolitique ». Pour résoudre avantageusement les problèmes économiques du temps de paix, il faut d'abord régler les conditions de la vie à l'intérieur et à l'extérieur. Toutefois, même si l'on n'attache à l'appartenance d'un territoire qu'une importance relativement restreinte au point de vue du régime économique en temps de paix, les questions territoriales ne sont nullement négligeables au point de vue de la stratégie et de l'économie de guerre. De l'avis de M. Norman Hill, la question territoriale reste donc, à proprement parler, un problème d'hégémonie politique, bien que, dans ce domaine, les procédures internationales permettent d'espérer une certaine amélioration. « It does not seem probable, however, ajoute l'auteur, that the fundamental problems raised by the possession of territory and by territorial disputes can be completely eliminated within the present structure of international relations » (p. 230—1). « It is difficult to believe that any organisation or procedure can chain the territorial ambitions of the modern state so long as it is true that the ownership of territory brings power. » Les problèmes territoriaux ne perdront de leur gravité que par une certaine diminution de la souveraineté des États et de leurs rivalités politiques, en d'autres termes par une transformation radicale de leurs relations réciproques.

Le précieux essai est complété par une bibliographie abondante. — *dk* —

La région danubienne

Elemér Radisics (réd.) : *A Dunatáj. Történelmi, gazdasági és földrajzi adatok a Dunatáj államainak életéből* [La Région Danubienne. Données historiques, économiques et géographiques sur la vie des États de la Région Danubienne]. Budapest, 1946, 4°, t. I, 480 p., t. II, 280 p., t. III, 626 p. avec un grand nombre de cartes et de graphiques.

Jusqu'à ces derniers temps, il n'existait aucun ouvrage contenant les données les plus nécessaires concernant le présent et le passé des États et des peuples danubiens et renseignant le lecteur sur leur évolution économique, sociale et politique. Quand on essayait de faire une étude comparée sur les peuples et les États de cette région, il fallait se résigner à compulser des relevés autrichiens, tchèques, slovaques, polonais, hongrois, serbes, croates et bulgares et la même « polyglottie »,

la même diversité désespérante des points de vue et des principes de classement se répétaient aussi dans le domaine de la statistique ou des publications historiques. C'est précisément le désir de combler cette lacune profondément regrettable de la vie scientifique qui fit naître l'ouvrage collectif, issu des matériaux d'une vaste Encyclopédie Danubienne en préparation. Le rédacteur de ces trois volumes, M. Elemér Radisics, a su grouper autour de lui maints représentants connus de la vie scientifique hongroise, sans que les divergences de vue des auteurs eux-mêmes aient nui outre mesure à l'unité de l'ouvrage. M. Radisics, cet organisateur avantageusement connu des entreprises scientifiques collectives, a précisé le but de sa publication dans les termes suivants : « L'ouvrage n'a d'autre prétention que celle de fournir aux curieux des données relatives à la vie de quelques États que leurs conditions géographiques et économiques obligent à une communauté d'intérêts ». Il s'agirait donc d'une sorte d'encyclopédie : en réalité, ce recueil d'études nous offre beaucoup plus, puisque, à propos des problèmes les plus importants, il nous renseigne sommairement même sur l'état actuel et les possibilités futures des recherches de détail. D'une manière générale, on y observe l'effort tendant à préparer une grande synthèse de nos connaissances concernant les pays danubiens, synthèse qui, bien entendu, méritera de paraître en une langue de diffusion mondiale.

Nonobstant ces efforts de synthèse, les contours de l'encyclopédie projetée se dessinent très nettement dans les chapitres de caractère géographique et économique, ainsi que dans les tableaux des données statistiques. Une esquisse soignée des conditions morphologiques, géologiques, climatiques, etc. fait clairement ressortir les différences qui distinguent la région danubienne des autres grandes unités géographiques et qui, au point de vue géographique, lui confèrent l'aspect d'une unité plus ou moins nettement délimitée. Les tableaux relatifs au mouvement démographique, à la densité de la population, à la répartition linguistique et, d'une manière générale, aux diverses nationalités ont une importance toute particulière pour l'historien qui y trouve non seulement une description détaillée de l'état actuel, mais peut encore y découvrir même les causes et les conséquences d'une longue évolution historique. Les chapitres consacrés à la vie économique méritent une attention toute spéciale : une série de synthèses parallèles nous font connaître l'agriculture, l'industrie, les mines, le commerce et la politique industrielle des États danubiens; ni les finances ni la circulation des crédits ne sont oubliés, et des chapitres à part traitent du commerce extérieur, du réseau des assurances et même des questions principales du tourisme et de l'affluence des étrangers. Nous voudrions in-

sister à ce propos sur le fait — et c'est là la meilleure recommandation du présent ouvrage — qu'on ne trouve nulle part une collection si riche en données de ce genre ; on doit savoir gré à M. Radisics d'avoir, en la publiant, fait avancer d'un pas décisif les recherches danubiennes.

Inutile de dire que dans les chapitres de caractère historique le rédacteur et MM. L. Gáldi et G. G. Kemény, ses collaborateurs dans les travaux de rédaction, ont préféré mettre en relief non les matériaux rassemblés en vue des répertoires alphabétiques de l'encyclopédie à faire, mais les études synthétiques et les essais comparatifs. Évidemment, on ne pouvait consacrer une attention égale à toutes les questions qui se posaient. Les problèmes essentiellement danubiens sont si variés et les études préliminaires sont malheureusement si éparpillées qu'il fallait se contenter de ce qui était « faisable » dans les conditions actuelles de documentation des savants hongrois. Parmi ces synthèses parallèles signalons, outre une brève, mais substantielle esquisse de la structure linguistique de la région danubienne (L. Gáldi), les chapitres consacrées à la vie littéraire, à la presse périodique et aux questions des nationalités. Il serait trop facile d'insister sur l'« unilatéralité » qui se manifeste dans le choix de ces problèmes : nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir. Pour le moment ce qui nous intéresse, ce sont les conclusions générales qui se dégagent des études en question.

Si l'on confronte les articles de caractère historique avec les articles de caractère géographique, on aboutit à une constatation des plus curieuses. Au point de vue géographique et économique, la région danubienne est constituée par le territoire où le Danube réunit plusieurs bassins ; cette unité géographique embrasse aussi la Bulgarie ; mais la Pologne située, au point de vue géographique et économique, sur la marge septentrionale du territoire danubien, n'y a que l'importance nécessairement très réduite d'une zone périphérique. Dès que l'on consulte l'histoire, le problème change d'aspect : la région danubienne, au sens historique du mot, ne couvre qu'approximativement le territoire de l'unité géographique décrite ci-dessus. Les traits communs de l'évolution politique et surtout ceux de l'évolution sociale et culturelle confèrent à cette région et au passé des peuples qui s'y sont établis des particularités qui les distinguent très nettement non seulement de l'Europe occidentale, mais encore de l'Europe orientale : il est facile d'y entrevoir les contours d'une communauté de sort des Roumains, des Tchèques, des Hongrois et des Slaves du Sud. Au point de vue historique, la région danubienne est beaucoup plus vaste qu'au sens strictement géographique : ses limites s'étendent jusqu'à certaines par-

ties de la Pologne et de l'Ukraine, mais la Bulgarie n'y figure que depuis les temps modernes. Pour en trouver la raison, il suffit de rappeler les conditions politiques des pays danubiens à la fin du moyen âge et au début de l'époque moderne. En ce qui concerne les peuples de la péninsule des Balkans, ils sont restés soumis à l'empire ottoman jusqu'au milieu du XIXe siècle, et dans certaines parties même, jusqu'à une date postérieure ; ce fut précisément cette appartenance politique qui empêcha la Bulgarie de participer à l'évolution des autres peuples danubiens. Tout porte à croire que, au moins pour l'historien, la région danubienne devra être élargie vers le nord: la Pologne doit également trouver sa place dans le cadre de cette notion difficile à définir. Quant à la Bulgarie, on ne peut lui attribuer une évolution « danubienne » de la vie sociale, économique et culturelle qu'à partir de la seconde moitié du XIXe siècle.

Ces conclusions se dégagent avec une netteté remarquable surtout de l'étude assez détaillée de M. L. Gáldi sur l'évolution littéraire de la région danubienne (t. I, p. 115—156). Il y trace d'une main sûre les grandes lignes de l'évolution littéraire des pays danubiens et démontre dans quelle mesure on retrouve le reflet des courants d'idées européens dans les diverses littératures nationales. Comme l'on voit, tous les courants d'idées occidentaux ont pénétré dans la région danubienne, — bien souvent, il est vrai, avec un retard de plusieurs dizaines d'années. Parallèlement aux traits communs de l'humanisme, du « baroque » ou du romantisme dans la littérature des Polonais, des Tchèques, des Roumains, des Yougoslaves et des Hongrois, on peut relever aussi des traits spécifiques qui prennent leur origine dans l'esprit national. L'observateur qui regarde du dehors l'évolution littéraire des pays danubiens, est frappé plutôt par les ressemblances ; mais il n'en reste pas moins vrai que même les divergences peuvent y être d'une importance décisive. L'étude de M. Gáldi offre une judicieuse synthèse des recherches antérieures et, en même temps, elle renvoie aux buts et aux méthodes des recherches à venir. Sans contredit, les historiens de la littérature auront à combler bien des lacunes dans ce domaine.

Plus de 160 pages sont consacrées par M. G. G. Kemény à l'histoire de la question des nationalités en Hongrie, de 1790 à 1918 (t. I, p. 158—320). Pour élucider les différentes tentatives de solution, l'auteur a jugé nécessaire de publier, le plus souvent in extenso, les lois et les projets relatifs à cette question; d'autre part, il s'est proposé d'esquisser les problèmes — pour la plupart, d'ordre politique — qui se rattachent à ces textes. L'importance de l'étude consiste en ce qu'elle rend accessibles au public une série de propositions éparses et même inédites,

suivies d'un commentaire sommaire, mais toujours limpide et utile. Comme il ressort de ces textes, la politique minoritaire hongroise du siècle passé voulait maintenir l'illusion d'un État national dans un pays polyglotte, habité par un grand nombre de nationalités. D'autre part, les propositions des Roumains, des Slovaques, des Serbes et des Croates manquaient de ce sens aigu de la réalité qui les aurait rendues aptes à former la base d'un compromis quelconque. Tous les peuples de la région danubienne se berçaient d'illusions ; ils étaient épris sans exception de l'idéal de l'État national français, ce qui les empêchait de tirer de la situation réelle les conséquences qui s'imposaient. Aussi refusaient-ils de reconnaître la nécessité d'une entente harmonieuse des qeuples danubiens. Bien au contraire, chaque peuple, dès pu'il réussissait à s'emparer du pouvoir politique, ne songeait plus qu'à réaliser ses rêves d'hégémonie aux dépens des autres groupes ethniques. Ce fut le cas des Hongrois avant 1918 et celui des États successeurs après cette date, ce qui, naturellement, ne fit qu'envenimer la question des minorités.

M. Kemény a surtout fixé son attention sur les phénomènes de la vie politique, les débats parlementaires, le journalisme, etc. Néanmoins, pour découvrir les causes réelles de ces « vagues de surface », il faudrait descendre dans les profondeurs jusqu'ici si peu explorées de ce problème et tracer un tableau sociologique des différents groupes ethniques de la Hongrie de jadis. A cet égard, comme dans le domaine de la « littérature comparée » danubienne, on attend beaucoup des recherches à venir.

M. Dezsényi, historien de « La presse périodique dans les pays danubiens » (t. II, p. 142—196), dut s'engager dans une voie qui n'était pas encore frayée. Son article offre une bonne et utile synthèse des données relatives à l'histoire de la presse. On peut y suivre pas à pas l'expansion du journalisme de l'ouest à l'est : son avance victorieuse marche de pair avec celle des réformes culturelles, politiques et économiques. Le second pas devrait être, ici comme ailleurs, l'interprétation sociologique de l'histoire de la presse. M. Dezsényi a parfaitement raison d'insister sur le fait que son sujet est au fond inséparable de l'histoire de la société : ce sont précisément les conditions sociales qui expliquent les débuts tardifs de la presse à Budapest et surtout à Bucarest ; même l'interprétation des événements du jour, si différente d'un pays à l'autre, doit être ramenée aux mêmes facteurs décisifs.

Voilà trois études parallèles qui sont autant d'œuvres de pionnier. Le premier pas — le plus difficile, peut-être — est donc franchi. C'est le caractère très inégal des travaux préliminaires qui explique aussi l'inégalité de ces essais de syn-

thèse ; il semble que, dans le domaine de l'histoire littéraire, les travaux préliminaires aient néanmoins fourni au présent volume un nombre plus considérable de points de repère. Ce qui reste à faire, c'est l'étude du fond sociologique des « superstructures » : tant qu'on ne connaîtra pas le cadre social, on ne saura pas sur quoi fonder les généralisations qui s'imposent dans les domaines les plus divers. L'histoire des groupes ethniques danubiens est inimaginable sans l'application de la méthode sociologique. En même temps on devra tenir compte des luttes nationales des autres pays : l'étude de la question austro-tchèque ne devra nullement être négligée. Les problèmes de l'empire des Habsbourg sont également à envisager selon les méthodes de l'historiographie moderne ; les principes qui ont guidé le gouvernement central de la Monarchie et qui oscillaient entre l'absolutisme centralisateur d'une part, et les diverses solutions fédéralistes d'autre part, ont été la source de tant de frictions entre Vienne et les nationalités et ont donné naissance à tant de projets nouveaux qu'on ne pourra se dispenser de les classer parmi les problèmes à étudier de la région danubienne.

Le tome III de cette publication d'une haute valeur est consacré entièrement à l'histoire de la région danubienne. Un vaste tableau de chronologies parallèles (du Ve siècle de notre ère jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale) s'y offre aux yeux du lecteur : huit colonnes servent à établir une sorte de synchronie entre les données principales de l'histoire de 7 pays et d'un nombre encore plus grand de peuples (Autriche, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne, Hongrie et Roumanie ;[1] la huitième colonne est réservée aux événements les plus importants de l'histoire universelle). Comme il est naturel, chaque colonne retrace surtout les grands événements historiques ; mais il est facile d'y relever aussi les données relatives à l'évolution économique, sociale et culturelle. Plus on approche de l'époque moderne, plus les cadres de cette chronologie s'élargissent en forme d'entonnoir : tandis que pour les premiers siècles les données s'échelonnent par dizaines d'années, à partir du XIXe siècle elles deviennent de plus en plus nombreuses, renseignant le lecteur presque jour par jour sur la marche des événements. C'est donc une excellente chronologie comparée qui fait nettement ressortir la simultanéité des principaux événements. Évidemment, ce n'est qu'un aide-mémoire : les tableaux chronologiques peuvent bien rappeler les dates des grands changements politiques, des batailles, des traités de paix, des actions diplomatiques, mais ils ne nous révèlent presque rien des ressorts intimes de

[1] L'ordre des pays a été établi d'après l'alphabet hongrois.

ces événements ; pour des raisons techniques, rien n'eût été aussi difficile que de s'en tenir rigoureusement à cet idéal de « chronologie raisonnée » que le rédacteur s'était fixé, un peu sur le modèle de la « bibliographie raisonnée ». Certes, on retrouve dans ces colonnes les dates exactes des guerres de Mathias de Hongrie, à la fin du XVe siècle, en Silésie, en Bohême et en Autriche ; mais, derrière ces données, il faut toujours s'imaginer les causes des conflits d'intérêts entre les dynasties de Pologne, de Bohême, de Hongrie et d'Autriche, ainsi que le milieu politique et social qui était le leur. Pour citer un autre exemple, la chronologie ne peut remémorer que les étapes successives de l'expansion impérialiste des Habsbourg ; pour faire revivre ces données éparses, il faut avoir une idée nette de la conception exprimée par le terme « Gesamtmonarchie ». Une fois de plus, c'est à l'inégalité des travaux préliminaires qu'il faut attribuer les différences qu'on observe dans la documentation des collaborateurs des tableaux chronologiques. L'histoire des Serbes est assez bien résumée, mais celle de la Pologne ou de la Bulgarie nous paraît trop succincte. Beaucoup de difficultés proviennent des changements de frontières, notamment du détachement de certains territoires de la Hongrie historique. Jusqu'à 1918, la question des Roumains de Transylvanie est une partie intégrante non seulement de l'histoire des Roumains, mais encore de l'histoire de la Hongrie, et il en est de même pour l'histoire des Slovaques ou des Slaves méridionaux établis dans la Hongrie méridionale de jadis.

Somme toute, les huit colonnes de ce vaste tableau chronologique ne peuvent remplacer une synthèse solidement conçue de l'histoire des peuples danubiens ; nous n'ignorons pas que le rédacteur y a songé et que le tableau chronologique aurait dû être l'appendice d'une étude de ce genre. Mais pourquoi ne pas reprendre, dans un prochain volume, le fil de ces études synthétiques que nous avons été heureux de voir dans le tome Ier? Même une esquisse de l'évolution sociale des peuples danubiens pourrait utilement compléter ce grand répertoire des connaissances relatives à la région danubienne.

Les remarques que nous venons de formuler, n'ont fait que montrer les difficultés inhérentes au travail des pionniers, sans diminuer en rien la valeur de leurs efforts. Pour que l'histoire comparée des pays en question puisse être écrite un jour, il fallait d'abord ramasser cette riche collection de données ; elle constitue le squelette que les recherches ultérieures sont appelées à revêtir de chair et de muscles. L'importance de cette héroïque tentative hongroise est incontestable : les données géographiques, économiques et historiques rendront à coup sûr des services signalés à tous ceux

qui désireront contribuer par leur rapport personnel à l'histoire comparée des peuples danubiens.

C. Benda

SLAVES ET GERMAINS

JACQUES ANCEL : *Slaves et Germains*. Paris, 1945. 12°, 224 p. (Collection Armand Colin, n° 228).

C'est le monde slave dans son ensemble qu'étudie Jacques Ancel dans un ouvrage qui, terminé en 1940, n'a pu être publié que l'an dernier, après la disparition prématurée, en décembre 1943, de son auteur mort des suites de son internement par les Allemands. Mais c'est le monde slave, considéré d'un point de vue particulier, celui de ses rapports avec le monde germanique, rapports qui, comme le dit justement l'auteur, ont « dominé l'histoire de notre continent ».

A vrai dire, ce petit livre est plus riche que son titre et ses dimensions ne le laisseraient supposer, et il apporte une foule de renseignements précis sur l'histoire même des Slaves. C'est un véritable tour de force que d'avoir pu enfermer tant d'idées et de faits dans un cadre aussi restreint, au risque, il faut bien le dire, d'effaroucher le lecteur moyen. Mais l'exposé de J. Ancel, conduit avec une méthode rigoureuse, présente, sous une forme commode, claire et succincte, quelques-uns des épisodes les plus importants de l'histoire de l'Europe orientale.

Dans la cinquantaine de pages qu'il consacre au moyen âge, l'auteur décrit d'abord ce qu'on peut appeler la mise en place des peuples : au Xe siècle, la « ligne de démarcation » des peuples slaves va, à peu près, de Hambourg à Trieste, ligne qui, on le sait, vient de reprendre une singulière actualité. Puis J. Ancel montre l'effort de colonisation germanique aux XIe et XIIe siècles, la division des Slaves en deux groupes selon l'origine de leur « christianisme d'importation », l'édification lente des deux premiers États slaves, tchèque et polonais, sans caractère national, affaiblis par l'existence des Ordres et, plus encore, par l'absence, d'une part, des traditions romaines, et, d'autre part, à l'origine, d'un péril extérieur qui cimente leur union.

Les temps modernes (XVIe, XVIIe et XVIIe siècles) sont témoins de l'expansion germanique en Bohême et en Pologne. Les partages de cette dernière sont expliqués avec beaucoup de clarté : le drame polonais n'est nullement dû, selon Jacques Ancel, à l'absence de frontières naturelles (les « frontières d'eau » sont des frontières naturelles comme les autres), mais à la situation géographique d'un peuple « coincé entre deux foules qui vont à la rencontre l'une de l'autre par la voie découverte et libre des steppes ». L'auteur est inévitablement amené à traiter

en partie l'histoire intérieure de la Pologne et même la politique russe en replaçant les partages dans le cadre de la situation générale de l'Europe.

De même il sort fatalement de son sujet quand, arrivant au XIXe siècle, il étudie les renaissances slaves en elles-mêmes. Il y distingue deux époques : l'époque romantique et l'époque réaliste, séparées par l'échec de 1848. La première est caractérisée par la force de l'idée nationale et de l'idée slave qui s'oppose au germanisme. Parmi les « révolutions slaves », J. Ancel place naturellement les insurrections polonaises de 1830 et de 1863 dont il donne un bref et vigoureux récit ; mais ces mouvements sont bien différents de tous ceux qui agitent le monde slave, puisqu'ils dressent des Slaves contre d'autres Slaves et, par suite, ils se rapportent à peine au sujet traité. La période réaliste, caractérisée par l'effort de quelques hommes pour « arracher ... aux États des concessions de détail en faveur des nations » est marquée par la renaissance tchèque, avant tout morale et antigermanique, la renaissance sudslave et la résistance polonaise à la colonisation allemande : celle-ci n'est pas la seule manifestation de la force d'expansion germanique et J. Ancel consacre au pangermanisme un chapitre qui sort largement de son sujet.

La première guerre mondiale transforme les « nations » slaves en « États » et l'auteur souligne avec raison l'importance des réformes agraires qui changent la structure sociale de ces pays. A cette libération slave répondent un néo-pangermanisme qui passe du plan théorique au plan politique et commercial, puis l'expansion hitlérienne qui a pour but non seulement de rassembler tous les Allemands dans le grand Reich, mais encore de conquérir pour celui-ci un « espace vital ». Le jugement de J. Ancel sur cette politique allemande est, on s'en doute, sévère et même partial. C'est naturellement sur un point d'interrogation que se termine le livre, écrit en 1940 : il n'aura pas été donné à l'auteur de répondre à la question posée.

On voit tout l'intérêt de cette vivante mise au point dont la lecture est encore facilitée par des divisions claires en paragraphes très nets, d'heureux artifices typographiques, des cartes précieuses, mais un peu complexes. Le lecteur français est, cependant, un peu décontenancé par l'orthographe « slave » de certains noms connus sous une forme francisée ou germanisée : est-il vraiment bien utile d'écrire Valdstšin ou Bakunin? On reprochera aussi à J. Ancel d'avoir par trop voulu tout dire et d'avoir accumulé des chiffres et des détails souvent minimes. Mais c'est ailleurs que se trouve le principal défaut de cet excellent ouvrage : il résulte du sujet lui-même qui n'a pas de limites nettes. *Henry Marc-Bonnet*

MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA

«Les nations — a dit Ranke il y a un siècle — sont des êtres spirituels, les créatures originales de l'esprit humain, nous pourrions même dire, les pensées de Dieu.» M. Werner Kaegi, professeur d'histoire à l'université de Bâle, dans son recueil d'études[1] publié en 1942, lorsque la crise européenne était arrivée à son comble, observe avec inquiétude à ce sujet: «Les nations heureuses ont subi une transformation intérieure aussi bien qu'extérieure; le trait national de leur caractère a été relégué à l'arrière-plan, et maintenant c'est l'impérialisme qui est la marque distinctive de leur physionomie. L'humanité souffrant des malheurs du présent, de même que l'observateur attentif du passé, hésitent aujourd'hui à considérer ces individualités nationales comme les derniers et les plus simples principes fondamentaux de l'histoire européenne. N'y aurait-il pas, cachées derrière les individualités nationales, d'autres pensées de Dieu aussi, accessibles aux hommes, immuables, simples et générales?» demande-t-il et il cherche la réponse dans deux études de son volume, intitulées *Entstehung der Nationen*, et *Der Kleinstaat im europäischen Denken*.

La grande guerre, de même que la crise danubienne qui en a été la suite, donnent une brûlante actualité aux problèmes du nationalisme et des petits États, non seulement aux yeux du politicien, mais encore de l'historien; on comprendra donc que l'opinion de M. Kaegi nous intéresse de près. De nos jours encore, l'opinion publique et l'historiographie des pays danubiens inclinent à considérer le nationalisme comme une énergie primaire formant le cours de l'histoire, comme une réalité primitive, spontanée, mythique et trop active à la fois, telle que l'avait créée le romanticisme. Ce n'est pas par hasard que cette conception doit sa définition la plus conséquante à un historien originaire de la région danubienne, au Roumain Nicolas Iorga.[2] M. Kaegi regarde le nationalisme du point de vue suisse, quasi du dehors, et il y voit non pas une éternelle force primitive, mais simplement un produit de l'histoire. Il démontre, en se servant des exemples hispano-maure, anglo-français et germano-italien, comment le processus de friction entre deux groupes humains de différente structure, engendre une chaleur affective qui conduit à la cristallisation de la concience nationale. Il démontre comment les fictions ultérieures d'une origine commune, légalisent la volonté de vivre en commun de plusieurs groupes humains et comment l'unité natio-

[1] Werner Kaegi, *Historische Meditationen*. Zürich, 1942.

[2] Cf. son article *Ideea națională în decursul istoriei universale* dans la volume *Sfaturi pe întunerec* II. București, 1940. p. 328.

nale naît des aspirations impérialistes des dynasties qui, toutefois même après la création de l'État national, ne parviennent pas à un état d'apaisement. « Quand on observe avec quelle régularité les États nationaux ont développé, dans ces derniers temps, leurs tendances impérialistes, on est porté à ne pas considérer désormais l'appareil du pouvoir comme un outil dont les nations abusaient, mais à considérer au contraire les nations comme un camouflage passagèrement opportun aux buts impérialistes cachés.» C'est la mission politique et spirituelle des dynasties que la nation adopte et développe en idée nationale. A ce sujet, M. Kaegi cite justement l'exemple hongrois. L'unité de la nation et de la langue qui sert de base à l'État national, n'est qu'une formation ultérieure. Le particularisme et les dialectes sont généralement neutralisés par l'attraction de la cour et de la capitale, par la bureaucratie centralisée et par l'armée unifiée. « Du point de vue historique il est naturel que les habitants d'une région parlent différentes langues, la langue commune étant une chose artificielle, née plus tard. Même dans l'État où l'on ne parle qu'une langue, ce n'est pas la langue qui est le principe constitutif, c'est la volonté politique d'une dynastie, d'un certain groupe au pouvoir, d'une classe ou d'une communauté. La langue, la nationalité et la religion s'associent à l'action créatrice de la volonté politique, comme des conditions secondaires, variables.» Cela dit la conclusion du M. Kaegi est logique : « La nation est un être, extraordinairement vague, impressionnable, sujet en tout temps à des changements inattendus.»

M. Kaegi ne conteste pas que les nations n'aient été des facteurs décisifs dans la vie de l'Europe à travers les siècles, des communautés d'un travail spirituel fertile; il ne nie pas non plus qu'elles ne soient des communautés spontanées ; mais il se refuse à les considérer comme des facteurs historiques exclusivement décisifs ni comme les seules communautés organiques. La patrie commune, une commune structure politico-sociale, la communauté des intérêts et des idéals et surtout une constante coexistence, créent entre les hommes des liens beaucoup plus naturels et plus tenaces que la nationalité. La force de ces liens réside dans les rapports étroits et personnels des individus et puisque de tels rapports ne peuvent s'établir que sur un territoire relativement petit, la forme de leur réalisation politique sera uniquement le petit État. M. Kaegi retient le petit État pour l'institution la plus saine de la coexistence humaine ; dans un grand État, la participation directe de l'individu aux affaires publiques se réduit au minimum, les autonomies locales dépérissent sous le poids annihilant du pouvoir central, et la vaste étendue des frontières transforme le patriotisme concret de l'individu en une idée abstraite,

fuyante. Le véritable amour de la patrie, l'autonomie effective et la véritable démocratie politique et sociale ne sont donc possibles que dans le cadre d'un petit État. Le manque de poids politique et de la possibilité de se défendre sont à contrebalancer par la confédération, alliance politique de communautés égales en droits.

L'Europe fourmillait jadis de petits États dont l'exemple classique, inspirant sans cesse le cours des pensées de M. Kaegi, est la Suisse. Les rangs de ces petits États ont été décimés par trois puissantes forces historiques : la monarchie absolue, la centralisation dans l'État moderne et le nationalisme impérialiste. Comment, en face de ce triple danger, les petits États ont pu faire valoir leurs principes de vie, — tel est le problème examiné par M. Kaegi, surtout en ce qui concerne la Suisse. La lutte entre le concept du petit État et celui du grand État représentait en même temps la lutte de la politique rationnelle abstraite contre l'expérience historique pratique, libre de dogmes. Au cours de cette lutte, des régimes rationnels, aux tendances universalistes qui éliminaient les diversités locales et personnelles, prirent la place des structures politiques irrationnelles et multicolores. On comprend dès lors que les penseurs qui s'opposaient à la direction défavorable que prit l'évolution historique, du point de vue des petits États, se soient servis surtout d'arguments et d'exemples puisés dans l'histoire. C'est l'image des républiques urbaines de l'antiquité qui a incité Montesquieu et Rousseau à idéaliser le petit État démocratique en l'opposant à la monarchie absolue. Sismondi évoqua le monde multicolore des États urbains de la renaissance italienne, et les « néo-guelfes », fortement influencés par ses théories, cherchèrent à résoudre le problème de l'unité nationale italienne par une confédération des petits États. Cattaneo qui découvrit les relations du « municipium » romain avec la commune médiévale, considère la ville et ses environs comme la seule unité politique naturelle ; il est par conséquent partisan du petit État et du fédéralisme et l'ennemi de toute centralisation. L'historien Heeren éleva le premier la voix contre le mouvement national de l'unité allemande. Il attendait la défense des petits États du maintien de l'équilibre européen, que le fils d'un petit État, Guillaume d'Orange, proclamé roi d'Angleterre, considérait comme l'axe de la politique internationale. Segesser, historiographe de la ville de Lucerne, souligne la nécessité inéluctable de la neutralité des petits États et de l'équilibre européen, en leur opposant l'impérialisme national toujours plus menaçant et en prenant en même temps la défense de l'autonomie des cantons contre les tendances centralisatrices en Suisse. Enfin il y a le témoignage de Burckhardt, témoin de la naissance des grands États nationaux. Après avoir dé-

peint, encadrés dans un tableau monumental, les petits États de la renaissance italienne, il apercevoit derrière l'État national libéral-démocratique, le spectre du futur despotisme collectif, le grand État, où les conditions de vie s'uniformisent, où la vie politique s'abaisse et n'est à la fin que le serviteur d'une clique militaire, se couvrant de devises nationales et du vote des masses.

M. Kaegi, successeur spirituel de tous ces historiens, a une aversion très compréhensible pour le nationalisme moderne, destructeur des traditions de l'histoire européenne, si précieuse à ses yeux, mais qui n'apporte en échange rien qui puisse assurer aux hommes une vie plus libre, plus humaine. Il compare avec un profond scepticisme l'œuvre des congrès de la paix succédant aux guerres napoléoniennes aux traités qui suivirent la première guerre mondiale. «Le congrès de Paris basait la réorganisation de l'Europe sur une notion qui, pour le Congrès de Vienne, n'était encore qu'une chimère : la nation. Les vingt ans qui aujourd'hui (1938) nous séparent des jours de cette conférence européenne, ont démontré au monde par des expériences lamentables que les diplomates de 1815 avaient probablement raison. La nation, conçue comme unité primaire de la nature et de l'histoire, est une chimère. Nulle part il n'a été possible de créer et de maintenir les États nationaux décrétés à Versailles, sans de forts froissements, sans le viol des minorités.»

*

Tout ce que M. Kaegi dit sur les problèmes du petit État et du nationalisme moderne, représente l'opinion d'un Suisse. Dans le passé autant que dans le présent, il cherche la place européenne, la raison d'être de la Suisse. Son attention se porte par conséquent en première ligne sur l'évolution occidentale, mais ses points de vue n'en présentent pas moins un grand intérêt pour l'Europe orientale. A l'occasion de la réorganisation des petits États européens par la paix de Westphalie, un seul petit État oriental est mentionné : la Transylvanie. Si, en vue d'éclairer les relations existant entre le petit État anational, basé sur des traditions locales qui datent du moyen âge et l'État national moderne, c'est l'exemple de la Suisse qu'il faut citer avant tout en Occident, pour l'examen de la projection orientale du même problème, c'est sans doute l'histoire de la Transylvanie qui convient le mieux.

Ces deux États eurent un sort bien différent après la paix de Westphalie. La Suisse non seulement échappa aux catastrophes collectives des petits États européens, mais elle sortit de l'épreuve avec un prestige affermi, tandis que la Transylvanie perdit d'abord son indépendance et plus tard son indivi-

dualité historique, en devenant l'objet impuissant de la lutte de deux nationalismes ennemis. Les causes de l'évolution divergente des deux pays sont à chercher d'une part dans la diversité de leur structure politico-sociale et, d'autre part, dans leur situation politique par rapport aux grandes puissances. La Suisse avait été, jusqu'à la naissance de l'unité allemande et de l'unité italienne, entourée de petits États, tandis que la Transylvanie vécut dès son origine, enclavée entre trois grandes puissances impérialistes (l'Autriche, la Turquie et la Pologne), sa force de résistance allant toujours s'affaiblissant sous le poids d'une triple pression. Pourtant si nombreuses et si radicales que soient ces différences, il est évident que la Transylvanie prit, en face du triple danger menaçant les petits États, la même attitude que la Suisse, ou comme le petit État européen occidental en général. Cette attitude conforme des deux pays trouve son explication dans le fait que la Transylvanie s'était formée en se détachant — tout comme la Suisse et la Hollande, du corps de l'Allemagne — du corps d'un puissant Etat médiéval, la Hongrie. Chez l'une comme chez l'autre, ce n'est pas l'évolution rationnelle des idées, mais le processus irrationnel d'événements historiques enchevêtrés et contradictoires qui opéra leur détachement de la mère patrie. La Suisse et la Hollande nacquirent d'une libre association d'autonomies locales ; à la base de la constitution transylvaine nous trouvons aussi l'union de trois « nations », égales en droits, les nations hongroise, sicule et saxonne. Un autre trait de ressemblance de la Transylvanie et de la Suisse est que, chez l'une comme chez l'autre, trois nationalités différentes trouvèrent les modalités d'une vie commune.

Au XVIIe et au XVIIIe siècle, ce furent avant tout les tendances annexionistes des grandes puissances qui menaçaient les petits États. Ces derniers tâchaient de se défendre à l'ouest comme à l'est par une politique analogue. Les principes fondamentaux de l'équilibre politique européen et de la neutralité des petits États, se développèrent non seulement dans les Pays-Bas et en Suisse, mais encore en Transylvanie. Nicolas Bethlen, éminent politicien transylvain de la fin du XVIIe siècle, décrit dans son pamphlet intitulé « Le pigeon de Noé » le rôle européen de la Transylvanie indépendante : « Ce sera pour le bien de la chrétienté tout entière, de la Turquie, de la Moldavie, de la Valachie, quelque peu aussi de la Pologne, et surtout de la nation hongroise si la Transylvanie et la Hongrie ne passent jamais en la possession d'une puissance, que ce soient les Turcs, les Allemands ou les Hongrois. » La Transylvanie indépendante serait « comme une tour érigée par Dieu lui-même entre les deux empires, pour servir de frein à leurs litiges». Tout en étant Hongrois, il propose l'élection d'un prince pro-

testant allemand, « dont les sympathies n'iraient ni aux Turcs, ni aux Hongrois, ni à l'une ou à l'autre religion, . . . parce qu'il saura que ni la raison d'État de la Turquie ni celle de l'Empire chrétien ne lui permettraient de monter plus haut. Entre deux dangers, le calme est bienfaisant ». Il désirait satisfaire les deux ennemis, les Autrichiens et les Turcs par un protectorat commun, mais en échange il exige d'eux de respecter la neutralité de la Transylvanie, « qui devrait être soumise au contrôle des rois anglais, suédois, danois et prussien, aux Hollandais et aux Helvétiens ». La véritable garantie du maintien de l'individualité historique de la Transylvanie, il la voit dans la « conservation de la structure intérieure du pays, dans le maintien des religions, des privilèges, des libertés publiques, en somme dans le maintien de toutes les institutions ecclésiastiques et laïques en l'état où elles étaient sous le prince Gabriel Bethlen, *en pleine liberté de conscience* ».[1] L'opinion de M. Kaegi que le petit État est une pensée de Dieu, la garantie de la paix européenne et l'asile de la liberté humaine, n'aurait pu être formulée de manière plus concrète. Bethlen ne réussit cependant pas à écarter le danger, la Transylvanie fut subjuguée par les Habsbourg et le petit État perdit le premier combat à l'est. En principe, la Transylvanie resta un État indépendant, une principauté ; mais son souverain était en même temps le souverain de l'empire habsbourgeois : la chute de l'autonomie extérieure entraîna avec elle l'affaiblissement de l'autonomie intérieure. L'absolutisme habsbourgeois engagea une lutte acharnée contre l'autonomie des nations transylvaines, et chercha à remplacer leur administration démocratique de caractère féodale, par une bureaucratie centralisée. En provoquant les conflits d'intérêts latents entre les trois nations et en faisant entrer en lice les Roumains qui prétendaient à l'égalité en droits, le souverain réussit à opposer les forces intérieures, à désorganiser la collaboration des autonomies transylvaines et à compromettre ainsi le principe de l'autonomie même. Et pourtant, lorsque, à la fin du XVIIIe siècle, la centralisation rationnelle de Joseph II tenta de liquider définitivement ces autonomies, il rencontra une opposition inattendue. Mais la structure traditionnelle de la vie transylvaine fut minée par les attaques incessantes : cet organisme politique jadis si souple, où les autonomies sauvegardaient l'équilibre délicat des nations et des religions, se raidit lentement et devint incapable de s'adapter, comme dans le passé, aux circonstances changées. Un nouveau facteur vint précipiter le sort de la Transylvanie : les Roumains, qui vivaient en leur majorité jusque-là à l'état de serfs, sans droits politiques, commencè-

[1] Autobiographie de Nicolas Bethlen. Pest, 1860. t. II. p. 396 et suiv.

rent à revendiquer une part à la gestion des affaires publiques. Les privilégiés hongrois, sicules et saxons refusaient d'élever les Roumains à leur niveau, en qualité de quatrième « nation ». Les Hongrois, tout comme les Sicules, qui parlaient la même langue et dont les sympathies allaient aux premiers, craignaient non seulement pour leur rôle plusieurs fois séculaire de dirigeants, mais pour leur existence même, à cause de la supériorité numérique des Roumains, qui menaçait de donner à ceux-ci la prépondérance politico-sociale ; les Roumains voyaient en même temps, dans cette attitude défensive, des intentions d'assimilation et d'oppression. Ce sont donc les appréhensions d'une fin menaçante qui engendrèrent le nationalisme des deux peuples, qui ne tardèrent pas à se dresser face à face, comme deux ennemis. La première victime de cette inimitié fut le patriotisme transylvain. Les Hongrois d'abord et, plus tard, les Roumains acquirent la conviction qu'ils étaient appelés à disparaître s'ils ne se ralliaient à leur État national au delà des frontières de la Transylvanie. Mais l'enchevêtrement des régions de peuplement hongrois et roumain ne permettait pas un partage paisible de la Transylvanie, et la seule solution possible eût été de l'unir à l'un ou à l'autre État national voisin. Ainsi le nationalisme des deux peuples s'exalta de plus en plus et atteignit rapidement le stade de l'impérialisme chauvin. Le tumulte de cette lutte acharnée, qui dure de nos jours encore, étouffa la voix de ceux qui s'appliquaient à envisager le problème du point de vue purement transylvain. Or, il est du devoir de l'historien de prêter l'oreille à ces voix qui ont retenti au milieu de la dispute, d'autant plus qu'elles étaient les seules à proclamer dans l'Europe sud-orientale la conception anationale du petit État.

Il est caractéristique que tous, Hongrois, Roumains ou Saxons, qui cherchaient à prendre la défense de quelques institutions ou traditions du petit État transylvain contre les assauts de l'État national aux tendances centralisatrices, étaient des historiens ou bien des esprits qui regardaient les problèmes sous leur aspect historique, tout comme les champions de l'idée du petit État occidental. Les politiciens hongrois de Transylvanie se firent les défenseurs du principe de l'autonomie locale en cherchant à sauvegarder, contre les tendances centralisatrices de la mère patrie, les droits du comitat, organe des autonomies locales et une des traditions les plus vivantes de l'histoire de la Transylvanie. Louis Kovács, auteur des éditoriaux de la Gazette de Transylvanie *(Erdélyi Híradó)* de Kolozsvár, écrit en 1845, donc encore avant l'union de la Transylvanie et de la Hongrie, que ce qui révèle le mieux la différente structure politique des deux pays, c'est justement leur conception divergente du principe des autonomies locales :

« La Transylvanie réclame des droits pour les comitats, tandis qu'en Hongrie on cherche à réduire ces droits dans l'intérêt de l'ordre et du pouvoir. Ici toutes les forces s'unissent en vue d'assurer une indépendance toujours plus vaste aux autonomies, là on fait tout son possible pour les restreindre. Donc le terrain le moins disposé à accepter avec sympathie l'anéantissement de l'organisation des comitats, c'est la Transylvanie. » Les discussions des journaux de Pest et de la Transylvanie dégénérèrent bientôt en une dispute générale entre les deux pays, et les politiciens transylvains les plus considérés, comme Sigismond Kemény et Nicolas Wesselényi, prirent position contre la centralisation. Ce dernier déclara qu'ici il s'agissait d'une collision entre une théorie rationnelle et la réalité historique irrationnelle : il est impossible d'effacer les autonomies locales d'un jour à l'autre ; « car, à celles-ci se rattache un vaste mélange de souvenirs historiques, de préjugés, d'accoutumances, de sympathies, de sagesse pratique et de volonté nationale ».[1]

Les politiciens transylvains hongrois voyaient donc d'avance les dangers d'une centralisation, sans percevoir toutefois les dangers que le nationalisme recélait à l'égard de la Transylvanie. Roumains et Saxons représentèrent les traditions transylvaines à l'occasion de la dernière diète transylvaine, en 1863. Georges Baritiu, historien roumain, en parlant du pangermanisme, du panslavisme, du magyarisme et du dacoroumanisme, fit profession de patriotisme transylvain : « N'avons-nous donc pas, cuirassés de patriotisme veritable, assez de courage viril pour faire face à ces fantômes et pour les chasser loin de nous ? » La diète, animée de cet esprit, tenta, en effet, de préserver toutes les valeurs de l'ancienne constitution transylvaine, conciliables avec les idées démocratiques et libérales. Elle décréta l'élévation des Roumains au rang de quatrième nation et elle déclara que dorénavant quatre nations formeraient le corps de la principauté transylvaine. Elle prit position contre les déclarations de quelques députés saxons, selon qui la Transylvanie devait s'unir, après la disparition des constitutions internes et des frontières, à l'Empire autrichien centralisé ; de plus, la diète organisa, en vue de défendre l'égalité en droits des nationalités, diverses nouvelles autonomies, en tenant compte de la situation ethnique.[2] Les Hongrois refusèrent

[1] Louis Ürmössy, *Erdély irányadó lapja* [Le journal dirigeant de la Transylvanie]. Kolozsvár, 1907, p. 78—85.

[2] M. Mester, *Az autonóm Erdély és a román nemzetiségi követelések az 1863—64. évi nagyszebeni országgyűlésen* [La Transylvanie autonome et les revendications minoritaires roumaines à la diète de Nagyszeben (Sibiu) de 1863—64]. Budapest, 1936.

de prendre part à la diète, en se référant à l'union de la Transylvanie et de la Hongrie décrétée en 1848, qui cependant avait été annulée par suite de la défaite prématurée de la guerre pour la liberté hongroise. L'idée d'une Transylvanie indépendante avait été compromise en outre par la réaction sociale qui se servit de la constitution féodale pour y trouver un refuge. Il se trouva toutefois des Hongrois transylvains qui affirmèrent avec conviction que si l'autonomie de la Transylvanie avait été sauvée, les relations hungaro-roumaines ne se seraient pas envenimées.

Les événements dépassèrent les décrets de la diète ; la résistance obstinée des Hongrois finit par l'emporter ; l'union de la Hongrie et de la Transylvanie s'accomplit, ce qui décida les Roumains à se détourner de l'idée d'un État transylvain indépendant.

De 1867 à 1918, la Transylvanie fit partie de l'État national hongrois ; depuis 1918, elle appartient à l'État national roumain ; les Roumains de Transylvanie d'abord et, plus tard, les Hongrois de Transylvanie protestèrent en vain contre la politique des États nationaux.

Ladislas Makkai

Histoire de l'Autriche

Ignace Zibermayr : ***Noricum, Bayern und Österreich. Lorch als Hauptstadt und die Einführung des Christentums.*** München, & Berlin, 1944, 8°, X+543 p., et 4 ct. géogr.

Le livre de M. Zibermayr, que nous allons commenter avec un certain retard, doit être considéré comme la contribution nouvelle la plus importante à l'histoire de l'Autriche. Le directeur des archives territoriales de la Haute-Autriche à Linz assuma la tâche — comme le titre de son ouvrage l'indique — d'éclairer les rapports de la province romaine danubienne Noricum, de la principauté héréditaire de Bavière au début du moyen âge et de l'État Autrichien, et tout spécialement le pays connu sous le nom de « ob der Enns » (Oberösterreich), c'est-à-dire la Haute-Autriche. Toute une série de problèmes fort discutés apparaissent sous un nouveau jour. Incontestablement, l'auteur réussit à prouver que l'organisation administrative romaine, aussi bien dans le domaine ecclésiastique que dans le domaine laïque, a créé les conditions nécessaires pour le développement ultérieur. Certaines sources historiques sont interprétées par M. Zibermayr d'une façon nouvelle, inaccoutumée. Ainsi l'authenticité de l'essentiel de la « Passio sancti Floriani », mise en doute par Bruno Krusch, est prouvée, grâce aux connaissances locales, à l'exécution de

la peine et à la terminologie officielle de l'administration provinciale romaine. Les additions d'ordre purement légendaire sont l'œuvre de continuateurs carolingiens. Le résultat le plus important des recherches, quant à la situation de l'église, est l'établissement du fait que deux métropolitains résidèrent dans les deux provinces noriques (Noricum ripense et Noricum mediterraneum, depuis Dioclétien) à Lauriacum (Lorch) et à Virunum (près de Klagenfurt). Ces dénominations d'ailleurs sont conformes à l'Ordre de l'Église (constitution des Métropolitains) du concile de Nicée qui voulait une division de l'Église en provinces. C'est dans ce fait que nous devons chercher l'origine des célèbres falsifications de Lorch.

Dans ces pays danubiens évacués par les Romains immigreront différentes tribus germaniques : en dernier lieu les Bavarois. L'auteur les tient pour des Germains de l'est venus de la mer Noire ; ils les identifie avec les « Baianei » de Ptolémée. Sur ce point toutefois leurs explications ne sont pas convaincantes. Depuis l'ébranlement de la théorie des Marcomans de Kaspar Zeuss, on considérait les Bavarois comme les descendants des Alemans et des Longobards (A. Helbok et Holtzmann). Le dernier mot toutefois n'a pas encore été dit à ce sujet. Il faut noter qu'on a trouvé le nom de Bavière dans un texte runique norvégien du IVe siècle.[1] Il est remarquable que M. Zibermayr, qui admet l'origine germanique des Bavarois, nie qu'ils aient subi l'influence arienne. Selon lui, ils ont été christianisés complètement par des missionnaires venus de l'ouest, notamment par des religieux irlandais, dont le centre d'activité fut tout d'abord Lorch, la première capitale (urbs) de la Bavière, détruite plus tard par les Avares. L'auteur se base ici sur le manuscrit de la « vita haimhramni » qui se trouvait à Paris et dont Bruno Krusch fit la base de son édition des textes. Dans ce manuscrit, il n'est pas question de villes détruites par les Avares (urbes depopulatae) comme dans les autres traditions, mais d'une seule ville (urbs) sur les bords de l'Enns : selon M. Zibermayr, c'est justement la capitale Lorch. La conception de l'auteur est audacieuse, mais non impossible, à supposer naturellement que l'interprétation de Krusch soit véridique. Dans la Bavière réduite arrivèrent de nouveau des missionnaires francs. Selon l'auteur, c'est à Emmeram de Regensburg et non à Ruppert de Salzbourg que revient la gloire d'avoir été « l'apôtre des Bavarois ». L'importance de Ruppert a été tendancieusement exagérée par la tradition salzbourgeoise. Tous les deux doivent être, malgré leurs noms germaniques, d'origine irlandaise. Toutefois, sur ce point, nous pouvons nous permettre d'émettre des doutes.

[1] *Zeitschrift für bayrische Landesgeschichte*. Vol. X, 1937, p. 1 et suiv.

Le nom de Ruppert remonte à la famille des Rupertiner dont la résidence se trouvait dans le Haut-Rhin et dans le Wormsgau et qui fut la fondatrice du cloître de Lorsch sur-le-Rhin. Ruppert a donc vraiment pu être, comme le veut la tradition de Salzbourg, évêque (suffragant?) de Worms d'où il apporta à Salzbourg le Patrocinium de Petrus.

L'auteur traite ensuite la question de la «Marche de l'est» (Ostarrichi, Ostmark) carolingienne et d'Otthon, et tout particulièrement la question souvent controversée des «tres comitatus». Où se trouvent les trois comtés dont parlent la «Raffelstettner Zellordnung» (906) et le rapport d'Otthon de Freising sur l'élévation de l'Autriche au rang de principauté (1156).[1] M. Zibermayr se décide pour le Traungau et les comtés de Lorch et de Mautern qu'il identifie avec les territoires des anciennes civitates Ovilava (Wels), Lauriacum (Lorch) et Favianae (Mautern). C'est une hypothèse qui paraît très plausible, mais qui ne peut être prouvée à cause du manque absolu de sources. Le Traungau était en 1156 partie intégrante de la Bavière; en 1192, il passa avec la Styrie sous la domination babenbergeoise et fut, selon M. Zibermayr, annexé à la principauté d'Autriche en 1240. Plus tard, ce territoire reçut le nom de Haute-Autriche (Oberösterreich, Austria superior), nom réservé originellement au territoire s'étendant entre l'Enns et l'Ybbs (le comté de Lorch d'alors). En 1792, le territoire «ob der Enns» (Haute-Autriche) fut agrandi par le territoire de l'Inn. A partir de 1861 il posséda le nom et le rang d'une principauté (Erzherzogtum). En 1918 seulement, ce nom de fleuve disparut définitivement des documents officiels.

Le livre de M. Zibermayr est un ouvrage dont le contenu est d'une grande richesse. Son avantage est que l'auteur a pu puiser directement aux sources sans être influencé par les théories d'autrui.

Éric Zöllner

Histoire de la Tchécoslovaquie

Jan Šikura: *Miestopisné dejini Turča* (Histoire locale du comitat de Turiec). Bratislava, 1944. 8°, 160 p. et 3 ct. géogr.

L'auteur s'est adonné pendant de longues années à l'étude de l'histoire du petit comitat de Turiec, situé en Slovaquie. Dans son livre, il trace l'esquisse de l'histoire des anciens châteaux forts, des villes et des villages. Il expose les relations existant entre les grandes propriétés, surtout au moyen âge,

[1] Uhlirz, *Handbuch der Geschichte Österreichs*. Vol. I, p. 94. et suiv.

et il énumère de façon détaillée les changements de propriétaires. En même temps, il cite des détails historiques concernant les écoles, les temples et le passé de la réformation. Mais ces parties ne doivent pas être considérées comme une esquisse de l'histoire de certains lieux. L'auteur renonce d'avance à tenir compte de toutes les sources, considérant qu'il n'a pas à faire cas des sources situées hors de la Slovaquie, le plus souvent dans les archives de pays étrangers. Le sujet traité par lui, l'histoire du comitat de Turiec, l'amenait dans la Hongrie historique ; il aurait donc pu trouver dans les archives hongroises de nombreuses données essentielles ; il n'en a eu cure. Il a commis également une erreur, en triant ses données et en laissant de côté la question économique. Car si, du point de vue de l'histoire des propriétés, les villages n'avaient pas une existence à part, les circonstances économiques étaient justement ce qui les différenciait entre eux. L'auteur n'a pu trouver une méthode pour grouper ses données, et on ne saurait parler d'élaboration en ce qui concerne les parties séparées ni pour sa façon de communiquer ses données. Lacunes dans le choix des données, défaut de méthode, connaissances périmées : on trouve tout cela dans son livre représentant un tel degré de l'évolution que l'historiographie slovaque a déjà surpassé.

Éric Fügedi

Histoire de la Hongrie

Banner János : *Bibliographia Archeologica Hungarica 1793—1943.* Szeged, 1943, 8°, XV+558 p.

Les recherches archéologiques hongroises remontent à une tradition de 150 ans environ. Pendant ce long espace de temps, les fouilles devenues de plus en plus nombreuses, surtout depuis le grand élan qui se manifesta dans les recherches après 1867, les contingents de trouvailles et la bibliographie qui allaient toujours croissant, étaient de plus en plus difficiles à contrôler. Cette situation alla s'aggravant avec le temps, de sorte que le spécialiste moderne se trouve en face d'une matière fort malaisée à maîtriser. Ainsi le classement de la matière devint urgent et cela d'autant plus que l'évolution naturelle des recherches des dernières années imposa de nouveaux points de vue et des principes modernes concernant les excavations et la synthèse de la matière scientifique. Ces travaux avaient pour suite la révision des recherches précédentes et l'adaptation de la matière selon les principes modernes.

Ce classement devait se baser conformément à la nature de la matière recueillie, sur deux principes. L'un exigeait la systématisation de la matière objective (cadastre), l'autre un

examen de la matière littéraire (bibliographie). Le premier est un travail compliqué et, dans certaines relations, parallèle à la bibliographie. Jusqu'à ces derniers temps, aucun ouvrage plus important à caractère cadastral n'avait vu le jour. A part quelques ouvrages de courte haleine, le Repertorium de M. Martin Roska,[1] avec son catalogue des sites des anciennes fouilles et les notices bibliographiques, et ses cartes géographiques, est un ouvrage fondamental.

La bibliographie archéologique ne peut, elle non plus, accuser des résultats plus satisfaisants. La première de ce genre publiée en 1880 — incomplète alors déjà — ne fut suivie d'aucune autre.[2] Ni les maigres récensions des revues spéciales ni les bibliographies partielles, trop restreintes en ce qui concerne le territoire, le temps et le sujet, ne pouvaient naturellement combler cette lacune. La bibliographie raisonnée de M. Alföldi, traitant les temps romains et les migrations occupe, une place à part et se distingue par un large horizon.[3]

Après ces travaux préliminaires nous devons saluer avec joie la bibliographie de M. Banner, laquelle embrasse toute la littérature archéologique hongroise. Elle contient tous les ouvrages publiés en langue hongroise sur l'archéologie de la Hongrie historique. Les articles publiés dans les revues scientifiques, les œuvres monographiques et les publications concernant n'importe quel sujet d'archéologie prennent également place dans la bibliographie.

L'auteur range sa matière par époques. Période paléolithique, période néolithique, âge de cuivre, de bronze, époque de Hallstatt et de Latène, époques des Romains, des Huns, des Avars, de l'occupation hongroise, des Árpád, tels sont les différents chapitres. Des données relatives aux fortifications des temps préhistoriques complètent cette œuvre en tenant compte même des varias, des musées et d'autres collections.

Sur cet ouvrage de grande envergure, nous formulerons quelques observations critiques, notamment : l'ouvrage est un peu difficile à manier parce que la division en périodes se répète quatre fois. (La série des monographies se rattache à la dernière partie.) Il s'ensuit que la composition de la biblio-

[1] M. Roska, *Thesaurus Antiquitatum Transsilvanicarum. t.* I. Praehistorica. Kolozsvár, 1942. Institut P. Teleki, 386 p.

[2] K. Torma, *Repertorium ad litteraturam Daciae archaeologicam et epigraphicam.* Budapest, 1880.

[3] A. Alföldi, *Bibliographia Pannonica.* Dans la revue *Pannonia.* 1935. p. 103—111, 187—240. — 1936. 143—156, 309—342. — 1937. 174—6, 326—357. — 1938. 155—200. — Dissertationes Pannonicae ex Instituto Numismatico et Archaeologico Universitatis de P. Pázmány nominatae Budapestiensis, provenientes. Ser. I, Fasc. 10, p. 69. — *Archeológiai Értesítő,* 1941, p. 213—278.

graphie manque d'unité, ce qui nuit à la vue d'ensemble. C'est un inconvénient de cet ouvrage de pionnier qu'on ne peut passer sous silence. Elle se trouve heureusement contrebalancée par le fait que l'auteur facilite l'orientation par toute une série de registres qui satisfont toutes les exigences particulières.

Ce livre est bilingue de sorte que les étrangers peuvent, eux aussi, s'orienter sur les publications de la littérature archéologique hongroise. Mais pour mieux informer le lecteur étranger, il aurait été utile de compléter le nombre des index par le catalogue des ouvrages bilingues et des publications suivies de résumés en langues étrangères. Ce travail complémentaire n'aurait eu nul obstacle, les publications en langues étrangères étant énumérées dans le texte.

Sa riche matière et ses index variés font de cette bibliographie le manuel non seulement très utile, mais encore indispensable pour toute recherche archéologique hongroise.

Ce volume est destiné par l'auteur à être le premier d'une série intitulée *Fontes Rerum Archaeologicarum Hungaricarum* dont le deuxième tome recueillera les ouvrages en langues étrangères concernant l'archéologie de la Hongrie *(Bibliographia Archaeologica Linguae Externae)*. Ces volumes seront suivis d'autres encore, qui susciteront certainement l'intérêt des milieux archéologiques.

Étienne Méri

*

Ervin Szabó : *Társadalmi és pártharcok az 1948—49-es magyar forradalomban* [Les luttes sociales et les luttes des partis dans la révolution hongroise de 1848-49]. Budapest, 1946, 8°, 391 p.

Ce livre est le chef-d'œuvre d'Ervin Szabó (1877—1918). L'auteur fut directeur de la Bibliothèque Municipale de Budapest et un des chefs du parti socialiste démocrate hongrois. Sa position et son orientation politique déterminent le caractère de ses études. Il fut le premier à ramener la révolution de 1848 à ses bases sociales, accomplissant pour cela un travail minutieux et s'appuyant toujours sur des documents.

L'auteur examine avant tout la structure de la société hongroise dans la première moitié du XIXe siècle. Le pouvoir, à cette heure, se trouve entre les mains de l'aristocratie et du haut clergé, qui détiennent les grandes propriétés. Afin de conserver ce pouvoir, ils obéissent en tout à la maison régnante de Habsbourg. La noblesse moyenne règne dans les comitats. La majeure partie de la noblesse hongroise, quoique formant un vingtième de la population du pays et en possession des droits nobiliaires, est dépourvue, de fait, de toute puissance. La partie

prédominante de la population est formée de paysans opprimés, sans droit aucun. Entre ces deux catégories, la bourgeoisie, les intellectuels et les ouvriers industriels forment une minorité sans poids, infime. Cette structure sociale explique la différence existant entre la révolution hongroise de 1848 et les révolutions bourgeoises d'Occident. C'est elle aussi qui détermine la formation des partis dans les années 40 du siècle passé. Du point de vue de la politique sociale, il n'y a presque pas de différence entre les parti libéral et le parti conservateur. Tandis que les aristocrates s'attachent plutôt au parti conservateur, les hobereaux se groupent dans le parti libéral. Conscients les uns et les autres de la nécessité d'une réforme de la structure sociale et des institutions féodales, ils divergent cependant dans l'élan de la réalisation. Ils sont, d'autre part, d'accord sur la nécessité de laisser le pouvoir aux mains de la noblesse. La lutte est donc engagée moins sur les questions sociales que sur les problèmes politiques et de droit public. Seuls quelques «doctrinaires» exigent conséquemment une transformation bourgeoise à l'occidentale, se séparant ainsi clairement des seigneurs féodaux aussi bien que du prolétariat; mais à la Hongrie manquait l'élément bourgeois sur lequel elle eût pu s'appuyer. Les paysans, d'autre part, étaient beaucoup trop arriérés et trop incultes pour pouvoir compter comme un facteur politique appréciable. La démocratie plébéienne n'eut jusqu'au bout que quelques champions isolés, tels Petőfi et Táncsics.

La seconde partie de l'ouvrage de Szabó éclaircit l'histoire de la révolution de mars. Il constate que l'abolition des redevances et du servage n'a pas eu lieu sur l'initiative de la noblesse, par un geste de magnanimité, mais bien dans une atmosphère de terreur devant le spectre de la révolte paysanne, sous l'influence des révolutions de Vienne et de Pest. — Il s'occupe en détail de l'histoire de la révolution de mars à Pest et des mouvements ouvriers industriels en avril. A son avis, le mouvement radical de Pest n'est que l'œuvre de quelques intellectuels libéraux radicaux, sans aucun fondement social sérieux. Malgré la terreur qu'il inspirait aux cercles féodaux et le fait qu'il facilita la sanction des lois de réforme, il finit par s'aplatir, pour disparaître au moment où ses chefs entrèrent dans le nouveau ministère. Les ouvriers industriels, cette couche sociale qui aurait dû former la base d'une classe intellectuelle radicale, étaient, à ce moment, peu nombreux, sans organisation aucune et sans conscience de classe. Ils étaient relativement les plus forts à Pest, environ 10.000, soit 10% de la totalité des habitants, dont 876 ouvriers d'usine. Leurs exigences se bornent à une moindre durée du travail, à l'augmentation des salaires et à un traitement honnête, sans aucune conception idéologique plus élevée.

La troisième partie parle des traités relatifs aux redevances du parlement. Le premier moment de terreur passé, l'article 9 de 1848 qui traitait du dégrèvement des terres fut interprété par la noblesse comme n'ayant aucun rapport avec les « contractualistes » des terres allodiales et des soi-disant « redevances mineures ». On put empêcher de cette manière les serfs de se ranger sans réserve du côté de la cause nationale contre la réaction qui devenait toujours plus forte et, dès le mois de septembre, passa à l'attaque avec des armes fournies par les Habsbourg. Le premier parlement de représentation populaire n'était donc au fond qu'une réunion de nobles, parmi lesquels Szabó a de la peine à découvrir la présence d'une douzaine de représentants d'origine paysanne ou bourgeoise. Le parti radical du parlement ne pouvait donc obtenir ni la délivrance des terres des « contractualistes » ni l'abolition des redevances mineures, comme la dîme des vignes. Le parlement discuta avec d'autant plus de zèle le dédommagement des nobles dépouillés de leurs terres féodales, sans cependant aller au delà d'une décision théorique. La question des contributions aux charges communes comme celle du tribut des nobles restèrent également sans solution.

Szabó fut le premier à reconnaître les antagonismes de classe dans la guerre hongroise pour l'indépendance. Toute sa sympathie va aux couches sociales qui cherchent à s'élever, aux serfs ; aussi est-il quelque peu injuste dans le jugement qu'il porte sur la noblesse et le chef de celle-ci, Louis Kossuth. Et pourtant, on ne peut faire un grief à la noblesse de n'avoir pas applaudi sans réserve à l'abolition du féodalisme, du moment qu'elle ne voyait pas sa vie assurée par le nouvel ordre de production. De même, on ne saurait reprocher à Kossuth qui, en mars 1848, avait exécuté et, au mois de septembre de la même année, sauvé les lois assurant la liberté, d'avoir voulu dans la suite voir la conduite de sa nation dans les mains de sa propre classe. Kossuth, comme la noblesse de son temps, a fait un pas en avant vers le libéralisme, ce que, dans les circonstances données, aucune autre classe n'aurait pu faire. Malgré tout son égoïsme de classe, sans la noblesse hongroise, pas de guerre d'indépendance.

Szabó a terminé en 1918 son ouvrage, qui n'a pu paraître qu'en très peu d'exemplaires en 1921, à Vienne, dans l'édition des émigrés hongrois.

G. Heckenast

G. GIUGLEA: *Uralte Schichten und Entwicklungsstufen in der Struktur der dakorumänischen Sprache.* Sibiu, 1944, 8°, 149 p. (Bibliotheca Rerum Transsilvaniae).

C'est probablement sous l'effet des impulsions données par K. Jud, V. Bertoldi et d'autres spécialistes des éléments prélatins des langues romanes d'Occident que l'excellent romaniste de Transylvanie jette un coup d'œil sur les couches les plus anciennes («uralte Schichten») du vocabulaire roumain. Ses recherches ont porté sur une série de «vexatae quaestiones» de l'histoire de la Romania orientale: il a d'abord passé en revue quelques termes ancestraux remontant, à son avis, à la langue dace («bodenständige Elemente»), ensuite il a consacré quelques remarques au «superstrat» latin du daco-roumain, pour examiner, dans les chapitres suivants, les concordances albano-roumaines, les mots passés du grec ancien dans la langue roumaine, les mots d'origine germanique, les rapports qu'il y a entre le macédo-roumain et le daco-roumain, etc. Comme on voit, M. Giuglea n'hésite pas à aborder avec une fraîcheur d'esprit digne de tout éloge même les problèmes qui, tout en ayant fait couler déjà beaucoup d'encre, n'ont pas encore trouvé leur solution définitive. L'auteur est doué d'un sens étymologique remarquable et aussi du don d'établir des rapprochements inédits; c'est là une qualité d'ordre intuitif dont le vrai linguiste pourrait difficilement se passer. La méthode qu'il applique le plus souvent et qui consiste à trouver des cas analogues dans les autres langues romanes pourrait être qualifiée d'impeccable, si elle ne se trouvait pas fatalement contrecarrée par des préoccupations d'ordre politique qui, pour reprendre un terme cher à l'auteur, «nicht zur Wissenschaft gehören» (p. 103).

Sans vouloir nier le fait qu'on rencontre dans l'étude de Giuglea quelques étymologies lumineuses et pleines de force suggestive, il faut avouer que ses explications n'ont pas toujours la force probante que l'auteur veut bien leur attribuer. M. Giuglea a parfaitement raison de constater que le roumain *mazăre* ne peut être emprunté à l'albanais *modhullë*; mais cette constatation, fondée sur des considérations phonétiques indubitables, n'autorise personne à conclure à l'autochtonie de *mazăre* sur le territoire de la Dacie antique (p. 20). Le rapport qu'il y a entre ces deux termes est exactement le même que celui qu'on peut établir entre le grec *ῥόδον* et le latin *rosa* qui, comme l'on sait, sont des emprunts indépendants «à une civilisation méditerranéenne où la plante aura été

cultivée »[1] Étant donné qu'on n'a aucun renseignement précis sur les dialectes thraces et daces, il serait trop téméraire d'attribuer précisément au dace nord-danubien — et non à un parler thrace sud-danubien ! — la variante qui avait servi de prototype au terme roumain. Le roumain *mazăre* est d'autant moins « ancré » (« verankert ») dans le sol de la Dacie qu'on connaît, grâce à Dioscoride, la variante dace *μίζηλα*[2] qui, au dire de A. Rosetti,[3] ne pourrait guère fournir la clé des termes roumain et albanais. On ne comprend guère pourquoi M. Giuglea, dans un ouvrage paru en 1944, a préféré passer sous silence aussi bien le témoignage de Dioscoride que les conclusions de Rosetti.[4] N'eût-il pas mieux valu examiner les rapports linguistiques albano-roumains sous l'angle des principes de la linguistique « structuraliste » ? Dans ce cas, l'auteur eût été obligé de tenir compte aussi de ces faits d'ordre phonétique et syntaxique sans lesquels même les concordances lexicales ne pourraient être appréciées à leur juste valeur.

Quant aux éléments d'origine germanique, M. Giuglea se montre beaucoup plus réservé que Diculescou ou E. Gamillscheg dans le tome II de la *Romania Germanica*. Il attache plus d'importance aux mots qu'il essaie d'expliquer par le grec ancien : il les rapproche, la plupart du temps, des termes grecs qu'on rencontre dans les dialectes italiens de l'Italie du sud, sur le territoire de l'antique « Magna Graecia ». Étant donné qu'une série d'autres particularités roumaines semblent provenir de la même région, la méthode de Giuglea ne pourrait être écartée de prime abord ; mais il n'en reste pas moins que certaines coïncidences d'hellénismes des deux régions en question sont probablement dues à des emprunts qui se sont effectués d'une manière tout à fait indépendante dans l'Italie du Sud, d'une part, et dans la Péninsule Balkanique, de l'autre. Cette fois nous ne pouvons entrer dans les détails de ce processus fort complexe ; il convient toutefois d'attirer l'attention de M. Giuglea sur le fait que ses rapprochements sont d'une valeur assez inégale : vouloir rapprocher le roumain *argea* « cabane, chaumière » du napolitain *argatella* « arcolaio » (!), en passant par le grec *ἔργον* « ouvrage, travail, chose, besoin » n'est qu'un enchaînement d'hypothèses gratuites et nullement aptes à convaincre le lecteur. Et comment pourrait-on attribuer la présence en Transylvanie de quelques éléments

[1] Ernout—Meillet, *Dictionnaire étymologique de la langue latine*. Paris, 1932, s. v. *rosa*, p. 831.

[2] D. Detschew, *Die dakischen Pflanzennamen*. Sofia, 1928, p. 30—1.

[3] *Ist. limbii rom.*- 1943, p. 119.

[4] V. encore Jokl, *Litteris*, t. IV, p. 200 ; Densusianu, *GS*. IV, 406 et nos réflexions dans *Kisebbségi Körlevél*, t. VII, p. 3—11.

grecs plus ou moins hypothétiques à l'immigration de ces bergers qui, dès l'époque de l'empire roumain, seraient venus de l'Italie du Sud dans cette province lointaine? L'idée de cette immigration paraît être particulièrement chère à l'auteur, puisqu'il y revient à plusieurs reprises (p. 42, 83, 99, etc.), sans pourtant signaler le fait, depuis longtemps connu des archéologues et des spécialistes de l'histoire antique, qu'en Dacie il n'y avait presque point de colons originaires d'Italie.[1] M. Giuglea lui-même ne peut invoquer aucune preuve sérieuse en faveur de cette prétendue immigration en Dacie des bergers venus de l'Italie du Sud; les phrases comme «unter den Kolonisten auch Hirten aus Süditalien und dem eigentlichen Magna Graecia *gewesen sein müssen* (p. 100), ne sont pas de nature à convaincre les sceptiques.[2]

Il faut encore signaler une grave erreur de méthode. Malgré les constatations récentes de M. Th. Capidan sur l'indissoluble unité d'origine des Roumains septentrionaux et des Macédo-Roumains,[3] M. Giuglea fait tout son possible pour creuser un abîme artificiel entre ces deux branches principales du peuple roumain. Pour ce faire, il cite une liste de mots latins qui n'auraient survécu qu'en «daco-roumain» et qui, par conséquent, seraient de nature à démontrer la latinité «mieux conservée» des montagnes de Transylvanie. Mais si l'on insiste sur ces latinismes nord-danubiens, n'est-il pas nécessaire de leur opposer aussitôt les latinismes qui n'ont été conservés que par les Macédo-Roumains, peuple conservateur par excellence? Pourquoi passer sous silence, les termes signalés par Dioscoride, les éléments latins conservés uniquement en aroumain?[4]

Tout compte fait, on ne peut que regretter que M. Giuglea ait si souvent cédé à son imagination animée d'un zèle excessif; ne serait-ce pas un peu l'héritage de l'école de Drăganu? Dans

[1] Cf. E. Birley, *Laureae Aquincenses*, t. II, 1941, p. 4 et suiv., A. Alföldi, *Zu den Schicksalen Siebenbürgens im Altertum*. Budapest, 1944, p. 8.

[2] Et voici de quel côté l'auteur s'attend encore à des découvertes d'une importance décisive: «Wir können nicht sagen, ob sie auch mit Herden aus Italien gekommen sind; das könnte man vielleicht *aus der biologischen Untersuchung der Rasse unserer Schafe feststellen*» (p. 100).

[3] «Dans l'identité de langue, avec les Daco-Roumains, ils [c'est-à-dire les Aroumains ou Macédo-Roumains] possèdent le document le plus authentique, qui permet même à l'homme sans instruction de voir en eux les frères des Nord-Danubiens» (*Les Macédo-Roumains*. Bucarest, 1943, p. 177).

[4] V. les «*Elementele latine păstrăte numai în aromână*, liste dressée par A. Rosetti, *op. cit.* (p. 70 et suiv.), et qui comprend plus de 80 radicaux et non pas des dérivés semblables à ceux qui constituent la majeure partie de l'énumération de Giuglea.

ces conditions, il n'est pas étonnant de voir que même ses collègues, entre autres l'excellent archéologue M. Daicoviciu,[1] ont cru devoir formuler à l'égard de ses hypothèses des réserves si bien motivées que l'auteur, espérons-le, ne les perdra jamais de vue au cours de ses recherches à venir.

Ladislas Gáldi

ÉTUDES BYZANTINES

M. V. LEVTSCHENKO (réd.): Византийский Сборник [Recueil Byzantin]. Moskva-Leningrad, 1945. L'Institut Historique de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S., 8°, 274 p.

Les recherches russes de byzantinologie, si riches en précieux résultats, après avoir eu de brillants débuts, dès les années 70 du siècle dernier, grâce à l'activité de vaste envergure de V. G. Vasilievskij, connurent, aux alentours de 1930, une période de crise : après la mort de F. I. Ouspenskij, le Comité Russo-Byzantin de l'Académie Russe des Sciences s'était dissous et la revue des études byzantines, l'excellent *Vizantiiskij Vremennik*, dont la fondation remontait à 1894, avait cessé de paraître. Une vingtaine d'années plus tard, en 1939, on vit se former, au sein de l'Institut Historique de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., un important groupe de byzantinologues qui se proposait de réorganiser sans retard les études byzantines. La première manifestation de ce travail de réorganisation est le présent volume, publié aux éditions de l'Institut Historique de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., et qui s'ouvre par l'étude de son rédacteur, le prof. M. V. *Levtchenko* sur « Les tâches de la byzantinologie contemporaine » (p. 3—11). Le programme qui y est exposé, est de nature à susciter le plus vif intérêt non seulement de la part des byzantinologues, mais encore de la part des philologues, des historiens et de tous ceux qui suivent d'un œil attentif le développement des sciences philologiques en Russie. L'article nous fait connaître aussi bien les idées maîtresses des byzantinologues russes que leurs points de vue et leurs méthodes. Il nous apprend enfin que la crise des études byzantines était due en grande partie à l'École de Pokrovskij qui, contestant le caractère objectif des sciences historiques, faisait la guerre aux recherches historiques sur des sujets concrets et cherchait à substituer aux méthodes traditionnelles et dûment éprouvées une conception sociologique, malheureusement trop sommaire.

Quant à la nouvelle conception historique des savants soviétiques, elle se propose de rompre définitivement avec la

[1] V. *Anuarul Institutului de Studii Clasice*, t. IV, 1941—43, p. 312—5.

pratique, injuste et trop étroite, de placer toujours l'Europe occidentale au centre des préoccupations scientifiques ; les Russes sont d'avis que leur pays, de même que les territoires voisins de l'Asie et de l'Europe doivent enfin occuper dans les études médiévales la place qu'ils méritent. La civilisation de l'ancienne Russie s'était épanouie sous l'influence de Byzance ; même Marx et Engels ont reconnu, dit l'auteur, que « la religion et la civilisation de la Russie étaient d'origine byzantine ». C'est pourquoi l'historien russe, désireux de poursuivre des études personnelles, ne peut renoncer à utiliser les sources byzantines. Sans celles-ci, on ne saurait étudier ni l'histoire ancienne de la Russie, ni l'histoire de l'Union Soviétique ni celle des territoires qui avaient jadis fait partie de l'empire byzantin. Mais il s'agit de bien plus que de l'utilisation des sources. L'étude de l'influence byzantine qui forme le noyau de la byzantinologie russe, ainsi que les recherches sur les relations de Byzance avec la Géorgie et l'Arménie seraient inimaginables sans la connaissance et la mise à contribution de l'histoire de Byzance. Une des tâches les plus urgentes de la byzantinologie russe est naturellement la publication des manuscrits inédits les plus importants qui se trouvent dans les bibliothèques et les archives de l'U. R. S. S. Quant à la méthode, l'historien soviétique doit essayer d'examiner l'histoire de Byzance à la lumière du marxisme. La première tentative de ce genre fut, en 1940, l'ouvrage consacré par M. Levtchenko lui-même à l'histoire de Byzance. Selon sa conception, au haut moyen âge nulle part les antagonismes des classes sociales n'étaient si aigus que dans cette Byzance qui, de l'avis de Marx, « avait été un centre, unique en Orient et en Occident, du luxe et de la misère ». Au point de vue byzantinologique, non seulement les recherches historiques doivent s'engager dans une voie nouvelle, mais encore les études d'histoire littéraire, car — comme M. Levtchenko le constate avec raison — l'histoire littéraire de Krumbacher, malgré ses incontestables mérites de manuel bibliographique, n'est pas une synthèse d'histoire littéraire au vrai sens du mot.

En ce qui concerne le reste du volume qui contient toute une série de contributions de haute valeur, nous tenons à attirer l'attention sur une autre étude de Levtchenko, intitulée « Contributions à l'histoire interne de l'empire romain-oriental aux Ve et VIe siècles » (p. 12—95), sur l'étude de *E. E. Lipschitz :* « La paysannerie byzantine et la colonisation des Slaves (p. 96—143) et sur celle de A. Diakonov : « Les dèmes et les partis byzantins du Ve au VIIe siècle » (p. 144—227) où, de même que dans les autres articles, les principes exquissés plus haut ressortent déjà avec une netteté remarquable.

Jules Moravcsik

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

Considérations sur la conférence de l'Unesco

Du 19 novembre au 10 décembre s'est réunie à Paris la première conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, afin de prendre connaisance du programme présenté par la Commission Préparatoire constituée à Londres en novembre 1945, de désigner ses principaux organes notamment le Conseil Exécutif et le Directeur Général et d'examiner les premières requêtes d'admission des États non-membres des Nations Unies.

I. ASPECTS POLITIQUES DE LA CONFÉRENCE

L'UNESCO, telle qu'elle était représentée par sa commission préparatoire dirigée par le biologiste anglais Julian Huxley, s'est trouvée dès l'abord en butte à une violente attaque venant de la gauche et de la droite.

Comme l'on sait, l'URSS n'a pas accepté l'invitation de participer à la Conférence (l'ONU, par contre, était représentée par un observateur soviétique, M. J. Borissov) et la Yougoslavie n'avait délégué qu'un observateur, le Conseil des Ministres de la République populaire n'ayant pas encore ratifié la Charte de l'UNESCO. La Pologne et la Tchécoslovaquie étaient régulièrement représentées, la première s'intéressant avant tout aux secours matériels qu'elle pouvait espérer de la Commission de reconstruction et de réhabilitation.

C'est l'observateur yougoslave, M. Ribnikar, qui a présenté dès le premier jour de la Conférence les arguments de l'URSS et des milieux marxistes dans le monde. Ils peuvent se résumer en quatre points :

a) La phraséologie de la Constitution de l'UNESCO, comme son programme, reflète un idéalisme philosophique absolu et semble écarter toute autre conception du monde. On pourrait citer, par ex., le préambule : « Comme les guerres

naissent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il convient d'élever les barrières de la paix », ainsi qu'un grand nombre d'autres textes, M. Ribnikar ne les trouve pas scientifiques.

b) Comme la richesse de la culture mondiale est faite de la diversité des diverses cultures nationales qu'il conviendrait de cultiver et de faire connaître les unes aux autres, on reproche à M. Huxley de vouloir imposer, par en haut, une philosophie vague qu'il intitule lui-même « Humanisme scientifique mondial » et qui n'aurait aucune chance de pénétrer dans les masses.

c) La Yougoslavie et l'URSS considèrent qu'à l'heure actuelle une des tâches essentielles pour l'UNESCO serait la lutte contre la propagande belliqueuse, véritable survivance du fascisme telle qu'elle se manifeste de plus en plus dans la presse, la radio et le cinéma. Or, le programme de l'UNESCO ne souffle mot de la tâche et le délégué de la Yougoslavie en réclame impérieusement l'insertion.

d) Sans vouloir imposer le marxisme dialectique à l'UNESCO, on déplore que la philosophie matérialiste qui a contribué au progrès de la science en Grande-Bretagne et en France depuis plus d'un siècle, soit entièrement écartée de l'UNESCO comme inexistante et comme « non-scientifique ».

Par ailleurs, des milieux de droite et notamment les milieux cléricaux des États-Unis reprochent à la philosophie actuelle de l'UNESCO de ne pas faire une place suffisante à la pensée chrétienne et s'en prennent au secrétaire général pour avoir éliminé un Dieu vivant du programme d'action de l'UNESCO. Ces milieux encouragés par les récentes élections américaines et l'éventualité que le Congrès désormais républicain ne voterait pas les crédits nécessaires, ont suggéré la nomination au poste de directeur général de M. F. Biddle, ancien procureur général des États-Unis. Cette nomination aurait transformé l'UNESCO en un organisme militant contre toute pensée de gauche, aurait anéanti toute chance de voir un jour l'URSS participer à ses travaux et aurait sapé le prestige de la jeune organisation.

En fait, toute la conférence a été marquée par la grande rivalité anglo-américaine pour la désignation du poste de secrétaire général, lutte qui s'est livrée dans les coulisses, dans les conversations privées et enfin dans les séances nombreuses et secrètes du Conseil exécutif. Les Français étaient neutres, parce qu'ils avaient obtenu en novembre 1945 la satisfaction de leur revendication principale, savoir que le siège de l'organisation fût placé à Paris ; ils s'efforcèrent de jouer le rôle d'arbitres, alors que les États se groupaient autour des divers candidats selon leurs affinités politiques. Après avoir obtenu 11 voix

contre 8 au Conseil Exécutif, M. Huxley fut nommé par 22 voix contre 3 à l'Assemblée générale, cela pour une durée de deux ans. A vrai dire, cette rivalité politique créa une telle tension pendant la Conférence que l'attention des délégués fut trop souvent détournée du travail véritable des commissions et des propositions constructives qui s'y échangeaient pour s'intéresser avant tout au développement sans cesse changeant de la grande querelle. Au nom de la démocratie et de la collaboration internationale, il convient de saluer la nomination de M. Julian Huxley qui, dans les conditions actuelles et compte tenu des forces en présence, représente la solution « optima » à laquelle les forces progressistes pouvaient aspirer.

II. PROGRAMME ET BUDGET

On est frappé dès l'abord par le désaccord qui existe entre le formidable programme de l'UNESCO et son budget. Ce dernier s'élève pour l'année prochaine à 7 millions de dollars (400.000 dollars pour la Section de reconstruction !) cela pour une administration qui comptera de 400 à 700 fonctionnaires.

Le programme est subdivisé en sections dont les plus importantes sont :

1. *La section de l'éducation*, qui entreprend de lutter contre l'analphabétisme dans le monde, de contribuer à « l'éducation de l'Humanité dans la justice, la liberté et la paix », de détourner l'homme de l'esprit d'agression et de de combativité vers des moyens d'expression plus pacifiques et de développer la tolérance et la bonne volonté entre les hommes, d'adoucir ou d'éliminer des tensions nationales, dogmatiques ou raciales et des conflits aux origines séculaires. A ces fins, l'UNESCO collectionnera et distribuera des informations dans le monde de l'éducation, participera à l'activité des autres organisations travaillant dans ce domaine, favorisera l'extension de l'éducation des adultes par la création d'universités populaires, s'efforcera d'assurer le développement de la santé par l'éducation, etc., la révision des programmes, l'amélioration des méthodes, la recherche d'une synthèse entre l'éducation générale et la spécialisation technique, l'étude du problème de la sélection des mieux doués, ainsi que le traitement des enfants arriérés.

La discussion principale a eu pour objet de déterminer dans quelle mesure l'UNESCO pourrait intervenir dans la correction ou l'interdiction des livres d'histoire et d'études déformant les faits et en usage dans les différents pays. On a admis que la souveraineté des États, d'une part, et la séparation de l'enseignement et de l'État dans divers pays d'autre part, rendaient cette intervention difficile. Pourtant des Commissions

d'enquête vont être envoyées sur la demande d'un État intéressé et, comme sanction éventuelle, l'UNESCO envisage de porter les cas graves devant l'assemblée des Nations Unies et même le Conseil de Sécurité.

Dans ce domaine, l'UNESCO n'envisage pas d'intervenir dans les pays ex-ennemis où la tâche est pourtant plus vaste; car, pour ce faire, elle devrait bénéficier d'une invitation des diverses commissions de contrôle alliées qui jusqu'ici n'ont pas fait appel à ses services. La Conférence a également envisagé la création d'une Université Internationale; mais, en raison de la limitation des fonds, ce projet a été réduit à de simples séminaires internationaux qui commenceront leur activité dès l'été prochain.

2. *La section de l'information des masses*, qui s'inspire de l'idée que l'évolution industrielle a entièrement transformé la relation entre la pensée et le monde et que désormais tous les citoyens de la terre participent directement à la vie publique, grâce aux nouveaux moyens d'expression, la presse, les livres, le cinéma, la radio.

Le contrôle de ses puissants moyens à des fins pacifiques paraît de la plus haute importance. La tâche première pour l'UNESCO dans ce domaine sera de lutter pour la liberté des communications et des moyens d'expression, pour leur intensification constante, pour leur amélioration intellectuelle et artistique, leur démocratisation. A cette fin, le secrétariat préparera des conventions internationales visant à assurer la liberté des échanges intellectuels. L'UNESCO envisage par ailleurs des études scientifiques sur ce problème, des publications pratiques, des échanges d'informations avec les gouvernements et envisage la possibilité de créer à l'échelle mondiale un vaste réseau radiophonique qui se trouverait placé sous son influence. Enfin, la culture populaire pourrait être encouragée par ces divers moyens.

3. *La section des bibliothèques et musées*, qui devra rendre accessibles les trésors de la culture à l'ensemble du genre humain par une publicité plus grande pour ses institutions et la gratuité d'entrée, les échanges de documents et d'œuvres d'art entre bibliothèques et entre musées, la création de bibliothèques populaires dans les différents pays, voire des bibliothèques circulantes, la possibilité de baisser les tarifs postaux pour les échanges de publications, la reproduction technique (microfilms, etc.) de documents intéressants ou précieux, etc. A cette fin, l'UNESCO envisage la création d'une « international clearing house for publication » ainsi qu'une « world bibliographical library centre ». Le secrétariat de l'UNESCO assurera de plus la publication d'un index des traductions.

4. & 5. *La section des sciences naturelles et la section des sciences humaines*, qui s'efforcera d'une part de hâter la reconstruction scientifique dans les pays dévastés et de renforcer les liens publics et intellectuels entre savants et de susciter une collaboration scientifique dans le monde entier, d'informer les peuples du monde des résultats et conséquences des découvertes scientifiques.

6. *La section des arts créateurs*, qui travaillera notamment à faciliter les conditions de l'artiste dans le monde moderne, à faire voyager l'art, à faire connaître les musées et les folklores populaires, à insérer l'art dans l'éducation générale, à assurer la traduction des œuvres les plus méritoires, à secourir les écrivains et artistes tombés dans la misère.

En général, il convient de le signaler, les débats des commissions n'ont pas été très animés, les représentants des divers gouvernements se bornant à approuver la grande majorité des propositions de la commission préparatoire, avec une légère tendance à en réduire l'ampleur et le nombre.

III. CONCLUSION

L'ampleur du programme et la modicité du budget amènent tout naturellement l'UNESCO à établir des contacts étroits avec les autres institutions internationales, gouvernementales et privées qui agissent dans le même domaine, soit pour les intégrer dans son travail, soit pour établir avec elles des rapports en vue d'une tâche précise. C'est ainsi que des conventions ont déjà été passées avec le bureau international de l'éducation et l'institut international de coopération intellectuelle, conventions qui assureront l'intégration totale de ces institutions dans l'UNESCO. Des contacts étroits ont été pris avec les institutions internationales privées et il est vraisemblable qu'un soutien mutuel et une collaboration étroite et précise pourront être assurés au cours des mois à venir.

Enfin, à la lumière des expériences de cette première conférence générale, on peut craindre que le caractère strictement gouvernemental et hautement officiel de l'organisation n'amortisse ou n'empêche le choc des idées et des cultures et ne prive dans une large mesure l'UNESCO de cette liberté qui est l'indispensable condition de toute activité de l'esprit.

Edmond Ferenczi

Le service de presse français fait paraître à Vienne une importante revue mensuelle, « Wort und Tat ». Elle est consacrée aux événements culturels et économiques de la région danubienne. C'est le même service de presse qui édite aussi la revue « Europäische Rundschau ».

*

Vers la fin de 1946, l'Institut für Wissenschaft und Kunst de Vienne a exposé dans une série de conférences l'état actuel et les tâches futures du mouvement intellectuel et scientifique en Autriche. A l'occasion du 950e anniversaire de l'existence historique de l'Autriche, l'Institut a consacré une autre série de conférences à la « place occupée par l'Autriche dans l'histoire universelle». Au cours de ces exposés, les conférenciers, professeurs d'universités et célébrités de la vie scientifique, ont passé en revue les grands courants d'idées de l'histoire pour y faire ressortir l'apport de l'esprit autrichien.

*

A partir de l'automne de 1946, l'*Österreichische Bibliographie (Verzeichnis der Österreichischen Neuerscheinungen)*, rédigée et publiée par la Nationalbibliothek de Vienne, a repris le rythme normal de la publication de ses fascicules, dont le premier contient la bibliographie des ouvrages parus en Autriche jusqu'au 31 mars 1946.

*

C'est seulement à l'heure actuelle qu'on a pu se faire une idée des pertes que le Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne, qui compte parmi les archives les plus importantes de l'ancienne Monarchie, a subies pendant la deuxième guerre mondiale. Une de leurs parties essentielles, le « Staatsrat », qui contenait les documents relatifs aux années 1761—1833, a été entièrement détruite; la cure d'Oblitzberg où l'on avait abrité les pièces d'archives pour les protéger contre les bombardements, fut anéantie par le feu au cours des batailles de 1945. Seuls les protocoles et les index qui avaient été transportés à Dobbersberg échappèrent à la destruction, ainsi que les documents relatifs aux années 1834—1848 du « Staatsrat » et les pièces dites « Minister Kollowrat-Akten ».

Furent durement éprouvés les archives de la « Staatskonferenz », ainsi que les documents dits « Alte Kabinetsakten », les « K. A. Akten des Kabinetsarchiv », le « Nachlass-Zinzendorf », les pièces du Département de la Gendarmerie et celles connues sous le nom de « Varia des Kabinetsarchiv ». Tous ces documents,

transportés à Gunterdorf, furent déplacés après la fin des hostilités et en partie brûlés. Leurs restes, complètement désordonnés, ont été restitués aux Archives ; ils demandent à être reclassés et mis en lieu sûr. On constate des pertes relativement moins sensibles aux archives de l'« Obersthofmeisteramt». Outre le Staatsarchiv, ont encore subi des pertes l'« Allgemeines Verwaltungsarchiv » et surtout les archives du Ministère de l'Instruction Publique. Le « Hofkammerarchiv » fut moins endommagé, mais ses restes se trouvent à Eisgrub, en territoire tchécoslovaque, et leur retour se heurte, pour le moment, à des difficultés presque insurmontables.

Belgique-Hongrie

Dans la série des conférences organisées par la Société Hungaro-Belge, nous avons, le 27 novembre 1946, assisté à deux conférences. Le Chanoine Astric Gabriel, directeur du Lycée Français de Gödöllő, parla des rapports historiques belgo-hongrois, et M. Ladislas Gáldi rendit hommage à Verhaeren, à l'occasion du 30e anniversaire de sa mort tragique, et traça le portrait de son meilleur traducteur hongrois, Désiré Kosztolányi. Au début de sa conférence il insista sur le fait que les traductions de Kosztolányi étaient issues d'une conception fort subjective. A son avis, Verhaeren était non seulement un brillant poète, mais encore un peu « peintre et musicien », et son œuvre déborde de « couleurs et de rythmes ruisselants ». A la fin de la conférence, M. Gáldi a suggéré l'idée d'une anthologie hongroise des poètes belges, éditée par la Société Hungaro-Belge.

G. Lázár

Bulgarie

Dans son petit livre publié à Londres, M. Pipinelis, ancien ambassadeur de Grèce à Sofia, juge d'une manière sévère et dans des termes réprobateurs la politique bulgare des dernières années (*Caitiff Bulgaria.* Londres, 61 p.). Il condamne la politique bulgare durant la période qui s'est écoulée entre les deux guerres mondiales, surtout parce qu'elle s'est tenue à l'écart de toute manifestation de solidarité balkanique. Par ce fait, dit-il, elle a non seulement désorganisé la collaboration des peuples balkaniques, mais encore elle a contribué à faciliter l'expansion allemande vers le sud-est. A la fin de son ouvrage, il conseille à la Bulgarie de sacrifier, au nom de la paix durable, ses rêves impérialistes, comme la Grèce a renoncé à son rêve byzantin et la Turquie à son rêve d'une résurrection de l'empire.

J. Bödey

La guerre nous a empêchés de penser à un centenaire, celui de la traduction hongroise d'une œuvre classique. Le livre d'Alexis de Tocqueville *De la Démocratie en Amérique* eut en Hongrie un consciencieux interprète contemporain, dans la personne d'Étienne Fábián, avocat, écrivain, grand patriote. M. S. Baumgarten, dans une conférence tenue à la Radio de Budapest, cite les lettres que le traducteur et Tocqueville échangèrent, et il retrace l'influence que les idées de l'ouvrage exercèrent sur la génération hongroise de 1848. Pour citer un exemple, rappelons que Joseph Eötvös, le célèbre auteur des *Idées régnantes du XIX*e *siècle*, fut redevable à Tocqueville de certains de ses principes. Tocqueville, ministre sous la présidence de Louis Napoléon, sympathisa avec la cause de la Hongrie vaincue et plus tard encore, dans des lettres adressées à son neveu, attaché à l'ambassade de Vienne, il ne cachera pas son estime pour la nation hongroise.

LA GRANDE-BRETAGNE ET LA HONGRIE

M. Arthur Bliss, le célèbre compositeur et chef d'orchestre anglais, a fait à Budapest une conférence fort instructive sur la vie musicale contemporaine de la Grande-Bretagne.

*

Après une année d'activité particulièrement fructueuse à Budapest, le British Council est en voie d'attirer dans son orbite les grandes villes de la province hongroise : en étroite collaboration avec la Société Anglo-Hongroise de Szeged, il a organisé, du 21 novembre au 4 décembre, des fêtes consacrées à la culture britannique à Szeged, seconde ville de la Hongrie. Au programme figuraient des conférences, des concerts et des films documentaires. Le docteur Brown, conseiller médical de l'UNRRA et le professeur Christie, un des inventeurs de la pénicilline, ont fait des conférences vivement applaudies. Le 1er décembre, c'est M. Arthur Bliss, le célèbre compositeur anglais, qui trouva à Szeged un accueil des plus chaleureux. A l'occasion de l'exposition photographique « Le visage de la Grande-Bretagne », qui avait remporté un mémorable succès à Budapest, le major R. C. C. McNab, représentant du British Council en Hongrie — prononça des paroles élogieuses en parlant du désir exprimé par les villes de la province hongroise de se rattacher au mouvement culturel britannique. Lucas, délégué du British Council

à Szeged, déposa une couronne sur les tombes de François Móra et de Jules Juhász, célèbres écrivains hongrois originaires de Szeged.

*

Nous tenons à signaler le livre intéressant et bien documenté de MM. B. G. Iványi et Alan Bell : *Route to Potsdam. The Story of the Peace Aims.* 1939—1945 (London, Allan Wingate, 1945, 112 p.). M. Iványi qui, auparavant, avait vécu à Budapest, séjourne depuis 1939 à Londres où il s'est fait connaître par plusieurs études sobres et bien ordonnées sur l'histoire de la Hongrie. Dans le présent volume, il essaie de suivre pas à pas l'évolution des idées relatives à la paix future pendant la deuxième guerre mondiale. En même temps, il touche à plusieurs reprises aux questions danubiennes. *dk*

HONGRIE

Après la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays européens commencent à resserrer leurs liens culturels. L'Institut Paul Teleki des Recherches Danubiennes vient de recevoir un généreux don de l'État Français, sous la forme d'un nombre considérable d'ouvrages scientifiques français. Un autre don de livres lui est parvenu de la part du World Student Relief de Genève, « en signe d'union et d'amitié ». Quant à l'Institut Teleki, il a fait tenir toutes ses publications publiées pendant et après la guerre à la School of Slavonic and East European Studies, à un grand nombre de bibliothèques publiques françaises ainsi qu'aux bibliothèques de 24 Universités des États-Unis d'Amérique.

*

La municipalité de Budapest a organisé une exposition qui reflète l'évolution de la capitale depuis l'époque romaine jusqu'à nos jours. Il convient d'attacher une importance toute particulière aux gravures du XIXe siècle ainsi qu'aux monuments relatifs à l'histoire médiévale de Buda et de Pest.

*

Dans la série des brochures publiées par l'hebdomadaire budapestois « Új Magyarország », vient de paraître un petit ouvrage de M. Ivan Boldizsár sur le mouvement de résistance hongrois (« L'autre Hongrie ». Budapest, 1946, 94 pages, éditions hongroise et française). L'auteur qui avait été un membre

actif du mouvement de résistance dirigé contre les oppresseurs germaniques passe en revue, avec la vivacité d'un témoin oculaire, les diverses manifestations de la résistance hongroise dans le domaine de la vie économique, politique, militaire et intellectuelle.

*

Michel Táncsics est une figure intéressante des luttes sociales hongroises du siècle dernier. Révolutionnaire, fils de paysans, il s'éleva d'abord dans l'artisanat, puis dans la classe intellectuelle. Dans sa longue vie d'observateur de quatre-vingts ans, il vit beaucoup de choses, le mouvement des réformes en Hongrie, la lutte pour l'indépendance et l'oppression, le compromis avec l'Autriche en 1867, sans que son idéal eût triomphé. Les mouvements ouvriers qui se produisirent à l'ombre du capitalisme croissant et une sorte d'idéalisme l'entraînèrent vers le socialisme. Il y avait en lui un révolutionnaire inquiet qui ne craignait ni la prison ni la mort, et le poussait à la révolte et à l'émeute.

Une biographie de ce révolutionnaire, superficiellement connu jusqu'à présent, vient d'être publiée par M. Georges Bölöni (*Hallja kend Táncsics*. Éd. Szikra, Budapest, 1946). L'auteur de cet ouvrage de 500 pages, qui est lui-même socialiste, a écrit son livre à Paris où il vivait comme émigré. C'est la raison pour laquelle, ne possédant pas toute la matière documentaire, il fut obligé de faire appel à l'autobiographie de Táncsics. C'est pourquoi aussi ses considérations ont par endroits un caractère un peu unilatéral. La partie la plus saillante de l'ouvrage est un plan de réformes sociales où M. Bölöni esquisse de main de maître les relations entre les nobles et les serfs, et la forme que prennent le problème ouvrier et ses remous. Il est grand dommage que Táncsics se perde dans l'évolution générale, et que l'auteur en idéalisant son personnage, le voit parfois un peu trop grand.

C. B.

*

Le numéro de décembre 1945 du « Musée Hongrois » (*Magyar Múzeum*) paraissant à Budapest, publie un intéressant essai iconographique de M. Louis Vayer, sous le titre Rembrandt et « Rákóczi » (*Rembrandt és « Rákóczi »*. 80—87 p.). Le nom du peintre hollandais et celui de Georges Rákóczi, prince de Transylvanie, figurent sur une gravure, qui représente le buste d'un homme d'âge moyen, vêtu d'un costume romantique et qui fut exécutée, d'après le tableau original perdu de Rembrandt, par J. G. van Vliet. Elle est mentionnée, dans la

littérature historique hongroise, comme le portrait de Georges Rákóczi. M. Vayer résout ce problème iconographique par la définition du genre du tableau et l'exposé de son histoire. Il explique que les têtes d'étude représentant en beaucoup de cas de diverses façons la même personne, forment une partie importante de l'œuvre de Rembrandt. Il a peint, — dans les têtes d'étude, exécutées durant la période humaniste de sa vie à Leyde, — le même modèle, dans le même costume et avec les mêmes accessoires d'atelier. Deux subsistent comme peintures originales à l'huile, la troisième a été conservée par la gravure en question. Ce ne sont pas des portraits, mais des études. C'est une pratique d'éditeur de choisir, — faute de portrait authentique d'un homme célèbre, en raison de la distance dans le temps ou dans l'espace — parmi les têtes d'étude des grands maîtres, qui circulent anonymement, celle qui répond le mieux aux descriptions et aux suppositions. Les têtes d'étude de Rembrandt se prêtaient, par suite de leur force expressive exceptionnelle, fort bien à de telles substitutions. Le nom de Rákóczi devint célèbre au milieu du XVIIe siècle, à cause du rôle important joué dans la politique protestante par Georges Ier Rákóczi et des rapports culturels directs entre la Transylvanie et les Pays-Bas qui, par l'intermédiaire des universités hollandaises, ont tenu une large place dans l'opinion publique occidentale. C'est ainsi qu'on nomma la gravure en question Georges Rákóczi, sous son 3e aspect chez l'éditeur Ram, sous son 4e aspect chez Allard. Les épreuves des dernières gravures témoignent de l'usure de la planche, ce qui est une preuve de leur succès.

Mais cette tête d'étude de Rembrandt n'a pas seulement figuré comme celle de Rákóczi. Elle entre, dans les grandes séries de portraits françaises, italiennes, latines de l'époque, comme le portrait du grand capitaine albanais, Georges Castriote, nommé Scander-beg, ainsi que dans l'édition de Ciartres. De plus, aux ventes aux enchères du XVIIIe siècle, les copies peintes de la gravure figuraient comme « Portrait polonais ». La tête romantique avait, aux yeux du public occidental, un caractère oriental. *J. Gessier*

*

Dans le tome LXIX (1945) de la revue *Magyar Könyvszemle* [Bulletin du Livre Hongrois] nous avons lu l'étude que M. Raban Gerézdi consacre à « Alde Manuce et ses amis hongrois » (*Aldus Manutius és magyar barátai*, p. 38—98). Jusqu'ici, on ne connaissait que des généralités sur les rapports de ce grand imprimeur vénitien avec les humanistes hongrois : c'est à M. Gerézdi que revient le mérite de les avoir élucidés à fond.

Bien que, dès ses jeunes années, Manuce eût connu certains Hongrois qui faisaient leurs études dans les universités italiennes, le premier livre édité par lui et ayant des relations directes avec la Hongrie ne remonte qu'aux environs de 1500. A cette époque, Manuce publiait non seulement des textes grecs, mais encore des textes latins, dont les éditions in-octavo étaient vivement appréciées à Bude : aussi Sigismond Thurzó, secrétaire de la chancellerie royale, ne tarda-t-il pas à transmettre à Manuce la prière du chancelier Georges Szatmáry, qui demandait que les « Épîtres familières » de Cicéron fussent publiées par le grand imprimeur vénitien et dédiées aux deux humanistes hongrois. Quatre mois suffirent à Manuce pour satisfaire à ce désir ; à partir de cette date, il entretiendra des rapports suivis avec les savants hongrois.

En 1502, Anne de Foix, épouse française « per procurationem » d'Uladislas II, roi de Hongrie, dut se rendre, dans sa nouvelle patrie ; chemin faisant, elle s'arrêta à Venise pour y visiter, parmi les autres curiosités de la ville, l'imprimerie de Manuce. Un clerc français qui accompagnait la reine, Jean Chapelain, ou Johannes Capellanus, se lia d'amitié avec Manuce : plus tard, il lui adressa de Bude une lettre fort intéressante donnant maints renseignements sur les manuscrits grecs de la bibliothèque Corvine.

Bien que, à l'époque de la Ligue de Cambray, Manuce dût fermer pour quelque temps son atelier, il eut l'occasion de reprendre ses relations avec la Hongrie dès 1512, date à laquelle l'humaniste Philippe Csulai Móré fut envoyé à Venise en qualité d'ambassadeur. Ce dignitaire hongrois eut des rapports si intimes avec Manuce qu'il devint même le parrain de son fils. Plus tard, il engagea avec l'imprimeur des négociations relatives à l'édition des poèmes de Jean le Pannonien. Mais ses démarches n'eurent aucun résultat pratique ; par la suite, il dut se contenter de la dédicace d'un ouvrage cicéronien *(Epistolae ad Brutum)*, dont Manuce lui fit hommage. C'est également de l'imprimerie de Manuce que sortit le plus ancien livre grec dédié à un Hongrois ; dans ce cas, la dédicace est adressée à Jean Vértesi, neveu du cardinal Étienne Bakócz et ancien élève, à Vienne, du célèbre professeur grec Jean Musurus.

Même après la mort de Manuce, son imprimerie, dirigée par son beau-père Andreas Asulanus eut plusieurs clients hongrois. En 1523, on y fit paraître, sous le signe du dauphin et de l'ancre, l'œuvre d'un auteur originaire de Pannonie: c'étaient les Questions naturelles de Sénèque, parues dans leur première édition critique. Le zèle de l'éditeur nommé Matthaeus Fortunatus Pannonius fut vivement apprécié, malgré certaines réflexions critiques, formulées non seulement par Érasme,

mais encore par d'autres contemporains ; l'édition a gardé sa valeur jusqu'à nos jours. Dans la préface, Fortunatus rendit hommage à la mémoire de l'imprimeur ; n'est-ce pas un témoignage remarquable de l'admiration que les humanistes hongrois ne cessaient d'éprouver pour l'activité du grand maître vénitien ?

La Hongrie et la Méditerranée

M. S. Baumgarten, collaborateur de notre Revue, a fait à la Radio de Budapest, une série de causeries (leçons serait beaucoup dire) sur les rapports de la Hongrie avec la Méditerranée.

Dans la première de ces conférences, l'auteur a parlé des Hongrois qui, se frayant un chemin parfois aventureux à travers le continent, ont poussé jusqu'au Portugal. Saint Martin, apôtre des hordes barbares des Suèves, évêque de Braga, était un fils de la Pannonie ; ce qui l'a fait considérer par une postérité au sens peu critique comme Hongrois. Au moyen âge, on racontait que le fondateur de la première dynastie portugaise, fut un prince arpadien ; Camoëns ajouta foi à cette tradition, qui n'est qu'une belle légende. Mais avec les ambassadeurs des rois de Hongrie, avec les pèlerins qui se rendaient à Campostelle pour y vénérer les reliques de saint Jacques le Majeur, avec quelques soldats de fortune, nous rentrons dans le domaine de l'histoire. Au siècle des lumières, les pères jésuites relèvent des cartes du Brésil, font des observations astronomiques, tout en se mêlant peut-être aussi un peu aux luttes des partis. Ils encoururent le courroux de Pombal et eurent à pâtir de longues années dans « la Bastille Portugaise ». Dans des temps plus paisibles, un descendant de la famille hongroise des Kohâry monte sur le trône du Portugal. François Liszt y donne quelques concerts et il est acclamé par la cour et la ville. Enfin, après 1849, un vaisseau ayant à bord Louis Kossuth, partant pour l'exil, jette l'ancre dans la rade de Lisbonne.

L'Espagne est voisine de la Lusitanie ; Émile Castelar fut presque un contemporain de Kossuth, il lutta pour la même cause, pour la liberté et la démocratie. Faut-il donc s'étonner que l'opinion publique hongroise ait admiré l'homme d'État espagnol?

Dans une autre conférence, M. Baumgarten étudie les témoignages de cet enthousiasme qui perça même dans les journaux du juste milieu. On citait copieusement les discours parlementaires de Castelar, on traduisait ses œuvres esthétiques

et historiques, et le nombre des enfants qui reçurent au baptême le prénom d'Émile se multiplia d'une façon inquiétante. Quelques députés hongrois de l'extrême gauche osèrent envoyer une dépêche au protagoniste de la République et le féliciter. C'était une démonstration, un geste de fidélité aux idées de 1848, à l'idéal de Kossuth, une protestation contre le Compromis de 1867.

Nous ne quitterons pas les rivages de la Méditerranée avant d'avoir entendu la troisième conférence de M. Baumgarten : *Les hussards hongrois en Corse.* Il s'agit d'un épisode qui, en 1731, faillit déclencher la conflagration universelle. Les habitants de l'« île embaumée » s'étaient révoltés contre la république de Gênes qui exerçait les droits de souveraineté depuis le traité de 1559. Les Corses avaient d'excellentes raisons d'être mécontents et Gênes ne réussit point à rétablir l'ordre, à briser la révolte. Le sénat génois demanda donc à l'empereur-roi Charles une armée de renfort. Charles, rêvant peut-être encore à la couronne espagnole, peut-être voulant jouer un tour aux Bourbons dont la politique favorisait les révoltés, acquiesça à la demande de Gênes. Le prince Eugène de Savoie-Carignan essaya en vain d'opposer des arguments de bon sens à la volonté du souverain. Une armée expéditionnaire, dont firent partie des escadrons de hussards hongrois, fut envoyée en Corse. Là-bas les lauriers ne se cueillaient pas aussi facilement qu'on se l'imaginait : les Corses continuaient à résister et les soldats génois qui luttaient à côté des hussards ne valaient pas grand'chose. Il fallut envoyer encore de nouveaux régiments, de l'artillerie, verser encore du sang hongrois avant qu'on arrivât, en 1732, à terminer honorablement cette campagne.

O. Beaupin

L'Italie

La « Fiera Letteraria », la revue littéraire la plus connue de l'Italie, a organisé à Rome, en décembre 1946, une brillante réception en l'honneur des écrivains hongrois MM. Ladislas Cs. Szabó et Jules Illyés qui séjournaient alors dans la capitale italienne.

*

Dans le numéro de novembre-décembre 1945 de la revue *Cultura nel Mondo*, M. Fran Erjavec analyse sous le titre *Il Panslavismo romantico* les origines de cet important courant européen et les différents aspects qu'il a revêtus parmi les peuples slaves. C'est la littérature tchèque qui, la première, a fait siennes — d'après M. Erjavec — les idées panslavistes

nées de la littérature romantique allemande, et c'est la situation particulière de la Bohême, sa dépendance politique et la sujétion de ses peuples qui en ont déterminé les tendances en tant que mouvement politique. Les Tchèques croyaient trouver la voie de leur libération dans l'union des peuples slaves et dans leur alliance avec le puissant Empire russe. Les doctrines germano-tchèques du panslavisme romantique trouvèrent également un écho notable en Russie, malgré la divergence de conceptions qui séparait le gouvernement tzariste du cercle d'écrivains « slavophiles » appartenant à la jeune génération. Chez les autres peuples slaves, la protestation des revendications nationales prit partout la place de l'orientation russophile. Ainsi, conclut l'auteur, l'éveil du nationalisme s'effectue dans une large mesure, chez tous les peuples slaves, mais particulièrement chez ceux du Sud, sous l'influence des idées venues de Bohême. Néanmoins, ces derniers peuples n'adoptent pas l'idée de l'alliance politique avec la Russie, laquelle avait été reconnue nécessaire par les politiciens tchèques.

Il est regrettable que, dans son étude, l'auteur n'arrive pas toujours à se libérer de ses préjugés nationalistes.

M. Jászay

POLOGNE

Après la guerre polono-allemande un grand nombre de soldats et de civils polonais s'étaient réfugiés en territoire hongrois. Sur leur vie en Hongrie une intéressante brochure intitulée *Les réfugiés polonais en Hongrie pendant la guerre* (Budapest, 1946, 94 pages) vient de paraître. On y trouve des détails intéressants sur le sort des Polonais, l'attitude des autorités hongroises et les difficultés que les organes officiels eurent à surmonter pour soustraire ces pauvres réfugiés à leurs persécuteurs allemands. Environ 50.000 prisonniers de guerre polonais ont réussi à rejoindre, par l'entremise de la Hongrie et des autorités hongroises, les armées alliées. La brochure consacre des pages intéressantes à la vie culturelle des Polonais en Hongrie et à l'activité du lycée polonais de Hongrie qui était, comme l'on sait, pendant des années, la seule école secondaire de langue polonaise du monde entier.

*

Pendant la seconde guerre mondiale, l'intérêt de l'opinion publique et scientifique pour la Pologne s'est considérablement accru, particulièrement en Amérique et dans l'empire britannique.

En 1920 parut à Londres, dans la collection « Modern World Series » le *Poland* de Roman Dybowski. A partir de cette date, pendant un quart de siècle, aucun ouvrage documentaire détaillé n'a paru en langue anglaise sur la Pologne. Cette lacune vient d'être comblée par le *Poland*, rédigé en collaboration sous la direction de Bernardotte E. Schmitt (University of California Press, XIX. t., 500 p.). Les différentes parties de cet important ouvrage ont été écrites par des spécialistes polonais et américains et embrassent tous les domaines de la vie de l'État (pays et peuple, coulisses historiques, évolution politique, économique et sociale, évolution culturelle ; relations extérieures). Chaque chapitre est l'œuvre d'un spécialiste averti, souvent ancien dirigeant de la politique polonaise. L'ouvrage donne une idée complète de la situation de la Pologne entre les deux guerres ; il s'étend à tout ce qui peut intéresser le lecteur intelligent, depuis la production artistique jusqu'aux événements de la politique extérieure..

Dans un ouvrage intitulé *The Rise of Polish Democracy*, le professeur W. J. Rose étudie l'évolution de la démocratie polonaise (London, Bell and Sons, 1944, 248 p.). Il expose brièvement les facteurs historiques qui ont présidé au développement de la démocratie en Pologne ; puis il analyse d'une manière plus détaillée la société polonaise du XIXe siècle, qui se divisait alors en deux parties. La première était composée d'un groupe de révolutionnaires acharnés qui tentèrent l'impossible pour libérer et unifier leur pays ; la seconde était constituée par ceux qui transigèrent avec le sort et consacrèrent leurs efforts au développement de la civilisation matérielle et au progrès économique. Passant à l'histoire de la Pologne indépendante, il appuie particulièrement sur l'opposition des masses démocratiques et de la classe supérieure, qui penchait de plus en plus vers les formes totalitaires. Cet antagonisme, manifeste dans tous les domaines de la vie publique et politique, eut pour effet que les partis polonais qui aspiraient au totalitarisme ne purent jouer, dans la vie politique de la Pologne, un rôle aussi exclusif que dans les pays voisins. La critique apparaît également dans l'œuvre de M. Rose, lorsqu'il met en évidence les défauts de la politique minoritaire polonaise.

Dans un livre intitulé *Life and Culture of Poland reflected in Polish Literature* (New-York, Roy Publishers, 1944, 329 p.), M. Waclaw Lednicki, professeur à l'Université de California, présente les divers aspects de la vie et de la civilisation polonaise à travers les œuvres de ses grands écrivains. Il fait ressortir l'européanisme des grands auteurs polonais, mais dégage en même temps le caractère éminemment national de leur

production. A grand renfort de détails, il analyse leur contribution au développement de l'esprit européen. Le chapitre le plus intéressant est sans aucun doute celui qui traite de l'évolution de la classe intellectuelle polonaise et du rôle qu'elle a joué par le passé dans la vie politique du pays. Bien que la majorité de cette classe soit d'origine « szlachta », on y trouve également les fils des classes populaires. Une nouvelle formation sociale est née, qui a entièrement perdu son cachet nobiliaire. C'est cette couche intellectuelle — affirme l'auteur — qui a donné ses meilleurs fils à la Pologne et sur laquelle celle-ci pourra toujours compter.

Il faut signaler en outre le livre de Serge Konovalov *Russo-Polish Relations* (London, Cresset, 1945), sur les rapports russo-polonais ainsi que l'appréciation de Maria Kuncewiczowa sur la prose polonaise moderne (*Modern Polish Prose* ; Polish Publication Committee, 1945). Chez le même éditeur, a paru l'histoire de la littérature polonaise de W. J. Rose *(Polish Literature)*. Notons encore le livre de Tadée Mincer sur la question agraire en Pologne (*The Agrarian Problem in Poland*, London, Polish Research Center, 1944) ainsi que la brochure de Casimir Smorgorzewski sur la célèbre « ligne Curson » (*About the Curson Line* ; London, Free Europe, 1944). Relevons enfin l'exposé, court mais fort bien fait, d'Olgierd Górka (*Outline of Polish History* ; London, Alliance, 1945), et le livre de Lessek Kirkien sur le problème de la frontière russo-polonaise (*Russia, Poland and the Curson Line*. London, Caldra, 1944). *J. Perényi*

Relations franco-hongroises

La Société Franco-Hongroise de Budapest a fait paraître l'hebdomadaire *Nagyvilág* (Le Monde). Cette revue, dirigée par M. L. Gereblyés et publiée par la maison Cserépfalvi, informe le public hongrois non seulement sur le mouvement intellectuel et artistique de la France, mais encore sur celui des principaux pays étrangers. Dans chaque numéro, quelques pages d'anthologie sont consacrées à une des littératures contemporaines, contribuant ainsi d'une manière particulièrement heureuse à la naissance d'une véritable République des Lettres.

*

En présence de MM. Keresztury, ministre hongrois de l'Instruction Publique et François Gachot, attaché de Presse à la Légation de France, fut inaugurée, le 11 février 1947, à Budapest l'exposition de la Photographie Française.

*

M. Tristan Tzara, l'un des personnages éminents de la littérature française moderne, de passage à Budapest au cours d'un voyage dans les pays danubiens, a rendu visite, le 10 décembre 1946, à l'Institut Paul Teleki.

*

Le 9 décembre 1946, M. Tristan Tzara, le « pape du dadaïsme », répondant à une invitation de la Société Franco-Hongroise et de l'Alliance Française a fait au Club Forum une conférence sur l'origine révolutionnaire de la littérature française contemporaine.

*

Le 14 février 1947, M. Raymond Warnier, maître de conférences des universités a donné sous les auspices de la Société Franco-Hongroise et de l'Alliance Française une conférence sur « Stendhal révolutionnaire ». La conférence accentuait l'actualité révolutionnaire dans le décor pittoresque de la biographie de Stendhal et a indiqué quelques traits généraux de l'œuvre littéraire considérable que l'auteur a laissée à la postérité.

*

M. Raymond Warnier, délégué par la section universitaire du Ministère Français des Affaires Étrangères, est venu à Budapest pour fixer définitivement le texte de l'accord culturel franco-hongrois. Il a rendu plusieurs fois visite à l'Institut Paul Teleki, où il s'est entretenu avec les représentants de la vie intellectuelle hongroise.

Roumanie

M. Silviu Dragomir, ancien ministre des Nationalités de Roumanie, prépare, sous les auspices de l'Académie Roumaine, une importante publication de documents relatifs à l'histoire des Roumains de Transylvanie pendant la révolution hongroise de 1848—49 *(Studii şi documente privitoare la revoluţia Românilor din Transilvania în anii 1848—49)*, en six volumes, dont le matériel est puisé dans les collections de l'Académie Roumaine, de l'Association Transylvaine (Astra) et du Musée (Hongrois) de Transylvanie. L'éditeur est le spécialiste le plus qualifié dans les questions relatives à ces années si tourmentées de la vie transylvaine. Nous n'avons sous les yeux que les deux premiers volumes, publiés en 1943 et en 1944 ; dès que les autres auront paru, nous reviendrons sur cet

important ouvrage, qui laisse entrevoir les contours d'une histoire toute nouvelle de la révolution.

On nous signale encore une publication de documents traitant de la Transylvanie, ayant comme sujet la révolution de Horia, Closca et Crisan en 1784, éditée par l'Institut d'histoire nationale de l'Université de Cluj et préparée par M. David Prodan.

Tchécoslovaquie

A Bratislava, la Société Historique Slovaque vient de se constituer. M. Daniel Rapant, professeur à l'Université de Bratislava, a été élu président.

*

La majeure partie des archives de la Slovaquie a été épargnée par la guerre. Celles des familles des comtes Révay à Stavnicka (Kisselmec), des comtes Erdődy à Hlohovec (Galgóc), des comtes Pálffy à Červeny Kamen (Vöröskő) n'ont souffert aucun dommage. De même, aucune des grandes collections d'archives publiques et d'archives ecclésiastiques n'a subi de pertes.

*

Les déficiences du droit international, la labilité de sa terminologie ainsi que les diverses formes de l'abus des termes techniques qui sont devenues apparentes dans le cas tchécoslovaque, constituent le sujet du livre de M. Edouard Taborsky, *The Czechoslovak Cause* (London, H. F. and Witherby Ltd, 1944, 158 p.). L'ouvrage n'est qu'un essai, mais qui mérite pleinement notre attention. L'auteur passe en revue les principaux événements de la vie tchécoslovaque depuis l'accord de Munich, en passant par l'occupation de la Tchécoslovaquie, jusqu'à la conclusion du pacte d'amitié russo-tchécoslovaque en 1943, et en donne une appréciation au point de vue juridique. Il démontre la continuité légale qui existe entre l'ancien État tchécoslovaque et la République tchécoslovaque d'aujourd'hui. Bien que, dans certaines questions de détail, notamment en ce qui concerne les rapports hungaro-tchécoslovaques, nous ne soyons pas entièrement d'accord avec l'auteur (sur ce dernier point, en effet, l'œuvre de M. Taborsky révèle des erreurs et des lacunes flagrantes), il faut reconnaître que la structure de son étude autant que ses méthodes de travail sont exemplaires. *J. Perényi*

*

A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la mort de Jean Kollár, le Comité Slave a organisé une soirée à Moscou. Les conférenciers de la soirée étaient M. Zdeněk Nejedlý, professeur d'Université tchèque, et M. Alexandre Fadějev, érudit soviétique. Leurs conférences viennent de paraître sous le titre de Jan Kollár, en langue tchèque. Nejedlý souligne que le moment le plus significatif dans la vie de Kollár était son séjour à Iéna. C'est dans les milieux d'Iéna, imprégnés de l'atmosphère slave, pleins de haine contre les nations étrangères, que Kollár a puisé l'idée de la réciprocité slave qui, comme tendance de l'humanisme, était appelée à s'opposer au culte allemand de la force physique. Selon la conception de M. Nejedly, la réciprocité slave professée par Kollár signifiait l'union des forces de toutes les nations slaves, pour conserver à celles-ci leur personnalité. M. Fadejev a présenté Kollár comme poète des Slaves assujettis, qui attendait le secours non pas du tzar, mais de la nation russe. Les deux conférences contiennent encore différentes données concernant la vogue de Kollár en Russie et son importance au point de vue russe.

*

Organisée par l'Institut Britannique de Prague, une conférence a été faite tout récemment par M. Stephen Spender, l'excellent poète anglais, sur la poésie anglaise publiée de 1939 à 1945. « La communauté culturelle peut sauver le monde », a dit le poète britannique dans sa conférence. « L'accommodement spirituel nous conduit aussi à la compréhension politique. Il y a 15 ans, seule la littérature française et, dans une certaine mesure, la littérature allemande ont représenté pour nous, en Grande-Bretagne, la littérature européenne. Depuis, nos connaissances se sont élargies. Pendant les luttes menées contre Franco, nous avons fait la connaissance de la poésie espagnole moderne. Durant la guerre, nous avons lutté pour les nations subjuguées. Le résultat de cette lutte est la rencontre des cultures. Nous nous sommes tendu réciproquement la main parmi les ruines, et la plus grande union que l'histoire ait jamais connue, a vu le jour. » Spender parla ensuite des rapports entre la littérature tchèque et la littérature anglaise. Il fit connaître les projets de l'Unesco concernant l'échange des produits culturels des différentes nations. En parlant de la littérature anglaise, il souligna que la guerre n'avait pas trouvé dans la littérature anglaise un véritable écho. Pendant la guerre, la poésie anglaise a fait entendre surtout des accents pacifistes.

*

D'après des notes de fichier, la 3e section du ministère tchécoslovaque de l'information a mené à bien la statistique des traductions tchèques d'éditions russes. On y voit nettement qu'au cours de l'année 1945 on a autorisé 187 traductions, dont 133 ont paru. En 1946, le nombre des traductions autorisées était de 156, dont 145 ont été publiées. Durant les années 1945 et 1946, on a donc autorisé au total 346 traductions du russe en tchèque et publié 278 livres. La plupart de ces ouvrages rentrent dans le domaine de la littérature scientifique (politique, sociologie, économie nationale), mais le roman et la poésie sont aussi représentés dans une mesure notable. Parmi les ouvrages didactiques, le lecteur tchèque fit en premier lieu la connaissance des ouvrages de Staline, dont l'ouvrage consacré à « la grande guerre de l'Union Soviétique pour la défense de la patrie » a atteint un tirage maximum. Il a été publié en 100.000 exemplaires. Le même nombre d'exemplaires a été réservé à l'histoire du parti communiste soviétique. Puis viennent la Constitution de l'Union Soviétique (30.000), les œuvres de Lénine et la littérature relative à Lénine. Dans le domaine des belles-lettres, c'est le Don silencieux de Solochov qui a obtenu le plus grand succès (30.000).

*

Dans ces derniers temps, la vie intellectuelle tchèque commémora le soixante-dixième anniversaire de la mort du grand historien tchèque, François Palacký. Parmi les discours qui ont été prononcés à l'occasion de cet anniversaire, on a remarqué tout particulièrement la conférence de M. Rudolf Urbanek, professeur de l'Université Masaryk, qui établit un parallèle entre Charles IV et François Palacký. Dans son aperçu critique, il caractérisa le grand historien comme celui qui tenait sans cesse en éveil la conscience nationale tchèque. A propos de la révision du problème Palacký, il proclame que la génération actuelle ne doit pas falsifier la doctrine du grand historien. Parmi les ouvrages de Palacký, c'est la partie historique qui est la plus importante pour la vie tchèque d'aujourd'hui. Vient ensuite son programme politique. Le plus grand mérite de Palacký réside dans la conception des luttes hussites, avec laquelle il a contribué de façon extraordinaire au développement de la conscience de la nation tchèque et réussi à mettre en relief les traits du caractère national tchèque. Son autre grande valeur consiste en ce qu'il a souligné l'égalité et l'autonomie de toutes les nations, idée qui, tout récemment, a reparu dans le principe des nations de pouvoir disposer d'elles-mêmes.

*

Il y a cent ans que naquit, le 19 janvier 1847, Josef Ladislav Píč, conservateur pendant de longues années du département préhistorique du Musée Tchèque, professeur d'histoire autrichienne et slave à l'Université Charles à Prague. Píč occupe une place importante dans la science historique tchèque. Dans les années 70 du siècle dernier, il était un des érudits tchèques qui recherchaient l'histoire des Slaves comme un tout homogène. Ce fut entre 1875 et 1877 qu'il publia à Saint-Pétersbourg, dans le « Sborník slavjanský », un aperçu de l'histoire slave. C'est à son nom que s'attache la composition de la première histoire russe en langue tchèque. Plus tard, Píč se consacra entièrement aux recherches archéologiques. Il écrivit en six volumes les « Antiquités » de la Bohême et un aperçu de l'archéologie tchèque. Dans ces ouvrages il a soutenu que le berceau des Slaves devait être cherché dans la Germanie orientale. A l'époque, sa conception ne fut pas admise ; mais aujourd'hui, plusieurs représentants éminents de la préhistoire et de la linguistique (Kostrzewsky, Lehr-Spławiński, Filir) reviennent à la conception de Píč. Il se suicida en 1911, parce que, dans l'affaire des manuscrits de Königinhof, il n'avait pas réussi à obtenir sa réhabilitation.

A. Kovács

U. R. S. S.

M. S. Baumgarten, dans une conférence radiodiffusée, refit le chemin que le prince Anatole Demidoff avait parcouru en Hongrie, au cours de l'année 1837. Le voyageur russe, accompagné de savants français et de Raffet, peintre des gloires napoléoniennes, nota dans ses carnets maintes scènes de la vie populaire et il essaya de voir clair dans la politique hongroise.

Demidoff explora la Hongrie en quelques jours; un gentilhomme hongrois de la ville de Komárom, Jean Besse, accomplit son voyage en Crimée et dans le Caucase en savant consciencieux — comme nous l'apprenons par une autre conférence de M. Baumgarten. Il voulait retrouver le berceau de ses aïeux. Si ses hypothèses linguistiques nous font sourire, nous devons reconnaître qu'il devina parfois juste, qu'il ne craignait aucune fatigue et qu'il a ajouté à nos connaissances ethnographiques.

Xavier d'Abry

Folyer
O.233.
238
57

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

XXVe ANNÉE

1947



NOUVELLE SÉRIE TOME V N° 2

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard St Germain. Paris

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL

ALEXANDRE ECKHARDT

DIRECTEUR

DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDACTEUR GÉRANT

COLOMAN BENDA

SECRÉTAIRE

LADISLAS KENYERES

PARAISSANT QUATRE FOIS PAR AN

La « REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE »

publie des études d'histoire comparée des peuples danubiens. Elle ouvre ses colonnes à la collaboration du monde savant de toutes les nations et, par là, elle espère contribuer utilement à l'historiographie des moyens et petits peuples de la région danubienne.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

25 frs. suisses

Toute correspondance doit être adressée à

L'INSTITUT PAUL TELEKI D'ÉTUDES DANUBIENNES

(Eszterházy-utca 26. Budapest VIIIe)

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

SOMMAIRE

Pages

M. Jászay : *Mazzini et les peuples danubiens* 147

É. Szabó : *Les grands domaines en Hongrie au début des temps modernes* 167

É. Csapláros : *La révolution de Cracovie de 1846 et la Hongrie* 193

P. Bouteiller : *Émile Pillias, 1905—1940* 204

É. Pillias : *Josepha-Charlotte, la dernière des Rákóczi* 208

DOCUMENTS

J. E. Choisy : *Genève et la Hongrie protestante* 219

COMPTES RENDUS CRITIQUES

A. Angyal—J. Harmatta—Z. I. Tóth : *Europe Orientale* (É. Bibó, *La misère des petits États de l'Europe orientale.* — G. Vernadsky, *Ancient-Russia.* — N. Voronin, *Anciennes villes de Russie)* 225

É. Holzmair : *Histoire de l'Autriche* (A. Loehr, *Österreichische Geldgeschichte)* 237

H. Marc-Bonnet : *Pologne et Russie* (É. Krakowski, *Pologne et Russie)* 238

Cs. Csapodi—J. Mérei : *Histoire de la Hongrie* (S. Domanovszky, *La vie du palatin Joseph.* — S. Juhász Nagy, *Histoire de le révolution hongroise d'octobre)* 240

L. Makkai : *Histoire de la Roumanie* (C. Kormos, *Rumania)* 245

C. Benda—Z. I. Tóth : *Histoire de la Transylvanie* (R. Kutschera, *Les gouverneurs de la Transylvanie 1691—1774.* — H. Klima, *Les gouverneurs de la Transylvanie, 1774—1867.* — E. Veress, *La correspondance d'Étienne Báthory)* 247

J. Ravasz : *Les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire* 251

MTA KÖNYVTÁRA

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

La semaine de la Culture Roumaine à Budapest (L. Gáldi) 255 — *Autriche* 258 — *Les Balkans* (J. Szentkirályi—M. Jászay) 258 — *Benjamin Kállay* (L. Hadrovics) 260 — *Les États-Unis d'Amérique* (J. Szentkirályi) 265 — *Les problèmes du style baroque* (S. Baumgarten) 266 — *La Grande-Bretagne et la Hongrie* 268 — *Hongrie* 269 — *Pologne. Livres et Revues* (É. Csapláros) 270 — *Relations franco-hongroises* 273 — *La Suède* 276 — *La Suisse* 277 — *La Tchécoslovaquie* (A. Kovács) 277 — *Svétozár Hourban Vaianszky* (Ch.Vigh) 278 — *La Turquie* 280 — *L'U.R.S.S. et la Hongrie* 284 — *Congrès des juristes autrichiens et hongrois à Budapest* (É. Zajtay) 284 — *Le droit d'après-guerre* (B. Csánk—É. Zajtay) 283.

Les articles publiés dans la RHC ne représentent pas nécessairement l'opinion de la Rédaction
Responsable: C. Benda

472008. — Imprimerie de la S. A. Athenaeum, Budapest
Responsable pour l'impression: Th. Gorszky, directeur

MAZZINI
ET LES PEUPLES DANUBIENS

I.

La « Giovine Italia »

Parmi les grandes figures de la vie politique du siècle passé, il convient de réserver une place spéciale à Joseph Mazzini, inspirateur du Risorgimento italien et apôtre de la liberté européenne. C'est grâce à la connaissance des problèmes des diverses nationalités qu'il parvint à formuler son programme concernant non seulement l'Italie, mais l'ensemble de l'humanité.

En 1831, après plusieurs mois de prison, il fut expulsé de Gênes, sa ville natale, où il avait été compromis par sa participation au mouvement des carbonari. Cette activité n'avait pourtant été qu'un incident peu important de l'évolution politique: l'action révolutionnaire des carbonari qui manquait d'un programme cohérent et, par conséquent, d'unité et ne visait que des buts plutôt négatifs, n'était point faite pour le contenter. Dès la première année de son exil, il organisa à Marseille, en avril 1831, la société « Giovine Italia » qui annonça de façon nette et décisive ses aspirations : créer « l'Italie unie, indépendante et libre, ayant Rome pour capitale ». La « Giovine Italia » allait devenir « une assocation fraternelle des Italiens qui avaient foi dans la loi du progrès et du devoir ».[1] Ses membres se proposaient de jeter les bases d'une nation italienne composée d'individus libres et

[1] « Fratellanza di Italiani che credono in una legge di progresso e di dovere. » Cité par Gwilym O. Griffith, *Mazzini profeta di una nuova Europa*. Bari, 1935, p. 85.

égaux. Bientôt le mysticisme idéaliste de Mazzini fit de ce programme un credo dont la mise en pratique fut exigée avec toute la ferveur d'une mission apostolique. La liberté et l'égalité qui n'admettaient que l'existence du peuple, à l'exclusion de toute différence de classe sociale, n'était pourtant qu'un moyen de servir la cause de l'humanité. Entre celle-ci et l'individu, Mazzini voyait se dessiner les contours de la nation qu'il considérait comme l'union des masses ayant un passé commun, une langue et des traditions communes. C'est à la nation qu'incombait, selon lui, la réalisation des grands buts humanitaires : du Progrès, avant tout.[1] A son avis, il ne faut voir dans le fait que les peuples européens reprirent conscience d'eux-mêmes que l'épanouissement d'une idée commune.[2]

Ces mouvements nationaux mirent l'absolutisme princier et sa manifestation, la tyrannie, dans une situation de plus en plus pénible. On considérait l'absolutisme comme une fatale entrave du progrès et de toute aspiration à la liberté. Mazzini embrassait d'un regard compréhensif et compatissant tous les peuples opprimés : leur sort avait tant de ressemblance avec celui de l'Italie ! Le programme de la « Giovine Italia » ne pouvait-il pas être adopté par les nationalistes des autres pays? Ne luttaient-ils pas tous pour les mêmes buts? « J'étais tenté, écrit Mazzini, par l'idée de rattacher la cause de l'Italie à celle des autres nations opprimées et de hisser sur nos Alpes le drapeau de la

[1] Pour les idées fondamentales de la doctrine mazzinienne v. F. de Sanctis, *Mazzini*. Bar, 1928 ; L. Salvatorelli, *Il pensiero politico italiano dal 1700 al 1870*. Torino, 1941 ; G. Bertacchi, *Mazzini*. G. O. Griffith, *op. cit.*, etc.

[2] « Le progrès humain, l'égalité, l'association, voilà l'idée qui couve sous la cendre de toutes les révolutions, voilà la nécessité qui les presse. D'une extrémité de l'Europe à l'autre, elle étend son empire. Après avoir triomphé en France, elle est en pleine effervescence dans le sud, en Italie ; c'est elle qui oblige le tyran d'Espagne à d'importantes concessions et s'emparera du Portugal. Elle s'est répandue dans l'Europe centrale et septentrionale, mine le pouvoir de la diète en Allemagne, agit en Bohême, fait son apparition tumultueuse en Hongrie ; ensuite, gagnant la cause de la réforme, s'introduit en Angleterre, secoue l'Irlande, sème les germes de la conspiration dans l'armée russe, pousse à la guerre les deux fils les plus puissants de Mohamed et hisse le drapeau de la civilisation européenne sur les côtes de l'Afrique. » Mazzini, *Scritti*, Ed. Nazionale, t. III, p. 147—48.

fraternité européenne.».[1] En Suisse, pendant les premières années de son exil, Mazzini rêvait même à une sorte de collège dont les membres auraient à étudier les aspects sociaux et économiques de ce grand mouvement européen ; ils étudieraient la langue, l'histoire et les origines des divers peuples pour connaître leur mission nationale et pour déterminer leur rôle dans « la nouvelle Europe des peuples ». En outre, il prit contact avec des émigrés polonais, allemands et français, auxquels il demanda des renseignements détaillés sur leurs pays d'origine. On échangea des projets et on discuta longuement les possibilités d'assistance mutuelle. Grâce à ces efforts, la « Giovine Italia » devint bientôt une association européenne, dont l'esprit de fraternité poussait à la lutte commune tous les peuples opprimés. Dès 1834, Mazzini et ses compagnons commencent à recruter des volontaires polonais, allemands, français, etc. On compte pénétrer en Savoie et y attiser la flamme de la révolution qui, de là, gagnera toute l'Italie et les autres pays de l'Europe. Ces projets ne sont pas couronnés de succès, mais l'échec momentané ne déroute point les rêveurs : c'est dans une proclamation solennelle que Mazzini exprime sa foi dans l'immortalité de la « Giovine Italia ».[2] Son journal, qui porte le même titre, est également mis au service de l'Europe nouvelle où les peuples, groupés en unité démocratique, ne subiront plus aucune contrainte : ils y développeront en pleine liberté leurs aspirations naturelles, issues de leurs particularités nationales. Et l'œil de Mazzini ne cesse de scruter l'Europe : il se familiarise avec les peuples les plus divers et s'initie à leur tempérament pour savoir ce qu'il en peut attendre à un moment donné. La cause qu'il avait faite sienne n'est plus limitée à l'Italie : elle est si vaste qu'il n'est plus possible de la considérer du point de vue d'un seul peuple. De l'avis de Mazzini, dès lors que nous avons reconnu la justesse d'une idée, nous avons l'obligation morale de lutter de toutes nos forces pour elle. Le grand héros de la liberté est franchement idéaliste : hostile à tout essai de compromis, il ne se laisse influencer ni par les événements ni par des motifs personnels.

[1] *Ibid.*, p. 107.
[2] Griffith, *op. cit.* p. 104.

Toutefois son programme européen, si vaste qu'il fût, ne lui faisait jamais oublier ses devoirs de patriote italien. C'est contre l'Autriche qu'il devait lutter pour rendre sa patrie indépendante. Mais comment la domination autrichienne pourrait-elle être évincée de la péninsule? Loin de compter sur l'appui de puissances étrangères, il n'avait que du mépris pour ceux qui mettaient leur espoir uniquement dans les promesses d'autres gouvernements. Il n'avait rien à attendre non plus du Piémont, quoique ce fût l'unique État italien qui poursuivît une politique nationale depuis des siècles. Quant au régime de la maison de Savoie, c'était l'absolutisme caractérisé par la prédominance de la police, donc un régime franchement hostile au progrès, aux réformes et à la liberté de la pensée. Un gouvernement qui l'avait expulsé de sa patrie, ne pouvait jamais passer à ses yeux pour le champion de la liberté et quoique, en 1831, il adressât une lettre enthousiaste à Charles-Albert qu'on venait de couronner, et qu'il l'exhortât à rompre avec la politique de ses prédécesseurs et à servir la cause de l'Italie unie, il fut vite déçu. Le roi ne répondit pas aux espoirs qu'avait fait naître sa personne, ce qui fut un motif de plus pour raffermir l'attitude républicaine de Mazzini. A son avis, seul le peuple italien était capable de conquérir l'indépendance de sa patrie, ce qui n'excluait naturellement pas une étroite collaboration des Italiens avec d'autres peuples qui se trouvaient dans une situation analogue : si plusieurs peuples s'attaquaient à la fois à une puissance aussi redoutable que l'Autriche, cela faciliterait grandement la victoire de la cause italienne. Voilà, en quelques mots, la conception qui faisait tourner le regard de Mazzini vers les peuples de la monarchie des Habsbourgs.

La Hongrie

Déjà la révolution polonaise de 1830 l'avait rempli d'enthousiasme. Après la défaite de ce mouvement, ses sympathies le poussèrent aussitôt à se mettre en contact avec les émigrés polonais et à soutenir leur cause dans des articles pleins d'ardeur et de compassion. Au moment où

Kossuth et Kölcsey, dans leurs discours prononcés à la diète hongroise, exprimèrent leur sympathie pour les Polonais et leur reconnurent le droit à l'indépendance, Mazzini fut vivement impressionné par cette attitude amicale à l'égard de la Pologne révolutionnaire.[1] En 1833, il alla encore plus loin et fit pour la Hongrie ce qu'il n'avait encore fait pour ancun autre pays étranger : il lui consacra un long article dans les colonnes de la « Giovine Italia ».

Mazzini avait parfaitement conscience qu'il allait aborder un sujet bien délicat. Les siècles d'oppression et les fréquentes invasions avaient inspiré aux Italiens une haine si implacable qu'ils étaient enclins à ranger parmi leurs ennemis tous ceux qui n'habitaient pas la péninsule. Il a la ferme conviction qu'une collaboration efficace ne sera possible qu'après l'abolition de la tyrannie et la victoire de la liberté ; mais, à son avis, il serait injuste d'étendre cette xénophobie et cet esprit de revanche aussi aux peuples qui, hostiles à leur gouvernement, salueraient avec enthousiasme un soulèvement en Italie. Pour les champions de la démocratie, ajoute Mazzini, l'idée de liberté prévaut sur celle de patrie, et l'homme passe avant le citoyen. Dans l'Europe entière, une lutte gigantesque est engagée entre deux principes, entre deux sytèmes de gouvernement : d'un côté, on voit les souverains qui défendent avec acharnement le statu quo de 1815 ; de l'autre, les peuples épris de liberté qui ont déjà conscience de leur droit à une existence nationale. Dans cette immense alliance, il ne peut plus être question d'étrangers et celui qui s'isole, refuse d'entendre la voix de l'époque. La peur folle qu'on a de l'Autriche, s'explique par le fait qu'on ne tient pas compte des autres peuples de cet empire : on oublie qu'ils ne font qu'attendre le signal de l'attaque générale.

> « . . . Les parties constitutives de la monarchie sont hétérogènes . . . là où vous jetez un regard d'angoisse et de haine, vous pourriez retrouver les ennemis de l'Autriche, des peuples réduits à l'esclavage comme vous : ils aspirent à l'insurrection comme vous et ils sont aussi exaspérés que vous des outrages qu'ils ont subis et de la spoliation de leurs droits . . . Le premier de ces peuples outragés et

[1] *Scritti*, t. II, p. 258.

assoiffés de vengeance qui osera faire le geste vengeur donnera aussi le signal de la destruction de l'Autriche . . . »[1]

Mazzini voulait que les partisans de la « Giovine Italia » s'initiassent sans rancune et objectivement aux choses de la Hongrie que l'on avait jusque-là considérée comme un domaine féodal impérial qui fournissait des milliers de soldats à l'Autriche. On ne connaissait ni sa géographie — dit Mazzini — ni les données statistiques la concernant. Quant à son histoire, elle n'était connue que d'un ou deux savants et seule l'opinion favorable de Voltaire jouissait d'une certaine popularité. Avec des données si éparses, Mazzini aboutit à une conclusion qui est aussi optimiste, pour ce qui concerne l'avenir de la Hongrie nouvelle, que l'opinion publique hongroise de l'époque sur la même question.

« La Hongrie, territoire d'une production abondante, habité par un peuple fort et laborieux, facilement accessible même par mer, vu la proximité de l'Adriatique est, selon nous, un facteur politique important en Europe . . . Si l'on se rappelle que ce fut le champ de bataille où se décida la grande lutte entre les migrations venant de l'Orient et les peuples établis en Occident, et que l'on remarque sur le visage de ses habitants un caractère guerrier, c'est-à-dire un reflet de l'orgueil national que trois siècles d'oppression n'ont point suffi à faire disparaître, on est captivé par l'idée que l'humanité a une mission à confier à cette terre : loin d'avoir été comme une simple barrière contre la poussée des Turcs pour être rayée ensuite de la carte politique de l'Europe, elle n'est entravée dans son développement que par sa fausse position (falsa posizione) et par son rattachement forcé à un groupe hétérogène, foncièrement différent de son ethnie primitive. Rien qu'à voir son attitude fière, belliqueuse et solennelle, la jalousie avec laquelle elle garde son idiome ancestral et son habitude de considérer la Diète comme un champ de bataille, on dirait un guerrier tenant les brides de son destrier et attendant l'appel de l'humanité ».[2]

Mazzini n'avait aucun doute quant à la résurrection de la Hongrie ; cette conviction, il la fondait non seulement sur ses sentiments personnels ou ses renseignements,[3] mais

[1] *Ibid.*, t. III, p. 95—96.
[2] *Ibid.*, t. III, p. 96—97.
[3] Voici ce qu'écrivit à Mazzini, en 1832, un officier italien qui était en garnison dans la Hongrie méridionale, probablement à Szeged : « La Hongrie n'est pas moins opprimée et réduite à l'esclavage que la pauvre Italie et les Hongrois le savent bien ; c'est pourquoi ils se sont révoltés à

encore sur le témoignage de l'histoire. Les remarques dont il accompagne les événements de Hongrie depuis le prince Géza jusqu'à son époque, font preuve d'une étude patiente de ces questions. Il semble être frappé surtout par deux faits caractéristiques : d'une part, par les origines lointaines de l'organisation de l'État et des institutions publiques, d'autre part, par la royauté élective. C'est dans l'attachement aux institutions ancestrales qu'il voit la meilleure garantie du redressement national : cet esprit conservateur et le droit de libre élection sont à ses yeux autant de manifestations du respect des traditions et de la persévérance. « Il n'est pas trop risqué de les considérer comme les gages sûrs d'un brillant avenir. »[1]

Quant à la domination des Habsbourgs pendant trois siècles, il n'y voit qu'une lutte incessante de l'absolutisme et des aspirations du peuple hongrois à la liberté.[2] A partir du moment, écrit-il, où les Hongrois présentèrent la couronne à Ferdinand Ier, ils n'eurent plus de tranquillité. La série des injustices commença par la violation de la liber-

plusieurs reprises contre la maison d'Autriche et si, une fois, ils ont prêté leur appui au trône chancelant de Marie-Thérèse, ce geste leur a été suggéré non par l'attachement au gouvernement, mais uniquement par la pitié pour une femme malheureuse. On se résigne à porter le joug tyrannique du régime de l'empereur François, mais les cœurs sont pleins de l'esprit de révolte ... Toutes les classes sociales se préparent visiblement à se débarrasser de ce joug et la moindre étincelle suffira pour faire de la paille un volcan qui anéantira la domination autrichienne. » *(Scritti*, t. III, p. 123.)

[1] *Ibid.*, t. III, p. 102.

[2] Il est curieux de signaler à ce propos l'opuscule rédigé en 1849 par un contemporain de Mazzini, le Piémontais A. Borella (Les champions de la cause hongroise). Borella prétend avoir étudié tous les détails de la question pour en avoir une idée nette et précise. Il passe en revue les événements de l'histoire de la Hongrie et fait, après quelques erreurs assez grossières, la remarque suivante : « Ferdinand devait prêter serment sur la constitution et les lois ; il devait déclarer que le seul lien de la Hongrie avec les provinces héréditaires autrichiennes était constitué par l'identité du souverain et que même désormais on procéderait à l'élection libre du roi. Lui et ses successeurs respectèrent ces déclarations avec une fidélité si rigoureuse que la Hongrie, animée d'un profond attachement à l'égard de la dynastie, décida, en 1687, de rendre la succession au trône héréditaire pour la maison de Habsbourg. Pour démontrer l'excellente atmosphère d'entente qui régnait toujours entre les Hongrois et l'empereur d'Autriche, il suffit de renvoyer au cas de Marie-Thérèse en 1742 » (*op. cit.*, p. 11—12).

té religieuse pour s'étendre par la suite aux libertés civiles et politiques. Ce fut la cause des nombreuses guerres d'indépendance qui donnèrent lieu à des répressions impitoyables. Les guerres incessantes contre les Turcs qui firent couler tant de sang, ne valurent pas aux Hongrois une ombre de reconnaissance ; leur nom ne fut même pas mentionné dans les traités de paix. Au XVIIIe siècle, ils sauvèrent à trois reprises la maison de Habsbourg ; en récompense, celle-ci transforma leur pays en une province autrichienne qui n'eut à jouer aucun rôle dans la politique européenne. Mazzini voit cette période de l'histoire hongroise sous des couleurs si sombres qu'il va jusqu'à lancer l'idée suivante : la Hongrie aurait peut-être gagné, si elle s'était rangée du côté des Ottomans . . . La raison par laquelle il essaie de motiver l'impossibilité d'une pareille attitude, est que l'esprit qui gouverne le monde ne permet pas que l'immobilité orientale prenne le dessus sur les principes occidentaux du progrès humain. Il juge pourtant nécessaire d'ajouter que la misère des Hongrois n'est pas due à leur résignation ; ils n'avaient cédé qu' à la force brutale et leur mécontentement se révéla par des révoltes que les forces autrichiennes, profitant de leur supériorité numérique, étouffèrent dans le sang. A propos du XVIIIe siècle, Mazzini parle aussi de l'insurrection de François II Rákóczi, de l'échec des réformes absolutistes de Joseph II, des compromis proposés par Léopold II pour conclure dans les termes que voici :

> « Quand un peuple, à travers tant d'années et de péripéties, a si vivement gardé l'idée de l'indépendance, protestant sans cesse contre la violation de ses droits, il n'est pas téméraire de dire que ce peuple ressuscitera. Quand la vivacité et la fierté de l'esprit national vont de pair avec le stimulant des intérêts matériels contrecarrés par une domination étrangère, on peut affirmer, à n'en point douter, que la résurrection est proche. »[1]

Mazzini consacre quelques réflexions aussi à la structure de la société hongroise.

> Il constate que le pouvoir est encore aux mains des aristocrates et du clergé, et que la cour, conformément à ses principes invétérés, tâche d'envenimer les conflits d'ordre

[1] *Scritti*, t. III, p. 108.

social. Malgré ces difficultés, ajoute-t-il, le pays s'est déjà engagé dans la voie des réformes et rien ne peut arrêter leur progrès. Le mouvement national est actuellement dirigé par la petite noblesse, mais il commence déjà à gagner aussi l'aristocratie et la bourgeoisie. Quand l'appel se fera entendre, la nation y répondra d'une voix unanime. Ensuite, il essaie de défendre la civilisation hongroise contre l'accusation de barbarie. Sans considérer les autres faits, répond-il, même la liberté religieuse qu'on avait toujours respectée, malgré la pression impériale, suffit à prouver le contraire, de même l'état avancé des réformes chrétiennes.

L'avenir de l'Europe danubienne

En conclusion, Mazzini fait ressortir, une fois de plus, sa ferme conviction que la Hongrie se débarrassera bientôt de ses oppresseurs pour prendre une part active à la vie européenne. Quel rôle aura-telle à jouer dans l'Europe nouvelle et libre qui naîtra à la suite des mouvements nationalistes? C'est aux nations jeunes et fortes, déclare-t-il aussitôt, qu'incombe le devoir de maintenir l'équilibre (balance of power) et c'est dans ce domaine que la Hongrie aura une importante mission à remplir.

Le plus grand danger que Mazzini voit surgir à l'horizon européen de ces temps-là est la menace du tzarisme et ses tendances impérialistes qui visent à anéantir la liberté des peuples. Grâce à son alliance avec les souverains d'Autriche et de Prusse, le tzar avait déjà brisé les aspirations de la Pologne à la liberté, et étendu, directement ou indirectement, sa domination sur la Moldavie, la Valachie, la Bosnie, la Bulgarie et la Serbie. Après ces conquêtes, ajoute Mazzini, il veut arriver, à travers la péninsule balkanique, au bord de l'Adriatique et s'emparer, d'une manière ou d'une autre, même de la Hongrie et de la Transylvanie. Contre ces velléités impérialistes qui mettent non seulement l'idéologie panslaviste, mais encore près de 100 millions de Russes au service de leurs buts, l'Autriche menacée de décomposition et les gouvernements rivaux et non moins réactionnaires des États européens se révélaient impussissants. L'Europe nouvelle aura donc pour but d'en finir d'abord avec les puissances absolutistes, grandes ou petites et de s'opposer ensuite au régime du tzarisme.

Dans cette lutte gigantesque, écrit Mazzini, les drapeaux de la Hongrie se rangeront auprès de ceux des nations européennes. Il considère comme décisif pour les peuples du sud-est européen le fait que la Hongrie, affaiblie par les longues luttes s'était donnée à l'Autriche lorsque l'Empire ottoman commença à décliner. S'il n'en eût pas été ainsi, » les principautés détachées de la partie nord de l'Empire ottoman, au lieu d'augmenter la puissance de la Russie, eussent pu s'associer à la Hongrie, à laquelle elles sont attachées par leurs intérêts immédiats. La Hongrie pourrait représenter le noyau d'une organisation politique sur laquelle s'appuieront un jour toutes les provinces subjuguées par le tzar. Pourquoi ces événements n'auraient-ils pas lieu? Pourquoi ceux qui luttent pour la liberté et la sécurité européennes ne pourraient-ils proposer l'arrangement que le destin nous avait jadis refusé, aujourd'hui même, quand l'éveil général des nations donne déjà lieu à la réalisation de tous les projets de vaste envergure . . . »

« Il est certain que toute la grandeur solennelle de la Hongrie brillerait derechef dans le monde européen si ce pays, encore isolé par l'effet de la tyrannie autrichienne, se décidait à se lever en tenant bien haut le flambeau de la culture. Il est certain que les perspectives d'un meilleur avenir s'ouvriraient devant la Hongrie, si elle se sacrait reine du Danube, pour s'opposer fièrement à l'impérialisme des tzars et pour attirer dans son orbite tous les peuples qui l'entourent au sud et à l'ouest. Elle serait une planète autour de laquelle tourneraient, en satellites politiques, les peuples ayant pour artère principale de leur communication interne le Danube, c'est-à-dire ce fleuve dont un si grand secteur se trouve sur le territoire de la Hongrie. La Moldavie, la Valachie, la Bulgarie, la Serbie et même la Bosnie se grouperaient autour de la Hongrie dès que celle-ci se déclarerait le centre d'une fédération libre. »[1]

Mazzini est d'avis que l'Europe ne marche plus vers le morcellement progressif : les nouvelles tendances ont pour but de favoriser plutôt l'union des peuples par la création de puissants blocs politiques. Et quel pays mériterait mieux que la Hongrie d'être le centre des pays danubiens — demande-t-il.? Le royaume d'Illyrie est condamné à rester une simple dénomination, tandis que « la Hongrie est prédestinée à ce rôle aussi bien par ses traditions que par sa position géographique et ses routes de communication » ; ce qu'il lui faudrait encore, c'est le débouché sur l'Adriatique.

[1] *Ibid.*, t. III, p. 116—17.

« Si la Hongrie, écrit Mazzini, qui ne cache nullement qu'il serait disposé à lui accorder même la Dalmatie — récupérait le littoral de l'Adriatique, elle s'assurerait par là un contact permanent avec l'Italie. Dans le cas où l'immobilité du littoral de l'Adriatique serait rompue, l'Italie indépendante pourrait offrir à la Hongrie indépendante le secours de son commerce à travers un bras de mer qu'il serait difficile de comparer à un des grands fleuves américains et qui, ... constituerait la seule barrière entre les deux pays ».[1]

En conséquence, la nouvelle Hongrie posséderait un territoire très étendu : tendant la main aussi bien à la Pologne ressuscitée sous le signe de la liberté qu'à l'Italie unie, elle se ferait la gardienne de la paix dans l'Europe orientale.[2] Mazzini donc identifie la Hongrie historique à l'État hongrois national de l'avenir ; ainsi il nourrit les mêmes illusions, que ses contemporains, les Hongrois nationalistes.

II

Les peuples slaves

Dans l'article que nous venons de citer, Mazzini n'aborde pas encore le problème des nationalités. Son attention est absorbée par l'opposition commune des peuples de la Monarchie aux forces de l'oppression ; il ne signale pas les tendances et les conflits d'intérêts des nationalités. Quand, dans son enthousiasme, il place la Hongrie à la tête des peuples de l'Europe centrale et orientale, lui attribuant même le littoral de l'Adriatique, il ne tient nul compte des difficultés qui pourraient être soulevées par d'autres puissances que l'Autriche. Quelques années plus tard, le mouvement de plus en plus intense des peuples slaves lui donnera pourtant à réfléchir : c'est le moment décisif où il prend conscience du fait que, même détachés de l'Autriche, les peuples de la Monarchie n'auront pas ipso facto résolu tous les problèmes de leur avenir politique. Dès lors Mazzini est amené à reconnaître qu'il existe un abîme de plus en plus profond entre la Hongrie historique et les peuples voisins.

[1] *Ibid.*, t. III, p. 117.

[2] On retrouve des idées analogues sur le rôle de la Hongrie dans les écrits d'un disciple de Mazzini, le Vénitien Emilio Bandiera qui, en 1844, sera fusillé avec son frère pour avoir participé à une tentative de révolte dans l'Italie méridionale. Cf. Mazzini, *Scritti*, t. XXXI, p. 26.

« Parmi les Slaves du sud, écrit-il en 1844, on constate depuis longtemps l'éveil du sentiment national ; au cours des dernières années, ce sentiment est sorti du domaine littéraire pour passer à l'action politique. Par suite de ce réveil en Hongrie où les Slaves vivent dans un état d'infériorité sociale, on retrouve actuellement entre Slaves et Hongrois les mêmes luttes qui, il y a vingt ans, avaient opposé les Hongrois aux Allemands.[1]

A partir de cette époque, Mazzini s'intéresse vivement à la littérature des peuples slaves. Déjà, en Suisse, il avait fait la connaissance du poète anglais Sir J. Bowring, dont le recueil de chansons tchèques jouissait d'une très grande popularité. Nous avons signalé plus haut sa sympathie pour les Polonais ; et d'autre part, n'oublions pas que Miczkiewicz qui, dès 1840, faisait des cours au Collège de France, prêchait la cause de tous les peuples slaves. de Quand Mazzini s'intéressait à quelque chose, il ne se contentait jamais d'un examen superficiel des problèmes qu'il y découvrait. Avec le fanatisme de son apostolat politique, il voulait avoir là-dessus des renseignements aussi complets que possible, afin de pouvoir mieux encourager les champions futurs de la guerre de l'indépendance. Il tâchait de se mettre en contact avec les personnalités marquantes du mouvement des Slaves du sud, pour « recevoir quelques communications régulières, positives concernant le mouvement intellectuel national, de manière se former des idées concrètes ».[2] S'adressant à Lamberti, il lui demandait des livres pour connaître l'histoire et les débuts littéraires de ce mouvement. Après son émigration à Londres, il y fonde la « Peuple's International League » et décide d'admettre dans le programme de cette association aussi les revendications des peuples slaves.[3] En même temps il juge nécessaire que les peuples slaves soient dûment renseignés sur la situation des Italiens, afin de les amener à se déclarer solidaires avec ceux-ci.

En octobre 1843, dans une circulaire adressée aux organes de la *Giovine Italia*, il insiste sur « la nécessité » de faire comprendre aux peuples et surtout aux peuples slaves de la Monarchie que le mouvement italien a pour but de

[1] *Ibid.*, t. XXV, p. 298.
[2] Lettre à Lelewel, *ibid.*, t. XXXVI, p. XXIV—V.
[3] *Ibid.*

s'engager dans une lutte à mort contre les Autrichiens . . . » Dans ces conditions, la révolte de l'Italie pourrait être le signal d'une manifestation de vaste envergure. « Elle pourrait mettre en mouvement . . . la moitié de l'Europe, bouleversant même les peuples slaves de la Suède à l'Adriatique ».[1]

Dans la suite, il revient souvent sur le problème slave : il le considère comme une question essentielle et cherche à communiquer cette conviction à ses lecteurs. Ses premiers écrits montrent qu'il a commencé à connaître les Slaves par la littérature. Ses articles sont d'un ton lyrique et abondent en motifs d'ordre affectif ; le sentiment y prend bien souvent le dessus sur l'impassibilité de l'homme politique. Dans les lignes qu'il consacre à la misère des Slaves, nous croyons retrouver la poésie de Kollár et de ses confrères ainsi que la douce mélancolie des chansons slaves ; il n'en reste pas moins que les articles de Mazzini confèrent à ces motifs une importance toute particulière qui dépasse la sphère de la littérature.

« Les idées d'une vocation commencent à germer dans leurs âmes. Dans leur littérature, leurs poésies, voire dans l'effervescence de leurs travaux consacrés aux problèmes du commerce et de l'industrie on sent, depuis un quart de siècle, les murmures incertains d'une voix nouvelle : est-ce le premier mot d'un conte, destiné à devenir un jour l'expression suprême de leur indépendance nationale?

« Qui pourrait aujourd'hui méconnaître ces plaintes d'où s'exhale tant d'espoir, ces plaintes qui, du fond de ce purgatoire, s'envolent des lèvres des Tchèques, des Illyriens, des Serbes et des Slovaques au-devant des jours à venir? Qui ne perçoit à travers les cordes de la lyre l'éclat du sabre et les germes de l'action qui se dissimulent derrière les paroles incertaines? »[2]

Malheureusement l'Europe n'a pas encore pris conscience de tout cela. C'est par ses écrits publiés dans les quotidiens anglais que Mazzini cherche à exciter la curiosité de l'opinion publique et des hommes politiques qui ne se rendent pas compte du fait que le réveil des instincts nationaux, remontant à une vingtaine d'années, d'une race unique s'étendant de la mer Baltique à l'Adriatique représente une force capable de modifier un jour la carte de

[1] *Ibid.*, t. XXXV, pp. 282—4.
[2] *Ibid.*, t. XXXV, p. 236.

l'Europe. Surtout en Angleterre on ignore complètement les idées, la littérature et les aspirations des peuples slaves. Il est temps de secouer cette « insular indifference » pour écouter la voix d'une race qui jusque-là n'avait pas encore parlé à l'Europe et dont les paroles récentes n'ont pas encore captivé les oreilles inattentives des insulaires.

Les Slaves du Sud

Mazzini est parfaitement conscient de la nécessité de réparer cette faute. On ne doit pas négliger une question qui sera peut-être d'une importance décisive pour les événements futurs. C'est pourquoi il commence à faire paraître, dans les fascicules de juillet-septembre 1847 du *Lowe's Edinburgh Magazine*, une longe série d'articles *On the Slavonian National Movement*, préparés par les études approfondies de plusieurs années.

> Comme il le dit dans son préambule, le cadre de son étude ne lui permet pas de s'occuper de ce sujet d'une manière aussi détaillée qu'il le voudrait. Il croit nécessaire d'exposer l'histoire entière des peuples slaves, car ce serait le meilleur moyen de faire connaître aussi bien leur caractère que leurs facultés et de juger quel sera leur avenir, dans quelle mesure l'Europe pourra compter sur leurs forces, comment elle pourra en tirer profit en vue d'un nouvel arrangement politique et comment elle saura soutenir ces peuples dans leurs aspirations. Toutefois, vu l'étroitesse de l'espace dont il dispose, Mazzini se bornera à décrire leur état actuel et à caractériser leur mouvement.
>
> Mazzini partage les Slaves en quatre groupes qui forment, à travers l'Europe orientale, une chaîne ininterrompue d'Archangelsk jusqu'en Thessalie ; tandis que certains groupes appartiennent à la sphère de la civilisation occidentale, d'autres flottent (wavers) „in a sort of middle transition state between civilization and primitive barbarism" ; ils sont pourtant tous forts, courageux, tenaces et intrépides. Les Slaves du sud, en particulier, qu'on connaît si peu, sont d'une nature „stern, rugged, invincible as the mountains". C'est à eux qu'incombe la mission de faire cesser la domination des Turcs en Europe : après que le Monténégro et la Serbie, ainsi que la population roumaine de Valachie se furent, au moins en partie, rendus indépendants, voici venir le tour des Bosniaques. Les Bulgares, Slaves eux aussi, fixent leur regard sur la Serbie et adoptent les idées de liberté qui animent les Slaves vivant sous la domination autri-

chienne. Le centre du mouvement des Slaves du sud est d'ailleurs en Croatie : c'est de là que les idées nouvelles se propagent vers la Dalmatie, la Styrie méridionale, la Carinthie, la Slavonie et les pays occupés par les Turcs. En ce qui concerne les aspirations nationales des Croates, Mazzini y reconnaît deux tendances : d'une part, la lutte de la minorité croate contre les Hongrois, afin de s'assurer ses droits ; d'autre part, le désir de s'affranchir de la suprématie de la monarchie. En tout cas, au début le mouvement était d'un caractère politique incontestable ; mais, plus tard, ses dirigeants — par égard pour l'Autriche — lui imprimèrent une tendance plutôt culturelle, de caractère beaucoup plus anodin.[1] Mazzini fournit des renseignements détaillés sur la vie culturelle des Slaves du sud. Il passe en revue les écrivains et les savants célèbres, les journaux et les sociétés culturelles, les bibliothèques et les instituts scientifiques. Dans ces derniers se poursuivent des études historiques qui, de même que celles du folklore et le collectionnement des chansons populaires, s'inspirent de considérations d'ordre politique et ont pour but d'affermir la conscience nationale. Le but suprême est, certes, l'indépendance et l'union politique qu'on espère réaliser grâce à la création du Royaume d'Illyrie, lequel comprendrait la Croatie, la Carinthie, la Serbie, le Monténégro, la Dalmatie, la Bosnie et même la Bulgarie.

Comme on voit, Mazzini s'est considérablement éloigné du point de vue qu'il avait adopté en 1833 et suivant lequel le royaume d'Illyrie aurait été une notion dénuée de toute signification réelle. Cette fois, tout en tenant compte des grandes différences qu'il y a entre les peuples slaves du sud dans le domaine religieux et social, ainsi que des discussions portant sur leurs origines, il insiste sur l'idée que toutes ces divergences de vue peuvent être éliminées. Ces peuples ne parlent-ils pas la même langue et leurs traditions ne constituent-elles pas un patrimoine commun? Dans ces conditions, ceux qui luttent pour leur union semblent être dans la bonne voie.

[1] « The revival assumed from the very commencement a political character : it was a reaction of the Slavonian Croats against the pretensions of the Magyars, about 1830, to impose their language upon them... But the men who aimed at more than a mere momentary reaction, saw clearly that a premature alarm given to Austria would have ruined the cause, and giving to the popular ebullition the appearence of a mere municipal dispute between Illyrians and Magyars, they occuped themselves in strenghtening and generalizing the movement under a character almost exclusively literary. » *Scritti*, t. XXXVI, p. 135.

Tout compte fait, le mouvement des Slaves du sud est d'un caractère si manifestement politique qu'il devait nécessairement susciter la méfiance de l'Autriche.

Tcheques et Slovaques

A l'encontre de ce que l'on constate chez les Slaves du sud, le groupement qui s'est formé autour des Tchèques semble être guidé, d'après Mazzini, plutôt par des considérations scientifiques. L'auteur relève en Bohême moins de manifestations de l'esprit d'action : la nouvelle idéologie s'y fait sentir surtout dans des travaux historiques, philosophiques et littéraires, à l'égard desquels l'Autriche ne cesse de se montrer particulièrement indulgente, ne se souciant même pas du danger que ce mouvement scientitique pourrait fort bien préparer le terrain à l'action politique proprement dite.

> Mazzini cite à ce propos les noms de Šafárik, Palacky, Kollár, etc., esquisse leur activité et fait bien ressortir les grandes idées maîtresses (union politique, etc.) qui guident l'activité culturelle des intellectuels tchèques. Il ne manque pas de faire remarquer que ces tendances ont aussi exercé une influence notable sur les Slovaques de Hongrie, parmi lesquels Palkovič, Štur et Hurbán sont les personnalités les plus marquantes. Mazzini est d'ailleurs bien conscient du double caractère de ce mouvement dirigé d'une part contre les Autrichiens, d'autre part contre les Hongrois. En outre, son attention est attirée sur un autre trait essentiel : les différences d'ordre social.
>
> « Ici (c'est-à-dire en Hongrie), dit-il, la lutte est double : d'un côté, elle se poursuit, de la part des peuples slaves en général, contre l'élément germanique; de l'autre côté, c'est la lutte d'un groupe slave local contre l'élément hongrois prépondérant. Vu que ce dernier comprend l'aristocratie de la région en question où la majorité du bas peuple est formée par des Slovaques, l'antagonisme est déjà sur le point de revêtir l'aspect d'une lutte entre le principe démocratique et les privilèges de la noblesse. De ce point de vue, il est d'une importance toute particulière. »[1]

Nonobstant, Mazzini ne considère pas les divergences de vue qui opposent les Hongrois aux Slovaques comme définitivement établies ; bien au contraire, il est persuadé

[1] *Ibid.*, p. 175.

que, grâce à la prochaine transformation sociale du pays, ces divergences vont s'aplanir et que les deux peuples s'uniront en vue d'une action dirigée contre l'oppresseur commun.

> « A mesure que le cours des événements affaiblira le féodalisme qui assure le pouvoir aux Hongrois, ceux-ci se mêleront aux anciens maîtres. Que deviendra l'empire autrichien quand ce moment arrivera? »[1]
>
> Déjà Joseph II s'était rendu compte, à son époque, — écrit Mazzini — du danger que l'éveil de la conscience nationale des Slaves et leurs velléités d'indépendance pourraient un jour représenter pour l'Autriche ; pressentant le moment où le sort de l'empire entier dépendrait peut-être des Slaves, il tâchait de le prévenir par des concessions. A l'heure où Mazzini écrivait son article, la situation avait changé, toute réconciliation lui paraissait impossible: d'après lui, aucune concession accordée aux Slaves par la cour de Vienne n'était plus susceptible de contenter leurs aspirations nationales.

Le panslavisme

En ce qui concerne l'avenir des peuples slaves, selon Mazzini, on n'en peut rien dire de certain. Un seul fait, dit-il, est incontestable : ce seront eux qui effectueront aussi bien la désagrégation de l'empire des Habsbourg que celle de l'empire ottoman. Il est probable que les Slaves appartenant à l'empire d'Autriche se scinderont en deux groupes dont l'un sera au nord et l'autre, au sud. Le groupe septentrional comprendra la Bohême et la Moravie ; peut-être même les Slovaques finiront-ils par s'y rattacher.[2]

[1] « As the course of events weakens feudalism, which maintains them in power, the Magyars will become confounded with the ancient masters of the soul. What will become of the Austrian empire when this moment arrives ! » *Ibid.*, p. 121.

[2] Mazzini est si fermement convaincu de la possibilité d'une éventuelle réconciliation des Hongrois et des Slovaques qu'il lance un second projet d'arrangement politique : il y désigne aussi la place des Roumains qu'il croit étroitement liés à la grande famille des peuples Slaves. « It may be that the third group will separate into two, and that Hungary, when reconstitued into a Slavonian power (!), will push on to open for herself a direct issue on the Black Sea by uniting with the Moldavo-Wallachian provinces on the left bank of the Danube, wich, notwithstanding the infusion of Latin now predominant in the language, from the colonies planted there by Trajan, are connected with the Slavonian family by their Dacian origin. » *Ibid.*, p. 118.

Nombreux sont ceux, poursuit Mazzini, qui observent avec angloisse l'évolution du mouvement des Slaves et vont jusqu'à l'assimiler aux anciennes invasions barbares. Quelques-uns, surestimant l'activité des agents politiques, prévoient le moment où les 60 à 70 millions de Slaves de l'Europe orientale s'uniront en un bloc homogène pour imposer leur suprématie et leur volonté politique au continent tout entier.

> Ce projet ne cesse de hanter le cerveau des dirigeants de Saint-Pétersbourg et trouve aussi un écho dans la tête de «quelques défectionnaires des rangs slaves qui saluent dans le tzar l'émancipateur de la race, parce qu'il a des canons et des soldats . . . » Mais « ils se trompent ! Il n'y aura pas d'empire unitaire slave : il n'y aura pas d'empereur du Panslavisme ».[1]
>
> L'idéologie panslave n'est point enracinée dans les larges masses du peuple : elle n'est que l'œuvre d'une propagande artificielle, née sous l'effet de l'impérialisme tzariste. Cette politique ne sera jamais assez forte pour unir tous les peuples slaves et les entraîner à une action commune ; les initiatives qui en naîtront ne suffiront pas à garantir l'indépendance des Slaves ; au cas où ces projets de vaste envergure se réaliseraient, les masses, innombrables certes, mais inertes des peuples slaves ne seraient que l'instrument d'une tyrannie aspirant à gouverner le monde. Aucun souverain étranger ne saurait représenter avec assez de vigueur l'idée de faire de tant de peuples divers, séparés les uns des autres et ignorant l'indépendance nationale un seul pays, une seule nation. Dans ces conditions, les aspirations des panslavistes confinent à l'impossible. «Le Panslavisme n'est que le cauchemar des hommes à courte vue . . . Nous ne songeons pas à nier l'existence d'une propagande russe en ce sens . . . Nous disons qu'elle ne peut pas réussir. Nous disons que ce n'est pas à une famille royale qui n'est slave ni par le sang ni par l'intelligence, mais à la Pologne que la race slave devra l'initiative de son organisation. »[2]

Pologne, Russie

La Pologne est, selon Mazzini, le seul pays slave qui, par ses traditions, son nationalisme et son ardent amour de la liberté, puisse servir non seulement de modèle, mais encore de guide aux peuples apparentés plus arriérés et vivant dans des conditions plus dififciles.

[1] *Ibid.*, p. 209.
[2] *Ibid.*, p. 211.

Le soulèvement du peuple polonais pourrait facilement entraîner à sa suite les autres peuples slaves et les mener vers la fondation de leurs États et l'accomplissement de leur mission historique. Les peuples slaves, dès qu'ils rêvent à la liberté et à l'indépendance nationale, fixent leur regard sur la Pologne et la reconnaissent spontanément pour leur chef ; c'est d'elle qu'ils attendent l'initiative, le signal d'un soulèvement général qui — dans le cas où le peuple qui le déclencherait pourrait résister durant trois mois — serait destiné à changer la carte de l'Europe.[1] C'est à la courte vue et à la négligence des politiciens européens que l'auteur attribue quelques succès locaux des idées panslaves propagées par la cour tzariste ; mais, loin d'y voir les manifestations d'un enthousiasme commun, il les considère plutôt comme les reflets du désespoir où le triste sort de la Pologne a plongé les pessimistes.

Chose étrange, Mazzini ne voit aucune contradiction entre les aspirations des tzars et le rôle qu'il assigne à la Pologne. Refusant de reconnaître le gouvernement tzariste pour le représentant de la volonté du peuple russe, il fait une nette distinction entre les intérêts de l'un et ceux de l'autre et prétend que celui-ci n'est pas moins opprimé que les peuples congénères soumis à la souveraineté de l'Autriche et de la Turquie. La Pologne et le tzar représentent à ses yeux l'opposition extrême qu'il y a entre le despotisme ancien et la liberté nouvelle, mais il refuse de croire à l'existence d'un antagonisme analogue entre le peuple polonais et le peuple russe. Mazzini rappelle plus d'une fois l'anniversaire de la mort de ces six révolutionnaires russes qui, entraînés par le mouvement polonais, ont sacrifié leur vie pour une tentative de soulèvement. Ce sacrifice a créé entre les deux peuples des liens autrement durables ; l'auteur revient à plusieurs reprises à une idée qui lui est particulièrement chère et qui consiste à regarder les Russes comme les chefs du mouvement intellectuel des peuples asiatiques.

Voici ce qu'il écrit à ce propos, en 1845, dans son message adressé au peuple russe : « Vous avez, vous, Russes, une grande mission, de grands devoirs à accomplir dans le monde ... C'est la mission de constituer, conjointement avec nous, en armée de la civilisation européenne et de la loi de Dieu, la race slave tout entière, et celle de diriger cette armée sur les pays qui ont besoin d'être émancipés

[1] *Ibid.*, t. XXXIV, p. 302.

de l'état de barbarie dans lequel ils se trouvent, pour en former des sociétés utiles à l'Humanité : nous voulons parler de l'Asie. Et cette mission . . . exige que vous soyez libres. »[1]

En dernière analyse, il persiste à croire que les quatre groupes slaves resteront des blocs séparés ; c'est au milieu d'eux qu'il envisage, avec des contours plus ou moins effacés, la future Hongrie. Le vif intérêt dont il donne maints témoignages à l'égard des Slaves ne relègue point chez lui au second plan : les allusions qu'il y fait à l'époque qui nous occupe[2] montrent clairement que Mazzini poursuit d'un œil attentif l'évolution intérieure de la Hongrie et qu'il est fermement convaincu qu'à l'heure décisive où la grande guerre d'indépendance se déclenchera, le peuple hongrois y prendra une part active.

MADELEINE JÁSZAY

(A suivre.)

[1] *Ibid.*, p. 5. — En 1847, Mazzini reprend ce projet pour engager les politiciens européens dans la bonne voie et leur indiquer le chemin à suivre après la grande transformation sociale et politique de l'Europe ; c'est sur le territoire de l'Asie qu'il espère retrouver un jour les résultats de l'influence civilisatrice de l'Europe ; mais il ajoute que, pour atteindre ce but, il faudra une politique « plus intelligente » que la politique actuelle des gouvernements. « A more intelligent policy that that which now guides the cabinets of Europe will one day let loose its exuberant activity upon Asia, where alone it can play the part of a civilizing power ». *Ibid.*, p. 117.

[2] *Ibid.*, t. XXXI, p. 12, t. XXXVI, p. 147, etc.

LES GRANDS DOMAINES EN HONGRIE AU DÉBUT DES TEMPS MODERNES

I

L'organisation agricole de l'Europe médiévale était caractérisée par la prédominance du régime seigneurial *(Grundherrschaft)*, fondé plus ou moins exclusivement sur les contributions ou prestations des serfs. Les propriétés paysannes appartenant à l'organisme d'un grand domaine fonctionnaient comme autant de petites exploitations et offraient au seigneur de l'argent, des produits agricoles et même — quoique dans une mesure assez limitée — de la main-d'œuvre. Quant au grand propriétaire, son activité d'exploitation agricole était nulle ou de minime importance. Il devait donc recourir sur une large échelle au système des contributions ; les proportions de celles-ci étaient déterminées surtout par les besoins du domaine seigneurial. Pour mieux caractériser ce régime, il convient d'ajouter que les prestations fournies au seigneur et à son domaine, ne permettaient guère de faire prévaloir d'autres buts dans la production. Le seigneur se contentait de se procurer des produits agricoles, des bestiaux, de l'argent, etc., n'ayant en vue que les besoins de sa propre consommation. Encourager la production pour la vente des produits au marché, c'était là une question qui ne se posait même pas ; les seigneurs n'avaient point l'esprit commercial. Ils n'aspiraient qu'à s'assurer des revenus dignes de leur condition, sans se charger des tâches multiples et des risques d'une production réalisée avec les moyens matériels du domaine seigneurial. L'unité du régime économique était donc conditionnée non par la production, mais par la consommation. Au début, les diverses parties des *latifundia* étaient d'ailleurs si éparpillées qu'il eût été très difficile d'y créer un régime homogène de production. Néanmoins, même ces besoins de consommation directe ont suffi à suggérer aux propriétaires l'idée de grouper leurs do-

maines d'une manière plus cohérente. En outre, il est à remarquer que, malgré les limites fort restreintes de l'activité agricole des domaines, fondés presque exclusivement sur les contributions des serfs, il existait autour des châteaux forts ou à proximité des manoirs seigneuriaux des terres exploitées par l'administration centrale des domaines. Inutile de dire que la production de ces terres administrées par le seigneur n'était jamais comparable à celle des terres serves ; les premières n'avaient d'autre but que de compléter les produits requis par la consommation directe. Si les produits du domaine, c'est-à-dire des terres serves, dépassaient sensiblement les besoins, on pouvait réserver les quantités superflues à la vente ; mais il n'en est pas moins vrai que la production n'était jamais guidée par des considérations d'ordre commercial. Quant à la main-d'œuvre, le seigneur s'en servait pour les travaux exigés par l'entretien de son château, pour la construction de nouveaux édifices, pour le transport et le service de courrier, etc. Il est à remarquer encore que dans un domaine de ce genre les rapports qu'il y avait entre les seigneurs et les serfs reposaient non seulement sur des principes économiques, mais encore sur des principes profondément ancrés dans la vie juridique et sociale. C'est au moyen âge que les seigneurs terriens réussirent à acquérir, à l'égard des serfs établis sur leurs terres, des pouvoirs judiciaires, et à certains égards, même des pouvoirs administratifs.

Pendant le dernier siècle du moyen âge, ces grands domaines fondés sur les prestations des serfs subirent un changement radical, qui s'opéra d'une manière différente en Occident et dans l'Europe orientale. En Occident, l'organisation agricole se dégagea du système des prestations en nature et en main-d'œuvre pour devenir un réseau de petites usines d'exploitation agricole. La corvée ayant de plus en plus diminué en importance, les obligations des serfs envers les seigneurs avaient perdu peu à peu leur caractère antérieur qui avait consisté dans les services les plus divers. En dernière analyse, ces services furent remplacés par des rentes payées au seigneur. Ce processus eut pour conséquence d'inciter les serfs à devenir fermiers, voire petits propriétaires, et exerça sur toute la structure de la société une influence aussi profonde que celle exercée par le domaine médiéval fondé sur les prestations ou une forme d'organisation qui était en train de se cristalliser dans l'Europe orientale, à savoir le domaine producteur, fondé sur une exploitation agricole particulièrement intense des propriétés terriennes.

On retrouve cette variété de l'organisation économique des grands domaines surtout dans l'Europe du sud-est. Elle est caractérisée par l'ambition d'augmenter les revenus du seigneur : son élément essentiel est l'*allodium*, c'est-à-dire une forme ou, pour mieux dire, une entreprise agricole dirigée par

le propriétaire. On ne se contente plus de satisfaire les besoins du domaine, mais encore on ne perd jamais de vue les exigences du marché. Certains facteurs historiques contribuent également au déroulement rapide de ce processus de transformation. On voit paraître une série de nouveaux consommateurs, entre autres les grandes armées permanentes composées de mercenaires et la population urbaine, de plus en plus nombreuse. Les céréales bénéfient d'une conjoncture sans pareille et les facilités de transport ne tardent pas à se multiplier. Les domaines essaient donc d'écouler sur les marchés l'excédent très considérable de leurs produits. Le même désir d'enrichissement qui anime les capitalistes de la Renaissance, pénètre aussi dans le système d'exploitation agricole : dans la plupart des pays européens, l'affermissement du capitalisme est étroitement lié à ces domaines producteurs qui favorisent aussi l'accumulation de capitaux. Pendant les siècles antérieurs, les propriétaires des grands domaines étaient des chevaliers ou, pour employer un terme plus général, des personnes militaires. Dès l'époque de la Renaissance, ces figures martiales perdent leur importance dans l'organisation des armées modernes ; ils s'occupent donc de l'administration de leurs biens.

Les propriétaires des grands domaines ont à surmonter au cours de l'âge moderne deux graves difficultés : ils ont besoin de terres et d'un certain nombre d'ouvriers agricoles. Pour élargir la zone des terres arables, on entreprend des travaux de déboisement ; dans bien des endroits la culture empiète aussi sur le domaine de la vie pastorale. En outre, les seigneurs essaient de s'emparer des terres serves. Pour arriver à leurs fins, ils rattachent les terres serves abandonnées aux domaines seigneuriaux : c'est ce qu'on constate par exemple après la guerre de Trente Ans, quand les propriétaires n'éprouvent aucune difficulté à occuper les terres serves devenues désertes ou à y faire venir de nouveaux colons à des conditions de plus en plus sévères. Mais cette expansion peut se manifester aussi sous une forme plus brutale : on chasse les serfs de leurs terres grâce au procédé connu, dans l'histoire de l'Allemagne, sous le nom de « Bauernlegen ». Dans certains États allemands on pouvait d'autant plus facilement recourir à ce moyen que les colons établis après la guerre de Trente Ans, sans droits héréditaires, n'étaient que les usufruitiers des terres qu'ils exploitaient. Étant donné que dans certains cas on alla jusqu'à exproprier des villages entiers, l'État dut enfin s'opposer à ces excès, comme ce fut le cas en Prusse et en Autriche. L'État ne s'y décida pas pour des raisons humanitaires, mais pour la simple raison financière que, les domaines seigneuriaux étant exempts d'impôt, l'expropriation des terres serves menaçait de réduire d'une manière désastreuse le nombre des bases d'imposition.

L'autre grand problème que les domaines avaient à résoudre était la main-d'œuvre. Vu que les domaines ne possédaient pas les capitaux nécessaires pour remunérer des ouvriers salariés et que la main-d'œuvre disponible était loin d'être suffisante, les seigneurs cherchaient à attacher les serfs, socialement et juridiquement déchus de leur rang antérieur, aux travaux d'exploitation des domaines. C'est à cette époque que prirent naissance dans ce secteur de l'Europe les systèmes économiques fondés sur les serfs liés à la glèbe : il s'agissait d'une extension très considérable des obligations de la corvée, de la contrainte d'accomplir pour le seigneur les travaux domestiques et de l'obligation de mettre même les membres des familles des serfs à la disposition des besoins de l'exploitation. Mais il convient d'ajouter que les domaines de ce genre étaient loin de présenter un aspect homogène : on y trouvait maintes survivances du régime antérieur. Il y avait des domaines producteurs où les serfs étaient tenus d'acquitter aussi des prestations pécuniaires et autres ; ailleurs même les domaines fondés sur les prestations déployaient une certaine activité productrice.

En ce qui concerne les domaines exigeant des contributions et ceux qui visaient à réaliser une production quantitative, il faut tenir compte d'une limite naturelle qui était le cours de l'Elbe, cette rivière séparant assez nettement les premiers des seconds. A l'ouest de cette limite, c'est-à-dire en France et dans la partie ouest de l'Allemagne, on constate la cristallisation des domaines fondés sur un système de contributions : ce régime aboutira plus tard à l'affranchissement des terres serves. Il n'en était pas de même à l'est du fleuve, où les domaines allaient se transformer en autant de grandes usines agricoles, exploitant les énergies des masses de serfs. Toutefois cette limite n'est pas très rigoureuse : dans la région qu'il traverse, on retrouve les deux variétes. Plus on avance vers l'ouest, plus les domaines se présentent comme des unités economiques fondées sur des prestations pécuniaires. En revanche, vers l'est le régime d'exploitation de la main-d'œuvre paysanne revêt des formes de plus en plus brutales, sans parler de la Russie où le domaine producteur n'a jamais pris racine. Dans l'est et le nord-est de l'Allemagne, le Mecklembourg, le Holstein, la Poméranie, la Prusse orientale, la Lithuanie et la Pologne, au sud-est la Bohême et la Moravie sont à considérer comme la vraie patrie des domaines transformés en usines de production agricole. Dans les pays de la couronne de Bohême, les charges qui pèsent sur les serfs sont plus lourdes qu'en Allemagne. Les seigneurs s'en tiennent au principe que les serfs doivent faire tous leurs achats au profit des domaines. Ils doivent acheter les produits et les bestiaux que les seigneurs ne peuvent écouler ailleurs et, chose plus grave, on oblige les serfs à vendre

leurs produits à un vil prix aux seigneurs. Ce qui aggrave considérablement la situation, c'est que les princes tchéco-moraves, les comtes et les barons, engagés au service de la diplomatie ou de l'armée impériale, vivent loin de leurs terres et se soucient fort peu de l'administration de ces dernières. Ils cèdent donc la gérance à leurs fonctionnaires, guidés presque exclusivement par des considérations d'ordre financier.[1]

II

Ces deux formes du grand domaine sont d'une importance capitale pour la structure de l'agriculture européenne et pour la population agricole. Reste à déterminer la place de la Hongrie entre les deux systèmes d'exploitation agricole. Cette question nous paraît essentielle du point de vue de l'histoire économique et sociale du peuple hongrois et il n'est pas exagéré de dire qu'elle a une grande portée même pour l'histoire générale de la Hongrie. En Hongrie les villages serfs appartenant à un domaine s'étaient attachés dès la fin du moyen âge, c'est-à-dire aux XIVe et XVe siècles, à des châteaux forts qui jouaient dans ce système le rôle de centre économique. Cette évolution aboutit à la formation des « domaines de château » (*attinentia castri*), dont l'organisation s'est maintenue même après la cristallisation du régime économique autonome des domaines. Au début de l'âge moderne, les dépendances d'un château étaient constituées par une dizaine, une vingtaine ou même une trentaine de villages; mais il n'était pas rare de voir des centres économiques qui groupaient autour d'eux un nombre de villages encore plus grand, c'est-à-dire un territoire équivalant à celui d'un comitat. Même dans les domaines relativement assez étendus, la présence d'un château n'était pas indispensable; mais, ils avaient sans exception un centre économique, un *caput bonorum* qui servait de résidence au seigneur ou à l'administrateur de ses biens et qui dirigeait toute la population établie sur le territoire du domaine. D'une manière générale, l'organisation intérieure de ces domaines sans château ne différaient en

[1] Sur ce problème cf. J. Kulischer, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*. T. I—II. München—Berlin, 1928—1929; R. Kötzschke, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte bis zum 17. Jahrhundert*. Leipzig—Berlin, 1908; Idem, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*. Jena, 1924; G. F. Knapp, *Grundherrschaft und Rittergut*. Leipzig, 1897; K. Grünberg, *Die Bauernbefreiung und die Auflösung des gutsherrlichen Verhältnisses in Böhmen, Mähren und Schlesien*. T. I—II, Leipzig, 1894; H. Sée, *Histoire économique de la France. Le moyen âge et l'ancien régime*. Paris, 1939; G. Franz, *Der dreissigjährige Krieg und das deutsche Volk*. Jena, 1940; W. Sombart, *Der moderne Kapitalismus*. München—Leipzig, 1928.

rien de celle des domaines dépendant d'un château : on retrouvait les mêmes principes de régime économique dans les domaines moyens de la noblesse, réunissant plusieurs villages ou plusieurs propriétés terriennes.

Le réseau des domaines dépendant d'un château et des *latifundia* sans château couvrait toute l'étendue de la Hongrie, à l'exception des zones habitées par les peuples privilégiés, les Sicules, les Saxons et les Jazygo-Coumans. Il n'y avait aucun comitat qui n'eût son domaine rattaché à un château ou à une organisation analogue ; il arrivait que le comitat entier ne constituait qu'un seul domaine, comme nous le constatons par exemple dans le cas du comitat d'Árva.[1] Dans la plupart des comitats, les petites propriétés nobiliaires jouaient un rôle nullement négligeable. Ces petits propriétaires étaient en réalité les descendants des collaborateurs militaires de jadis du château du comte, chef du « comitat » et du système des châteaux royaux. La situation des propriétés moyennes de la noblesse était bien moins équilibrée : dans certains endroits, elles ne jouaient, auprès des grands domaines et des petites propriétés, aucun rôle appréciable. L'organisation agricole de la Hongrie était donc caractérisée avant tout par le réseau des grands domaines seigneuriaux, dont les formes d'organisation intérieure exerçaient une influence décisive sur l'agriculture hongroise et la condition sociale des serfs.[2]

[1] En 1495, Étienne Zápolya possédait 288 propriétés sur un total de 310 propriétés du comitat. I. Acsády : Régi magyar birtokviszonyok [Les anciennes conditions des propriétés]. Budapest, 1894, p. 13.

[2] Bien que les travaux préliminaires ne nous permettent pas d'esquisser un tableau précis de la répartition et des proportions des grands domaines, il sera pas inutile de citer quelques chiffres. Au début de l'âge moderne, sur le territoire de la Hongrie placé sous la domination des Habsbourgs, il existait 124 domaines relevant de châteaux qui se répartissaient entre 21 comitats de la Haute-Hongrie d'alors (le centre du pays était occupé par les Ottomans). De 1543 à 1553, dans 37 comitats, 75 p. c. de la superficie des terres appartenaient aux domaines des châteaux (Cf. *Magyar Művelődéstörténet* [Histoire de la civilisation hongroise], t. III. p. 164, étude de J. Berlász sur l'état de l'agriculture). Pour montrer l'importance économique des grands domaines, il convient de signaler, outre le nombre des domaines dépendant de châteaux et l'étendue de leurs terres, le nombre des serfs établis dans ces domaines, qui, dans la plupart des cas, n'avaient pour tout bien que les petites terres serves. Autour de 1560, dans le comitat d'Ugocsa, 51.9 p. c. des serfs appartenaient au domaine d'une seule famille, celui des Perényi. Si l'on ajoute à ce chiffre les serfs des propriétaires moyens, serfs qui se chiffraient par 100 ou 200 familles, on arrive à cette conclusion que plus de 83 p. c. du total des serfs appartiennent aux domaines des châteaux ou aux propriétés sans château (Cf. E. Szabó, *Ugocsa megye* [Le comitat d'Ugocsa]. Budapest, 1937, pp. 133—35). Il est évident que, dans ces conditions, le pouvoir économique se trouvait dans les mains de

A partir du XVe siècle, on peut relever dans l'organisation des domaines de la Hongrie maintes traces d'une transformation graduelle en entreprises productives ; c'était là un processus qui allait de pair avec l'évolution générale de cette partie de l'Europe Centrale. On voit paraître les facteurs qui facilitent et accompagnent cette transformation : on assiste à la cristallisation d'un nouveau régime économique des propriétés seigneuriales, comportant l'organisation, les moyens d'exploitation et le personnel qui lui sont propres. C'est l'esprit mercantile qui commence à prévaloir dans la gestion : on destine à la vente une quantité considérable de produits superflus. Pour augmenter les recettes, on impose aux serfs des charges et des obligations de plus en plus onéreuses.

Pour juger de l'esprit, des intentions, de la conception économique et des moyens matériels des propriétaires en Hongrie, il suffit de relire les instructions qu'ils donnent aux administrateurs de leurs biens. Ces instructions, qui entrent parfois dans les moindres détails, nous montrent tous les aspects de ce régime d'exploitation agricole : l'utilisation de la main-d'œuvre et le traitement des serfs y sont décrits avec une netteté remarquable. On y trouve des instructions tantôt pour les premiers travaux du jour (p. ex. parcourir au petit jour le domaine), tantôt pour les travaux de labourage et d'ensemencement.

quelques familles qui marquaient de leur empreinte toute la vie de la paysannerie. Les chiffres ci-dessus comprennent tous les serfs, aussi bien ceux qui avaient des terres serves que les *inquilini* et les autres paysans pauvres unis à leurs seigneurs par les liens du servage. Pour d'autres comitats on ne possède que le nombre des « portes » *(portae)*, qui reflète moins exactement la situation réelle, puisqu'il correspond aux « portes » contribuables qui existaient à un moment donné. Toutefois, même les données de ce genre nous permettent de déterminer approximativement l'établissement des serfs ayant des terres dans les grands domaines. Au milieu du XVIe siècle, dans le comitat de Bars, sur un total de 1916 « portes », 888, c'est-à-dire près de 50 p. c., se répartissaient entre 4 familles de grands propriétaires ; sur les 788 « portes » du comitat de Borsod, 331, c'est-à-dire plus de 40 p. c., appartenaient à 5 grands propriétaires ; dans le comitat de Nyitra, sur un total de 5778 « portes », 3700, c'est-à-dire 64 p. c. se partageaient entre 12 grands domaines ; quant au comitat de Zólyom, 71 p. c. de ses « portes » appartenaient à un seul domaine. A la fin du même siècle, dans le comitat d'Abauj, il y avait 797 « portes » dont 65 p. c. étaient aux mains de 10 grands propriétaires. (Cf. I. Acsády, *op. cit.* pp. 43—45, 48—49. Les données relatives aux com. de Bars, de Nyitra et de Borsod remontent à 1595). Un seul grand propriétaire pouvait avoir des domaines dans plusieurs comitats, de sorte qu'en réalité l'accumulation des terres serves se trouvant dans la possession de certaines familles atteignait des proportions encore plus considérables. Au milieu du XVIe siècle, près de la moitié de toutes les « portes » de 37 comitats (45 p. c.) appartenaient à 16 familles de grands propriétaires(cf. *op. cit.* pp. 46—47).

Pour avoir une idée des principes économiques des propriétaires, il convient de faire état surtout des prescriptions par lesquelles ils demandent à leurs confidents de réaliser, outre les contributions normales des serfs, des profits extraordinaires, de surveiller personnellement les travaux les plus divers, de faire le commerce des céréales et des bestiaux, en un mot, d'augmenter par tous les moyens possibles les revenus de l'exploitation agricole.[1] Les propriétaires exigent des administrateurs de leurs biens de créer des fermes nouvelles, d'augmenter l'étendue des terres cultivées, d'intensifier les semailles d'automne et de printemps.[2] Dans ces instructions on trouve d'habitude aussi des conseils relatifs à l'engraissement de la terre : il s'ensuit qu'on est déjà conscient de la nécessité de porter la production au maximum. Pour augmenter la fécondité du sol, on laboure d'habitude les champs à trois reprises, ce qui correspond parfaitement au système des trois phases qui prévaut dans l'exploitation agricole. Certaines instructions veillent à ce que les propriétaires exigent partout que les travaux soient exécutés en temps utile.[3] Le palatin Thomas Nádasdy est parfaitement renseigné sur les avantages de la surproduction, quand il écrit : « Il vaut mieux ensemencer d'un œil sûr dix arpents que mal ensemencer vingt arpents ».[4] On s'efforce d'augmenter le cheptel ; mais, en même temps, on cherche à créer des conditions favorables pour la vente des bestiaux. Nicolas Esterházy fait remarquer à l'intendant de son domaine de Rozgony que la volaille, les produits du lait et les fruits se vendent bien au marché de Kassa.[5] D'une manière générale, on impose aux intendants non seulement ces soins financiers, mais encore des efforts ayant pour but la rationalisation du régime d'exploitation. Au moyen âge, le domaine seigneurial avait entretenu un grand nombre de *familiares*, mais le domaine moderne qui travaille pour le profit n'a plus besoin d'eux. Auparavant ces intimes de la cour seigneuriale avaient conféré une certaine dignité au propriétaire et à son entourage ; en même temps ils prenaient une part plus ou moins active à l'organisation de l'activité des serfs. C'étaient eux qui consommaient une partie nullement négligeable des prestations en nature et il faut avouer que leur apport personnel aux travaux communs était souvent assez mal proportionné aux frais de

[1] Cf. *Törl. Tár*, 1891, p. 527 (1667) ; *ibid.* 1894. p. 660 ; *M. Gazd.-törl. Szemle*, 1894, p. 67, 75 ; *ibid.* 1896, p. 88.

[2] *M. Gazd.-törl. Szemle*, 1894. p. 151 ; *ibid.* 1897, p. 510.

[3] *Ibid*, 1894, p. 151. (1684).

[4] Gy. Komoróczy, *Nádasdy Tamás és a XVI. századi magyar nagybirtok* [T. Nádasdy et les grands domaines de la Hongrie au XVIe s.]. Budapest, 1932, p. 72.

[5] *M. Gazd.-törl. Szemle*, 1894, p. 271 (1636).

leur entretien.[1] Pendant l'âge moderne, certains propriétaires se montraient prêts à mettre fin à la familiarité coutumière de la table seigneuriale, car cette hospitalité, trop coûteuse, ne correspondait plus aux nécessités de l'exploitation agricole.[2] Dans certains cas on recourait à des réformes encore plus radicales, dans l'espoir d'augmenter le rendement du domaine par une réduction impitoyable du nombre des personnes engagées à son service.[3]

Sur les dépenses et les recettes des domaines on exige des comptes très détaillés qu'on soumet à un contrôle rigoureux. On établit régulièrement le bilan des recettes provenant des prestations dues au seigneur et de la production agricole ; sans doute est-ce la condition préalable d'un contrôle efficace et d'un encouragement vraiment fructueux de l'exploitation.[4] Ces considérations économiques générales aboutissent, bien entendu, à une utilisation de plus en plus intense de la main d'œuvre paysanne. En outre, plus les exigences des domaines s'accroissent, plus on exploite la capacité des serfs non seulement au point de vue du travail physique, mais encore sur le plan des prestations en nature. Les usines de plus en plus rationalisées des grands domaines tendent donc à une exploitation extrême de la paysannerie et cherchent incessamment les moyens propres à en accroître l'efficacité.

Inutile de dire que cette évolution reflète aussi le caractère des propriétaires terriens de l'âge moderne. Sans renoncer à leur rôle dans la vie politique du pays, ils ne perdent jamais de vue les affaires de leurs domaines.[5]

[1] Cf. *Tört. Tár*, 1894, pp. 660—661. Lettre de Homonnay de 1623.

[2] En 1629, Georges Ier Rákóczy, prince de Transylvanie, constate avec amertume que le profit de son domaine de Lednitze présente, selon les derniers comptes, une diminution considérable ; il ordonne aussitôt de réduire le nombre des serviteurs et de faire des économies. (Dans la revue *Történelmi Tár*, 1895, p. 137). V. aussi les instructions données à l'administrateur du domaine de Sempte, (dans la revue *Magyar Gazd.-tört. Szemle*, 1904, p. 142), et les instructions de François Wesselényi à son intendant de Murány, *(ibid.* 1901, pp. 269—70).

[3] Cf. *Tört. Tár*, 1894, p. 661 (1641).

[4] Cf. M. Gazd.-tört. Szemle, 1904, p. 142 et *ibid.* 1901, pp. 269—270.

[5] Dès le milieu du XVIe siècle, le palatin Thomas Nádasdy, obligé de séjourner à Vienne, écrit régulièrement des lettres à ses intendants pour leur donner ses instructions et pour les aider de ses conseils dans des cas concrets. Durant son absence, c'est sa femme qui surveille d'un œil attentif les domaines, et elle se montre capable de les diriger (cf. Komoróczy, op. ut., A. Károlyi—J. Szalay, *Nádasdy Tamás családi levelezése* [Correspondance familière de Th. Nádasdy]. Budapest, 1882. On trouve plusieurs lettres dans les revues *Történelmi Tár* (1904—1911) et *Levéltári Közlemények* (1923—29). — Le prince Georges Rákóczy est exactement renseigné sur les recettes de ses grands domaines en Tran-

Ces nouveaux traits se cristallisent sous l'impulsion d'une conception nouvelle du monde et d'une évolution économique qui, dans la plupart des pays européens, avaient déjà fait surgir d'importantes « usines » d'exploitation agricole. Dès la fin du moyen âge, la production avait été stimulée par les besoins de la population citadine : les grandes armées qui, depuis le XVIe siècle, ne cessent d'être mobilisées de manière permanente contribuent également à l'intensification de la consommation. On crée aux confins du pays une chaîne ininterrompue de châteaux : les luttes incessantes y exigent, outre les garnisons régulières, la présence d'un grand nombre de troupes mobiles.[1]

Il est donc établi que la Hongrie était non seulement influencée par le rythme de l'évolution européenne et les transformations successives du régime économique dans la partie est de l'Europe centrale, mais qu'elle cherchait encore à introduire un nouveau système dans l'exploitation des grands domaines. Au premier chef, il convient de signaler les charges de plus en plus lourdes que la défense du pays imposait aux grands domaines.

sylvanie et dans des régions plus éloignées encore ; il cherche sans cesse les moyens d'améliorer le régime d'exploitation. Lorsqu'il acquiert le grand domaine de Munkács, il y envoie aussitôt sa femme, qui lui écrit peu après : J'ai pris toutes les mesures nécessaires pour que nul n'ignore que « la maîtresse est là ». — Étienne Illésházy, bien qu'il soit depuis 1606 palatin de Hongrie, parcourt presque chaque jour ses fermes, se lève au petit jour et revient éreinté « comme un cheval », après avoir surveillé ses faucheurs, ses laboureurs et ses moissonneurs. En un mot, les anciens chevaliers, les chefs des brillantes *banderia*, cèdent la place aux bons économes qui ne cessent de prendre activement part à la gestion et qui suivent d'un œil attentif les possibilités financières et économiques, y compris l'évolution des prix du marché.

[1] En ce qui concerne le ravitaillement de l'armée, il était assuré par les propriétaires des grands domaines et des marchands des villes. Nicolas Pálffy, qui accapara tant de domaines, amassa son immense fortune comme fournisseur de l'armée. Il envoyait régulièrement des céréales jusqu'à Vienne (v. J. Beliczky, *A magyar gabonakivitel története* [Histoire de l'exportation des céréales de Hongrie] Budapest, 1932, p. 25). Thomas Nádasdy, et les Zrinyi dirigeaient le blé de leurs domaines situés en Transdanubie et dans la Hongrie méridionale vers la côte de l'Adriatique : ils faisaient aussi le commerce avec des céréales achetées (cf. Komoróczy, *op. cit.* p. 105 ; Beliczky, *op. cit.* p. 37). A la fin du XVIe siècle, on constata dans la production agricole de la Hongrie une telle diminution que les dirigeants économiques du pays se virent contraints d'interdire l'exportation ; le jour vint où la Hongrie fut obligée d'importer des céréales. On fit des échanges même avec les régions occupées par les Ottomans ; vers la fin du siècle, l'Autriche dut pourvoir au ravitaillement des troupes qui tenaient garnison en Hongrie. Le grand maître des finances de l'empire habsbourgeois, Zacharie Geizkofler, très mécontent de cet état de choses, se décida à donner aux comitats l'ordre d'intensifier leur production agricole (Beliczky, *op. cit.* p. 36 ss.).

Somme toute, cette évolution complexe eut pour résultat l'abandon des méthodes médiévales auxquelles vint se substituer l'âpre désir d'augmenter les recettes.

III

De ce qui précède il ressort que la situation intérieure de la Hongrie a été un facteur nullement négligeable dans ces transformations, d'ailleurs parfaitement conformes au rythme général de l'évolution européenne. Reste à voir si ces initiatives ont abouti en Hongrie au même système des domaines producteurs dont les recherches relatives à l'histoire économique de l'âge moderne ont relevé les traits précis dans la partie est de notre continent, notamment dans l'Allemagne orientale et dans la zone tchéco-morave.

Disons, pour caractériser l'état des grands domaines de Hongrie, que ni les instructions données par les seigneurs ni les efforts déployés pour élever le rendement de l'agriculture ne se montrèrent suffisants. Or, le rendement pouvait être augmenté par d'autres moyens que ceux des grands domaines transformés en « usines » d'exploitation agricole. Il ne suffit donc pas d'un régime d'exploitation dirigé par le propriétaire en personne ni des principes d'administration ; il faut encore déterminer le rôle de la production des grands domaines dans la vie économique du pays, d'une part, et dans le cadre du régime domanial, d'autre part. En d'autres termes, on peut se demander si la production des terres seigneuriales a relégué au second plan la prestation des serfs. Au fond, il s'agit de savoir si l'on peut constater dans la structure des grands domaines de la Hongrie, pendant les premiers siècles de l'âge moderne, une transformation assez radicale pour déplacer le point de gravitation du rendement des prestations des serfs vers la production propre du domaine. Pour répondre à cette question, il faut tenir compte d'une série de faits : il y a lieu de se demander dans quelle mesure les grands domaines de la Hongrie ont vu se multiplier, aux XVIe et XVIIe siècles, les fermes, moyens indispensables de l'activité productrice du seigneur, dans quelle mesure s'est élargie la zone des terres arables, dans quelle mesure on s'est adonné à la culture des céréales, si caractéristique pour les grands domaines producteurs, quelle était, dans tel ou tel domaine, la proportion entre les prestations des serfs et la production des terres seigneuriales et enfin de quelle manière on a fait prévaloir dans le régime d'exploitation seigneuriale les points de vue du capitalisme et de la production rationalisée. Pour résoudre ces problèmes, il faut jeter un coup d'œil sur l'histoire économique des grands domaines de cette

époque, en tenant surtout compte des données relatives à l'organisation des «usines» d'exploitation agricole et à leur production.

Bien que les travaux préliminaires soient encore très inégaux, on peut constater qu'aux XVIe et XVIIe siècles les grands domaines de la Hongrie n'ont pas encore atteint ce degré de leur évolution qui aurait mis au premier plan la production des terres seigneuriales. Le développement des domaines, datant de la fin du moyen âge, s'était arrêté à mi-chemin, donnant naissance à une sorte de compromis entre le type ancien (domaines fondés sur les contributions des serfs) et le type moderne (domaines producteurs). Les prestations des serfs n'ont rien perdu de leur importance antérieure et c'est pourquoi les serfs établis dans les grands domaines bénéficiaient d'un sort plus doux que celui qui eût été leur partage dans les domaines producteurs parfaitement cristallisés.

Parmi les nombreux villages des domaines appartenant à des châteaux on ne rencontre, aux XVIe et XVIIe siècles, que quelques rares spécimens de fermes seigneuriales.[1] L'étendue des terres arables faisant partie des fermes seigneuriales nous offre un tableau peut-être encore plus instructif.[2]

[1] Sur les 32 villages du domaine de Szepesváralja qu'on connaît dans la première moitié du XVIIe siècle, il n'y avait que 2 fermes seigneuriales (E. Berlász, *A Thurzó-birtokok a XVII. sz. első harmadában* [Les domaines des Thurzó dans le premièr tiers du XVIIe s.]. Budapest, 1936, p. 11). Dans le com. d'Eger où les conditions climatiques et géographiques étaient bien plus favorables à l'agriculture, on ne compte, vers la seconde moitié du XVIe siècle, que 6 fermes seigneuriales, ce qui est un chiffre infime par rapport aux 45 villages de cette région (L. Ruzsás, *Az egri vár gazdálkodása a XVI. században* [Le régime économique du château d'Eger au XVIe s.]. Budapest, 1939, p. 28). Dans le grand domaine du château d'Ecsed, il y avait 23 communes, parmi lesquelles plusieurs bourgs, mais les fermes seigneuriales n'étaient qu'au nombre de 3 *(Károlyi Oklevéltár* [Archives de la famille Károlyi]. T. IV, p. 282—346). Dans la première moitié du XVIIe s., on constate une situation analogue dans les domaines des Thurzó, situés dans la partie nord-ouest de la Hongrie : sur 10 villages du domaine de Rihnó il y avait une ferme, sur 27 villages du domaine de Bajmóc 4 fermes, sur 10 villages du domaine de Temetvény 3 fermes et même sur 18 villages du domaine de Galgócz — domaine beaucoup plus avancé que les autres — 4 fermes seigneuriales (Berlász). *A Thurzó-birtokok op. cit.* p. 12—14). Une exception, dans la Hongrie occidentale, est le domaine de Sárvár—Kapuvár du palatin Thomas Nádasdy où, vers la fin du XVIe s., on pouvait opposer à un total d'environ 24 villages 12 fermes seigneuriales (J. Tholt, *A sárvári uradalom gazdálkodása* [Le régime économique du domaine de Sárvár]. Budapest, 1934, p. 13—16 ; G. Komoróczy, *op. cit.* p. 21). Comme il ressort de ces chiffres, le nombre des fermes y constituait au moins la moitié du nombre des autres villages, ce qui témoigne du sens très aigu de Nádasdy pour la production agricole.

[2] Dans le domaine de Monyorókerék (Transdanubie), sur 41 villages, le propriétaire n'avait des terres arables que dans 7 ; dans le domaine de

Dans la plupart des villages, les terres étaient encore aux mains des serfs et cet état de choses caractérisait aussi bien le XVIe que le XVIIe siècle. Même si le seigneur avait des terres arables, celles-ci ne semblent pas avoir été d'une étendue excessive.[1]

La raison principale pour laquelle la superficie des terres seigneuriales peut être considérée comme un indice de l'état plus ou moins prospère des fermes est avant tout que le régime d'exploitation agricole de ce genre était caractérisé par une culture très intense des céréales. Les terres arables ne donnaient que des céréales ; outre ces champs labourables, les autres dépendances des fermes se partageaient entre le potager, les pâturages et les prairies. Quant à la production des céréales, elle est restée assez modeste dans les terres seigneuriales.[2]

Csurgó on ne trouve, sur un total de 22 villages, des terres seigneuriales que dans 4 villages *(Károlyi-Oklevéltár*, t. IV, p. 328—39, 353—57). Dans le domaine d'Ecsed, il y avait trois fermes seigneuriales ; celui de Börvej n'avait des terres que dans un seul village, celui de Majtény dans deux et celui de Nyirbátor que dans trois ; dans ces chiffres, les villages où se trouvaient les centres des fermes ne sont pas compris (Ibid, t. IV, p. 282—346).

[1] Les terres appartenant aux deux fermes du domaine de Szepesvár, mentionné ci-dessus, étaient d'une superficie de 200 à 400 arpents. Dans le domaine de Rihnó, les terres seigneuriales comprenaient 230 arpents, dans le domaine de Bajmóc, 380 arpents, dans celui de Temetvény 30 ou 40 et dans celui de Galgócz environ 1000 arpents. En même temps les terres confiées aux serfs peuvent être évaluées à 20.000 ou 25.000 arpents (Berlász, *A Thurzó-birtokok*, *op. cit.* p. 11 ss.). Dans le domaine d'Ecsed, la superficie des terres serves était de 25 à 30.000 arpents, mais les terres seigneuriales n'étaient estimées qu'à 2500—3000 arpents *(Károlyi-Okl. loc. cit.)*. Dans le domaine de Sárospatak qui, par suite de sa situation géographique très favorable et grâce aux soins de son excellent maître, Georges Rákóczy, jouait un rôle essentiel dans la vie économique de la Hongrie orientale pendant la première moitié du XVIIe siècle — son rôle est comparable à celui du domaine de Sárvár dans la partie ouest du pays, au milieu du XVIe siècle — les terres réservées, en 1691, aux semailles d'automne couvrent une superficie de 1304 arpents. *(Tört. Tár*, 1895, p. 187—90).

[2] Les quatre fermes du domaine de Sárvár ont produit, en 1624, 1200 mines de blé et de seigle, en même temps les céréales fournies par les villages à titre d'impôt foncier, par la mouture et surtout par la *nona* des serfs, se chiffraient par 1314,5 mines. Comme l'on voit, les prestations en nature dépassaient sensiblement la production des fermes. En ce qui concerne la production d'orge et d'avoine, beaucoup moins considérable que la production de blé et de seigle, elle présentait une répartition plus avantageuse : 62.7 % de la production d'orge et 59 p. c. de la production d'avoine venaient des fermes seigneuriales. Si l'on ajoute les produits des semailles d'automne à ceux des semailles de printemps, on constate que la production des terres seigneuriales participe par un apport de 51.6 p. c. à la production totale du domaine (Tholt, *op. cit.* p. 6.). Dans

En résumé, il ne faut pas perdre de vue que le régime d'exploitation des terres seigneuriales n'était pas encore assez avancé pour qu'on pût espérer un rapide essor de la production. Quoique, dans l'Europe occidentale, on prônât déjà la culture des plantes fourragères dans les terres laissées en jachère, en Hongrie on s'en tenait au système de l'assolement triennal, voire biennal, beaucoup moins avantageux au point de vue de l'exploitation. Ces systèmes que les fermes seigneuriales, à défaut d'un régime d'exploitation qui leur fût propre, avaient dû emprunter aux méthodes pratiquées par la paysannerie, reflétaient l'esprit moyenâgeux et se prêtaient difficilement au perfectionnement. Dans le domaine de la production on ne se souciait guère de la qualité des produits ; on se contentait d'élargir de plus en plus la zone des terres labourables. Bien que l'engraissement des terres eût été à maintes reprises prescrit par les instructions des seigneurs,[1] les engrais étaient d'habitude réservés aux terres maigres ; il en était ainsi surtout dans les régions si peu fertiles du nord-ouest de la Hongrie. D'autre part, les fermes avaient si peu de bestiaux que les quantités d'engrais disponibles étaient toujours insuffisantes. Pour augmenter la fécondité du sol, on labourait la terre, au temps des semailles, à deux et même à trois reprises. Toutefois, le rendement des terres arables restait généralement très bas.[2]

D'autre part, on peut observer que dans les terres seigneuriales les champs cultivés par les serfs présentent un rendement supérieur à celui des champs soumis au régime du propriétaire. Il n'en reste pas moins que la conception économique de cette époque était encore loin de reconnaître la thèse que la corvée des paysans ne servait point les intérêts de l'augmentation de la production. Quand on confiait aux serfs un lot de

une autre région du pays, dans le domaine de Sárospatak, les dîmes ont fourni, en 1636, 1313 mines de céréales ; quant à la production des fermes, elle s'est élevée à 1653 mines (*Történ. Tár*, 1899, p. 589). Ces chiffres sont d'autant plus significatifs qu'ils se rapportent à deux domaines qui marchaient en tête de l'évolution du régime agricole.

[1] *Történ. Tár*, 1891, p. 659 ; *M. Gazd.-történ. Szemle*, 1894, p. 150, 271 ; 1897, p. 332, 338, 477 ; 1898, p. 98 ; 1904, p. 143 ; Tholt, *op. cit.* p. 54 ; Komoróczy, p. 72—3.

[2] Même dans le domaine de Sárvár, on ne récoltait que le double le triple ou le quadruple des semences : il serait trop risqué d'en tirer des conclusions sur le rendement moyen de l'agriculture hongroise (Tholti *op. cit.* p. 51). En ce qui concerne le domaine de Sárospatak, ses contrôleurs étaient fort mécontents de la disproportion qu'il y avait entre la quantité des semences et les récoltes : à leur avis, on ensemençait trop et on récoltait fort peu : au lieu du décuple des grains ensemencés, on devait se contenter bien souvent d'une quantité qui n'en représentait même pas le double (*Történ. Tár*, 1895, p. 117).

terre pour le cultiver en commun, ils tâchaient d'y achever le travail aussi vite que possible ; mais quand on les employait comme journaliers, ils travaillaient sans la moindre trace d'enthousiasme, puisque aucune communauté d'intérêts n'existait entre propriétaires et paysans. Au contraire, ce qui caractérisait leurs rapports, c'était un conflit d'intérêts de plus en plus aigu. D'autre part, on entassait dans les fermes des quantités de céréales si considérables — on y gardait quelquefois les produits de plusieurs années[1] — qu'il serait faux d'attribuer aux grandes exploitations une agilité excessive de l'esprit commercial. Les domaines qui se rangeaient parmi les fournisseurs de céréales, ne vendaient pas les grains de la récolte des grandes fermes ; la plupart du temps, il ne faisaient que revendre — avec un certain profit — les céréales achetées ailleurs. L'agriculture des grandes fermes continuait à pourvoir aux besoins de la consommation intérieure : les réserves dont nous venons de parler étaient destinées à atténuer la crise alimentaire des mauvaises années.

Quant à l'élevage, il restait également à un niveau assez bas dans les grandes exploitations hongroises du XVIe et du XVIIe siècle. On attachait trop d'importance à l'élevage extensif. Bien que la Hongrie restât fidèle aux traditions de ces exportations de bestiaux dont les origines remontaient à la fin du moyen âge, les troupeaux envoyés sur les marchés occidentaux venaient non pas des grands domaines producteurs, mais plutôt des pâturages *(puszta)* des bourgs de l'Alföld. Il est certain qu'il existait des différences regionales du point de vue de l'intensité et des formes de l'élevage, mais on ne saurait nier que celui-ci n'entravât l'essor de l'agriculture, restée fidèle au système des fermes.[2]

[1] *Tört. Tár*, 1888, p. 404 ; cf. Komoróczy, *op. cit.* p. 101.

[2] A la fin du XVIe siècle, le propriétaire du domaine de Vörösk̋ n'avait que 178 bêtes à cornes et 394 porcs ; en outre, il possédait 206 moutons et chèvres *(Századok*, 1869, p. 457). Dans certaines fermes le nombre des bovins s'élevait à peine à une centaine ; l'élevage des porcs et des moutons n'était pas considérable non plus, quoique le déclin de l'élevage, si caractéristique du XVIIe siècle, en fît ressortir plus que jamais l'importance relative (Tholt, *op. cit.* pp. 54—56). Quant à la Hongrie septentrionale, il suffit de renvoyer au domaine de Rozgony : on n'y enregistrait que 2 vaches laitières et 40 porcs ; en même temps les 31 serfs et 17 *inquilini* du village de Rozgony possédaient 44 chevaux et 45 bœufs (nos données se rapportent à 1636, cf. *M. Gazd.-tört Szemle*, 1894, p. 270). Dans la ferme de Felsővadász il y avait 103 bovins, y compris les veaux et les bêtes de trait (en 1631, *Tört. Tár*, 1788, p. 927—940). Dans le domaine du château de Tihany on ne comptait que 106 bovins *(Ibid.* 1879, p. 134). Dans les 13 grands domaines transylvains du prince Georges Ier Rákóczy, il y avait 782 chevaux, 2677 bœufs et vaches, 6504 porcs, 158 buffles, 16.827 moutons et 1416 chèvres *(Ibid.* 1895, p. 193—4) ; à la

Au sujet du cheptel des fermes seigneuriales, rappelons que les bêtes de trait signalées par les registres de l'époque appartenaient plutôt au capital des grandes exploitations. Au moyen âge les domaines fondés sur les prestations avaient pu facilement se passer de capitaux ; ce n'était pas le cas des domaines producteurs de l'âge moderne, dont la gestion exigeait déjà un capital d'exploitation. Plus on s'éloignait du type médiéval, plus on avait besoin de capitaux, car seuls ces derniers permettaient d'intensifier l'exploitation des terres seigneuriales, c'est-à-dire les travaux exécutés avec l'outillage propre du domaine. A vrai dire, les grands domaines de Hongrie, attardés dans un stade assez arriéré de l'évolution, disposaient de capitaux peu considérables ; il s'ensuivait que les travaux salariés, caracteristiques du régime capitaliste, ne jouaient qu'un rôle secondaire dans leur activité productive. Le domaine devait donc fonder son activité productive sur la corvée des serfs ainsi que sur le cheptel vif et mort des terres serves. Dans ces conditions, les frais de production restaient minimes et cela d'autant plus qu'on ne payait ni la dîme ni l'impôt sur les produits des terres seigneuriales, cest-à-dire des grandes fermes administrées par le proprietaire. Grâce à l'exemption d'impôts et à la main d'œuvre gratuite, la production du domaine exerçait une forte pression sur la production des terres serves.[1]

Quant aux bâtiments des fermes, ils ne représentaient pas des capitaux investis très considérables : dans la plupart des cas c'étaient des bâtiments en briques de pisé séché (torchis), aux murs enduits de boue ou aux murs de bois, des étables, des écuries, des granges, une bergerie, etc. Seules les fermes plus avancées avaient des bâtiments construits d'une matière plus durable. Le regime financier ne témoignait pas non plus d'une

même époque, un seul propriétaire faisait paître des milliers de bestiaux dans les *pusztas* d'une bourgade paysanne. Au milieu du XVIe siècle, Gaspar Biró, bourgeois de Debrecen, paraît avoir eu jusqu'à 10.000 bêtes à cornes (cf. E. Szűcs, *Debrecen város történelme* (Histoire de la ville de Debrecen). T. I. Debrecen, 1871, p. 106—7). En ce qui concerne les formes de l'élevage, on tenait, la plupart du temps, les bestiaux en plein air pendant toute l'année, même en hiver.

[1] Pour caractériser le cheptel vif et mort des domaines, rappelons, à titre de curiosité, que le domaine de Felsővadász n'avait en 1631 que 31 bœufs de trait, 3 charrues et 3 chariots «ferrés» (*Tört. Tár*, 1878, p. 927—40). Dans la ferme de Rozgony des Esterházy il n'y avait en 1636 pas une bête de trait et la ferme de Szinna, une dépendance de la première, n'avait que 4 bœufs, un chariot et une charrue (*M. Gazd.-tört. Szemle*, 1894, p. 270—71). Le domaine de Gyalu, en Transylvanie, ne possédait que deux charrues : il était donc contraint d'exploiter presque exclusivement le cheptel vif et mort, et la force physique des serfs (S. Jakó, *A gyalui vártartomány urbáriumai* [Les urbariums du domaine de Gyalu]. Kolozsvár, 1944, p. XLII).

pénétration rapide des idées capitalistes. Les recettes n'étaient pas employées à perfectionner la production et ses moyens ; en d'autres termes, on ne recourait pas à ce procédé grâce auquel les grandes exploitations peuvent toujours s'assurer des avantages sur les petites exploitations. On préférait thésauriser l'argent ou l'employer à l'achat de nouvelles propriétés.[1]

Inutile de dire que les conditions climatiques et géographiques, le caractère du propriétaire, l'atmosphère politique et la distance qui séparait tel ou tel domaine des champs de bataille exerçaient également une influence décisive sur le régime agraire des seigneurs. En outre, il convient de tenir compte du fait que le rythme de l'évolution était plus ou moins inégal au cours du XVIe et du XVIIe siècle. Les domaines producteurs avaient emprunté leurs formes fondamentales aux domaines fondés sur les prestations de la fin du moyen âge ; dans le même temps on pouvait déjà observer les contours plus ou moins vagues des allodiaux. La tension qui se produit à la fin du moyen âge parmi les serfs est due en partie à ce nouveau régime d'exploitation et à ses exigences accrues à leur égard. Les intérêts divergents des domaines du type ancien et du type moderne donnèrent lieu aux représailles sanglantes qui marquèrent la fin de la révolte des serfs en 1514 ; à partir de cette époque, l'augmentation des charges des serfs liés par des attaches plus solides à la glèbe contribua d'une manière très sensible à la cristallisation du régime agraire des grandes fermes. Toutefois l'«industrialisation» des grands domaines de la Hongrie n'eut lieu que vers le milieu du XVIe siècle ; à la fin du même siècle, la Guerre de Quinze Ans contre les Turcs provoqua un déclin qui se fit sentir même dans les régions particulièrement favorables à l'exploitation seigneuriale. On vit tomber en ruines des fermes entières ; elles ne furent jamais reconstruites. Les terres arables furent recouvertes d'eau et de plantes aquatiques.[2]

Le XVIIe siècle eut à souffrir d'une décadence dont les effets devenaient de plus en plus sensibles. Cette décadence

[1] Lorsque, en 1619, Georges Homonnay résolut de vendre les récoltes de plusieurs années, il se proposait de réserver l'argent «pro futura cautela» (*Történ. Tár*, 1888, p. 404). Dans les domaines des orphelins Homonnay, administrés par le fisc, l'intendant avait à thésauriser l'argent dans ses caisses, pour les besoins futurs des orphelins (*Történ. Tár*, 1894, p. 659). Nicolas Esterházy donna des instructions analogues à son intendant de Munkács (*M. Gazd.-történ. Szemle*, 1903, p. 155).

[2] Pendant les premières dizaines d'années du XVIIe siècle, on constate dans le domaine de Sárvár une diminution de 30 à 60 % de la production par rapport aux dernières années du XVIe siècle. Le cheptel a également diminué ; certaines fermes sont privées de tous leurs bovins : dès lors l'importance de la vie pastorale extensive fut marquée par le progrès de l'élevage des moutons (Tholt, *op. cit.* pp. 17, 42, 54).

ainsi que l'essor qui caractérise le XVIIIe siècle s'expliquent sans doute par les conséquences néfastes de l'oppression ottomane. Dans la seconde moitié du XVIIe siècle, à la suite de la guerre de Trente Ans, une crise agraire vint encore aggraver la situation : le prix des céréales baisse, après quoi quelques années de bonne récolte contribuent à rendre la surproduction de plus en plus menaçante.[1] Parmi les causes qui, en Hongrie, ont provoqué cette décadence, se range au premier rang le fait qu'au cours du XVIIe siècle les grands domaines ont graduellement perdu leur rôle militaire dans la défense du pays. Les necessités militaires avaient donc cessé de stimuler les propriétaires à intensifier la production de leurs terres et à augmenter leurs revenus. Un autre facteur qui paralysait la vie agricole en Hongrie était l'impossibilité d'exporter vers les pays occidentaux ; les marchands étrangers qui venaient en Hongrie, s'intéressaient surtout aux métaux précieux. Somme toute, le pays, à défaut de voies fluviales conduisant vers l'ouest, avait fini par perdre tout contact avec le trafic international des céréales.

IV

Pour avoir une idée nette des différences qu'il y avait entre les domaines hongrois du moyen âge et ceux de l'âge moderne, il ne suffit pas d'examiner, comme nous venons de le faire, les résultats de l'exploitation des fermes seigneuriales. Dans les grandes exploitations, on attachait beaucoup d'importance non seulement aux prestations d'allure médiévale et à l'activité des fermes, si caractéristique de l'âge moderne, mais encore à l'utilisation commerciale des droits seigneuriaux. Cette dernière branche de l'activité des propriétaires terriens avait un caractère capitaliste fortement accusé. Elle se manifestait surtout parmi la population établie sur le territoire d'un grand domaine et, comme les privilèges seigneuriaux équivalaient à une sorte de monopole, elle marquait d'une empreinte indélébile le regime économique des *latifundia* de l'âge moderne. A cet égard, il convient de rappeler en premier lieu les recettes que la vente du vin assurait aux grands domaines. La Plaine Hongroise ayant été occupée par les Turcs — elle formait d'ailleurs un territoire relativement peu apte à la viticulture — les grands domaines des collines et des montagnes environnantes eurent rapidement généralisé le commerce du vin. Les instructions données aux intendants des *latifundia* font toujours ressortir l'importance de la vente du vin dans le total des recettes. Les comptes qui nous sont parvenus nous révèlent même des chiffres

[1] G. Franz, *op. cit.* p. 95.

précis.[1] Il n'est pas sans intérêt de rappeler que, dans le domaine de Sárvár, une des exploitations les plus fortement développées de la Hongrie, 86 % des recettes étaient assurés par le commerce du vin.[2] Quant aux quantités de vin qu'on destinait à la vente, elles provenaient de trois sources. Tout d'abord, les exploitations seigneuriales avaient des terres réservées à la viticulture, quoiqu'un bon nombre de fermes fussent encore dépourvues de vignobles et que l'évolution n'accusât aucun progrès sensible de la viticulture qui, au lieu de la corvée exécutée sans le moindre zèle, aurait demandé — plus que toute autre branche de l'agriculture — les multiples soins de la culture intensive. En second lieu, le propriétaire pouvait se procurer du vin en louant la dîme que les serfs devaient payer à l'Église sur le vin de leur récolte. En troisième lieu, le propriétaire avait le droit de frapper d'une taxe spéciale les vignobles. D'une manière générale, le propriétaire faisait le commerce du vin avec la production des serfs. Quant à la vente, elle se pratiquait de deux manières : d'un côté, on fournissait certaines quantités de vins de marque à l'exportation, dirigée surtout vers la Pologne et les provinces autrichiennes ;[3] de l'autre côté, les seigneurs avaient le droit d'ouvrir des auberges. Pendant la majeure partie de l'année, les propriétaires terriens se réservaient le monopole de la vente du vin : les serfs ne pouvaient vendre leur vin que pendant les périodes incomparablement plus brèves où aucune rivalité n'était possible entre eux et les seigneurs. Ce procédé, dit *educillatio*, qui, parallèlement au développement des grandes exploitations du type moderne, s'était généralisé à partir du XVIe siècle, permettait la vente de quantités considérables : il arrivait souvent que la viticulture des fermes, le vin fourni à titre de taxe sur les vignobles et la dîme du vin fussent loin de satisfaire les besoins réels de la consommation des auberges seigneuriales. Pendant que ces auberges avaient le droit de débiter leur vin, on surveillait sévèrement les serfs : on ne leur permettait ni de vendre leur vin ni de fréquenter l'auberge d'un autre propriétaire. Dans ces conditions les auberges jouissaient d'une prospérité permanente : pour satisfaire leur clientèle, les seigneurs se

[1] Dès le milieu du XVIe siècle, l'intendant du domaine de Kanizsa insista sur l'excellent rendement de la vente du vin (Komoróczy, *op. cit.* p. 106). Dans le domaine de Munkács la plupart des recettes provenaient du commerce du vin ; cela est vrai aussi bien en 1570, c'est-à-dire à une date où le domaine était administré par le fisc, qu'en 1616, lorsque son propriétaire était déjà Nicolas Esterházy. Cf. *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1896, pp. 85, 1897, p. 511.

[2] Tholt, *op. cit.* pp. 65 et suiv.

[3] V. G. Komoróczy, *Borkivitelünk észak felé* [L'exportation du vin hongrois vers le nord]. Kassa, 1944.

voyaient souvent obligés d'acheter le vin des serfs. C'est dans ces nécessités qu'il convient de chercher l'origine du droit de préemption qu'avaient les seigneurs pour le vin ; mais il faut ajouter que, dans bien des cas, la soi-disant « préemption » était l'enlèvement du vin de vive force. On prescrivait les quantités à fournir et, malgré la loi qui prévoyait le payement du prix d'achat en espèces, les seigneurs, jaloux de leur bénéfice, ne payaient les serfs qu'en céréales. Et encore ce paiement dépendait-il de l'année, bonne ou mauvaise.[1]

En dernière analyse, les serfs achetaient leur propre vin à l'auberge seigneuriale : outre la taxe sur les vignobles, ils avaient donc à payer même le profit qui assurait aux propriétaires des recettes si considérables.

Outre le commerce du vin, les seigneurs se réservaient encore un autre privilège : la vente de la bière. Dans les fermes, on trouve souvent des brasseries, destinées à fournir de la bière aux serfs. Bien que les recettes réalisées par la vente de la bière fussent loin d'égaler celles de la viticulture et du commerce du vin, les instructions données aux intendants montrent que la vente de la bière[2] avait également une certaine importance.

Outre le droit de tenir des auberges, le seigneur avait le droit, au titre d'« usufruits royaux mineurs », d'ouvrir des boucheries et d'installer des moulins. L'installation de ces derniers était un des privilèges des propriétaires terriens ; une taxe spéciale était perçue sur les céréales moulues et l'on engraissait des porcs pour les boucheries. Mais ces recettes avaient peu d'importance dans le régime économique des grandes exploitations. D'une manière générale, dès le début de l'âge moderne, on cherchait à multiplier les recettes de ce genre en développant de plus en plus les privilèges seigneuriaux. Quant au régime forestier, les seigneurs prirent l'habitude d'interdire aux serfs l'usage commun des forêts situées à proximité des communes

[1] V. *Károlyi-okl.* t. IV, p. 340 ; *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1895, p. 50. En 1614, Nicolas Esterházy ordonna à son intendant de Munkács de ne laisser aux serfs de Beregszász que la moitié du vin produit par eux. *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1903, p. 154. — Selon les instructions données par Emeric Thököly en 1684, on devait enlever les vins au temps des vendanges et enregistrer soigneusement les quantités enlevées ou achetées, le prix d'achat, le nom du vendeur, etc. *Ibid.* 1894, p. 156. — D'après les instructions données au domaine de Munkács en 1570, il fallait acheter le vin des serfs, mais sans aucune brutalité. Selon les mêmes instructions, les céréales et le vin qui menaçaient de se gâter, devaient être distribués aux habitants, sous la réserve de les leur faire payer au temps des récoltes et des vendanges. *Ibid.* 1896, p. 84—85.

[2] *Tört. Tár*, 1894, p. 660 ; *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1897, p. 334, 476, 1904, p. 141.

ou au moins l'usage d'une partie des forêts en question ; parfois on faisait payer le bois de chauffage ou de construction qu'on se procurait dans les forêts interdites. On interdisait aux serfs de mener leurs porcs à la glandée dans certains secteurs de la zone forestière ou l'on exigeait une taxe pour le glandage.[1] Dans les domaines qui possédaient de vastes pâturages alpestres, on s'assurait des recettes analogues par l'impôt des bergeries, dit *sztrongaadó* (en roumain *strungă* « parc à mouton, bercail »).[2]

Rappelons, pour terminer, quelques autres sources de recettes des grandes exploitations de Hongrie pendant l'âge moderne. On développe l'élevage des vaches et de la volaille ; la laiterie dépasse de beaucoup les besoins domestiques et il en est de même pour la volaille. On installe des scieries, on fait le commerce du sel et de la quincaillerie ; en outre, on cherche à augmenter les recettes par le péage, le droit de passer un pont ou une rivière à gué. Outre la dîme du vin, les propriétaires louent éventuellement aussi la dîme des céréales. On commence à exploiter le jardinage, mais les meilleurs produits des potagers sont destinés plutôt aux tables de quelques amis intimes, voire à la cour royale, pour flatter la vanité des seigneurs cultivateurs. On se soucie beaucoup moins de la consommation des larges masses et des besoins du marché ; n'oublions pas d'ailleurs que l'époque dont nous parlons est aussi celle de l'essor des jardins d'agrément.

V

Ce coup d'œil sommaire sur le régime économique des grandes exploitations de la Hongrie nous permet d'établir qu'en ce qui concerne les sources de recettes, les méthodes d'exploitation propres à l'activité productrice de l'âge moderne y tenaient un rôle secondaire. Les traits essentiels des domaines producteurs de l'Allemagne orientale, de la Bohême et de la Moravie ne se retrouvent qu'en partie dans les domaines du type nouveau de la Hongrie. Sans doute ces derniers ne tardèrent-ils pas à s'engager dans cette voie nouvelle de l'évolution, mais le régime des fermes seigneuriales ne prit pas un développement suffisant pour former le noyau du système d'exploitation. On constate donc en Hongrie la cristallisation d'un type de transition où les particularités des fermes seigneuriales étaient loin de tenir

[1] Au XVIIe siècle, la taxe du glandage semble avoir été assez générale, cf. *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1897, p. 332, 513, 1898, p. 100, 150, 159. Pour les limitations imposées au bois de chauffage cf. *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1894, p. 240, 1898, p. 154.

[2] Selon les instructions données à l'administrateur du domaine de Munkács la principale source de revenus de ce château était la *sztronga*, cf. *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1897, p. 511.

le principal rôle dans les recettes des domaines. On attachait beaucoup plus d'importance aux redevances des serfs, d'une part, c'est-à-dire à l'héritage du domaine médiéval fondé sur les contributions, et au développement de certains privilèges seigneuriaux, d'autre part. Au cours de l'évolution qui eut lieu pendant l'âge moderne, ces privilèges prirent une extension considérable : en assignant aux serfs une place nettement délimitée entre producteurs et consommateurs, les domaines se réservaient une série de droits avec tout le profit qui en découlait. Grâce à ces monopoles, le profit des seigneurs pesait sur les serfs des domaines comme un impôt indirect. Les seigneurs tâchaient d'accaparer les produits des serfs dans l'espoir d'un gros bénéfice, obtenu par l'exclusion de la possibilité même d'une concurrence ; d'autre part, ils avaient le moyen de vendre, également sans concurrence, leurs propres produits aux serfs. Telles sont les raisons pour lesquelles, dans le régime économique des grandes exploitations hongroises de l'âge moderne, les recettes provenant des droits seigneuriaux devaient nécessairement l'emporter sur le système des fermes ; parfois ces droits allaient jusqu'à rivaliser en importance avec les prestations en nature des paysans. Comme l'on voit, les grands domaines en Hongrie ont donné naissance à un type de transition entre les domaines fondés sur les contributions et les domaines producteurs : la production des fermes seigneuriales continuait à être destinée surtout à la consommation interne ; quant aux revenus en espèces, on cherchait à les encaisser au moyen de la mise en pratique des droits seigneuriaux. Pour caractériser les grands domaines de la Hongrie, il convient de rappeler qu'à cette époque les fermes ne fournissaient que 10 à 15 % des revenus ; le reste provenait des prestations des serfs et de l'application des droits seigneuriaux.[1] Le système de ces droits constitue sans conteste une particularité nouvelle dans la structure des grandes exploitations; mais il serait exagéré de dire qu'il ait sensiblement modifié les formes intérieures et l'administration de nos grands domaines. Au fond, rien n'empêchait ces derniers de rester fidèles à leurs formes médiévales. Les nombreux de serviteurs qu'on voyait pulluler dans les domaines appartenant aux châteaux ne montraient guère d'empressement à se mettre au service d'un vaste plan de rationalisation économique. Somme toute, on peut dire qu'aux XVIe et XVIIe siècles les grandes exploitations de la Hongrie aient été à la fois des domaines fondés sur les contributions des serfs et des domaines producteurs ; en outre, elles s'appuyaient dans une large mesure sur les recettes provenant des différents droits seigneuriaux. Leur structure

[1] Cf. Berlász, *op. cit.* p. 18; Jakó *op. cit.* p. XLII; Tholt, *op. cit.* p. 69.

présente donc un curieux mélange des éléments médiévaux et des éléments propres à l'âge moderne.

Ce long exposé était nécessaire pour éclaircir la situation des serfs et des terres serves de Hongrie aux XVIe et XVIIe siècles. Il était nécessaire aussi pour donner une idée claire de la structure des grandes exploitations hongroises et des tendances économiques des grands propriétaires, pour expliquer les relations existant entre les serfs et leurs terres, les charges qui étaient imposées aux paysans, les tensions intérieures qui se faisaient sentir dans la classe des serfs et les débuts d'un certain processus de stratification au sein de cette société paysanne. Dans les grands domaines hongrois de l'âge moderne, l'« allodisation » se faisait sentir dans une très faible mesure et c'est pourquoi on n'imposait pas aux serfs des charges aussi lourdes que celles qui, dans d'autres pays, étaient conditionnées par les formes moins attardées des exploitations des fermes. Les grands domaines de Hongrie pouvaient acquérir les terres nécessaires aux fermes sans diminuer pour cela d'une manière progressive et systématique la superficie des terres serves. En d'autres termes, tout en réduisant les tenures réservées aux serfs, on ne recourait pas aux méthodes brutales d'expropriation qui étaient fréquentes dans l'Allemagne orientale. Bien au contraire, le fait que les grands domaines de Hongrie continuaient à s'appuyer même pendant l'époque moderne sur les redevances des serfs, inspirait aux seigneurs — soucieux de leurs propres intérêts économiques — des principes qui allaient aboutir à la protection des serfs.

Une partie des terres réservées aux fermes seigneuriales remontaient à la répartition médiévale des propriétés terriennes. Les terres appartenant aux fermes les plus anciennes se trouvaient à proximité d'un château fort ; elles se distinguaient nettement des terres cultivées par les serfs. Le plus souvent, on les détachait du territoire commun d'un village lors du partage des terres (c'était là une opération qui se répétait de temps à autre). Au moyen âge les propriétaires faisaient cultiver ces terres conjointement avec les tenures des serfs. Dès le début de l'âge moderne, un changement radical eut lieu dans ce domaine : les propriétaires séparèrent leurs lots de terres de la communauté d'un village, essayant, bien entendu, d'accaparer les champs les plus fertiles et les dépendances directes du centre du domaine. De cette manière les seigneurs brisèrent l'unité des collectivités communales, créant une différence de plus en plus nette entre les terres directement soumises à leur autorité et celles des serfs attachés à eux par les liens de la dépendance féodale.

Un autre procédé d'acquérir des terres consistait à élargir la zone des terres arables, c'est-à-dire de soumettre les terres

incultes à l'exploitation agricole. On défrichait des forêts et on labourait des pâturages, afin de pouvoir rattacher tous ces terrains aux dépendances des fermes. Grâce au déboisement, les serfs étaient également en mesure d'élargir leurs tenures, de sorte que cette méthode de l'augmentation des terres seigneuriales ne produisait aucune friction sérieuse entre les seigneurs et leurs serfs.

Le troisième procédé grâce auquel les propriétaires pouvaient multiplier les dépendances de leurs fermes avait trait aux terres serves restées dépeuplées ; vers la fin du moyen âge, la moitié des terres serves se rangeait dans cette catégorie. Au cours du XVIe siècle, période qui a laissé un si triste souvenir dans l'histoire de la Hongrie, le dépeuplement des terres serves prit des proportions de plus en plus tragiques. Les seigneurs avaient donc le moyen de rattacher ces terrains abandonnés à leur propre exploitation. Dans les régions plus ou moins éloignées des champs de bataille, les propriétaires terriens avaient un compagnon d'armes dans les horribles épidémies ; d'autre part, les terres abandonnées se multipliaient sans cesse pour des raisons très diverses (fuite des paysans cultivateurs, renoncement à la terre à cause d'une longue maladie, du vol des animaux employés aux travaux des champs, des charges insupportables, etc.).

Toutefois il serait faux de croire que, dans les grands domaines du XVIe et du XVIIe siècle, toutes les terres abandonnées aient été occupées par les seigneurs. Il y en avait beaucoup où l'on eût voulu établir des serfs. Ce dernier fait suffit, à lui seul, à montrer dans quelle mesure les grandes exploitations de la Hongrie étaient encore loin d'une cristallisation parfaite du régime producteur. Bien que nous ayons — surtout sur la seconde moitié du XVIe siècle — des données assez nombreuses qui témoignent de la transformation des terres abandonnées en terres dépendant des fermes seigneuriales, on pourrait voir une tendance plus générale dans la préoccupation de repeupler les terres serves. Pour encourager ce processus, on accordait aux nouveaux colons certaines concessions ; pendant plusieurs années on n'exigeait d'eux qu'une partie des prestations.[1] Mais comme les terres abandonnées étaient plus nombreuses que les serfs et que les fermes ne pouvaient non plus les soumettre toutes à leur régime d'exploitation, il arrivait souvent que les seigneurs donnaient à bail les terres désertes aux serfs des villages.[2] Sans doute aurait-on pu élargir les cadres de

[1] Sur les instructions relatives au repeuplement des terres abandonnées cf. 1564 : *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1894, p. 70, 75, 1604 : *ibid.* 1899, p. 116 ; 1634 : *ibid.* 1894, p. 318, 1636 : *ibid.* 1897, p. 342 ; 1668 : *ibid.* 1898, p. 159.

[2] E. Berlász, *op. cit.* p. 17.

l'« allodisation », mais les grandes exploitations ne savaient utiliser les possibilités qui s'offraient. Dans certains cas, les propriétaires essayaient de peupler les tenures vides d'*inquilini*, c'est-à-dire de paysans sans terre.[1] Plus tard, vers la fin du XVIIIe siècle, le principe prévalut que les terres serves devaient conserver leur caractère primitif et que, même en cas d'abandon, elles ne pouvaient être soustraites à la communauté des serfs. Étant donné que, depuis des siècles, les serfs hongrois avaient formulé des prétentions sur les terres abandonnées et porté plainte au cas où on les leur avait refusées, tout porte à croire que l'expulsion des serfs de leurs tenures n'était qu'un phénomène sporadique en Hongrie. On peut en conclure aussi qu'il existait des rapports de sentimentalisme particulièrement profonds entre les serfs et leurs terres : les paysans hongrois étaient beaucoup mieux ancrés au sol que les serfs astreints à la corvée et souvent transportés d'un endroit à l'autre des grands domaines allodiaux de l'Europe centre-orientale.

En ce qui concerne la protection des serfs, résultat naturel de ce régime d'exploitation fondé sur les serfs et les terres serves, elle n'était pas inspirée par des considérations humanitaires. Jadis, la protection des serfs résultait de la structure même des grands domaines médiévaux, fondés sur les contributions de leur population ; pendant les premiers siècles de l'âge moderne, conformément aux particularités médiévales des grandes exploitations, on resta fidèle à ces considérations d'ordre purement économique. Pendant cette période, les seigneurs ne formulaient pas de prétention sur les terres serves. Au XVIIIe siècle où l'essor des fermes seigneuriales représentait une étape nouvelle de l'évolution, l'expropriation massive des terres serves fut empêchée, d'une part, par l'abondance des terres arables après l'expulsion des Turcs, et, d'autre part, par la protection que l'État, dans l'intérêt de ses finances, accordait à ses contribuables les plus nombreux qui étaient les serfs.

Étant donné que l'immense majorité des serfs de Hongrie appartenait à de grands domaines, les relations qui se sont cristallisées entre ces grandes exploitations et les serfs peuvent être considérées à juste titre comme étant celles de la presque totalité des serfs de Hongrie. Cela est d'autant plus vrai qu'il n'existait aucune différence essentielle entre les formes intérieures et la structure économique des grands domaines et les propriétés moyennes. Les propriétaires des domaines nobiliaires de quelques villages avaient les mêmes tendances économiques que les propriétaires des *latifundia* ; on aspirait de part et d'autre à la réalisation de ses buts par les mêmes moyens. Dès les années 80 du XVIe

[1] V. les instructions données en 1668 à l'administrateur du domaine d'Ungvár : *M. Gazd.-tör. Szemle*, 1898, p. 155.

siècle, un propriétaire transylvain qui avait 5 villages, installait des fermes dans 3 villages où, à en croire ses instructions écrites, il attachait la plus grande importance à l'agriculture.[1] Un siècle plus tard, quand les grands domaines montraient déjà les signes du déclin du régime économique des fermes, on retrouve dans le domaine moyen d'un propriétaire de la Haute-Hongrie les mêmes terres abandonnées (louées aux serfs, labourées en échange de la dîme et partagées entre les paysans) qui caractérisaient à cette époque les grands domaines, incapables d'attacher à l'organisation peu avancée de leur mode d'exploitation les terres serves abandonnées. Il est évident que les propriétaires moyens et, à plus forte raison, les petits propriétaires avaient tout intérêt à adopter le régime économique des fermes : à défaut de contributions suffisantes de la part des serfs, ils devaient attacher plus d'importance à l'agriculture que les grands propriétaires qui, placés au sommet de la pyramide sociale, s'occupaient — même à cette époque tardive — d'affaires politiques ou remplissaient de hautes fonctions militaires.

Malheureusement on connaît très peu l'organisation économique de la petite noblesse et les relations de cette classe sociale avec ses serfs. Ce qui est certain, c'est qu'il y avait un grand nombre de petits gentilhommes qui vivaient dans leur seule terre à la manière des paysans. Ces petits propriétaires n'avaient pas de terres serves non plus ; nous pouvons donc les éliminer de notre champ d'observation. Entre les petits nobles qui n'avaient qu'un seul lot de terre et les catégories inférieures des propriétaires moyens on trouve un certain nombre de petits propriétaires ; mais les terres serves qui leur appartenaient, n'étaient guère importantes. Ces propriétaires habitaient le même village que leurs serfs, cultivaient leurs terres et cherchaient à exploiter le plus possible le travail et les prestations des serfs. Inutile de dire que ce régime économique avait également ses limites : comme il ressort des cas que nous avons analysés dans le comitat d'Ugocsa, les petits propriétaires ne recouraient pas plus à l'expulsion des serfs que les seigneurs des *latifundia*. On cherchait plutôt à réduire les serfs au niveau social des *inquilini* ; on leur enlevait la terre, mais on les attachait aux domaines pour utiliser pleinement la main-d'œuvre qu'ils représentaient.

ÉTIENNE SZABÓ

[1] V. les instructions de F. Kovacsóczy, *M. Gazd.-tört. Szemle*, 1898, p. 590 ss.

LA RÉVOLUTION DE CRACOVIE DE 1846 ET LA HONGRIE

En 1831, après la chute de la soi-disant révolution polonaise de novembre, l'État libre de Cracovie (une création du Congrès de Vienne) n'échappa point à son sort : les troupes tzaristes envahirent la ville en septembre, la tinrent occupée pendant trois mois et déclarèrent que le président de la république ne serait désormais éligible que sous réserve de l'approbation des trois puissances, auteurs du démembrement de la Pologne (la Russie, la Prusse et l'Autriche). L'annexion de l'État libre à l'Autriche fut dès lors décidée. Les trois grandes puissances, prétextant que les émigrants s'étaient réfugiés à Cracovie, occupèrent la ville en 1836. Bien que, sous la pression de la France et de l'Angleterre, les troupes d'occupation eussent évacué la ville libre, elles y avaient laissé une police et une milice appelées à veiller sur les intérêts des occupants. En 1841, ce fut le chanoine Schindler, partisan déclaré de l'Autriche qu'on élut président de la ville libre. Déjà à cette époque, le tzar encourageait Metternich à annexer la ville. Dans le même temps, les patriotes polonais émigrants organisèrent la Société Démocratique polonaise en France.[1] L'organe central de la Société, la « Centralisation », dont le siège était d'abord à Poitiers et plus tard à Versailles, envoya des émissaires en Pologne et déclencha en 1846 la révolution de Cracovie. Le but était de réunir tous les territoires polonais en engageant une lutte simultanée contre les trois puissances. L'insurrection aurait dû éclater partout à un moment donné (le 21 février) et elle aurait dû être dirigée par une direction centrale siégeant à Cracovie.

Cependant les gouvernements intéressés, mis entre temps au courant, arrêtèrent Mieroslawski dès le 12 février à Poznan

[1] Cf. A. Lewicki, *Zarys historyi polskiej*. Warszawa, 1913. pp. 480—485.

et appréhendèrent à Lwow 36 chefs de l'insurrection projetée. Le général autrichien Collin, de concert avec la Russie et avec la Prusse, occupa Cracovie. L'insurrection, restée sans chefs, était donc dès le début condamnée à un échec.

L'événement le plus horrible de l'insurrection fut le « massacre de Tarnow », carnage effrayant auquel les paysans sans-terre se livrèrent dans quelques districts de l'ouest de la Galicie. Le gouvernement autrichien, exploitant avec habileté les grands contrastes existant entre la noblesse et les serfs polonais, avait, dès le début, cherché à se concilier la sympathie des paysans polonais et ukrainiens en attisant leur méfiance à l'égard de la noblesse. Cette politique eut pour résultat qu'au moment où éclata la révolution, le général autrichien, baron Krieg, put se servir des paysans pour étouffer la révolution nationale. En effet, comme les rebelles se dirigaient vers Tarnow, les paysans les attaquèrent et firent un affreux massacre dans leurs rangs. La guerre des paysans contre les nobles s'étendit et envahit les autres régions du pays. 2.000 nobles environ périrent victimes de cette guerre.

Par suite de ces événements, la révolution n'éclata à Cracovie qu'avec une certaine hésitation le 21 février. 400 insurgés environ se rassemblèrent dans la ville et le général Collin, ne connaissant pas leur nombre exact, battit en retraite et évacua Cracovie. Dans la ville délivrée, le cabinet national polonais se constitua et proclama le 24 février la dictature de Jan Tyssowski.

Craignant de nouveaux massacres, pareils à celui de Tarnow, Tyssowski recruta un détachement de 600 hommes, qui fut cerné et anéanti par le lieutenant-colonel impérial Benedek, venu de Lwow. Une procession envoyée de Cracovie pour implorer la conversion des paysans et à la tête de laquelle marchait, vêtu en paysan, une croix à la main, un fanatique de la révolution nommé Dembowski, prit une fin tragique : les troupes de Collin l'assaillirent et la dispersèrent. Quelque temps après, les troupes de Benedek et de Collin s'unirent et signifièrent un ultimatum à Cracovie. Puisqu'on ne pouvait attendre de secours d'aucun côté, le conseil des citoyens de Cracovie entama des pourparlers avec le général Collin. Entre temps, Tyssowski réussit à se réfugier en Prusse avec 1300 hommes. Cracovie fut occupée par les trois puissances et, en dépit des protestations de l'Angleterre et de la France, l'Autriche annexa l'État libre, le 6 novembre, à la conférence de Vienne. Cet acte fit disparaître les derniers vestiges de la Pologne indépendante.

*

En étudiant l'histoire de la révolution de Cracovie, on découvre de nombreux fils qui conduisent en Hongrie. La révolution n'était encore qu'au stade initial, lorsque Georges Bulharyn, ancien major polonais, arrive de Hongrie pour prendre le commandement des insurgés de la zone de Sanok. Il avait sans doute été en relations avec les cercles militaires et révolutionnaires hongrois, puisqu'il fit aux conjurés l'offre de leur procurer de Hongrie les armes nécessaires.[1] La troupe du village de Chocholow, situé près de la frontière hongroise, était commandée en partie par le douanier hongrois (?) Dobosz.[2]

[1] M. Sala, *Geschichte des polnischen Aufstandes vom Jahre 1846*. Wien, 1867, p. 153. — Le baron Sala était, de 1840 à juillet 1846, directeur de l'actuariat de l'archiduc Ferdinand d'Autriche-Este, gouverneur de Galicie. Grâce à son poste, il était toujours au courant des événements de Galicie et lorsqu'il écrivit son livre, même les dossiers relatifs aux procès de haute-trahison furent mis à sa disposition. Il tâche d'être objectif, puisque, à l'heure où il écrit son livre, l'Autriche a déjà subi de graves défaites en Italie et en Prusse.

[2] Sala, *op. cit.* p. 206. — De l'autre côté, parmi les ennemis de l'insurrection, on mentionne également quelques Hongrois. Le chef du district de Tarnow, l'Autrichien Breinl propose, dès le 13 février, de concentrer un corps d'armée formé de troupes allemandes et hongroises pour étouffer la révolution. (Sala, *op. cit.* p. 184.) Le lieutenant-colonel impérial Benedek, le chef de la contre-révolution, était lui aussi d'origine hongroise. Dans les rangs des paysans polonais qui collaboraient avec les Autrichiens, il y avait aussi des paysans hongrois. (*Ibid.* p. 261.) Nous savons d'ailleurs que la Hongrie jouait déjà avant la révolution un rôle fort important dans la politique des émigrants polonais. Adam Czartoryski, chef des émigrants, établit déjà vers 1840 son réseau d'agents dans le sud de l'Europe orientale. A partir de 1841, il est en contact avec les émigrants polonais de Hongrie (V. les lettres de Sedlnitzky sur les émissaires que le prince Czartoryski envoyait chez les émigrants polonais en Hongrie. Archives Nationales de Hongrie. Chancellerie, 1841, 193, 330, 467, 488, 847, 1052, 1160, 1239). Une demande que Henri Dembinski adressa au gouvernement de Vienne pour être admis comme simple soldat dans un régiment hongrois est probablement aussi en rapport avec les préparatifs de la révolution. Ce fut sans doute avec l'aide de Hongrois polonophiles que Bulharyn et d'autres Polonais pouvaient librement voyager entre les deux pays en pleine révolution. Les rapports ne furent pas interrompus après la chute de la révolution. Le comte Sedlnitzky, président de la « K. K. Polizei und Zensur Hofstelle » avertit, le 30 septembre 1846, le chancelier royal de Hongrie que les rapports entre les émigrés polonais et les Polonais de Galicie continuent encore à travers le territoire hongrois et par l'intermédiaire des Hongrois. « Le comité versaillais de la fraction nommée « Centralisation » des émigrés polonais s'apprête à envoyer à ses compatriotes, à travers le territoire hongrois, des émissaires pourvus de faux passeports hongrois. En Hongrie, Bonaventure Pongrácz, Joseph Borsiczky et le comte Radvánszky, vice-préfets, ainsi qu'un comte Csáky ont coutume de prêter leur appui aux émissaires polonais,

Après la répression de l'émeute, l'insubordination des paysans aguerris causa de graves soucis au gouvernement autrichien ; d'autre part, il était sans cesse alarmé par les nouvelles d'autres complots. On envoyait fréquemment des troupes de Hongrie en Galicie, l'ordre étant difficile à rétablir. Fin février et dans les premiers jours de mars, c'est déjà de Pozsony (aujourd'hui Bratislava, en Tchécoslovaquie) que des troupes furent mises en marche vers la Galicie. Les conseils généraux des comitats hongrois se plaignent souvent que le ravitaillement des troupes de passage constitue une lourde charge pour le peuple. Même de Transylvanie deux bataillons de chasseurs de frontière sont commandés en Galicie.[1] Les émeutes de paysans se multipliant, l'état de siège fut proclamé dans les comitats septentrionaux voisins de la Pologne[2] et il fut interdit de passer la frontière.

Une preuve de l'attitude presque exclusivement antinoble des paysans polonais antirévolutionnaires est qu'il épargnent les fortunes étrangères, hongroises p. ex. : à Jordanow, ce sont les chefs qui empêchent que 8.000 quintaux de sel et un stock considérable de tabac préparé pour être transporté en Hongrie, ne tombent entre les mains des paysans. Ils ne touchèrent pas non plus aux 152 florins, propriété hongroise, que contenait la caisse de la douane de Suchalowa, alors qu'en même temps ils emportèrent contre reçu l'argent appartenant aux Polonais.[3]

L'émeute étouffée, un flot de fugitifs se dirige vers la Hongrie.[4] Les habitants de la Haute-Hongrie reçoivent les émigrés avec amitié, on leur donne du travail, on les cache, on cherche à les aider le mieux possible.

lors de leurs voyages clandestins. Presque tous les membres importants de l'opposition, au parlement hongrois, sont les amis de la « Centralisation ». Il se prépare à Pest des pourparlers avec les délégués de la « Centralisation ».» (Archives Nationales de Hongrie. Pr. Nr. 880, 1846. Cf. Kossányi, *La Hongrie à l'exposition* : *La Pologne en 1830—1920—1930 à Paris*. Paris, p. 16.)

[1] Sala, *op. cit.* p. 317.

[2] Journal *Pesti Hirlap*, 1846. pp. 225, 267, 286.

[3] Sala, *op. cit.* pp. 262 et 205.

[4] Nous en connaissons quelques-uns de nom. Un des chefs de la zone de Jaslo, nommé Wolanski, désirait aussi se réfugier en Hongrie, mais il fut retenu par les paysans. (Sala, *op. cit.* p. 199.) Georges Bulharyn qui, plus tard, prit part à la guerre de l'indépendance hongroise, réussit à se réfugier avec 40 hommes en Hongrie. (Sala, *op. cit.* p. 203.) Il en est de même du curé du village de Szaflary, situé près de la frontière hongroise, ainsi que de Michel Janiczak, un des chefs de l'insurrection de la même zone. (Sala, *op. cit.* p. 208.)

Au conseil général du comitat de Zemplén — dit le journal *Pesti Hirlap*, — Gabriel Lónyay, ancien député, protesta contre ce qu'il qualifie de lèse-liberté publique et de lèse-sécurité personnelle, un adjudant-chef de la cavalerie légère allemande ayant ordonné une perquisition dans la demeure du comte Andrássy et dans une distillerie, où l'on pensait trouver des réfugiés polonais. Une autre affaire de ce genre eut une fin tragique : à Polena (comitat de Zemplén), un réfugié polonais caché dans le chiffonnier par la maîtresse de maison fut découvert et massacré par des soldats de passage.[1]

La révolution de Cracovie eut un retentissement considérable non seulement dans la politique de l'Europe, mais encore dans celle de la Hongrie.

L'hebdomadaire représentatif de l'époque, le *Pesti Hirlap*, s'occupe chaque jour des événements de Pologne. Le 20 mars, il rend compte sur un ton ému des débats qui viennent d'avoir lieu à la Chambre des Députés française, où Lamartine a élevé la voix pour la défense des Polonais, et il publie en même temps la déclaration de sympathie de la Chambre française, en relevant parmi les 149 signataires les noms d'Arago, de Lafayette, de Ledru-Rollin et de Tocqueville.[2] Le numéro du 19 mars rapporte l'interpellation de Montalembert, de Villemain et de Victor Hugo en faveur des Polonais et le cri d'appel des Polonais de Londres adressé au peuple anglais, ainsi que l'interpellation de lord Beaumont à la Chambre Haute anglaise dans l'affaire de Galicie.[3] Au commencement du mois d'avril, il parle de l'encyclique adressée aux évêques polonais, dans laquelle le Pape exhorte les Polonais à la fidélité envers l'Empereur.[4] La lettre pastorale de l'évêque de Tarnow est également citée par le *Pesti Hirlap*. L'évêque y parle des passions sauvages et des atrocités, qui ont fait tant d'innocentes victimes.[5] L'archevêque de Paris, qui sans doute n'avait pas eu connaissance de l'encyclique, invite ses fidèles à organiser une collecte et à prier pour les Polonais.[6] Nous apprenons par le même journal que

[1] *Pesti Hirlap*, 1846, 4 juin, p. 377.

[2] *Ibid.* 20 mars, p. 195 et 26 mars, p. 207. Le 19 mars, au cours des discussions à la chambre des députés française, Victor Hugo révèle avec des paroles ailées la vocation européenne commune de la France et de la Pologne et, le lendemain, c'est Villemain qui s'écrie : « Puissent les actes des paysans polonais être toujours abhorrés par les paysans hongrois et tchèques » . . . *Ibid.*, p. 225.

[3] *Pesti Hirlap*, mars 29, 1846, pp. 216 et 273.

[4] *Ibid.* 10 avril, p. 246.

[5] Sala, *op. cit.*, p. 292.

[6] *Pesti Hirlap*, 10 avril, p. 245.

le mouvement polonais avait enhardi les milieux révolutionnaires italiens au point qu'il avait fallu renforcer les troupes en Lombardie au mois de mai.[1] Le *Pesti Hirlap* publie même des informations relatives aux événements que la révolution de Cracovie a provoqués dans des régions lointaines de la Russie. Les Polonais qui servaient dans l'armée du Caucase, ayant appris ce qui s'était passé, désertaient chaque jour en plus grand nombre.[2]

Le *Pesti Hirlap* se rapporte en général à la Augsburger Allgemeine Zeitung ; il a cependant le courage de répandre la lettre de propagande publiée par les réfugiés de Galicie, en se référant au Courrier du Bas-Rhin.[3]

Cette révolution eut une double influence sur les Hongrois. D'un côté, ils prennent fait et cause pour la liberté de ce pays, tandis que, d'autre part, ils cherchent à tirer de la révolution les enseignements qui en découlent : la révolution montre où cela peut conduire si les paysans sont maintenus dans l'état de servage, si l'on ne réussit pas à régler la question de l'égalité devant la loi et si les prérogatives des classes privilégiées ne sont pas abolies.

Un nombre considérable de comitats hongrois prièrent le souverain, dans une adresse présentée au roi, d'intervenir en faveur de la Galicie, de lui donner une constitution et d'user de clémence envers les insurgés. Ce mouvement prit naissance au conseil général du comitat de Szabolcs, le 16 mars, alors que le calme s'était relativement rétabli, mais que les jugements contre les chefs de l'insurrection n'avaient pas encore été prononcés.[4] Le comitat de Szabolcs communiqua sa décision par une circulaire aux autres comitats en les invitant à se rallier au mouvement.

Bien que, dans certains comitats, les opinions aient été divergentes quant à la participation au mouvement polonophile, il y avait un problème sur lequel les membres éclairés des conseils généraux furent tous d'accord : la nécessité de

[1] *Ibid.* 28 mai, p. 364.
[2] *Ibid.* 29 mai, p. 368.
[3] *Ibid.* 16 avril, p. 256.
[4] Depuis le 16 du mois, les états se rassemblaient nombreux pour la session du conseil général du comitat de Szabolcs. L'avocat-conseil de la préfecture leur proposa de « prier Sa Majesté de rétablir, d'une manière pacifique et sur la base de la justice, les relations polonaises dissoutes». L'orateur S. B. « verrait avec plaisir la Pologne rétablie dans son ancienne unité et indépendance, tout en maintenant, en cas d'échec, les droits de la Hongrie sur la Galicie qu'il désire voir munie d'une constitution. » *Ibid.* 27 mars, p. 209.

tirer de la contre-révolution paysanne, née de l'insurrection de Cracovie, les conclusions pour l'avenir.

En Hongrie, les redevances seigneuriales avaient été réglées par les articles IV—XIII de la loi de 1836, qui n'admettait le contrat perpétuel entre seigneur et serf que pour les redevances et les prestations en nature, rachetables par le versement d'une somme d'argent.

Au cours des délibérations du conseil du comitat de Szabolcs, tenu le 16 mars, on parle déjà d'une future existence constitutionnelle « plus belle », basée « sur les enseignements que l'on doit aux événements de Galicie ».[1]

Le conseil du comitat de Szatmár demande au roi, à la suite des événements polonais, « de convoquer la diète hongroise dans l'intérêt des réformes interrompues et surtout dans l'intérêt du peuple écrasé sous le poids des impôts.»[2] Au conseil du comitat de Szepes, on déclare que « le passé récent de la Galicie sert d'enseignement . . . L'affranchissement de la terre, réalisé en Hongrie, signifiera l'aube d'une vie constitutionnelle basée sur la justice ».[3] Le conseil de Hont demande aussi « une réforme radicale des droits seigneuriaux ».[4] Le conseil du comitat de Liptó, réuni le 30 mai, exige, dans le cadre d'une grande

[1] *Ibid.* 27 mars, p. 209. Au conseil général du com. de Bereg, un comité spécial fut formé le 16 mars, chargé d'exiger qu'une constitution fût donnée à la Galicie voisine, pour mettre fin d'une manière définitive aux troubles polonais; «Vous devez vous rendre compte de la grande importance de cette question » ajoute le rédacteur du journal. *Pesti Hirlap* 3 avril, p. 227. — Au conseil général du com. de Máramaros du 9 mars, un des orateurs parla de « l'infortunée nation polonaise, cette nation dont dernièrement encore un des députés les plus remarquables de la Chambre française, Lamartine, avait dit qu'elle n'était pas morte, mais qu'elle vivait encore». *Pesti Hirlap*, 16 avril, p. 254. — Au conseil général du com. de Hont, « la proclamation connue du com. de Szabolcs, rédigée sous l'influence des malheureux événements de Pologne, forma le sujet principal. « On a longtemps discuté sur les bases, les motifs de la lettre de Szabolcs et sur la question s'il était raisonnable de la publier au moment, où, à cause des différends entre nobles et paysans, ceux-ci s'étaient révoltés contre les premiers et avaient été presque entièrement extirpés. On a aussi constaté que le rétablissement des relations seigneuriales devait se faire au parlement et non à l'aide de demi-concessions, mais par une amélioration radicale. Le président ne soutient pas la lettre de Szabolcs ; car, à son avis, il s'agit ici non de la grande nation polonaise, mais d'un petit groupe de prolétaires révoltés. J. ZS. et Zs. J. ont énergiquement protesté contre cette accusation. Enfin le président déclara l'acceptation de la lettre de Szabolcs comme décidée. *Pesti Hirlap*, 19 juin, p. 416. Cf. encore pp. 227, 268, 318, 416.

[2] *Ibid.* p. 209.

[3] *Ibid.* 12 mai, p. 324.

[4] *Ibid.* 14 mai, p. 328.

manifestation, l'introduction du rachat des redevances seigneuriales : « Si nous désirons nous rendre dignes d'un meilleur sort que le sort de notre malheureux voisin nous serve de leçon. La vie patriarcale, jadis si belle, ayant été refoulée presque partout en Europe par l'embourgeoisement, si l'aristocratie hongroise — la moyenne surtout — veut parer des malheurs semblables, elle doit sans délai mettre fin à la situation qui existe de nos jours encore entre les seigneurs et leurs serfs, et elle doit élever ces derniers au rang de bourgeois. Ce but sera le plus facilement atteint si, au cours de la prochaine diète, on résout d'abord le problème du rachat général des redevances.»[1]

Le *Pesti Hirlap* consacre d'ailleurs, dès la mi-mars, un éditorial au problème du rachat des redevances seigneuriales. Il attaque vivement « la race exemptée des taxes » (la noblesse) et il remarque, en se référant aux événements de Galicie : « Ces faits les auront peut-être convaincus de l'actualité de ce problème — nous du moins, nous n'avons jamais eu le moindre doute sur la nécessité de le résoudre.»[2]

Nous avons vu comment l'Autriche a pu se servir des paysans polonais mécontents et sansterre pour réprimer l'insurrection polonaise. Selon François Pulszky qui, à cette époque, habitait Vienne, les Hongrois de ce temps « étaient fortement convaincus que, dans des circonstances pareilles, le gouvernement userait de la même politique à leur endroit. »[3] Le Journal de Széchenyi prouve que les affirmations de Pulszky étaient bien fondées. Széchenyi séjournait à Vienne pendant les mois de la révolution de Cracovie et, durant ces jours si tragiques, il alla souvent voir ses amis polonais. Par les événements de Galicie, Metternich cherche à intimider, à travers Széchenyi, la génération hongroise des réformes tout entière.

Le 3 mars, il lui montre une lettre qu'il adressait au chancelier de Prusse Kaunitz et, après la lui avoir lue à haute voix, il sermonne Széchenyi en faisant observer qu'à l'aide des paysans hongrois il pourra étouffer les mouvements de réforme quand il lui plaira. « Batthyány und Kossuth alle werden erschlagen. » « Kenne ich Ungarn — ich kenne es so gut wie Sie,» etc. Le 22 mars, le chancelier autrichien informe Széchenyi de la défaite de l'insurrection polonaise, et l'homme d'État hongrois note ce jour avec amertume dans son Journal : « Die Demokratie scheitert auf ihrem Substractum, dem Volk.»[4]

[1] *Ibid.* 11 juin, p. 396.
[2] *Ibid.* 16 avril, p. 253.
[3] François Pulszky *Életem és korom* [Ma vie et mon époque]. Budapest, 1880. t. I, p. 238.
[4] Journal de Széchenyi. Vol. 6, pp. 332—334, 336—339 et 347.

MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA KÖNYVTÁRA

Kossuth se rendait compte quel coup rude ce serait pour le peuple hongrois, si Vienne, en éliminant la diète et la noblesse hongroise, réussissait à résoudre directement la question délicate du rachat des redevances seigneuriales et de procurer ainsi des terres affranchies aux paysans. Sous l'influence de l'insurrection polonaise, il écrit, le 27 mai, une longue lettre,[1] à Nicolas Wesselényi qui, déjà 13 ans auparavant, avait élevé la voix en faveur du rachat ; dans cette lettre, Kossuth explique ses plans relatifs au rachat obligatoire :

> « Partageons les charges publiques avec le peuple... il n'est plus temps de se demander si cela plaît ou non à la noblesse ; le devoir de l'heure est : calmer le peuple et s'unir à lui . . .»

Peu de temps après, Kossuth publie ses plans, ce qui donne une nouvelle impulsion au mouvement et lui procure un grand nombre de partisans. Joseph Eötvös, plus tard ministre de l'Instruction Publique, professait déjà auparavant des vues pareilles. Dans ses études spéciales et dans son roman « Le notaire du village » publié au cours de l'année qui précéda la révolution de Cracovie, il peint un tableau émouvant de la vraie situation des serfs hongrois. Il va encore plus loin dans son roman écrit après la révolution de Galicie, intitulé : « La Hongrie en 1514.» Ce roman, de même que le poème de Petőfi « Au nom du peuple », présente au public la figure de Georges Dózsa, chef de la grande émeute des paysans hongrois, la révolte des serfs, la révolution sociale qui se dresse de nouveau menaçante, si la noblesse se refuse encore à reconnaître les prétentions légitimes du peuple et du temps. L'écho de la sanglante révolution de Galicie résonne dans les deux livres, et la personne de Dózsa montre des traits de parenté avec Jacob Szela, le chef rebelle des paysans polonais.

Les périodiques hongrois du temps servaient l'intérêt du mouvement, en publiant des articles ayant trait à la Pologne.

> La revue *Életképek* [Images], par exemple, publie un article sur le Château Royal de Cracovie,[2] tandis que la revue *Hon és külföld* [Patrie et Pays étrangers] publient des fragments du livre de Léon Thiessé intitulé : Histoires polonaises. La même revue donne un compte rendu de « L'Histoire de l'État libre de Cracovie ».[3] Les introduc-

[1] Publié dans la revue *Századok* en 1902. V. I. Acsády, *A magyar jobbágyság története* [Histoire des serfs hongrois]. Budapest, 1906, pp. 471—473.

[2] N° 15, 11 avril 1846, pp. 464—467.

[3] N° 67, 20 août 1846, pp. 257—59 et N° 51 du 25 juin, pp. 195—196.

tions des différents articles font tous allusion à la révolution de la veille. Le périodique *Társalkodó* [Causeur] fait connaître l'effectif de l'armée autrichienne, probablement à l'occasion de la victoire que Collin et Benedek avaient remportée sur les Polonais.[1]

Les poètes non plus ne restèrent pas impassibles au milieu de la sympathie et de l'intérêt général.

A Michel Vörösmarty la révolution polonaise inspira un poème grandiose, profondément humain et tragique, intitulé «Les hommes».[2] Vörösmarty avait toujours eu une profonde sympathie pour la nation polonaise, comme s'il avait pressenti le sort qui attendait les Hongrois. Ses poèmes (L'exilé, La statue vivante, Le pays perdu) reflètent clairement ses sentiments. Le poème «Les hommes» mentionné plus haut, trahit un état d'âme sombre et désespéré. Les scènes du terrible carnage, de la bataille fratricide des nobles et du peuple dans le voisinage de la Hongrie, plongent le poète dans des rêveries de mauvais présage. Le sort de l'humanité tout entière se déroule devant ses yeux et les pages de l'histoire mondiale ne lui révèlent que des luttes chimériques. Le peuple, traité avec injustice, reste insensible devant les grandes tâches de la nation et les espoirs du poète sont paralysés.

Le jeune Arany écrit une de ses premières œuvres sous l'influence des événements de Pologne. Dans sa nouvelle «Hermine»,[3] il raconte l'histoire d'un jeune homme hongrois, Jules Szerényi, fiancé à Hermine Marinski, jeune fille polonaise de Cracovie, d'origine à moitié hongroise. Dans un accès de jalousie, causé par la coquetterie d'Hermine, le jeune homme se rallie aux insurgés. Il tombe entre les mains des paysans qui l'assassinent et transportent son cadavre à Lwow. La famille Marinski en route vers la Hongrie, rencontre le défilé des paysans, Hermine reconnaît son fiancé et elle perd la raison. Dans l'épilogue de la nouvelle, Arany souligne l'authenticité de l'histoire qui lui a été racontée par un médecin de Cassovie, ami de la famille Marinski.

Il est incontestable qu'entre la révolution de Cracovie et la guerre de l'indépendance hongroise il y a des connexités idéologiques. Zakrzewski, émissaire de l'illustre historien polonais Lelewel, fait allusion, au cours de pourparlers qu'il eut au commencement de 1846 avec un lieutenant würtembergeois, Ludwig Koseritz, qu'il avait mission de révolutionner la Galicie, la Hongrie, la Transylvanie et la Lithuanie. Metternich

[1] N° 22—23 du mars 1846.
[2] Paru dans la revue *Honderü*, 1846, N° 5, mois de mai, pp. 342, 343.
[3] Dans la revue *Életképek*, 1846 — II, pp. 266—273. N° 9, août 29.

sentait aussi qu'entre la révolution de Galicie et les aspirations des républicains italiens, des démocrates allemands et des autonomistes tchèques et hongrois il existait des rapports invisibles et que l'insurrection de Galicie n'avait été qu'un prologue de la révolution mondiale à venir.[1] Dans son poème « Une pensée me hante », Petőfi voit le but de cette révolution dans la « liberté mondiale » que les peuples, aujourd'hui esclaves, conquerront sur les champs de bataille. La liberté de tous les peuples assujettis, la lutte commune pour la liberté commune, est aussi l'idéal des révolutions polonaises ; la devise « Za waszą i naszą wolność » exprime le mieux cette idée. En 1848, des troupes polonaises et italiennes prirent part à la lutte pour la liberté hongroise, prouvant par des actes qu'elles étaient prêtes à mourir pour l'idéal commun.

ÉTIENNE CSAPLÁROS

[1] Sala, *op. cit.*, p. 56, 324.

ÉMILE PILLIAS
1905—1940

Voici déjà sept ans qu'est mort Émile Pillias, tombé héroïquement sur le front de Belgique le 27 mai 1940.

En lui disparaissait un jeune historien français de grand talent et un ami sincère de la Hongrie ; on ne dira jamais assez quelle perte fut sa mort pour nos deux pays.

Longtemps la guerre, les difficultés de communication ont empêché de connaître, en Hongrie, les derniers travaux de Pillias, ceux qu'il avait laissés en manuscrits. Pour la première fois, aujourd'hui, la *Revue d'Histoire Comparée* est en mesure de publier un des trois articles inédits de Pillias, consacrés aux derniers descendants de François II Rákóczi, prince de Transylvanie.[1] Qu'il nous soit permis, à cette occasion, de dire encore quelques mots sur la vie et l'œuvre de ce jeune historien, plus particulièrement sur son œuvre hongroise, et de rendre, après bien d'autres,[2] un dernier hommage à sa mémoire.

*

Émile Pillias était né à Paris, le 24 décembre 1905. Licencié ès lettres et diplômé de l'École des Sciences politiques, il aurait pu être tout autre chose qu'historien, mais son âme de chercheur, son goût passionné pour les vieilles choses et les vieux souvenirs le poussaient infailliblement vers l'histoire.

Trois sujets principaux devaient occuper sa brève carrière: l'histoire parisienne, les origines de la IIIe République et surtout François II Rákóczi.

[1] La Rédaction de la RHC remercie particulièrement M. Paul Bouteiller, lecteur à l'Université de Budapest, pour le rôle qu'il a joué dans le retour des articles et documents provenant d'Émile Pillias.

[2] V. A. Markó, *Émile Pillias* dans *Nouvelle Revue de Hongrie*, décembre 1940, pp. 540—544 ; D. Kosáry, *A la mémoire d'Émile Pillias* dans RHC 1943, pp. 255—256 ; Th. Beregi, *Émile Pillias, historien de Rákóczi* dans la *République Hongroise*, n[0] 10, Février 1947.

Ayant longtemps habité Passy, près du bois de Boulogne, Pillias ne pouvait rester indifférent à l'histoire de sa petite patrie, de ce vieux village où les Parisiens des XVIIe et XVIIIe siècles aimaient à venir se reposer au milieu des vignes, dans leurs maisons des champs. Membre, puis secrétaire très actif de la Société historique d'Auteuil et de Passy, Pillias devait être un des organisateurs, au Musée Galliera, en 1935, d'une très intéressante exposition sur *Auteuil et Passy d'autrefois* dont il rédigea le copieux catalogue.[1]

Mais, tout en restant persuadé de l'importance de la petite histoire pour comprendre la grande, Pillias savait s'attacher à des sujets plus élevés. Les origines de la IIIe République l'avaient toujours interessé ; il se fit l'historien d'un des fondateurs de la République : Gambetta. Il publia, en 1935, un remarquable volume sur *Léonie Léon, amie de Gambetta*[2] puis il se mit à la recherche des lettres du grand tribun dont il édita la correspondance[3] pour la période 1868—1882, en collaboration avec Daniel Halévy, au cours de l'année 1938.

Mais ces divers travaux, dont le dernier tout au moins est considérable par l'ampleur, n'absorbent pas l'activité de Pillias Depuis décembre 1936, il est bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale où il organise, en 1938, une exposition pour le centenaire de la naissance de Gambetta ;[4] il participe à des congrès scientifiques, aux travaux de plusieurs sociétés savantes, il écrit dans les journaux et dans les revues, mais surtout il se passionne pour l'histoire de la Hongrie.

L'intérêt de Pillias pour la Hongrie remontait à 1932 exactement, et c'est la lecture d'un chapitre du célèbre roman de l'abbé Prévost, *Manon Lescaut*, qui l'avait, dit-on, incité à s'occuper de François II Rákóczi, le héros de la guerre de l'indépendance hongroise de 1703—1711, qui s'était réfugié en France après l'échec de sa tentative.

Une fois son sujet choisi, Pillias s'était mis à l'œuvre avec une ardeur infatigable, ne ménageant ni son temps ni sa peine, ne reculant devant aucun voyage, devant aucune difficulté. Les Archives nationales françaises, les Archives du Ministère des Affaires Étrangères lui offraient une riche matière. En historien consciencieux, il consacra de longues heures, de studieuses journées à dépouiller registres et cartons, prenant des

[1] *Auteuil et Passy d'autrefois au Musée Galliera... 18 mars — 25 avril 1935.* Catalogue rédigé par M. Émile Pillias, ... Argenteuil, sd. In-8^0^, 166 p.

[2] É. Pillias, *Léonie Léon, amie de Gambetta.* Paris, 1935, in-16^0^, 304 p.

[3] *Lettres de Gambetta, 1868—1882,* recueillies et annotées par Daniel Halévy et Émile Pillias. Paris, 1938. In-8^0^, 665 p.

[4] *Bibliothèque nationale. Gambetta, exposition...* Notice par M. Émile Pillias. Paris, 1938.

notes, faisant des fiches, méditant et cherchant. Si une vérification l'exigeait, il n'hésitait pas à écrire aux quatre coins de la France ni même à partir pour consulter les archives de telle ville ou de tel département. Il n'hésitait pas non plus à entrer en rapports avec ses confrères étrangers ou, le cas échéant, à utiliser ses vacances de modeste fonctionnaire pour venir étudier les archives étrangères.

C'est en 1933 qu'il s'adressa pour la première fois à l'Académie des Sciences de Hongrie. Il vint à Budapest en 1934 et y travailla longuement. Ce fut pour lui l'occasion de rencontrer de nombreux historiens hongrois et de nouer avec eux d'amicales relations. Il fit aussi des recherches approfondies au « Kriegsarchiv » de Vienne.

De 1933 à 1937 il publia dans la *Revue des Études Hongroises* de Paris une série de six études remarquables sur les origines de la guerre de l'indépendance hongroise *(La France et Rákóczi. Origines véritables de l'intervention de Louis XIV, 1700—1703)*, sur le séjour de François II en France *(Le jeu de l'Hôtel de Transylvanie ; Rákóczi aux Camaldules de Grosbois)* sur les dernières années du prince et sur sa famille.[1]

L'année 1937 vit le couronnement des efforts de Pillias en faveur de Rákóczi : le 12 juin on inaugura à Yerres, dans les jardins de l'ancien couvent des Camaldules de Grosbois où Rákóczi s'était jadis retiré, un monument à sa mémoire.

Les approches de la guerre n'arrêtent pas l'ardeur de Pillias. En 1939 paraît son livre : *Études sur François II Rákóczi, prince de Transylvanie*, qui contient plusieurs de ses articles antérieurs, revus et considérablement augmentés. Il écrit sur Georges et Josepha-Charlotte Rákóczi, fils et petite-fille de François II; il envisage même un second volume d'études sur Rákóczi.

Durant l'été 1939 il se rend une dernière fois en Hongrie. La déclaration de guerre le surprend à Budapest et il n'a que le temps de rejoindre la France, par l'Italie.

Mobilisé dans l'artillerie, il est bientôt affecté comme interprète au régiment anglais des *Royal Hussards*. Le calme apparent des premiers mois de la guerre, l'hiver lui permettent de penser encore à ses travaux d'histoire. Le 15 décembre 1939 il écrivait : « La guerre n'a pas arrêté mes études sur la Hongrie et, dans les loisirs que me laissent nos quartiers d'hiver, j'ai pu terminer mon travail sur Charlotte-Josephine, avec tout le matériel recueilli l'an dernier à Annecy.» Enfin, le 19 avril 1940, il écrivait encore : « Josepha-Charlotte est terminée et va paraître en édition abrégée à Paris, avant d'être publiée dans le second volume de mes études sur Rákóczi.»

[1] Ces études furent traduites en hongrois dans l'*Album Rákóczi* et dans la revue *Napkelet*.

Hélas, l'offensive allemande de mai 1940 allait détruire tous ces projets. Engagé dans le combat, dès le début, Pillias fut tué le 27 mai, près de Messines en Belgique ; ses affaires personnelles, ses manuscrits, tout fut détruit et brûlé durant la retraite de Dunkerque.

Ainsi un destin cruel semblait s'acharner encore contre les Rákóczi et la biographie de leur dernière descendante disparaissait avant même d'avoir pu être éditée.

Toutefois les recherches de Pillias ne devaient pas rester absolument vaines. Avant de partir aux armées, il avait laissé à Paris un grand nombre de dossiers, soigneusement classés, sur différents sujets d'histoire française et hongroise. Il avait même prévu dans une sorte de testament en date du 5 septembre 1939 que, s'il venait à mourir, ses notes relatives à la Hongrie reviendraient à ses amis A. Markó et L. Molnos.

Par suite de la guerre, ces notes n'ont pu être ramenées à Budapest qu'en janvier 1947. Il s'y trouvait trois articles prêts à l'impression sur les derniers descendants de François II Rákóczi, articles composés pour le 6e chapitre du livre *Études sur François II Rákóczi (Paris, ville des Rákóczi)* et que Pillias avait jugé bon de retirer, au dernier moment, afin de les remanier et de les compléter.[1]

Ainsi le texte remanié a disparu pendant la guerre, mais le texte primitif nous est resté ; c'est celui que nous publions aujourd'hui.

*

C'est dans le domaine de l'histoire hongroise que Pillias a le mieux réussi. L'histoire des Rákóczi fut une de ses grandes préoccupations et l'on peut dire de Pillias qu'il est mort en songeant à la Hongrie.

Puisse son souvenir rester longtemps vivant en ce pays et son œuvre servir de modèle à tous les chercheurs français qui, comme lui et après lui, s'occuperont de l'histoire de la Hongrie.

PAUL BOUTEILLER

[1] *Op. cit.*, p. 147. « Nous réservons, pour les publier en un volume séparé, les deux chapitres *(en réalité trois)* que nous avions d'abord consacrés, dans cette étude, à Georges Rákóczi et à Josepha-Charlotte Rákóczi, fils et petite-fille de François II, et que des documents découverts depuis lors nous ont permis de développer considérablement. »

JOSEPHA-CHARLOTTE LA DERNIERE DES RÁKÓCZI

1736–1780

Les historiens qui, jusqu'à ce jour, ont écrit sur la dynastie des Rákóczi, en ont, soit par scrupule, soit faute de documents, arrêté la généalogie aux deux fils de François II : Joseph et Georges.

Cependant, par son testament rédigé à Cernavoda en Bulgarie, le 7 novembre 1738, trois jours avant sa mort, Joseph avait révélé l'existence d'une fille naturelle, née de sa liaison avec une certaine baronne de Perravex. Voici, d'ailleurs, les termes exacts du testament : [1]

> « Premièrement nous léguons et laissons par ces présentes à Joseph Charlotte Rakocki nôtre fille naturelle une montre d'or, trois pelisses de samour, tout notre linge, tous les meubles qui sont chez Mr David Magy, negotiant françois demeurant à Galata les Constantinople, à la reserve de l'argenterie s'il y en a, et des chapelles, livres, ornemens, et autres choses qui en dépendent. Item nous léguons aussi et délaissons à la susdite Joseph Charlotte Rakocki dix mille piastres que nous avons à change chez ledit Mr Magy à condition que Madame la Baronne de Perravex sa mère en recevra les interests jusques à la majorité de la susditte Joseph Charlotte Rakocki, qu'elle sera tenüe de nourrir, et entretenir de tout, et lui donner une éducation convenable à sa naissance, le tout sur l'argent provenant desdits intérêts. »

C'est la vie inconnue de cette Josepha-Charlotte que nous nous sommes efforcé de découvrir, et les lecteurs de cette étude

[1] Archives Nationales, Paris. T. 160. n° 9. « Le Testament du feu Pr. Ragotsky fils. Extrait des minutes de la Chancellerie de l'Ambassade de France à la Porte Ottomane. » Le document provient du séquestre des papiers d'un sieur Louis Hervé Duchesne, avocat au parlement.

penseront sans doute, avec nous, que cette vie, toute de sainteté, lui donne le droit de prendre place dans l'histoire d'une famille dont, au demeurant, elle porta officiellement[1] le nom glorieux.

*

La notice nécrologique qui fut imprimée par le couvent parisien où Josepha-Charlotte Rákóczi mourut, sous le nom de Sœur Charlotte-Joséphine, le 3 juillet 1780, dit qu'elle naquit le 11 décembre 1736. Le lieu de sa naissance n'est pas précisé. Mais, à cette époque, Joseph Rákóczi, après diverses pérégrinations qui sont connues, était installé à Paris, — où il était arrivé vers le mois de septembre 1735, et d'où il ne devait repartir qu'à la fin de 1737 — et il est donc quasi certain que Josepha-Charlotte vint au monde dans cette capitale.

Qui était la baronne de Perravex, et où le prince l'avait-il connue? Si à la seconde question nous n'avons pas encore trouvé de réponse, sur la première deux ou trois documents, d'ailleurs fort minces, conservés aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères, à Paris, nous ont apporté quelques lueurs, précisées par les recherches que M. Robert Avezou, archiviste départemental de la Haute-Savoie, a bien voulu faire pour nous dans les registres des délibérations du Conseil de la ville d'Annecy.

La famille Perravex (sans particule) appartenait à l'honorable bourgeoisie de la ville d'Annecy, en Savoie. Originaire de La Roche-sur-Foron, autre ville savoyarde, elle s'était établie à Annecy vers le milieu du XVIIe siècle, et avait bientôt pris place dans l'administration municipale de la cité.

Georges Perravex, grand-père de la « baronne », avait ainsi été élu, en mai 1722, syndic de la ville, ce qui lui donnait le droit de porter, dans les actes officiels, le titre, commun à tous les syndics, de « Seigneur d'Annecy-le-Vieux ». Il avait été successivement réélu jusqu'en 1747.

De Joseph, son fils, nous savons seulement qu'il fut *émancipé* par son père, c'est-à-dire mis en possession des droits de l'homme majeur avant l'âge légal de la majorité.

Enfin, de la « baronne », fille de Joseph, nous ne savons rien, et seules de longues recherches dans les archives municipales et notariales d'Annecy nous apprendront peut-être quelque chose sur sa biographie.

*

[1] Le registre d'immatriculation des religieuses du couvent de la Visitation Saint-Antoine porte (page 25, verso, n° 272) cette inscription : « Notre chère sœur Charlotte Josephine De Ragotsky, fille du prince de Ragotsky souverain de Transilvanie . . . » (Arch. Nat. LL. 1718. « Réceptions de la Visitation de St Antoine »). De même, la *Lettre circulaire* du 1er septembre 1754, que nous reproduisons plus loin.

Un article du testament de Joseph Rákóczi, léguant à Mme de Perravex une somme de mille piastres « pour s'en retourner en France », nous permet de conjecturer que quand, au cours de l'automne de 1737, le prince partit pour la Turquie, la « baronne » l'y suivit, emmenant très certainement avec elle son enfant de quelques mois.

Quelle fut la vie de Mme de Perravex et de sa fille après la mort du prince? Sans doute, rentrées en France, elles s'installèrent à Annecy, et il semble, d'après divers documents, que la première dut mourir assez tôt :

Une requête[1] présentée au Sénat de Savoie, le 11 août 1747, par Joseph de Perravex, au nom des intérêts de sa petite-fille « Damoiselle Joseph Charlotte Rakocki », et dans laquelle il n'est fait aucune mention de la mère, paraît bien indiquer qu'à cette date la tutelle de l'enfant avait passé à son grand-père. Supposition confirmée par les incidents qui se produisirent quelques années plus tard, quand Josepha-Charlotte voulut entrer en religion, et par une phrase de Josepha elle-même, écrivant alors que la princesse de Carignan lui « tient lieu de mère ».

*

Ainsi qu'on le verra plus loin dans l'*Abrégé* de ses vertus, Josepha-Charlotte fut placée encore enfant au monastère de la Visitation d'Annecy, où elle fit sa première communion à l'âge de dix ans. Peu après, le Dauphin fils de Louis XV, voulant assurer lui-même l'éducation de la jeune fille, l'envoya chercher par la princesse de Carignan.

Fille d'Ernest Léopold, Landgrave de Hesse-Rhinfels-Rothembourg, Christine-Henriette, mariée en 1740 à Louis Victor Amédée Joseph de Savoie, prince de Carignan, était cousine de Josepha-Charlotte, étant l'arrière-petite-fille d'Ernest, Landgrave de Hesse-Cassel dont Josepha était l'arrière-arrière-petite-fille par sa grand-mère Charlotte-Amélie, femme de François II Rákóczi.

La sollicitude du Dauphin de France faillit soulever un incident diplomatique, le roi de Sardaigne lui ayant disputé l'honneur de donner asile à la jeune princesse. Mais quand parvint au monastère d'Annecy son ordre d'opposition au départ de l'enfant, Josepha-Charlotte avait déjà franchi la frontière.

C'est au monastère de la Visitation de la rue Saint-Antoine, à Paris, auquel elle témoignait un attachement

[1] Arch. Nat. T. 160. nº 9.

particulier,[1] que la princesse de Carignan confia sa pupille. Un registre du couvent, portant la date du 8 janvier 1755, fixe à l'année 1750, au plus tard, la date de cette entrée.[2]

L'Ordre de la Visitation-Sainte-Marie avait été fondé en 1610 par Jeanne-Françoise Frémiot, baronne de Chantal (sainte Jeanne de Chantal) et saint François de Sales, à Annecy, où la maison-mère était restée établie depuis lors. En avril 1619, sur l'ordre de saint François, trois religieuses visitandines étaient venues, sous la conduite de sainte Chantal, fonder à Paris une communauté qui, en 1628, s'était installée rue Saint-Antoine, dans l'Hôtel des ducs de Cossé. En 1632, le célèbre architecte François Mansart avait construit en bordure de la rue, — sur le modèle de N. D. de la Rotonde, à Rome, — une église, sommée d'un dôme, qui, en 1634, avait été dédiée à N. D. des Anges par André Frémiot, archevêque de Bourges et propre frère de sainte Chantal. L'édifice était, et est encore, de proportions harmonieuses. De la rue, un perron de « douze ou quinze degrez », aujourd'hui modifié pour les nécessités de la circulation, faisait accéder au portail encadré de deux colonnes corinthiennes fuselées.

Grâce, nous l'avons déjà dit, à la douceur de sa règle, à l'éducation excellente qu'il donnait aux jeunes filles de bonne famille, enfin à l'hospitalité aimable qu'il accordait aux dames de qualité cherchant une retraite paisible, l'Ordre avait rapidement prospéré en renommée et en fortune, et la maison de la rue Saint-Antoine avait eu sa part dans cette ascension. On y avait vu prendre le voile Louise-Antoinette Colbert, Louise-Angélique de La Fayette, Jacqueline-Thérèse de Bussy-Rabutin, petite-fille de sainte Chantal.

De nobles familles avaient pris la coutume de se faire inhumer dans l'église ; en 1641, André Frémiot, en 1664 la princesse Isabelle de Vendôme, petite-fille de Henri IV et veuve de Charles-Amédée de Savoie, en 1680 le fameux surintendant des finances de Louis XIV, Nicolas Fouquet, mort en captivité à la forteresse de Pignerol, y étaient venus reposer. Les Sévigné possédaient dans la nef un caveau particulier.

La richesse du monastère se manifestait aux jours des grandes fêtes, où, si l'on en croit un auteur du temps, l'autel

[1] Après sa mort, ses héritiers y fondèrent, le 1[0] octobre 1766, moyennant quatre cents livres, un « annuel de messe pour le repos de son âme ». (Arch. Nat. H* 4190. V. la note suivante.)

[2] « Receu le 8[0] de notre chere sœur Charlotte Josephine de Ragotsky deux mil cent vingt cinq livres pour quatre années et un quartier de la pension échue le 3[0] décembre dernier.» Arch. Nat. H* 4190. *Livre auquel est ecrit l'argent receu en ce monastère de la visitation Ste Marie de Paris, commencé le vingt deuxième décembre mil sept cent cinqnte...*

était orné de « quantité d'argenterie d'un prix fort considérable et de paremens rehaussés de grosses perles ».

Tel est le lieu où vécut Josepha-Charlotte Rákóczi.[1]

*

Lors de la destruction du monastère, pendant la Révolution de 1789, quelques registres, aujourd'hui conservés aux Archives Nationales de Paris, furent sauvés et c'est à eux, joints aux *Lettres circulaires* que les maisons de l'Ordre faisaient imprimer de temps à autre, que nous devons d'avoir pu reconstituer en grande partie l'existence de la petite-fille de François II Rákóczi.

Dans le calme couvent de la rue Saint-Antoine, la vocation religieuse de la jeune fille se déclara très tôt, malgré les tentations profanes offertes par le monde à cette héritière d'un sang illustre ; à peine Josepha-Charlotte avait-elle dix-sept ans et demi que, en juin 1754, elle prit comme novice l'habit des visitandines.

A cette occasion, le monastère reçut du Trésor royal pour les ameublements de cette cérémonie, un don de mille livres,[2] sur lequel, d'ailleurs il réalisa un petit profit puisque le *Rolle des derniers tirés* de ce même mois de juin 1754 nous apprend que lesdits ameublements ne coûtèrent que 400 livres.[3]

Selon une coutume régulièrement observée dans le couvent, la nouvelle religieuse « traita la communauté », et fit, à chaque sœur, présent de quatre livres.

Une Lettre circulaire du 1er septembre 1754 rendit ainsi compte de l'événement :

> « C'est encore aux bontés de cette Princesse (Mme de Carignan) que nous devons l'avantage de compter aujourd'hui parmi nos Novices notre chère sœur Charlotte Joséphine de Ragostky, fille unique de feu très haut, très puissant et très excellent Prince Joseph de Ragostky, Prince Souverain de Transylvanie, connu dans le monde sous le

[1] Nous avons emprunté l'histoire et la description du couvent à Germain Brice, *Description de la ville de Paris*, 1752, t. II, p. 23 et suiv. et à Piganiol de la Force, *Description historique de la ville de Paris*, 1765, t. V, p. 39 ss.

[2] Arch. Nat. H* 4190. « Rolle des derniers receus : 1754, juin. Receu le 22e du trésor Roial 1000 L. pour les ameublemens de notre chere sœur Charlotte Josephine Ragotsky a sa prise d'habit ... 1000. »

[3] Arch. Nat. H* 4190. « Rolle des deniers tirés. 1754. — Juin. Tiré le 4e quatre cent livres pour les ameublemens de notre chere Sr Charlote Josephine Ragotski a sa prise d'habit ... 400.

nom de Comte de Brogny ;[1] Son Altesse Sérénissime avait des vues sur elle en la faisant venir de Savoie à Paris et elle nous confia son éducation déjà si heureusement commencée par nos très honorées Sœurs de notre cher premier Monastère d'Annecy ; mais Dieu avoit d'autres desseins, et la vertueuse Princesse en préparoit elle-même, sans le savoir, l'accomplissement. Après quatre ans et demi de séjour dans notre Maison, Mademoiselle de Ragostky nous déclara le désir qu'elle avoit de s'y fixer pour toujours. Le mérite d'une aussi aimable Postulante, la douceur charmante de son caractère, son empressement naturel à obliger tout le monde, la constante égalité de son humeur toujours gaie, et tant d'autres qualités excellentes de son esprit et de son cœur, nous étoient trop connues pour ne pas nous féliciter du présent que le Ciel nous faisoit en sa personne, en même temps que nous la félicitions elle-même de la grâce que Dieu lui faisoit en l'appelant à notre Saint Institut. Monseigneur le Dauphin, à qui Madame la Princesse de Carignan avoit fait part du pieux dessein de Mademoiselle de Ragostky, a voulu dans cette occasion non seulement la prendre sous sa royale protection, mais lui tenir véritablement lieu de père, et il s'est hâté de la combler de bienfaits. Notre chère Novice n'a pas manqué de lui rendre à ce sujet toutes les actions de grâces que lui dictoit la sincérité de sa reconnoissance, et ce grand Prince, dans une lettre toute écrite de sa propre main, dont vous jugerez aisément, nos très chères Sœurs, que l'original sera éternellement conservé dans nos archives,[2] l'a assurée qu'il étoit enchanté (ce sont ses termes) d'avoir pu contribuer à l'exécution du dessein où elle étoit de se consacrer à Dieu dans un Ordre aussi édifiant, aussi utile et aussi régulier que celui de la *Visitation.* »

Mais quand, une année plus tard, Josepha-Charlotte, ayant accompli le délai réglementaire, voulut faire sa profession définitive, un « baron » de Perravex, — sans doute Joseph de Perravex, son grand-père — y fit opposition par procédure légale. Cependant, après une étrange transaction dont les registres comptables du couvent ont gardé la trace révélatrice, le « baron » retira son opposition, en échange de bons écus sonnants.[3]

[1] Le nom de Brogny est celui d'un village de la commune d'Annecy-le-Vieux. Nous ignorons dans quelle circonstance Joseph Rákóczi l'adopta comme incognito.

[2] La lettre ne se trouve pas dans les papiers du couvent conservés aux Archives Nationales.

[3] Voici, en effet, ce qu'on lit dans le « Rolle de l'Extraordinaire » de l'année 1755 : « A Mr le baron de Perravex, par accomodement ... 1.200 livres. Pour la main levée de l'opposition qu'il a fait à la profession de notre sœur Charlotte Josephine de Ragotsky. 12 livres. » (Arch. Nat. H* 4190).

Le 11 juin 1755, Josepha-Charolette prononça ses voeux monastiques.

> Sur cette cérémonie, nous avons eu la joie de retrouver le témoignage le plus direct, puisqu'il est de la main même de la nouvelle professe.[1] « Je, sœur Charlotte josephine Ragostki[2] de Brogny, ay par la grace de dieu ce jourdhui 11⁰ juin en l'année 1755 celebré mes vœux pour vivre et mourir en la congregation de Notre Dame de la Visitation. Veuille mon sauveur benir cette journée et me la rendre profitable pour l'éternité.
>
> sœur Charlotte josephine Ragotski De Brogny.»
>
> Et en marge : « Monsieur l'abbé Bonvallet très digne confesseur de cette maison en l'absence de Monsieur l'abbé Robinet, supérieur de cette maison, vicaire général du diocèse, ma examinée le 8⁰ avril 1755. pour cela j'ai été mise seule, et enfermée dans le parloir pour dire ce que bon me sembloit, et avec la meme liberté j'ai aussi parlé à S. A. S. Madame la Princesse de Carignan qui a la bonté de me tenir lieu de mère. Monsieur l'abbé Robinet notre digne supérieur a reçu mes vœux lesquels tous rendront témoignage que cest de ma franche et libre volonté que j'ai fait la sainte profession.
>
> *sœur Charlotte Josephine Ragotski.* »

Comme l'année précédente pour sa prise d'habit, sœur Charlotte-Joséphine « traita » la communauté et donna quatre francs à chaque sœur. Dès le 8 juin, une seconde somme de mille livres avait été versée par le Trésor pour les frais d'ameublement de la cérémonie, et, nouveau et important témoignage de la sollicitude du roi de France, c'est Louis XV qui offrit la dot de la nouvelle visitandine, en un contrat de douze mille livres « portant de rente à trois pour cent ».[3]

> La *Lettre circulaire* du 12 mars 1756 donna, dix mois plus tard, un récit détaillé de la cérémonie : « Depuis la lettre que notre Communauté a eu l'honneur d'écrire à la vôtre, il ne nous est rien arrivé de plus remarquable que la profession de notre chère Sœur Charlotte Joséphine de Ragostky. Quelques raisons particulières nous obligèrent

[1] Arch. Nat. LL. 1714, p. 175.

[2] A remarquer la francisation de Josepha en Joséphine ; l'interversion des prénoms ; l'orthographe fautive du nom de Rákóczi, écrit tantôt Ragostki, tantôt Ragotski, et, à partir de 1758, Ragotsky.

[3] Arch. Nat. H* 4190. « Rôlle des acquisitions, années 1755. Nous avons acquis par la profession de notre chere sœur Charlotte Josephine de Ragotzky un contrat de douze mil livres sur les Postes que le Roy lui a donné pour sa dotte portant de Rente à trois pour cent ... trois cent soixante livres. »

de lui faire faire sa cérémonie à 7 heures du matin, pour éviter la présence d'une personne qui vouloit s'y opposer. Il n'y eut ni sermon ni assemblée de famille. M. l'Abbé Robinet, vicaire général, notre Supérieur, se rendit ici de bon matin et reçut les vœux de notre chère Sœur en présence des témoins. La jeune victime s'immola de tout son cœur, avec une joie et un contentement qu'elle goûte de plus en plus, et qui en effet est préférable à toutes les grandeurs du siècle. C'est à Madame la Princesse de Carignan que nous devons la possession d'un sujet si distingué. La Princesse étant alors aux Eaux de Bourbonne, ne put être présente à la célébration des vœux, mais à son retour, Son Altesse nous fit l'honneur d'entrer dans notre Maison et de diner à notre Réfectoire. Cette grande Princesse nous honore de son estime et nous comble de mille bontés, et nous permet en toute occasion de recourir à sa puissante protection.»

*

Désormais la vie de Charlotte-Joséphine, toute pareille à celle de ses compagnes, ne se manifeste plus, pendant un quart de siècle, sur le registre du couvent, que par l'inscription de la formule du renouvellement annuel des vœux. La première est de l'année même de la profession :

« J'ai confirmé mes vœux ce jour de la présentation Notre Dame 21° novembre en l'année 1755 au nom du Père et du Fils et du St Esprit. Amen. sœur Charlotte Josephine Ragostki. »

D'année en année, de la même petite écriture oblique, sœur Rákóczi récrivait les mêmes lignes. En 1767, pour la première fois, — elle avait alors trente ans — sa santé, qui avait toujours été chancelante et sur laquelle l'*Abrégé* de ses vertus nous donnera de longs détails, ne lui permit pas de renouveler ses vœux à la date prescrite. Et c'est avec huit jours de retard qu'elle nota :

« J'ai confirmé mes vœux ce vingt neuvième novembre de l'année 1767, ne l'ayant pu faire le jour de la Presentation Notre Dame, étant malade. Au nom du Père, &c. »

En 1770, encore, la maladie la retarda, jusqu'au 25 novembre ; puis en 1774, où, plus gravement atteinte, elle ne put écrire la formule que le 25 décembre. En 1778, nouveau retard, d'un jour seulement. Mais le mal dont elle souffrait devait avoir bientôt raison d'elle : en 1779, elle ne put même tenir la plume pour le texte de la formule, et c'est sous une écriture étrangère que, d'une main qui tremblait un peu, elle signa, pour la dernière fois, le 2 décembre.

Sept mois plus tard, elle s'éteignit. Et sur le même feuillet où, vingt-cinq ans auparavant, la petite-fille de François II Rákóczi avait écrit ses vœux, sœur Anne-Madeleine Chalmette, supérieure du couvent, écrivit, selon la coutume, le récit de sa mort. Nous le reproduisons sans changer un mot :

« Cette chère sœur est décédée le 3 juillet 1780, sur les deux heures ; agée de 43 ans et demie, 25 de Profession du rang des sœurs choristes. Le Seigneur s'étoit plu à réunir en cette bien aimée sœur tous les dons de nature et de grâce qui rendent un sujet accompli, tout étoit supérieur en elle ; du costé de l'esprit, du jugement, et des talens, mais elle possédoit plus encore tout ce qui constitue la belle âme, et les vertus Religieuses, elle avoit une modestie qui les cachoit à ses yeux, elle s'est particulièrement rendüe remarquable par l'esprit de soumission à l'égard de toutes ses supérieures. Depuis douze ou quatorze ans l'on peut dire qu'elle a souffert des maux compliqués et presque continuels qui l'ont éprouvée comme l'or dans le creuset, et rendüe conforme à l'image de Jésus crucifié. Le St Viatique qui lui a été réitéré plusieurs fois lui communiquoit la force de boire le calice jusques à la lie. L'Extrême Onction lui fut administrée environ trois semaines avant sa mort à cause du danger profond de son état qui ne lui permettoit presque plus d'avaler. Enfin Dieu après l'avoir tenüe pendant quinze jours comme une victime toujours mourante, consommée au point de ne paroitre plus qu'un squelette animé, a terminé aujourd'hui ce long martire, après avoir reçüe à midy la bénédiction apostolique; peu avant son décès Mr notre confesseur lui réitéra les prières de la recommandation de l'âme ; elle a expirée pendant ce temps, en sa présence et celle de la Communauté et de nous dans la paix d'un ange. Cette chère sœur est enterrée dans le petit caveau sous l'entrée de l'Eglise.

Sœur Anne Madeleine Chalmette,
supérieure

*

« Messieurs de S. Paul », c'est-à-dire les prêtres de l'église Saint-Paul, paroisse du couvent, célébrèrent les modestes funérailles de cette fille de princes. Onze livres y suffirent, plus 9 livres, 12 sols pour « la bière, la fosse et la peine du garçon ».[1]

Un an après, en juillet 1781, le couvent fit célébrer les trois messes anniversaires traditionnelles[2] et, le 1er septembre de la

[1] Arch. Nat. H* 4191. Dépenses, *Eglise et Sacristie.* 1780, juillet.

[2] Arch. Nat. H* 4191. Dépenses, *Eglise et Sacristie.* « 1781, Juillet. Payé 3 £ pour les 3 Messes de l'anniversaire de notre chere sœur Charlotte Josephine de Ragotzki . . . 3. »

même année, fit imprimer, à l'intention des autres maisons de l'Ordre, une lettre circulaire faisant part du décès de sœur Charlotte-Joséphine :[1]

> « Depuis notre dernière Circulaire, nous avons eu le malheur de perdre deux de nos chères Sœurs ; la première, c'est notre très chere Sœur Charlotte-Joséphine de Ragostky, sujet rare à tous égards. Vous verrez dans l'abrégé de sa Vie, que nous vous donnons ci-après, combien elle méritoit notre estime, notre attachement, non-seulement par les qualités naturelles dont elle étoit douée, mais plus encore par les vertus religieuses que nous lui avons vu pratiquer depuis son entrée parmi nous . . . »[2]

*

La maison de la rue Saint-Antoine exista jusqu'en 1790. A cette date, la propriété fut vendue comme bien national ; là où avaient prié les pieuses filles de sainte Chantal, une rue s'ouvrit, des maisons s'élevèrent. Seule, la petite église fut épargnée, sans doute à cause de sa valeur architecturale, et le 12 frimaire an XI (3 décembre 1802), par arrêté des Consuls, elle fut affectée à l'exercice de la religion réformée. Depuis lors, sous le nom de « Temple Sainte-Marie », elle est restée entre les mains des protestants, et, par une étrange coïncidence, c'est là que, chaque dimanche, se réunissent pour leur culte les Hongrois calvinistes de Paris.

J'ai eu, il y a quelques semaines,[3] le désir de retrouver la tombe de Josepha-Charlotte Rákóczi. Guidé par le ministre du temple, M. le pasteur Paul Gounelle, j'ai exploré les caveaux où dorment encore, dans des cercueils parfois entr'ouverts, les Fouquet et les Sévigné. Aucune dalle cependant ne semblait

[1] Arch. Nat. H* 4191. « Depences extraordinaires. — 1781. Septembre. Payé 5 £ pour les Lettres circulaires de nos chères sœurs Charlotte Josephine de Ragozki et Marguerite Rose Laloup . . . 5. »

[2] Nous ne reproduirons pas ici la suite de cette lettre, reprise et grandement développée dans le long *Abrégé de la vie et des vertus . . .*, imprimé l'année suivante. (Arch. Nat. H* 4191. « Depences Extraordinaires. — 1782. Aoust. Payé 43 £ pour la lettre Circulaire de notre Très-honorée Mère avec les vies nos cheres sœurs Charlotte Josephine de Ragotzki et Marguerite Rose Laloup . . . 43. ») , et dont nous avons eu la fortune de retrouver un des exemplaires originaux dans les archives de l'actuel couvent de la Visitation de Paris. *Circulaires et vies de nos Sœurs de ce 1er Monastère de la Visitation de Paris.* T. 3 (1744—1789), p. 555 à 564.

L'Année Sainte des Religieuses de la Visitation Sainte-Marie, publiée à Annecy en 1869, contient (T. VII [mois de juillet] p. 67—72.) une vie de Josepha-Charlotte Rákóczi qui est une paraphrase de l'*Abrégé*.

[3] L'article fut écrit en 1938. *(Réd.)*

donner accès à ce « petit caveau sous l'entrée de l'église » dont parlait sœur Chalmette, et nous commencions à désespérer d'en trouver l'issue sans creuser le dallage de l'église, quand, au rez-de-chaussée d'une toute petite construction appuyée contre la gauche de l'édifice et habitée par le gardien, nous découvrîmes dans la boiserie du mur un panneau mobile. Le panneau ouvert, une lourde trappe apparut, puis sous la trappe, un escalier droit, en pierre, d'une vingtaine de marches. C'était l'entrée du caveau recherché : des mesures confirmèrent aussitôt que la petite crypte à laquelle conduisait l'escalier se trouvait bien sous l'entrée de l'église.

Je suis descendu dans le caveau, sec et froid, aux murs blanchis à la chaux, où rien, selon la règle monastique, ne signale la présence d'une tombe, et j'ai foulé avec respect les quelques pieds carrés de terre où, depuis un siècle et demi, repose anonyme, oubliée de tous, la dernière des Rákóczi.

ÉMILE PILLIAS

DOCUMENTS

GENEVE ET LA HONGRIE PROTESTANTE

Selon[1] toute apparence, un seul Hongrois vint à Genève au temps de Calvin, Grégoire Belényesi, qui écrivait de Strasbourg au Réformateur, le 26 mars 1545, une lettre qu'on peut lire dans le *Corpus Reformatorum*.

Les premiers étudiants hongrois qui furent immatriculés dans l'École genevoise furent, le 12 octobre 1566, Valentin Szikszai Hellopaeus (devenu dans la suite pasteur à Debrecen) et, deux jours plus tard, Mathieu Thury. Ce dernier venait à Genève avec l'appui financier et une lettre de recommandation de Sigismond Rákóczy, le futur prince de Transylvanie. Bèze a fait l'éloge de Thury dans une lettre adressée à Rákóczy.

Un autre Hongrois, dont le nom ne figure pas dans le *Livre du Recteur*, Michel Paksi, paraît être arrivé de Wittemberg à Genève en même temps que Thury ; il était recommandé à Bèze par le baron Nicolas Telegdi.

Le recueil des *Lettres théologiques* latines que Bèze publia en 1573 contient en guise de préface une lettre à Telegdi, laquelle fait mention ces deux jeunes gens.

[1] C'est avec plaisir que nous publions cette étude complétant par de nouveaux documents l'histoire des relations culturelles entre la Suisse et la Hongrie. Les impressions personnelles recueillies par l'auteur pendant son séjour en Hongrie, ajoutent de précieuses données à l'histoire des rapports intellectuels entre les deux pays. (Le même thème forme d'ailleurs le sujet d'un ouvrage de M. Béla Dezsényi publié récemment et qui porte le titre : *Magyarország és Svájc*, [La Hongrie et la Suisse] Budapest, 1946, Institut Paul Teleki. (On en prépare les éditions française et allemande). En sus des sources citées dans l'article, on peut encore renvoyer le lecteur aux ouvrages suivants : L. Rácz, *L'inspiration française dans le protestantisme hongrois (Revue des Études Hongroises*, 1925) ; L. Pataky, *Inspiration française dans le protestantisme hongrois (Ibid.*, 1929) ; J. E. Choisy, *Les relations spirituelles entre Genève et la Hongrie (Nouvelle Revue de Hongrie*. 1940, T. II. p. 94—100) ; A. B. Nagy, *Étudiants Hongrois à l' université de Genève* (Genève, 1940). *Réd.*

Le *Livre du Recteur* signale encore les noms d'autres étudiants hongrois au XVIe siècle : Philippe Herlinus (1566), Jacques Herlinus, Grégoire Horváth (1580), Mathieu Poliany (1580), Georges Enyedinus (1584), noms auxquels il faut ajouter celui de Pierre Laskói Csókás (Lascovius), pasteur et professeur, qui étudia à Wittemberg et passa plusieurs mois à Genève où il publia en 1584 un ouvrage intitulé *Theorematum de puro et expresso Dei Verbo.*

En 1570, Bèze avait eu la visite d'un maître d'école, *Mathieu Skaricza*, qui, sur le conseil du réformateur Étienne Szegedi, faisait alors un grand voyage en Italie, en Suisse, en France, en Angleterre et en Allemagne (1569—1571). Devenu pasteur à son retour en Hongrie, Skaricza y exerça une grande influence. C'est lui qui traduisit en langue magyare le Cantique de Luther. Skaricza raconte que venant de Padoue par le Simplon, il « atteignit Genève dans le plus grand enthousiasme », qu'il y trouva avec grande joie d'innombrables réfugiés qui avaient quitté à cause de leur foi Rome, Venise, Florence et Gênes, ainsi que nombre d'hommes distingués venant de France. Il vit plusieurs fois Bèze dans sa maison.

« Je passai là, dit-il, à peu près six jours dans un complet repos de corps et d'esprit et, durant nos entretiens, Bèze se souvint entre autres, de l'éminent serviteur du Christ, Pierre Melius, de Hellopaeus, de Michel Paksi, de Mathieu et Jacques Thury, et de notre Étienne Szegedi. Finalement je lui donnai à lire un petit écrit de Szegedi contre les Ariens, mais cet homme très occupé ne put le lire en ma présence et, à ma prière, il le garda. Puis, considérant l'utilité qu'aurait sa publication, il le donna de son propre chef à imprimer, avec une bienveillance admirable, comme en témoigne sa lettre placée en tête du livre. »[1]

Sur la demande de Skaricza, Bèze lui montra la tombe de Calvin, sans le moindre monument. Il fait à ce propos cette réflexion : « Y a-t-il quelque chose de plus fort et de plus parfait que son *Institution . . .?* Son unique et très clair enseignement au sujet de la Cène justifie la parole des papistes, qu'il est beaucoup plus difficile de défaire les nœuds de Calvin que ceux de Luther, parce que sa conviction est dure comme le diamant. »

A son départ de Genève, Bèze lui donna des lettres de recommandation pour les Zurichois.

Un quart de siècle plus tard, le 13 août 1596, arrivait à Genève, Albert Molnár (ou Szenczi Molnár, comme on l'appelle souvent par allusion à son village natal). Il venait de Strasbourg où il avait étudié pendant trois années au Collège

[1] Szegedi, *Assertio vera de Trinitate . . .* Genève, 1573 et 1575.

Saint-Guillaume, mais s'en était vu exclure à cause de ses opinions calvinistes. Il est célèbre par ses ouvrages et comme traducteur des Psaumes, de la Bible et de l'*Institution* de Calvin (1624).

Son premier soin, le lendemain de son arrivée, fut de se rendre à l'Académie, où il entendit une leçon de logique du professeur Pacius. Celui-ci le conduisit chez Bèze, qui écrivit dans son album une belle pensée d'Augustin sur le libre arbitre. Il l'entendit prêcher, mais ne comprit pas le sermon. Ayant rencontré dans la ville ses compatriotes Pierre Felkmann, de Bressé et Jean Besztercei, de retour d'un voyage en Angleterre et en France, il retourna avec eux auprès de Bèze. « Il nous servit, dit-il, de bon vin, nous offrit du pain blanc, et tout en nous racontant beaucoup de choses, il nous fit voir les portraits de quelques grands hommes ; en nous montrant celui, très ressemblant, de Calvin, il s'écria en pleurant : « Voici mon père en Christ ! »

On sait que sous l'influence de Pierre Melius de Debrecen, les Réformés de Hongrie avaient adopté la doctrine de Genève sur la sainte Cène puis, en 1567, la Confession helvétique de Bullinger et le catéchisme d'Heidelberg comme livres symboliques, car le type de doctrine et de piété calvinistes répondait mieux que le type luthérien aux tendances plus pratiques que sentimentales de l'âme hongroise.

Dès la première moitié du XVIIe siècle, les princes de Transylvanie, qui étaient calvinistes, assurèrent pour un temps la liberté religieuse en Hongrie. Lorsque survinrent ensuite les mesures d'oppression et de persécution et que quarante et un ministres protestants hongrois furent vendus au roi d'Espagne et envoyés sur les galères de Naples, la Suisse protestante fut profondément émue. L'intervention providentielle de l'amiral Ruyter ayant obtenu la libération de ces martyrs, ils vinrent en Suisse et furent accueillis à Genève par le professeur François Turrettini et à Zurich par le professeur Heidegger. Leur voyage à travers le pays fut triomphal. Une collecte en leur faveur donna plus de 12.000 florins. Quand ils arrivèrent dans l'Engadine, la population réformée se porta en masse au-devant d'eux et les combla de présents.

Pendant le XVIIIe siècle et jusqu'à l'édit de tolérance de 1781, les défenses et les restrictions entravèrent le développement des églises et des écoles protestantes en Hongrie. Lorsque Joseph II, le despote réformateur, l'auteur de l'Edit de Tolérance, vint à Genève en 1777, il y vit le célèbre Horace-Bénédict de Saussure et témoigna de l'intérêt aux jeunes Hongrois qui étudiaient dans notre Académie.

En effet, un Hongrois et un Transylvain s'y succédaient sans interruption et jouissaient d'une petite pension. Le pro-

fesseur Pierre Picot dit qu'ils étaient toujours des étudiants remarquables et leurs examens, très brillants. La grande Académie de Debrecen les choisissait et envoyait — comme aussi en Hollande — ce qu'elle avait de mieux. Il était heureux que les leçons se fissent en latin, car les Hongrois le parlaient admirablement, tandis qu'ils n'entendaient pas le français.

A partir de 1794 (période révolutionnaire), il n'en vint plus aucun, les pensions ayant été supprimées.

Un autre lien spirituel important avait été établi entre Genève et l'Église réformée de Hongrie, par la traduction et la publication en langue magyare des nombreux et solides ouvrages de théologie du professeur Bénédict Pictet (1655—1724).

*

Après plus d'un siècle d'interruption, les relations entre Genève et la Hongrie protestante furent reprises lors du quatrième centenaire de la naissance de Calvin en 1909, grâce à l'initiative de M. Alexandre Claparède, un laïque cultivé, qui avait épousé une Hongroise. Répondant à l'invitation du Comité du Centenaire l'Église réformée hongroise envoya aux fêtes du Centenaire sept délégués qu'accompagnèrent une centaine de pasteurs, de parents et d'amis. A la tête de la délégation étaient l'évêque Gabriel Antal de Komárom, vice-président du Convent général, et le comte Joseph Degenfeld-Schomburg de Debrecen, vice-président laïque dudit Convent.

L'évêque Antal fut un des douze pasteurs qui distribuèrent les saintes espèces au service matinal de la Cène du dimanche 4 juillet à Saint-Pierre, et c'est lui qui présida un service hongrois, ce dimanche à midi, dans le même temple.

Le comte Degenfeld avait parlé la veille à la séance officielle de réception des délégués (salle de la Réformation) et dans son allocution il avait dit : « Nous sommes venus avec plaisir, car nous sommes conscients de ce que notre Église et notre patrie doivent au grand homme dont nous célébrons la mémoire, *votre*, peut-être puis-je dire *notre* grand réformateur. En effet, la Réforme calviniste n'a pas seulement conservé la nation hongroise, elle a encore développé l'intelligence et les notions morales de notre peuple calviniste à un degré bien plus élevé que ne l'ont fait d'autres Églises, car elle a toujours été un promoteur de la liberté et de l'égalité ; c'est là un de ses plus grands mérites. »

L'enthousiasme manifesté en Hongrie à l'occasion de cette célébration eut un résultat pratique : l'établissement de bourses hongroises à la Faculté de théologie de l'Université fondée par Calvin. Pendant l'automne de 1909, cinq théologiens

de chacune des cinq facultés de Pápa, Budapest, Sárospatak, Debrecen et Kolozsvár)[1] vinrent à Genève et y furent accueillis par M. Claparède et par un groupe de Genevois qu'il avait su intéresser à la cause du protestantisme hongrois.

En 1911, M. Claparède fut invité, ainsi que moi-même (j'avais été nommé professeur à la fin de 1909), à rejoindre en Hongrie une importante délégation des Églises presbytériennes d'Écosse.[2] Et c'est en compagnie de nos frères anglo-saxons que nous visitâmes successivement les Académies de Sárospatak, de Debrecen, de Kolozsvár et de Budapest. Nous avions pour guide M. Étienne Kováts, alors pasteur à Szatmár-Németi.[3] Voyage mémorable qui me laissa de très beaux souvenirs. Partout un accueil très chaleureux, surtout à Szatmár où la population avait envahi les quais de la gare et regardait passer, dans des voitures ouvertes et attelées de quatre chevaux, les délégués se rendant à leur hôtel.

Lorsque, en 1909, fut posée la première pierre du monument international de la Réformation calviniste, à la promenade des Bastions, les évêques hongrois avaient pris l'initiative d'organiser dans leurs églises une collecte en faveur du monument et de la statue d'Étienne Bocskai, prince de Transylvanie, qui devait y figurer en bonne place à côté de celles d'autres princes ou promoteurs de la liberté politique et religieuse. Cette collecte produisit la jolie somme de 50.000 francs or.

Chaque année, le 15 mars, les étudiants hongrois de l'Université de Genève se réunissent devant la statue de l'homme de guerre qui se sentit appelé d'en haut à une mission nationale, en face du bas-relief qui représente Bocskai apportant à la diète hongroise, le 13 décembre 1606, la paix de Vienne, garantie fondamentale de la liberté religieuse dans le royaume. Ils relisent ces nobles paroles gravées dans la pierre : «L'indépendance de notre foi, notre liberté de conscience et nos anciennes lois ont pour nous plus de valeur que l'or ».

Genève, la cité assiégée au cours des siècles par les ennemis de son indépendance et de sa foi, ne peut ne pas éprouver une ardente sympathie pour les victimes de l'intolérance et de l'oppression dans tous les pays.

Lorsque, en 1936, nous avons célébré à la fois le quatrième centenaire de l'adoption de la Réformation par le peuple de Genève, et celui de la publication de l'Institution chrétienne de Calvin, c'est le professeur Étienne Kováts qui parla à Saint-Pierre au nom des délégués hongrois et exprima le regret que

[1] Aujourd'hui en Roumanie : Cluj.

[2] Cf. A. Claparède, *Les voix magyares au Jubilé de Calvin*. Genève, 1909 et idem, *L'Église réformée hongroise*. Genève, 1909.

[3] Aujourd'hui en Roumanie ; en roumain Şatu-Mare.

la difficulté des temps eût empêché ses coreligionnaires de venir aussi nombreux qu'en 1909.

Deux ans plus tard, Debrecen se préparait à célébrer solennellement une fête quatre fois séculaire, celui de la fondation de son collège réformé, berceau de sa glorieuse Académie, maintenant transformée en Université officielle, lorsque les événements politiques obligèrent les organisateurs à ajourner les fêtes et les réceptions projetées. Celui qui écrit ces lignes devait recevoir à Debrecen un Doctorat en théologie *honoris causa*, et plusieurs de ses collègues genevois, le diplôme de professeur honoraire.

C'est à une date tragique, le Ier septembre 1939, que le vice-consul de Hongrie à Genève me remit officiellement ce diplôme dans les salles de la Bibliothèque calviniste, en présence du doyen de la Faculté de théologie de Genève.

Grâce à un legs de feu Alexandre Claparède, la Faculté de théologie dispose tous les deux ans d'une bourse d'études pour un théologien hongrois.

*

Deux œuvres chrétiennes importantes ont essaimé de Genève en Hongrie : La Croix-Bleue et les Unions chrétiennes de jeunes gens.

La Croix-Bleue fut fondée par le Genevois L. L. Rochat, pour le relèvement des buveurs et la lutte contre l'alcoolisme. Des sections de la Croix-Bleue existent depuis 1897 en Hongrie. En 1910, après le voyage du professeur Georges Fulliquet, de Genève, un Comité central de la Croix-Bleue en Hongrie est fondé. En 1937, le pasteur Daniel Junod (Neuchâtel) et le prof. Auguste Lemaître (Genève) ont visité les sections hongroises et le professeur Deák, à Sopron, le représentant le plus influent de la Croix-Bleue hongroise.

*

Quant aux Unions chrétiennes, elles ont été implantées en Hongrie en 1883, par les efforts de Charles Fermaud, secrétaire de l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens, dont le siège est à Genève. Il réussit à obtenir la collaboration du baron de Szilassy et du pasteur Dr. Szabó, le « Wichern » hongrois. Les liens spirituels avec Genève sont maintenus, malgré les difficultés du temps présent.

Signalons en terminant, la visite de l'évêque Ravasz, de Budapest. En décembre 1935 il fut reçu à Berne par la Fédération des Églises suisses et à Genève, par le Cercle Söderblom.

J. E. Choisy

COMPTES RENDUS

Europe Orientale

István Bibó : *A keleteurópai kisállamok nyomorúsága.* [La misère des petits États de l'Europe orientale]. Budapest, 1946, 1 vol. in-8°, 116 p. (Les brochures de La « Uj Magyarország »).

La cause profonde de la misère où se trouvent les petits États de l'Europe orientale serait — selon une très intéressante étude de M. I. Bibó — de caractère politique et résiderait dans les inégalités existant entre le principe historique et le principe ethnique de la frontière. L'intérêt de l'auteur se porte principalement sur le développement polonais, tchécoslovaque et hongrois, tandis que les problèmes roumains et yougoslaves n'y sont abordés qu'accidentellement. En ce qui concerne la formation des nations modernes, les facteurs les plus caractéristiques seraient les mouvements massifs et les sentiments intenses des foules. Dans l'Europe occidentale la Révolution française a créé la symbiose du nationalisme et de la démocratie et a fait du pays des rois et des nobles le pays du peuple. Dans l'Europe occidentale et septentrionale, le nationalisme démocratique est encore de nos jours une réalité vivante, alors que, dans l'Europe orientale, il est déformé par des malaises politiques et sociaux. En Occident, le nationalisme démocratique s'est installé dans le cadre des frontières, sinon parfaitement, en tout cas suffisamment cristallisées ; dans l'Europe centrale et orientale, la présence pendant plusieurs siècles de l'Empire romano-germanique, de l'Empire ottoman et de celui des Habsbourg a causé de graves troubles. A la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle, les nations anciennes présentèrent, tour à tour, le spectacle de leur renaissance, mais la *condition sine qua non* de cette renaissance était la disparition des Empires actuels et la création de nouveaux cadres nationaux. Contre les formations d'État supranationales, elles lancent le principe de la nationalité. Mais, tandis qu'en Occident celle-ci représente l'ascension sociale dans l'Europe centrale et orientale, elle est une notion

ethnique, le véhicule des caractères nationaux (« Volk »). L'idée ethnique de la Nation mena au nationalisme linguistique qui succéda à la conception politique du nationalisme d'État et permit au programme de l'unification des hommes parlant la même langue de faire son entrée en scène. Seulement, sur ce territoire, les frontières ethniques étaient presque partout désordonnées, fatalement enchevêtrées. Ce qui était pis encore, « les sentiments historiques des nations . . . s'étaient attachés à des territoires d'habitude plus étendus que ceux sur lesquels vivaient les populations de même langue... C'est ainsi que toutes les nations ressuscitées se sont égarées dans des controverses acharnées avec la plupart de leurs voisins. Cette situation causa une série de guerres et de catastrophes, d'où une insécurité accrue de l'existence nationale et de l'ordre territorial. Telle est la principale source de l'hystérie politique des nations de l'Europe centrale et orientale ».

Cette thèse est illustrée par l'analyse du destin des trois États historiques du territoire en question.

Le problème fondamental de la Pologne consistait en ce qu'une moitié de son territoire était ethniquement polonaise et l'autre ethniquement non polonaise. Sur cette dernière moitié se faisait sentir la force d'attraction de la Russie en pleine expansion en même temps que, de l'autre côté, la poussée allemande devenait de plus en plus véhémente ; enfin du sud s'affirmaient les prétentions de l'Autriche. La conclusion logique de cette « leçon historique » eût été de manœuvrer de façon à avoir la Russie derrière soi et de se défendre contre les forces germaniques. Mais les Polonais n'étaient pas capables de comprendre que le partage de leur territoire historique représentait en partie « la nécessité historique ». Il en résulta une série de catastrophes et même le partage complet. Seul, l'effondrement simultané des Puissances Centrales et de la Russie tzariste rendit possible le relèvement de la Pologne. Après la première guerre mondiale, les souvenirs historiques reprirent le dessus sur le bon sens, et les frontières dépassèrent largement la ligne Curzon, ce qui fut une des principales causes de la nouvelle tragédie de la Pologne.

Le cas de la Hongrie historique est identique au cas polonais : ici les divergences entre la pensée historique et les conditions ethniques aboutirent à la tragédie de 1848—49. La Hongrie progressiste se trouvait alors en face de la réaction autrichienne et en même temps des nationalités non hongroises alliées de celle-ci. « De la catastrophe on peut tirer deux conclusions : l'une, que l'Europe abandonna la Hongrie dans sa lutte pour l'indépendance ; l'autre, que les nationalités non hongroises se servirent de la démocratie pour se détacher du pays. De l'abandon de la Hongrie sortit le compromis

austro-hongrois de 1867, dont l'essentiel est que la Hongrie, pour conserver son territoire historique, renonça à l'indépendance intégrale. De l'abandon par les minorités sortit une évolution qui éloigna la Hongrie des idéals démocratiques ; car, après la catastrophe de 1848—49, la peur s'implanta dans le cœur des Hongrois que l'admission sans réserve de toutes les conséquences de la démocratie ne conduisît au détachement des territoires habités par les nationalités non hongroises. » Le compromis avec les nationalités n'ayant pu se faire, le partage du pays devint inévitable. Étant donné que le principe ethnique préconisé par les vainqueurs fut appliqué uniquement et partout au préjudice des Hongrois et qu'on vit se former des blocs hongrois minoritaires de plusieurs millions, « l'opinion publique hongroise attribua le partage de la Hongrie purement et simplement à la violence brutale et à l'hypocrisie des vainqueurs, incapable qu'elle était de distinguer entre le détachement de territoires dont les habitants parlaient une autre langue, et, par conséquent, étaient mûrs pour la séparation, et le détachement de territoires de langue hongroise, disjoints sans raison et injustement ». Ainsi son révisionnisme ne put se libérer de la chimère de la Hongrie historique et l'entraîna vers la débâcle de la deuxième guerre mondiale. Il s'ensuivit que la Hongrie ne put même pas s'assurer la possession de ses territoires ethniques.

Le problème de la Bohême et de la Tchécoslovaquie consiste, lui aussi, — selon l'auteur — dans la divergence entre les frontières historiques et linguistiques. La population tchèque de la Bohême possédait une mentalité tchéco-bohémienne, la population allemande une autre, allemande-bohémienne. Lorsque ces deux mentalités, au commencement du XIXe siècle, se heurtèrent et mirent les foules en mouvement, le besoin se fit sentir d'un appui politique extérieur qu'elles trouvèrent dans la solidarité slave, respectivement germanique. Lors de la création de la Tchécoslovaquie, après la première guerre mondiale, « les principes qui étaient à la base de cette nouvelle formation d'État étaient contradictoires : les territoires tchèques se trouvèrent liés à l'État par la continuité historique et ethnique, les territoires allemands par des liens *historiques*, mais non ethniques, les territoires slovaques par des relations *ethniques*, mais non historiques, enfin entre les territoires peuplés de Hongrois et l'État il n'y avait *ni* rapports historiques *ni* rapports ethniques. Les partisans du nouvel État voyaient sur deux points essentiels les fondements solides de celui-ci: « l'un était la démocratie, l'autre l'intangibilité du *statu quo* territorial proclamée à Versailles de 1919 ». La démocratie fut suffisamment réalisée, toutefois le nom même de l'État et sa structure mirent le centre de gravité sur le principe ethnique, de sorte

que les nationalités d'autres langues s'éloignèrent successivement de l'État tchécoslovaque. Le principe de l'intangibilité conduisit à un dogmatisme rigide qui « eut sa part dans la tournure désastreuse que prit l'évolution politique de l'Europe ». Lors de la transaction de Munich ni les Allemands, ni les Hongrois ni même les Slovaques ne se montrèrent solidaires en tant qu'États de Versailles; l'agression hitlerienne pouvait donc facilement achever son œuvre néfaste. La Tchécoslovaquie restaurée après la deuxième grande guerre tente de combler les divergences entre les frontières historiques et ethniques non plus par la démocratie, mais, tout au contraire, par la méthode hitlerienne de l'évacuation forcée. « Les Tchèques veulent pour eux la démocratie, pour leur pays le calme sans minorités, mais en même temps un effectif territorial intact, en un mot : tout — en une seule fois. »

Après l'ébauche des problèmes des trois États historiques, l'auteur résume les traits communs de leur destin. Ce chapitre, comme en général tous les autres de ce livre, est plein de constatations aussi frappantes que spirituelles et cependant réelles, dont nous retiendrons une seule : « Le plus grand bienfaiteur des trois nations eût été celui qui aurait achevé la liquidation de leurs pays historiques par l'application rigoureuse du principe ethnique et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » La rupture du pays historique aurait été même alors encore longtemps douloureusement ressentie; mais, lentement, « il se serait formé une opinion publique qui se serait trouvée forcée de reconnaître l'inéluctable nécessité de l'amputation partielle et, tôt ou tard, elle aurait pu s'accoutumer aux nouvelles frontières basées sur la force des faits réels ». La situation qui s'ébauche après la deuxième guerre mondiale serait — d'après l'auteur — assez dangereuse, la paix ayant été conclue sans principes bien nets. En 1815 on a créé un ordre selon le principe de la légitimité ; ce principe pouvait être mauvais, mais il fut au moins appliqué. « 1919 se distingue de 1815 en ce que les auteurs de la paix ont ici encore préconisé un principe, mais ce principe, ils n'ont pas eu la force de l'appliquer ». La base du principe : « la forme démocratique de la légitimité, c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » est juste, mais aussi longtemps que le principe ne sera pas appliqué, l'agent pathogène de la neurasthénie politique dans l'Europe orientale restera une force toujours active.

Le résultat de la paix sans principes serait — pense l'auteur — un obstacle sérieux à l'évolution du monde. « Tandis que la Hongrie ne peut compter recevoir ses frontières ethniques, la Tchécoslovaquie « déminoritise » tout son territoire historique ; la Pologne, à son tour, est dédommagée de la perte de ses territoires historiques semblablement par des territoires

vidés de leurs minorités. Ainsi, en Hongrie, on peut s'attendre à une crise psychologique qui atteint aussi l'avenir de la démocratie ; la Pologne et la Tchécoslovaquie, au contraire, peuvent devenir, à la suite des évacuations en masse, les auteurs d'une crise grave de la conscience européenne.

Il est à regretter que l'auteur, dans son étude, n'analyse que des problèmes politiques, sans envisager la question de l'évolution sociale des peuples mentionnés,

Z. I. Tóth

*

GEORGE VERNADSKY : *Ancient Russia.* New Haven, 1944. Yale University Press, in-8°, 425 p.+14ct. géogr. (A history of Russia by G. Vernadsky and M. Karpovich. Vol. I.)

A l'opposé de l'historiographie d'autrefois qui se contentait généralement de faire remonter l'histoire de la Russie jusqu'aux Varègues seulement, la nouvelle littérature de l'histoire russe a tendance à éclaircir les questions de la formation, de la civilisation et du caractère ethnique du peuple russe en les plaçant dans l'ensemble de l'histoire ancienne de l'Europe orientale depuis les temps préhistoriques. Il convient de signaler ici l'ouvrage capital de Rostovtzeff : *Iranians and Greeks in South Russia* (Oxford, 1922), qui est le premier à donner un aperçu général des problèmes de l'histoire russe des temps les plus reculés. Le livre de M. Vernadsky révèle cette même tendance qui nous paraît parfaitement juste du point de vue méthodique. Conformément à cette tendance, notre auteur présente les antécédents de la formation du premier État russe dans un vaste cadre historique et géographique. Le premier chapitre rend compte des résultats obtenus par les fouilles archéologiques en ce qui concerne les âges de la pierre taillée, de la pierre polie, du cuivre et du bronze dans l'Europe orientale. Il ne pourrait être question, bien entendu, de rattacher par des liens solides ces époques préhistoriques aux époques ultérieures sur la base des découvertes archéologiques ; néanmoins ce chapitre ne doit être considéré en aucune façon comme superflu. C'est qu'il est extrêmement instructif, au point de vue de l'histoire de la Russie à des époques plus avancées, d'observer dans l'Europe orientale, à l'âge néolithique, un certain nombre de civilisations assez distinctes qui témoignent de la présence de différentes unités ethniques, linguistiques et culturelles sur des territoires dont l'hétérogénéité ne cessera de se manifester au cours des

siècles suivants. Les origines de l'Europe historique orientale remontent donc probablement à cette époque primitive dont l'importance fondamentale ne manquera pas de se dégager toujours davantage au cours des recherches ultérieures. Alors que, pour nous faire une image des âges préhistoriques dans l'est de l'Europe, nous disposons seulement de la matière peu variée des fouilles archéologiques, nos recherches se fondent sur un terrain beaucoup plus sûr quand il s'agit de la première période historique au cours de laquelle les Cimmériens et les Scythes imposent leur domination à tous les peuples vivant dans cette partie de l'Europe, domination qui constitue l'objet du deuxième chapitre de M. Vernadsky.

Les sources historiques contemporaines nous laissent déjà entrevoir, à cette époque, la situation ethnique de la Russie et nous permettent de reconstruire jusqu'à un certain point les événements. Les recherches effectuées au cours de ces vingt dernières années ont fini par convaincre les historiens de l'importance du rôle joué par les Cimmériens dans l'histoire de l'Europe orientale, mais ce n'est que dans le livre de MM. Gallus et Horváth (« Un peuple cavalier préscythique en Hongrie », Budapest, 1939) que le problème apparaît avec ses véritables dimensions. Il est regrettable que M. Vernadsky ne connaisse pas cet ouvrage important ni les résultats des recherches plus récentes, car, ne les ayant pas utilisés, son chapitre sur la question cimmérienne montre de nombreuses lacunes.

Hérodote, notre source la plus importante quand il s'agit des Scythes, relève au Ve siècle avant Jésus-Christ la présence des Neures au nord des établissements scythes. M. Vernadsky croit qu'il s'agit là d'un peuple slave, — suivant en cela l'opinion de plusieurs savants — auquel on attribue la culture représentée par les cimetières à urnes nombreuses entre les Carpathes et le cours moyen du Dnieper. Cette identification semble juste; du moins des arguments sérieux ne s'y opposent-ils pas ; mais M. Vernadsky affirme aussi que les Neures ne sont qu'une partie des Protoslaves. Selon lui, les Protoslaves se seraient étendus bien au delà de leur patrie primitive, dans la direction de l'est et auraient déjà atteint à cette époque la région du cours moyen du Donetz. Il fonde cette hypothèse sur le nom de peuple de forme slave, celui des « Budins », qu'il a relevé chez Hérodote. Selon l'auteur, ce peuple aurait vécu dans cette même région du cours moyen du Donetz. Or, cette argumentation ne saurait être maintenue, car, suivant Hérodote lui-même, les Budins étaient établis au nord des régions occupées par les Sauromates que l'auteur grec situe à l'est du Tanaïs (Don), en sorte que l'identification des Budins avec une partie des Protoslaves tombe d'elle-même.

Si l'hypothèse d'une expansion slave vers l'est à cette époque semble plus que douteuse, M. Vernadsky a certainement raison quand il constate que l'histoire de l'Europe orientale est, dans une large mesure, la fonction de celle de l'ouest de l'Asie et que, par conséquent, les racines des faits historiques de l'Europe orientale doivent être cherchées la plupart du temps dans l'Asie occidentale. Alors que, pour l'époque des Scythes, ce principe ne pouvait encore être appliqué faute de sources historiques, les sources chinoises de l'époque des Sarmates ouvrent de larges perspectives aux investigateurs. M. Vernadsky ne manque pas d'en profiter : il tente de retracer l'histoire des tribus sarmates les plus importantes en suivant leur chemin depuis leur patrie d'origine asiatique. La conception historique de M. Vernadsky attribue un rôle considérable aux *An-tsᶜai* mentionnés dans les sources chinoises. Il fait dériver le nom de ce peuple du mot tokhare *ant* (plaine, pays plat) et l'identifie avec le nom *Anti* cité par Méla et Pline ainsi qu'avec les noms de peuple *Asioi*, *Asaioi*, etc., qui figurent dans les sources grecques. Il explique la différence des formes grecques et latines par l'évolution phonétique du grec. Il fait même entrer dans cette combinaison les *U-sun* dont le nom est mentionné dans les sources chinoises. Selon lui, le nom de ce peuple serait identique avec celui du peuple *Asianoi*, forme dérivée d'*Asioi*. Or, selon nos sources, les *Asioi* n'étaient autres que les Alains eux-mêmes ; d'autre part, si l'on en croit un passage de Trogue-Pompée, les *Asianoi* (Alains) auraient régné sur les *Tokhari (Üe-tşi)*. Les deux peuples entretenant donc d'étroites relations, il est fort probable que des éléments *Üe-tşi* ont émigré avec les Alains vers l'ouest. Bref, les peuples ou plus exactement les noms de peuples suivants seraient identiques : *An-tsᶜai* = *Anti* = *Asioi*, *Asaioi* (= *As*, *iasy* = Alain) = *Asianoi* = *U-sun* + *Üe-tşi* = Tokhares. Cette combinaison est d'une importance capitale pour tout le livre de M. Vernadsky. Il reconnaît fort justement que, dans la composition ethnique du peuple russe de même que dans l'évolution de sa civilisation et son histoire, les Iraniens, les Scythes et les Sarmates ont laissé des traces profondes. Un nombre considérable de toponymes témoigne du passage de ces peuples dans l'Europe orientale et les mots iraniens qui se sont introduits dans la langue russe conservent également la trace du commerce des Slaves et des Iraniens. M. Vernadsky affirme que chez Jordanès et Procope le nom Antes désignait déjà les Slaves. Cela n'est vraisemblable, selon lui, que si les Slaves de l'est ont été sous la domination des As d'Iran, s'ils ont adopté le nom de leurs maîtres, enfin s'ils sont dans leur composition ethnique des Aso-slaves. Le fait que les sources grecques ne mentionnent jamais les Ant sous le nom d'As est

de nouveau expliqué par M. Vernadsky par certaines règles de la phonétique grecque. Bref, selon cette théorie, les bases ethniques et culturelles de ceux qui seront appelés les Russes seraient formées par deux éléments : l'un iranien et l'autre slave. Mais M. Vernadsky ne s'arrête pas là. Parmi les tribus iraniennes connues sous le nom de Ant ou As, l'une des plus importantes, les Roxolans, aurait porté à cette époque le nom de *Rukhs-As* duquel (Rukhs) serait dérivé le nom des Russes. Cette chaîne de combinaisons et d'identifications fournit à M. Vernadsky l'occasion de tirer les conclusions les plus éloignées. Se fondant sur les rapports qui auraient existé entre les Ases et les Slaves, il cherche des éléments slaves partout où les sources mentionnent les Ases. C'est ainsi qu'il est amené à supposer que la région du Don et le nord du Caucase étaient habités, au cours des siècles qui ont suivi la naissance de Jésus-Christ, par des éléments slaves vivant en communauté avec des Iraniens. En partant d'une hypothèse selon laquelle les Aso-Slaves de la région du Don et du nord du Caucase étaient tombés sous la domination des Russes à une époque très reculée, il croit que les Alains figurant dans une chronique de Constantin Porphyrogénète étaient également des Russes.

Malheureusement cette longue chaîne d'hypothèses, d'une importance exceptionnelle pour l'histoire de l'Europe orientale, repose sur des bases extrêmement précaires. En effet, aucune des interprétations et identifications de noms de peuple admises par M. Vernadsky ne paraît acceptable. Le nom *An-ts'ai* cité par les sources chinoises ne saurait être ni ramené au mot tokhare *ant* ni identifié avec le nom de peuple *Anti* des sources latines. Il ne faut jamais omettre lorsqu'on examine les noms de peuples barbares conservés dans les diverses sources, d'établir le prototype barbare probable de ces transcriptions. Dans le cas présent la transcription latine suppose une forme **Ant-*, dont le chinois *An-ts'ai* ne peut être en aucune façon la transcription ; d'autant moins que cette forme reflète la prononciation moderne de la transcription chinoise du nom de peuple en question et par conséquent elle ne peut servir comme point de départ de l'interprétation. Il faut considérer de même comme invraisemblable l'identification d'*Anti Asaioi* et *Asioi*, étant donné que le changement avec phonétique *-ants>-as*, allégué par M. Vernadsky, appartient à une période beaucoup plus ancienne de l'évolution du grec. Cela prouvé, l'identification du nom de peuple *Asiani — U-sun* avec ce groupe de noms tombe d'elle-même. Étant donné que chacun des trois noms *An-ts'ai, Anti, Asaioi* dérive d'un prototype différent et qu'aucun de ces derniers ne s'accorde avec le prototype probable du nom de peuple *Asiani — U-sun*, on a peine à croire à l'identité ou seulement à la parenté de ces

noms, sans parler des difficultés d'ordre historique et géographique qui s'opposent à leur iden tification. De même, l'hypothèse de M. Vernadsky suivant laquelle la forme *Antes* serait dérivée du nom de peuple *As* conformément à une règle de phonétique grecque est dénuée de tout fondement. Cette hypothèse est d'une part en opposition avec la conjecture que le nom de peuple *As* est dérivé de la forme grecque primitive *Ant-s*, ce qui laisse à supposer que la forme originelle du nom était *ant-* ; d'autre part, il n'existe aucune règle de ce genre dans la phonétique grecque, et ce changement ne peut être présumé non plus sur la base d'analogies. L'explication du nom des Russes proposée par M. Vernadsky ne saurait non plus être considérée comme satisfaisante. Sans compter les complications d'ordre phonétique, et laissant de côté la forme finnoise *Ruotsi* qui resterait ainsi inexpliquée, il est improbable que parmi les *As* ou Alains il y ait eu une tribu nommée *Rukhs-As*. En effet, l'interprétation étymologique du nom de peuple *Roxolan* par la forme hypothétique **Rukhs-Alan* est insoutenable, car ce même nom de peuple figure dans une inscription sous la forme *Reuxinaloi*, qui doit être ramenée très vraisemblablement à une forme originelle **rauxšnal*< **rauxšnāna*. D'ailleurs le nom de tribu alaine *Rukhs-As* est dû à une conjecture considérée comme incertaine par son auteur Minorsky lui-même.

Nous voyons donc que les explications et les identifications des noms de peuple qui constituent la base de l'amas de suppositions de M. Vernadsky ne peuvent être admises sur aucun point, et les conclusions qu'il en tire, tombent d'elles-mêmes. Nous n'excluons pas, bien entendu, la possibilité d'une intervention plus ou moins profonde des Iraniens dans la composition ethnique et dans la culture des Slaves de l'est. Si nous ne faisons pas nôtre la thèse peut-être la plus importante de M. Vernadsky, nous n'en devons pas moins signaler les résultats qu'il a acquis dans le domaine de l'histoire des Slaves à l'époque des Huns, des Avares et des Bulgaro-Khazares. Mais, ici non plus, nous ne saurions admettre tous les points de l'exposé de M. Vernadsky, tout en reconnaissant qu'il a réussi à prouver indubitablement, grâce à l'analyse minutieuse des événements historiques, que les Slaves, considérés comme groupe ethnique, ont joué un rôle beaucoup plus ample et plus important à cette époque que l'opinion historique ne le suppose en général. Ce fait est sans doute d'une portée capitale aussi pour la préhistoire hongroise qui, semblable en cela à la préhistoire russe, est rattachée par mille liens à l'histoire primitive de l'Europe orientale. Dans son chapitre sur l'État russe de Kiev, M. Vernadsky consacre un passage au rôle joué par les Magyars dans l'histoire de la Russie du sud. Il fait sienne la théorie suivant laquelle les Hongrois auraient

quitté leur patrie primitive du Kouban pour s'établir au nord du Don, et tente d'éclairer leurs rapports avec les Russes sous un angle nouveau. Selon lui, les Russes auraient fait leur apparition dans le bassin du Donetz dès la première moitié du VIIIe siècle, en auraient chassé les Hongrois et créé sur les bords de la mer d'Azov, vers le milieu du même siècle, le premier État russe. L'hypothèse que l'apparition des Russes se soit produite si tôt et qu'un État russe primitif ait existé sur les rives de la mer d'Azov dès le milieu du VIIIe siècle, semble peu justifiée, vu la rareté et la contestabilité des données des sources ; quant aux trouvailles archéologiques découvertes à Verchne-Saltovo, elles militent indubitablement contre l'hypothèse que ce territoire ait été soumis dès le début du VIIIe siècle à la domination russe. Nous ne saurions assez regretter que M. Vernadsky ignore les résultats des recherches linguistiques et historiques effectuées à ce sujet par les savants hongrois, résultats dont la connaissance l'aurait prémuni contre plus d'une affirmation erronée, entre autres contre l'erreur étymologique bizarre que lui a fait commettre le nom de Levedi. En revanche, les explications de M. Vernadsky se rapportant au rôle des Hongrois à Kiev sont très remarquables. Quoique ses résultats soient encore à compléter par des recherches linguistiques et philologiques plus approfondies, il n'en est pas moins vrai que, dans ce passage de son livre, il a touché un des problèmes les plus importants de l'histoire des Hongrois du IXe siècle.

Peut-être, dans ce qui a été dit jusqu'ici, les côtés négatifs et les défauts du livre de M. Vernadsky ont-ils été par trop mis en relief. Mais n'oublions pas que celui qui étudie l'histoire de l'Europe orientale dans temps antiques assume une tâche extrêmement difficile. Il doit opérer sur les données souvent lacuneuses et difficilement interprétables de sources rédigées dans les langues les plus diverses et dispersées à travers le continent, il doit résoudre des problèmes historiques extrêmement complexes. Il est réduit continuellement à formuler des hypothèses et à construire sur des hypothèses. C'est à peine si, dans le domaine de l'histoire primitive de l'Europe orientale, l'on peut parler sur un ou deux points de résultats communément admis. Nous devons souligner l'emploi remarquable qu'a fait M. Vernadsky des sources archéologiques et son effort pour exploiter les résultats de la linguistique au profit de la recherche historique. Mais, en ce qui touche cette question, nous devons établir comme principe fondamental que l'historien ne doit exploiter les résultats linguistiques échappant à son appréciation qu'avec la plus grande circonspection et qu'il doit se garder d'édifier de grandes conceptions historiques sur des interprétations ou des identifications de noms de peuples

à peine établies. Ces réserves faites, nous pouvons affirmer que ce livre extrêmement riche en idées, — et dont nous n'avons pu examiner ici que quelques problèmes fondamentaux — sera un manuel indispensable et très utile à tous les spécialistes de l'histoire de l'Europe orientale.

Jean Harmatta

*

N. N. VORONIN : *Drevnerusskie goroda* [Anciennes villes de Russie]. Moskva-Leningrad, 1945. Izdatjelstvo Akademii Nauk Sojuza SSR., in-8°, 104 p.+65 reproductions.

Ce manuel sera aussi utile aux slavistes qu'aux spécialistes de l'histoire des civilisations de l'Europe orientale et centrale. L'ouvrage trace un tableau de la Russie « urbaine », et les contours de l'ancienne civilisation princière, ecclésiastique et populaire se dégagent nettement de ce tableau. Bien que l'auteur soit de profession historien d'art, les faits artistiques ne manquent jamais d'être représentés dans le cadre d'un dessin détaillé de l'entourage social et de la civilisation.

L'auteur reproduit la vie artistique et intellectuelle de douze anciennes villes de la Russie. Au premier groupe appartiennent les villes qui témoignent de la civilisation russe des principautés avant la conquête mongole. L'auteur démontre que, jusqu'à l'invasion de ces peuplades, la civilisation russe n'était aucunement restée celle de l'Europe occidentale. Au XIe siècle, Kiev est appelé « la ville rivale de Constantinople ». Et vraiment, saint Vladimir et Jaroslav le Sage transplantent comme par enchantement une civilisation magnifique, composée d'éléments russo-slaves, romano-occidentaux et byzantino-helléniques dans leur capitale.

Les principautés médiévales russes sont témoins de la floraison de Tchernigov, Smolensk et de Vladimir. Novgorod et Pskov montrent, par contre, une variante caractéristique de l'Europe orientale de la « république féodale ». Il est intéressant d'observer comment les formes du style roman se font sentir jusqu'à Vladimir. La situation est la même dans les deux cités-républiques. Bogoljubovo, capitale du prince Andrej Bogoljubskij, assiste d'autre part à une intéressante tentative de transformation à la russe de l'architecture des forteresses européennes du XIIe siècle.

Les villes du second groupe atteignent leur apogée au commencement de l'ère moderne. Le « grand siècle » de Pereslavlj-Zalesskij, de Rostov Velikij, de Jaroslavlj, c'est la période qui va du XVe au XVIIe siècle, cette « renaissance

russe » caractéristique. Elle est marquée par l'avance vigoureuse de la civilisation populaire slave et du sentiment national russe allant de pair avec les inspirations de la Renaissance et du baroque européen. L'architecture russe fantastique, colorée de l'âge moderne, les « églises à tente » avec leur ornementation populaire et leurs riches fresques sont l'expression de cette nouvelle tendance artistique. Cette « renaissance russe » atteint son apogée dans le Moscou des XVIe et XVIIe siècles.

Des données du livre de M. Voronin se dégagent d'intéressants parallèles avec l'histoire, la civilisation des Slaves orientaux et occidentaux, des Hongrois et des Roumains. L'étude de Kiev et de Vladimir au moyen âge nous amène à conclure que le courant appelé par M. T. Kardos la « renaissance romane » se présente aussi dans la civilisation des principautés russes des XIe et XIIe siècles. A Kiev p. ex. un quadrige romain et des statues de dieux grecs sont rangés sur la place qui entoure la cathédrale Sainte-Sophie, tandis que la montée du chœur princier est décorée de fresques représentant des scènes de la vie de cour. Le château de Bogoljubovo est encore une création de cette « renaissance romaine » en byzantino-russe. Ajoutons qu'il vaudrait la peine d'établir une comparaison des monuments de l'époque romane de la région danubienne non seulement avec les chefs-d'œuvre allemands, français et italiens, mais encore avec ceux de la Russie. Nous sommes convaincus que, p. ex. en Hongrie, les relations des Árpád et de la maison Rurik auront laissé aussi des vestiges d'art. Les relations ecclésiastiques de Kiev et de la région danubienne, de la Hongrie surtout, seraient également dignes de notre attention.

M. Voronin démontre l'existence en Russie de deux types de villes. L'un, celui des colonies de marchands, d'artisans, a ses origines dans le monde antique des Slaves d'avant le christianisme. L'autre a pour centre le palais royal ou quelque monastère. Cette distinction nous rappelle au premier coup d'œil cette autre établie par M. François Erdei entre les villes hongroises « occidentales » et « orientales ». Il est évident que le type « oriental » des bourgs et des villes de foires a ses pendants en terre slave. Et vraiment, la ceinture des places de foires, des bourgs s'étend de la Plaine Hongroise à traves la Pologne, la Roumanie et l'Ukraine jusqu'en Sibérie. En lisant des descriptions de la cité-république de Novgorod, du démocratisme patriarcal de Pskov et des rues divisées par métiers à Moscou, il est impossible de ne pas penser aux anciennes villes hongroises. De même la vie des bourgs tchèques et yougoslaves ou encore la position historique et sociale de la république de Dubrovnik offrent plus d'une analogie avec la vie des « posadas » russes.

Une élaboration minutieuse des parallèles exigerait une étude à part. Ces quelques pensées auront du moins suffisamment indiqué les devoirs qui attendent dans ce domaine la science historique. Le beau livre de M. Voronin sera un bon stimulant à des recherches de ce genre.

André Angyal

Histoire de l'Autriche

August Loehr : *Österreichische Geldgeschichte.* Universum-Verlag. Wien, 1946, in-8°, 89 p. + 16 tabl. (Veröffentlichungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung, n° 4).

L'auteur, spécialiste bien connu de la numismatique, a fait paraître, il y a deux ans, comme 30e fascicule du Guide des Collections des Beaux-Arts *(Führer durch die kunsthistorischen Sammlungen)* un excellent ouvrage intitulé Numismatique et histoire des monnaies, qui mérite d'être signalé non seulement pour ses constatations fondamentales, mais encore et avant tout parce qu'il contient une histoire succincte, mais fort instructive de l'évolution des billets de banque. Sans se perdre dans des raisonnements prolixes et sans insister sur des questions de priorité plus ou moins oiseuses, l'auteur fait des remarques sagaces sur des matériaux bien choisis et soigneusement classés (Verlag Kunsthistorische Museum, Wien, 1944).

L'ouvrage que nous venons de signaler a été suivi, l'an dernier, d'une histoire de la monnaie autrichienne, Comme il ressort du titre, l'auteur s'est occupé non seulement de la monnaie proprement dite, mais de tous les instruments de payement. Il a su placer la monnaie au sens propre du mot et les billets de banque, instruments de la circulation fiduciaire, dans une synthèse de vaste envergure, conçue sous le signe d'une conception économique très juste de la monnaie. Aucun détail ne l'a détourné du but qu'il se proposait : tracer les grandes lignes de l'évolution et en faire ressortir les étapes successives. Après un coup d'œil sommaire sur la circulation monétaire au temps des Celtes et des Romains, il retrace d'une main sûre, dans quelques chapitres bien proportionnés, une longue évolution historique allant du pfennig viennois (1200) aux grandes pièces d'argent de Halle (1484) et aux thalers si populaires de Marie-Thérèse, puis de l'économie financière indépendante de l'Autriche (1857) à l'introduction de la couronne (1892) et au schilling de l'après-guerre. Il évoque aussi bien les crises financières du XVe siècle que celles de la guerre de Trente

Ans ou de la guerre contre les Français (banqueroute de l'État, 1811). Le livre se termine par une série de pages judicieuses sur la période d'inflation qui a succédé à la première guerre mondiale, sur ses causes politiques et économiques, ainsi que sur les relations existant entre le régime financier de la guerre et la circulation fiduciaire. L'auteur aborde une série d'autres problèmes, consacrant quelques remarques à la livre et au mark comme unités de valeur, aux divers étalons d'or et d'argent, aux dispositions de caractère financier, aux institutions bancaires, à la circulation des espèces et des crédits, etc. Il tient compte même du problème, d'une actualité si brûlante, qui consiste à savoir comment rembourser des obligations anciennes en argent dévalué, etc. Toutes ces questions s'encadrent harmonieusement dans l'ensemble de l'ouvrage, telles les pierres d'une mosaïque dans un tableau d'une exécution magistrale.

La présentation du livre est excellente ; cette remarque vaut aussi bien pour les caractères que pour le papier. Les illustrations sont groupées sur 15 planches ; en outre, on y trouve un portrait d'Arnold von Luschin qui accomplit, comme l'on sait, une œuvre de pionnier dans le domaine de la numismatique conçue comme histoire de la monnaie. Deux planches colorées ne font qu'augmenter l'agréable impression que laisse au lecteur cette bonne histoire de la monnaie autrichienne.

E. Holzmair

Pologne et Russie

Edouard Krakowski : *Pologne et Russie.* Paris, 1946. Éd. Robert Laffont, 1 vol. in-8°, 470 p.

C'est un sujet vaste et ambigu que celui des rapports entre les deux plus grandes nations slaves, que traite M. Krakowski dans un ouvrage qui, d'ailleurs, n'est pas à proprement parler une étude historique. En effet, l'auteur, qui a une formation surtout philosophique, a voulu « non point écrire une histoire comparée de la Pologne et de la Russie, mais détacher de leur histoire les épisodes les plus significatifs » pour démontrer qu'une réconciliation et une coopération sont « à la fois souhaitables et possibles ».

Il ne s'agit donc pas d'un exposé exhaustif et méthodique, mais bien plutôt de réflexions pénétrantes et instructives sur les rapports russo-polonais et même sur l'histoire de la Pologne, car M. Krakowski sort souvent du cadre de son sujet. Le

livre abonde en aperçus et développements brillants et suggestifs, il s'attarde bien des fois à étudier à fond certains problèmes historiques, sans se soucier d'éviter la discontinuité. L'auteur y révèle toute sa pensée ardemment sympathique à la Pologne, favorable à la Russie soviétique, qu'il loue surtout d'avoir été violemment hostile à l'Allemagne et à l'impérialisme nazi. Il met au service de sa démonstration une documentation excellente et souvent neuve.

On se tromperait grandement si l'on pensait que M. Edouard Krakowski se cantonne dans l'abstraction. Son livre, si l'on met à part certains passages un peu diffus, est au contraire vivant et coloré, grâce à certains portraits fort bien vus comme ceux de Stanislas Auguste Poniatovski, Czartoryski, Kosciuszko. Mickiewicz, grâce aussi à de nombreuses anecdotes. Par contre, on peut reprocher à l'auteur des redites et des digressions. Pourquoi tant de détails sur les causes de la décadence turque, le problème de la mort d'Alexandre Ier, la vie de Herzen, la révolution russe de 1905 ou l'histoire des pays caucasiens? On a l'impression que l'auteur a voulu faire entrer dans son livre toutes sortes de notes accumulées par lui au hasard de ses recherches personnelles.

On critiquera aussi une philosophie de l'histoire qui accorde aux grands hommes un rôle déterminant : « L'individu d'exception est le véritable maître pour le bien, parfois pour le mal, des mouvements prétendus collectifs ». M. Krakowski croit que, si la Pologne avait eu un Henri IV ou un Richelieu, elle serait devenue comme la France, une monarchie forte et centralisée. Il est permis de penser que des causes plus profondes déterminent le destin des nations.

Enfin, les comparaisons dont use l'auteur avec l'histoire d'autres pays et ses allusions à l'histoire générale ne sont pas toujours heureuses. Il dit, par exemple, de l'Allemagne, que « on la nomma longtemps l'Empire ou le Saint Empire », comme s'il y avait identité entre ces termes, des derniers Carolingiens qu'ils sont « des souverains plus francs que français »; il appelle les ancêtres de la famille capétienne « champions de l'idée nationale » ; il croit que la France a réalisé son unité « en accroissant chaque année son territoire d'une ou deux provinces ».

Ces réserves faites, on peut tirer bien des renseignements et des idées de cet ouvrage. Sur la Pologne d'abord, qui est définie comme une « nation spirituelle », c'est-à-dire une nation qui a pour base moins un territoire que certains caractères moraux permanents : c'est un peuple slave, de foi catholique et de culture latine. Aussi la Pologne a-t-elle pu survivre, même quand elle s'est trouvée pour ainsi dire « désincarnée ». M. Krakowski le montre à propos des grandes épreuves successives de

la vie historique polonaise : même après les partages, les puissances bénéficiaires ont toujours considéré les provinces dont elles s'étaient emparées comme les membres d'un même corps. L'auteur pousse même plus loin le paradoxe : c'est la disparition d'un État funeste qui a le mieux fait apparaître la nation polonaise, car, dit-il, « la nation en Pologne reste à l'écart des puissances qui la gouvernent », royauté ou noblesse : il y a « scission entre le régime et la nation ». Ne pourrait-on aller plus loin encore et se demander s'il n'y a pas une sorte d'impuissance de la nation polonaise à se reconnaître dans un régime? En tout cas on comprend que M. Krakowski réserve une place considérable de l'histoire du pays aux penseurs et aux écrivains, puisque c'est en eux que se retrouve la continuité polonaise à travers les éclipses de l'existence nationale.

Enfin l'auteur pose fortement le problème des relations russo-polonaises. Il montre que la politique russe a sans cesse oscillé entre, d'une part, la collaboration dans le respect d'une civilisation originale et, d'autre part, l'annexion et la russification au prix d'un partage. La première politique a été, au XVIIe siècle, celle de Ordine-Naschtchokine, conseiller du Tsar Alexis Mikhaïlovitch ; il semble que Pierre le Grand et Catherine II aient eu des velléités de ce genre, et qu'Alexandre Ier ait envisagé une entente sur les conseils de son ministre le grand Polonais Adam Czartoryski. C'est cette politique en tout cas que le gouvernement soviétique paraît décidé à suivre aujourd'hui, et M. Krakowski y voit le salut de l'Europe. Ainsi pourra disparaître le « mal éternel », qui est, dit-il, « un retard entre les deux pays dans une marche vers la civilisation occidentale ». Cette différence doit rendre maintenant les deux pays complémentaires et non plus antagonistes, et c'est sur ce souhait que se termine l'ouvrage.

H. Marc-Bonnet

Histoire de la Hongrie

Sándor Domanovszky : *József nádor élete* [La vie du palatin Joseph]. Vol. I/1 et I/2. Budapest, 1944, Société Historique Hongroise, in-8°, p. 466 et 558. (Fontes Rerum Hungaricarum Aevi Recentioris).

Joseph, frère cadet de l'empereur François, remplit à partir de 1795 la plus haute fonction constitutionnelle de la Hongrie féodale : il fut pendant plus d'un demi-siècle palatin de Hongrie. Ses écrits sont, comme sources, de la plus haute importance pour l'histoire de la Hongrie de ce temps. Leur publication a

été commencée en 1925 par M. Domanovszky dans la collection des « Sources de l'histoire moderne de la Hongrie » publiée par la Société Historique Hongroise. Depuis lors, trois gros volumes ont paru (vol. II, III, IV). Ils contiennent tous les documents relatifs à la première partie (1795—1812) de la longue activité du palatin Joseph. Conformément à la méthode de cette série, les différents documents ne sont pas seulement commentés d'une façon détaillée et expliqués dans tous leurs rapports, mais la publication entière elle-même est précédée d'une étude approfondie de la question. Cette étude en deux volumes a été publiée séparément.

A première vue, cette période, durant laquelle l'évolution de la Hongrie est stationnaire, semble peu intéressante. L'absolutisme de l'empereur-roi François cherche à briser toute activité intellectuelle et politique : son but est d'arrêter littéralement tout progrès. Les services de l'État, l'armée, les espions, les indicateurs de police et la police secrète firent tout leur possible pour enrayer l'avance des doctrines de la Révolution française le long du Danube et les empêcher d'ébranler la forme monarchique de l'État avec toutes ses institutions féodales. Mais l'effort des réactionnaires pour sauvegarder ces formes de vie périmées et dépourvues déjà de toute base morale ne sont qu'un des facteurs qui déterminent cette période. Comme autres traits caractéristiques nous devons citer la volonté d'unification du gouvernement impérial et l'oppression des aspirations nationales — et parmi celles-ci les aspirations hongroises — surtout à partir de 1804, date de la fondation de l'empire autrichien.

A cette époque, nous trouvons dans le pays et parmi la noblesse hongroise les tendances politiques les plus diverses et les plus enchevêtrées. A côté des partisans du progrès et des rationalistes, des réformateurs conservateurs, des francs-maçons, des libres penseurs et des révolutionnaires, il y a la foule des gens hostiles à toute réforme. Un lien pourtant les unit tous : la défense tenace de la constitution et de l'indépendance ainsi que l'intensification progressive du sentiment national. Seul diffère d'eux, à ce point de vue, un petit groupe d'auliques fortement attaché à la cour de Vienne.

Ces courants intellectuels divers, les formes sociales et les intérêts économiques contraires tiennent constamment en agitation la vie politique. Les deux véritables pôles de la tension restent d'une part la nation hongroise luttant pour sa souveraineté, d'autre part l'absolutisme de Vienne désireux d'absorber les peuples vivant dans le cadre de l'empire et de créer un État uni, homogène, de caractère germanique. La diète était le seul moyen auquel la nation hongroise pouvait recourir pour sauvegarder ses intérêts et arriver à ses fins. Si désireux que fussent

les gouvernements impériaux successifs d'écarter cet organe de la constitution hongroise, ils ne pouvaient provisoirement s'en passer à cause des guerres napoléoniennes. La situation extérieure de l'empire était en effet difficile et les guerres se suivant sans interruption obligeaient le gouvernement à imposer constamment à la Hongrie de nouvelles taxes et à lever de nouvelles troupes.

La réunion de ces diètes donna libre cours aux sentiments et aux passions, car la noblesse voulait profiter de ces occasions pour réaliser ses aspirations principalement d'ordre économique et culturel. De minutieux projets de commission furent préparés, durant de longues années, pour résoudre les problèmes les plus urgents, mais le gouvernement de François, se référant aux dangers de guerre, réussit toujours à ajourner ces questions et à arrêter ainsi, pour des dizaines d'années, toute possibilité de développement.

Ces différends non réglés durant des siècles, après le calme relatif du XVIIIe siècle, éclatèrent d'autant plus violemment sous le gouvernement brutal de Joseph II.

Au milieu du heurt de ces intérêts diamétralement opposés, le palatin Joseph chercha à trouver une solution et à concilier les intérêts de la politique impérialiste de Vienne et ceux de la Hongrie. Entouré de conseillers hongrois, vivant au milieu des autorités et de ses relations mondaines, il réussit à comprendre la noblesse hongroise mieux que tout autre prince de sa famille. C'est à cette compréhension qu'il dut sa popularité dans le pays. Mais bien qu'il cherchât en même temps à servir avec zèle l'empereur son frère, ses efforts de ce côté restèrent sans résultat. L'empereur François, avec la méfiance des gens peu doués, ne chercha pas, avec l'aide de son frère cadet, à comprendre et à résoudre les problèmes. Sous l'influence de son entourage, il se détacha de plus en plus de lui et montra une méfiance souvent offensante à l'égard de son activité.

M. Domanovszky nous présente dans son œuvre — souvent d'une façon peut-être trop détaillée — la personnalité du palatin Joseph, ses aspirations et son activité malheureusement infructueuse. Il nous donne en même temps un aperçu detaillé de toute la vie politique hongroise de l'époque, des problèmes de droit public, et il nous fournit des données précieuses sur l'histoire sociale de l'époque.

Ainsi que la publication des sources, l'étude biographique ne traite que la période qui s'étend de l'entrée en fonction du palatin jusqu'à 1812. C'est à cette date qu'apparut l'absolutisme total en Hongrie. La constitution fut mise à l'écart et de nouvelles difficultés se dresseront devant le palatin dont le rôle perd à beaucoup de points de vue son importance. Quant à la publication de sources relatives à cette époque et du reste

de la biographie il y eut des difficultés insurmontables. Notamment, par suite des événements de la guerre de grosses pertes se produisirent dans les Archives de l'archiduc Joseph à Alcsut (Hongrie) où on conservait la majeure partie des doccuments, tandis qu' à Vienne les documents du Reichsrat, conservés dans le Staatsarchiv furent complètement anéantis.

Cs. Csapodi

*

Sándor Juhász Nagy : *A magyar októberi forradalom története. 1918 okt. 31 — 1919 márc. 21* [Histoire de la révolution hongroise d'octobre. 31 oct. 1918 — 21 mars 1919]. Budapest, Cserépfalvi, 1945, 1 vol. in-8°, 540 p.

L'auteur, qui était en 1918 secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction Publique, nous offre non seulement le récit des choses vécues par lui, mais encore il nous fait connaître les documents qu'il a pu trouver dans les archives et les mémoires se rapportant à cette époque. En vérité, ce sont des mémoires sur la révolution. Ce livre ne pouvait être un ouvrage historique ; d'avance, l'auteur déclare qu'il poursuit certains buts, qui sont, le premier, de justifier l'idée d'indépendance chez les Hongrois ; le deuxième, de justifier le comte Michel Károlyi, chef de la révolution, contre les accusations formulées à son endroit par les gouvernements qui lui ont succédé et de glorifier son action ; le troisième, d'expliquer la haine traditionnelle des Allemands contre les Hongrois et de justifier ainsi la politique antiallemande de Károlyi. L'auteur ne le dit pas ; mais il est clair que, surtout en ce qui concerne ce dernier point de vue, il poursuit des buts politiques ; ce livre a été écrit en 1943, à une époque où un groupement clairvoyant de hongrois faisait tous ses efforts pour empêcher la diffusion des idées allemandes et éclairer la foule hongroise, abrutie par la propagande nazie. Juhász Nagy est du nombre de ces pionniers, qui veulent prouver au public hongrois, par des enseignements tirés de l'histoire, le caractère nocif de l'amitié allemande.

L'ouvrage ne doit être lu qu'avec un esprit critique historique, exception faite pour les parties du livre qui traitent de la révolution, qui peuvent servir de sources, car on y trouve beaucoup de nouvelles constatations et des données jusqu'ici inconnues sur le rôle des forces sociales ou l'activité du gouvernement révolutionnaire. Toutefois comme, dans ces parties, le point de vue important est encore celui de la justification personnelle de M. Károlyi. Les parties de l'ou-

vrage qui caractérisent l'activité antirévolutionnaire des classes sociales féodales sont instructives de même que les chapitres se rapportant à l'organisation contre-révolutionnaire.

L'auteur déclare à plusieurs reprises que le Parti Indépendant, sous la direction de M. Károlyi, était en contradiction avec les partis ouvriers en ce qui concerne les réformes et il en conclut que cet antagonisme est né de l'inimitié entre le nationalisme et le socialisme. Cette inimitié — selon l'auteur — était encore accrue du fait que la bourgeoisie réunie dans le parti était contre toute idée socialiste cherchant à changer l'ordre bourgeois. Juhász Nagy conclut que l'échec du gouvernement Károlyi et Berinkey est dû en grande partie au fait que les ministres appartenant au parti indépendant ne travaillaient pas à l'élaboration de l'ordre socialiste, mais servaient la tendance individualiste petite-bourgeoise (p. 383). Ainsi, par exemple, le parti indépendant, d'esprit capitaliste, combattait le projet de loi par lequel on voulait établir l'impôt progressif sur les grosses fortunes. Les élections ne furent pas affichées pour la simple raison que le parti indépendant appréhendait l'agitation et parce qu'il craignait qu'un délai ne provoquât des troubles sanglants ; il désigne « des éléments indignes » pour le représenter au Parlement (p. 387). Juhász Nagy montre également que le parti indépendant a un idéal nationaliste général et des vues bourgeoises ; et si quelqu'un disait « je suis du parti indépendant », on savait qu'il voulait dire par là qu'il n'était pas socialiste (p. 380).

La force du gouvernement révolutionnaire résidait dans les partis de l'indépendance et des sociaux démocrates, car eux seuls étaient les vrais maîtres des foules. C'est dans ce contraste fondamental que l'on doit chercher la cause de l'échec de la révolution d'octobre. Bien entendu, beaucoup de circonstances extérieures, la situation sans espoir en politique étrangère, l'échec des essais tentés en vue de résoudre la question des minorités, contribuèrent à l'échec du règne de la bourgeoisie et au chaos de la situation intérieure.

Toutes ces déductions sont en partie de l'auteur lui-même ou sont faciles à tirer de l'amas des données. Ainsi le livre de Juhász Nagy, même s'il n'est pas un ouvrage historique, comme l'auteur se l'imaginait (il est mort récemment), ses données extraordinairement précieuses, sa sincérité profondément humaine, la valeur morale de l'auteur et la noblesse de ses efforts font de ce livre un livre très précieux qui peut fort bien servir de source à une histoire objective de la révolution d'octobre.

J. Mérei

*

C. KORMOS : *Rumania*. Cambridge, 1944. University Press. in-16⁰, 122 p. (British Survey Handbooks).

Le volume roumain, appartenant à la série d'ouvrages de références éditée par la British Society for International Understanding, fut mis sous presse au cours de l'été de 1944, au moment où l'Armée Rouge, ayant reconquis la Bessarabie, pénétrait sur le territoire roumain. Sous l'effet de ces événements historiques, l'auteur recherche les causes intérieures et extérieures de la catastrophe roumaine qu'il attribue à la politique égoïste et bornée suggérée à la classe dirigeante par sa cupidité et sa corruption, ainsi qu'à la passivité obligée à laquelle l'impérialisme des puissances voisines tint le peuple roumain assujetti pendant des siècles. Sous cette double pression, — dit l'auteur — tous les mouvements issus du peuple étaient d'avance voués à l'échec. Les révolutions de 1848 furent anéanties par l'effort commun des grandes puissances, tandis que la guerre de l'indépendance roumaine en Transylvanie, toujours selon l'auteur, fut exploitée en vue de la répression du mouvement national d'un autre peuple, le peuple hongrois. La force armée noya dans le sang la grande révolte paysanne de 1907, et la réforme agraire de 1917 fut préparée par le représentant des grands propriétaires dont le principal souci était de sauvegarder la suprématie de sa classe. La constitution de la Grande Roumanie fut l'œuvre d'hommes d'État roumains conservateurs et de politiciens étrangers antisoviétiques ; aussi renferma-t-elle toujours les germes de la décomposition.

C'est l'histoire longue d'un quart de siècle de la Grande Roumanie qui forme le thème principal du petit livre de M. Kormos. Son jugement sur cette époque est particulièrement sévère et équivaut à une condamnation. Il met en doute le caractère démocratique si fréquemment vanté de l'organisation politique et sociale, découvre derrière les luttes de partis de mesquins intérêts de classe, dénonce la réaction sociale, l'oppression des minorités, la répression brutale des mouvements de gauche et la vénalité des milieux administratifs. L'histoire de la Grande Roumanie se dégage de son livre comme un unique et immense tissu de crises, et il ne trouve, pour ainsi dire, pas un seul facteur, un seul personnage, un seul groupement de quelque importance, qui n'aient une part de responsabilité dans la catastrophe. C'est surtout la politique du roi Carol qu'il blâme. L'irresponsabilité de son jeu avec le fascisme et la dictature bouleversa l'équilibre de la politique intérieure, libéra les forces dévastatrices de la Garde de Fer, tout en isolant la Roumanie à l'extérieur et en la jetant en proie à l'impérialisme allemand. Antonescu ne fit

qu'achever son œuvre lorsqu'il livra à Hitler l'industrie et l'agriculture roumaines, et permit aux Allemands de mettre la main sur la majorité des intérêts et d'exploiter, en faveur de l'appareil de guerre allemand, le travail producteur de larges classes sociales, et cela sans retribution adéquate, si l'on excepte les avantages provisoires dont jouissaient les ouvriers employés dans les usines de guerre. Tout cela n'aurait pu se produire — dit l'auteur — si la classe dirigeante, pour sauvegarder ses propres intérêts, n'avait traité avec le conquérant aux dépens du peuple, cas fréquent dans l'histoire de la Roumanie. On peut expliquer ainsi pourquoi les partis historiques n'opposèrent pas de résistance sérieuse à Antonescu tant que les chances de victoire se trouvaient du côté allemand, et se tournèrent vers les Alliés aussitôt qu'ils s'aperçurent que seul un complet revirement pouvait sauver la dictature de leur classe. Il est intéressant de noter que l'auteur écrivit ces lignes avant le 23 août. Selon lui, le changement opportun d'opinion ne saurait résoudre les problèmes de la Roumanie. Elle dispose, il est vrai, des possibilités d'une évolution favorable en raison de la richesse de son sol et de la qualité de son matériel humain, mais cela n'est pas encore suffisant. « Ce qui est nécessaire, c'est la libération de ces forces économiques et humaines sous une conduite désintéressée. Si cela se produit, si la suite infortunée de révoltes avortées s'interrompt, si ces forces se rendent maîtresses de la classe dirigeante corrompue, et si un gouvernement populaire uniquement soucieux du bien du peuple remplace l'ordre social malsain caractérisé jusqu'ici par le rançonnement et l'oppression, la Roumanie peut encore devenir un pays puissant et prospère. Il est évident que la réalisation de ces espérances dépend en grande partie de la politique qu'adoptera à l'égard de la Roumanie l'Union Soviétique, aussitôt qu'elle aura remplacé l'Allemagne dans le rôle de puissance dominante de l'Europe orientale. »

L'un des principaux mérites de cet exposé lucide et bien équilibré, c'est qu'il témoigne d'une impartialité exemplaire dans le domaine du problème minoritaire, et surtout dans l'appréciation des rapports hungaro-roumains.

Il est beaucoup plus unilatéral dans son attitude en face du problème social, ce qui s'explique en premier lieu par le fait qu'il ne s'est pas penché sur l'évolution sociale roumaine pour l'étudier, qu'il n'apprécie pas à sa juste mesure — quoiqu'il en observe le phénomène — la portée de l'invasion du capital étranger dans la formation de toute la société roumaine — et qu'il ne s'aperçoit pas des conséquences simultanées de la faible industrialisation et de la lourde surpopulation agricole. Il n'est pas suffisamment renseigné, d'autre part, sur la force réelle des masses groupées derrière les différents mouvements poli-

tiques ni sur le rôle et les desseins des différentes classes sociales. Dans ces circonstances, le tableau qu'il fait de la vie intérieure de la Roumanie est non seulement simplifié à outrance, mais il est encore souvent faussé dans ses proportions. Peut-être pouvons-nous imputer au caractère hâtif du travail que des erreurs s'y sont glissées, surtout dans l'introduction historique et les cartes géographiques, ce qui serait tout particulièrement à éviter dans les ouvrages documentaires de ce genre.

L. Makkai

Histoire de la Transylvanie

Rolf Kutschera : *Guvernatorii Transilvaniei 1691—1774*. Sibiu, 1943, in-8°, 101 p. (Univ. « Regele Ferdinand I » Cluj-Sibiu. Bibliot. Inst. de Istorie Națională, n° X.).

Helmut Klima : *Guvernatorii Transilvaniei 1774—1867*. Sibiu, 1943, in-8°, 112 p. (Univ. « Regele Ferdinand I » Cluj-Sibiu. Bibliot. Inst. de Istorie Națională n° XI.).

Deux thèses de doctorat dont les auteurs, tous deux Saxons de Transylvanie, se sont partagé le même sujet. Leur objectif, leurs points de vue sont identiques. Ils ont entrepris leur ouvrage avec des prétentions très modestes, dans le seul but de rassembler les matériaux nécessaires à l'élaboration d'une biographie des chefs du gouvernement local de Transylvanie. Le plus grand défaut de leur ouvrage est justement de se contenter de trop peu, ce qui leur interdit, dès l'abord, l'obtention de résultats durables. Les données fragmentaires sur la vie des gubernators, même rattachées entre elles, ne peuvent fournir qu'une mosaïque. Le problème, déjà, était mal posé : ce n'est pas la personne des gubernators, mais bien le gubernium lui-même qui est susceptible d'intérêt. Il est vrai que MM. Kutschera et Klima n'auraient guère su rédiger l'histoire de cet important organe gouvernemental ; mais les matériaux dont ils disposaient permettaient d'obtenir des résultats plus importants. Le problème essentiel, c'est l'évolution du sort de la Transylvanie en proie aux luttes de deux principes, l'absolutisme centralisateur et l'autonomie locale. Vienne se résolut d'abord à un compromis avec la principauté des États de Transylvanie, autonome dans sa vie intérieure, dont le régime politique fut continué par l'organe gouvernemental surnommé gubernium et à la tête duquel se trouvait un gubernator électif, assisté de 12 conseillers, soit 3 de chaque confession reconnue. La survivance de la constitution féodale devait être assurée par le Diploma Leopoldinum (1691). Au cours de la lutte plus ou moins acharnée que se livrèrent le

gouvernement local autonome et le gouvernement extérieur absolutiste, la supériorité de ce dernier régime s'affirma de plus en plus. La situation se compliquait encore par suite de l'extraordinaire variété des conditions sociales en Transylvanie (3 « nations » privilégiées, 4 religions reconnues, 3 nationalités). La politique de Vienne était généralement contre les États et anti-protestante, souvent même hungarophobe. Selon le Diploma, le souverain devait gouverner avec l'assistance des représentants des États : on comprend donc qu'il n'ait nommé aux postes les plus importants de la Transylvanie que des catholiques, si possible, et, autant que cela se pouvait, des soldats d'origine étrangère, et non transylvaine, ni même hongroise. Naturellement, ceux-ci ne se souciaient guère de la constitution transylvaine. Parmi les 24 gubernators de toute cette période il n'y en eut que 2 qui furent réellement élus. Les périodes d'absolutisme non dissimulé et de constitution apparente se relayèrent à plusieurs reprises. Pendant plus d'un siècle et demi, les diverses formes d'absolutisme et de gouvernement local féodal se discréditèrent tour à tour. Cependant, dans une atmosphère qui évoluait incessamment vers la liberté, le régime absolu devint de plus en plus intolérable, surtout après 1849. Les expérimentations des Habsbourgs prouvent qu'aucun régime ne pouvait donner satisfaction s'il favorisait, du point de vue féodal, religieux ou nationalitaire, l'une ou l'autre des couches de la société transylvaine, car ce genre de procédé fait toujours d'innocentes victimes. La personnalité des gouverneurs, même s'il s'agissait d'individualités marquantes — ce qui était rarement le cas, — ne jouait qu'un rôle relativement modeste. L'abolition de l'absolutisme de Vienne, la réunion durable de la Transylvanie à la Hongrie, ainsi que la liquidation du systèmes des Ordres créèrent formellement une situation nouvelle après l'abolition du gubernium (1867) ; mais, au fond, il n'y eut pas de changement réel : le rôle centralisateur de l'absolutisme fut repris par le nationalisme ; quant au salutaire équilibre de l'autonomie locale, il fut rendu impossible par le nationalisme extrémiste, visant à la création des États nationaux et unis, des différentes nationalités de Transylvanie.

Les simples esquisses biographiques des deux auteurs se meuvent toujours dans une perspective étroite et ne peuvent être considérées que comme des recueils de données plus ou moins utilisables. On n'en voit que mieux combien il est indispensable de rédiger, en tenant compte des résultats les plus récents, l'histoire du gubernium dans cette période trop peu connue où la Transylvanie était encore sous la domination autrichienne. *Z. I. Tóth*

*

ENDRE VERESS : *Báthory István erdélyi fejedelem és lengyel király levelezése* [La correspondance d'Étienne Báthory, prince de Transylvanie et roi de Pologne]. Kolozsvár, 1944, Institut Scientifieque de Transylvanie, in-8°, t. I. (1556—1575), XXIV+386 p.; t. II. (1576—1580), X+390 p. (Monumenta Transsilvanica).

Étienne Báthory, prince de Transylvanie, élu plus tard roi de Pologne, est une des personnalités les plus marquantes de l'histoire de la Hongrie et de la Pologne du XVIe siècle et même de celle de toute l'Europe carpathique. Báthory voulut contrebalancer la puissance des empires habsbourgeois et ottoman par la concentration des forces polonaises et hongroises. Sa politique à longue échéance, avec ses possibilités réelles et ses résultats déjà acquis, autorisait les plus beaux espoirs. Elle aurait pu donner une tout autre direction à l'histoire des peuples de cette région si, avec la mort prématurée du roi, ses projets ne s'en étaient allés en fumée. Aucun de ses successeurs ne pouvait, comme lui, disposer des forces réunies de la Hongrie et de la Pologne et, séparément, aucune de ces deux nations n'était assez puissante pour résister avec efficacité à l'Empire ottoman ni, plus tard, à celui des Habsbourgs dont la puissance d'expansion allait toujours croissant.

L'historien, désireux de donner un aperçu d'ensemble de la politique de Báthory, se heurte à de grandes difficultés. D'une part, en effet, pour donner une vue d'ensemble de cette politique, il ne suffit pas d'avoir des connaissances approfondies du passé et de la littérature d'une des nations : l'investigateur doit être versé également dans l'histoire de la Hongrie et de la Pologne et même dans celle de l'Autriche et de la Sublime Porte. D'autre part, les sources contemporaines ne peuvent être rassemblées que difficilement. Le matériel hongrois relatif à cette époque est tout particulièrement défectueux. La correspondance de Báthory ayant trait à la Hongrie a été perdue en grande partie d'une part en Transylvanie avec la disparition des archives princières de Gyulafehérvár (Alba Julia), d'autre part en Pologne lors des troubles qui suivirent la mort du roi. Certaines archives familiales et privées, les collections de Vienne et du Vatican ont conservé plusieurs de ces lettres qui furent publiées dans divers périodiques ; il est donc extrêmement difficile d'en obtenir une vue d'ensemble.

La publication de M. Veress en deux volumes cherche à remédier à cette lacune en rassemblant la correspondance (et autres documents) de Báthory concernant la Hongrie. On aurait difficilement pu trouver quelqu'un de plus apte que lui pour cette tâche. Veress a consacré une vie laborieuse à l'étude de l'histoire de la Hongrie du XVIe et du XVIIe siècle. Durant

des années, il a fouillé les archives de toute l'Europe, et ses différentes éditions de sources (en tout 36 volumes) traitent en majeure partie l'histoire de la Transylvanie de l'époque des princes de la famille Báthory. Si, aujourd'hui, nous voyons l'histoire de la Hongrie au tournant du XVIe siècle sous un tout autre jour que nous ne la voyions il y a 50 ans, ses livres y ont largement contribué.

En ce qui concerne la correspondance de Báthory, le grand mérite de l'auteur est de présenter à l'investigateur réunis tous les documents épars en des endroits souvent inaccessibles. Certains ne sont qu'enregistrés par l'auteur ; d'autres, la majeure partie (ceux qui sont écrits en langue hongroise tous sans exception) sont imprimés intégralement. Partout où la possibilité lui en fut donnée, l'auteur puisa directement dans les manuscrits et réussit ainsi à corriger maintes erreurs des éditions précédentes. Si heureux toutefois que soit ce rassemblement des matériaux déjà publiés, il est regrettable que les textes connus, mais non publiés, n'y figurent qu'en partie. Par exemple, la correspondance de Báthory et du chancelier Zamoyski, le grand homme d'État polonais, un des plus intimes conseillers politiques du roi, fait complètement défaut. L'auteur ne publie qu'une de ces lettres « en guise d'indication » comme il dit, et il ajoute qu'il retient les autres pour un « prochain volume » qui contiendra la correspondance de Zamoyski (t. II. p. 4). Nous cherchons aussi en vain dans cette publication les documents, jusqu'ici non publiés, de la Chancellerie de Transylvanie établie à Varsovie, auprès de la cour de Pologne, ainsi que la correspondance de Báthory avec le gouvernement de Transylvanie (le nombre de ces lettres, presque toutes en langue hongroise, s'élève à plusieurs centaines). Et pourtant, ce sont les directives minutieuses contenues dans ces lettres qui nous fournissent le plus de détails sur la politique du roi à l'égard de la Hongrie. Dans la préface, l'auteur déclare vouloir les rénuir en un volume spécial.

Les matériaux réunis par M. Veress étendent, même ainsi, considérablement nos connaissances sur Báthory. Ainsi il publie un échange réitéré de lettres entre Báthory et l'empereur Maximilien de l'année 1562, lorsque ce dernier fit emprisonner Báthory, envoyé du prince de Transylvanie. Ces lettres se trouvent dans le « Staatsarchiv » de Vienne. Nous trouvons aussi des détails intéressants dans les rapports des envoyés de Báthory auprès de la Sublime Porte, dont la traduction allemande se trouve, on ne sait comment, à Vienne, et qui paraissent aussi pour la première fois. Les instructions, généralement brèves, adressées aux villes, surtout à celle de Beszterce (Bistriţa, en Transylvanie), et aux comitats nous donnent de nouvelles informations détaillées sur l'administration et l'éco-

nomie de la principauté de Transylvanie. Du point de vue de la diplomatie et de la politique internationale, nous devons signaler la correspondance de Báthory avec les jésuites et les rapports de ces derniers relatifs à ses projets et grâce auxquels nous pouvons avoir un aperçu de la politique russe du roi. Ces documents n'étaient connus qu'en partie.

Pour terminer, nous devons signaler la bibliographie à la fin du deuxième volume énumérant les matériaux de sources et les publications concernant Báthory. *C. Benda*

Les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire

Ce n'est guère la tâche de la Revue d'Histoire Comparée de commenter les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire. Si nous parlons quand même des nouveaux livres d'histoire destinés aux écoles secondaires, c'est que nous attribuons une grande importance à leur publication et au rôle qu'ils doivent jouer dans un proche avenir.

Dans l'intervalle entre les deux guerres, l'enseignement secondaire hongrois persista invariablement à se bercer des illusions dont se nourrissait déjà la société hongroise à l'époque du dualisme. L'État historique hongrois fut balayé par le cataclysme de 1918 ; mais un naïf impérialisme nationaliste subsistait dans l'esprit de ses dirigeants, dont la conviction d'ailleurs ne pouvait qu'être fortifiée par l'esprit irrédentiste et l'idée de revanche.

Les manuels d'histoire hongrois d'hier reflétaient fidèlement cet esprit de la société, enseignaient une conception politique méconnaissant toute réalité et ne faisaient qu'aggraver les différends entre la Hongrie et ses voisins en représentant la Hongrie d'une manière idéalisée et romantique et les peuples voisins sous un jour défavorable. Un autre défaut de ces livres était qu'ils reflétaient la division malsaine de la société hongroise. Pour eux l'histoire signifiait avans tout la description de la vie des classes dirigeantes et les transformations politiques de leur activité. La vie du peuple, le vrai formateur de l'histoire, le travail lent et continu des forces sociales, économiques et civilisatrices se perdaient derrière l'éclat des guerres poursuivies à des fins dynastiques et la somptuosité de la vie à la cour.

Le cataclysme de la deuxième guerre mondiale fut suivi en Hongrie d'un changement social, et les forces libérées écartèrent de leur chemin les classes sociales imbues de ces illusions historiques et de ces conceptions politiques qui n'ont aucun contact avec la réalité. La question maintenant est de savoir si les nou-

veaux manuels, préparés en vue d'une rééducation démocratique, sont conscients de cette transformation radicale dans le domaine politique aussi bien que dans le domaine social et s'ils en ont déduit les conclusions nécessaires. Nous pensons que oui. Les auteurs des nouveaux livres d'histoire sont pour la plupart professeurs à l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki ; ils ont été choisis parmi les plus qualifiés d'une jeune garde d'historiens et cette circonstance est importante non seulement parce que ces jeunes historiens sont à même d'utiliser les résultats les plus récents des recherches historiques, mais surtout parce que cette génération a acquis, après une longue série de tristes expériences, un sens aigu de la critique de soi-même, une juste connaissance de sa propre nation et une conception de l'histoire tenant compte des réalités et exempte de toute illusion. Un juste emploi de ces qualités, indispensables aux historiens, caractérise leurs ouvrages, en parfaite adaptation aux nécessités pédagogiques.

Des six volumes de la collection trois traitent de l'histoire hongroise. Le premier volume, dont C. Benda est l'auteur (Histoire de la Hongrie des temps préhistoriques à nos jours, 136 p.) a été préparé pour la troisième classe de l'école secondaire. Le manuel étudié dans la septième classe est l'œuvre de D. Kosáry (Histoire de la Hongrie de l'antiquité au traite de Szatmár, 138 p.), celui de la huitième classe est l'œuvre de D. Kosáry et de J. Mérei (Histoire de la Hongrie du traité de Szatmár à nos jours, 176 p.). Bien que ces ouvrages soient d'inégale longueur et destinés à des élèves dont le développement intellectuel n'est pas le même, ils sont d'accord sur un point: ils combattent le nationalisme chimérique et l'illusionnisme. Cela ne signifie naturellement pas l'absence d'un sentiment national rationnel et conscient des réalités. Ces livres enseignent aux élèves un patriotisme tolérant et productif au lieu d'un nationalisme chauvin.

Pour la même raison ils tiennent à attirer, dès le début, l'attention sur les différents aspects des problèmes dont les empreintes marquent encore l'histoire du récent passé et celle de nos jours. Ainsi ils étudient consciencieusement le développement de la question des nationalités du début du moyen âge à nos jours, un des problèmes fondamentaux de l'histoire hongroise ; ils attachent beaucoup plus d'importance que les anciens manuels au développement social hongrois dont les étapes sont marquées par des périodes de catastrophes nationales, de vassalités et de dominations étrangères et qui sont la cause de sa déformation et de son état arriéré par rapport au développement général de l'Europe. Les parties de ces ouvrages qui traitent de l'histoire contemporaine ont naturellement la plus grande valeur éducative. Les chapitres relatifs

aux réformes hongroises et à la guerre de l'indépendance sont peut-être les meilleurs de toute la série. Dans la critique du développement social et politique, engagé sur une fausse voie par le dualisme de 1867, les auteurs attirent l'attention sur la leçon que le présent et l'avenir doivent tirer de l'histoire des dernières dizaines d'années. Parmi les enseignements les plus importants figurent, outre la nécessité d'une réforme démocratique et sociale, la reconnaissance du fait que le sort du peuple hongrois est étroitement lié à celui de ses voisins. Dans l'avenir les manuels d'histoire devront insister sur les éléments et les passages de l'histoire de la région danubienne qui rapprochent les différents peuples et non sur ceux qui les séparent encore davantage.

Parmi les volumes traitant de l'histoire universelle, l'histoire de l'antiquité et du début du moyen âge est l'œuvred'A. Fischer (L'antiquité et le moyen âge jusqu'à Charlemagne, 158 p.). L'époque allant jusqu'à la révolution française est exposée par N. Komjáthy et L. Makkai (Histoire universelle de Charlemagne à la révolution française, 244 p.), tandis que l'histoire moderne est traitée par Cs. Csapodi et E. Barlász (Histoire universelle de la Révolution française jusqu'à nos jours, 235 p.). L'enseignement de la culture et de l'histoire de l'antiquité est une tradition séculaire de l'éducation qualitative en Hongrie et, maintenant que le nouveau programme scolaire rend l'enseignement du latin facultatif, il est doublement important que les élèves puisent dans de bons livres leurs connaissances de l'ideologie culturelle et politique du monde antique, vu que cette idéologie est la base de toute la culture occidentale. En préparant son livre, M. Fischer a tenu compte de ces nouveaux faits. Le principal mérite des auteurs, dans leur exposé de l'histoire médiévale et contemporaine, est peut-être d'avoir complètement rompu avec la pratique des anciens livres de classe pour lesquels l'histoire universelle signifiait avant tout l'histoire des pays occidentaux, à savoir l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. L'importance du développement occidental n'est nullement amoindri dans les nouveaux ouvrages, mais on y admet la thèse que c'est la situation géographique de la Hongrie qui doit décider de sa conception de l'histoire universelle; or, en examinant le passé, vu de la région danubienne, on est incontestablement amené à attacher, à l'avenir, plus d'importance à l'histoire des peuples danubiens, des Balkans et de l'Europe orientale que ne lui en accordaient jusqu'à présent les livres scolaires préparés sur le modèle des manuels d'histoire occidentaux. L'étude détaillée de l'histoire balkanique, et spécialement de celle de la Russie et l'analyse du développement des sociétés orientales auront sûrement pour résultat de corriger les nom-

breuses erreurs et la présentation tendancieuse de l'enseigne ment historique antérieur. La mise en relief des nombreux traits communs à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie et à la Pologne dans le cadre de l'histoire universelle, facilitera la formation d'une conception de celle-ci plus proche de la réalité. Dans l'ensemble nous pouvons affirmer que les auteurs ont transféré le centre du développement sur un terrain exclusif pour le Hongrois quant à l'étude de l'histoire européenne. D'après eux, l'histoire universelle ne peut se contenter d'exposer les actions des grandes puissances : le développement moins bruyant de la vie des petits peuples offre souvent des enseignements plus sérieux que la rivalité des grands. C'est peut-être la conséquence de leur conception d'un « monde indivisible » qui a poussé les historiens à donner, dans leurs ouvrages, une place importante aux cultures d'outre-mer, à celle de l'Extrême Orient et particulièrement à l'histoire de la démocratie modèle américaine. Cette volonté d'étudier le monde dans son ensemble a eu pour conséquence de faire attribuer, dans l'étude des temps anciens, un rôle de première importance à l'exposé général de l'histoire économique et sociale ; celle-ci est devenue dans l'étude des temps modernes le noyau de l'histoire et les changements politiques ne sont que ses fonctions. Les réformes sociales, les mouvements ouvriers socialistes et les grands courants révolutionnaires ont reçu une place importante dans ces ouvrages et sont traités d'une façon détaillée, digne de leur importance.

Nous pensons que l'éducation doit jouer un rôle de premier ordre dans la pacification des peuples si ardemment souhaitée par tous et que s'il existait un organisme international, chargé de la révision des livres scolaires pour que ceux-ci ne nourrissent plus le chauvinisme et les vanités nationales, mais élèvent les jeunes générations au service des grandes valeurs universelles, l'humanité pourrait regarder l'avenir avec plus d'optimisme. Nous pouvons affirmer que cette initiative hongroise peut servir d'exemple : l'abandon définitif des préventions et des préjugés, la critique de soi-même et le dévoilement implacable des illusions nationales ont été choisis par la Hongrie démocratique comme la voie conduisant à une rénovation intérieure et à la pacification du bassin danubien.

Jean Ravasz

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

La Semaine de la Culture Roumaine a Budapest

Tous ceux qui ont à cœur le rapprochement intellectuel des peuples danubiens, ont dû saluer avec une joie toute particulière ces fêtes que la jeune Association Hungaro-Roumaine vient d'organiser dans la capitale hongroise en l'honneur de la culture d'un peuple voisin. L'Association Hungaro-Roumaine de Budapest, désireuse de donner un foyer permanent aux échanges culturels entre Roumains et Hongrois, avait depuis de longs mois mis ses meilleurs forces au service d'une œuvre remarquable: appuyée dans ses efforts par toutes les autorités officielles compétentes, elle avait entrepris la reconstruction d'une villa fort endommagée aux alentours du Parc Municipal, dans le quartier diplomatique de Budapest, pour y installer le Collège Louis Mocsáry, destiné à abriter dans ses murs l'élite intellectuelle roumaine et tout spécialement la jeunesse étudiante roumaine. Le nom même de Mocsáry qui, aujourd'hui, brille en lettres d'or sur la porte de cet institut, est un symbole : ne nous rappelle-t-il pas le souvenir des luttes acharnées d'un grand homme politique hongrois de la seconde moitié du XIXe siècle, qui, sans se laisser griser par le nationalisme outré d'une époque essentiellement illusionniste, avait toujours préconisé la réconciliation des peuples danubiens et qui, conspué par ses contemporains, avait préféré la morne solitude d'un exil volontaire au facile renoncement à ses hauts idéals? Il faut donc féliciter l'Association Hungaro-Roumaine de Budapest d'avoir choisi précisément le souvenir de Mocsáry pour son guide spirituel et d'avoir fêté l'ouverture du Collège portant le nom de cet illustre précurseur par un programme unique dans son genre ; ce programme très nourri et presque surchargé figurera désormais sous le nom de «Semaine de la Culture Roumaine» dans les annales des peuples danubiens.

La Semaine en question a duré du 29 avril au 6 mai. Au premier groupe des invités roumains débarqué à Budapest, l'Association offrit un dîner dans les salons de l'hôtel Bristol. Le dîner se déroula dans une atmosphère de cordialité qui, pendant les jours suivants, alla s'approfondissant presque d'heure en heure. Que d'écrivains, d'artistes et de savants roumains et hongrois se sont donné rendez-vous dans la capitale hongroise! On a revu autour des tables et dans les salles de l'exposition, ainsi que dans les locaux des institutions scientifiques et des syndicats professionnels tous ceux qui, depuis de longues années, avaient préparé cet échange cordial de poignées de main, acte lourd de conséquences pour l'avenir commun. Le 30 avril ne fut pas moins mémorable: dans la matinée, M. Jean Gyöngyössy, ministre des Affaires Étrangères de Hongrie et M. H. Maxi, président du syndicat des peintres roumains, ont ouvert l'exposition da peintur roumaine. Le 1er mai fut réservé à la fête des ouvriers; dans l'après-midi, plusieurs invités assistèrent au thé mensuel de l'Institut Paul Teleki, entre autres M. André Oţetea, professeur d'histoire à l'université de Bucarest, M. Avram P. Todor, conservateur de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine et conférencier de hongrois à la même université, M. Victor Cheresteşiu, directeur de la Bibliothèque de l'université de Cluj et M. Michel Roller, directeur de Centre de Documentation Roumaine. Aux pourparlers, qui se sont poursuivis au cours des jours suivants dans l'Institut Teleki, on a discuté, les possibilités d'un échange régulier entre des savants hongrois et roumains, ainsi que de la publication des œuvres historiques roumaines en hongrois et vice versa. Le lendemain, ce fut le jour des visites aux divers syndicats; dans l'après-midi, on assista au vernissage d'une exposition roumaine de l'art populaire, inaugurée par M. Jules Ortutay, ministre hongrois de l'Instruction Publique, et son collègue roumain, M. Jean Pas. Le soir eut lieu un dîner offert aux invités roumains par les écrivains hongrois au club Fészek: c'est là que le public de Budapest eut l'occasion d'entendre et d'applaudir pour la première fois le hongrois irréprochable de M. Pierre Groza, premier ministre de Roumanie; le même soir, quelques membres de la délégation roumaine, ont tenu à visiter le Collège Eötvös, pendant hongrois de l'École Normale Supérieure de Paris, où ils s'intéressèrent très vivement aux problèmes actuels de la vie studieuse de la jeunesse hongroise.

Les fêtes et réceptions atteignirent leur point culminant à la fin de la semaine: le 3 mai, on inaugura, en présence de M. Zoltán Tildy, président de la République, et de M. Pierre Groza, le Collège Mocsáry. Le même jour, après un déjeuner offert en l'honneur de la délégation roumaine par le premier mi-

nistre de Hongrie, fut inaugurée l'exposition du livre roumain : le grand événement de ce troisième vernissage fut, outre le vibrant discours de M. Ernest Mihályfi, ministre hongrois de l'Information, et de M. Georges Lukács, professeur d'esthétique marxiste à l'université de Budapest, le discours poétique de M. Michel Sadoveanu, l'illustre romancier de Moldavie, qui, en tant que président de la Chambre des Députés, joue un rôle particulièrement important dans le redressement intellectuel et politique de la Roumanie d'après guerre. Le dimanche, 4 mars, eut lieu le déjeuner offert aux invités roumains par la Ville de Budapest et enfin, le 5 mars, un groupe important des hôtes roumains visita Kecskemét, cette grande ville caractéristique de la plaine hongroise.

Pendant la Semaine de la Culture Roumaine, le Théâtre National de Budapest a consacré une représentation de gala à l'art roumain, avec le concours d'artistes roumains et de danseurs paysans venus du Banat ; au théâtre Madách, a été représentée une des meilleures comédies roumaines contemporaines, le Titanic-Vals de M. Mușătesco. La radio et la presse hongroises ont pris une part active à toutes ces fêtes : parmi les articles et les interviews consacrés aux hôtes roumains de la capitale, signalons un reportage paru dans le journal Világ sur les relations d'Émil Isac, le grand poète roumain de Transylvanie, avec la vie intellectuelle hongroise et tout particulièrement avec Ady, son grand ami de jeunesse. Sur le plan artistique il convient de mentionner le concert de musique roumaine, dirigé par M. Bugeanu, le chef d'orchestre et compositeur bien connu de Bucarest.

Parmi les publications roumaines éditées à l'occasion de la Semaine de la Culture Roumaine, signalons l'essai de N. Moraru sur l'évolution sociologique de la littérature roumaine d'aujourd'hui ; d'autre part, l'Association Hungaro-Roumaine a publié une anthologie hongroise des poèmes d'Eminesco. Quant aux Éditions de la Ville de Budapest, elles contribuèrent aux fêtes de Budapest par une élégante plaquette, consacrée à la poésie roumaine contemporaine. Il est permis d'espérer que ces échanges littéraires deviendront de plus en plus fréquents: c'est à cette fin que l'Association des écrivains roumains et celle des écrivains hongrois a constitué, au cours de cette semaine, un comité mixte permanent, avec la participation d'écrivains roumains aussi illustres que Sadoveanu, Eftimiu et Isac.

L. Gáldi

AUTRICHE

A Saint-Christophe, l'Institut Français d'Innsbruck a organisé durant les vacances de Pâques, au début d'avril, un congrès international de sociologie et des beaux-arts, auquel ont pris part de nombreux délégués. Un des conférenciers M. Chevalier, professeur à la faculté de droit de Paris, parla du mouvement républicain populaire français, le professeur Dorival de la peinture française moderne. Du côté autrichien, le professeur Bayer fit un exposé des tendances de nationalisation en Autriche. M. Jean Balázs, délégué de l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki, rendit compte de la situation politique en Hongrie, des élections, de la réforme agraire et de la stabilisation monétaire. C'est à M. Besset, ancien élève de l'École Normale Supérieure, que revient le mérite d'avoir organisé cette conférence qui a obtenu un brillant succès.

*

Au cours d'une réunion, organisée le 25 avril par le Collegium Hungaricum de Vienne, M. Jean Balázs, délégué de l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki fit une conférence sur « les courants de la littérature hongroise d'aujourd'hui » *(Strömungen in der ungarischen Literatur von Heute)*. Il donna un aperçu général des résultats du mouvement de rénovation de la langue au siècle dernier, du développement de la langue littéraire hongroise et des problèmes actuels de la littérature populaire et urbaine. Au cours de la même séance, Mme Irmgard Mader, membre du Burgtheater, déclama des vers et donna lecture de nouvelles hongroises.

LES BALKANS

Invités par l'Association Hungaro-Yougoslave, plusieurs ecrivains yougoslaves ont visité en avril la capitale hongroise. Signalons la présence de Miroslav Krleža, Mladen Leskovac, Desanka Maksimović, Jovan Popović et d'autres célébrités de la vie littéraire contemporaine des Slaves du sud. Outre les banquets officiels et les représentations de gala, on organisa en l'honneur des invités yougoslaves une soirée culturelle des ouvriers de Csepel où plusieurs d'entre eux prirent la parole et contribuèrent au programme par leur apport personnel.

*

The American Slavic and East European Review publie dans son numéro 14—15, année V (novembre 1946), outre plusieurs études fort intéressantes, un article de M. Jules Moravcsik, professeur à l'université de Budapest. Sous le titre *Byzan-*

tine Christianity and the Magyars in the Period of their Migration, le savant auteur émet l'opinion que les Hongrois devaient connaître le christianisme dès avant l'époque de la conquête arpadienne, puisque l'Église byzantine déployait une certaine activité de propagande religieuse parmi les Bulgares de la Russie méridionale et cela précisément à une époque où les Hongrois appartenaient, comme tant d'autres peuples des steppes, à l'empire onogour-bulgare de la Méotide.

*

D. Tomašić, professeur de sociologie à l'Université Indiana, s'occupe actuellement des courants d'idées politiques dans les États balkaniques. Ses recherches ont été résumées en partie sous le titre de *The structure of Balkan Society* dans le fascicule de septembre 1946 de l'*American Journal of Sociology*. Au début de son article, l'auteur jette un coup d'œil sur la formation de la société dans les Balkans. A son avis, à partir de l'époque romaine et, plus tard, pendant la période de l'occupation ottomane, cette région a vu naître une sorte d'autocratie politique, intellectuelle et économique qui retarda considérablement l'évolution politique et économique, sans parler de la prédominance néfaste de la force brutale dans la vie de la société. Ces traditions romano-turques semblent avoir été si profondément enracinées qu'il est facile de relever leurs traces jusqu'à notre époque. Le déséquilibre intérieur fit des pays en question autant de jouets des grandes Puissances : dans chaque pays il existait un violent antagonisme entre les classes sociales qui recouraient systématiquement à l'appui des forces extérieures. Les relations avec l'Occident enrichirent la société paysanne des pays balkaniques d'une couche composée de petits commerçants et d'artisans qui ne tarda pas à propager les idées socialistes propres au mouvement ouvrier et à éveiller la conscience politique de la paysannerie. Toutefois ces tendances nouvelles étaient loin de créer un front homogène en face de la classe privilégiée des militaires et des aristocrates ; bien au contraire, elles gaspillaient leurs énergies dans des luttes fratricides.

Dans la seconde partie de son étude, M. Tomašić examine la cristallisation du mouvement paysan. A son avis, ce mouvement doit être attribué à la différence de niveau qui existait depuis longtemps entre la vie citadine et la vie campagnarde. Le paysan, se sentant exploité par la population citadine, cherchait à remédier à ses maux par l'organisation d'un front politique. Entre les deux guerres mondiales, les partis paysans raffermirent leur position à un tel point qu'ils finirent par constituer un péril pour l'hégémonie des partis bourgeois. Pour

conjurer ce péril, ces derniers eurent recours à une dictature plus ou moins ouverte, étroitement liée au terrorisme politique. On pouvait observer cela surtout en Bulgarie, en Grèce, en Yougoslavie et en Roumanie, où une clique militaire, dépositaire du pouvoir de l'État, se rangea, au cours de la seconde guerre mondiale, aux côtés des puissances de l'Axe, nonobstant l'antipathie des larges masses du peuple contre le nazisme.

La troisième partie de l'étude offre une analyse sommaire de la situation actuelle. M. Tomašić essaie de découvrir même dans les sociétés balkaniques de nos jours les traces de la rivalité traditionnelle. Pour les faire disparaître, il propose de soumettre cette zone à une sorte d'internationalisation « qui impliquerait la liquidation de l'influence décisive des cliques militaires. Il juge nécessaire d'insister sur le fait que l'évolution du proche avenir doit être fondée sur l'unité indissoluble de la paysannerie, des classes ouvrières et de l'« intelliguentzia ». *J. Szentkirályi*

*

Dans un article intitulé *L'Italia del Risorgimento di fronte di Croati e l'unità europea*, et publié dans le numéro de novembre 1946 de la *Cultura nel Mondo*, Ivo Donadini examine les rapports réciproques des mouvements d'indépendance italien et croate. De la division territoriale et culturelle il résulta, selon lui, que le mouvement croate ne fut pas aussi homogène que le mouvement italien. Ce dernier en effet voyait dans l'Autriche le principal obstacle à la réalisation de son indépendance et de son unité et considérait pour cette raison la coopération avec les Slaves et particulièrement avec les Slaves du sud comme étant de la plus haute importance. Parmi les politiciens du Risorgimento, deux principales tendances prédominaient : les modérés voyaient la solution du problème italien dans la transformation de la monarchie austro-hongroise en une union austro-slave et dans le déplacement du centre de gravité de la Monarchie vers l'est ; les éléments plus radicaux, les républicains prévoyaient, au contraire, la décomposition de la Monarchie et l'apparition des États nationaux. Tous étaient cependant partisans d'une compréhension italo-slave. *M. Jászay*

Benjamin Kállay

Il y a juste 70 ans que parut, en 1877, l'œuvre magistrale de Benjamin Kállay : « Histoire des Serbes ». L'auteur, ancien ministre des Finances de la Monarchie austro-hongroise, avait été pendant de longues années gouverneur de la Bosnie et de l'Herzé-

govine et passait, pour ce qui est des questions balkaniques, pour un des meilleurs spécialistes de la seconde moitié du XIXe siècle. A l'occassion de cet anniversaire, la Société Balkanique de Budapest, ainsi que d'autres sociétés savantes hongroises, ont organisé des séances commémoratives en l'honneur de l'illustre savant et homme d'État. Dans ce qui suit, nous offrons à nos lecteurs quelques extraits d'une conférence que M. Ladislas Hadrovics, spécialiste connu des questions concernant les Slaves du sud, vient de consacrer à la vie et à l'œuvre de Benjamin Kállay.

*

« La confusion créée par la question d'Orient atteignit son point culminant entre 1875 et 1878. A cette époque, le pouvoir central de l'empire ottoman déclinant n'était plus capable de mettre fin par des réformes salutaires à l'effervescence des peuples chrétiens dans ses provinces occidentales. Dans la Péninsule des Balkans qui, depuis des dizaines d'années, était considérée comme un véritable foyer d'incendie, éclata une guerre qui, après la participation active de la Serbie et du Monténégro, amena bientôt aussi l'intervention de la Russie tzariste. Quoique la paix de San-Stephano eût mis fin aux hostilités, elle n'avait point résolu les grands problèmes balkaniques. Par les concessions territoriales faites à la Serbie et au Monténégro, la Turquie fut tellement affaiblie qu'elle finit par perdre sa position de Grande Puissance européenne. On était donc menacé du danger qu'un beau jour la plupart des provinces de cet empire déchu de son rang passeraient comme un butin facile aux mains de la Russie. Pour retarder l'effondrement de l'empire ottoman et pour entraver les velléités expansionnistes de la Russie, on convoqua donc, dès 1778, le Congrès de Berlin. Cette importante conférence des Grandes Puissances restitua à la Turquie tous les territoires dont elle avait été dépouillée par la paix de San-Stephano ; en même temps la Monarchie austro-hongroise obtint le mandat de pacifier avec ses troupes d'occupation la Bosnie et l'Herzégovine.

« Cette décision signifiait pour la Monarchie une mission particulièrement onéreuse. Après l'occupation des deux provinces, on y institua une administration militaire de caractère transitoire laquelle céda, dès 1882, les pleins pouvoirs à Benjamin Kállay, ministre des Finances de la Monarchie. Celui-ci devint par là gouverneur des deux provinces balkaniques.

« Le nouveau gouverneur était mieux qualifié pour ce poste que la plupart de ses contemporains. Il appartenait à la moyenne noblesse hongroise dont l'activité politique représentait une des grandes traditions historiques. Il avait fait de solides études

universitaires de droit, d'économie et d'histoire naturelle. Au surplus, il possédait à fond un cartain nombre de langues; outre les langues orientales, il savait le serbe, le russe, le turc et le grec moderne. A son époque, peu de Hongrois pouvaient se vanter d'être polyglottes à ce point.

« Les débuts de sa carrière diplomatique remontent à 1869, c'est-à-dire à l'année où il fut nommé, à l'âge de 29 ans, consul général de la Monarchie à Belgrade. Dans la capitale serbe, Kállay eut l'occasion de connaître à fond la vie d'un État qui, malgré ses dehors occidentaux, était resté fidèle aux traditions politiques d'un pays vassal d'allure orientale. Il assista à Belgrade aux luttes des partis, à l'affermissement du fanatisme national des jeunes Serbes et à la rivalité de plus en plus envenimée des partisans de la dynastie des Obrénovitch, d'une part, et de ceux de la dynastie des Karageorgevitch, d'autre part. Son tact diplomatique sut triompher de toutes les difficultés auxquelles il se heurta au début de son séjour à Belgrade : ce furent précisément ses brillantes qualités qui lui valurent la sympathie de plusieurs personnalités haut placées et même celle du jeune prince Milan Obrénovitch. Grâce à ces années de Belgrade, Kállay put s'initier à tous les ressorts de son métier, même à ceux qui échappaient à la plupart de ses collègues. Ses rapports consulaires rédigés de 1868 à 1875 constituent une précieuse source de l'histoire de la Serbie ; les historiens serbes y ont toujours puisé à pleines mains.

« Mais Kállay ne se contentait pas d'une connaissance approfondie de la vie de la capitale. Dès l'automne de 1868 il fit, en partie avec le célèbre archéologue Philipp-August Kanitz, des voyages à travers les régions les plus diverses de la Serbie, attachant une importance toute particulière aux vestiges du passé historique. Kállay essayait d'interpréter les événements de son époque à la lumière des antécédents historiques. Au début il avait l'intention de limiter ses recherches à l'histoire des dernières années, c'est-à-dire à la période qui avait succédé à la paix de Paris (1856) ; mais, peu à peu, il remonta plus loin dans le passé pour arriver au soulèvement de Karageorges Petrovitch (1804—1813). Il ne s'y arrêta pas ; car bientôt il entreprit le dépouillement des sources historiques en vue de l'étude d'une période encore plus ancienne (1780 à 1815). Pendant les années passées à Belgrade, il écrivit une partie considérable de cet essai de synthèse, dont le premier volume parut en 1877, aux éditions de l'Académie Hongroise des Sciences. Dans l'introduction, Kállay exposa d'une manière détaillée l'histoire médiévale de la Serbie ; et cet exposé, il le conduisit jusqu'aux événements de 1806. Il est à remarquer que cet ouvrage, salué dès sa publication par les milieux compétents comme une source historique particulièrement précieuse, ne tarda pas à

être traduit en allemand et en serbe. Beaucoup plus tard, en 1918, alors que, depuis longtemps, le manuel classique de Jireček sur l'histoire des Serbes au moyen âge était dans toutes les mains, un grand spécialiste allemand fit, sur Kállay, la déclaration suivante : « Nous sommes d'avis que parmi tous les auteurs étrangers, c'est Kállay qui a le mieux compris l'esprit du peuple serbe. En tout cas, il est surprenant de voir combien lui, le Hongrois, est supérieur à un Slave comme Jireček qui, malgré ses brillantes connaissances de détail, apporte beaucoup moins de profondeur philosophique dans l'étude des problèmes de l'histoire de la Serbie et au vrai caractère de son évolution historique. »

« En 1875 Kállay quitta Belgrade et fut envoyé comme député au parlement hongrois. Mais l'activité politique ne le détourna point de ses recherches scientifiques. Peu après, il écrivit une étude volumineuse sur la politique russe dans la question d'Orient : c'était, à vrai dire, un coup d'œil sur l'ensemble de cet important problème de la vie internationale.

« En 1882, Kállay fut nommé ministre des Finances de la Monarchie et c'est pourvu de cette qualité qu'il occupa aussi le poste de gouverneur des deux provinces balkaniques. Lorsqu'il arriva dans sa résidence, il trouva la Bosnie en proie à un incroyable désordre. L'occupation militaire n'avait point calmé les esprits : la sécurité publique continuait à être troublée par des émeutes sanglantes. La lourde tâche de la pacification incombait donc à Kállay.

« Tout d'abord, il prit des mesures énergiques pour organiser la défense des deux provinces : le service de garde-frontière fut confié aux unités de la gendarmerie mobile. En même temps il assura la sécurité intérieure, organisa, à l'instar des autres pays de la Monarchie, le système judiciaire, l'enseignement public, reconstruisit le réseau routier et encouragea le commerce. D'une manière générale, il imprima à la vie arriérée des deux provinces orientales le rythme plus vif de l'évolution européenne.

« Sa renommée d'administrateur fit bientôt le tour du monde ; on voulait lui confier tantôt la Crète, tantôt les Philippines . . . Dans les pays slaves du Sud, il eut pourtant à lutter contre la méfiance de ceux qui, tout en reconnaissant ses mérites de réorganisateur, lui reprochaient d'être — Hongrois. Même en Hongrie, où l'opinion publique nourrissait des sympathies turcophiles plus vives que jamais, on désapprouvait l'occupation des deux provinces, ce qui ne contribuait en aucune façon à rendre Kállay populaire.

« En ce qui concerne les provinces administrées par lui, on s'y intéressait de moins en moins à l'activité des autorités publiques ; on attachait beaucoup plus d'importance aux

problèmes religieux, sociaux, économiques et ethniques ; dans ce domaine, même le talent de Kállay dut plier sous le poids de difficultés insurmontables.

« Comme l'on sait, la population de la Bosnie et de l'Herzégovine se partageait entre trois religions dont aucune ne constituait une majorité absolue. Alors que le pourcentage des Mahométans s'élevait à 32%, les catholiques représentaient environ 23% et les orthodoxes environ 42%. La répartition confessionnelle correspondait approximativement à la stratification sociale. Les musulmans représentaient la classe des propriétaires terriens ; les fidèles des deux Églises chrétiennes étaient, dans leur immense majorité, les serfs des premiers. Au point de vue de la conscience nationale, l'occupation austro-hongroise n'avait pas trouvé dans ce territoire des velléités séparatistes très prononcées. Certes, il existait un certain patriotisme bosniaque, mais les catholiques se sentaient attirés par le nationalisme croate, les orthodoxes tournaient leurs regards vers Belgrade et se déclaraient Serbes, tandis que les Mahométans, tout en parlant slave, affichaient des sentiments turcophiles. Dans le cadre de la Monarchie il était impossible de canaliser rapidement ces tendances centrifuges. Tout ce qu'on pouvait faire, c'était de créer un certain équilibre entre les forces opposées. Kállay recourut à cette sage politique.

« Il fonda son régime sur les propriétaires terriens qui représentaient le patriotisme bosniaque. A son avis, la Monarchie n'avait aucun intérêt à soutenir en Bosnie les aspirations croates ou serbes. Kállay préférait le patriotisme local des grands propriétaires. Pour ne pas décourager ces derniers, il ne permettait même pas de poser la question d'une réforme agraire, ce qui imprima à son régime un caractère trop conservateur et donna lieu à des attaques faciles. Au point de vue politique, sa conception se révéla erronée : les musulmans n'étaient ni assez nombreux ni assez cultivés pour rassembler autour d'eux les autres groupes de la population. Au cours des années, les catholiques devinrent des Croates conscients, tandis que les orthodoxes adoptèrent définitivement les idéals du nationalisme serbe.

« Comme diplomate et comme homme d'État, Kállay a loyalement servi un État qui, malgré ses nombreux défauts et ses nombreuses faiblesses, a joué un important rôle civilisateur dans le bassin danubien. En raison de son activité multiple, on le révère non seulement comme un des meilleurs historiens de la Serbie, mais encore comme un grand pionnier de l'expansion victorieuse de la civilisation européenne. »

L'Institut Américain de l'université Pázmány Péter de Budapest a commencé son activité le 10 avril 1947. Le ministre hongrois de l'Instruction publique, M. Jules Ortutay, a inauguré le nouvel institut en présence du ministre plénipotentiaire des États-Unis et des représentants de la vie scientifique et culturelle hongroise. Dans son discours d'ouverture, M. Ortutay passa rapidement en revue les événements les plus notables des rapports historiques et culturels hungaro-américains. Avec l'ouverture du nouvel institut, déclara-t-il, ces rapports prennent une tournure nouvelle et gagnent en intensité. Il exprima l'espoir qu'un organisme analogue à l'Institut Américain de l'université de Budapest pourra bientôt commencer son activité aux États-Unis.

Dans sa réponse, H. F. Arthur Schœnfeld, ministre plénipotentiaire des États-Unis à Budapest, exprima le ferme espoir que le nouvel institut, en tant que centre culturel, pourra déployer longtemps sa bienfaisante activité au profit des rapports entre les deux pays.

Après les discours d'ouverture, les assistants examinèrent les locaux de l'Institut. La chambre du directeur, une petite salle de bibliothèque et une grande salle de cours pour les séminaires sont à la disposition de l'Institut.

*

A l'Institut Américain de l'université ont lieu actuellement cinq séries de conférences. M. Lewis Revey, attaché de presse à la Légation des États-Unis à Budapest, traite de l'évolution de la démocratie américaine, Mme Dorothy Prince de la littérature réaliste moderne en Amérique, M. Ralston Thomas de l'éducation américaine, et M. Joseph Szentkirályi, professeur à l'Institut Paul Teleki, tient une série de conférences sur la littérature américaine du XIXe siècle et sur la prose littéraire américaine des derniers cent ans.

*

Dans le 14-15 numéro de 1946 de *l'American Slavic and East European Review*, M. Arthur P. Coleman passe en revue les cours consacrés dans les universités américaines, pendant l'année scolaire 1946—47, à l'histoire, à la littérature et aux langues des peuples du Sud-Est européen et tout spécialement aux peuples

slaves. Dans son énumération il a enregistré 190 universités et académies, appartenant sans exception aux États-Unis d'Amérique. Pour le moment le programme des études slaves est encore assez limité : on s'occupe surtout de l'histoire des littératures russe et polonaise. Quant à l'histoire de l'Europe orientale, si l'on n'y attache pas une importance exagérée, on en retrace les grandes lignes dans le cadre des cours d'histoire universelle, de sociologie et d'histoire littéraire. Peu nombreuses sont les universités où l'on fait aussi des cours de roumain, de serbe, de croate, de tchèque, de slovaque et de finnois. Il y a des cours de hongrois à l'université Columbia et à l'Elmhurst College. L'histoire des Balkans et de l'Europe orientale est enseignée dans 9 universités. Dès 1944 la Fordham University a créé une chaire pour l'histoire de l'Europe orientale.

En ce qui concerne les littératures centre-européennes, on les enseigne depuis 1927 à la Western Reserve University ; il y a quelque temps, l'Indiana University a créé une chaire de linguistique finno-ougrienne.

Parmi toutes les universités, c'est sans doute la Columbia University qui attache le plus d'importance aux pays danubiens ; outre les Instituts russes et l'Institut International, on y trouve le Department of East European Languages où, sous la direction du professeur Ernest Simmons, on enseigne le russe, le polonais, l'albanais, le serbo, le croate, le slovène, le tchèque, le finnois, le hongrois, le grec moderne et le roumain ; des cours spéciaux sont consacrés aux littératures bulgare, grecque moderne, hongroise, tchèque, polonaise, ukrainienne et russe, ainsi qu'à l'histoire de la civilisation de toutes ces nations.

Joseph Szentkirályi

Les problemes du style baroque

De toutes les disciplines philosophiques ne serait-ce pas l'esthétique qui se rapproche le plus de notre science historique? En analysant les concepts du goût ou du plaisir que nous procurent les objets, on se heurte inévitablement au facteur « temps »: les arts et les civilisations qui leur ont donné naissance évoluent assujettis aux mêmes lois, le style, idée maîtresse de l'esthétique, s'enchevêtre avec le problème ardu des périodes historiques. Nous avons donc bien le droit d'examiner en partie intéressée le dernier numéro du *Journal of Aesthetics and Art Criticism*, consacré au style baroque, qu'édite la jeune, mais très active « American Society For Aesthetics ».

En guise d'introduction au problème discuté, M. Th. Munro, avec une ferveur et un amour de la précision dignes d'un docteur du haut moyen âge, s'efforce de disséquer le concept « style », de montrer comment il faut étudier de son point de vue les objets d'art, comment il faut relever les traits essentiels et comment éviter, à l'aide de distinctions claires et tranchantes, les équivoques qui ont la fâcheuse tendance de surgir à tout propos. Son travail se lit comme un excellent chapitre de scolastique. Nous, pour notre part, nous croyons que, dans le domaine du *Geist*, un peu de vague est excusable. Soyons sincères : si le baroque avait eu la rigueur d'une formule mathématique, aurait-il inspiré tant de travaux, dont quelques-uns de haute importance, aurait-il fait miroiter devant les yeux des chercheurs des horizons si enchanteurs?

Avec l'étude de M. R. Wellek nous pénétrons dans le domaine historique. L'auteur commence par élucider l'origine du terme « baroque » ; aujourd'hui il ne fait plus de doute qu'il ne provienne d'une nomenclature désignant une forme de syllogisme. Mis à la mode par Henry Wölfflin, il inonda aux alentours de 1920 les cénacles esthétiques en Allemagne, puis ceux de l'Italie, fut emprunté par les critiques des arts plastiques, puis par ceux de la littérature, par ceux de la musique, voire par les théoriciens de l'art culinaire. Nous nous demandons la cause de cette vogue. Faut-il faire valoir des raisons de simple politique? Un pays vaincu voulait-il mettre en valeur un siècle, jusqu'alors méprisé, de son passé? Des hommes qui dissertaient volontiers sur le déclin de l'Occident découvrirent dans le baroque un élément qui lui aussi suggérait une fin de civilisation? Ou plus simplement : les enfants de l'âge moderne se sentirent attirés par cet accent technique qui frise la virtuosité et qui se retrouve dans une fugue de Bach comme dans les plans d'une coupole de Guarini ou, si on veut, dans une manœuvre militaire de Montecuccoli comme dans une *combinazione* du duc d'Olivarez.

M. W. Stechow nous rappelle tout ce que les historiens de l'art ont mis dans l'expression « baroque ». Il se plaint que le mot ait plusieurs sens, qu'il puisse désigner des arts florissant à une certaine date, puis une certaine époque et enfin un fait constant de l'histoire qui perce de temps en temps sous tous les cieux. Il essaye de voir clair et recommande l'usage du terme comme une espèce de signe sténographique qui facilite le travail et l'oriente. Dans un article d'un caractère plus spécial, M. Roy Daniells relève la tendance de maints écrivains du baroque anglais — car décidément les puritains et les cavaliers se firent aussi baroques — à se plaire dans ce qui est obscur ; penchant un peu analogue au goût d'un autre temps pour l'allégorie, pour le sens caché des mots. M. W. Fleming enfin relève l'élément

du mouvement dans l'art et la musique baroques, trace un parallèle instructif entre eux et la science naturelle qui découvre le problème du temps.

En résumé : un bel ensemble de travaux qui invitent à à la méditation.

Sándor Baumgarten

La Gande Bretagne et la Hongrie

La section de presse de la Légation Royale de Grande-Bretagne à Budapest a organisé au mois de mai, sous le titre « La vie anglaise en images », une exposition de photographies au Musée National Hongrois. Pendant la durée de l'exposition, H. F. Donner, officier d'information, a tenu une conférence sur « La Grande-Bretagne », R. M. Graham, deuxième attaché de presse, une conférence sur « L'Amérique septentrionale anglaise » et R. G. C. McNab, représentant du British Council à Budapest, a parlé du « British Commonwealth ». Des films documentaires du plus haut intérêt furent également présentés sur plusieurs sujets.

*

M. Dominique Kosáry, directeur de notre revue et de l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki a tenu une conférence sur « l'historiographie anglaise » au cours d'une séance organisée le 26 mars par la Société Anglo-Hongroise.

*

La Société Anglo-Hongroise, de concert avec la Nouvelle Société des Amis de l'Opéra, a organisé le 25 avril, dans la galerie du premier étage de l'Opéra hongrois, une matinée musicale en présence d'un nombreux public. Au programme figuraient des morceaux de Bax, de Bridge, de Delius, de Purcell et de Stanford. Les chants artistiques de Mlle Livia Vargha et de Mlle Anne Németh, toutes deux membres de l'Opéra hongrois, le pianiste Béla Nagy de Böszörményi, professeur au Conservatoire de Budapest, ainsi que les solistes MM. Garai, Lukács, Mihály et Petri ont remporté un brillant succès.

*

M. Michael Grant, sous-chef de la section européenne du British Council, est arrivé le 7 mai à Budapest, où il traita des questions culturelles avec les dirigeants des institutions scientifiques de Budapest et avec les rédacteurs des différentes revues.

Les milieux scientifiques de divers pays européens élaborent de vastes projets pour le centenaire des événements de 1848. En Hongrie, le gouvernement a chargé le ministre de l'information de l'organisation des préparatifs pour cette année solennelle. Sur le plan scientifique, la section scientifique et universitaire du ministère hongrois de l'Instruction publique a convoqué un conseil des représentants des instituts scientifiques du pays. Le résultat de ces délibérations a été la constitution d'une commissio n historique chargée de préparer les publications scientifique du centenaire des événements de 1848. Ses membres se composent des représentants du Ministère hongrois de l'Instruction publique, des Universités, des Archives Nationales, du Musée National Hongrois, de l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki, de l'Académie Hongroise des Sciences et de la Société d'Historique.

*

La revue de la Société Historique Hongroise « *Századok* », vient de reparaître. Le numéro récent de la revue qui vient d'entrer dans sa 80e année, apporte un nouveau témoignage du bon goût de l'imprimerie universitaire ; le mérite de son excellente rédaction revient à M. Eugène Berlász. Un extrait, en français, des études publiées dans la brochure, s'ajoute sous forme d'annexe à ce numéro dont l'étendue dépasse 20 feuilles d'imprimerie et dont le contenu est d'une richesse exceptionnelle.

*

L'Union Hongroise des Partisans, comprenant les membres de la Résistance qui ont pris les armes pour combattre les Allemands, a organisé au mois de mars à Budapest une exposition très réussie où l'on pouvait voir les souvenirs des différents combats livrés par les Hongrois sous l'étendard de la liberté. A cette exposition, organisée avec le concours des archives et des musées hongrois, figuraient entre autres les souvenirs des jacqueries du XVe et du XVIe siècle, le manuscrit original du catéchisme révolutionnaire des jacobins hongrois (1794), les souvenirs de la guerre de l'indépendance en 1848 et les documents relatifs au dernier mouvement de résistance.

*

L'Anthologie de Georges Ujházy, paru en librairie à Noël, intitulé « Les Hongrois et l'Europe » (*Európai magyarság*, Budapest, 1946, 191 p.) étudie le passé hongrois et cherche

à trouver l'essence de l'esprit magyar. Le caractère tragique des événements qui se sont déroulés dans le pays durant ces dernières années, ont incité l'auteur à rassembler ces documents ; son but est d'offrir une « lecture encourageante ». M. Ujházy rassemble les pensées des héros de l'histoire hongroise, les données dispersées relatives à l'histoire de la civilisation et les rapporte à l'occasion de quelques événements de moindre importance. Cette anthologie veut démontrer que le développement hongrois a toujours eu sa part dans le développement général de l'Europe.

Pologne. Livres et revues

Les savants polonais de nos jours attachent beaucoup d'importance aux problèmes des origines et de la patrie primitive des Slaves (Tadeusz Lehr-Spawinski, *O pochodzeniu i praojczyźnie Słowian*. [Origines et patrie primitive des Slaves], Poznań, 1946, Édition de l'Institut Occidental de Poznań. 237 p.). Ces questions sont étroitement liées, au moins aux yeux de la génération polonaise actuelle, au différend germano-polonais et aux motifs historiques, voire préhistoriques de l'annexion des territoires occidentaux. Sont mis au service de la même cause les travaux consacrés à l'histoire des Allemands et des relations germano-polonaises, comme p. ex. l'étude de Zygmunt Wojciechowski *(Polska-Niemcy. Dzesięć wieków zmaganie* [La Pologne et l'Allemagne. Une lutte de dix siècles]. Poznań, 1945, 266 p. — Même édition).

*

Dans un article publié sous le titre *Le nuove conquista nel campo delle slavistica* (numéro de décembre 1946 de la *Cultura nel Mondo*), Jan Czekanowski, le renommé spécialiste polonais de l'histoire préhistorique et anthropologiste, rassemble les résultats de ses trente dernières années de recherches relatives au pays d'origine des Slaves et aux problèmes de l'histoire des peuplements. Pour commencer, il nous expose sa propre activité et sa théorie selon laquelle les Slaves sont originaires de la vaste région située entre l'embouchure de la Vistule et celle de l'Oder.

*

Sous le titre *Il Piemonte culturale delle Polonia*, dans le numéro de septembre 1946 de la *Cultura nel Mondo*, Enrico Szipper rend compte de l'activité du centre culturel de Lwow en voie de développement depuis 1941. Il nous parle de

la situation des écoles et des universités, des livres édités, de congrès d'écrivains et de savants et montre que l'influence du centre spirituel de Lwow se fait sentir aussi bien parmi les Polonais que parmi les Ukrainiens et les Bjelorusses.

*

En 1946, la société intellectuelle polonaise a fêté le bicentenaire de la naissance de Kosciuszko : on révère en lui non seulement le protagoniste des luttes héroïques de la nation polonaise pour la liberté, mais encore un précurseur hardi des réformateurs démocratiques. Ayant proclamé l'égalité des droits de la paysannerie polonaise, il transforma les luttes de la noblesse en un mouvement national fondé sur les larges masses du peuple. Dans son étude intitulé *Demokracja Kosciuszkowska* (La démocratie de K., Varsovie, Wiedza, 1946, 206 p.), Adam Próchnik esquisse les premières réformes sociales, les place dans le cadre de l'histoire du XVIIIe siècle et passe en revue les principaux problèmes de la politique intérieure et extérieure du célèbre soulèvement populaire.

*

La nouvelle vie intellectuelle polonaise cherche à renouer ses relations avec l'étranger. La *Polish Review* est destinée au monde anglo-saxon : elle jette un jour vif sur les efforts de reconstruction de la Pologne d'aujourd'hui. Les illustrations de ce beau périodique sont particulièrement dignes d'éloges. Quant à la France, les Polonais se sentaient attachés à elle depuis très longtemps par des liens particulièrement solides. A Paris, il existait, à l'Académie de Pologne, une bibliothèque qui comptait jusqu'à 130.000 volumes. Cette magnifique bibliothèque fut détruite par les Allemands, mais elle est en train de se reconstituer grâce à la générosité de la société française et des plus illustres écrivains français. Mentionnons à ce propos que l'archiviste Irène Gałezowska a fait paraître une histoire succincte de la *Bibliothèque polonaise de Paris. 1839—1939* (Paris, 1946, 88 p.). En ce qui concerne la réorganisation, on trouvera des renseignements fort utiles dans la brochure *L'œuvre internationale de secours à la Bibliothèque Polonaise de Paris* (Fasc. I—II, Paris, 1945—6, 36 et 61 p.).

*

La conscience nationale polonaise marque un vif intérêt pour les portraits que des auteurs étrangers ont tracés du caractère polonais. Dans son étude intitulée *Dawna Polska w opisach*

podróżników (La Pologne ancienne d'après les récits des voyageurs. Książanica-Atlas. Wroclaw-Warszawa, 1946, 1551 p.), Mieczyslaw Smolarski passe en revue les voyageurs maures de l'époque de Mieszko, les voyageurs de l'époque des Jagellons, l'Italien Mucante, les Suédois, le Laboureur qui visita aussi la Hongrie et qui traversa la Pologne comme faisant partie de la suite de Pierre le Grand. Il signale aussi le voyage d'un lord anglais et enfin celui de Samuel Bredetzky. Comme l'on voit, les matériaux de ce volume très nourri vont des temps les plus anciens jusqu'à la première moitié du XIXe siècle. Il est dommage que Smolarski n'ait pas consacré un chapitre à part au Hongrois Martin Szepsi Csombor qui, de 1616 à 1619, fit ses études à Dancka (Gdańsk — Danzig) et qui, dans son ouvrage intitulé *Evropica Varietas* (Cassovie, 1620) donna des renseignements fort détaillés sur cette ville et sur d'autres villes polonaises, comme Cracovie et Varsovie.

*

Parmi les revues polonaises, signalons le *Pamiętnik Literacki*, organe de la Société Adam Mickiewicz (t. 36, fasc. 1—2) ; on y trouve toute une série de nécrologies consacrées aux savants polonais morts pendant l'occupation allemande. Rien de plus poignant que cette revue : parmi les morts, beaucoup portèrent des noms qui se rangent au nombre des plus illustres, ceux de Wl. Bobek, Al. Brückner, R. Dyboski, St. Estreicher, I. Goldman, J. Gołąbek, K. Kołbuszewski, I. Lorentowicz, etc.

É. Csapláros

*

Le 23 décembre 1946, M. Étienne Csapláros, collaborateur de notre Revue, a consacré une conférence radiodiffusée à la vie intellectuelle des émigrés polonais en Hongrie. Le conférencier a exprimé l'espoir que ces Polonais, qui ont eu l'occasion de connaître le vrai visage du peuple hongrois, resteront, après leur retour en Pologne, autant d'amis fervents du rapprochement intellectuel hungaro-polonais. M. Csapláros ne s'est point trompé : il y a peu de temps, l'université de Cracovie a organisé un festival au cours duquel d'anciens émigrés ont présenté au public polonais plusieurs chefs-d'œuvre d'auteurs hongrois. M. Tadeusz Fangrat a fait paraître à Poznań un petit recueil des nouvelles de Gárdonyi « Fille de paysan », Księgarnia Wl. Wilak, 30 l.).

En ce qui concerne les rapatriés, il convient d'attacher une importance toute particulière à la figure et à l'activité de M. Jan Reychman, professeur à l'université de Cracovie.

M. Reychman, cet excellent historien de la civilisation, ayant appris avec une étonnante rapidité la langue hongroise, fait régulièrement paraître dans les périodiques *Wiesci Polskie* et *Materialy Obozowe* des articles consacrés à l'histoire de la Hongrie. Le 17 décembre 1946, il a fait au siège de la Société Historique Polonaise une conférence sur les projets polonais concernant la collaboration danubienne. Dans la revue *Nasza Preszlosc* (Notre Passé), il a publié une étude fort intéressante sur les relations ecclésiastiques hungaro-polonaises *(Z dzejów Związków koscielnych węgiersko-polskich,* Cracovie, 1946, p. 193—207) : il insiste tout particulièrement sur l'activité des Paulistes, des Piaristes et des Trinitaires. Dans le numéro du 18 mars 1946 de la revue *Kuźnica* (Le marteau) de Lodz, il a analysé, d'après l'article de M. Joseph Révai sur « Le vrai Kossuth », les traditions de Kossuth et leur survie dans les pays danubiens : à ce propos il souligne que ces traditions peuvent contribuer à la préparation d'une entente cordiale et durable entre les peuples danubiens. Dans le numéro du 8 sept. 1946 du journal *Odrodzenie* (Renaissance), il examine l'ouvrage collectif hongrois *Ungarn und die Nachbarvölker* (Cf. RHC. 1946, p. 371) : après avoir présenté les collaborateurs qui se recrutent parmi les jeunes chercheurs hongrois progressistes, il apporte quelques additions à l'article consacré aux relations hungaro-polonaises et montre la nécessité de la publication urgente d'un livre intitulé « La Pologne et ses voisins ».

Relations franco-hongroises

Au cours du mois de janvier de cette année, des négociations ont commencé entre les gouvernements français et hongrois au sujet de la fondation d'un Institut français à Budapest. Le gouvernement français chargea M. Raymond Warnier, maître des conférences des universités de France, de la direction des travaux d'organisation. Grâce à l'activité inlassable de M. Warnier et à la suite des négociations qu'il poursuivit aussi bien à Paris qu'à Budapest, deux mois plus tard, le 2 avril, le comité provisoire de l'Institut Français pouvait déjà se réunir.

La séance de l'assemblée constituante eut lieu dans la salle des fêtes de l'université Pázmány Péter, et fut ouverte par M. Joseph Frigyessy, recteur de l'université de Budapest, en présence des doyens de l'université.

M. Warnier exposa les circonstances de la fondation de l'Institut Français et la situation actuelle des travaux préparatoires. L'Institut sera un centre d'informations, affirma-t-il,

et considérera comme une de ses tâches les plus importantes la « réorganisation systématique de l'enseignement du français ». Enfin « l'Institut se chargera d'examiner les vœux des universitaires hongrois concernant la venue de conférenciers français ». Il termina en déclarant que « l'Institut Français sera le symbole de notre commune volonté de vaincre le passé et ses oublis ou ses erreurs. »

M. Zoltán Bassola, secrétaire d'État au ministère de l'Instruction Publique, remercia M. H. Gauquié, ministre de France en Hongrie, de son appui compréhensif, M. Warnier « de l'activité et du dévouement dont il fait preuve dans son travail d'organisation » et M. Joseph Kővágó, bourgmestre de Budapest, de la prévenance avec laquelle il avait mis des locaux, au centre de la ville, à la disposition de l'Institut Français. Il exprima sa conviction que celui-ci « étendra sa sphère de travail à tous les aspects de la vie française ».

Pour terminer, M. Alexandre Eckhardt, professeur de littérature française à l'université de Budapest, prononça un discours d'une haute portée. « Le 2 avril 1947 restera mémorable — dit-il — surtout pour ceux à qui ce jour apporte la réalisation d'un rêve qu'ils nourrissent depuis bien longtemps. » Ensuite il donna un aperçu de l'histoire féconde des relations franco-hongroises. « Et voilà que la France s'installe maintenant chez nous; ... nous savons désormais où nous adresser et où chercher les suggestions dont tous les travailleurs de la vie intellectuelle hongroise ont besoin ... » En terminant son discours, il invita les hautes écoles et les institutions culturelles du pays à communiquer à la direction de l'Institut leurs désirs concernant les œuvres scientifiques et littéraires françaises, afin que satisfaction puisse être donnée à leurs besoins dès maintenant.

*

L'éminent compositeur hongrois Ladislas Lajtha a commencé, au siège de la Société Franco-Hongroise, le premier mai, une série de conférences sur la « musique française contemporaine ». Ces conférences, tenues le vendredi, dureront plusieurs semaines. La première matinée musicale, avec audition de disques, a été consacrée à la mémoire de Claude Debussy.

*

M. Dominique Kosáry, directeur de l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki et de notre revue, a quitté Budapest en compagnie de M. Coloman Benda, notre rédacteur gérant, secrétaire général de la Société Historique Hongroise, pour faire un voyage en Suisse, en France et en Angleterre. Le but de ce

voyage est d'entrer en relations personnelles avec les milieux scientifiques français, suisses et anglais et de prendre contact à Paris avec la commission de préparation des fêtes du centenaire des événements français de 1848 et de s'entendre avec elle au sujet des événements qui ont trait à ces fêtes et sont communs aux deux pays.

*

Sous l'égide de la Société Franco-Hongroise, M. Paul Bouteiller, lecteur français à l'université de Budapest, a présenté à un auditoire attentif une image colorée de Pierre Ronsard. Il commenta la vie et l'œuvre de ce grand poète français du XVIe siècle. Les récitations artistiques de Mlle Tamara Nijinszky et les morceaux de chant de Mlle Louise Halmy (musique de Honegger, de Dukas et de Ravel sur les vers de Ronsard) complétèrent d'heureuse façon la conférence de M. Bouteiller.

*

La commission provisoire de patronage de l'Institut Français de Budapest a tenu sa première séance le 20 avril à l'université de Paris. Le représentant du ministère français des Affaires Étrangères et celui du ministère de l'Information, le recteur de la Sorbonne et les doyens des facultés assistèrent à cette réunion. Au cours de la séance, on pria le recteur de la Sorbonne de proposer au conseil de l'université de placer le nouvel institut sous le patronage de l'université de Paris. Dans sa réponse, le recteur de l'université insista sur la nécessité de rendre plus étroites les relations universitaires franco-hongroises.

*

M. Aurélien Sauvageot, professeur à l'Académie des Langues Orientales, a tenu le 17 mai, à la radio de Paris, une intéressante conférence sur la collaboration franco-hongroise. Il insista sur l'importance de l'accord culturel entre les deux pays qui va être signé incessamment et qui jouera un rôle important dans l'œuvre de rapprochement entre les deux peuples. Il réclama la traduction en français du plus grand nombre possible d'œuvres littéraires et scientifiques hongroises. Il parla de la nécessité de publier des revues culturelles et de tenir, de part et d'autre, des conférences qui pouraient efficacement servir l'amitié spirituelle franco-hongroise.

*

A une réunion de la Société Franco-Hongroise, le 25 avril, M. François Gachot, l'attaché de presse à la Légation de France à Budapest, parla, devant une salle bondée, de

« Jacques Prévert, poète de l'humour et du cinéma ». Dans le cadre d'une analyse spirituelle, il exposa le rôle de ce représentant de la littérature française actuelle; il présenta ses nombreuses qualités, sa carrière et son activité littéraire. La conférence de M. Gachot ainsi que l'excellente récitation de Mlle Catherine Kenedy furent chaleureusement applaudies par l'élite de la vie intellectuelle de Budapest.

*

Le dernier numéro des « Cahiers des élèves du Lycée français de Gödöllő » rédigé par les élèves de cette école, nous est parvenu. La majeure partie des photographies de la brochure présente aux lecteurs le triste spectacle de la destruction de Budapest. Parmi les articles il faut particulièrement louer les réminiscences de David Máriaffi sur « la beauté du Budapest d'autrefois », l'article consacré par Béla Szittya à « la reconstruction du premier pont de Budapest sur le Danube après la guerre », l'article de A. Garay et C. Szalay intitulé « Jeunes dans la reconstruction » et celui de Michel Dobozy « Épisode de la rentrée ».

*

La Société Franco-Hongroise a inauguré les nouveaux locaux de son club le 18 avril : ses locaux sont situés dans une des rues les plus animées du centre de Budapest. M. Georges Bölönyi, président de la Société, a salué les assistants, venus en grand nombre. Après quoi, M. Jules Ortutay, ministre des Cultes et de l'Instruction Publique, a tenu un discours d'ouverture dans lequel il jeta un regard rétrospectif sur l'histoire des relations franco-hongroises et exprima son espoir de voir ces relations reprendre un nouvel essor dans l'avenir. Ensuite M. Henri Gauquié, ministre plénipotentiaire de France à Budapest, prononça une allocution, qui fit sensation, sur l'approfondissement des relations entre les peuples français et hongrois.

La Suede

L'éminent ethnographe suédois M. Gunnar Granberg, directeur du Svenska Insitutet à Stockholm, a visité, le 5 mai, en compagnie de M. Rule Ericson, l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki. MM. Kosáry et Györffy, directeurs ont expliqué aux hôtes suédois les buts scientifiques de l'Institut.

*

Les délégués du Svenska Insitutet à Stockholm, MM. Granberg et Ericson, ont visité, lors de leur séjour en Hongrie les principales institutions scientifiques du pays : les Archives Nationales de Budapest, l'Université Pierre Pázmány, les cliniques de la faculté de médecine, le Musée National ainsi que les villes de Székesfehérvár et de Pécs. Ils ont assuré aux autorités hongroises qu'elles pouvient compter sur l'appui du gouvernement suédois pour la reconstruction des institutions scientifiques. Cet aide consiste dans l'offre d'aménagements de laboratoires, dans l'envoi d'instruments de précision et autres installations, en témoignage de la sympathie du peuple suédois pour la nation hongroise.

Suisse

A Zürich des pourparlers ont commencé entre le professeur Edward Fueter, directeur du Schweizerisches Institut für Auslandforschung, et M. Jean Balázs, délégué de l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki, en vue de consolider et d'élargir les relations scientifiques entre les deux instituts. De ces pourparlers il ressort que d'ores et déjà la possibilité est donnée d'organiser une section hongroise dans le cadre de l'institut suisse.

*

Le Centre d'Entre-Aide Internationale de Genève a fait parvenir un don important de livres sociologiques, historiques et géographiques à l'Institut d'Études Danubiennes Paul Teleki.

La Tchécoslovaquie

Toute la vie scientifique tchèque a fêté récemment le cinquantième anniversaire de Jan Mukařovský, professeur à l'université Charles de Prague et le plus grand esthéticien tchèque contemporain. Successeur des professeurs Hostinský et Zich, le professeur Mukařovský a, par son analyse approfondie et pénétrante, attiré l'attention sur l'essence des œuvres poétiques. A l'instigation des analystes russes et français, il jeta les bases d'une nouvelle systématisation de la langue poétique et littéraire tchèque. Dans ses recherches d'ordre littéraire, il décompose les œuvres poétiques et s'élevant au-dessus des considérations statiques intransigeantes émanant des examens de structure, il souligne les investigations relatives à la dynamique sémantique de l'ouvrage, en premier lieu

dans ses rapports avec la langue, la personnalité de l'auteur, la société et les autres branches de la culture. Dans ses nouveaux ouvrages, il montre une forte tendance sociologique dans le domaine de la compréhension de la structure des œuvres littéraires. *A. Kovács*

SVÉTOZAR HOURBAN VAIANSKY

Cette année, la presse et la vie intellectuelle slovaques fêtent le centenaire de la naissance de Vaïanský, le plus remarquable politicien, écrivain et publiciste slovaque de l'époque d'avant-guerre. Il a marqué de son empreinte aussi bien l'évolution du nationalisme slovaque à la fin du siècle passé que l'activité du meilleur quotidien slovaque, les Národnie Noviny.

Vaïanský qui doit son pseudonyme littéraire à Viliam Pauliny Tóth, collaborateur des Národnie Noviny, était fils de Joseph Miloslave Hourban, leader du mouvement slovaque en 1848. Il fit ses études secondaires à Stendal, près de Berlin, dans un milieu conservateur, et ses études de droit à Prešov (Eperjes), dans la partie orientale de la Slovaquie d'aujourd'hui. A Prešov, il eut l'occasion de connaître à fond la bourgeoisie locale, d'autant plus que ses condisciples se recrutaient également dans la même classe sociale. Dans ces conditions, il n'est nullement étonnant qu'il se soit rapidement adapté à son milieu non moins conservateur que celui de Stendal. Quant aux idées du libéralisme, il les connut par l'intermédiaire de la civilisation allemande, à laquelle il ajoute une connaissance approfondie de la littérature et de la vie intellectuelle russes, en particulier des œuvres de Tourgéniev. Ses nouvelles et ses romans puisent aux mêmes sources d'inspiration. Il s'occupe avec prédilection des manoirs de la noblesse et des châteaux de la Haute-Hongrie, comme si les problèmes des autres classes sociales le laissaient indifférent.

Ce sont des préoccupations analogues qui guident son activité politique. Il tâche de gagner à ses idées surtout la « gentry » magyarisée, sans se rendre compte que la « gentry » slovaque est rattachée par des liens de solidarité aux autres classes dominantes qui représentent également le féodalisme. Il ne se soucie pas du fait que l'oppression de ces classes, hongroises et non hongroises, pèse aussi bien sur la paysannerie des divers groupes ethniques que sur la classe ouvrière dont les contours se dessinent à partir de 1880.

Si l'on essaie de tracer le portrait de Vaïanský, il convient de faire état de sa russophilie romantique. C'est d'une nouvelle intervention du tzarisme qu'il attend la solution de la question

slovaque. Adversaire de l'unité tchéco-slovaque, il ne veut collaborer avec les Tchèques que dans le cadre idéologique du panslavisme. Toutefois, malgré ces éléments irréels de sa conception politique, sa forte personnalité et sa fiévreuse activité exercent une influence irrésistible sur l'opinion publique des Slovaques à la fin du XIXe et au commencement du XXe siècle. Son arme principale, son porte-parole et son étendard, c'est le grand journal slovaque, les Národnie Noviny.

Dans sa jeunesse, il s'était préparé à la carrière politique et seul le manque des dons de l'orateur fit de lui un journaliste. A l'âge de 30 ans, en 1877, nous le voyons déjà dans la rédaction de Turčianský Svätý Martin (Turócszentmárton) des Národnie Noviny qui, à cette époque, n'ont que 600 lecteurs recrutés, pour la plupart, parmi les bourgeois nationalistes. Il ne tarde pas à se faire remarquer par ses articles qui mettent surtout en relief les griefs à caractère local du peuple slovaque. Mais il vise plus haut : il préconise, d'une part, la nécessité d'une rapide rééducation de la société slovaque, entendant par là surtout la reslovaquisation de la classe moyenne magyarisée, et d'autre part, l'approfondissement du sentiment de solidarité slave, sous l'égide de la grande puissance orientale, la Russie tzariste. Il refuse à bon escient de faire une distinction nette entre le despotisme antisocial et réactionnaire des Tzars et le mouvement intellectuel russe. Nonobstant cette confusion, sa propagande russophile eut des succès durables : il traduisit les œuvres de Dostoïévski et consacra dans son journal des études nourries aux grands représentants des lettres et des arts en Russie. Dans le domaine de la politique intérieure, ses initiatives se révèlent moins heureuses : l'essai de reslovaquiser la classe moyenne aboutit à un échec mémorable.

Même plus tard, Vaïanský resta en Hongrie le principal propagateur de l'idéologie du tzarisme réactionnaire. Il alla jusqu'à vouloir réfuter (voir le numéro du 26 avril des Národnie Noviny) les assertions du « Pester Lloyd », présentant le régime du jeune Nicolas II comme très éloigné du libéralisme européen. Les mêmes préjugés prévalurent dans sa conception panslave et dans tous les écrits où il essayait d'évoquer soit l'état d'alors du peuple slovaque, soit les principaux événements de son passé.

Après 1900, Vaïanský et la direction des Národnie Noviny restèrent si fidèles à cette idéologie qui reflétaient l'influence de certaines aberrations du chauvinisme hongrois et surtout le caractère franchement antidémocratique du panslavisme tzariste qu'ils ne s'aperçurent même pas du déclin incontestable de leur prestige dans la vie politique slovaque. Cette orientation qui n'était que la variante slovaque d'une attitude politique hongroise non moins vieillie, avait beau être représentée par Francisci, le vieux préfet « éclairé » du comitat de Turiec; le temps

n'épargnait point les beaux passements de son habit de gala hongrois. Le parlementarisme féodal hongrois, indifférent aux problèmes les plus brûlants du pays, comme la question des minorités ou la réforme agraire, ne fit que hâter la cristallisation d'une nouvelle tendance de la politique slovaque, représentée surtout par les jeunes collaborateurs de la revue « Hlas » (La Voix).

Aux yeux du camp conservateur des Národnie Noviny, la pravoslavie et le tzarisme étaient des symboles sacrés et intangibles ; on protestait contre l'expansion et le caractère agressif du nationalisme germano-allemand, mais on fermait les yeux sur l'absolutisme des tzars et la misère des moujiks. Cette conception n'était nullement surprenante : les traditions de l'époque, le milieu de Turčiansky Svätý Martin et les relations de Vaïansky avec la bourgeoisie suffisent largement à expliquer son orientation : comment aurait-il pu adopter les idées d'une tendance progressiste et les méthodes d'une lutte nationale au sens moderne du mot? Les conséquences furent des plus néfastes : les Národnie Noviny, au lieu de devenir l'écho du peuple slovaque, restèrent l'organe d'une seule classe, la bourgeoisie.

Le prestige et l'influence exclusive de Vaïansky, ainsi que la russophilie réactionnaire et romantique des Národnie Noviny furent combattus surtout par Šrobár, apôtre de la collaboration des Tchèques et des Slovaques, qui venait du côté des « hlasuisses », c'est-à-dire des collaborateurs de la revue progressiste « Hlas ». Après Šrobár, ce fut Hodža qui lutta pour la démocratie agraire et dont toute l'activité politique se dépensa pour amener la paysannerie slovaque à prendre conscience de ses droits.

Au seuil de la première guerre mondiale et surtout après 1918, le caractère irréel de la politique intérieure et extérieure de Vaïansky devint manifeste à tous : aucun des partis d'après-guerre n'adopta le programme politique de Vaïansky et de ses compagnons. Malgré ces grandes erreurs historiques, le nom de Vaïansky reste lié à l'époque où un cercle restreint de la bourgeoisie l'applaudissait, contribuant même par là — quoique d'une manière plutôt passive, conformément aux principes d'action et de réaction — à l'épanouissement du sentiment national du peuple slovaque. *Charles Vigh*

Turquie

Les relations culturelles hungaro-turques, après une interruption forcée pendant la guerre, continuent à se développer vigoureusement. Ainsi l'Institut Hungarologique de l'université d'Ankara a publié, à l'occasion des journées du livre la traduction turque de plusieurs œuvres littéraires hongroises qui d'ailleurs se sont fort bien vendues. Parmi les auteurs des

ouvrages publiés figuraient Géza Gárdonyi, Coloman Mikszáth, deux célèbres romanciers de la fin du siècle, Grégoire Csiky et Édouard Szigligeti, les plus éminents dramaturges de la seconde moitié du siècle dernier et Melchior Lengyel, l'auteur du Taifun qui obtint, il y a quelques années, un succès international.

L'U. R. S. S. et la Hongrie

A l'université de la capitale hongroise, les études slaves ne datent pas d'hier. Déjà avant la première guerre mondiale il existait des chaires pour les langues slaves et pour la philologie serbo-croate. Malheureusement aucune de ces chaires n'était pourvue d'un Institut approprié. Seule la Bibliothèque de l'Institut de Linguistique Indo-Européenne contenait un certain nombre d'ouvrages relatifs aux études slaves, mais ses matériaux restaient presque inaccessibles aux jeunes chercheurs. En 1940, on créa l'Institut des Études Slaves comme annexe de la chaire de « slavistique »; mais ses locaux, trop étroits, ne rendaient guère possible la formation d'une équipe considérable de slavisants. Après la deuxième guerre mondiale, on organisa auprès de la chaire des langues slaves deux chaires de philologie russe, ce qui ne tarda pas à amener aussi la réorganisation de l'Institut d'Études Slaves. Peu après fut créé, l'Institut d'Études Russes; celui-ci vient d'occuper ses nouveaux locaux où il y a assez d'espace pour les salles de conférence et les bibliothèques, ainsi que pour les cabinets des professeurs et des assistants.

Congres des juristes autrichiens et hongrois a budapest

La Coopération des Juristes des Pays Danubiens a invité, avec la participation des principales institutions de la vie juridique hongroise, les délégués de l'« Österreichische Arbeitsgemeinschaft für die Kooperation der Juristen der Donauländer », et a organisé avec ces derniers une réunion austro-hongroise de juristes qui eut lieu du 10 au 12 avril à Budapest, et qui peut être considérée comme un événement important de la vie juridique d'après-guerre des deux pays.

Le programme soigneusement composé comprenait des conférences remarquables faites par les délégués autrichiens: la conférence du dr. Heinrich Klang, président du conseil de la Cour Suprême d'Autriche: sur le développement du droit civil autrichien depuis 1938; la conférence du dr. Alfred Ver-

dross-Drossberg, professeur à l'Université de Vienne: sur Platon politicien; la conférence du dr. Ludwig Adamovich, recteur de l'Université de Vienne: sur le développement de la législation du droit public en Autriche; la conférence du dr. Karl Wahle, président du Tribunal de Commerce de Vienne: sur la réforme projetée de la loi commerciale autrichienne sous l'aspect d'une uniformisation juridique dans les pays danubiens; la conférence du dr. Emmerich Hunna, bâtonnier du barreau de Vienne: sur le développement de la profession d'avocat dans la nouvelle Autriche et les relations internationales des barreaux; la conférence du dr. Rudolf Braun, président de l'union économique des avocats de Vienne: sur l'état de la législation relative aux restitutions; et la conférence du dr. Ludwig Viktor Heller, conseiller au ministère de la Justice: sur les problèmes législatifs de la reconstruction des maisons d'habitation.

Les conférences qui ont retenu toute l'attention des participants au congrès, ont été suivies par des séances des commissions de travail. Ces dernières ont élaboré et soumis à la conférence des rapports sur les problèmes suivants: le développement des rapports culturels par voie de traités entre l'Autriche et la Hongrie; les questions internationales relatives à l'assurance sociale; la connexion internationale des contrats collectifs; les problèmes entre-étatiques des professions juridiques; la réglementation uniforme de la majorité; les conséquences internationales du procédé d'amortissement des valeurs; les sociétés anonymes ayant des sièges dans différents pays; les questions internationales de la défense des créanciers.

Dans le cadre des résolutions prises au cours des séances de travail, la Conférence a attiré l'attention sur les motions concernant l'uniformisation juridique des dispositions du droit commercial; elle a invité les branches nationales de la Coopération dans les deux pays à élaborer des projets relatifs à d'autres problèmes de l'uniformisation juridique et de la réglementation internationale, et à déployer, d'autre part, une activité permanente, afin que des organisations-sœurs puissent se constituer le plus tôt possible dans les autres pays de la vallée du Danube; la conférence considère comme le but principal des organisations nationales le développement — par une activité informative et scientifique réciproque — du droit démocratique et social.

La réunion austro-hongroise de juristes a marqué un pas important vers la réalisation du programme de la Coopération, aussi serat-t-elle suivie par des réunions organisées en commun avec les autres voisins de notre pays. L'organisation d'une conférence de juristes roumains et hongrois est en voie de réalisation.

Émeric Zajtay

LE DROIT D'APRES-GUERRE

Comme nous l'avons annoncé dans le premier numéro de l'année 1946 de notre Revue, une organisation pour la coopération des juristes des pays danubiens s'est formée à la fin de l'année 1945 à Budapest. Cette organisation, ayant reconnu les rapports juridiques comme base principale de toute coopération culturelle et économique, se propose d'étudier les possibilités de tels rapports entre les pays danubiens, notamment l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et de travailler ainsi au rapprochement de ces pays.

Bien entendu, c'est aux juristes des pays susnommés qu'incombe, dans cette œuvre de rapprochement, le rôle le plus important. Il va de soi également que le premier pas vers le rapprochement consiste à se tenir mutuellement au courant de tout ce qui se passe sur le terrain juridique dans les pays respectifs, en tenant surtout compte de la législation récente rendue nécessaire par le passage de toute l'Europe carpathique au système démocratique.

En vue de faciliter l'accomplissement de cette tâche dans le domaine du droit de la procédure civile, la section compétente de la Coopération vient de publier un livret contenant les règles de la procédure civile contentieuse et non contentieuse, établies depuis le 1er janvier 1945. Dans ce livret, les auteurs — M. F. Mikos, juge à la Cour d'appel de Budapest, et M. E. Zajtay, conseiller au Ministère hongrois de la Justice — rassemblent, passent en revue et, pour plus de clarté, divisent la matière en six groupes différents.

Le premier groupe comprend les dispositions dont la création était logiquement nécessitée par les conséquences d'ordre public du changement de régime politique. Parmi celles-ci nous relevons celle qui prescrit aux Cours d'émettre leurs sentences au nom de la République Hongroise (auparavant les sentences avaient été portées au nom de la Sainte-Couronne) ; une autre disposition élargit le texte traditionnel du serment des juges en y ajoutant l'obligation pour les Cours de veiller toujours dans leurs procédures aux intérêts du peuple.

Dans le deuxième groupe ont été rangées les règles juridiques destinées à faciliter l'application du principe de l'égalité en droit et de celui de la liberté, d'une part entre les différentes classes sociales et, d'autre part, entre les sexes. Dans cette catégorie, il faut relever le décret N°. 6800/1945, qui a une grande importance du point de vue du droit matériel, comme de celui du droit de procédure du divorce. En vertu de la nouvelle disposition, chacun des époux a le droit de demander le divorce si son conjoint a abandonné le domicile conjugal

depuis 5 ans ; ils ont de même la faculté de demander d'un commun accord la dissolution de leur mariage par consentement mutuel, pourvu que la célébration de leur mariage remonte au moins à deux ans.

Au troisième groupe appartiennent les règles juridiques ayant pour objet de rendre justice à ceux que les mesures spoliatrices du passé ont privés de leur emploi ou de leur fortune à cause de leur race ou de leur conduite politique. La réparation du préjudice consiste d'une part dans la réintégration totale des fonctionnaires dans l'emploi perdu et, d'autre part, dans la restitution aux ayants-droit de la fortune ou des licences lucratives dont ils ont été dessaisis.

Au quatrième groupe appartiennent les règles juridiques concernant l'inflation et la crise monétaire. Les règles juridiques ayant trait à la situation financière de l'État et en même temps aux changements territoriaux et politiques survenus entre temps, forment le cinquième groupe, tandis que dans le dernier groupe figurent plusieurs dispositions en matière de procédure civile qui n'entrent pas dans les catégories précédentes, mais qui sont en parfaite conformité avec elles en tant qu'elles modifient des règles de procédure normale en raison de la situation extraordinaire créée par la guerre.

« Duplex libelli dos est » : le livret est destiné en premier lieu aux juristes hongrois, mais fournit en même temps une information utile au monde judiciaire de l'étranger et, par cela, facilite la coopération des juristes des pays danubiens.

Béla Csánk

*

Dans la deuxième publication de la susdite coopération, les auteurs : M. F. Bacsó et M. F. Windisch, chefs de section au Ministère hongrois de la Justice, nous renseignent sur le nouveau développement du droit commercial hongrois.

Ce qui caractérise ce développement, c'est avant tout la tendance à rétablir dans les rapports juridiques des commerçants, ainsi que dans la vie commerciale en général, l'état précédant la deuxième guerre mondiale. Cette tendance se fait sentir tout d'abord sur des terrains où il s'agit de réparer les effets de la destruction matérielle : ainsi la reconstitution des registres du commerce détruits par des opérations de guerre vient d'être ordonnée. Mais le rétablissement du « statu quo ante » ne s'effectue pas au sens strict du mot : compte a été tenu de certaines réformes nécessitées par la complexité croissante des rapports juridiques : les registres du commerce n'auront plus désormais la forme des livres employés jusqu'ici, mais celle de fiches séparées. Notons dans ce domaine que

le programme de reconstitution ne se limite pas aux registres détruits ; là où les registres existent encore, souvent, sous l'influence allemande, leur contenu a été modifié contrairement à la volonté des intéressés ; de nouveaux décrets prévoient l'annulation de ces changements et autorisent par exemple les sociétés anonymes et les sociétés coopératives à rétablir leur ancienne raison sociale Et cela nous mène à l'objet le plus important du domaine des réparations : aux décrets qui visent le rétablissement de la liberté du commerce.

Une réforme importante est à signaler dans le règlement de l'entremise du travail : l'entremise des syndicats est devenue obligatoire non seulement pour l'emploi des travailleurs manuels, mais encore pour tous les travailleurs intellectuels employés dans une entreprise tombant sous le régime du code de commerce. Pour alléger les effets de la dépression économique, l'État intervient aussi dans le renvoi des employés et le fait dépendre, dans certains cas, de l'autorisation du ministre compétent.

Une réforme de grande envergure a été commencée dans la réorganisation complète du système des sociétés coopératives. Les traits principaux en sont la mise en œuvre d'un conseil coopératif, l'organisation des coopératives agricoles, d'un office central de ces dernières, d'un office central des coopératives de consommation et un nouveau règlement des rapports juridiques des coopératives en général, dont la réalisation est en cours.

Par suite de la grande disette de marchandises, on a dû recourir à l'économie dirigée et à des restrictions portant sur certains actes juridiques, p. ex. l'échange. Pour l'administration et le contrôle du commerce intérieur et extérieur du pays, deux offices ont été institués sous le contrôle du ministre du Commerce. Le ministre compétent est autorisé d'ailleurs à déléguer un contrôleur d'État auprès de toute entreprise dont le fonctionnement est essentiel pour la reconstruction du pays, les réparations imposées par le traité d'armistice ou d'autres obligations découlant des traités internationaux.

Pour encourager le commerce extérieur, un fonds de compensation a été créé : le ministre des Finances est autorisé à verser — à la charge de ce fonds — à toute entreprise le montant du dommage qu'elle a subi ou du gain dont elle s'est vue privée par suite de l'importation ou de l'exportation d'une marchandise.

De nouvelles dispositions ont été prises pour régler quelques questions concernant les transports par chemin de fer, les assurances, l'organisation du Conseil Général des affaires de crédit, la Banque Nationale, l'Institut Central des Sociétés Financières, les Chambres de Commerce et d'Industrie, ainsi

que le marché des titres. Quant à ces derniers, il convient de signaler le décret qui introduit une nouvelle procédure simplifiée pour l'annulation des titres au porteur : l'annulation des titres émis à l'étranger peut être effectuée par cette même procédure à condition que la société d'émission se soumette d'avance à la décision de la Cour hongroise.

La gravité de la situation économique et financière causée par la guerre motiva le maintien des restrictions relatives au trafic des devises étrangères, entrées en vigueur en 1931. Le paiement en monnaie étrangère ou en or, l'exportation de la monnaie hongroise, de l'or, ou des titres sont interdits et la déclaration de ces valeurs est obligatoire.

Dans le domaine du droit cambial, il faut remarquer l'extension considérable de la faculté de s'obliger par lettres de change ; en grande partie, cette extension est due aux dispositions qui ont abaissé l'âge de la majorité de 24 à 20 ans. Notons encore les dispositions spéciales concernant le paiement et les actions basées sur les lettres de change soustraites illégalement à la possession de la Banque Nationale, lors de l'évacuation du pays.

L'utilité pour les juristes n'est pas le seul avantage que présente le livret des MM. Bacsó et Windisch : il offre en même temps un intéressant sujet d'étude qui, partant des ruines d'un pays dévasté, nous fait voir les premiers signes du retour à la vie économique.

Émeric Zajtay

INDEX DES NOMS

Abréviations : cte = comte ; emp. = empereur ; pr. = princes ; st. = saint ; Trans. = Transylvanie ; v. = voïvode

Ábel, J. 65
Abry, X. d'— 143
Acsády, I. 172—173, 201
Adamovich, L. 282
Ady, A. 257
Albert, Ch. 150
Alexandre Ier, tzar de Russie 239, 240
Alexandre, B. d'— 58
Alexandri, B. 61
Alföldi, A. 113
Ancel, J. 99, 100
Andrássy, ct. 197
Angelov, B. 58, 60, 62, 63, 65, 66, 67, 68
Angyal, A. 237
Anonyme, Notaire hongrois — 78, 79
Anne de Foix, reine de Hongrie 133
Anrich, E. 14
Antal, G. 222
Antonescu, M. 245
Arago d'— 197
Arany, J. 202
Árpád, les — 113, 236
Arminius 46
Arnaudov 60
Arndt, E. M. 4, 14, 23, 27, 28, 30, 37, 38, 42, 43, 44, 52
Asulanus, A. 133

Bacsó, F. 284, 285
Bajza, J. 56
Bakunin 100
Balázs, J. 258, 277
Bănesco 79
Bandiera, E. 157
Bankration 84
Banner, J. 112, 113
Barabás, N. 81, 82
Bárczay, O. 57
Bariţiu, G. 108
Basarab, N. 77
Bassola, Z. 274
Báthory, Étienne, pr. de Trans., roi de Pologne 249—251
Batthyány, L. ct. 200
Baumgarten, S. 129, 134, 135, 143, 268
Bax, Sir A. 268
Baxa, J. 16i á0 30, 38, 39, 44, 45, 53
Belényesi, G. 219
Beliczky, J. 176
Bell, Alan 129
Below, G. von 3, 9, 12, 14, 30, 54
Benda, C. 99, 252, 274, 275
Benedek, L. 194, 195, 202
Benès, É. 90
Beregi, Th. 204
Berlász, E. 172, 178, 188, 190, 253, 269
Bertacchi, G. 148
Bertoldi, V. 117
Besset, M. 258
Besztercei, J. 221
Bethlen, G., pr. de Trans. 106
Bethlen, ct. N. 105, 106
Bèze, Th. de — 220, 221
Bézsonov, A. 61
Bibó, É. 225
Biddle, F. 123
Birley, E. 119
Biró, B. 82
Biró, G. 182
Bismarck, O. von 27, 45, 51
Bliss, A. 129

Bobek, W. 272
Bocskai, É., pr. de Trans. 223
Bogoev, I. 61
Bogoljubskij, A. 235
Borella, A. 153
Borissov, J. 122.
Borsiczky, J. 195
Botzenhardt, E. 14
Bourbons, les — 135, 215
Bouteiller, P. 204, 207
Bowring, Sir J. 158
Bödey, J. 68, 128
Bölöni, G. 131, 276
Böszörményi Nagy, B. 268
Braun, R. 282
Brătianu, J. 72, 76, 77, 78
Brauch, M. 33
Bredetzky, S. 272
Bridge, Fr. 268
Brogny, ct. de — 213
Brückner, A. 272
Bugeanu, M. 257
Bulharyn, G. 195, 197
Bullinger, H. 221
Bruckhardt, J. 18, 27, 103
Burke, E. 8
Bussy-Rabutin, J. Th. de —, 211

Calmette, A. 216
Calvin, J. 221
Camoëns 134
Capellanus, J. u. Chapelain
Capidan, Th. 119
Carignan, pr. de — 210
Carignan, princesse de —211 —214
Carolingiens, les — 239
Castelar, É. 134
Castriote, G. 132
Catherine II, tzarine de Russie 240
Cattaneo, C. 103
Cicéron 133
Chalansky, M. 58
Chalmette, Sœur 218
Chantal, St. 217
Chapelain, J. 133
Chapkarev, K. 58, 59, 60, 63, 64, 66, 67
Charlemagne 233
Charles IV, emp. du St. Empire rom.-germ. 142
Charles Quint, emp. du St. Empire rom.-germ. 29
Charlotte-Amélie, femme de François II. Rákóczi 210
Cheresteşiu, V. 256
Chevalier, M. 258
Choisy, E. 219
Christen, H. 17
Christie, W. H. M. 129
Christine-Henriette 210
Claparède, A. 222, 223, 224
Closca 140
Colbert, L.-A. 211
Coleman, A. P. 265
Collin, 194, 202
Comnène, A. 79, 80
Constantin Porphyrogennète, emp. de Byzance 232
Copernic, N. 15
Costadin, tzar de Russie 64
Craioveşti, famille — 77
Crisan 140
Croce, B. 5
Csáky, ct. 195
Csánk, B. 284
Csapláros, É. 272
Csapodi, Cs. 82, 243, 253
Csokonai, M. 83
Csulai Móré, Ph. 133
Curzon 226
Czekanowski, J. 270
Czartorisky, A., pr. 195, 239, 240

Daicoviciu, M. 120
Daniells, R. 267
Davidović, D. 58
Debussy, Cl. 274
Deér, J. 55, 78, 79
Degenfeld-Schomburg, ct. 222
Delius, Fr. 268
Démétrius, st. 63
Dembinski, H. 195
Dembowski 194
Demidoff, A. 143
Detschew, D. 118
Dezsényi, B. 96, 219
Diakonov, A. 121
Diculescou 118
Dobozy, M. 276
Domanovszky, S. 240—242
Donadini, I. 260
Donner, F. 268

Dorival 257
Dostoïevski, T. 279
Dózsa, G. 201
Drăganu 119
Dragomir, S. 139
Dragoş 76—78
Droysen, H. 3, 9, 30, 55
Dukas, P. 275
Dybowski, B. 137, 272

Eckermann 28
Eckhardt, A. 274
Eftimiu 257
Elekes, L. 80
Engels, Fr. 121
Enyedinus, G. 220
Eötvös, J. 129, 201
Erdei, F. 236
Erdődy, ct. 140
Ericson, R. 276
Erjavec, F. 135
Esterházy, ct. N. 183, 185, 186
Esterházy, famille — 182
Estreicher, St. 272
Eugène, pr. de Savoie-Carignan 135

Fábián, É. 129
Fadejev, A. 141
Fangrat, T. 272
Felkmann, P. 221
Ferdinand Ier, roi de Hongrie 153
Ferenczi, E. 126
Fichte, J. G. 10, 11, 28, 30—54
Filir 143
Fischer, A. 253
Fleming, W. 267
Fodor, P. A. 256
Fortunatus Pannonius, M. 133, 134
Fouquet, N. 211
Fouquet, famille — 217
Förster, W. 28, 32
Francisci 279
François, st. de Sales 211
François, Ier emp. d'Autriche, roi de Hongrie 153, 241, 242
Franz, G. 171
Frédéric Guillaume, roi de Prusse 13, 14, 19, 29, 41
Frédéric le Grand, rois de Prusse 13, 48
Freising, O. de — 111
Frémiot, A. 211
Frémiot, J. F. 211
Frigyessy, J. 273
Fueter, E. 5, 277
Fulliquet, G. 224
Fügedi, É. 112

Gabriel, A. 128
Gachot, F. 138, 275, 276
Gáldi, L. 94, 95, 120, 128, 257
Galezowska, I. 271
Galilée 15
Gallus, S. 230
Gambetta, L. M. 205
Gamillscheg, E. 118
Garay, A. 276
Garai, J. 268
Gárdonyi, G. 272, 281
Gauquié, H. 274, 276
Geizkofler, Z. 176
Gelou 79
Gentz, le baron 37
Gereblyés, L. 138
Gerézdi, R. 132
Gerlach, les frères 19
Gessier, J. 132
Géza, prince de Hongrie 153
Giuglea, G. 117, 119
Glad 79
Gœthe 16—28, 41
Golabek 272
Goldman, I. 272
Górka, O. 74i 138
Gotthard, H. 5
Gounelle, P. 217
Görres 17, 30, 37, 42, 44, 45, 52
Graham, R. 268
Granberg, G. 276
Grant, M. 268
Grotius, H. 50, 88
Griffith, G. O. 147—149
Groza, P. 256
Gruiu-Sânger 61
Grünberg, K.171
Guillaume d'Orange 103
Gustave Adolphe, roi de Suède 29
Gyóni, M. 58, 62, 79, 80
Gyöngyössy, J. 256
Györffy, G. 276

Habsbourg, les — 40, 97, 98, 106, 116, 150, 153, 154, 163, 225, 248
Halévy, D. 205
Haller, K. L. 19
Halmy, L. 275
Harmatta, J. 235
Hardenberg, K. A. 14
Heckenast, G. 116
Hedwige, fille de Louis le Grand, roi de Hongrie 74
Heeren, A. 26, 41, 103
Hegel 6, 10, 48—49, 50—51
Heidegger, le prof. 221
Heller, L. V. 282
Hellopaeus v. Szikszai
Heltai, G. 58
Henri IV, roi de France 211, 239
Herder 21, 51
Herlinus, Ph. 220
Herlinus, J. 220
Hérodote 230
Hervé-Duchesne, L. 208
Herzen 239
Hill, Norman 91, 92
Hitler 17, 28, 45, 246
Hobbes 50
Hodža, M. 280
Holczmair, E. 235
Homonnay, B. 175, 183
Honegger, A. 275
Horia 140
Horváth, G. 220
Hostinský, le prof. 277
Hourban, J. M. 278
Huch, R. 5
Hugo, V. 197
Huizinga 27, 55
Humboldt, W. von 22, 26, 41
Hunyadi, Jean 56—65
Huxley, A. 123, 124

Iliev, A. T. 58, 63, 66—68
Illésházy, É. 176
Illyés, J. 135
Iorga, N. 72, 79, 101
Isabelle, reine de Hongrie 66, 67
Isac, É. 257
Ivanov, Y. 65
Iványi, B. G. 130

Jacques, st. le Majeur 134
Jahn, Fr. L. 4, 8, 11, 37, 38, 42, 54
Jagellons, les — 57, 68, 272
Jakó, S. 182
Janiczak, M. 196
Jaroslav, le Sage, pr. de Kiev 235
Jászay, M. 136, 166, 260
Jean Sigismond, pr. de Trans. 67
Jireček (ou Jiretchek) 59, 263
Jokl 118
Joseph II, emp. du St. Empire rom.-germ., roi de Hongrie 106, 154, 163, 221, 240, 242
Joseph, palatin de Hongrie 241—243
Jud, K. 117
Juhász, J. 130
Juhász Nagy, S. 243—244

Kaegi, W. 101—106
Kant 33
Kanitz, Ph. A. 262
Kaunitz, pr. 200
Kállay, B. 260—264
Karageorges-Petrovitch 262
Karageorgevitch 262
Karavelov, L. 66, 68
Kardos, T. 236
Károlyi, ct. M. 243, 244
Karpovich, M. 229
Katchanovszky, V. 58—68
Katranov, N. D. 61
Kemény, S. 108
Kemény, G. 94, 95, 96
Kenedy, C. 276
Keresztury, D. 138
Kézai, S. 78
Kirkien, L. 138
Kisseleff, le pr. 83
Klang, H. 281
Kleist 19, 28, 46
Klima, H. 247
Klisura, J. 59
Kluckhohn 6, 9, 20—42
Knapp, F. 171
Kohary, la famille — 134
Kollár, J. 42, 141, 159, 162
Kollowrat, pr. A. 127
Kolonszewski, K. 272
Komjáthy, N. 253

Komoróczy, G. 174, 176, 179, 180, 185
Konovalov, S. 138
Kormos, C. 245
Kosáry, D. 204, 252, 268, 274, 276
Kosciuszko 239, 271
Kossányi, B. 196
Kossovo, Y. à — 66
Kossuth, L. 116, 134, 135, 151, 200, 201, 273
Kostrzewsky, le prof. 143
Kosztolányi, D. 128
Kovács, A. 143, 278
Kovács, L. 107
Kovatchev, J. 61
Kováts, É. 223
Kölcsey, F. 151
Kötzschke, E. 171
Kővágó, J. 274
Krakowski, E. 238, 239, 240
Krleža, M. 258
Krusch, B. 109—110
Krumbacher 121
Kulischer, J. 171
Kuncewiczowa, M. 138
Kutschera, R. 247

Ladislas, v. de Trans. 75
Lafayette, le marquis de — 197
La Fayette, L. A. de — 211
Lajtha, L. 274
Laloup, M. R. 217
Lamartine 199
Lamberti 158
Lăpědatu, A. 77
Laskói Csókás, P. 220
Lavrov, P. A. 68
Lázár, G. 128
Lednicki, W. 137
Ledru-Rollin 197
Lee, H. 54
Lehr-Splawinsky, T. 143, 270
Leipprand, E. 22, 52
Lengyel, M. 281
Lénine 142
Léon, L. 205
Léopold, E. 210
Lescaut, Manon 205
Leskovać, M. 258
Levtschenko, V. 120—121
Lewicki, A. 193
Lipschitz, E. 121
Liszt, F. 134
Lœhr, A. 237
Lónyay, G. 197
Lorentowicz, I. 272
Louis le Grand, roi de Hongrie 56
Louis XIV, roi de France 206, 211
Louis XV, roi de France 214
Lucas, J. 129
Luden 11, 23, 26, 37, 38, 41, 42
Luffout, R. 238
Lukács, G. 257, 268
Lupaş, I.

Macartney, C. A. 78
Machiavel 46—51
Mader, I. 258
Madjarine, F. 65, 66
Magyar, B., Mme Podmaniczky 56
Makkai, L. 75, 109, 247, 253
Maksimović, D. 258
Mansart, F. 211
Manutius A. (Manuce) 133
Marc-Bonnet, H. 90, 240
Marcks, E. 14
Margalits, E. 58
Máriaffi, D. 276
Marie-Thérèse, reine de Hongrie 153, 237
Marinski, H. 202
Marko, roi de Serbie 60—66
Markó, A. 207
Martin, st. — 134
Marx, K. 121
Masaryk, T. G. 90, 142
Mathias Corvin, roi de Hongrie 98
Mazon, A. 62
Mazzini, F. 147—166
Maxi, H. 256
Maximilien Ier, emp. du St. Empire rom.-germ. 250
McNab, R. G. 129, 268
Meillet, A. 118
Meinecke, F. 5, 9, 12, 19, 26, 27, 48, 50
Méla, P. 231
Melius, P. 221
Mérei, J. 244, 252
Méri, É. 114
Mester, M. 108

Metternich, pr. C. 202
Miczkievicz, pr. A. 158, 239, 272
Mihályfi, E. 257
Mikos, F. 283
Mikhailovitch Alexis, tzar de Russie 240
Mikszáth, C. 281
Miladinovci, les frères — 58—68
Mincer, T. 138
Minea, É. 56
Minorsky 233
Mocsáry, L. 255
Mohamed, sultan 57, 148
Molnos, L. 207
Moltke, ct. H. K. B. 15, 40, 51
Montecuccoli, ct. R. 267
Montesquieu 26, 40, 103
Moraru, N. 257
Móra, F. 130
Moravcsik, J. 58, 62, 121, 258
Mukarovský, J. 277
Munro, Th. 267
Murad II, sultan 62—67
Mușătesco, M. 257
Müller, A. 6—37, 40—53

Nádasdy, Th. 174—178
Nagy, A. B. 219
Nagy, D. 208
Nagy, F. 256
Napoléon Ier, emp. de France 12, 34, 42, 43, 46
Negru v. Radu Ier
Nejedlý, Z. 141
Németh, A. 268
Niebuhr, F. 4, 53
Nietzsche, Fr. 27
Nijinszky, T. 275
Novak, roi bulgare 64
Novalis 6, 12, 15, 16

Obedianu 85
Obrénovitch, pr. Milan 262
Olivarez, duc d' — 267
Ordine-Naschtchokine 240
Ortutay, J. 256, 265, 276
Oţetea, A. 256
Ouspenskij, F. I. 120

Pacius, le prof. 221
Paksi, M. 219
Palacký, F. 142, 162
Pálffy, les comtes 140, 176
Panaitesco, M. 70—77
Pannonien, Jean le, — 133
Pas, J. 256
Pataki, M. 74, 75
Pataky, L. 219
Pauliny-Tóth, W. 278
Perényi, J. 138, 141, 172
Perravex, baron G. de — 209, 213
Perravex, J. 209—213
Perravex, la baronne de — 208—210
Petőfi, A. 115, 201, 203
Petri, A. 268
Philippesko, J. 83, 84
Pič, J. L. 143
Picot, P. 222
Pierre le Grand, tzar de Russie 240, 272
Pictet, B. 222
Pillias, É. 204—207, 218
Pipinelis, P. 128
Pipo d'Ozora v. Scolari Ph.
Pline 231
Podmaniczky, Mme, v. Magyar B.
Pokrovskij 120
Poliany, M. 220
Pongrácz, B. 195
Poniatovski, St. A. 239
Popović, J. 258
Potiemkine, V. 88
Prévert, J. 276
Prévost, l'abbé 205
Prince, D. 265
Prochnik, A. 271
Prodan, D. 140
Pufendorf, S. 20
Pulszky, F. 200
Purcell, H. 268

Rácz, L. 219
Radisics, E. 92—94
Radovitz, J. M. 19
Radu Ier, v. de la Valachie 77, 78
Radu Negru, v. Radu Ier
Radvánszky, comte 195
Raimondi, la famille 82
Raffet, peintre 143
Rákóczi, François II, pr. de Trans. 154, 204—207, 216

Rákóczi, Georges Ier, pr. de Trans. 131, 132, 175, 179
Rákóczi, Georges 208
Rákóczi, Josepha-Charlotte 206—215
Rákóczi, Joseph 208—212
Rákóczi, Sigismond 219
Ranke, L. 4, 32, 53, 101
Rapant, D. 140
Rapp, A. 5
Ravasz, J. 254
Ravel, M. 275
Rembrandt 131, 132
Révai, J. 273
Révay, les ct. — 140
Revey, L. 265
Reychman, J. 272
Ribnikar 122, 123
Richelieu, A. J. D. duc de — 239
Ritter, G. 20
Robinet, l'abbé, 214, 215
Roller, M. 256
Ronsard, P. 275
Rose, W. J. 137, 138
Rosenberg, A. 17
Rosetti, A. 118
Roska, M. 113
Rostovtzeff 229
Rousseau, J. J. 10, 33, 103
Ruppert de Salzbourg 110, 111
Rurik, les — 236
Ruyter, l'amiral, 221

Sadoveanu, M. 257
Šafarik, J. 162
Sala, le baron M. 195
Salvatorelli, L. 148
Sauvageot, A. 275
Savoie, Charles-Amédé de — 211
Scander bey v. Castriota G.
Schelling, Fr. W. 52
Schiller, W. 21—24
Schindler, le chanoine 193
Schlegel, F. 12—54
Schmidt, C. 5
Schmitt, B. E. 137
Schnabel, F. 5—24, 40—48
Schœnfeld, A. H. F. 265
Schulz, H. 47
Scolari, Ph. (Pipo d'Ozora) 57, 65
Sedlnitzky, le ct. — 195
Sée, H. 171
Segesser 103
Sévigné, les — 211, 217
Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie 56, 57, 74
Sikura, J. 111
Sismondi, J. Ch. de — 103
Skaricza, M. 220
Slaveikov, P. R. 66
Smolarski, M. 272
Solochov 142
Sombart, W. 171
Sophie, st. 236
Spann, O. 12
Spender, O. S. 141
Spinoza 50
Šrobár, L. J. 280
Stadelmann, E. 15, 40
Staline, J. 142
Stanford 268
Stechow, W. 267
Stein, Freiherr von — 4, 14
Stendhal 278
Stoilov, A. P. 61—68
Stoin, V. 66—68
Strausz, A. 61—66
Sybel, H. von — 3, 30, 55
Szabó, Cs. L. 135
Szabó, Ervin 114—116
Szabó, Étienne 172
Szalay, C. 276
Szatmáry, G. 133
Széchenyi, ct. É. 200
Szegedi, É. 220
Szegedy, R. 56
Szenczi Molnár, A. 220
Szela, J. 201
Szentkirályi, J. 260, 265, 267
Szepsi Csombor, M. 271
Szerényi, J. 202
Szigligeti, É. 281
Szikszai (Hellopaeus), V. 219
Szilassy, le baron 224
Szipper, E. 270
Szittya, B. 270

Taborsky, É. 140
Tacite 38
Takov, N. 65
Táncsics, M. 115, 131
Telegdi, N. 219
Thiessé, L. 201

Thomas, R. M. 265
Thurzó, S. 133
Thury, M. 219
Tildy, Z. 265
Tocqueville, A. de — 18, 129, 197
Tomašić 259, 260
Torma, K. 113
Tourgéniev 278
Tóth, Z. I. 229
Treitschke, H. 30, 49, 51, 55
Trifonov, Y. 66
Tcholakov, V. 68
Turrettini, F. 221
Tzara, T. 139
Tyssowski, J. 194

Uhlirtz 111
Ujházy, G. 269, 270
Ullmann, R. 5
Urbanek, R. 142
Úrmössy, L. 108

Vaianský, S. H. 278—280
Vakarelski, Hr. 58—68
Valdstsin v. Bakunin
Varbanski, A. V. 68
Vargha, L. 268
Varus, 46
Vasilievskij, V. G. 120
Vass, ctesse 54
Vayer, L. 131, 132
Velikij, R. 235
Vendôme, I. de — 211
Verdross-Drossberg, A. 282
Veress, E. 249, 250
Verhaeren, E. 128
Verini, U. 65
Verković, St. 68
Vernadsky, G. 229—234
Vértesi, J. 133
Vigh, Ch. 280
Villemain 197
Vladimir, st. 235
Vladislas Ier, roi de Hongrie 57—65
Vladislas II, roi de Hongrie 133
Voltaire 152
Voronin, N. 235—237
Vörösmarty, M. 202

Wahl, A. 14
Wahle, K. 282
Warnier, R. 139, 273, 274
Weil, G. 5, 29
Wellek, M. R. 267
Wesselényi, F. 175
Wesselényi, N. 108, 201
Wieland 21
Windisch, F. 284, 285
Wojciechowski, Z. 270, 278, 279
Wolanski 196
Wölfflin 267

Zajtay, É. 282—285
Zakrzewski 202
Zamoyski, J. 250
Zápolyai, É. 172
Zápolyai, Jean, roi de Hongrie 66
Zeeden, E. W. 14
Zeuss, K. 110
Zibermayr 109—111
Zich, le prof. — 277
Zöllner, É. 111
Zrinyi, ct. N. 176

Xenopol 76

2/38 Folg. ugs. V. 233

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

XXVe ANNÉE

1947

54

NOUVELLE SÉRIE TOME V N° 3

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, Boulevard St Germain, Paris

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL

ALEXANDRE ECKHARDT

DIRECTEUR

DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDACTEUR GÉRANT

COLOMAN BENDA

SECRÉTAIRE

LADISLAS KENYERES

PARAISSANT QUATRE FOIS PAR AN

La « REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE »

s'occupe des problèmes de l'histoire comparée des peuples danubiens. Débarrassés des préjugés des anciennes écoles nationalistes, les collaborateurs de cette Revue cherchent à appliquer la méthode comparée, et s'efforcent d'examiner d'un point de vue plus élevé, plus objectif et plus humain, la position et le rôle de la région danubienne dans l'histoire de la civilisation européenne.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

25 frs. suisses

Toute correspondance doit être adressée à

L'INSTITUT PAUL TELEKI D'ÉTUDES DANUBIENNES

(Eszterházy-utca 26. Budapest VIIIe)

NATIONALISME ET INTERNATIONALISME DANS L'HISTORIE DES PEUPLES DANUBIENS

En abordant les problèmes historiques des peuples danubiens, nous avons le sentiment que notre première tâche doit être de nous débarrasser de certaines idées préconçues, héritage des luttes nationalistes qui ont exercé une influence si forte sur la mentalité des peuples intéressés. En effet, que de fois se heurte-t-on à des arguments historiques dont l'opposition est tellement flagrante que toute conciliation paraît impossible. Toutefois, l'observateur non prévenu ne manque pas de remarquer que les fondements de toutes ces thèses historiques, *les nationalismes* se ressemblent, même dans leurs antagonismes, comme des frères ennemis.

En guise d'introduction, je me propose de soumettre à une critique objective une de ces thèses pour vous démontrer que le problème du nationalisme et de l'internationalisme dans l'histoire des peuples danubiens doit être envisagé sous un aspect nouveau, entièrement différent de celui du passé.

La question se pose si les petits peuples danubiens, Slaves, Hongrois, Roumains, sont séparés les uns des autres par une ancestrale et irrémédiable opposition d'intérêts? Cette question remonte à peine au delà d'une centaine d'années; mais depuis, de tous côtés, on y a souvent répondu par l'affirmative. Même des érudits ont

* Cette étude est la reproduction du texte d'une conférence de M. Kosáry, qui a eu lieu à Paris à l'Institut Hongrois, le 10 juin dernier, sous la présidence de M. Pierre Renouvin, professeur à la Sorbonne.

essayé de démontrer les diverses manifestations de ce prétendu antagonisme qu'ils considéraient comme immanent depuis ses origines lointaines jusqu'à nos jours.

Il n'en reste pas moins que l'historien ne retrouve, dans les textes hongrois du moyen âge, aucun reflet d'un tel conflit d'intérêts. Ainsi, par exemple, la Chronique Enluminée, rédigée au XIVe siècle, ne fait aucune mention d'un « problème » slave ; mais elle ne manque pas de parler avec un grand luxe de détails des luttes incessantes que la Hongrie, depuis le roi saint Étienne, eut à soutenir contre les ambitions de l'empereur Conrad II et ses de successeurs, avides de conquêtes, contre *l'Ostpolitik* de l'époque. L'auteur de la chronique condamne l'impérialisme germanique de ces « dracons furieux » avec la même fermeté que l'avait fait, au siècle précédent, l'auteur tchèque de la chronique attribuée à Dolimil. Et plus tard, à la fin du XVIIe siècle, un observateur fort perspicace, Sagredo, ambassadeur de Venise à Vienne, parlera de « l'aversion naturelle » qui existe entre Hongrois et Allemands. Or, ni lui ni aucun autre contemporain ne soufflent mot de la prétendue opposition slavo-hongroise. Bien au contraire, c'est précisément dans ces années qu'Étienne Vitnyédi, membre de la conjuration ourdie par le Palatin Wesselényi contre l'absolutisme de l'empereur Léopold Ier, élabore les projets relatifs à un bloc antigermanique qui, sous l'égide de la France, aurait dû réunir la Hongrie, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie et les voïvodats roumains.

Pendant tous ces siècles il y eut, certes, des conflits entre la Hongrie et les pays slaves voisins, comme il y en eut aussi entre les pays slaves eux-mêmes. Nulle trace, cependant, de l'opinion que Slaves danubiens et Hongrois se fussent considérés comme des adversaires implacables. Mais, déjà dans la fameuse « Histoire de Bohême », écrite par le grand historien tchèque François Palacký, au début du XIXe siècle, on lit ces paroles mémorables que, depuis, on n'a cessé de rappeler : « L'invasion des Hongrois et leur établissement dans leur pays actuel est le plus grand malheur qui ait atteint les Slaves au cours des siècles. » Il est d'avis qu'au IXe siècle, du Holstein au Péloponnèse, du Danemark aux Balkans, les peuples slaves épars sur cet immense territoire, avaient

commencé à évoluer vers une certaine unité. Or, établis dans le bassin moyen du Danube, les Hongrois s'implantèrent entre ces peuples slaves, ce qui suffit à empêcher la formation d'un grand empire autour de la Bohême. Comme le puissant empire franc était né en Occident, — écrit Palacky, — « ainsi, en Orient, sous l'égide de Constantinople, se serait formé un empire slave analogue et, par conséquent, l'Europe orientale eût pu prendre depuis un millénaire, une tout autre importance ».

Qu'ont répondu les historiens hongrois? Ils n'ont pas démontré que l'établissement des Hongrois dans le bassin du moyen Danube n'avait rien à voir avec les rapports des Slaves de la région de l'Elbe avec les Polonais d'une part, et avec la Bohême d'autre part; ils n'ont pas démontré non plus que les empereurs allemands ne pouvaient concentrer contre les Slaves des forces considérables qu'après avoir au préalable repoussé au sud les attaques des Hongrois. En effet, sept ans après la défaite des Hongrois à Augsbourg en 955, on voit l'empereur Othon le Grand fonder l'archevêché de Magdebourg pour subjuguer les Slaves, sous couleur d'une mission chrétienne et, l'année suivante, on le voit attaquer, pour la première fois, Miesko, prince de Pologne.

Quoi qu'il en soit, les historiens hongrois, au lieu de faire passer la thèse de Palacký par le crible de leur critique, préférèrent l'admettre sans réserves, et même avec une fierté assez peu fondée. Ce fut peut-être le premier, mais non le dernier cas où, au cours des relations entre peuples danubiens, une des parties intéressées alla jusqu'à se faire un mérite de ce que l'autre lui reprochait. C'est ainsi que Ladislas Szalay, un des meilleurs historiens hongrois du XIXe siècle, jugea nécessaire d'insérer soigneusement dans son texte les paroles de Palacky et d'ajouter : « La civilisation européenne doit savoir gré au peuple hongrois d'avoir empêché la formation de cet empire. »

Dans le même temps, Jean Maiorescu, contemporain roumain de Szalay et de Palacký, a présenté — devant le parlement de Francfort, en 1848, — une variante de cette thèse, en revendiquant pour le peuple roumain le rôle historique d'enclave séparatrice entre les Slaves.

Les deux historiens, aussi bien le Tchèque que le Hongrois, jouèrent leur rôle dans l'éveil du sentiment national et dans les événements de 1848 en Bohême et en Hongrie. Et il ne serait pas difficile de démontrer que tous les deux posèrent involontairement, au cours d'un examen historique, les questions politiques et nationales de leur époque. Or, ni l'un ni l'autre n'avaient raison au sujet de ce problème sur lequel l'accord était si parfait entre eux. Déjà un contemporain et compatriote de Szalay, l'écrivain philosophe Joseph Eötvös n'hésita point à déclarer, dans sa grande œuvre consacrée aux *Idées dominantes du XIXe siècle*, que l'établissement des Hongrois, selon toute probabilité, contribua à sauver les Slaves danubiens du danger d'être absorbés par les masses germaniques. Si l'on tient compte, dit-il, de l'immense expansion ethnique et politique qui, au profit de l'élément germanique, — *eiectis Slavis* — comme disent les documents de l'époque — repoussa bien loin à l'est de l'Elbe les Slaves dépourvus d'un front commun, force nous est d'admettre qu'une expansion analogue menaça l'existence des Slaves le long du Danube et que la Hongrie, même si elle domina sur certains Slaves, par sa résistance à la pression germanique contribua dans une certaine mesure à assurer l'existence des petits peuples danubiens.

Il va sans dire que, si tel a été le cours des événements, il n'a pas été le résultat d'une action politique consciente non plus que la prétendue séparation des éléments slaves. Et nous nous empressons de souligner que rien ne nous est plus étranger que de vouloir remplacer une théorie incertaine par une autre. Nous ne voulons tirer de ce qui précède qu'une seule leçon, savoir : combien de telles théories simplistes — dont le contraire peut être démontré par le même jeu logique — nous empêchent de considérer le passé historique dans sa grande diversité !

II

Cependant, nous ne devons pas oublier les faits de coopération que les attaques toujours renouvelées de l'impérialisme allemand ont rendus nécessaires de temps en temps parmi les peuples intéressés. En vérité, les re-

lations du bloc germanique avec ses voisins de l'est ne constituèrent pas une suite ininterrompue de conflits politiques. Il y eut aussi des époques relativement paisibles où les contacts d'ordre économique et intellectuel ne furent guère troublés par des velléités impérialistes. Les historiens tchèques, en premier lieu l'excellent Susta, ont souvent souligné le fait que si au moyen âge la Bohême est restée dans les cadres de l'empire romain-germanique, la conséquence n'en fut pas une dépendance d'une suprématie allemande, mais une série d'étroites connexions avec la civilisation chrétienne occidentale du moyen âge. Le chancelier de Charles IV de Luxembourg, empereur d'Allemagne et roi de Bohême, n'était-il pas à Prague ce Jean de Streda qui échangeait des lettres avec Pétrarque, dirigeait le premier cercle des humanistes en Bohême, joua un rôle dans le développement de la langue littéraire allemande et visita la cour de Louis d'Anjou, roi de Hongrie d'origine française?

Tout cela est incontestable. Mais que de fois les rapports du bloc germanique concentré, unifié sous une forme ou une autre, étaient caractérisés par des conflits, des velléités de conquête et, de la part de ses voisins de l'est, par des efforts de résistance ! Et au moment de ces crises, l'impérialisme allemand transformait en armes d'agression aussi bien les rapports économiques et intellectuels qui s'étaient noués pendant les périodes de paix que la force représentée par les colonies avancées vers l'est. Avant de conquérir politiquement ses voisins orientaux, la puissance germanique tâchait de s'emparer d'eux sur le plan moral : n'étaient-ce pas là des peuples inférieurs, incapables de mener une vie indépendante et de déployer une activité créatrice?

Ce ne fut pas à l'époque des guerres mondiales que le bloc germanique, concentré dans tel ou tel empire tendant à l'hégémonie, subjugua pour la première fois ses voisins de l'est. Les tentatives de ce genre allaient toujours de pair avec les grands conflits européens. Dès le XIe siècle ne retrouve-t-on pas des tendances similaires dans l'*Ostpolitik* des empereurs germaniques, qui n'hésitèrent pas à se servir, entre autres armes, de celle que représente l'universalisme chrétien et à s'opposer en même temps au véritable représentant de cet universalisme,

le Pape? L'Allemand Thietmar fait presque des reproches au jeune empereur Othon III d'avoir interrompu cette politique, parce que «*Roma ei placeret.*» Il suffit de mentionner encore à ce sujet les rapports noués entre saint Ladislas, roi de Hongrie, et Grégoire VII contre Henri IV, et l'indignation profonde, exprimée par Othon de Freisingen, au milieu du siècle suivant, de ce que Dieu donna la Hongrie, ce coin de paradis, à un *tel* peuple. L'essor de la Bohême, de la Hongrie et de la Pologne, au XIVe siècle, fut seulement possible parce que l'empire avait perdu le grand jeu, son unité ayant été minée par les forces féodales centrifuges.

Au XVIe et au XVIIe siècle, le grand conflit revêtit un aspect nouveau. A cette époque, la France était aux prises avec les Habsbourgs, maîtres de l'Europe centrale. A l'est, l'année fatale 1526 fit tomber aux mains des Habsbourgs la Bohême et la Hongrie. Et lorsque, au début du XVIIe siècle, ces peuples voulurent se libérer de l'absolutisme impérial, la Transylvanie, partie orientale de la Hongrie historique, se rangea aux côtés de la Bohême, soulevée contre l'oppression. Dans le grand conflit international de la guerre de Trente ans, l'empire germanique allait subir une seconde défaite ; la paix de Westphalie, en 1648, le transforma en un amas inerte de provinces. On n'en laissa pas moins à la cour de Vienne une main libre vers l'est : et cette oppression qui ne tarda pas à s'appesantir, provoqua en dernière analyse le soulèvement et, en Hongrie, l'échec de François II Rákóczi et opéra la germanisation forcée de la Bohême qui ne renaîtra que grâce aux grands efforts nationaux du XIXe et du XXe siècle.

Vue sous l'angle de ce grand problème commun, la théorie relative à l'antagonisme « *naturel* » entre les peuples danubiens donne lieu à des doutes encore plus sérieusement fondés. Il est temps, nous semble-t-il, de soumettre à une révision sévère les opinions en cours concernant l'évolution historique, politique, sociale et économique des peuples danubiens et les rapports existant entre eux. On a besoin de méthodes nouvelles, d'études approfondies et objectives, pour dégager ce domaine de recherches des généralisations hâtives et des formules inspirées par les tendances de telle ou telle époque. Qu'il

nous soit permis de citer à ce propos ce que nous avons écrit dans la *Revue d'Histoire Comparée :* « Désireux de connaître et de faire connaître la vérité historique, nous devons lutter contre les préjugés nationalistes et impérialistes, qui mettent obstacle à une présentation sincère du passé réel des peuples danubiens. Slaves, Roumains et Hongrois vivent côte à côte dans cette région. L'histoire de chacun de ces peuples touche bien souvent à celle des peuples voisins, elle est même plus d'une fois intimement liée à celle-ci. Que de traits analogues dans leur évolution sociale, politique et intellectuelle ! »

Henri Pirenne avait bien raison d'insister sur le fait que les diverses histoires nationales sont souvent dominées par une conception trop « ethnocentrique ». Pour éviter cette erreur, si souvent commise à propos de l'histoire danubienne, il semble nécessaire d'appliquer à cette région la méthode comparative, préconisée par Pirenne. N'avons-nous pas besoin, au lieu d'une conception nationaliste de l'histoire, d'une étude comparée des nationalismes danubiens? Au lieu d'écrire l'histoire d'un point de vue nationaliste, nous devons analyser le nationalisme lui-même comme un produit de l'histoire d'un point de vue purement historique.

III

Comment le problème national et le problème international surgissent-ils au cours de l'histoire des peuples danubiens? Nous pouvons distinguer trois étapes principales de cette évolution. Le moyen âge, où tout ce qui peut être considéré comme national (et qui est d'un caractère essentiellement différent de celui des nationalismes modernes) et tout ce qui relève des problèmes internationaux, apparaît sous une forme déterminée par les conditions de la société féodale. Ensuite, l'époque des empires dynastiques, du XVIe au XVIIIe siècle, où les problèmes nationaux tout comme les problèmes internationaux sont subordonnés à la prédominance des grands empires supranationaux, dans l'orbite desquels les peuples danubiens eux aussi ont été englobés. Et enfin, la période moderne du XIXe siècle jusqu'à nos jours où

les nationalismes s'affirment et atteignent avec plus ou moins de succès, les uns après les autres, leurs buts politiques. A cette époque, le problème national et le problème international s'imposent, tous les deux, sous des formes déterminées par l'essor industriel, par le libéralisme et par le développement des classes moyennes et de la bourgeoisie.

L'éveil du nationalisme au début du XIXe siècle a trouvé les peuples danubiens dans les édifices des empires supranationaux où le destin les avait jetés. Le Congrès de Vienne de 1815, appelé à réorganiser l'Europe, n'a connu qu'un empire autrichien, il a ignoré l'existence des nations danubiennes.

Or, les mouvements nationaux qui ne tardèrent plus à se manifester avec une force sans cesse accrue au cours des années qui suivirent le Congrès, ont fait preuve d'une telle recrudescence de forces qu'en renversant le statu quo des anciens empires supranationaux, ils ont modifié profondément l'aspect du problème. Deux facteurs différents s'offrent ici à nos considérations: d'abord, les changements sociaux et économiques, survenus à l'intérieur de l'empire autrichien et qui poussèrent lentement certaines classes sociales vers des tendances nouvelles. D'autre part, il est naturel que les forces sociales qui devaient et voulaient être libérées des entraves d'un féodalisme anachronique, se soient tournées toutes vers l'idéal de l'État national, dont la France, après 1789, a offert à l'Europe l'exemple le plus éloquent. Or, inutile de dire que, dans la région danubienne, la réalisation de cet idéal se heurtait à des difficultés bien plus graves qu'en Occident. Voici les principales :

1 — Du point de vue politique, les peuples danubiens ne constituaient pas des États indépendants et homogènes, comme l'était celui qui avait été préparé en France par l'ancien régime et développé ensuite par la Révolution. Au lieu de préparer, pour les peuples danubiens, des administrations nationales centralisées, l'absolutisme des Habsbourgs avait essayé de détruire les restes encore existants des diverses autonomies nationales.

2 — Sur le plan ethnique, les difficultés n'étaient pas moindres. L'État français ne connaissait qu'une

nation et qu'une langue officielle : le français. Dans la région du Danube, les invasions, les fréquentes dévastations et les colonisations avaient rendu la répartition des divers éléments ethniques particulièrement complexe. Il s'ensuivit que les frontières historiques et politiques ne correspondaient plus aux frontières linguistiques et nationales. Souvent il était impossible de tracer des frontières ethniques ; elles s'étaient enchevêtrées d'une manière presque inextricable. Nombreuses étaient les régions où la population des villages parlait au moins deux ou trois langues. Outre leur symbiose qu'on pourrait qualifier d'« horizontale », ces nationalités se divisaient encore en plusieurs couches sociales superposées ; pour les représenter, il faudrait des cartes non pas de deux, mais de trois dimensions. Il est même arrivé que les diverses branches d'une même famille appartenaient chacune à une nationalité différente. Ainsi Louis Kossuth, qui descendait d'une famille de la petite noblesse de la Haute-Hongrie, donna, en sa qualité de chef du gouvernement national et révolutionnaire de la Hongrie en 1849, l'ordre d'arrêter un autre Louis Kossuth qui, partisan du mouvement national slovaque, collaborait avec le régime impérial de Vienne. Bien des régions, bien des localités, bien des familles et même bien des personnes pouvaient être réclamées à la fois par deux ou trois nationalités.

3 — Tout cela s'expliquait, en dernière analyse, par le fait que les conditions *sociales* et *économiques* des peuples danubiens étaient, à des degrés variables, beaucoup plus arriérées que celles des peuples occidentaux à la même époque. En France, c'est la bourgeoisie qui mit fin à l'ancien régime au nom de la nation, de la liberté et de l'égalité. Dans l'Europe centre-orientale, les méthodes moyenâgeuses de la production, les privilèges nobiliaires et les contraintes traditionnelles pesant sur la paysannerie survivaient encore, en grande partie, au début du XIXe siècle. En Occident, le nationalisme a été créé par la bourgeoisie; dans la région danubienne, par contre, ce sont les mouvements nationaux qui contribuèrent à hâter l'éclosion des nouvelles classes bourgeoises. Ce sont les intellectuels issus de la petite noblesse appauvrie qui, en Hongrie, mènent la révolution de 1848, ce sont eux

qui cherchent des appuis dans les rangs clairsemés de la bourgeoisie et dans les masses à peine émancipées des paysans. Et nous ne devons pas oublier que chez aucun des peuples danubiens il n'y avait une société qu'on aurait pu qualifier de complète dans le sens contemporain du terme : ou plus précisément, certaines classes sociales manquantes étaient souvent remplacées par une classe étrangère. C'est ainsi que la bourgeoisie était un peu partout d'origine allemande et que, dans beaucoup de cas, la paysannerie et les classes dirigeantes n'appartenaient pas à la même nationalité.

4 — Toutes ces limitations entraînèrent nécessairement certaines conséquences d'ordre psychologique. Les écrivains, poètes et historiens de ces nations naissantes ou renaissantes, s'ils fixent les visions d'un avenir meilleur, sont également hantés par les souvenirs des échecs historiques du passé. En examinant l'évolution des peuples danubiens, Eisenmann distingua avec beaucoup de finesse, dans les nationalismes danubiens, cette « angoisse du titre à la vie par ce conflit de l'instinct vital et de la conscience morale » qui, au moment des victoires et des succès transitoires, est trop disposée à céder pour un temps à l'optimisme et aux illusions exagérées. « Chez les Tchèques, chez les Slovaques, écrit-il, et aussi chez les Magyars qui sont pourtant placés dans des conditions bien différentes, ce souci plane sur le berceau de la renaissance nationale... et quand la froide raison, le calcul du nombre, l'estimation des forces politiques semblent imposer la conclusion pessimiste, toujours retentit du plus profond de l'être national le cri de protestation, appel à la justice de Dieu ou de l'histoire, affirmation qu'un peuple qui a tenu sa place dans la civilisation et dans l'humanité, à un moment le défenseur de l'une ou le héraut de l'autre, ne doit pas, ne peut pas périr. »

Plus les peuples danubiens étaient dépourvus des conditions politiques, économiques ou autres, nécessaires à la constitution du nouvel État national, plus étaient profondes les transformations, les crises qu'ils étaient obligés de traverser avant d'atteindre leurs buts nationaux. Cependant, les obstacles les plus ardus ne pouvaient empêcher, chez les petits peuples danubiens, l'épanouissement des nationalismes, au fur et à mesure de l'évo-

lution sociale, sans égard au statu quo historique ni au fait que la nationalité en question avait ou n'avait pas une existence politique indépendante au cours du moyen âge. Le nationalisme des peuples danubiens n'est point une conséquence des oppressions, des intrigues ou d'une politique du *divide et impera ;* il n'était lié ni à l'existence d'un État à part ni à l'existence d'un passé plus ou moins mémorable. Il faisait nécessairement son apparition dès que la classe moyenne d'un peuple avait acquis le degré de maturité lui permettant de développer d'abord la conscience nationale et de formuler ensuite ses exigences politiques.

Toutes les nations danubiennes ont passé par ces deux phases historiques, même si l'allure de leur évolution n' était pas la même. Tout d'abord, elles s'efforçaient d'acquérir les moyens culturels indispensables pour approfondir et propager la conscience nationale : la littérature, la linguistique et l'historiographie qui remplissent ce rôle dans l'éveil national. Ce sont les instruments qui servent à retrouver, surtout dans le passé, les facteurs exaltant l'orgueil national et consolidant la confiance dans l'avenir. C'est ainsi que le poète hongrois Vörösmarty évoque en couleurs éclatantes les victoires de la conquête hongroise et le moyen âge glorieux, au même moment où le poète slovaque Kollar offre à ses compatriotes dans le Slavisme un tonique littéraire et sentimental de même caractère et où leurs contemporains parmi les écrivains roumains cherchaient à rattacher leur nation, à travers la nuit des siècles, à la grandeur de l'empire romain. A l'étape suivante, ces diverses manifestations culturelles, littéraires étaient suivies d'exigences d'ordre territorial et d'aspirations politiques, tendant à créer une série d'États nationaux. Toute cette évolution était bien entendu assez lente et variée. Mais ces États en germe se cachaient déjà dans le nationalisme naissant, comme les pépins de la pomme cachent le futur pommier qui poussera tout seul, à moins qu'il ne soit détruit par les forces de la nature. Chacun des nationalismes danubiens a suivi cette même direction, parallèlement avec les autres, les variations de rôles et d'attitudes étant déterminées de temps en temps par les données politiques, sociales et économiques des diverses nations. C'est en fonction de ces données que

chacune, de temps en temps, a fixé sa définition de l'idée de « nation ». A la définition classique française d'un Renan : « La nation, c'est une âme, un principe spirituel, » répondit de l'autre rive du Rhin le principe du Volkstum inventé, en l'absence d'un principe spirituel analogue, par l'Allemagne romantique, réactionnaire et divisée. Les peuples « historiques » de l'Europe centrale et orientale, les Hongrois, les Polonais et, pour un temps aussi, les Tchèques se proposaient, naturellement, de créer un nouvel État national dans le cadre de leur unité historique. D'autres ont fait valoir des formations historiques plus anciennes ou simplement les droits naturels des nations. Susta a démontré comment la Tchécoslovaquie, après 1918, a réalisé la combinaison de ces divers principes. Il est très difficile de trouver une définition absolue de la nation. Aucun nationalisme ne possède à priori un caractère historique ou de droit naturel, politique ou populaire. Chacun choisit instinctivement l'argumentation qu'il peut utiliser pour remporter la victoire dans la lutte pour l'État national. De même, il n'est guère possible de prétendre qu'un nationalisme soit appelé à dominer ou à être opprimé. Il n'y a pas, parmi eux, de bons ou de méchants, de supérieurs ou d'inférieurs : ils ont tous des droits égaux, quels qu'aient été leur position et leur rôle à un moment donné et dans des circonstances données.

Cependant des nationalismes en évolution furent fatalement poussés, au cours du XIXe siècle, du fait même des défectuosités de leurs conditions, vers un double conflit. Ils luttèrent ainsi contre l'empire supranational pour leur liberté, et entre eux-mêmes pour la prédominance. L'histoire politique de la région danubienne au XIXe siècle a été déterminée par les combinaisons de ces deux conflits.

La dynastie et le gouvernement central de l'empire refusèrent au début de reconnaître ces nationalismes. Ensuite, jusqu'au milieu du XIXe siècle, ils essayèrent d'utiliser les mouvements nationaux de certains peuples danubiens contre le nationalisme hongrois, jugé le plus dangereux et le plus fort. C'est ce qui explique la politique de la cour de Vienne en 1848. Plus tard, en 1867, celle-ci s'allia avec les nationalismes qui lui paraissaient plus puissants, contre ceux qui alors n'étaient pas encore à même de déployer toutes leurs forces. Ce fut l'alliance des

Austro-Allemands, des Hongrois et en partie des Polonais, à l'époque du Compromis, en opposition aux autres mouvements nationaux. Au début du XXe siècle, les projets assez peu précisés de l'archiduc François Ferdinand montrent que sous la menace de l'effondrement des forces dynastiques supranationales, de nouvelles solutions ont dû être cherchées. En effet, les deux dates : 1815 et 1919, et les deux mesures de réorganisation européenne qui s'y rattachent, indiquent d'une manière significative le sens de l'évolution : en 1815, seul l'empire danubien existait, en 1919, il disparaissait pour céder la place aux nations danubiennes.

L'autre forme de conflit fut celle qui opposa, les uns aux autres, les nationalismes danubiens eux-mêmes. En bien des endroits, ce fut la nouvelle classe moyenne nationaliste qui mena la lutte, au nom des masses paysannes, contre une classe dirigeante d'origine allogène. L'évolution sociale elle aussi dut contribuer à l'issue victorieuse des luttes engagées. Ailleurs, il dépendait de la tournure qu'allaient prendre les jeux politiques, si, dans une région à population fortement mélangée, la classe moyenne de telle on telle nationalité devait prendre le dessus. Car il faut reconnaître en toute sincérité que tant qu'elle luttait contre une classe dirigeante allogène, la bourgeoisie nouvelle pouvait puiser dans l'arsenal des arguments en faveur des innocents opprimés et de la cause de la liberté ; mais, une fois la victoire acquise, cette même bourgeoisie n'était plus préoccupée que de consolider sa propre influence et de régner sur une étendue aussi vaste que possible. Nous voyons là le double visage des nouvelles classes nationalistes, tel que Joseph Eötvös, philosophe et écrivain hongrois, l'a déjà remarqué au milieu du siècle dernier : « Partout on réclame l'égalité des droits, tant qu'on ne l'a pas obtenue, partout on essaye de s'emparer du pouvoir, tant qu'on n'a pas de raison de se plaindre de l'oppression ». Et il ajoute : « Tous les mouvements nationaux ont le même point de départ et ils ont aussi le même but ». Et encore « Le fondement de tout mouvement national est le sentiment de la supériorité, son but est la domination ».

Ce n'est pas sans raison que la Hongrie du XIXe siècle se trouva au milieu des controverses : n'a-t-elle

pas représenté deux tendances différentes et mêmes contradictoires? D'un côté, elle servait de cadre politique au nationalisme hongrois dans la lutte engagée contre l'empire dynastique. En même temps, la Hongrie était elle-même un état historique et un État supranational, dans le cadre duquel vivaient, sous la domination d'une classe d'origine surtout nobiliaire, des masses paysannes appartenant à des nationalités différentes. Aussi ne pouvait-on s'étonner que les autres nationalismes eussent opposé leurs propres aspirations à celles des Hongrois visant la transformation de la Hongrie historique en un État national hongrois. L'histoire hongroise, durant cette époque, a été déterminée par ce conflit intérieur entre les idées de l'État historique et de l'État national.

Dans la première moitié du XIXe siècle, les discussions portaient sur les efforts des classes nationalistes hongroises pour introduire, à la place du latin, la langue hongroise comme langue officielle. Du côté hongrois, deux points de vue s'opposaient. Le premier était soutenu par les partisans des réformes modérées qui, avec Széchenyi, jugeaient dangereux d'engager la lutte sur deux fronts, contre l'empire et contre les nationalités. Széchenyi fut le premier qui consentit à limiter son propre nationalisme et conjura ses compatriotes de ne rien faire aux autres qu'ils ne voudraient accepter pour eux-mêmes. L'autre tendance, représentée par les intellectuels issus de la petite noblesse et conduits par Louis Kossuth, exigeait des réformes sociales; ses partisans avaient engagé la lutte contre le féodalisme et l'empire, mais en même temps ils se montraient plus intransigeants à l'égard des aspirations nationales des autres et jusqu' à 1849 ils leur opposèrent une fin de non recevoir absolue. A cette époque, Kossuth et ses partisans pensaient encore que les réformes libérales, l'émancipation des paysans et l'octroi des droits individuels auraient pour effet de résoudre, au profit des Hongrois, le problème des nationalités. En réalité, le libéralisme n'était fort qu'en Occident où la bourgeoisie nationale pouvait se sentir en sécurité et il se trouvait relégué au second plan aussitôt qu'un nationalisme était obligé de lutter encore pour ses propres droits. Cette idée de l'assimilation nationale par la réforme libérale ne pouvait être réalisée qu'au milieu d'éléments citadins isolés, derrière lesquels

ne se trouvait aucun solide bloc de paysans. Le grand conflit de 1848 l'a démontré clairement. Du point de vue historique, le fait que les nationalismes sláve et roumain ont pu être gagnés à la politique réactionnaire de la cour de Vienne en 1848 s'explique, en grande partie, par cette attitude du nationalisme hongrois. Les mouvements slave et roumain s'appuyant sur la paysannerie convergeaient vers les mêmes buts que la révolution hongroise, vers les buts communs de tous les nationalismes.

Cependant, ce furent justement les enseignements du grand conflit national de 1848 qui donnèrent naissance à une nouvelle forme du problème international. C'est au printemps de 1849 que Ladislas Teleki, délégué à Paris du gouvernement révolutionnaire hongrois, négociant avec les hommes politiques slaves et roumains, formula pour la première fois du côté hongrois la thèse suivante : Si l'Autriche est morte, la Hongrie de saint Étienne est morte elle aussi, et il ajouta : elle doit être remplacée par la confédération des peuples danubiens libres.

Dès ce moment, le problème international se manifesta sous deux formes. L'idée du fédéralisme était représentée au début surtout par les Tchèques qui, suivant l'enseignement de Palacký, préconisaient le maintien de l'Autriche pour parer la menace allemande, mais d'une Autriche adaptée aux exigences de l'émancipation slave. L'idée d'une confédération était soutenue surtout par les émigrants hongrois et notamment par Kossuth qui, ayant détrôné en 1849 la maison de Habsbourg, ne voulaient plus entendre parler de l'Autriche et qui, d'autre part, instruits par les enseignements de 1848, étaient disposés à tendre la main contre l'oppresseur commun aux autres peuples danubiens. Kossuth, lui, n'alla pas jusqu'à renoncer à l'unité politique de l'État historique ; c'est à l'intérieur de celui-ci qu'il voulait assurer une large autonomie locale aux diverses nationalités. L'idée de la confédération trouva également de nombreux partisans parmi les Roumains auxquels cette solution aurait permis de rapprocher la Transylvanie des deux principautés roumaines que les frontières de l'empire tenaient autrement séparées.

Les deux idées, fédéralisme aussi bien que confédération, ont dû leur naissance à la pression d'un problème

commun ; ces deux formes de solution comportaient une sorte de constitution commune pour les peuples intéressés. Les deux idées avaient encore un autre trait commun : elles se sont révélées, toutes les deux, irréalisables.

L'échec peut être ramené à deux raisons principales : l'une de politique intérieure, l'autre de politique étrangère. D'une part, les grandes puissances ont longtemps persisté à réclamer le maintien du *statu quo* et par là le maintien de l'Autriche. D'autre part, les nationalismes ne s'intéressaient à ces solutions qu'aussi longtemps qu'ils se trouvaient opprimés et qu'ils ne voyaient nul autre moyen d'arriver à leur but. Les mouvements nationaux s'étaient fixé comme objectif la création d'Etats nationaux souverains. Or, le fédéralisme aussi bien que la confédération étaient des solutions qui exigeaient de la part des parties intéressées un certain renoncement à la souveraineté et au pouvoir. Ce serait une illusion de croire qu'on renonce plus facilement à une chose que l'on a désirée de toute son âme, si on ne l'a pas encore possédée. Peut-être est-ce le contraire qui est vrai : on y renonce encore plus difficilement. Le nationalisme opprimé s'identifie avec les principes de la liberté et de l'égalité des droits ; une fois émancipé, il cède facilement à la tentation d'un nouvel impérialisme. Nous en avons un exemple frappant dans le changement qui caractérise la politique hongroise après le compromis de 1867. Avant cette date, tant que la Hongrie se trouvait sous le joug d'un absolutisme étranger, les émigrés, tels Kossuth ou Teleki, aussi bien que ceux qui sont restés ou retournés dans leur pays, et qui se montraient disposés à s'entendre avec l'Autriche, tous étaient d'accord pour admettre que la politique nationaliste d'avant 1848 avait été une grave erreur et que, sous une forme ou une autre, toute nationalité devait jouir de la possibilité de son libre développement dans le cadre de la patrie historique. Toutes ces leçons, admonitions et promesses furent emportées par le vent après 1867. Une fois sa position prédominante assurée, la classe dirigeante hongroise demeura sourde aux avertissements de Kossuth et d'Eötvös et employa tous les moyens pour transformer l'État historique en État national. Le fait que ces moyens, comme par exemple la magyarisation forcée de l'enseignement, devaient rester plus ou moins inopérants, illusoires, sans l'application de

sérieuses mesures économiques ou de colonisation, ne change rien à l'affaire. Le fait que la classe dirigeante exerça sa propre domination sur les paysanneries sans distinction de nationalité, ne modifie pas non plus les choses. Une fois de plus, la liberté se révéla une et indivisible : tant que le paysan hongrois n'obtenait pas plus de liberté, les paysans slaves ou roumains ne pouvaient non plus en espérer et vice versa. En 1919, l'Empire et l'État historique furent supprimés sur les nouvelles cartes géographiques. Les nationalismes danubiens obtinrent leurs nouveaux États nationaux. Ce furent alors les Hongrois qui commencèrent à se plaindre d'avoir échangé le rôle du marteau contre celui de l'enclume, puisque les nouvelles frontières étaient encore plus étroites que ne l'avaient été les limites ethniques des Hongrois (de langue magyare). Toutefois bien peu nombreux furent, parmi les critiques du nouvel ordre des choses, ceux qu'inspirait le désir sincère de la liberté et de l'égalité des droits pour tous. Le but final pour la classe dirigeante hongroise était de récupérer, sous une forme ou sous une autre, la plus grande partie possible du pouvoir perdu ; le résultat fut qu'elle se laissa entraîner, pendant une période particulièrement grave et critique de l'histoire, dans une voie qui la conduisit à sa perte.

IV

Il serait cependant injuste de ne considérer l'évolution des peuples danubiens que comme une suite dialectique des antagonismes nationaux caractérisée par un changement des rôles : le marteau qui assume le rôle de l'enclume et inversement. Il est hors de doute que la formation des nations danubiennes fut le résultat naturel et inévitable de l'évolution sociale. Les deux dates : 1815 et 1919, marquent clairement le caractère inéluctable de cette évolution. Il n'est plus question que de savoir comment, dans quelles variations des formes et des faits, ce développement s'est manifesté. L'évolution nationale a fait naître beaucoup de valeurs humaines, elle a jeté des bases sur lesquelles l'histoire peut bâtir et qui ne peuvent plus être démolies.

Nous sommes très loin de prétendre que chacune des manifestations du nationalisme marque un progrès social. Au contraire, l'emploi des formes extrêmes du nationalisme, les manifestations des mégalomanies nationales, y compris la doctrine hongroise de l'empire de saint Étienne, tous ces antagonismes surchauffés et entretenus par certaines classes anciennes ou récentes, loin de représenter l'idée du progrès dans l'histoire des peuples danubiens, étaient destinés bien souvent à en détourner l'attention. Dans l'évolution économique moderne, ces mœurs de vendetta des petites nations, leurs phobies, leurs rancunes, avaient pour effet de les isoler de leurs voisins et du monde extérieur ; elles étaient, en tout cas, une source de dangers et de souffrances. Quelquefois elles équivalaient à un véritable suicide.

Cependant, si ces phénomènes de nationalisme ont été les produits de l'évolution historique, dus aux facteurs sociaux, politiques, économiques et intellectuels d'une certaine époque, il semblerait naturel qu'avec le changement de ces facteurs, les phénomènes en question changeassent eux aussi. A moins d'adopter la métaphysique hégélienne, nous sommes obligés de considérer l'essor des États nationaux danubiens et l'ensemble de l'évolution nationale de ces peuples comme une époque, parmi d'autres, de l'histoire, et de distinguer en conséquence entre l'essence durable et les formes passagères. Or, dans son essence, le chemin qui conduisit du féodalisme supranational au nationalisme libéral fut celui du progrès social. Et, si nous découvrons des phénomènes qui semblent prouver le contraire, si certaines formes de nationalisme nous paraissent surannées ou mêmes dangereuses, cela prouve que probablement nous avons atteint un degré de l'évolution où les problèmes sociaux et internationaux présentent un tout autre aspect

Nous voici arrivés au point où l'historien, par le seul fait qu'il se propose de présenter le passé sous une forme exempte des préjugés traditionnels, s'engage dans une voie où il peut contribuer lui-même à la formation d'un nouvel esprit international. En effet, il doit se montrer disposé à soumettre à une critique impitoyable la présentation chauvine des faits, même si elle émane de ses compatriotes — je dirais surtout si elle provient de ceux-ci.

Il y a cent ans, écrivains et historiens tchèques, slovaques, hongrois, roumains et yougoslaves s'efforçant de réveiller leurs nations, tournaient souvent leur regard vers la France, modèle de l'État national. Aujourd'hui, les descendants spirituels de ces mêmes écrivains et historiens, inspirés par l'esprit de la coopération internationale doivent se rencontrer dans la conviction que seul un rapprochement intellectuel des peuples danubiens peut contribuer à établir une atmosphère de paix, de conciliation sincère. L'historien travaille sur le plan intellectuel, ses principes d'objectivité le gardent attaché au domaine de la recherche pure. Cependant, par la lutte même qu'il mène contre les préjugés invétérés, il aide à pénétrer dans les réalités du passé sans la connaissance desquelles il est impossible de comprendre et d'interpréter les réalités des temps présents.

DOMINIQUE KOSÁRY

LES DÉBUTS DU CAPITALISME EN HONGRIE 1200—1350

Les représentants du capital bourgeois ont paru dans la société hongroise dès le XIe et le XIIe siècle. Ils étaient sans exception des étrangers. Sous ce rapport il convient de mentionner en premier lieu les Ismaélites (Arabes mahométans, Bulgares du Volga, Khazars), en second lieu les « Latins » (c'est-à-dire surtout les Italiens, auprès de qui les Wallons semblent n'avoir joué qu'un rôle secondaire) et en dernier lieu les Juifs. Ces capitalistes — autant de « figures antédiluviennes » de leur classe sociale — représentaient aussi bien le capital commercial que le capital usuraire. Dans leur activite, ces distinctions s'effaçaient : ils partageaient leur temps entre le commerce et les prêts en espèces et, en outre, ils prenaient parfois à bail certaines sources de revenus de l'État. Quant à leur intervention dans le système économique traditionnel, basé sur l'économie naturelle, elle était rare et de peu d'importance.

Dès la fin du XIIe siècle, parallèlement à l'accroissement des forces productrices, la production des marchandises et l'économie basée sur l'argent prirent plus d'étendue, ce qui ne manqua pas d'élargir la sphère d'action du capital bourgeois. Déjà on était au seuil de la période nouvelle, caractérisée par la désagrégation progressive de l'économie naturelle. Cette période pendant laquelle le système économique déclinant, c'est-à-dire l'économie naturelle ne cessa de prédominer, paraît avoir duré jusqu'au milieu du XIVe siècle. Les débuts

des villes industrielles remontent à la même époque, à partir de laquelle la production des marchandises devint de plus en plus considérable et influença d'une manière essentielle la vie économique.

Pendant la période qui nous occupe, les capitalistes étaient toujours des étrangers. Quant aux caractères ethniques qui les distinguent, il est établi que les Ismaélites jouèrent un rôle considérable même dans la première moitié du XIIIe siècle ; cependant, à cette époque, apparaissent déjà les premiers signes annonciateurs de leur déclin. Au XIVe siècle, on parle d'eux de plus en plus rarement ; n'oublions pas pourtant que Jacques « Saracène » (c'est-à-dire : Ismaélite), bourgeois de Bude, était preneur à bail des revenus du fisc au temps de Charles-Robert (1308—1342) et que, même à l'époque de Louis le Grand (1342—1382), on voit sur les monnaies de Bude des signes ouïgours et mongols qui témoignent de la participation des Ismaélites aux travaux de la Monnaie, c'est-à-dire de leur activité comme preneurs à bail. Peu après, on perd leur trace. Leur déclin doit sans doute être attribué à l'expansion mongole : selon toute probabilité, celle-ci avait ruiné leurs réservoirs ethniques. Ceux qui ne quittèrent pas le pays, finirent par s'assimiler à la classe féodale des seigneurs hongrois, de même que leurs coreligionnaires de condition inférieure s'assimilèrent à la paysannerie hongroise.

Dès le XIIIe siècle, les Ismaélites se virent contraints de céder la place aux Juifs que favorisait, dans l'Europe centrale, l'affermissement de l'économie basée sur l'argent. La Chronique de Doubnitz présente Teka, un preneur à bail juif du fisc, dont le père avait reçu du roi un domaine, comme l'administrateur plénipotentiaires des finances d'André II, au commencement du XIIIe siècle. Au temps de Béla IV, vers le milieu du même siècle, on peut attribuer un rôle analogue à Henouk qui, avec ses fils, retenait en gage les dépendances du château royal de Komárom. Le rôle des Juifs, en tant que preneurs à bail, et plus particulièrement leur participation aux travaux de la monnaie, sont attestés par les lettres hébraïques gravées sur les monnaies de Béla IV et de son successeur d'Étienne V. Même plus tard l'activité des capitalistes juifs gardera une certaine

importance ; néanmoins, à partir du XIVe siècle, ils cessent de figurer parmi les preneurs à bail du fisc.

Quant aux capitalistes italiens, ils sont nombreux parmi les bourgeois de la ville d'Esztergom, où on les mentionne souvent au cours du XIIIe siècle : tel l'Italien Archinus, preneur à bail du fisc et maire d'Esztergom vers le milieu du siècle ; tel le marchand Thomas Pinguis, le bourgeois le plus riche de la ville vers la fin du siècle, et « ser » Godynus dont le nom nous a conservé la forme abrégée de l'italien « messer ». Au XIVe siècle, parallèlement à l'essor vigoureux du capitalisme italien, ces bourgeois italiens devinrent, en Hongrie comme ailleurs, les principaux représentants du capitalisme.

Un nouvel élément ethnique de la classe capitaliste fut fourni par les Allemands : leur importance doit avoir été considérable dès la seconde moitié du XIIIe siècle, car c'est alors que parut sur la scène Walter, maire de Bude et preneur à bail du fisc, qui, ayant payé au roi les dettes de Henouk, acquit les dépendances du château de Komárom. A partir de la même époque, on rencontre aussi quelques capitalistes allemands parmi les propriétaires de mines. Leur apparition s'explique, d'une part, par l'immigration massive — depuis le milieu du XIIe siècle — des colons allemands sur le territoire de la Hongrie, d'autre part, par le resserrement des relations économiques hungaro-allemandes.

Les trois formes sous lesquelles le capital bourgeois se présentait à cette époque étaient, comme nous venons de le voir, le capital commercial, le capital usuraire et le capital des preneurs à bail du fisc. Dès le XIIIe siècle, le troisième l'emporte sur les deux autres ; en outre, on voit paraître le capital sous sa forme achevée, à savoir le capital industriel qui exploitait déja la main d'œuvre directement dans la production. Néanmoins, à cette époque et même pendant les périodes qui suivirent, le capital industriel ne trouva d'emploi que dans l'exploitation des mines et dans la métallurgie, branche industrielle étroitement liée à la première.

Le rendement du capital était considérable, surtout pour le prêt sur gage *immobilier*, un des plus sûrs placements. Pour acquitter les intérêts de l'emprunt, le débiteur cédait au créancier les revenus du domaine mis en gage.

Le créancier prenait possession de ce dernier, s'assurant ainsi aussi bien le capital que les intérêts. En cas de non-payement, le domaine devenait la propriété du créancier.

Au XIIIe siècle les prêts sur gage immobilier se montaient à un cinquième ou à un huitième de la valeur du domaine mis en gage ; sur un domaine d'une valeur de 1000 marks, on accordait un prêt de 125 à 200 marks. Étant donné que la valeur du domaine impliquait d'habitude la capitalisation de 10 % des revenus, on retenait pour les intérêts une partie importante des revenus (dans le cas précité, 100 marks) et par conséquent l'intérêt était calculé à un taux très élevé (dans l'exemple précité, il se chiffrait à 50, voire à 80 %). Au surplus, en cas de non-payement, le créancier s'emparait du domaine, ce qui veut dire qu'il encaissait 5 ou 8 fois la valeur du capital investi dans le prêt.

Pour mettre fin à cette usure, on introduisit dans les contrats de ce genre, vers la fin du XIIIe siècle, une clause en vertu de laquelle le créancier ne pouvait exiger à l'échéance du débiteur insolvable que le double de la somme prêtée. Dans ce cas, le domaine n'assurait au créancier que 2 fois ½ la valeur du capital investi.[1]

Pour les prêts sur gage *mobilier*, le taux de l'intérêt était encore plus élevé. Un privilège accordé aux Juifs par Frédéric, prince d'Autriche en 1244, et qui servit de modèle au privilège analogue octroyé un peu plus tard aux Juifs de Hongrie (1251), fixait le taux des prêts de ce genre à 170 % par an.

L'excellent rendement du capital commercial, si étroitement lié au capital usuraire, ressort aussi du fait que les capitalistes urbains pouvaient souvent acquérir des propriétés terriennes considérables. La somme la plus élevée qui est indiquée pour ces affaires immobilières se monte à 800 marks, soit 150 kg d'argent : c'est à ce prix que Walter, le susdit maire de Bude, racheta les dépendances de la forteresse de Komárom. C'est dans

[1] En Allemagne où les conditions économiques et les transactions de crédit étaient plus avancées, le taux de l'intérêt pour les affaires de ce genre ne dépassait pas 12 ½—25 % au XIIe siècle ; et les monastères cisterciens donnaient des prêts jusqu'à concurrence des $^2/_3$ de la valeur du domaine.

le commerce et dans l'usure que s'accumulait le capital destiné à être investi dans le bail des impôts.

Si l'on considère les chiffres absolus, c'est l'affermage de la perception des impôts qui assurait les revenus les plus importants.[1] Cette branche de l'activité capitaliste s'étendait alors non seulement à la plupart des revenus de l'État, mais encore aux revenus administratifs, ecclésiastiques et seigneuriaux.

Un des secteurs les plus importants des revenus de l'État que les capitalistes prenaient à bail était constitué par les revenus du fisc. Vers le milieu du XIVe siècle, ce bail s'étendait aux impôts fonciers *(portalis)*, à la redevance des mines *(urbura)* ainsi qu'au monopole des métaux précieux et de la frappe de la monnaie. Le rapport brut des revenus du fisc pouvait être fixé à cette époque à une somme annuelle équivalant à 7300 kilos d'argent. En déduisant de cette somme, pour les frais généraux, un montant équivalant à 1800 kilos d'argent, le rapport brut pouvait être évalué à une somme équivalant à 5.500 kilos. Il restait aux preneurs à bail, comme bénéfice net, la moitié, soit 2750 kilos d'argent.

Étant donné qu'à cette époque la Hongrie était divisée en 10 districts (« chambres ») fiscaux, le capitaliste qui prenait à bail les revenus d'un de ces districts, gagnait à cette affaire une moyenne de 275 kilos d'argent par an. Vu que cette quantité équivaut (en chiffres ronds) à 28 kilos d'or, le profit peut être évalué à 91.840 couronnes or ou à 106.400 pengœs or ; mais la valeur d'achat de ce chiffre équivaut à 1 million de pengœs or. Tout cela ne représentait que le profit d'une année. Si un capitaliste — qui pouvait encore avoir à bail d'autres revenus de l'État — prenait à bail les revenus du fisc pendant une longue série d'années, il encaissait un profit de plusieurs millions de pengœs or.

En ce qui concerne l'intervention du capitalisme dans l'exploitation des mines, voici certaines données dont on ne saurait contester la force probante :

[1] « En France, au cours du haut moyen âge, l'exacteur des redevances dues au seigneur féodal sera bientôt un homme d'affaires qui par des chantages et des escroqueries ne tardera pas à se transformer en capitaliste ... Déjà ici il appert que dans tous les domaines de la vie sociale la part du lion échoit à l'intermédiaire. » Marx, *Le Capital*, t. I.

En 1263 André Heincmann, maire de Besztercebánya (Banská Bystrica), obtint du roi une propriété terrienne. En 1268 Hensch, fils de Brendlinus, acheta de Rothó, avec d'autres propriétés terriennes, la moitié des mines d'argent de Radna pour la somme de 155 marks d'argent. En 1279 le même Hensch acheta pour 150 marks le domaine de Kendtelek (comitat de Doboka) appartenant au ban Laurent, fils du voïvode de Transylvanie. Á la même époque trois bourgeois de Selmec (Banská Stiavnica), à savoir Werner, Guillaume et Tormás obtinrent du roi trois villages pour 250 marks. En 1284 Hekoul, bourgeois de Gölnicbánya (Gelnica), reçut du roi entre Szepes (Spiš) et Jászó (Jasov) un domaine couvert de forêts pour y établir des colons. En 1331 un Florentin, nommé Étienne Marsilii, prêta une somme assez considérable à Jedinus von Olf, bourgeois de Selmec, qui donna en gage ses mines de Körmöc (Kremnica) d'une valeur estimée à 125 marks, ses moulins (servant au travail des métaux) et ses roues (élévatoires). Au milieu du XIVe siècle, Pierre Karl, bourgeois de Besztercebánya, possède — outre plusieurs autres parties de domaines — 4 villages et la moitié de 2 autres villages : c'est lui qui ouvre à Besztercebánya la galerie de Neustellen. En 1373, un bourgeois de Laun (Bohême) acquiert des lots de mine à Körmöc, appartenant à des bourgeois de Vienne. Selon une autre série de données, l'hôpital de Selmecbánya — qui servait aussi d'asile aux pauvres — avait été fondé en 1224. La fondation de l'hôpital de Besztercebánya remonte aux alentours de 1300. En 1275, le roi accorda sur les bénéfices des mines de Gölnicbánya 100 marks d'argent par an aux mineurs pauvres.

Que signifient ces données? Que veut dire le fait que les bourgeois des villes minières pouvaient acquérir des domaines? La première constatation qu'il convient de faire est que dans les villes minières il y avait des capitalistes qui faisaient des prêts sur des propriétés terriennes et qui acquéraient par là le droit de propriété des domaines engagés. D'une manière générale, les bourgeois acquéraient des domaines, après avoir avancé des prêts sur gage immobilier. Mais, étant donné qu'il s'agit de villes minières, il est à présumer qu'au moins une par-

tie de ces bourgeois ont été en relation avec l'exploitation des mines. Pour Hensch, dont il est fait mention au sujet des mines de Radna, et Pierre Karl, bourgeois de Besztercebánya, il est facile de préciser les relations de ces personnes avec l'industrie minière. Tous les deux étaient propriétaires de mines.

En allant plus loin dans nos déductions, nous pourrions admettre que les bourgeois des villes minières avaient amassé des capitaux par leur propre travail dans les mines. Ce qu'il serait plus difficile de s'imaginer, c'est que ces bourgeois, propriétaires de mines, aient pris — possédant déjà des propriétés terriennes — une part active à l'exploitation des mines. Ils établissaient des serfs dans leurs domaines récemment acquis et, comme ils possédaient un ou plusieurs villages, c'est-à-dire un territoire qui s'étendait sur des milliers d'arpents cadastraux, — à en juger d'après le prix, il faut considérer comme tel le domaine de Kendtelek — ils employaient dans leurs domaines une nombreuse main d'œuvre paysanne. Dans ces conditions, il serait inimaginable que, malgré leur richesse, les propriétaires eussent partagé le dur sort des mineurs.

Tout porte à croire qu'au lieu d'ouvriers mineurs, il s'agit de capitalistes qui faisaient travailler des ouviers dans leurs mines. C'est en tant que capitalistes qu'ils mettaient en gage les mines, comme nous le constatons dans le cas de Jedinus von Olff, bourgeois de Selmec, ou les vendaient, comme Rothó vendit les mines de Radna. Quelquefois on s'en servait pour placer des capitaux : c'est ce qu'on voit dans le cas des bourgeois de Bohême et de Vienne qui se rendirent acquéreurs des mines de Selmec. Au sujet de cette dernière donnée qui remonte à la seconde moitié du XIVe siècle, déjà la distance géographique suffit à démontrer qu'il ne pouvait être question de mineurs, mais uniquement de capitalistes.

D'autre part les hôpitaux qui servaient aussi d'asiles aux pauvres ainsi que le don accordé aux mineurs pauvres ont trait à des ouvriers mineurs salariés dont l'existence — précisément par suite du caractère salarié de leur emploi — n'était point assurée pour la vieillesse.

Comment ce capitalisme minier s'est-il développé? Pour reconstruire ce processus, il convient de tenir compte

des processus analogues à l'étranger, ainsi que de quelques rares données qui ont trait au territoire de la Hongrie.

Au début de l'évolution, on rencontre aussi bien dans l'exploitation des mines que dans les villages paysans, une organisation d'allure communiste, la propriété collective des travailleurs. De même que dans le cas du communisme agraire, l'organisation d'exploitation féodale s'est superposée à ce communisme minier. Le fait que les mines avaient constitué jadis une propriété collective, ressort nettement du code des règles juridiques de Selmec, rédigé au XIVe siècle. Selon le témoignage de ce précieux document, à l'origine le propriétaire des mines était la collectivité des mineurs, la « commune minière ». C'est elle qui partageait parmi les mineurs appartenant à cette collectivité les terrains miniersà exploiter. Quand un mineur renonçait à l'exploitation, il cédait sa mine à un autre travailleur. A Besztercebánya, même à la fin du XVe siècle, chaque bourgeois pouvait élever des prétentions sur les mines qui n'étaient pas exploitées depuis quinze jours.

En ce qui concerne l'exploitation féodale du travail des mineurs, elle peut être considérée comme assez modérée. Les mineurs professionnels étaient rares ; il y en avait si peu en Hongrie qu'il fallait les faire venir de l'étranger. D'autre part, les propriétaires des terrains miniers avaient besoin d'ouvriers mineurs. C'est pourquoi ils se contentaient de prélever, à titre de redevance, un dixième sur le total de la production d'or et un huitième sur l'argent et les autres métaux. Ces conditions assez favorables donnèrent un vigoureux essor à l'immigration en Hongrie des mineurs étrangers, dont les Allemands formaient la majorité.

Les ouvriers mineurs formaient des coopératives : par exemple 12 ouvriers de la « commune minière » s'alliaient pour exploiter une galerie, c'est-dire 6 fosses, de sorte que 2 ouvriers travaillaient dans chaque fosse. Dans ce cas, le rapport de la galerie était partagé de façon égale parmi les membres de la coopérative, même si le rendement du travail des mineurs variait d'une fosse à l'autre.

La situation changea le jour où les membres plus fortunés, c'est-à-dire ceux qui étaient tombés sur un

riche filon, proclamèrent le principe de la répartition inégale du rapport, suivant les proportions du rendement du travail. Grâce à cette innovation qui allait de pair avec le caractère modéré de l'exploitation féodale, certains membres des coopératives avaient le moyen de se distinguer par leur richesse ; et les mineurs pauvres, pour qui la répartition inégale du gain équivalait souvent à la misère noire, finissaient par renoncer à l'exploitation, à laquelle la « commune minière » les avait admis. Les autorisations rendues par ces mineurs pauvres passaient d'habitude aux mains des membres riches de la coopérative qui engageaient leurs compagnons d'hier comme ouvriers salariés.

Cette période de l'évolution correspond aux conditions de l'artisanat. Á côté des ouvriers, même les patrons prenaient une part active au travail producteur. Dans la période suivante, le patron remplaçait sa participation active par celle d'un ouvrier salarié immigré qui, n'appartenant pas à la population de la « commune minière », ne pouvait obtenir l'autorisation d'exploiter une mine. Ainsi le patron se détachait du processus du travail producteur et se transformait en capitaliste exploiteur : dans certains cas, il continuait à diriger personnellement les travaux ; mais, en d'autres cas, il chargeait de la surveillance et de la direction des travaux soit un autre capitaliste-copropriétaire, soit un surveillant engagé à cet effet, afin de pouvoir réserver son activité au commerce, au prêt de ses capitaux et à l'administration de biens immobiliers acquis. Dans ce dernier cas, son autorisation d'exploitation minière, sa « part d'intérêt » n'était qu'un titre pour l'appropriation du travail des ouvriers mineurs salariés.

Plus tard, les capitalistes qui voulaient disposer librement de leur fortune consistant en mines, réalisèrent la mobilisation de leur «part d'intérêt». Dès lors ils avaient la faculté de mettre en gage, vendre et transmettre par héritage la propriété minière. Grâce à ce processus même, des personnes qui n'avaient rien à voir avec l'exploitation des mines, pouvaient s'y associer, notamment des capitalistes qui accordaient des prêts et qui finissaient par acquérir les propriétés engagées, des bourgeois — hongrois ou étrangers — qui cherchaient à placer

leurs capitaux et des seigneurs nobles, comme au XIVe siècle à Besztercebánya les Ivánka et la famille des Balassa.

Ces changements successifs modifièrent profondément la nature même de la « commune minière » et de la coopérative des mineurs. Tandis qu'à l'origine il était question de la collectivité publique des ouvriers mineurs et de la coopérative des travailleurs, on avait maintenant affaire à des corporations privilégiées de bourgeois capitalistes, voire de seigneurs nobles qui faisaient travailler des mineurs salariés, aux entreprises collectives des capitalistes. Quant à l'évolution ultérieure, elle ne fut que la conséquence des nécessités techniques et financières de l'exploitation minière. Plus l'exploitation pénétrait au fond du sous-sol, plus il était nécessaire de construire des installations appropriées pour le drainage et l'aérage. Ces installations étaient si coûteuses que seuls les membres riches des coopératives pouvaient mettre les capitaux nécessaires à la disposition de la communauté ; les moins riches se voyaient donc contraints de céder leur part sociale à leurs compagnons plus fortunés. La conséquence en fut une sorte de centralisation des capitaux à l'intérieur des coopératives, d'abord jusqu'à une limite supérieure préétablie des parts sociales qui pouvaient s'amasser dans les mains d'une seule personne, ensuite — après l'abolition de ce maximum — sans aucune restriction juridique.

Comme il ressort des données historiques, en Hongrie le capitalisme minier, après ses débuts dans la seconde moitié du XIIIe siècle, arriva vers le milieu du siècle suivant à l'étape que nous venons de décrire. Dans le domaine de l'industrie minière, de même que dans celui des rapports producteurs des serfs (comp. l'affranchissement des serfs attachés à la glèbe), l'évolution hongroise allait de pair avec l'évolution dans l'Europe occidentale. Même en Occident le capitalisme minier ne s'est constitué qu'aux XIIIe et XIVe siècles.

D'où ce parallélisme? Pour l'expliquer, il ne suffit pas de tenir compte du fait que la Hongrie importait l'industrie minière des pays plus développés de l'Occident et que, par conséquent, elle leur pouvait emprunter aussi les conditions capitalistes de l'exploitation

des mines. Les débuts de l'industrie minière remontent en Hongrie au milieu du XIIe siècle, c'est-à-dire à une époque où même en Occident le capitalisme minier était totalement inconnu. Parlant des mines de Radna, le chroniqueur Rogerius en fait mention en 1242 comme d'une multitude « innombrable », et l'industrie minière de Selmec était également assez développée dès la première moitié du XIIIe siècle. D'autre part, le code des règles juridiques de Selmec montre avec une netteté remarquable les origines d'allure communiste de l'industrie minière hongroise. Somme toute, l'explication doit être cherchée plutôt dans les conditions géologiques particulières des mines de Hongrie qui ont grandement contribué à accélérer l'évolution capitaliste de l'industrie minière.

Quant au développement de la production des marchandises, il ne cessait de multiplier les possibilités de l'accumulation de capitaux dans les mains des bourgeois. Toutefois, ces possibilités n'ont pu être toujours réalisées et il arrivait qu'elles ne servaient point les intérêts de l'accumulation bourgeoise de capitaux ; même au cas où cette accumulation se produisait, les principaux usufruitiers n'étaient pas les capitalistes de Hongrie, mais ceux de l'étranger.

Vu l'insécurité de droit dans le système féodal, les entreprises des capitalistes comportaient des risques considérables. Pour diminuer ces risques, il fallait que les capitalistes fussent soutenus par le pouvoir politique. Or, étant donné que précisément les capitalistes juifs ne pouvaient s'appuyer que dans une faible mesure sur l'appui du pouvoir politique, leurs risques étaient incontestablement les plus grands et c'est pourquoi le taux des prêts accordés par les Juifs devait être si élevé. Sous ce rapport, il suffit de rappeler quelques faits caractéristiques. Á un moment donné, Teka et Hénouk, les plus riches capitalistes juifs, se virent contraints de liquider leurs baux avec l'État au prix de la perte de leurs propriétés acquises. En 1232, Teka fut obligé de vendre le village de Bessenyő que son père avait acquis, à Simon d'Aragonie pour 500 marks d'argent, afin de satisfaire aux exigences que l'État faisait valoir à son égard pour une affaire de bail. Hénouk dut céder le château de Ko-

márom avec ses dépendances à Walter, maire de Bude, qui, à son tour, s'engagea à payer les 800 marks d'argent que l'État exigeait du vendeur pour un affermage des douanes. Étant donné que les affermages des impôts et des douanes étaient d'habitude des affaires très rémunératrices, ces ventes forcées ne peuvent s'expliquer que d'une seule manière : l'État formulait à l'égard de ces hommes d'affaires des réclamations illégitimes, en d'autres termes, il recourait au chantage. Dès qu'il en était question, le capital placé dans ces entreprises, au lieu d'augmenter, ne faisait que diminuer.

Même si le capital augmentait grâce à des placements dans diverses entreprises, une fois sorti de la circulation, il devait être considéré comme perdu pour la vie commerciale hongroise. En Hongrie, pays féodal éminemment agricole, le pouvoir, l'autorité et même le meilleur placement des biens matériels ne convergaient pas vers la propriété nobiliaire mais vers la propriété terrienne. Les capitalistes enrichis et surtout les plus riches n'avaient qu'une seule ambition : acheter autant de propriétés terriennes que possible et — après s'être retirés des affaires — s'assimiler à l'aristocratie féodale.

Le premier capitaliste hongrois qui nous soit nommément connu est l'Ismaélite Eteï : au début du XIIe siècle, il avait à bail aux environs de Nitra les revenus de l'État. Au cours du siècle suivant, le Notaire Anonyme le mentionne comme issu de la famille de Billa et Baks, « seigneurs d'une haute noblesse », ce qui veut dire qu'à cette époque ses descendants appartenaient déjà à la classe des seigneurs terriens. On peut attribuer une carrière analogue à une autre famille de capitalistes ismaélites dont un membre, Mizse, fut élevé en 1290 au rang de palatin. Quelques années après, Mizse réapparaît comme comte de Tolna et de Bodrog ; en 1294 le roi, désireux de lui reprendre le château de Szekcsö, use à son endroit des mêmes moyens par lesquels il tâche de brider les excès de pouvoir des grands seigneurs féodaux.

Il en fut de même pour une partie considérable des capitalistes juifs. Comme pour les Ismaélites, la première étape de leur assimilation à la classe des seigneurs était leur conversion au christianisme. En échange de cet acte, ils obtenaient une certaine somme

de l'Église. En 1231, le pape Grégoire IX invita les prélats hongrois à payer avec la régularité la plus rigoureuse les rentes viagères moyennant lesquelles ils avaient gagné des familles juives à la foi chrétienne. Dès la seconde moitié du XIIIe siècle, on rencontre déjà des seigneurs hongrois d'origine juive.[1]

En ce qui concerne les capitalistes allemands qui se rendirent également acquéreurs de domaines, plusieurs d'entre eux purent suivre la même route d'ascension sociale.[2]

Chez les capitalistes italiens, les carrières de ce genre étaient beaucoup plus rares. Fils d'un pays qui marchait à la tête de l'évolution capitaliste, ils avaient une conception si haute de la vie bourgeoise qu'ils la croyaient supérieure même à la vie aristocratique. Ils considéraient certainement leur séjour dans la Hongrie féodale comme transitoire.

Car les capitalistes ne venaient pas seulement de l'étranger : au cas où ils ne s'assimilaient pas à la noblesse, ils restaient des étrangers, c'est-à-dire ils ne s'établissaient pas à titre définitif dans le pays. Ce cas semble avoir été bien fréquent ; on pourrait aller jusqu'à dire que c'était même la règle. Après s'être enrichis, ils quittaient ce pays féodal pour rentrer dans un milieu bourgeois.

Plus d'un des capitalistes juifs était attaché par ses affaires à plusieurs pays, de sorte qu'on ne pourrait guère les considérer comme des Juifs de Hongrie, mais plutôt

[1] Tel fut, dans le comitat de Zala, Zsidó (c'est-à-dire « Juif »), fils de Zsidó de Villei qui, en 1271, pour s'acquitter de ses devoirs nobiliaires envers le roi, défendit la ville de Feketeváros, au bord du lac Fertő, contre Ottokár II, roi de Bohême, et fut blessé dans la bataille. Son frère, Étienne, qui était en 1280 trésorier de la reine, fut l'ancêtre de la famille des Csáky. En 1287 Jean, fils de Zsidó, combattait aux côtés de la reine et, parmi les grands propriétaires du XIVe siècle, nous rencontrons la famille des Zsidó, originaire du comitat de Vas.

[2] Rien n'empêche de le supposer dans le cas de Hensch, Allemand de Radna, qui en 1279 figure déjà comme « recteur » du château de Bude, c'est-à-dire comme titulaire d'un office féodal. La famille Kevély de Szelnice pouvait bien descendre d'André Heincmann, maire de Besztercebánya, puisque les descendants de ce maire obtinrent une donation royale à Szelnice. Au XIVe siècle une famille capitaliste de Bude, celle des Chracer, fit une carrière analogue. En 1350 Craterius est le preneur à bail des revenus du fisc pour le district (« chambre ») de Bude-Esztergom, en 1354 Rodolphe Cratzer joignit aux fonctions de comte de Zólyom celle de châtelain d'Árva.

comme des Juifs « austro-hongrois ». Il arrivait que les domaines de tel capitaliste se trouvaient dans la zone frontière austro-hongroise et que le propriétaire partageait son activité commerciale entre les deux pays limitrophes .Tel était le cas Teka ; c'est grâce à ses relations avec l'Autriche que celui-ci put se porter garant, en 1225, pour Léopold VI, prince d'Autriche, à l'égard de Jacques, évêque de Nitra jusqu'à concurrence de 2000 marks, somme fixée à titre de dédommagement.

D'une manière générale, les plus riches capitalistes juifs de cette époque étaient des personnes récemment immigrées, originaires d'Allemagne ou, à en croire le témoignage de leurs noms allemands, tout au moins les descendants de familles non magyarisées.[1]

Quant aux capitalistes italiens, les sources précisent assez souvent leur lieu d'origine : nous savons, par exemple, que Thomas Pinguiset Archinus venait de Venise et qu'Étienne de Marsili était originaire de Florence. Il est certain que, dans tous ces cas, il s'agissait de nouveaux venus : si ces familles avaient vécu depuis des générations en Hongrie, les chartes n'auraient pas mentionné leur lieu d'origine.

Au début du XIVe siècle, on rencontre à Pozsony (aujourd'hui Bratislava) un capitaliste nommé Hambachto. Il avait à bail les revenus du fisc ; il est possible qu'il ait eu aussi des relations analogues avec l'archevêque d'Esztergom. Au surplus, il remplissait les fonctions de percepteur de l'impôt papal. Il transmettait les sommes perçues à des capitalistes italiens qui avaient à bail les revenus du Saint-Siège, notamment aux maisons Peruzzi et Spini, ne retenant pour soi, « pour couvrir les frais », que 10% des sommes encaissées. Il convient d'ajouter que l'abbé de Pilis lui accorda un fief. Pour ce qui est de ses fils, nous savons qu'ils avaient vendu leur domaine de Hongrie et qu'ils possédaient à Vienne des immeubles de grande valeur. Le cas de Hambachto et de ses fils — l'activité commerciale et financière

[1] Les fils de Henouy s'appelaient Wezelmus, Oltmann, Neklinus, c'est-à-dire Wölfel (?) Altmann et Nikl. En 1281, Fredmann, preneur à bail de l'État et porteur d'un nom à consonance allemande, obtint de Ladislas IV, en échange d'un emprunt de 300 marks, les domaines de Guerle et de Segyarth.

d'une famille de capitalistes étrangers et l'abandon du pays — est un exemple typique du processus signalé par les sources du XIVe siècle pour une série de capitalistes allemands. Ceux-ci, après s'être enrichis à Pozsony, à Sopron, à Nagyszombat (aujourd'hui Trnava) ou à Bude, se retiraient d'habitude à Vienne.

L'afflux des capitalistes italiens allait de pair avec le départ des capitalistes allemands. Si l'on compare les données relatives à ces deux processus opposés, on finit par reconnaître la figure du capitaliste étranger, qui importe son capital dans le pays, l'y augmente et repart. Il ne s'agit donc pas uniquement du fait que les capitaux bourgeois amassés en Hongrie contribuaient surtout à l'augmentation de la force économique des pays étrangers. A côté de cette constatation, dont on ne peut nier la portée, il est un fait certain, c'est que les capitaux bourgeois qui jouaient un rôle essentiel dans la vie économique hongroise, provenaient, la plupart du temps, de l'étranger. En réalité, la Hongrie n'était qu'un terrain transitoire de la chasse au profit capitaliste.

Inutile de dire que cet état de choses n'était point dû à un simple jeu du hasard. Pour l'expliquer, il suffit de tenir compte du fait que le développement de la production de marchandises avait créé certaines possibilités pour l'accumulation de capitaux sans que ce pays arriéré pût offrir les fonds nécessaires à l'exploitation de ces possibilités. Il fallait donc faire venir d'ailleurs aussi bien les capitaux que les capitalistes : c'est pourquoi l'accumulation de capitaux favorisait surtout la vie financière de l'étranger. Somme toute, ces formes primitives de l'exploitation capitaliste équivalaient à une sorte d'exploitation internationale du pays.

Pour mieux réussir, on ne se contentait pas de l'activité des « capitalistes ambulants ». On recourait aussi à d'autres moyens pour s'approprier le travail des masses hongroises.

Quant au capital des marchands, il s'entassait rapidement surtout grâce au commerce extérieur qui, à l'encontre du commerce intérieur, offrait un « profit extra. » Par rapport à l'exportation des marchandises hongroises, ce profit était assuré par la différence qu'il y avait entre les prix de Hongrie, relativement très bas, et ceux des pays occidentaux. Dans ces conditions, les exporta-

teurs avaient le moyen d'acheter les marchandises aux bas prix de la Hongrie et de les vendre aux prix beaucoup plus élevés de l'étranger. En cas d'importation, le « profit extra » résultait de ce que la Hongrie n'aurait pu produire certaines marchandises d'importation qu'à des prix beaucoup plus élevés. Pour fabriquer des étoffes fines, il aurait fallu importer la laine brute d'Angleterre dont les frais de transport étaient plus élevés que ceux des produits finis. La différence dans les frais de transport se transformait ainsi en un surplus de bénéfice pour le négociant importateur.

L'exportation et l'importation étaient surtout aux mains de commerçants étrangers. Il est vrai que des négociants hongrois allaient souvent à Venise et à Cologne, mais ils ne pouvaient rivaliser avec les Italiens et les Allemands, principaux agents des relations commerciales hongroises avec les pays occidentaux. Seuls les commerçants étrangers disposaient des fonds nécessaires pour acheter les marchandises d'un prix élevé et pour couvrir les frais d'un transport à distance. Voilà pourquoi le profit et le « surplus-profit » du commerce extérieur hongrois favorisaient, dans l'immense majorité des cas, les intérêts des capitalistes étrangers.

D'une manière générale, le commerce extérieur du pays était étroitement lié à l'exploitation de la production hongroise : ce phénomène résultait de la différence qui distinguait les prix de Hongrie de ceux de l'étranger. En raison du bas niveau des prix, une certaine quantité de travail s'exprimait en Hongrie par une quantité d'argent relativement moindre que dans les pays occidentaux. Lorsque la Hongrie échangeait ses produits à des prix préétablis contre ceux de l'Occident, elle offrait toujours plus de travail effectué qu'elle n'en recevait. Il s'ensuit que l'étranger s'appropriait une partie du travail hongrois sans en payer la contre-valeur.

Les capitalistes étrangers s'appropriaient la production hongroise aussi au moyen des opérations d'emprunt ; dans ce domaine, ils comptaient sur des bénéfices usuraires. Le plus fameux exemple des opérations de ce genre fut l'entreprise de Charles Robert : pour monter sur le trône de la Hongrie, il dut recourir à l'appui des capitalistes étrangers.

Lorsque les Anjou parurent en Italie — dans la seconde moitié du XIIIe siècle — ils ne tardèrent pas à s'allier au parti des Guelfes, c'est-à-dire au parti de la bourgeoisie. Plusieurs d'entre eux nouèrent des relations étroites avec les Guelfes de Florence. A cette époque, la branche la plus importante de l'industrie florentine, savoir la draperie, était déjà en train de se transformer en une industrie domestique capitaliste. Les chefs des Guelfes florentins se recrutaient précisément parmi les capitalistes qui dirigeaient l'industrie de la laine. Ces derniers avaient accumulé au cours du XIIIe siècle, grâce au bail de l'impôt papal, des capitaux assez importants pour financer même l'ingérence des Anjou dans les affaires de Naples.

Après que cette dynastie française se fut emparée du trône de Naples , les capitalistes florentins accaparèrent au moyen de leurs baux la majeure partie des ressources du royaume, s'assurant ainsi un pouvoir économique presque illimité. D'autre part à cette infiltration capitaliste correspondait l'esprit mercantile des Anjou : Charles Ier, le fondateur de la dynastie, était le négociant le plus célèbre de son temps.

La lutte commencée pour la domination en Hongrie peut être considérée à juste titre comme une entreprise commune des Anjou et des capitalistes florentins. Les fonds nécessaires aux campagnes de Charles-Robert provenaient des emprunts accordés par plusieurs maisons florentines (Peruzzi, Bonaccursi, Bardo, etc.), auxquelles s'associaient des capitalistes vénitiens. Lorsque Charles-Robert réussit à s'emparer non seulement du trône, mais encore des ressources économiques de l'État hongrois, il ne manqua pas de rembourser ces emprunts avec de gros intérêts.

Nous avons encore connaissance d'autres emprunts accordés aux rois et aux seigneurs de la Hongrie par des capitalistes étrangers. Déjà la veuve de Ladislas IV avait reçu des emprunts de la maison Bardo de Florence à la fin du XIIIe siècle. En 1253, l'archevêque d'Esztergom reçut des capitalistes de Sienne un emprunt de 3500 marks. Même plus tard on entend parler d'emprunts italiens accordés aux grands propriétaires ecclésiastiques de la Hongrie. En 1267, ce sont encore des capitalistes de Sienne

qui offrent à l'évêque de Zagreb un emprunt de 564 marks. Près d'un siècle plus tard, en 1359, ce sera Étienne, un autre évêque de la même ville, qui s'endettera chez les capitalistes vénitiens. Au début du XIVe siècle, ces relations financières étaient déjà si fréquentes entre l'Italie et la Hongrie qu'à partir de 1308 la maison Spini de Florence eut un représentant permanent en Hongrie en la personne de François Bochetti.

Tout porte à croire que le profit de ces grosses affaires que l'affermage des impôts représentait à l'époque angevine, fut également écrémé par les capitalistes d'Italie. En ce qui concerne les preneurs à bail du fisc au temps de Charles-Robert (Frychko, Nicolas « de Zothmar » et Jean « de Agria »), nous savons qu'ils avaient des relations suivies avec la maison Bardo et les capitalistes vénitiens. Sans nul doute, c'est le bail des impôts et des revenus du fisc qui exigeait les capitaux les plus considérables. A défaut de tels capitaux en Hongrie, il fallait les chercher à l'étranger et ce n'était certainement pas un pur hasard si les preneurs à bail susmentionnés s'adressaient précisément à la maison Bardo et aux capitalistes vénitiens qui avaient financé les campagnes de Charles-Robert. Nous sommes amenés à considérer ces preneurs à bail comme les courtiers des capitalistes italiens : ils ne faisaient que placer les capitaux de ces derniers dans le bail du fisc hongrois. C'est également avec le profit de ces affaires que Charles-Robert payait de retour les grands capitalistes italiens qui l'avaient soutenu. En résumé, les bénéfices de ces bails, qui se chiffraient par plusieurs millions, disparaissaient dans la poche des capitalistes italiens.

Tous les profits des capitalistes, le profit commercial, le « profit extra », le profit usuraire, les gains assurés par l'affermage des impôts et le profit de l'industrie minière résultaient en dernière analyse de l'accaparement du travail des paysans, des artisans et des mineurs hongrois. Ce processus d'exploitation s'effectuait surtout au bénéfice du capital étranger soit directement, soit par l'entremise d'agents ou de représentants « ambulants ». L'évolution des formes capitalistes ou, en d'autre termes, l'évolution bourgeoise consistait pour la Hongrie avant tout à devenir tributaire des capita-

listes bourgeois de l'étranger : de même que le commerce extérieur impliquait une sorte d'imposition de la production hongroise. Quant à l'accumulation des capitaux, elle servait principalement les intérêts des bourgeois de l'étranger ; dans la plupart des cas, ce processus ne signifait nullement l'enrichissement des bourgeois hongrois.

Tout cela n'était qu'une conséquence fatale de la situation internationale de la Hongrie. L'évolution de la société hongroise était en retard sur l'évolution de l'Europe occidentale. Au Xe siècle, c'est-à-dire à une époque où les peuples d'Occident se composaient déjà de paysans établis à titre définitif, les Hongrois constituaient encore un peuple pasteur demi-nomade. Au XIIe siècle, lorsque le peuple hongrois se transforme en un peuple paysan fixé au sol, les peuples occidentaux arrivent déjà à l'époque de la civilisation urbaine. Aux XIIIe et XIVe siècles, période de la désagrégration des formes barbares du féodalisme hongrois, on voit fleurir en Occident les formes d'un féodalisme qui allait s'embourgeoisant. Inutile de dire que la Hongrie, au lieu d'être une entité isolée, était toujours exposée à l'influence des pays les plus avancés do l'Occident. Dans ces conditions, la supériorité économique de l'Occident se fit nécessairement sentir en Hongrie : elle se manifesta par l'appropriation d'une partie considérable du travail hongrois.

Par suite de ces contacts, le décalage, c'est-à-dire la différence de rythme des deux évolutions ne fit qu'augmenter. En Hongrie le développement normal se ralentit et finit par s'atrophier ; en Occident, par contre, il continua d'un rythme de plus en plus vif, puisque les pays d'Occident pouvaient aussi bénéficier des ressources économiques des États moins avancés. A partir de ce moment, nous nous trouvons en présence des phénomènes fondamentaux de l'évolution sociale hongroise, phénomènes qui, agissant de conserve avec d'autres facteurs subordonnés (conditions géographiques et climatiques, manque d'une base romaine de la civilisation), offrent l'explication des particularités qui distinguent si nettement l'évolution de la Hongrie de celle de l'Europe occidentale.[1]

ÉRIC MOLNÁR

[1] Sur la question du capital bourgeois v. B. Hóman, *A magyar városok az Árpádok korában* [Les villes hongroises à l'époque des rois de la dynastie d'Árpád]. Budapest, 1908 ; S. Dubnov, *A zsidóság története az ókortól napjainkig* [L'histoire du peuple juif depuis l'antiquité jusqu'à nos jours] Budapest, 1935 ; E. Mályusz, *A magyarság és a városi élet a középkorban* [Les Hongrois et la vie urbaine au moyen âge]. *Századok*, 1944 p. 32—36 ; A. Pleidell, *A Nyugatra irányuló magyar külkereskedelem a középkorban* [Le commerce extérieur hongrois avec l'Occident au moyen âge]. Budapest, 1925.

Sur l'exploitation minière cf. : G. Wenzel, *Magyarország bányászatának kritikai története* [L'histoire critique de l'exploitation minière de la Hongrie]. Budapest, 1880 ; A Ipolyi, *Besztercebánya város műveltségtörténeti vázlata* [Esquisse de l'histoire de la civilisation de la ville de Beszterce-bánya]. Budapest, 1874 ; A. Péch, *Alsó-Magyarország bányamívelésének története* [L'histoire de l'exploitation des mines de la Basse-Hongrie]. t. I—II, Budapest, 1884—87 ; F. Teutch, *Geschichte der Siebenbürgen Sachsen*, Hermannstadt, 1907 ; O. Paulinyi, *A középkori magyar réz termelésének gazdasági jelentősége* [L'importance économique de l'exploitation des mines de cuivre dans la Hongrie médiévale]. Budapest, 1933, Mélanges Károlyi.

Sur l'évolution de l'exploitation minière à l'étranger : M. Weber, *Wirtschaftsgeschichte*. München u. Leipzig, 1924 ; J. Kulischer, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*. Berlin u. München, 1929 ; H. Cunov, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte*.

Sur les rapports de la maison d'Anjou avec les capitalistes d'Italie : B.Hóman, *A magyar királyság pénzügyei és gazdaságpolitikája Károly Róbert korában* [Les finances et la politique économique du royaume de Hongrie à l'époque de Charles-Robert]. Budapest, 1921 ; D. Huszti, *Olasz-magyar kereskedelmi kapcsolatok a középkorban* [Relations commerciales hungaro-italiennes au moyen âge]. Budapest, 1940 ; D. Derchényi, *Nagy Lajos kora* [L'ère de Louis le Grand]. Budapest, s. a. (1940) ; I. Miskolczy, *Anjou-királyaink reformjai* [Les réiformes de nos rois de la maison d'Anjou]. *Századok*, 1932.

Données brutes sur les revenus du fisc cf. : B. Hóman, *A magyar királyság pénzügyei . . ., op. cit.* ; O. Paulinyi, *A magyar aranymonopólium jövedelme a középkorban* [Le revenu du monopole de l'or hongrois au moyen âge]. Mélanges. Domanovszky, Budapest, 1937 ;

Sur la question des crédits : E. Léderer, *A középkori pénzüzletek története Magyarországon 1000-től 1458-ig.* [Les opérations financières en Hongrie de l'an 1000 à l'an 1458]. Budapest, 1932 ;

Sur la question du commerce extérieur : A. Pleidel, *A nyugatra irányuló magyar külkereskedelem a középkorban* [Le commerce extérieur hongrois avec l'occident au moyen âge]. Budapest, 1925.

Sur le problème monétaire et la question des prix cf. : B. Hóman, *Magyar pénztörténet* [L'histoire de la monnaie hongroise]. Budapest, 1916

L'ÉGLISE ORIENTALE DANS LA HONGRIE DU XIe SIECLE

Les historiens ont accordé une attention toute spéciale à l'influence que l'Église orientale a eue dans la conversion du peuple hongrois à la foi chrétienne. Dans une série d'essais remarquables, ils se sont efforcés de démêler les fils qui avaient rattaché le christianisme hongrois, dès sa naissance, à l'Église orientale, et ils ont recueilli avec soin toutes les traces de l'Église orientale dans la vie de la chrétienté hongroise des premiers temps.[1] Dans les pages qui vont suivre,

[1] Cf. Gy. Papp, *A magyarság és a bizánci kereszténység kapcsolatának kezdetei* [Débuts des rapports entre le peuple hongrois et le christianisme byzantin]. Nyiregyháza, 1938 ; Gy. Moravcsik, *A honfoglalás előtti magyarság és a kereszténység* [Les Hongrois avant la conquête et le christianisme]. Szent István-Emlékkönyv, t. I. Budapest, 1938, p. 171—212 ; P. Váczy, *Magyarország kereszténysége a honfoglalás korában* [Le christianisme en Hongrie à l'époque de la conquête]. *Ibid.* t. I, p. 213—265 ; Gy. Moravcsik, *Görögnyelvű monostorok Szent István korában* [Monastères de langue grecque à l'époque de saint Étienne]. *Ibid.*, t. I, p. 387—422 ; F. Luttor, *Szent István egyházi kapcsolatai Rómával, Montecassinóval, Ravennával, Velencével, Jeruzsálemmel és Bizánccal* [Les rapports ecclésiastiques de saint Étienne avec Rome, le mont Cassin, Ravenne, Venise, Jérusalem et Byzance]. *Ibid.*, t. I. p. 422—446 ; Gy. Németh, *A magyar kereszténység kezdete* [Le commencement du christianisme hongrois]: *Budapesti Szemle* 256 (1940), p. 14—30 ; E. Ivánka, *Görög szertartás, görög szerzetesség és görög műveltség az árpádkori Magyarországban* [Liturgie, monachisme et civilisation grecs dans la Hongrie de l'époque des Arpadiens]: *Erdélyi Tudósító*, t. 20 (1941), p. 77—78 ; E. Ivánka, *Görög szertartás és magyarság a középkori Erdélyben* [La liturgie grecque et les Hongrois dans la Transylvanie du moyen âge]: *Erdélyi Tudósító*, t. 20 (1941), p. 100—101 ; P. Váczy, *Les racines byzantines du christianisme hongrois*: *Nouvelle Revue de Hongrie*, t. 34 (1941), p. 99—108 ; E. v. Ivánka, *Griechische Kirche und griechisches Mönchtum im mittelalterlichen Ungarn*: *Orientalia Christiana Periodica*, t. VIII. 1—2. (Roma, 1942), p. 183—194. Gy. Moravcsik, *Bizantine Cristinavity and the Magyars in the period of their migration* : *The American Slavic and East European Review* t. 5. (1946). p. 29—45.

je présenterai quelques nouvelles données qui ont échappé jusqu'ici à l'attention des historiens.

Basile II, empereur de Byzance (976—1025), après avoir battu et conquis le « premier empire bulgare », fit établir en 1019 et 1020 trois chartes réglant les rapports juridiques de l'archevêché bulgare d'Okhrida. En ce temps, l'archevêché pouvait se vanter déjà d'un grand passé. Il succédait, à vrai dire, à l'ancien archevêché Iustiniana Prima. La conquête de la patrie bulgare du Bas-Danube en 679—680 et les victoires subséquentes des Bulgares avaient libéré son territoire de la domination de l'empire de Byzance et de l'Église orientale. En 864, le khan Boris se convertit à Byzance au christianisme, et, par une décision du VIIIe concile œcuménique qui se tint à Constantinople en 870, la Bulgarie rentra de nouveau dans l'Église de Byzance et devint un archevêché, jouissant d'une certaine autonomie. L'activité des disciples de Cyrille et de Méthode, réfugiés en Bulgarie, développe le christianisme bulgare de caractère byzantino-slave. Dès 927, l'Église bulgare du tsar Pierre est reconnue par Byzance comme patriarcat. Ce patriarcat bulgare indépendant prend fin en 971, par suite de la victoire de Jean Ier Tzimiscès. Cet empereur conquit la Bulgarie orientale et l'annexa comme thème Paristrion à l'empire. Déjà, cependant, le tsar Samuel avait reconquis ce territoire et ressuscité le patriarcat bulgare, avec Okhrida comme centre. Basile II, après ses guerres sanglantes et sa victoire finale, dispose du sort de ce patriarcat bulgare par trois chartes, avec le tact politique supérieur dont il fit aussi preuve dans le règlement des affaires laïques de la Bulgarie.[1]

Le texte original de ces trois documents de Basile II ne nous a pas été conservé. Dans leur forme actuelle, leurs textes sont contenus dans une bulle d'or par laquelle l'empereur Michel VIII Paléologue avait confirmé, en 1272, les privilèges de l'archevêché d'Okhrida. L'exemplaire original de ce dernier document n'est pas parvenu jusqu'à nous, et seulement trois copies d'une date relativement récente sont connues :[2] 1) codex Constantinopolitanus sancti sepulcri n°? (XVIe siècle) ; 2) codex Sinaiticus 508 (976) (XVIe ou XVIIe siècle), découvert et copié par P. Uspenskij ; 3) codex de Gerasimos, archevêque d'Argos, qui ne contient cependant que la

[1] Cf. G. Ostrogorsky, *Geschichte des byzantinischen Staates*. München, 1941, p. 81—83, 160—165, 189, 208—209, 213, 220.

[2] V. H. Gelzer: Byzantinische Zeitschrift, t. 2 (1893), p. 41—42; F. Dölger, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches*, t. I, München u. Berlin, 1924, N°s 806—808 ; J. Ivanov, *Български старини изъ Македония*. Sofia, 1931,[2] p. 547—550 ; Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica*, t. I. Budapest, 1942, p. 114.

première moitié du premier document. La première édition fut publiée en 1855 par Ralles et Potles d'après ce troisième manuscrit ;[1] elle est donc incomplète. Le texte complet des trois chartes fut édité pour la première fois par E. Golubinskij, conformément à la copie de P. Uspenskij, d'après le codex Sinaiticus, dans une histoire des églises bulgare, serbe et roumaine.[2] Le texte des trois chartes du cod. Sin. 508 (976) même fut publié dans une édition critique par V. N. Beneševič.[3] Nous utilisons ici la plus récente édition du texte des trois chartes, publiée par J. Ivanov, en tenant compte des variantes du manuscrit de Constantinople.[4]

L'essentiel des trois chartes au point de vue de l'histoire et du droit ecclésiastiques est que l'empereur avait bien sanctionné le maintien du district ecclésiastique, mais avait transformé le patriarcat en archevêché. Il ressort également du contenu comparé des trois chartes ayant trait aux privilèges accordés à l'archevêché d'Okhrida que ce dernier était devenu un archevêché autocéphale : il fut soustrait à la compétence du patriarche de Constantinople et jouissait d'une certaine autonomie ecclésiastique à l'intérieur du territoire de l'empire romain oriental, de même que l'archevêché de Chypre.[5] Au point de vue de la géographie historique du moyen âge, l'importance de ces trois chartes consiste en ce qu'elles énumèrent les diocèses des évêques suffragants de l'archevêque d'Okhrida (ἐνορίαι) ainsi que les villes fortifiées de moindre importance se trouvant sur leurs territoires (κάστρα). Elles nous permettent donc de déterminer le territoire de l'archevêché bulgare d'Okhrida. La frontière occidentale de cet immense territoire suit à peu près la ligne Drina-Adriatique, la frontière méridionale la ligne Janina-Larissa, la frontière septentrionale le Danube, et la frontière orientale la côte de la mer

[1] *Σύνταγμα τῶν θείων καὶ ἱερῶν κανόνων.* Athènes, 1855, p. 266—269. Réimprimé (avec traduction hongroise) par G. Wenzel, ÁUO., t. VIII, p. 422—436, et Zachariae v. Lingenthal, *Jus graeco-romanum*, t. III, Lipsiae, 1857, p. 319—320.

[2] *Краткій очеркъ православныхъ церквей.* Moscou, 1871, p. 259—263. Dans le texte de cette édition, un évêché a été omis, et quelques noms de localités et quelques chiffres ont été déformés. Réimprimé fidèlement — avec indication des variantes du manuscrit de Gerasimos — par H. Gelzer, *l. c.*, p. 42—46.

[3] *Описаніе греческихъ рукописей монастыра святой Екатерини на Сина.* t. I. S.-Petersburg, 1911, p. 542—554.

[4] *Op. cit.*, p. 550—562. (Avec traduction bulgare et identifications des noms de localité.)

[5] Cf. B. Granić, *Kirchenrechtliche Glossen zu den vom Kaiser Basileios II dem autokephalen Erzbistum von Achrida verliehenen Privilegien*: *Byzantion*, t. 12 (1937), p. 395—415.

Noire, entre le delta du Danube et la ville de Varna. Sa frontière du sud-est coïncide avec la ligne des monts Balkans et une ligne allant du côté occidental de la précédente jusqu'à Salonique.[1]

C'est lors de l'établissement du territoire de l'archevêché que nous rencontrons les rapports hongrois de la première charte.[2] Il est connu depuis longtemps que le siège épiscopal ἡ Θράμος, énuméré comme le XIIIe évêché correspond à l'antique localité de *Sirmium*, Σίρμιον, au *Srěmъ* bulgare du moyen âge, au *Szávaszentdemeter* hongrois et à l'actuel *Mitrovitz* sur la rive septentrionale de la Save.[3] L'objet explicite de la charte ayant été d'établir pour le territoire de l'archevêché d'Okhrida la même étendue que celle de la Bulgarie du tsar Samuel, il s'ensuit que Szávaszentdemeter et ses environs n'ont pas appartenu à la Hongrie de st Étienne, et la situation n'a pas changé sous ce rapport après les conquêtes de Basile II qui ont pris fin en 1018. Ce territoire fit l'objet de discussions même sous Manuel Ier Comnène et — comme je l'ai déjà mentionné — il est connu comme un des points de rayonnement d'où l'influence du christianisme oriental s'est répandue sur le territoire de la Hongrie à l'époque des Árpáds.

La charte contient encore une indication semblable restée inobservée jusqu'ici. Dans l'énumération des évêchés suffragants de l'archevêché d'Okhrida, à la onzième place (entre l'évêché de Niš et celui de Belgrade) figure l'évêché de Braničevo (en hongrois Barancs) : « Et l'évêque de Branitza doit avoir quinze ecclésiastiques et quinze manants à Branitza, Morobiskos, Sphenderomos, Grota, *Bisiskos*, Istraalanga et Brodariskos.»[4] Il convient de faire attention à l'accusatif τὸν

[1] Le territoire des 32 évêchés énumérés dans les trois chartes a été déterminé — sur la base de l'identification des sièges et des kastrons — surtout par les études suivantes : S. Novaković, *Охридска архиепископија у почетку XI. века. Хрисовуље цара Василија II од 1019 и 1020 г.*, Глас Српске Академије, t. 76 (1908), p. 1—62 ; J. Ivanov, notes de la même édition ; H. Gelzer : *op cit*, p. 48—57 ; F. Dölger, *loc. cit.* Pour la carte du territoire de l'archevêché v. D. Rizoff, *Die Bulgaren in ihren historischen, etnographischen und politischen Grenzen*. Berlin, 1917, p. 16.

[2] Cette charte est non datée. D'après son contenu, Dölger, *op. cit.*, N° 806, la place à une date antérieure au mois de mai 1020, Ivanov et Moravcsik la placent en 1019.

[3] *Édition citée*, p. 554. Cf. M. Gyóni, *A magyar nyelv görög feljegyzéses szórványemlékei* [Les restes sporadiques de la langue hongroise dans les sources grecques]. Budapest, 1943, p. 122—123.

[4] *Éd. cit.*, p. 553 : καὶ τὸν ἐπίσκοπον Βρανίτζης εἰς τὴν Βράνιτζαν καὶ τὸν Μορόβισκον καὶ τὸν Σφενδέρομον καὶ τὸν Γροταν καὶ τὸν Βίσισκον καὶ τὴν Ἰστραάλαγγαν καὶ τὸν Βροδάρισκον, κληρικοὺς ιε καὶ παροίκους ιε. Les identifications des noms de localité sont jusqu'ici : Βράνιτζα =

Βίσισκον. Ce nom se trouve dans l'édition de Golubinskij sous la forme *Διβίσκος*, dans celle de Gelzer, sous la forme *Διβίσισκος*. Jusqu'ici seul S. Novaković a essayé d'en fournir une explication ; mais ses suggestions (*Divostin*, près de Kragujevac, *Dičі* à l'ouest de Rudnik) ne sont persuasives ni au point de vue linguistique ni au point de vue géographique,[1] pour la raison que ces communes sont trop éloignées de Braničevo et des autres kastrons du diocèse. C'est précisément sur ce point que s'offre la nouvelle solution intéressant les rapports hongrois.

Vu que le cod. Sin. > copie de Uspenskij > édition de Golubinskij, donne la variante *Διβίσκος*, tandis que Gelzer donne la variante *Διβίσισκος*, — on ne sait pour quelle raison, puisque le manuscrit de Gerasimos ne s'étend pas jusqu'à ce lieu —, ce nom de localité doit être mis en rapport avec la commune *Τιμπίσκο* (*Τημπήσκο*: tous deux se prononçant *timbïsko*, ce qui est la transcription en moyen grec de la forme phonétique *tibisko* de langue étrangère) et qui, dans une chronique grecque populaire écrite vers 1519, dite Historia Turcorum,[2] est mentionnée deux fois en relation avec Szendrő (Semendria) et comme étant située dans la partie méridionale de la Hongrie. D'abord, elle est mentionnée dans la partie de la chronique anonyme où il est relaté comment le sultan Murad II avait occupé Szendrő (Semendria) en 1439. Lorsque Murad en 1439 attaqua la Hongrie, le roi hongrois Albert prit les armes contre Murad et « établit son camp dans une localité avoisinant le Danube (ou : à proximité du Danube) appelée *Timbisko*, et attendit l'arrivée de secours. »[3] Mais avant qu'Albert eût reçu ces secours, Murad occupa Szendrő (Semendria). La seconde mention de *Tibisko* se trouve dans un passage de la chronique où il est raconté comment Vladislas Ier partit pour la « longue campagne » de 1443—44. Le roi hongrois partit au mois de mai de la forteresse de Bude (*Μπουδοΰνι*) « franchit

Braničevo ∽ *Barancs*, *Μοράβισκος* = *Morava* ∽ *Moravisk* ~ *Moravište*, *Σφενδέρομος* = *Semendria* ∽ *Smederovo* ∽ *Szendrő*, *Γροτα* = *Grocka* ∽ *Isardžik*, *Βροδάρισκος* = *Brodsko-polje*. Les noms des autres kastrons ne sont pas expliqués.

[1] *Op. cit.*, p. 39—40.

[2] Pour la source v. Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica*, t. I. p. 160—162.

[3] Le texte de la source encore inédit se trouve dans le codex Vatic.-Barberin. 111 (XVIe s.) f. 11^r^—97^r^. M. le professeur Gyula Moravcsik a bien voulu mettre à notre disposition la photocopie et la copie exacte préparée pour être éditée. Nous lui exprimons ici encore notre profonde reconnaissance pour son extrême obligeance. La partie citée f. 40^r^ : *καὶ ἐτέντωσε εἰσὲ ἕναν τόπον τὸν λέγουσι Τιμπίσκο κοντὰ εἰς τὸν Ντούναβη ποταμὸ καὶ ἐκαρτέρισε νὰ τοῦ ἔλθῃ καὶ ἄλλην βοήθειαν.*

le Danube [mais encore en deçà des frontières du territoire hongrois] et progressa très lentement pour permettre à son armée de se rassembler, et arriva à *Timbisko* le premier jour ; il y resta pendant trois jours et atteignit ensuite la Valachie et se rendit sur la rive du Danube, et se transporta à l'endroit où se trouve la colline d'où l'on extrait le sel, près de Siderovia [= ou Semendria] ; et marcha jusqu'à Sofia, située à une distance de six jours du Danube . . .»[1]

Il faut avouer que l'analyse des données de l'auteur anonyme n'offre pas un point d'appui géographique sûr permettant de déterminer la situation de *Tibisko*. De la première remarque il ressort seulement, au point de vue géographique, que cette localité était située à proximité du Danube, non loin de Semendria. Le second passage est beaucoup plus détaillé, mais en même temps plus confus : Vladislas Ier partit de Bude et traversa le Danube. Il avançait lentement, pour permettre à son armée de s'accroître en cours de route. Il est donc évident qu'il se trouvait encore avec son armée sur le territoire hongrois. Même en progressant lentement, il atteignit *Tibisko* le premier jour et y séjourna pendant trois jours. Son but final était Sofia, pourtant il fit d'abord un détour vers l'est sur le territoire de la Valachie (*Βλαχία*), bien que, même à cette époque, ce pays ne commençât qu'à l'est de la rivière de la Černa et du défilé des Portes de Fer. Ensuite, il revint à la rive du Danube, mais toujours au nord du Danube jusqu'à la hauteur de Semendria, car ce n'est que là qu'il traversa le Danube et parvint à une colline avoisinant Semendria, et ce n'est que de là qu'il reprit la direction de Sofia. Le «détour» en Valachie peut trouver deux explications : 1) L'auteur ou sa source — qu'il utilisa communément avec Laonikos Chalcocondylès, mais qui ne nous est pas parvenue — savaient que, dans le comitat de Temes, des Vlaques habitaient déjà à cette époque, et c'est pourquoi il considère la partie méridionale du comitat de Temes, c'est-à-dire l'ancien comitat de Keve comme appartenant déjà à la *Βλαχία*. C'est le cas le moins probable. 2) Par suite de son ignorance géographique, parlant de la route Bude – Sofia que suivit le roi Vladislas, il ajouta quelques données de sa source ayant trait à la *Βλαχία*.

[1] *Loc. cit.* f. 44r : *ἀπεράσανε τὸν Ντούναβη καὶ ἐπηγαίνανε ἀργὰ ἀργὰ διὰ νὰ μαζώνεται τὸ φουσσάτο καὶ τὴν πρῶ* [=πρώτην] *ἡμέρα ἔσωσεν εἰς τὸ Τημπήσκο καὶ ἐστάθη τρεῖς ἡμέρες καὶ ἠρθε εἰς τὴν γῆ τῆς Βλαχίας, ἐπῆγαινε τὸ χεῖλος τοῦ Ντούναβη καὶ ἀπέρασε εἰς τὸν ντόπον, ὁποῦ ἔναι τὸ βουνό, ὁποῦ ἐβγάλει τὸ ἁλάτι κοντὰ εἰς τὴν Σηδερόβια καὶ ἐδιάβη ἕως εἰς τὴν Σοφία ἔναι μακρέα ἀπὸ τὸν Ντούναβη ἓξ ἡμέρες.* Pour ces deux passages v. encore M. Gyóni, *Magyarország és a magyarság a bizánci források tükrében* [La Hongrie et les Hongrois reflétés par les sources byzantines]. Budapest, 1938. p. 33.

En effet, d'après notre opinion, il faut chercher la commune de *Tibisko* au nord du Danube, pas trop loin de la rive, en face de Semendria. Selon le premier passage cité, elle était située à proximité de Semendria et du Danube, selon le second au nord du Danube, à proximité de la Valachie et de Semendria. Même le fait que Vladislas partit de Bude, après avoir traversé une première fois le Danube sur le territoire hongrois, arriva « le premier jour » à *Tibisko*, ne contredit pas notre supposition. Cette traversée du Danube peut être imaginée aussi entre Slankamen (en hongrois : Szalánkemén) et Zemun (en hongrois : Zimony). Des raisons linguistiques sérieuses nous amènent à cette supposition. Le nom de lieu moyen grec vulgaire de *Τιμπίσκο* est le développement régulier moyen grec du nom de lieu grec classique *Τιβίσκον* et du nom latin *Tibiscum*, *Tiviscum*, *Tivisco*, *Tibis*. C'est le nom d'un lieu situé dans la Dacie trajane, à la jonction du *Tibiscus* (= *Temes*, *Timiş*) et de la Bistra, peut-être de la *Zsuppa* (Juppa) actuelle. Le nom de la rivière *Temes (Timiş)* dont d'ailleurs l'antique *Τιβίσκον* a reçu le sien,[1] a donné son nom à toute la région, au comitat de *Temes* (Timiş) lequel atteint aujourd'hui le Danube juste en face de Semendria. La grande île du Danube, située entre *Kevevára* (= aujourd'hui *Kubin*) et Palánk (Palanka), s'appelle aujourd'hui en hongrois *Temessziget*, et une commune de même nom s'y trouve. Un peu plus au nord, les noms de localité du genre *Tibisco-Temes* se sont maintenus pendant tout le moyen âge. Jean Cinnamus, qui a écrit vers 1180—83, mentionne la montagne *Τεμίσης*, dans une charte de 1177; à cette époque, nous rencontrons déjà l'adjectif *temisiensis* et, chez le Notaire Anonyme hongrois, le nom de *Temus*.[2] A côté de ces formes ainsi que du nom de *Τιμπίσκο*, nous trouvons la forme *Διβίσκος* — le nom d'un des kastrons de l'évêché grec oriental de Barancs (Braničevo), mentionné ensemble avec Szendrö — qui, à notre avis, est également une preuve de la continuité de ce nom. Le moyen grec, dans ses transcriptions, remplace parfois la consonne « *t* » de langue étrangère par un «*δ*».[3] Le nom du kastron peut donc être lu *Tiviskos* ou *Tibiskos*, ou plutôt, on peut supposer que ce nom est la transcription de pareils noms de langue étrangère. Selon toute probabilité, c'est le nom du lieu que l'Historia Turcorum appelle *Τιμπίσκο*. Étant

[1] Cf. Pauly-Wissowa, *Realenc. Tibiscum* et *Tibiscus*, ainsi que M. Gyóni, *A magyar nyelv görög feljegyzéses szórványemlékei*. p. 135 et T. Ortvay, *Temes vármegye és Temesvár város története* [L'histoire du comitat de Temes et de la ville de Temesvár], t. I. Budapest, 1914, p. 67—71.

[2] Cf. M. Gyóni, *op. cit.*, p. 131.

[3] Cf. Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica*, t. II., p. 41.

donné qu'il s'agit d'une colonisation urbaine qu'il nous faut chercher au nord du Danube, en face de Szendrő (Semendria), non loin du fleuve, il est probable que c'est la commune de *Temeskubin* de nos jours, dont le nom hongrois était au moyen âge *Keve*, *Kevevára* ou *Kuvin*, et où se trouvait un passage important vers Semendria. A l'époque arpadienne, dans cette partie méridionale du comitat de Temes, justement avec *Keve* comme centre, et vers le nord jusqu'à la jonction Temes-Berzava, il y avait un comitat séparé appelé *Keve*, dans lequel on ne trouve au moyen âge aucune trace hongroise du nom de *Temes*.[1] Ainsi, malgré les arguments géographiques, les considérations linguistiques nous renvoient plutôt au nord-est, vers l'antique *Tibiscum*, ou au moins au nord, aux rives du *Temes* (Timiş), éventuellement vers *Temesvár* (Timişoara) ; car dans cette région, le nom antique, dans la forme hongroise de *Temes*, s'est maintenu pendant tout le moyen âge. Cependant, dans la partie de religion grecque orientale appartenant à la sphère culturelle slavo-grecque et éventuellement de langue slave, et en tout cas à proximité du nouvel archevêché d'Okhrida, il devait exister une telle forme du nom de cette localité qui était encore en rapport avec la forme grecque *Tibisko*.

Dans le cas où notre identification de ce nom de lieu se confirmerait, nous devons supposer que l'empire et l'Église bulgares du tsar Samuel, de même que le territoire de l'empereur Basile II et de l'archevêché d'Okhrida dépassaient non seulement en Syrmie, mais encore dans la partie méridionale de la région du Temes (Timiş) vers le nord, la ligne Save-Danube ; et cela, dans les environs de *Kevevára* (Kubin) ou de *Temesvár* (Timişoara) ou de l'antique Tibiscum. Dans ce cas, *Kevevára* (Kubin), peu éloigné de la commune de *Marosvár* d'Ajtony, également grecque orientale, ou, plus au nord, *Temes* (Timiş), serait cet autre centre grec oriental de la Hongrie méridionale, d'où l'influence de l'Église orientale rayonnait vers le christianisme hongrois en voie de développement.

MATHIAS GYÓNI

[1] F. Pesthy, *Eltűnt régi vármegyék* [Anciens comitats disparus], t. I. Budapest, 1880, p. 369—410.

LA SOCIÉTÉ HONGROISE DE PREŠOV

Au début du XIXe siècle, le nationalisme eut pour effet de décomposer la société hongroise nobiliaire, en réveillant la conscience nationale des peuples danubiens. De 1790 à 1848, deux générations disparurent ; on assista, pendant cette période, à un processus de la plus haute importance : la désagrégation ethnique de la société, sa décomposition en nationalités. Ce changement devait s'effectuer plus tard surtout sur le plan politique, mais au début du XIXe siècle il était encore d'ordre littéraire et linguistique. Au lieu du latin — l'ancienne langue officielle en Hongrie — les peuples du bassin carpathique s'efforçaient de cultiver leurs langues nationales et de les substituer au latin.

Cette segmentation de la vie intellectuelle des nationalités était particulièrement frappante dans la Haute-Hongrie de jadis, notamment dans le secteur oriental de la Slovaquie d'aujourd'hui. Dans les villes de ce territoire et même à la campagne, trois langues vivaient côte à côte : le slovaque, le hongrois et l'allemand. Il n'en est pas moins vrai qu'on pouvait y observer non seulement ce processus de désagrégation dont les tendances générales nous sont suffisamment connues,[1] mais encore des tentatives ayant pour but d'arrêter cette évolution et de créer une nouvelle synthèse sur le plan des lettres et des autres branches de la vie intellectuelle. Les tentatives de ce genre sont d'autant plus intéressantes que jusqu'ici, à peu d'exceptions près, elles étaient ensevelies dans le plus profond oubli. Nous nous sommes donc proposé de révéler quelques détails de ces efforts conciliateurs dans l'histoire intellectuelle de la ville de Prešov, connue, au XIXe siècle, sous son nom hongrois d'Eperjes.

[1] Cf. Jules Szekfű, *État et nation*. Paris, 1945, p. 11—103.

Cette ville, chef-lieu de l'ancien comitat de Sáros, était située au carrefour de quatre civilisations nationales. Du fait que la plupart des bourgeois étaient d'extraction allemande, leur civilisation plongeait ses racines naturellement dans la culture allemande. On retrouvait une orientation analogue chez les nobles des comitats, plutôt d'origine hongroise, qui étaient assez riches pour passer à Vienne au moins une partie de l'année. La majorité de la population était formée par les Slovaques qui, au moins du point de vue intellectuel, avaient déjà subi l'influence des idées panslaves. En outre, Eperjes comptait pour un des foyers de la culture carpatho-ukrainienne de Hongrie : à cet égard, sa célébrité datait du moment où le roi François Ier y avait fondé en 1816, avec le consentement du pape, un évêché uniate de langue ruthène.[1]

Pour se faire une idée de la stratification sociale et ethnique de la ville d'Eperjes, il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici quelques lignes des mémoires de jeunesse de François Pulszky (1814—1897), membre de la noblesse aisée du comitat de Sáros, qui joua un rôle politique important dans la révolution hongroise de 1848.

> « Dans notre maison d'Eperjes, écrit Pulszky, on ne parlait que l'allemand ; pendant les vendanges, à Mád, on causait souvent aussi en hongrois, car il y avait là beaucoup d'amis et d'invités hongrois venus de la Grande Plaine. De l'avis de mon père, le slovaque ne convenait qu'aux paysans et aux serviteurs, et il ne voulait point que je l'étudiasse à fond. C'est pour les mêmes raisons qu'on me donnait une bonne d'enfant hongroise : c'était là une coutume généralement répandue dans la Haute-Hongrie. Quant à ma grand' mère,[2] elle ignorait l'allemand ; elle parlait généralement hongrois et parfois, mais bien rarement, slovaque. Dans la bonne société d'Eperjes, le langage de la conversation était

[1] Un des prêtres de ce diocèse, Alexandre Duchnovitch (1805—1865) avait, dès 1829, composé une ode en l'honneur du tzar Nicolas Ier et, de même que son cousin, Adolphe Dobránszky (1817—1901), il fut un des premiers propagateurs du panslavisme parmi les Ruthènes de Hongrie. Cf. Bacsinszky, *Orosz-ruszin kapcsolatok a XIX. század közepén* [Relations russo-ruthènes au milieu du XIXe siècle], Ungvár, 1942. Il convient de rappeler encore que Jean Kovács (1764—1834), ce Ruthène établi à Vienne, qui avait été le maître de hongrois du futur empereur Ferdinand V, offrit en 1820 sa bibliothèque, composée de plus de 1200 volumes, à l'évêché d'Eperjes. Quand plus tard, le 5 février 1826, on procéda à l'inauguration du portrait de François Ier, placé dans la bibliothèque de l'évêché, la jeunesse des écoles uniates y chanta, selon le reportage d'un journal viennois, un « bel hymne d'occasion » en « russe », c'est-à-dire en ruthène, V. M. Beszkid, *Kovács János* [Jean Kovács]. Budapest, 1909.

[2] Mme Charles Fejérváry, née Polyxène Semsey.

l'allemand ; on considérait cette langue comme une marque distinctive de la civilisation.»[1]

C'est un tableau analogue que le même auteur brosse du lycée luthérien d'Eperjes.

« On admettait, écrivit-il, comme langues d'enseignement, le latin et l'allemand. Lange faisait ses cours en allemand ; les journaux et les livres que j'avais l'occasion de lire à Eperjes, étaient écrits dans la même langue. Ce n'est qu'à Keresztes que je parlais hongrois avec ma grand'mère... J'étais déjà sur le point d'oublier la langue hongroise, lorsque mes parents m'envoyèrent à Miskolc. Mon professeur m'y fit un accueil si chaleureux qu'il alla jusqu'à m'inviter chez lui. Peu après, il s'aperçut du peu d'estime que j'avais pour la littérature hongroise et de l'admiration que je ne cessais de nourrir pour Schiller, Kotzebue et la science allemande.»[2]

Dans la noblesse de Sáros qui, bien qu'elle parlât allemand, latin ou slovaque, restait fidèle à son patriotisme d'allure hongroise, on retrouve les idées libérales, héritage du siècle des Lumières et de la Révolution.[3] On lisait avec assiduité l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*, qui offrait des renseignements détaillés aussi bien sur les débats au parlement anglais et à la Chambre de Paris que sur la vie politique d'Italie ou d'Espagne, sans oublier les péripéties de la guerre de l'indépendance hellénique. Les mouvements des peuples épris de liberté, mouvements si difficilement étouffés par la force militaire et politique de la Sainte-Alliance, trouvaient aussi un écho sans cesse renaissant dans les séances publiques de la noblesse du comitat de Sáros : on y lançait des attaques si

[1] Pulszky, *Életem és korom* [Ma vie et mon époque] : t. I. Budapest, 1880, p. 12.

[2] *Ibid.* p. 24—5.

[3] Il n'est pas difficile de démontrer que, dans bien des cas, la fidélité à l'idée nationale hongroise n'était point incompatible avec le maintien de la langue slovaque. Sous ce rapport, il suffit de renvoyer à l'exemple de Louis Beniczky qui, au temps de la guerre de l'indépendance hongroise de 1848—49, était le commissaire du gouvernement dans la Haute-Hongrie et qui fut chargé de briser le mouvement slovaque de Štur, Hurbán et Hodža. Benczky (1813—1868) descendait d'une des plus anciennes familles nobles hongroises de la Haute-Hongrie. «Sa langue maternelle, écrit L. Steier, était le slovaque; l'éducation qu'il reçut se faisait en latin et en allemand. Dans la maison paternelle, il entendait parler l'allemand et le slovaque. Quant au hongrois, il ne l'apprit que relativement tard, sans jamais arriver à le parler d'une manière impeccable » *(Beniczky Lajos visszaemlékezései és jelentései az 1848—49-iki szabadságharcról és a tót mozgalomról* [Mémoires et Rapports de Louis Beniczky sur la guerre de l'indépendance de 1848—49 et le mouvement slovaque]. Budapest, 1924, p. 9.).

véhémentes contre le régime viennois qui cherchait à supprimer la constitution hongroise et à opprimer les sentiments des bons patriotes que le gouvernement se vit obligé d'envoyer un commissaire officiel dans ce comitat plein d'effervescence. Était-ce assez pour calmer les esprits? Loin de là, la diète de 1825, où le comte Étienne Széchenyi inaugura, par la fondation de l'Académie Hongroise des Sciences, toute une série de réformes nationales, ranima aussi les Hongrois de Sáros et en particulier ceux d'Eperjes.[1]

Comme on pouvait s'y attendre, la jeunesse de ce carrefour de plusieurs civilisations et sphères linguistiques se montrait particulièrement sensible aux idées qui étaient dans l'air. Au collège luthérien où existait déjà un cercle littéraire allemand, on constitua, en 1827, une Société Hongroise. La langue et la littérature hongroises étaient alors enseignées dans ce lycée comme matières facultatives.»[2]

Parmi les premiers élèves de Nemessányi, il convient de signaler, outre François Pulszky, le futur écrivain André Fáy, issu d'une famille noble hongroise, et Nicolas Szentiványi, ainsi que Emeric Henszlmann, représentant de la bourgeoisie d'origine allemande et le Slovaque André Vandrák.

[1] C'est à la séance du 3 novembre 1825 d'un comité de la Diète que Széchenyi fit connaître la donation qu'il venait de faire à l'Académie Hongroise des Sciences. A la même séance, Paul Nagy de Felsőbük propose qu' une commission soit chargée de se rendre compte de la connaissance qu'avaient de la langue hongroise les fonctionnaires de l'État. Cette proposition fut commentée par Béla Laczkó, notaire de la ville d'Eperjes et son représentant à la Diète. Selon les rapports secrets du comte Charles Zichy, président de la Chambre, et ceux de Nicolas Pongrácz, Laczkó déclara que dans la Haute-Hongrie le hongrois jouissait d'un grand prestige. Ce n'est qu'au temps de Joseph II (1780—90) qu'il avait été relégué au second plan par l'allemand. Même de nous jours, dit Laczkó, il est plus facile d'apprendre dans les écoles le latin que le hongrois. Pour remédier à ce mal, Laczkó réclame que des mesures soient prises en faveur de l'usage du hongrois. Ferstl, commissaire de la police viennoise à la diète, fit remarquer dans son rapport confidentiel du 3 novembre 1825 que les députés de Lőcse, d'Eperjes, de Szabadka et de Sopron exigeaient la destitution des fonctionnaires allemands qui refusaient d'apprendre le hongrois. Cf. G. Szekfű, *Iratok a magyar államnyelv kérdésének történetéhez* [Documents pour servir à l'histoire de la langue officielle hongroise], Budapest, 1926, p. 323, 330, 333.

[2] Dès 1806 on avait exigé à Eperjes l'introduction du hongrois dans l'enseignement ; mais il ne fut fait droit à cette demande que vingt ans plus tard : c'est, en effet, à partir de 1826 que Michel Greguss adopta le hongrois dans ses cours de statistique et d'histoire de la Hongrie. En 1831, la baronne Mecséry fit en faveur du lycée luthérien une fondation de 2000 florins pour y assurer l'enseignement de la langue hongroise.

La Société Hongroise du lycée déploya une grande activité : son premier soin fut de ramasser quelques centaines de florins destinés à l'achat de livres hongrois.

> « Ces livres, écrira Pulszky dans ses mémoires, passaient de main en main ; c'est alors que beaucoup d'entre nous apprirent l'existence de la littérature hongroise et éprouvèrent un vif plaisir à lire des livres hongrois. Nos professeurs n'en savaient pas grand' chose. »[1]

La Société Hongroise d'Eperjes, à côté de laquelle existaient aussi un cercle allemand et un cercle slovaque au lycée luthérien, ne tarda pas à connaître un rapide épanouissement : deux ans plus tard, elle avait déjà assez de prestige pour combler les lacunes de l'enseignement de la langue hongroise. De 1829 à 1832, elle eut à subir une crise de brève durée, due non à l'indifférence de la jeunesse, mais plutôt au manque de direction. C'est en 1832 que le poète Jules Sárosy (1816—1861) vint apprendre l'allemand à Eperjes : non content d'y généraliser l'usage du hongrois, il créa dans ce centre de la Haute-Hongrie une vie intellectuelle très active.[2] Dès le 2 novembre 1833, la Société Hongroise fut réorganisée sur l'initiative de Sárosy : à l'unanimité, on élut président François Székács[3]

[1] Pulszky, op. cit p. 26 ; cf. R. Garami, *Az eperjesi kollégiumi magyar nyelvművelő társaság vázlatos története* [Esquisse d'une histoire de la société d'Eperjes pour la défense de la langue hongroise]. *Új Nemzedék*, 1878, nos 1 et suiv.; I. Lakner, *Sárosy Gyula élete és költészete* [Vie et œuvre de Jules Sárosy]. Debrecen, 1938, p. 7—17.

[2] Né d'une famille calviniste hongroise, Jules Sárosy était fils d'un régisseur ; son beau-père qui se chargea des frais de son éducation, remplissait les fonctions de notaire dans un village. Le poète passa ses années d'enfance à Füzesgyarmat, dans la Grande Plaine hongroise, mais il fréquenta l'école primaire à Szarvas, dans un milieu slovaque et luthérien. En 1827 son beau-père le fit inscrire au lycée de Mezőberény.

[3] Originaire d'une famille d'artisans slovaques de la Grande Plaine, Székács commença ses études, de même que Sárosy, au lycée de Mezőberény pour les continuer ensuite au lycée de Sopron, où il devint un des membres les plus actifs de la Société Hongroise. Il y fit paraître des poésies originales ; quant à ses connaissances du serbe et du slovaque, il les mit au service du rapprochement littéraire des peuples danubiens. Conformément au goût de son temps, il traduisit toute une série de chansons populaires du recueil de Vuk Karadjitch. Il passa à Eperjes l'année scolaire 1833—34 comme précepteur de Pierre Nikolitch, originaire d'une riche famille serbe de la Hongrie méridionale. Ils étudiaient tous les deux le droit ; mais Székács, ayant déjà achevé ses études de professeur et de pasteur luthérien, se chargea aussi, sur la proposition du conseil de direction, de l'enseignement de la langue et de la littérature hongroises au lycée d'Eperjes. C'est en raison de ces fonctions qu'il fut élu président de la Société Hongroise.

(1809—1876), dont le séjour à Eperjes, malgré sa brièveté — il n'y resta qu'un an — exerça une influence considerable sur le développement de la Société. Par son activité de traducteur, Székács s'efforça de faire connaître au public hongrois la littérature des Serbes. Cette initiative en vue du resserrement des relations littéraires hungaro-slaves ne manqua pas de trouver un écho sympathique dans la Société Hongroise d'Eperjes : elle fut surtout chaleureusement saluée par Sárosy, qui, prédestiné à devenir un fervent apôtre de l'entente hungaro-slovaque, ne cessait de croire que les relations littéraires des deux peuples voisins seraient un des meilleurs moyens pour diminuer la tension politique qui existait entre eux. C'est pourquoi Sárosy et ses amis hongrois entrèrent aussi dans le cercle slovaque, pour participer à ses travaux par la traduction d'auteurs slaves. En revanche, la Société Hongroise comptait, parmi ses membres, des Slovaques qui eurent ainsi l'occasion d'acquérir la connaissance de la littérature hongroise.

La cause des relations littéraires hungaro-slaves était particulièrement chère à un autre jeune membre de la Société, à Louis Haán. Fils du pasteur luthérien de Békéscsaba, Haán, descendant d'une famille slovaque, était animé du même patriotisme hongrois que Székács. A partir de 1829, Haán fit ses études au lycée de Mezőberény ; de là il passa, en 1834, au collège d'Eperjes où il ne resta pas moins de 5 ans. A Eperjes il s'occupa surtout de philosophie et de théologie, ce qui ne l'empêcha pas d'épouser les idées de Sárosy concernant l'amitié slavo-hongroise et la nécessité de relations littéraires réciproques. Ainsi il fut simultanément bibliothécaire de la Société Hongroise et secrétaire du Cercle Slovaque. Sur le conseil de Sárosy, il fit connaître en slovaque quelques œuvres littéraires hongroises et traduisit en hongrois des nouvelles tchèques et slovaques.[1]

Parmi les piliers de la Société Hongroise d'Eperjes, il convient de signaler encore les deux frères Vachot : Alexandre

[1] C'est en 1839 que Haán quitta Eperjes. Au cours de l'automne de 1841, il partit pour Iéna et Berlin ; chemin faisant, il alla voir Palacký, Jungmann, Šafárik, Hanka et Stepanek qui ne manquèrent pas de désapprouver le patriotisme hongrois de Haán. Après son retour, Haán s'établit à Békéscsaba, centre des Slovaques de la Grande Plaine, pour devenir professeur à l'école primaire supérieure qu'on venait de fonder dans cette ville. Pendant son séjour à Békéscsaba, il généralisa l'usage du hongrois dans l'enseignement. En 1848, il n'hésita pas à entrer dans la Garde Nationale ; après l'élection de Kossuth à la dignité de gouverneur, il fut chargé de traduire en slovaque la Déclaration de l'Indépendance du 14 avril 1849. En 1855, il succéda à son père dans les fonctions de pasteur luthérien à Békéscsaba. Spécialiste de l'histoire du comitat de Békés et chef intellectuel des Slovaques d'esprit hongrois de la Grande Plaine, il mourut en 1891

et Émeric.[1] En parfait accord avec ses sentiments de bon patriote hongrois, Alexandre Vachot possédait une vaste culture d'inspiration hongroise ; sans faire montre de sentiments chauvins, il s'encadrait harmonieusement dans le cénacle Sárosy, Székács et Haán. Il écrivait des poésies slovaques,[2] ce qui ne l'empêchait pas de jouer un rôle important dans la vie intellectuelle hongroise de la ville d'Eperjes et du comitat de Sáros.

L'idée de rapprochement hungaro-slovaque trouva un pionnier ambitieux dans la personne de Coloman Lisznyay.[3] Celui-ci prit part aussi à l'activité de la Société Hongroise, écrivant des poésies non seulement dans la langue maternelle, mais encore en slovaque.

C'est également au cercle littéraire de la Société Hongroise qu'appartenait comme représentant d'une génération plus âgée Nicolas Szemere qui, après 1820, avait passé deux ans au collège d'Eperjes.[4] Poète médiocre, mais doué d'un goût sûr, il se fit remarquer par son radicalisme outré. Il joua un rôle actif dans la vie sociale de la Haute-Hongrie et, malgré une différence d'âge assez considérable, il se lia d'amité

[1] Les deux frères étaient les descendants d'une ancienne famille noble, d'extraction hongroise, du comitat de Turócz. C'est pendant l'automne de 1831 qu'ils vinrent continuer leurs études au lycée d'Eperjes. Grâce à leur assiduité, ils y approfondirent non seulement leurs connaissances du hongrois et du latin, mais encore celles du slovaque et de l'allemand. L'aîné, Alexandre, se fit inscrire, en 1835, aux cours de droit ; à cette époque, il habitait avec son meilleur ami, Jules Sárosy. L'année suivante, Alexandre Vachot fut élu président de la Société Hongroise ; il joua un rôle actif dans l'organisation de la troupe hongroise, créée pour contre-balancer le prestige des représentations de langue allemande. Le directeur de la troupe hongroise fut Emeric Vachot. A cette époque, les poésies d'Alexandre Vachot paraissaient déjà dans l'*Athenaeum*, la plus importante revue littéraire de la Hongrie d'alors.

[2] Cf. Lakner : *op. cit.* p. 15. Malheureusement, ces poésies slovaques ne figurent pas dans le recueil de vers d'Alexandre Vachot.

[3] Lisznyay naquit en 1823, d'une famille noble hongroise du comitat de Nógrád. Il fit ses études d'abord à Pozsony (Bratislava), ensuite à Eperjes. Ses extravagances lui valurent une renommée plus ou moins douteuse dans la vie littéraire des années 40. Voir sa biographie, un peu superficielle et surannée, par E. Bányai, *Lisznyai Kálmán*, Kolozsvár, 1901.

[4] Szemere ne goûta pas longtemps la vie de la société provinciale : de 1832 à 1836, il poursuivit en Italie et à Vienne des études sur l'histoire de l'art ; après son retour en Hongrie, il tourna toute son attention vers la poésie. Admirateur inébranlable de Kossuth, même après le compromis de 1867, il alla le voir dans son exil volontaire à Turin. Cf. *Irodalomtörténelmi Közlemények*, 1930, p. 329—30, 437, 445. Sa biographie a été écrite par J. Perényi (Sátoraljaújhely, 1897).

avec Sárosy. Comme ses amis, Szemere savait bien le slovaque.[1]

De 1833 à 1840,[2] le vrai promoteur de la Société Hongroise fut incontestablement Jules Sárosy. Il y présentait tantôt ses œuvres originales, tantôt ses traductions. En 1836, la Société commémora la mort de Daniel Berzsenyi, ce grand poète d'inspiration antique, et, peu après, fit paraître, conformément à la mode de l'époque, l'almanach *Jácint* (Hyacinthe). Mais Sárosy n'était point satisfait de cette activité ; il voulait mettre aussi le théâtre au service de la propagation de la langue hongroise, traduisant et écrivant des pièces et organisant une petite troupe d'amateurs. On le chargea aussi de l'enseignement de la langue et de la littérature hongroises au lycée d'Eperjes ; c'est en vue de ses cours qu'il fit paraître, en 1837, une petite étude sur la grammaire hongroise.

Nonobstant ses occupations multiples, Sárosy joua aussi un rôle actif dans la société allemande du collège d'Eperjes ainsi que dans le cercle littéraire slovaque. Il persistait à croire que le rapprochement intellectuel allait aussi préparer le terrain pour le rapprochement politique, et sa conviction lui paraissait d'autant mieux motivée que les Slovaques d'Eperjes se gardaient toujours d'afficher des sentiments panslavistes.[3]

En 1837, ayant été nommé greffier au tribunal de change à Arad, Sárosy dut définitivement quitter Eperjes. Son départ fut une perte douloureuse pour la Société Hongroise. Il ne s'était pas encore écoulé une année, et déjà la Société avait

[1] Parmi les écrivains de la Société Hongroise, il convient de signaler encore Gabriel Kazinczy (1818—1864), neveu du grand écrivain hongrois François Kazinczy. Il fit ses études à Sárospatak, dans le célèbre collège calviniste de cette ville, et se fit remarquer surtout par ses magistrales traductions. Un autre élève de ce collège fut Jean Erdélyi (1814—1868), appartenant à la petite noblesse du comitat d'Ung. Ayant épousé la sœur d'Alexandre et d'Emeric Vachot, il entra en relations étroites avec la Société Hongroise. Il dut sa renommée à son activité d'esthéticien et de critique littéraire : c'est dans ce domaine qu'il se heurta parfois à l'extrême susceptibilité de Sárosy. Professeur aux écoles supérieures de Sárospatak, il y mourut d'une mort prématurée.

[2] A cette date il alla s'établir à Arad.

[3] Malheureusement, on ne connaît que quelques fragments des œuvres littéraires de Sárosy. On sait cependant qu'il a traduit l'introduction de l'épopée slovaque de Kollár *(Slávy Dcéra)* et quelques sonnets du même auteur. En outre, il écrivait des poésies slovaques, sous le pseudonyme de Julius Blatnicky. Ni ses traductions ni ses poésies slovaques n'ont été reproduites dans l'édition de ses œuvres. Étant donné qu'on ignore jusqu'à l'endroit où elles ont été publiées, le dernier biographe de Sárosy les considère comme perdues à jamais avec beaucoup d'autres poésies inédites de l'auteur.

cessé d'exister. Ces années caractérisées par une transformation radicale de la vie politique emportèrent dans leur tourbillon toutes les initiatives de Sárosy et des membres de la Société Hongroise. A la fin de cette période, il ne pouvait plus être question d'aplanir les conflits politiques par des moyens purement intellectuels : même l'aspiration sincère à une connaissance mutuelle se révélait impuissante en face des entagonismes politiques. L'évolution était diamétralement opposé aux tentatives de Sárosy et de la Société Hongroise, qui visaient à créer une symbiose pacifique entre le patriotisme hongrois et la conscience nationale des Slovaques.

LADISLAS TÓTH

MAZZINI ET LES PEUPLES DANUBIENS

(Suite)[1]

III

Les événements de 1848—49

En 1847 Mazzini fit dans le *People's Journal* la remarque suivante :

> « L'Europe approche rapidement d'une horrible crise, du conflit suprême entre les peuples et leurs despotes, conflit qu'aucune puissance humaine ne pourrait empêcher, mais que le concours de tous les hommes de bonne volonté pourra rendre plus bref et moins douloureux et dont le résultat final sera la nouvelle carte de l'Europe. »[2]

Un an à peine s'était écoulé, et déjà la prophétie de Mazzini allait s'accomplir. Toutefois, dès le moment où tout ce que notre auteur a prévu commence à se réaliser dans presque toutes les provinces de l'Autriche, il consacre une moindre attention aux événements de la vallée du Danube et de l'Europe orientale. Sur la révolution de Vienne en février 1848, sur les événements de Budapest vers la mi-mars, sur la formation du premier cabinet hongrois responsable ainsi que sur les importantes

[1] V. la première partie de cette étude dans la *RHC*. 1947, N° 2, p. 147.

[2] « Europa rapidly approaches a tremendous crisis: a supreme contest between peoples and their despots, which no human power can henceforth hinder, but which the active concurrence of all the brave and good would render shorter and less severe, and whose final result will be a new map of Europa. » T. XXXIV, p. 311.

réformes sociales et politiques hongroises, on ne trouve aucune remarque dans ses articles. Ce fait est d'autant plus surprenant qu'à la même époque Vincent Gioberti, chef du cabinet piémontais, reconnaît officiellement le baron Splényi pour le représentant du gouvernement hongrois, le présente au roi et conclut avec lui un accord au sujet des déserteurs hongrois de l'armée autrichienne dont on projette de se servir en vue d'une éventuelle attaque italo-hongroise contre la ville de Trieste. C'est également Gioberti qui, en décembre 1848, envoie en Hongrie le colonel Monti et, à Belgrade, Marcel Cerutti, comme envoyés extraordinaires du gouvernement piémontais, avec la mission d'essayer d'aplanir les divergences de vue entre les Hongrois, les Roumains et les peuples slaves.[1]

Pour s'expliquer le silence de Mazzini, il convient de tenir compte tout d'abord du fait qu'à cette époque les événements d'Italie lui permirent enfin, après 18 ans d'exil, de retourner dans sa patrie et d'y jouer un rôle actif dans la vie politique. Jusque-là il n'avait été que le chef d'un mouvement idéologique ; mais, par ses écrits publiés à l'étranger, il avait grandement contribué à éveiller la conscience nationale italienne et à donner à la nation l'esprit d'une Italie unie et indépendante. A partir de 1848, malgré l'échec des tentatives de révolte au cours des années précédentes, l'effet de son activité se révèle dans toute son ampleur. Au mois de mars de 1848, le soulèvement de Milan et des régions voisines réussit à chasser les Autrichiens de toute la Lombardie, à l'exception du territoire des quatre châteaux; en avril, la ville a déjà l'occasion d'acclamer Mazzini. Il y reste jusqu'en août et ne soulève aucune objection contre l'initiative de Charles-Albert, roi de Sardaigne, qui, tirant profit de l'atmosphère politique et des sentiments du peuple, se met à la tête du mouvement, réunit la Lombardie au Piémont et s'oppose courageusement aux Autrichiens. Ce n'est qu'à la suite de la capitulation du roi que Mazzini quitta Milan pour se retirer, avec l'armée de Garibaldi, dans la direction de la Suisse. Il se fixe ensuite à Lugano pour y rester, malgré l'éloignement, un observateur attentif de l'évolution politique de sa patrie. En mars 1849, la République de Rome

[1] Gioberti, *Epistolario*, Vol. VIII, p. 328.

qui vient de se constituer l'appela au cœur même de l'Italie. Élu triumvir, avec Armellini et Saffi, il commence à réaliser ses idées. Mais peu après, encerclée par les troupes françaises, napolitaines et autrichiennes et assiégée pendant plus d'un mois, Rome finit par capituler le 4 juin, et Mazzini doit fuir par mer pour échapper aux conséquences de son attitude révolutionnaire.[1] Les événements d'Italie pendant ces mois particulièrement mouvementés, devaient nécessairement reléguer au second plan toute autre préoccupation ; même les articles qu'il écrivit durant cette période, n'étaient plus adressés aux peuples européens, mais uniquement aux Italiens.

La guerre de l'indépendance hongroise

Or, ce silence et cette attitude très réservée peuvent être attribués aussi à des motifs plus profonds. A en juger d'après ses écrits antérieurs, on aurait pu s'attendre à le voir acclamer le nouveau cabinet hongrois et la guerre de l'indépendance : en réalité, Mazzini semble avoir été légèrement déconcerté par la tournure qu'allaient prendre les événements en Hongrie. Pendant les années précédentes, il avait attaché une importance toute particulière aux problèmes des Slaves ; le fait d'avoir mûrement pesé leurs arguments ne lui facilitait nullement la tâche de juger d'une manière objective le problème hongrois. Malheureusement, tout portait à croire que l'antagonisme entre les Hongrois et les nationalités non magyares primait même l'antipathie commune que tous ces groupes ethniques nourrissaient à l'égard des Autrichiens. Dès le début, le nouveau cabinet hongrois dut faire face aux attaques des minorités et la guerre de l'indépendance, au moins dans sa première phase, fut une lutte d'autodéfense contre les nationalités établies sur le territoire du pays. Les Hongrois avaient donc à soutenir la lutte sur deux fronts à la fois : d'une part, pour leur indépendance, d'autre part, pour leur position dominante à l'égard des minorités. Pendant la première phase de la guerre, Mazzini éprouvait quelque peine à y voir clair ; il préférait donc

[1] Pour ces détails de la vie de Mazzini cf. Griffith, *op. cit.*

ne pas se prononcer. Ce n'est que beaucoup plus tard, en 1850, c'est-à-dire après l'échec de la guerre de l'indépendance qu'il fera certaines déclarations à ce sujet.

> Mazzini attribue l'insuccès de la guerre au manque d'une base idéologique ; aussi le mouvement, devenu trop isolé, ne put-il se défendre contre la prépondérance des forces ennemies. Loin d'être fondée sur un vaste programme démocratique, la guerre de l'indépendance n'avait en vue que des buts nationaux, ce qui devait nécessairement amener son échec.
>
> « Aucun système, dit Mazzini, ne peut s'implanter et devenir une loi durable dans un État, s'il ne tient compte de deux principes : liberté et association. La Hongrie, voulant substituer sa propre conception au principe d'une fédération libre des races slave, moldo-valaque et hongroise, transforma en ennemis ou au moins en amis tièdes les peuples qui auraient dû lutter à ses côtés . . . Et seuls, vous pouvez lutter, mais non triompher. La Russie marche aux côtés de l'Autriche pour combattre la Hongrie et la France agit de même pour combattre l'Italie. »[1]

Lorsque l'heure de l'action sonna, les peuples révolutionnaires perdirent la tête, abandonnèrent la bonne voie et renièrent les principes pour des intérêts d'importance locale, alors que, détachés des grandes tendances de l'évolution européenne, ils ne pouvaient plus compter sur l'aide et la compassion des autres peuples. Et cela vaut, selon Mazzini, aussi bien pour l'Italie que pour la Hongrie.[2]

La politique rusée de l'Autriche attisa les passions des Slaves contre les Hongrois et la « crédulité imbécile » de Jellatchich eut pour conséquence l'attaque des Croates qui, de concert avec le mouvement autrichien, déclencha la guerre de l'indépendance. Il en résulta aussitôt un arrêt même dans l'évolution normale du nationalisme des Slaves du Sud. Sans doute, les Hongrois commirent-ils des erreurs, mais ce n'était pas une raison pour refuser l'admiration à leurs luttes héroïques. Mazzini est le premier à s'acquitter de ce devoir ; dès la deuxième année de la guerre de l'indépendance, en tant que triumvir du

[1] *Ibid.*, t. XLIII, p. 200.

[2] « L'Italie — lisons-nous à ce sujet — en sacrifiant sa pensée nationale à l'intérêt dynastique d'une royauté, a renié toute solidarité avec le mouvement de la démocratie européenne. La Hongrie a oublié qu'une vaste conception d'égalité, jetée aux races slave et roumaine, pouvait seule lui donner la victoire. » *Scritti*, t. XLVI, p. 74.

peuple romain, à plusieurs reprises il rend hommage à l'héroïsme et aux triomphes des révolutionnaires hongrois.

Le Pape, dit-il dans son message du 7 mai, appelle au secours la France, l'Espagne et l'Autriche ; mais, derrière les armes de l'absolutisme, se rangent déjà « le généreux peuple français, les Hongrois héroïques et la démocratie viennoise, en un mot, les peuples qui ont pris conscience d'eux-mêmes ».[1] Le 8 mai, l'Assemblée de Rome envoie un message de salutation à la Hongrie qui, de même que Rome, a levé « l'étendard de l'émancipation ».[2] Lorsque, le 19 juin, les troupes autrichiennes s'emparent d'Ancône, Mazzini adresse un nouveau message au peuple de Rome, lui rappelant, une fois de plus, l'exemple des Hongrois. C'est ici qu'on rencontre la première mention de Kossuth ; Mazzini le considère déjà comme un héros national.

« Le désastre est grave, écrit Mazzini, mais il n'est ni irréparable ni fatal. Que fût-il advenu, si Kossuth avait désespéré du sort de la Hongrie au moment où il se vit contraint de quitter Buda-Pest ? Et n'oublions pas que Buda-Pest était le centre stratégique, la capitale du pays, fortifiée par des ouvrages d'art et la ligne du Danube, une des plus importantes dans le monde. Nonobstant, le héros hongrois n'hésita pas à quitter cette ville et cette position stratégique pour concentrer ses forces derrière la Tisza. Les Autrichiens s'emparèrent d'abord de Pest, ensuite de Buda, où ils restaurèrent l'ancien gouvernement, installèrent une puissante garnison, et se vantèrent bruyamment de leur victoire . . . Et maintenant? Pest est redevenu la résidence du président de la République Hongroise et à Buda, surveillé et défendu par le plus intrépide général autrichien, échut l'honneur de figurer dans la lettre sublime du vainqueur : *Hourrah !— Buda—Görgey !* lettre plus épique que le *veni, vidi, vici* de César. Romains ! S'il y a encore quelqu'un qui, de la perte d'Ancône ou de la cession frauduleuse de quelques pouces de terre aux Français, pourrait tirer des conclusions pour affaiblir votre décision héroïque : répondez-lui par ce fait : Kossuth quitta sa capitale pour la reconquérir plus tard par une des plus brillantes victoires. »[3]

[1] *Ibid.*, t. XLI. p. 257.

[2] Cf. Kastner, *Mazzini e Kossuth.* Firenze, 1929, p. 5. Le 3 juin de la même année, Lodovico Pasini, délégué de la République de Venise (alors en guerre contre l'Autriche), et le général Jean Bratich, un représentant hongrois, signèrent à Ancône l'alliance défensive et offensive hungaro-vénitienne ; les parties contractantes s'engagèrent à s'entr' aider par terre et par mer et à ne pas conclure la paix à l'insu et sans le consentement de l'autre partie (v. Italo Raulich, *Storia del Risorgimento politico d'Italia.* T. V, Bologna, 1926, p. 392 et Federico Curato, *L'alleanza tra Venezia e l'Ungheria,* dans *Studi e documenti italo-ungheresi,* t. III, p. 5—30).

[3] *Ibid.*, t. XLIII, p. 164.

La chute de la République de Rome et l'échec de la guerre de l'indépendance hongroise sont dus tous les deux à l'intervention de ces grandes puissances qui ont détruit l'équilibre des forces en Europe. Cet équilibre consistait dans l'aide accordée aux petits pays, continue Mazzini, mais actuellement ceux-ci se trouvent abandonnés. En Hongrie, c'est la Russie tzariste, en Italie, c'est la France et, en Allemagne, c'est la Prusse qui est restée maîtresse du terrain.[1]

En face de cette solidarité des grandes pusisances, Mazzini insiste vigoureusement sur la nécessité d'une vaste collaboration des peuples. Les régimes oppresseurs n'ont su triompher que grâce à l'aide que les uns prêtaient aux autres. Et, pourtant, les mouvements issus d'une seule idée motrice représenteraient une telle force qu'il serait impossible de les réprimer définitivement. Mazzini ne doute point de la victoire finale des peuples qui se groupent dans l'alliance préconisée par lui.

> « Vous avez vaincu en Galicie, écrit Mazzini à cette époque, en s'adressant aux grandes puissances, mais en recourant à des ruses atroces ; nous vous avons répondu par les événements de Hongrie. Vous venez de triompher sur la Hongrie et, peut-être sous peu, ce sont les peuples slaves qui vous répondront . . . L'histoire des mouvements populaires des deux dernières années a confirmé un fait d'une importance vitale : nous sommes, sur tous les points, plus forts que les oppresseurs. En Italie, en Allemagne, en Hongrie, les gouvernements, incapables de résister avec leurs propres forces, recoururent aux forces d'autrui et ne vainquirent que grâce à l'intervention. » Il en résulte que « notre œuvre est en effet l'œuvre née du désir du peuple . . . » « Unissez- vous donc, dit Mazzini aux peuples ; les moments que nous traversons sont lourds d'événements. Les tristes gouvernements qui, à l'instar d'incubes, pèsent sur vos facultés et sur l'âme des nations, vous ont déjà

[1] Les Français, écrit Mazzini dans sa lettre ouverte adressée aux ministres français Tocqueville et Falloux, en septembre 1849, reniant l'idée de la solidarité des peuples, ont embrassé la cause des ennemis de l'humanité et du progrès et, pour faire plaisir à l'Autriche et au tzar, ils ont attaqué l'Italie et ont pris par derrière la Hongrie. Quant à l'Angleterre, sa politique, indigne d'elle, ne lui a jamais permis d'élever officiellement la voix contre cet abus ; elle a toléré qu'on subjuguât deux peuples qui avaient mis leur confiance dans son secours. *Scritti*, t. XXXIX, p. 160.

donné à Bade, en Hongrie et à Rome leur programme : alliance en vue de l'oppression. Que le vôtre soit : alliance en vue de l'émancipation.»[1]

C'est à cette fin que se constitue, avec la coopération des exilés des pays opprimés, le Comité Central Démocratique Européen et, dans le cadre de celui-ci, sous la direction de Mazzini, le Comité Central Italien. Les peuples vaincus ont toutes les raisons de mettre leur confiance dans ce comité formé par leurs compatriotes : c'est là un excellent organe pour établir des contacts entre les peuples et pour propager, sans égard pour les intérêts individuels, les idées du nationalisme ainsi que celles, valables pour tous, du progrès et de l'association fraternelle. Le comité a pour but de mettre en pratique les idées abstraites et de forger, en s'appuyant sur les représentants actifs de la démocratie, une étroite alliance défensive et offensive entre les peuples. L'Autriche dont l'empereur, presque enfant encore, « a trempé dans le sang sa couronne à Vienne, à Pest, à Brescia et à Milan »,[2] reste fidèle à sa vieille routine politique : elle envoie les soldats mécontents dans des régions éloignées pour en faire les geôliers d'autres groupes ethniques. Elle tient en échec les nationalités de l'Autriche les unes par les autres et, comme en 1848, elle attise les hostilités entre elles. Quant au tzar, il essaie de gagner par des promesses les peuples de l'Europe orientale, mais uniquement afin de poursuivre ses anciens projets. C'est au Comité qu'incombe le devoir d'ouvrir les yeux aux opprimés, d'attirer leur attention sur le danger réel et d'aplanir les discordes d'intérêt local dans l'esprit de la tolérance et de l'égalité des droits. Le principal but de Mazzini, la réalisation d'une compréhension sincère et d'une coopération démocratique des diverses nations, se révèle sans réserves dans le programme du Comité.[3]

[1] *Ibid.*, p. 207—21.

[2] T. XLIII, p. 308.

[3] Le problème le plus grave est, une fois de plus, celui de la réconciliation des peuples danubiens. En juin 1851, Mazzini adresse aux Roumains le message suivant : « Le tzar vous parle d'indépendance et de nationalité. Il n'y a pas d'indépendance sans liberté, et comment la liberté pourrait-elle venir de l'oppresseur de la Pologne et de la Hongrie? Le tyran de l'Autriche vous dit que votre nationalité, c'est la fidélité à sa maison et la guerre contre le Magyar. Repoussez avec horreur ses in-

Le Comité ne prit une réelle importance européenne et ne substitua aux idées générales, destinées à animer les foules, des projets pénétrés d'un respect plus prononcé des faits concrets qu'au moment où, à côté de Mazzini, parut un autre champion intrépide de la liberté : Louis Kossuth. Mazzini ne tarda pas à se rendre compte que rien ne pourrait augmenter davantage l'autorité du Comité que la présence au nombre de ses chefs d'un homme comme Kossuth, qui était déjà connu dans l'Europe entière et qui jouissait en Italie d'une haute autorité.[1]

En outre, Mazzini était fermement convaincu qu'une étroite alliance italo-hongroise serait d'une importance décisive pour la cause commune et que les deux peuples devraient s'engager, à un moment donné, dans une action commune, exécutée selon un plan préétabli. Or, le seul homme qui pouvait être, à ses yeux, une garantie vivante de la participation hongroise, c'était Kossuth ; voilà pourquoi, le 7 août 1850, il adressa, au nom du Comité Central Démocratique Européen, une longue lettre à l'émigré de Kutayah (Turquie). Il y exposait les motifs de la formation du Comité ainsi que son programme et invitait Kossuth à y adhérer.

> La Révolution, dit Mazzini, a matériellement échoué ; mais le fait d'avoir été réprimée par les princes l'a rendue plus forte sur le plan idéologique. « Que lui faut-il donc pour triompher? La seule chose qui lui a manqué en 1848 : une organisation , un plan d'ensemble, une direction commune, la simultanéité d'action. » Les rois ont uni leurs forces pour étouffer la Révolution : les révolutionnaires doivent donc agir de même « pour diviser les rois et neutraliser leurs forces ».

sinuations. Cet homme tient le même langage au Magyar, à l'Allemand, au Slave ; il divise pour régner. Le Slave et le Magyar, l'Italien et le Grec sont vos frères ; l'empereur et le tzar sont leurs ennemis et vos ennemis » (*Scritti*, t. XLVI, p. 86).

[1] Le capitaine anglais Henningsen et le colonel Alessandro Monti, chef de la légion italienne de Hongrie allaient si loin dans leur estime pour Kossuth qu'ils le croyaient plus apte à grouper autour de lui tous les patriotes italiens que Mazzini lui-même ; celui-ci, fidèle à ses principes rigoureusement républicains, s'était aliéné aussi bien les partisans royalistes de la maison de Savoie que ceux qui, ralliés au programme du Primato de Gioberti, et animés d'esprit néo-guelfe, rêvaient une future confédération des États italiens, sous le sceptre du Pape. V. Kastner, *op. cit.*, p. 83.

C'est cette fraternité de pensée, c'est cette concomitance d'action que nous avons essayé de réaliser en adressant un appel collectif à tout homme qui se sent un cœur libre et un bras vaillant. »

Dans la suite, Mazzini s'adresse à Kossuth dans des termes amicaux et vibrants d'enthousiasme : « Il serait superflu de vous dire, Frère, combien de fois, dans nos réunions, le nom héroïque de la Hongrie, si dignement représenté par le vôtre, a été prononcé. Combien de fois même de fausses nouvelles nous ont donné et nous donnent encore, chaque jour, le doux (sic) espoir de vous voir parmi nous, nous aidant de votre expérience et de votre patriotisme. » Mais le temps presse et les membres du Comité voudraient obtenir le plus tôt possible l'adhésion de Kossuth et, en signe de celle-ci, sa signature. « Nous ne pourrions vous dire, ajoute Mazzini, sans blesser votre modestie, quelle importance nous attachons à votre adhésion que, malheureusement, nous n'avons pas le loisir d'attendre . . . En attendant le plaisir bien vrai, bien sincère de vous embrasser, travaillons, Frère, à la délivrance des peuples et le Dieu des opprimés nous soit en aide.»[1]

Non content d'exposer le programme général du Comité, Mazzini attire aussitôt l'attention de Kossuth sur les possibilités concrètes et immédiates d'une collaboration italo-hongroise. Il envisage une alliance qui assurerait aux pays alliés une parfaite liberté d'action dans leurs affaires intérieures.

« Nous avons, outre le principe commun, le même ennemi à combattre. C'est à Vienne que nous pouvons émanciper Buda et Rome, Pest et Milan. Nos deux patries doivent se tendre la main par-dessus l'Adriatique . . . » Et voici l'idée maîtresse de Mazzini qui revient : « C'est une confédération libre que nous voulons fonder : Italiens, Slaves, Magyars peuvent y entrer sans crainte d'empiétements réciproques. »[2]

Dans la lettre suivante, datée du mois de novembre de la même année, Mazzini développe encore mieux sa pensée, précisant les détails de l'alliance italo-hongroise.

Selon ce document, le Comité Central possède une large sphère d'influence en Italie ; c'est une association bien organisée qui, au point de vue matériel, n'est point dépourvue des moyens nécessaires. Mazzini insiste sur les analogies

[1] Kastner, *op. cit.*, p. 3—4.
[2] *Op. cit.*, p. 5—6.

qu'on peut relever dans le sort des deux pays et qui les prédestinent à unir leurs forces en vue d'une action commune. Il attache une importance toute particulière à la collaboration personnelle de Kossuth ; bien qu'il ait déjà des relations avec plusieurs émigrés hongrois, il n'en attend pas grand' chose. Il le dit tout carrément à Kossuth : « Je voudrais n'avoir à faire qu'avec vous. »[1] C'est de lui, qu'il considère comme le représentant le plus digne de la Hongrie, qu'il désire apprendre dans quelle mesure on peut compter sur la collaboration de ce pays. Quant aux principes de l'alliance à conclure, il les précise dans les termes que voici : « Solidarité de nos deux révolutions. Les forces révolutionnaires hongroises doivent seconder le mouvement italien, s'il a lieu avant le vôtre, en Italie, et saisir l'occasion en Hongrie. Les forces italiennes doivent faire de même, si vous vous levez les premiers. Le premier des deux pays qui aurait accompli son émancipation intérieure doit prêter tout le secours possible à l'autre, selon les demandes qui lui seront adressées. »[2]

Il faudrait pourtant se mettre d'accord aussi au sujet des détails de l'alliance. Comment pourrait-on assurer à l'Italie le secours effectif de la Hongrie à un moment donné et comment pourrait-on y employer les soldats hongrois qui se trouvent sur le territoire de l'Italie ? En outre, Mazzini voudrait discuter avec Kossuth un autre important problème qui ne cesse de le préoccuper et dont la négligence ou une fausse conception avait été, à son avis, la principale cause de l'insuccès de la guerre de l'indépendance. Avant de considérer l'alliance italo-hongroise comme une force réelle de la politique internationale, il désire obtenir de la part de Kossuth des assurances concernant la décision de celui-ci de collaborer pacifiquement, sur la base de l'égalité des droits, avec les peuples voisins.

« Il s'agirait de plus de connaître vos idées sur la possibilité et sur les bases générales d'un pacte, d'une fraternisation entre les Magyars, les Slaves du Sud et les Moldo-Valaques. Ces idées nous serviraient pour savoir au juste le langage que nous pouvons tenir aux éléments que je viens de nommer et avec lesquels nous serions en contact. »[3]

Ce n'est qu'au mois de mars de l'année suivante que Kossuth répondit aux lettres, de plus en plus pressantes, de

[1] *Op. cit.*, p. 65.
[2] *Ibid.*, p. 6—7.
[3] *Op. cit.*, p. 10.

Mazzini. Il avait longtemps hésité : pourquoi prendre des engagements quand il ne connaissait bien ni la situation en Italie ni le mouvement de Mazzini? Il eût préféré se rapprocher du gouvernement piémontais dont la force réelle, l'armée bien disciplinée et la politique fort habile lui inspiraient plus de confiance. Il y avait, à coup sûr, plus de chance de voir un jour précisément ce gouvernement s'opposer courageusement à l'Autriche que de voir s'engager dans pareille entreprise Mazzini dont les partisans épars étaient loin de représenter une force militaire considérable.

Mais le Piémont poursuivait en ce temps-là une politique fort prudente : il se gardait bien de se compromettre par des négociations avec Kossuth. Quant à l'organisation de Mazzini, les agents de Kossuth n'en disaient que du bien, faisant l'éloge de sa haute morale, de sa discipline et de sa popularité. Aussi le grand émigré hongrois ne tarda-t-il pas à changer d'avis : il jugea très important de prendre contact avec Mazzini, et c'est dans ce but qu'il joignit à sa lettre la longue annexe intitulée « Exposé des principes de la future organisation de la Hongrie » où, en abordant la question des nationalités, il insista sur la nécessité de leur assurer la parfaite égalité des droits.[1] Un peu plus tard, le 31 octobre, Mazzini et Kossuth eurent enfin l'occasion de se rencontrer à Londres, ce qui leur permit de tomber d'accord au sujet de tous les détails de leur collaboration. Comme confirmation de cette convention par un document écrit, ils adressèrent, dès le mois de novembre de la même année, un message rédigé en hongrois et en italien aux soldats hongrois qui se trouvaient en Italie et aux soldats italiens qui étaient dans les garnisons de Hongrie : ce message contenait, outre des déclarations relatives à la communauté d'intérêts des Italiens et des Hongrois, un pronostic concernant l'ouverture prochaine des hostilités. Opposant le service de la patrie à celui de la maison d'Autriche, le message cherchait à persuader aux soldats qu'en se battant sur le territoire d'un peuple allié, ils pouvaient servir la cause de la patrie et de la liberté d'une manière aussi efficace que sur le sol de leur propre pays.

[1] *Op. cit.*, p. 25.

«Unissez-vous donc, lisons-nous dans cet appel, pour que votre nation soit libre et grande comme Dieu l'a voulue. Vous n'avez qu'un seul ennemi commun : la maison d'Autriche, et un seul combat à livrer: la lutte pour la liberté. Ayez un seul plan, une seule décision pour les deux pays : rendez fort par votre concours le drapeau que le peuple tiendra bien haut en Hongrie et en Italie contre le pouvoir impérial parjure et usurpateur.

« Vos armes, intimement unies, auront brisé plus vite le joug autrichien qui pèse sur vous. Considérez-vous les uns les autres comme l'aile droite et l'aile gauche d'une seule et même armée, composée de jeunes camarades ; lorsque, en quelque en droit que ce soit où, au sein de ces deux nations, la liberté élèvera sa voix et, soit en Hongrie, soit en Italie, on hissera le drapeau républicain pour l'opposer au drapeau impérial, il y aura des combattants pour s'engager dans la lutte, il y aura vos bataillons.

« . . . Unis, comme les trois couleurs de vos deux drapeaux nationaux, et comme nos deux noms que vous trouvez ici soussignés, préparez-vous pour l'heure de la révolte. Nous vous adressons ce message à la veille du réarmement. »[1]

Italiens et Hongrois

A partir de ce moment, les passages où le nom de la Hongrie figure à côté de celui de l'Italie, deviennent de plus en plus nombreux dans les écrits de Mazzini. Notre auteur ne cesse d'insister sur l'indissoluble communauté d'intérêts qui unit les deux nations, ainsi que sur la compréhension et la sympathie qui ont forgé entre Kossuth et lui l'alliance la plus solide. Cette alliance ne manque pas d'ailleurs d'inquiéter certains milieux politiques qui, comme Mazzini le fait remarquer à plusieurs reprises, font des efforts désespérés pour les désunir.[2] Mais il n'en sera rien. Tandis qu'en Amérique Kossuth réussit à gagner à sa cause l'opinion publique et à recruter des partisans enthousiastes associant toujours le sort de la Hongrie à celui de l'Italie, à Londres c'est Mazzini qui organise, en s'appuyant sur ses relations anglaises, l'Association des Amis de l'Italie. Il voudrait la voir élargie et transformée grâce à l'adhésion de Kossuth en une Association des Amis de l'Italie et de la Hongrie ; mais l'homme d'État hongrois,

[1] *Scritti*, t. XLVI, p. 166—71.
[2] *Ibid.*, t. II, p. 32.

jaloux de son indépendance et de sa liberté d'action, refuse son assentiment.[1]

Il ne met pourtant pas en doute la nécessité d'une étroite collaboration dont il espère des résultats décisifs. Dans les discours qu'il adresse à l'Association, il identifie la cause de l'Italie à celle de la Hongrie : stigmatisant la terreur qui fait tant de ravages dans les deux pays, il soumet au jugement de l'opinion publique européenne non seulement les atrocités de Brescia, mais encore le triste sort des martyrs d'Arad. Il désire, en outre, que les Amis de l'Italie exercent, par l'intermédiaire de l'opinion publique, une certaine pression même sur le gouvernement britannique, afin que celui-ci, lors des prochaines insurrections nationales, adopte une attitude moins passive qu'en 1848—49.

L'insurrection est sur le point d'éclater, — affirme-t-il constamment. Toute l'Europe est en effervescence. Tandis que chez certains peuples le mouvement n'a pas encore dépassé l'étape de cristallisation, chez d'autres, notamment chez les Italiens, les Hongrois et les peuples slaves, il est déjà si puissant qu'il permet d'espérer sous peu une transformation radicale de la situation. Mazzini est fermement convaincu que la révolution, une fois entrée en action dans n'importe quel coin de l'Europe, ne restera point un phénomène isolé, une lutte menée pour des intérêts locaux, comme en 1848 ; bien au contraire, elle deviendra la conflagration générale, la guerre d'indépendance de tous les peuples contre tous les oppresseurs. Mazzini formule d'une manière de plus en plus nette qu'il appartient à l'Italie de donner le signal. La Hongrie se trouve menacée non seulement par l'Autriche, mais encore par toute une série de voisins ennemis, sans compter la force armée des tzars qui ne tarderait pas à empêcher que le mouvement ne gagnât aussi d'autres peuples. Quant à l'Italie, sa position géographique et stratégique semble plus favorable : tout porte à croire que sa résistance sera moins éphémère.

[1] Mazzini semble avoir pris en mauvaise part cette attitude, comme il ressort d'une lettre qu'il écrivit à sa mère : Kossuth : ... « è l'incarnazione dell'Ungheria. Ei l'ama davvero, e a quella sagrificherebbe ogni cosa. Per quella e in quella sarà grande : pel resto, sarà quel che le circostanze vorranno ... (Gastaldi) ha ragione, non nell'esagerare il merito mio, ma nel credere ch'io lavoro per la credenza in un principio generale, l'altro pel suo paese esclusivamente » (Griffith, *op. cit.*, p. 322).

Nombreux sont les Italiens, écrit Mazzini dans son message de 1853, qui approuvent le projet de la révolution, mais qui hésitent, lorsqu'il s'agit de l'exécuter. Ces gens-là devraient pourtant se rendre compte qu'eux seuls pourront déclencher la guerre que d'autres devront continuer. « A notre avis, ajoute-t-il, dire aux Italiens : Quand d'autres se soulèveront, vous les suivrez, équivaudrait à affirmer : Vous ne vous soulèverez jamais. »

« L'insurrection italienne, continue-t-il, dans les conditions actuelles de l'Empire, entraînera d'une manière inévitable l'insurrection de la Hongrie ; l'insurrection de l'Italie et celle de la Hongrie entraîneront inévitablement celle du peuple de Vienne... Les autres peuples ne les suivront-ils pas?... L'initiative de l'Italie est l'initiative des nations. »[1]

Dans les instructions données aux agents du Parti de l'action de Genève, Mazzini insiste sur la necessité de faire comprendre aux Hongrois de Suisse que l'Italie est la première station du retour dans leur patrie ; s'adressant aux réfugiés polonais, il déclare qu'ils constituent l'arrière-garde de cette armée de la liberté, dont l'avant-garde est fournie par l'Italie et la Hongrie. Les lettres adressées par Mazzini à Kossuth qui, à cette époque séjourne en Amérique, traitent aussi le problème d'une action militaire commune. Mazzini lui demande d'acheter des armes qui pourraient être débarquées quelque part dans l'Italie méridionale. C'est de cette base militaire que devront partir les opérations, ce qui n'exclura pourtant pas l'envoi des armes nécessaires à la Hongrie.

« L'Italie et la Hongrie ne doivent faire qu'une seule zone d'opération. L'Italie est la base : la Hongrie le point objectif... Nos deux nations sont aujourd'hui les deux phares d'espoir du monde... Un mouvement italien et hongrois sera suivi de dix mouvements. L'année ne peut pas, ne doit pas se passer... »[2]

Rien ne peut ébranler en Mazzini la conviction qu'une seule étincelle suffira pour embraser toute l'Europe. En 1853, il essaie d'organiser un soulèvement à Milan ; en même temps, il prépare un mouvement analogue dans plusieurs garnisons de l'Italie du Nord, où les soldats passent déjà pour être ses partisans idéologiques. La direction de ce mouvement est confiée à Georges Klapka, général émigré de la guerre de l'indépendance hongroise, qui, à l'heure convenue, ne manque pas de franchir la frontière suisse. Le soulèvement de Milan ayant été

[1] *Scritti*, t. XXXIX, p. 225—6, t. XLIII, p. 308.
[2] *Ibid.*, t. II, p. 81.

aussitôt étouffé, la volonté de Mazzini demeure inébranlable, malgré cet insuccès : son zèle infatigable le pousse à des tentatives sans cesse renaissantes. La révolte lui semble inévitable : l'idée nationale a déjà gagné les larges masses du peuple. Les Italiens trouveront d'excellents compagnons d'armes sur le sol même de leur patrie : ne pourront-ils recourir au secours des soldats enrôlés dans l'armée autrichienne? De tout temps Mazzini avait attribué une importance toute particulière à une collaboration de ce genre ; depuis l'échec de la guerre de l'indépendance, il met, d'accord avec l'émigration hongroise, une vaste activité de propagande au service de l'idée de liberté et de la cause d'un soulèvement commun. Il n'ignore pas le mécontentement qui règne parmi les soldats dépaysés qui murmurent contre leurs officiers étrangers ; sur la répartition des soldats hongrois dans les diverses garnisons, il est parfaitement renseigné. Il espère les voir lutter un jour aux côtés des Italiens ; les sous-officiers d'un régiment de Brescia lui ont déjà offert, à lui et à Kossuth, de se transformer en partisans. Dans ses messages adressés aux Italiens, il présente la collaboration des Hongrois d'Italie comme un fait certain au sujet duquel il possède même des projets élaborés d'un commun accord avec Kossuth.

> « Les Hongrois qui sont nombreux en Italie, écrit-il à ce propos, viendront avec nous. Kossuth qui, le lendemain de votre victoire, viendra chez nous, les groupera autour de lui. Cette concentration des forces sera le signal de l'insurrection hongroise ; les instructions à cet effet ont déjà été données. L'insurrection de l'Italie et de la Hongrie équivaut à une dislocation complète de l'empire d'Autriche. »[1]

Le soulèvement des Italiens, loin de compter uniquement sur les soldats hongrois enrôlés dans l'armée autrichienne, pourra s'appuyer aussi sur les officiers hongrois émigrés qui s'étaient distingués dans la guerre de l'indépendance. A côté du nom de Kossuth, ceux de Perczel et de Klapka sont là pour démontrer aux Italiens qu'ils sont maintenant bien plus forts qu'en 1848 et 1849.

Les événements qui se déroulèrent au cours de la guerre de 1859, ont confirmé à tous égards les vues de

[1] *Scritti*, t. LV, p. 42.

Mazzini. Beaucoup de soldats hongrois d'Italie n'hésitèrent pas à embrasser la cause du pays hospitalier : c'est aux côtés des Piémontais que se rangea non seulement une légion conduite par des émigrés hongrois, mais encore un grand nombre de soldats hongrois qui avaient quitté l'armée autrichienne. Malheureusement la paix que Napoléon III et le Piémont conclurent avec l'Autriche d'une manière si imprévue, fut une véritable trahison pour eux. Ceux qui espéraient retourner dans leur patrie en hommes libres, se virent par ce traité de paix à la merci du gouvernement autrichien. Tout ce que le gouvernement italien leur promettait encore, c'était d'intervenir dans leur intérêt auprès des autorités autrichiennes. Mazzini rappelle ces événements tragiques dans un long article qui se distingue par son ton lyrique. S'adressant à la jeunesse italienne, il traite des détails de la guerre à peine terminée, relève les erreurs qu'on vient de commettre et, recourant à ce style légèrement pathétique qui lui est propre, il brosse un tableau magistral de l'état des soldats hongrois qui ont pris une part active à cette guerre :

« D'où viennent et où vont ces gens qui, malgré leur apparence de héros, semblent porter le signe d'une défaite sur leur front pâle et qui s'avancent, tristes, vers la mer de Ligurie, comme des victimes désignées? Pourquoi tressaillent-ils, muets, si on leur chuchote humblement à l'oreille, comme si l'on se sentait involontairement coupable : ‚Éljen a Magyar !, Ils s'étaient battus comme de vrais héros dans l'armée autrichienne, mais dès qu'ils se trouvèrent en face de la tricolore, ils se rendirent compte qu'ils n'avaient pas lutté pour une cause juste. Ils se rappelaient les liens indissolubles qui les unissaient à l'Italie . . . Ils se souvenaient qu'ils avaient, dix ans auparavant, combattu l'oppresseur de leur patrie et qu'en ce temps-là on combattait aussi en Italie le même oppresseur de toutes les terres où il mettait le pied. Ils se souvenaient de la gloire de leurs pères qui avaient lutté contre les menaces de l'envahisseur ottoman et de Venise qui avait également participé à ces guerres de la chrétienté à l'époque même où leurs pères faisaient la guerre. Ils se souvenaient des vestiges de l'ancienne civilisation italique sur leur sol et de ces pactes de fraternité qui avaient été conclus par des exilés ayant des espoirs et des malheurs communs. »[1]

[1] *Ibid.*, t. LIX, p. 187—8.

Le renvoi aux relations historiques italo-hongroises n'est pas, chez Mazzini, une simple phrase de rhétorique, elle est la révélation d'une profonde conviction. Pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler le ton indigné qu'il prend pour critiquer l'attitude du gouvernemet italien.

> Les soldats hongrois, dit-il avaient la ferme conviction que les Italiens avaient lutté pour une cause juste et qu'ils défendaient la cause de l'indépendance d'un autre pays comme celle de leur propre pays. Ils mettaient leur confiance dans l'appui des Italiens et dans la possibilité d'une lutte commune ; se rangeant du côté des Italiens, ils avaient mis bas les armes, mais uniquement « pour les reprendre d'une manière plus conforme à l'idéal de la justice. » Le gouvernement piémontais et ses dirigeants qui tremblaient devant les puissances étrangères, les avaient livrés à l'Autriche. « On n'avait pas compris l'enseignement de l'histoire ; on n'avait pas compris que l'Autriche était d'une faiblesse mortelle ; elle n'eût point résisté à une attaque simultanée des peuples. » Mazzini déclare enfin que ses compatriotes le font rougir : aveuglés par leurs préjugés, ils se laissent induire en erreur par les politiciens.

Problèmes de la politique européenne

Cette guerre creusa encore davantage l'abîme qui séparait Mazzini du gouvernement piémontais et de son premier ministre Cavour. Celui-ci qui, jusqu'à 1856, considérait l'unité de l'Italie comme une chose absurde,[1] n'hésite pas à voir en Mazzini, un révolutionnaire dangereux. Quant à Mazzini, il condamne dès le début la politique que Cavour s'obstine à fonder non sur une action commune des peuples pour la liberté, mais sur le labyrinthe des négociations diplomatiques et l'aide des puissances étrangères.

D'autre part, affirme constamment Mazzini, Cavour ne travaille pas pour la nation italienne et l'Italie unie, mais pour les velléités d'expansion d'une dynastie; pour cette expansion il est prêt à sacrifier non seulement les Italiens, mais encore d'autres peuples épris de liberté. Ne s'est-il pas allié, lors de la guerre de Crimée, même à l'Autriche, s'exposant au risque de se voir — dans le cas où les peuples soumis à l'Autriche, mais encouragés

[1] Griffith, *op. cit.*, p. 68.

par l'approche du tzar, se révolteraient en Galicie et en Transylvanie — contraint d'envoyer des soldats italiens opprimer la vie nationale des Hongrois et des Polonais?[1]

Mazzini ne condamne pas moins le rôle que l'Angleterre a joué dans la même guerre. C'est pour défendre ses intérêts maritimes qu'elle s'est rangée du côté de la Turquie ; d'autre part, s'alliant à l'Autriche contre la Russie, elle s'est mise en contradiction avec sa propre politique, puisque, d'un côté, elle affichait sa sympathie pour les peuples opprimés et fêtait Kossuth et, de l'autre, se ralliait à la cause de leur oppresseur. C'est la crainte des nationalités qui dirigeait son intervention et lui faisait commettre de si graves erreurs. Ainsi elle renonçait à porter secours à la Pologne, quoique celle-ci eût pu lui fournir dix millions d'alliés et elle rejeta l'idée de collaborer avec les officiers hongrois, allemands et italiens de l'émigration, entre autres avec Klapka. Craignant une éventuelle insurrection en Hongrie, elle préférait éloigner les troupes anglaises et françaises des frontières orientales et méridionales de la Hongrie, ce qui lui permit de mettre la main sur les Principautés danubiennes.

C'est aussi la cause de la guerre de Crimée dont le but était d'éloigner le champ de bataille des pays inquiets. Toutefois, constate-t-il avec ce raisonnement plein d'idéalisme qui lui est propre, le tzarisme n'est rien d'autre que le principe de l'autorité illimitée ; pour le vaincre, il faut lui opposer un autre principe, celui de la liberté générale. Au lieu de s'allier à l'Autriche, l'Angleterre aurait dû s'allier aux nations désirant ardemment être libérées : sans que le mouvement de celles-ci eût constitué un danger pour elle, une telle alliance lui aurait assuré des avantages considérables.

> « La Pologne se préparait : pourriez-vous révoquer en doute l'importance de 10 millions d'alliés qui se tiennent debout, immobiles, aux côtés de vos ennemis ou sont dispersés dans son armée? L'Italie se préparait également : croyez-vous que l'Autriche, assaillie par un second 1848, aurait pu être une ennemie dangereuse dans votre querelle avec la Russie? La Hongrie se préparait : pourriez-vous imaginer que, après 1849, ayant à choisir entre vous et la Russie, elle pût choisir la seconde pour amie et alliée? »[2]

[1] *Scritti*, t. IV, p. 4.
[2] *Ibid.*, p. 33.

En juillet 1855, Mazzini adressa au directeur du *Daily News* une lettre ouverte sous le titre : « La seule solution de la guerre orientale » : il y condamnait de nouveau et dans des termes très énergiques l'orientation de l'Angleterre vers l'Autriche. Le parlement britannique, affirme-t-il, est trop indécis pour s'engager dans la seule bonne voie ; en vain l'assiège-t-on d' interpellations en faveur de la Pologne, de l'Italie et de la Hongrie. L'Angleterre craint que la Prusse et l'Autriche, au cas où elles verraient leur prestige menacé par les péripéties de la guerre, ne se décident à s'associer à la Russie pour l'attaquer. Mais même une attaque de ce genre ne saurait constituer un sérieux danger, puisque ces deux États seraient retenus par le mouvement de leurs propres nationalités.

> « Laissez, s'écrie-t-il, la Prusse à ses peuples, l'Autriche aux Hongrois et à nous. Comme il est vrai que l'Autriche ne tirera pas un seul coup de fusil sur la Russie pour vous, de même pas un seul fusil autrichien ne tirera sur vos soldats tant que nous vivrons. » Le soulèvement des nations opprimées, loin d'entraver les opérations militaires, leur apportera, au contraire, une aide efficace. « Ces batailles-là sont aussi les vôtres. Croyez-vous qu'avec la Pologne, la Hongrie, l'Italie transformées en nations libres, le tzar puisse facilement marcher sur Constantinople? »[1]

Tout en faisant la critique de l'indifférence et de la négligence, il suit d'un œil attentif et anxieux l'inquiétude des États centre-européens qui pourrait servir d'atout dans le jeu des grandes puissances. C'était déjà, constate Mazzini, l'intention de Napoléon III lors de la guerre de 1859 ; pour lui, la guerre d'Italie n'était qu'un point de départ. Ce qu'il visait en premier lieu, c'était la conquête des provinces rhénanes et le démembrement de l'empire turc oriental. Pour devancer une éventuelle coalition menaçante de l'Angleterre et de la Prusse, il avait conclu une alliance secrète avec la Russie. D'aprés les clauses de cette alliance, dans une phase plus avancée de la guerre, on devait susciter, en abusant du nom de Kossuth, des révoltes d'abord en Hongrie, ensuite dans les provinces soumises à l'empire ottoman et, enfin, l'armée russe atta-

[1] *Ibid.*, p. 177.

querait l'Autriche et l'Allemagne. A l'issue de la guerre, la Pologne resterait à la Russie, les princes Bonaparte auraient les États italiens et la Hongrie serait soumise au régime du grand-duc Constantin. En d'autres termes, les intérêts du peuple, l'égalité des droits et la liberté seraient de nouveau foulés aux pieds. Fidèle à ses principes, Mazzini n'a point d'indulgence pour ceux qui sont disposés à approuver de pareils projets :

> « ... cette condition oiseuse (à savoir celle proposée par la Russie) fut acceptée non seulement par Louis-Napoléon (dans son antipathie, Mazzini persiste à donner ce nom à l'empereur des Français), mais — ah ! qu'il me déplaît de devoir le dire ! — même par plusieurs émissaires hongrois, peut-être avec des arrière-pensées semblables à celles de Cavour et non moins funestes. »[1]

Projets de guerre de liberté

Même Cavour qui, auparavant, s'était montré si hostile aux révolutions, finit par s'engager — après la convention de Villafranca qui l'avait profondément déçu — dans la voie indiquée par Mazzini ; à partir de ce moment, il ébauche des projets concernant la reconquête de Venise, avec l'aide de la Hongrie. Comme l'on voit, le rôle de Cavour complète celui de Mazzini : celui-ci s'étant chargé de la préparation idéologique du terrain, c'est à Cavour qu'incombe le devoir d'exécuter les projets. Au fond, Cavour, tout en combattant la conception de Mazzini, ne peut ne pas en subir l'effet ; craignant de devoir lui abandonner l'initiative, il se décide à exécuter lui-même les projets de son adversaire. Voilà l'explication de l'entreprise de Garibaldi, en 1860, dans l'Italie méridionale, et aussi celle de la tentative de Cavour pour résoudre le problème de Venise. Pour devancer le mouvement des républicains mazziniens et pour conserver au Piémont le rôle qu'il avait joué jusque-là dans la vie politique italienne, Cavour entame des négociations avec Kossuth et envisage le projet d'un soulèvement en Hongrie. C'est le moment où Mazzini fait des remarques ironiques sur la crédulité des partisans de Cavour qui

[1] *Ibid.*, t. LIX, p. 228.

espèrent pouvoir s'emparer de Venise au moyen d'une entreprise romanesque en Orient.[1]

« Le gouvernement, dit-on, pense à Venise : laissez-le faire. C'est en partant de Hongrie que le gouvernement fera la conquête du Quadrilatère (lombard). Et l'on rêve à de gigantesques conspirations slavo-hongroises dirigées par Cavour, à des expéditions approuvées par le gouvernement contre la côte d'Illyrie, à un Garibaldi qui, chargé de soulever les peuples slaves du sud, de diriger l'insurrection hongroise et de détruire l'Empire, tranchera à l'extérieur de l'Italie le nœud gordien de Venise ; »[2]

Aux yeux de Mazzini, ce projet est une nouvelle preuve de la politique immorale et pleine d'arrière-pensées de Cavour.

Cavour, écrit Mazzini, envoie Garibaldi sur les côtes illyriennes, pour l'empêcher de commencer une nouvelle action en Italie et pour se débarrasser de sa personne, source de tant d'inquiétudes. Le projet envisagé est d'autant plus avantageux qu'il permettrait au gouvernement de s'emparer de Venise sans le moindre sacrifice et sans se charger d'une lourde responsabilité. L'échec de l'expédition équivaudrait à celui de la révolution : Garibaldi deviendrait inapte à jouer un rôle quelconque dans la vie politique de sa patrie. D'autre part, de l'avis de Mazzini, le projet n'est point réalisable, puisque, pour pouvoir s'unir à des forces militaires quelque peu considérables, Garibaldi devrait d'abord se frayer un chemin à travers la Croatie. Partir avec une poignée d'hommes, comme il l'avait fait à Marsala, en 1860, serait un acte de témérité parfaitement inutile, car les Autrichiens, en se servant de la ligne ferroviaire de Zagreb, pourraient aussitôt envoyer des troupes capables d'empêcher la jonction des Italiens avec les Hongrois. Envoyer des contingents plus ou moins importants serait également impossible, car cela équivaudrait à une déclaration de guerre que le gouvernement italien cherche à éviter. Il convient de tenir compte aussi du fait que, à moins de compter sur la

[1] Mazzini fait allusion aux projets que Cavour et les émigrés hongrois avaient, dès le commencement de 1859, lancés en vue d'une action dirigée des principautés danubiennes vers la Hongrie. Au cours de l'automne de 1860, on avait même fait parvenir un important envoi d'armes par le Bosphore à Galatz, mais les Autrichiens, avertis par un traître, n'avaient pas tardé à intervenir (cf. E. Kastner, *A Kossuth-emigráció keleti tervei Giacomo Durando iratairan* [Les projets concernant l'Europe orientale des émigrés de Kossuth, d'après les écrits de G. Durando]. Dans *Századok*, 1929, p. 128—137).

[2] *Scritti*, t. LIX, p. 271.

possibilité d'une insurrection simultanée de la part des Vénitiens, les troupes italiennes et hongroises se trouveraient prises entre les forces autrichiennes et russes, ce qui les mettrait dans une situation désespérée. En dernière analyse, Mazzini insiste, une fois de plus, sur la seule solution qu'il croit possible : il faut d'abord soulever le peuple italien pour diriger ensuite une action, à travers Venise, vers la Hongrie, en vue de la libération de celle-ci. « Vous avez aujourd'hui, ô Italiens, une puissante base d'opération : l'Italie. Les insurrections que vous désirez, se déclencheront au moment même de votre première attaque contre le territoire vénitien. La Hongrie suivra votre mouvement et vous verrez bientôt l'Autriche démembrée entre deux ennemis. »[1]

Le terrain est déjà préparé : il s'agit maintenant de faire connaître les détails de ce vaste projet. Il faudra, à coup sûr, des actions multiples et les attaques devront se succéder à peu d'intervalle et dans plusieurs directions. Le peuple belliqueux de Bergamo et de Brescia doit être envoyé contre le Trentin ; il faut engager dans le combat aussi les fougueux Friouliens. En même temps on enverra par mer des bateaux chargés de troupes hongroises et italiennes qui soulèveront les Istriens et les Dalmates. A travers la Croatie, une action analogue se dirigera vers la Hongrie. Si l'on réussit à faire accroire aux peuples balkaniques que la lutte a pour but aussi leur liberté, ils ne tarderont pas à y participer. Si, au surplus, on pouvait mettre Garibaldi à la tête du gouvernement piémontais et compter sur la participation de l'armée régulière, l'Autriche s'effondrerait au bout d'un mois.[2]

Il ne s'agit certainement pas d'une fantasmagorie hâtivement ébauchée : c'est le résultat des efforts et des réflexions d'une vie entière. Le grand but auquel Mazzini aspire avec une ardeur inlassable, c'est la défaite de l'Autriche, l'anéantissement de sa puissance et la création de nouveaux États nationaux. Malgré les remaniements que le cours des événements a toujours bien motivés, les grandes lignes de cette conception n'ont point changé : elles sont là pour prouver que les efforts du grand homme politique ont porté leurs fruits.

[1] *Ibid.*, p. 272.
[2] *Ibid.*, t. LXVI, p. 333.

« Les troupes hongroises, constate-t-il avec satisfaction, qui se trouvent dans les garnisons du territoire vénitien, soutiennent notre cause et l'immense activité de propagande qu'on a développée parmi les Grecs, les Roumains et les peuples slaves, n'est pas restée non plus sans effet. Tous ces peuples sont prêts à entrer en lice et, le signal une fois donné, ils se mettront en marche. Ce sera la révolution Hongroise qui formera le trait d'union entre ces mouvements isolés. Malgré l'hésitation inexplicable de ses éléments modérés, la Hongrie se prépare également : elle est disposée à conclure avec l'Italie l'alliance qui, en 1849, était survenue trop tard. On aurait pourtant besoin, en vue de ce grand mouvement révolutionnaire, d'une idée qui aplanisse les divergences de vue qui séparent encore les peuples. »

« L'auteur de ces lignes connaît les germes d'une redoutable insurrection, germes qui mûrissent non seulement dans la patrie de Kossuth, de Klapka et de Perczel — qui pourrait l'ignorer? — mais encore parmi les Slaves de la région illyrienne et de la Croatie, parmi les Polonais de Galicie et les Tchèques . . . Il sait que, pour soulever ces peuples, il ne faudrait qu'une série d'actes initiaux possibles et une forte parole qui fasse résonner la voix de l'entente ; mais que cette voix soit une voix inconnue en 1848 et qu'elle témoigne d'intentions loyalement libératrices. »[1]

IV

L'ENTENTE DES PEUPLES DANUBIENS

On se trouve de nouveau en face de ce problème fondamental qui fait depuis longtemps l'objet des préoccupations de Mazzini : l'entente des peuples danubiens. Sans elle ni la guerre pour l'indépendance des peuples ne peut être couronnée de succès ni l'Europe nouvelle ne peut naître. Mazzini, lui aussi, se rend compte des difficultés : depuis 1848, il n'ignore pas les antagonismes qui opposent les peuples danubiens les uns aux autres. Il connaît leurs doléances et leurs conflits d'intérêts qui, au lieu de disparaître, n'ont fait que s'aggraver par suite des événements de 1849. Les nationalités qui avaient lutté contre la Hongrie, n'ayant plus confiance dans les promesses de l'Autriche, sont plus inquiètes que jamais. Elles s'efforcent de faire prévaloir leurs revendications par d'autres moyens.

[1] *Ibid.*, p. 334.

Mazzini ne se laisse pas décourager. A son avis, toutes ces questions s'effacent devant le but principal : se rendre indépendant et se détacher de l'Autriche. C'est précisément ce but commun qui unira les forces et fera disparaître les antagonismes. Reconnaître la supériorité de cette communauté d'intérêts est une nécessité qui ne tardera pas à s'imposer. Cet horizon plus large mettra fin aux antagonismes égoïstes et, par là, préparera le terrain pour l'entente et la collaboration. Si la Hongrie ne blesse pas ses nationalités et les droits de celles-ci à l'indépendance par des exigences autoritaires, les Slaves et les Roumains se rangeront nécessairement à ses côtés. Dès lors, la solution des problèmes secondaires sera beaucoup plus facile. Tout dépend de la première démarche : quand cette tentative de rapprochement aura été faite, le désir de l'entente réussira à prendre le dessus. Voilà la conviction qu'exprime Mazzini aussi en 1863, lorsqu'il essaye de négocier la paix entre les peuples de l'Europe sud-orientale.

« Hongrois, — écrit-il dans un message adressé aux patriotes hongrois et serbes — tendez une main fraternelle aux Roumains et aux Slaves ; vous, Serbes, aux Roumains et aux Hellènes. Ajournez, jusqu'à la victoire sur l'ennemi commun, toute question intérieure. La liberté nous suggérera, à nous tous, des solutions et des possibilités de pacification qu'aujourd'hui, en tant qu'esclaves, nous ne pourrions envisager. »[1]

Dans cette noble campagne, c'est de nouveau à l'Italie que Mazzini réserve le rôle de protagoniste. Si l'Italie engage la lutte aussi au nom des autres peuples et pour la liberté commune, ses partenaires n'hésiteront pas à la suivre. La paix que l'Italie conclura montrera le chemin d'une collaboration fondée sur l'équité et la bonne volonté : son exemple pourra faciliter la solution des problèmes des peuples danubiens. Le rôle qu'elle aura joué dans la guerre, la prédestinera à se charger aussi de la mission d'un nouvel arrangement européen.

« Et si l'Italie se soulevait au nom de tous les peuples qui aspirent à se constituer en nations, si elle se soulevait pour combattre et donner la liberté à ceux qui, ennemis

[1] *Scritti*, t. LXXV, p. 221.

en deçà des Alpes, pourraient devenir des frères au delà, si elle se soulevait pour enseigner aux Hongrois, dont le mouvement suivrait infailliblement le mouvement italien, des vues larges, justes et tolérantes ... peut-être ces difficultés disparaîtraient-elles tout d'un coup. »[1]

Pour remplir cette mission, on ne peut se contenter de généralités telles que la fraternité des peuples et l'association européenne ; au seuil de l'action proprement dite, le parti de Mazzini doit exactement formuler son programme au sujet des questions d'après-guerre et dire comment il s'imagine la future carte de l'Europe.

Depuis le projet de 1833, la conception de Mazzini a subi des transformations successives, mais sans que son idée maîtresse, la solution fédéraliste, eût été sacrifiée. En ce qui concerne la Hongrie et ses nationalités, les idées de Mazzini trahissent une certaine incertitude. En 1847, dans une série d'articles consacrés aux peuples slaves, il avait songé un moment que la Hongrie, après s'être constituée en puissance slave, pourrait pousser ses frontières jusqu'à la mer Noire ; mais à cette hypothèse l'auteur n'a consacré qu'une fugitive esquisse. En 1852, à l'époque de ses premières négociations avec Kossuth, il fit en passant la déclaration suivante : « La Slavonie du sud, qui s'étend le long du Danube, est destinée à former une vaste fédération, probablement sur une initiative hongroise. »[2]

Plus tard — et c'est la dernière variante de sa conception — il envisage une large confédération où entreront, outre la Hongrie, aussi la Bohême, la Moravie, la Slovaquie et la Roumanie. Il applique d'ailleurs cette conception à l'avenir de l'Europe entière ; en 1858, il consacre un article détaillé à cette question et propose un nouvel arrangement européen comportant, sur la base des principes ethniques, la création de vastes unités politiques.

« Comme, par la volonté de la Providence, les trois grandes familles, la gréco-latine, la germanique et la slave, entre lesquelles la population de l'Europe se répartit, s'équilibrent de sorte que chacune d'elles possède 70 à 80 millions d'âmes, les noyaux secondaires, les tribus dans lesquelles les trois familles se partagent, s'équilibrent également, dès qu'on les laisse s'unir selon les tendances et les affinités

[1] T. LIX, p. 34.
[2] T. XLVI, p. 263.

nationales. » C'est ainsi que naîtra aussi l'Italie Unie, une Confédération Alpine comprenant la Savoie et le Tyrol allemand. « Laissez, sur les ruines de deux empires, l'Autriche et la Turquie d'Europe, surgir deux grandes confédérations alliées qui attireront dans leur orbite, d'un côté la Bohême, la Moravie, la Hongrie et la Roumanie, de l'autre les Slaves du sud, du Monténégro à la Croatie, et de celle-ci, à travers la Bosnie et la Serbie, jusqu'à la Bulgarie ; rendez à la Grèce ses provinces de Thessalie, de Macédoine et de Roumélie . . . supposez que l'Allemagne ait réalisé son unité politique et qu'elle se divise en deux grands secteurs administratifs . . . ou qu'elle fasse partie d'une Confédération tripartite . . . rendez la vie à la Pologne de 1772 et ne vous opposez pas à l'expansion de la puissance russe vers l'Asie — figurez-vous la Péninsule Ibérique unie ou fédérée ; accordez un développement libre à l'inévitable union des pays scandinaves — et vous verrez que, parmi ces forces à peu près égales, disparaîtra cette multitude de petits États qui nourrit actuellement les ambitions des grands ; dans ce cas, l'instinct de nationalité qui est l'âme même de notre Europe, sera satisfait et tout prétexte de guerre disparaîtra ; en revanche, on verra surgir l'esprit de fraternité et d'émulation pacifique, qui s'engagera dans la voie du progrès. »[1]

Ce règlement des questions européennes serait fondé sur des bases naturelles, sur les blocs créés d'après le principe ethnique.

S'équilibrant réciproquement, au point de vue numérique et géographique, et asssurant des droits égaux à tous leurs membres, ces blocs « mettraient fin . . . à la cupidité de conquête ou de suprématie, conduiraient les peuples de l'Europe à l'association pacifique, à l'activité libre et fraternelle, en vue d'une entente commune, termineraient l'ère des révolutions opérées par la violence et inaugureraient une ère de développement lent, constant et normal des diverses activités et des diverses forces. »[2]

Si le nouvel arrangement européen, ajoute Mazzini, était conçu dans cet esprit, les nouvelles frontières seraient sanctionnées par l'histoire, les traditions de l'humanité et la conscience.

*

L'édition des Oeuvres de Mazzini nous permet de suivre l'évolution de sa pensée politique jusqu' à 1863—64. Pour les années ultérieures, seule sa correspondance nous

[1] T. LXII, p. 61.
[2] *Ibid.*, p. 60.

fournit quelques points de repère.[1] Comme il en appert, il continue à accorder une importance toute particulière au problème de Venise, qu'il croit étroitement lié aux grandes questions de l'Europe orientale.[2]

Mazzini continue à croire fermement à une coopération efficace des peuples danubiens. En 1865, par l'intermédiaire de ses émissaires hongrois, il est encore en relation avec des patriotes de la même nationalité et reçoit d'eux des subsides matériels en vue d'une action commune italo-hongroise. Cela ne l'empêche pas de constater l'affermissement des partis modérés ; en novembre 1865, il est d'avis que leur mouvement, lourd de conséquences, causera un jour d'amères déceptions.[3] En même temps, le rôle de Kossuth s'efface en Hongrie ; il cède la place à Deák et meurt, vers la fin du siècle, en exil. D'une manière générale, le sort de ces deux champions de la liberté européenne présente beaucoup d'analogies. Après avoir fasciné pendant des dizaines d'années les peuples de l'Europe par la force suggestive de son programme et de sa personnalité, Mazzini doit constater à la fin de sa vie que la sympathie du peuple italien se tourne chaque jour davantage vers Garibaldi et le roi, parce qu'il attendait de ceux-ci la création de l'Italie unie. Mais Mazzini a pu voir son idéal : l'Italie unie et indépendante et c'est là qu'il mourut, en 1872. Inutile de dire qu'en ardent républicain, il ne pouvait approuver sans réserves ses succès ; il était pourtant d'avis que la création de l'indépendance et de l'unité devait primer tout autre intérêt; « quant à la république, elle ne peut venir qu'après . . .»[4]

MADELEINE JÁSZAY

[1] En 1939. L'édition nationale des Oeuvres Complètes de Mazzini, commencée au début du XXe siècle, en était au t. LXXXI. Nous ignorons le sort des tomes plus récents.

[2] « Le mouvement sur la Vénétie auquel je travaille, écrit-il au début de 1865 à la Comtesse d'Agoult, est pour moi plus que cela, plus qu'une guerre entre l'Italie et l'Autriche ; c'est le réveil des nationalités hellène, roumaine et slavo-méridionale ; c'est l'insurrection hongroise, la question d'Orient et autre chose. Le travail est depuis longtemps commencé . . . » *Scritti*, t. LXXX, p. 27.

[3] *Ibid.*, t. LXXXI, p. 243.

[4] T. LXXX, p. 27.

DOCUMENTS

OBSERVATIONS SUR LE COMMERCE ET SUR LES ARTS

NOTES DE VOYAGE DE JEAN-CLAUDE FLACHAT SUR LA HONGRIE (1740—1741)

En consultant la Bibliographie Lyonnaise et la plus jeune Biographie Générale, en y ajoutant les faits que l'auteur des Observations sur le Commerce et sur les Arts voulut bien nous raconter sur son propre compte, on réussit sans trop de peine à esquisser la vie honnête et aventureuse de Jean-Claude Flachat. Issu d'une famille d'industriels, il naquit aux alentours de 1710. En fils du siècle des lumières, il s'intéressa aux sciences et aux arts et eut la nostalgie des cieux lointains. C'était un curieux qui rêva même des Indes. Son rêve ne se réalisa pas, il dut se contenter d'un séjour prolongé sur les bords du Bosphore, de randonnées en Asie Mineure et dans l'Afrique du Nord. A Constantinople, grâce à la protection d'un puissant fonctionnaire de la cour, il obtint le titre d'un « chef des commerçants ». Mais nous supposons qu'il jugeait plus belle la gloire d'avoir été parmi les premiers Européens qui aient visité le sérail. Après une absence de dix-huit ans, il revint dans sa patrie où il agrandit sa manufacture ancestrale et y établit des ouvriers grecs, tisserands et filateurs, versés dans des techniques inconnues ailleurs et que Jean-Claude ramena de Smyrne. Louis XV honora cette manufacture de Saint-Chamand en lui accordant le titre de « manufacture royale » et maints privilèges. Le geste de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon qui l'élut parmi ses associés ne fut sans doute pas moins apprécié par Flachat, qui s'éteignit en 1775.

Les Observations[1] *étaient fort goûtées des lecteurs. « J'ai voulu également leur être utile et leur plaire », nous dit l'auteur. Elles furent traduites en allemand.*[2] *On devine que son*

[1] Lyon, chez Jacquenod et Rusand, 1766. Ouvrage en deux volumes, dédié à Monseigneur de Bertin, ministre, secrétaire d'État. Nous avons consulté l'exemplaire qui se trouve à la Bibl. Széchenyi (Budapest).

[2] *Untersuchungen zur Beförderung etc.* Leipzig, 1767.

public se composait surtout de gens d'affaires, de gens de métier qui voulaient s'informer et se souciaient peu de l'élégance du style. « J'écris en négociant » nous confesse Jean-Claude et, en effet, il a peu d'un pré-romantique. Il ne parle que par exception de ses sentiments.

En général Flachat ne trouve des paroles que pour décrire des sites, des façons de vivre, des machines. Ce sont justement ces défaillances qui constituent ses facultés maîtresses et qui font aussi que cet homme d'affaires est bien représentatif de sa classe et de son époque. C'est un mercantiliste qui connaît la valeur de l'effort industriel et commercial, mais aussi un disciple de Colbert et il ne méprise pas les labeurs qui accroissent la richesse paysanne. Parcourant l'Italie, il ne divague pas sur les reliques et ne s'extasie pas sur le pinceau de Véronèse. S'il aperçoit à Florence la cathédrale qui « quoique gothique » est un chef-d'œuvre, si à Pise déchue de sa grandeur ancienne il se rappelle qu'il a vu rarement « cultiver avec succès les talents qu'il faut pour devenir un bon négociant dans les lieux que les Universités ont rendu fameux » il n'est complètement à son aise qu'à Naples où il peut nous initier à la préparation des vermicelles et des macaronis.

Quittant la peninsule, Flachat passant par Bâle et Strasbourg atteignit les bords du Danube à Ulm. Il s'embarqua et poursuivit son voyage jusqu'à Vienne. L'empereur-roi Charles venait de mourir. Flachat aurait puêtre témoin, le lendemain de son arrivée, du convoi funèbre de Sa Majestéi, mais il préféra prendre le même jour la voiture qui partait, pour la Hongrie. (Cela nous permet de dater exactement son voyage: nous sommes au mois d'octobre 1740.) « Je désirais voir ce royaume », note Flachat, « sur ce que j'avais appris de ses productions en vin, laines, fruits, métaux, blé, etc. » [1]

SÁNDOR BAUMGARTEN

* *

Au début de son voyage, il tombait de la neige « et les chemins devinrent si mauvais que nous eumes de la peine d'arriver en deux jours a Edimbury [2] . . . Nous étions contraints d'aller lentement et souvent de sonder le gué de peur de nous enfoncer dans les marais dont ce pays est tout couvert. »

A Sopron tout se reduit à voir le lac « ou l'on pêche de bons poissons et la petite ville Viinstadt où il n'y a voir que le chateau et une église que la devotion des fidèles a la Sainte Vierge a rendu célébre ».

[1] Cf. « De Royaume de Hongrie vient cire, or et argent en plate », articles qui se vendent sur les marchés de Flandre, selon le témoigne d'un manuscrit du XIIe siècle. (Paris, Bibl. Nat. Fond N. D. fol. 18.)

[2] Oedenburg, nom allemand de la ville de Sopron.

Le voyageur a ensuite un temps tres favorable jusqu'a Sziget.[1] « Le marais qui l'entoure et qui est formé par une petite rivière en rend l'accés très difficile ». C'est à une lieue de cette forteresse « que tous ceux qui viennent d'Esclavonie et de Turquie sont forcés de faire quarantaines... On est toujours dans des bois immenses et fort épais. Les habitants travaillent sans cesse à les diminuer et peut-étre travailleront ils avec trop de succès. Ils coupent l'arbre tout autour pour enlever l'écorce. A mesure qu'ils les detruisent ils acquiérent des terres qu'ils labourent. Le blé de Turquie y vient mieux que dans les meilleurs jardins de France. C'est une coutume établie dans le pays que tout étranger qui s'y marie ou qui veut s'y établir a droit de demander un certain nombre d'arpents de bois. On les lui accorde avec plaisir... »

Nous voyons que la Hongrie était une terre qu'on colonisa, les guerres et les revolutions l'ayant dépeuplée. La vie de colons a ses avantages : « la nourissure des bétes ne coute rien, l'herbe croit en abondance dans les bois » mais elle est bien rude aussi : « les maisons n'ont guere que six pieds de haut, elles sont toutes construites en pièces de bois enchassées les unes sur les autres dans quatre piliers qui leur donnent la forme d'une cage. Ils entrelaissent dans ces piéces de bois des branches pour remplir les vides. On enduit le tout de terre mélée avec de la chaux. Dans la plupart de ces maisons il n'y a nulle division d'appartements, les hommes et les bestiaux logent ensemble. »

« Les étrangers seraient peu satisfaits s'ils y voyageaient par curiosité... Les villages sont de cinq a six lieues les uns des autres. » Le chef du village » qui a la méme autorité que nos Consuls de Campagne, est a la vérité chargé du logement des officiers, mais souvent il parle mal l'allemand et plus souvent encore ne sait on pas ou le prendre quand il entre dans le village pendant la nuit. C'est ce qui nous arriva a Egerszeg... »[2]

En passant la Drave et en visitant quelques petites villes croates les impressions de Flachat ne changent guère : « La société que je trouvai a Brod me laissait bien du vide. » Notre voyageur passa ses loisirs à faire « une étude plus particuliere des mœurs et de l'industrie des Hongrois et des Esclavons. Je me convainquis moi même qu'ils sont plus belliqueux que négociants et artistes. La vie sédentaire et paisible ne leur convient guere. La petite guerre qu'ils font également aux Impériaux et aux Turcs, quand ils la peuvent faire avec quelque sureté a plus d'appas pour eux. Ainsi ne nous vient de ce pays tout fertile qu'il est que le vin dit de Tokai. On ne tire pas même grand parti des mines d'or et d'argent qu'on y trouve. »

Revuenu dans la Hongrie proprement dite, Flachat a des paroles de louange pour Cinq Églises (Pécs). Cette ville, note-t-il, « est dans une situation agréable, au bas d'une chaine de montagnes ou l'on cueille beaucoup de vin. Elle est beaucoup plus longue que large, je n'en avais encore point vu en Hongrie qui fut aussi

[1] Petite ville de la Transdanubie méridionale.
[2] Aujourd'hui Zalaegerszeg.

jolie. Les Turcs l'ont possédée 150 ans, ils l'avaient revétue de hautes murailles et de fossés tres profons. De sept tours qu'ils firent éléver a cotée des mosquées il en reste encore trois. »

Flachat décide d'attendre la belle saison à Pécs « parce que la situation en est agréable. » Il parcourt les environs de la ville. Les mœurs des habitants de village se ressentent de la domination ottomane, « encore plus que leur architecture. Ils ont pour les étrangers et même pour les Allemands le même dédain que tous les Musulmans affectent d'avoir pour les Chrétiens ».

Pour une raison ou pour une autre, Flachat prend une décision nouvelle et reprend, après ces promenades qui le conduisent jusqu'à Sziget, le chemin de Vienne. Il traverse de vastes plaines, « auxquelles il ne manque que des cultivateurs : il n'y a peut-être nulle part de meilleures terres. » Il vit le lac Balaton « fort poissoneux et peut être plus dangereux que la mer pour les pécheurs à cause des vents furieux. »

Dans une auberge il est témoin d'une scène pittoresque dont il brosse un tableautin précieux, vu sa date et vu son sujet qui est le peuple des champs. « On croirait l'auberge d'être un château tant elle est grande et belle ». « Je trouvai, continue-t-il, dans la cour 30 a 40 filles quoiqu'il fit assez froid, j'entrai de la dans une grande salle où un nombre a peuprés égal d'Hongrois étaient à boire. Un moment après, des violons commencérent a jouer, chacun sortit et rentra avec une fille. On ne s'entendit plus dans la salle, les garçons et les filles faisaient des sauts affreux, ils formaient toutes sortes de figures, qui étaient a peu prés également agréables et ridicules : tout à coup les Hongrois prirent les filles par le milieu du corps, ils s'élancérent en méme temps et en deux sauts ils franchirent les bancs et les tables, ils continuèrent encore à faire quelques tours sans les quitter, ils se séparèrent ensuite dans le même temps, frappèrent leurs bottes de la main et marquèrent la cadence avec le pied, il en resulta un bruit agréable. Lour danse dura plus de demi heure, sans qu'il répétassent la même figure. Je ne savais ce que je devais plus admirer, de leur force, de leur agilité, ou de la précision avec laquelle ils marquaient la cadence. Ce qui me surprit d'avantage ce fut la précipitation avec laquelle chaque fille s'enfuit dans la cour au moment ou les instruments cessérent de jouer. Les Hongrois se remirent à boire et demi-heure après la danse recommenca et la féte ne finit qu'avec la nuit. On distingue tres bien les femmes des filles, leur coiffure est différente. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'une fille qui aurait une intrigue a se reprocher n'oserait paraitre dans ces assemblées avec un rouban au cou : ses compagnes le lui arracheraient et elle s'exposerait a se voir traiter publiquement d'infame. Elle peut se montrer sans crainte quand elle a renoncée a cette parure que les filles se sont réservée tant qu'on n'a rien a leur imputer. »

*

Flachat quitte les rivages du Balaton et retourne par Pozsony (aujourd'hui Bratislava) qui lui parut « grande, belle et trés

peuplée », à Vienne. Il loue la vie amène dans la ville impériale « il n'est guére d'étrangers qui ne la quittent avec regret ». Il était sur le point de partir pour la Hollande quand il fit la connaisance de quelques Grecs qui le firent changer de résolution : il forma le projet de les suivre dans leur patrie. Un excellent moyen se présente d'ailleurs pour réaliser son plan : l'ambassadeur turc rentre à Stamboul. Flachat fit route avec son cortège « qui était tres nombreux. Il y avait plus de 90 bateaux ornés de banderoles ». Il arriva en leur compagnie à Pozsony, puis à Győr, enfin à Bude. L'ambassadeur s'empressa de prendre les bains. « On prétend — dit Flachat — que les bains ont rendu la santé a beaucoup de malades. On peut les prendre lorsqu'on jouit de la meilleure santé sans en être incommodé. Ils sont dans des maisons dont le couvert est de forme ronde, ouvert au centre de la voute pour donner passage à la vapeur qui s'en éléve. On descend par un escalier dans le bain qui est au milieu de la salle. On y a de l'eau jusqu'au cou. Elle y tombe par un grand tuyau où l'on peut mettre les mains ou les pieds. Il sort d'une pierre attachée à une des huit angles du bassin . . . [1] On y a pratiqué de petites cellules pour ceux qui veulent se baigner sans étre vus. Il y a trois fontaines qui sortent de la méme montagne. Les rochers dont elle est couverte paraissent bruler par un feu interne. Je fus assez étonné de trouver une source d'eau froide aupres des autres . . . L'empereur y a ses bains qui sont plus ornés que ceux du public, sans étre meilleurs. »

En revenant des bains Flachat vit beaucoup de canons « que les Turcs reconnurent avoir été pris sur eux dans la dernière guerre ». Il remarque aussi la caserne de Pest « jolie petite ville, voisine de Bude . . . Elle ressemble assez au batiment des Invalides (de Paris) ».

Quittant Pest, Flachat ne rencontre que des villages jusqu'à Pétervárad.[2] Là, il a la chance de voir une messe célébrée selon le rite grec. Mais cet industriel de textiles ne peut manquer de parcourir les rues « les plus marchandes ». Il constate qu'il n'y a que les merciers qui tirent « toutes leurs marchandises de Vienne, on n'y voit aucune manufacture ». En revanche, « le besoin fréquent des cordons et des gances les a obligés d'en faire eux mémes pour ne les pas payer aux Allemands le double de ce qu'ils valent. La manière dont ils les font m'a paru industrieuse et commode . . . »

Flachat revient enfin au Danube « ou l'on a construit plusieurs petits vaisseaux de guerre. Il passe la nuit a Sacomen [3] et le lendemain arrive à Belgrade. La ville « n'est plus ce qu'elle était lorsqu'elle appartenait a l'Empereur. Ce n'est plus qu'un vaste amas de ruines ». Jadis « le séjour était délicieux » ; aujourd'hui les habitants sont témoins d'une cérémonie : L'ambassadeur turc rencontre celui de l'empereur. « Les bateaux

[1] Nous reconnaissons les Bains dits Rudas.

[2] Petrovaradin, ville au bord du Danube, en Yougoslavie.

[3] Slankamen (en hongr. Zalánkemén), au bord du Danube, avant Belgrade.

de chaque ambassadeur se rangèrent comme deux flottes qui doivent combattre, un instant après les petits vaisseaux qu'ils montaient s'approchérent, ils se complimentèrent de part et d'autre, on prit le caffé que le Musulman fit offrir et chacun passa de son coté, les Turcs a Belgrade et les Allemands a Zemelin,[1] ou nous voyions les Hussards caracoler dans la plaine sur le rivage. »

C'est bien l'orient qui commence : « on distribuait du pain auquel les étrangers ont peine à s'habituer et l'on n'entendait plus parler de vin ». Puis sonne l'heure du départ ; mais « en voulant renforcer les bateliers on ne trouva personne, . . . tous les paysans s'étaient cachés ». Flachat relève ce fait » pour donner une idée du joug auquel les Turcs ont assujeti les Hongrois . . . ces peuples sont heureux quand ils ne recoivent pas de mauvais traitement. De la vient qu'ils s'enfuient et qu'ils se cachent toutes les fois qu'ils voient approcher des villages de nombreux cortéges . . . »[2]

LA RÉPUBLIQUE DE RAGUSE ET LA POLOGNE

Gundulič, le célèbre poète de l'ancienne république de Raguse (1588—1638), a pris dans l'histoire polonaise le sujet de son poème intitulé *Osman*, reconnu comme la meilleure de ses œuvres. Les aventures du héros polonais Korecki, ses luttes contre les Turcs, sa captivité et sa fuite héroïque en forment le sujet. Ces aventures de Korecki et de sa femme ne sont pas des créations de l'imagination du poète: ce sont des réalités historiques dûment établies. Le poète ragusain n'a fait de changements que dans quelques questions secondaires, comme, par exemple, pour le nom de la femme de Korecki. Outre le héros du sujet, nous trouvons dans *Osman* d'autres personnages polonais distingués, tels que Ladislas, fils du roi de Pologne, auquel Gundulič a d'ailleurs dédié son poème, Pac, Radziwill ete . . .

Cette sympathie de Gundulič pour la Pologne, qui se manifeste tout particulièrement dans *Osman*, peut s'expliquer par les relations personnelles de l'auteur. Lors de son évasion de Constantinople, lieu de sa captivité, Korecki a traversé les Balkans et fait un séjour à Raguse. Il est vraisemblable que Gundulič eut alors l'occasion de faire sa connais-

[1] Zemun, ville en face de Belgrade.

[2] Le prochain stage du voyage se déroule en terres roumaines et Nicolas Iorga dans sa belle monographie (Voyageurs français en Orient) en a donné de copieux extraits.

sance et d'entendre de sa bouche le récit de ses aventures. Mais où Gundulič a-il pris les autres personnages de son poème? Sa famille possédait à Ancône une petite maison sur les murs de laquelle une plaque commémorative rappelle que l'héritier du trône polonais fut l'hôte de la maison. Le futur Ladislas IV, du temps où il n'était encore que prince héritier, aimait beaucoup à voyager avec son secrétaire Pac. Dans son journal de voyage, ce dernier note que, le 13 décembre 1624, ils se trouvaieint à Ancône où ils furent les hôtes d'un noble de la ville. Pac ne mentionne pas le nom de ce noble, mais il est vraisemblable que c'est là que Gundulic fit la connaissance de l'héritier du trône polonais et de ses compagnons Pac et Radziwill, qui plus tard reçurent des places de choix dans son poème.[1]

*

Les relations avec Raguse n'étaient toutefois que sporadiques à cette époque et se bornaient aux relations culturelles. Ragusains et Polonais s'invitaient et se visitaient mutuellement. En 1762 le célèbre astrologue, physicien et mathématicien de Raguse, Roger Joseph Boscovich traversa la Pologne. Ce savant jésuite ragusain visita la Turquie. Un diplomate anglais sir Jacques Porter l'accompagna a son retour et traversa avec lui la Bulgarie, la Valachie et la Moldavie pour rentrer en Pologne. Zaleszczyki fut la première ville polonaise qu'ils rencontrèrent au delà de la frontière. Après leur arrivée dans cette ville, le jésuite note dans son journal: «Dès que nous fûmes arrivés, nous respirer fûmes enfin librement, car depuis bien longtemps nous n'avions vu que des territoires barbares...» Boscovich fait de Zaleszczyki, la ville frontière, une magnifique description et ajoute : « C'est une ville nouvelle, en pleine voie de développement, fondée par le prince Poniatewski, frère du roi et dont le génie est connu dans toute l'Europe.» Boskovich prit congé de l'ambassadeur anglais à Zaleszczyki pour se rendre chez les jésuites de Kamienes-Podolski, et de là à Varsovie.[2]

*

[1] Sur les sources historiques d'*Osman* cf. : Osip Markovej, *Beiträge zu den Quellen des Gundulices Osman. Archiv für slawische Philologie*, t. XXVI (1904), p. 71—100.

[2] *Journal d'un voyage de Constantinople en Pologne fait à la suite de son Excellence Jacq. Porter, ambassadeur d'Angleterre par le R. P. Joseph Boscovich de la compagnie de Jésus en MDCCLX.* Lausanne, 1764.

Lorsque la guerre russo-turque éclata (1768), la situation politique de Raguse devint très difficile. La ville était sous le protectorat du sultan et refusait de participer à la guerre. Une flotte russe, sous le commandement de l'amiral Orlov, pénétra dans l'Adriatique et se mesura avec la marine de Raguse. Catherine II désavoua la conduite d'Orlov devant Raguse. En 1768 vint à Raguse le prince polonais Radziwill, alors en exil. « Les rumeurs auxquelles avait donné lieu la conduite du comte Orlov ne s'étaient pas encore tues — écrit Mathias Basic, écrivain ragusain de l'époque — qu'arriva à Raguse le prince Radziwill, un des chefs de la confédération de Bar, avec une suite de 20 membres polonais et étrangers »[1]. On sait que la confédération de Bar était un soulèvement polonais. Les confédérés voulaient profiter de la guerre russo-turque pour combattre l'influence du tzar.

Radziwill fut bien reçu à Raguse où il ne séjourna que peu de temps pour repartir vers Constantinople. Une plaque dans l'église jésuite de Raguse commémore son passage dans la cité. Dans la collection de manuscrits des franciscains on a conservé sous le no 160 une ode de Bernard Zamari intitulée *Oda in laudem Serenissimi ducis Caroli Radziwill palatini Vilnensis.*[2]

Moins d'un demi-siècle plus tard, un autre Polonais bien connu arriva à Raguse. C'était Alexandre Sapieha dont le voyage sur les bords de la mer Adriatique était supposé être d'ordre scientifique. Ce savant prince fit, à l'occasion de son voyage, de nombreuses découvertes géographiques et ethnographiques d'un grand intérêt. Il arriva à Raguse vêtu du costume populaire bosniaque. « La république de Raguse est toujours hospitalière aux Polonais — écrit Sapieha dans son journal. — On a mis à ma disposition les appartements qu'habitait le prince Radziwill lorsque, banni de son pays, il chercha à Raguse un refuge pour échapper à la persécution et à la vengeance de ses mauvais compatriotes. Cet appartement, se trouve dans le cloître des piaristes.»[3]

Il semble que son voyage n'ait eu qu'un but scientifique, comme il ressort de son journal de voyage. Mais il se peut que, sous le couvert de travaux scientifiques, d'autres buts secrets aient conduit le prince à Raguse. L'époque de son voyage cor-

[1] Matyjas Basič, *Collezione di notizie storiche di Ragusa ;* extraits publiés par Matusev, *Materialy istorji diplomatisceshich snoseni Rosji raguskojo republikojo*, Saint-Pétersbourg, 1864 ; sur le séjour et la réception de Radziwill à Raguse, p. 163.

[2] Matusev, *op. cit.*

[3] Alexandre Sapieha, *Lettres sur les bords de l'Adriatique* (Paris, 1808). J'ai pris la citation ci-dessus dans l'édition polonaise de ce voyage (Sanok, 1856, p. 205—206).

respond à la période allant du traité de Lunéville à la troisième coalition des guerres napoléoniennes. Les deux partis ont de grands projets d'ordre politique. Les intérêts russes, autrichiens et français s'entre-croisent dans les Balkans. Il est possible que le voyage de Sapieha n'ait pas été étranger à ces prépartifs de grande envergure.

Selon le rapport d'un agent secret autrichien, le chanoine ragusain Vlatkovič, Sapieha entretenait les meilleures relations avec les milieux francophiles de Raguse. Il affirme que le prince polonais est nettement francophile. Selon Vlatkovič, Sapieha quitta Raguse pour aller à Barletto où il rencontra le général Dombrowski, chef des légions polonaises au service de la France. « Les conversations entre Dombrowski et Sapieha — écrit le chanoine — durèrent trois jours au cours desquels le prince soumit de nombreux documents et plans au général.» Selon cet agent autrichien, le prince polonais « joue tout à fait le rôle d'un émissaire français.» Une autre preuve de ses relations amicales avec les Français est le fait que le fils du consul français Bruère Marko (1774—1825), devenu poète ragusain, dédia un de ses poèmes au prince.[1]

Peu de temps après le voyage de Sapieha, une nouvelle guerre européenne éclata. Les remous de cette guerre atteignirent rapidement les rives de l'Adriatique et y causèrent de profonds bouleversements politiques. Quel avait été le rôle de Sapieha et de son voyage secret prétendu scientifique dans la préparation de ceux-ci?

Les victoires françaises créèrent une situation toute nouvelle sur les rives dalmates et l'ancienne république de Raguse disparut dans le nouvel état de choses. *Jean Reychman*

LA HONGRIE ET LA SUISSE

Le livre de M. Béla Dezsényi, intitulé « La Hongrie et la Suisse »[2], est le premier à résumer les relations historiques hungaro-suisses. Qu'il me soit permis d'ajouter quelques données à celles que M. Dezsényi a recueillies, surtout dans le domaine de l'art.

C'est à Agnès de Habsbourg, née à Aarau, veuve d'André III, roi de Hongrie, que se rapporte le premier groupe de monuments.

[1] Tome Matic, *Izvjestaj austrijskoga politickoga emisara o Dubrovniku* (Mémoires d'un émissaire politique autrichien à Raguse), publié dans les mémoires de Resetár sous le titre *Zbornik in dubrovacke prolosti* (Raguse, 1931), p. 170—171. Sur Sapieha ibid. p. 189—191.

[2] V. le compte rendu de M. Csapodi dans ce numéro, p. 125.

A partir de 1309, la reine passa son long veuvage en territoire suisse, à Königsfelden, et c'est grâce à une donation faite par elle que l'église de l'ancien cloître (aujourd'hui maison de santé) a pu avoir ses vitraux. M. Dezsényi soutient que ces vitraux ont été détruits, alors que la majorité de ces monuments de la peinture médiévale sur verre ont été conservés : onze hauts vitraux, composés chacun de trois parties. Ils représentent la Passion et l'histoire de quelques saints, mais les compositions ne s'appliquent plus à un premier plan rigoureusement dessiné. Pénétrés de l'esprit nouveau venu du Midi, ils donnent, en partie, l'illusion de l'espace. L'influence du style des fresques de Giotto, qui a fait époque, et des nouvelles miniatures est indéniable. Ce qui nous intéresse particulièrement, c'est le vitrail consacré à sainte Élisabeth de Hongrie. Dans sa main gauche, elle tient la double croix apostolique ; à côté d'elle sont agenouillés les parents d'Agnès, Albert, roi d'Allemagne et sa femme Élisabeth. La noble figure et la tête couronnée de la sainte sont mises en relief par une tunique gothique aux plis harmonieux. Originairement les figures agenouillées d'André III, roi de Hongrie, et d'Agnès décoraient également les fenêtres, mais de ces figures seule l'inscription relative à André nous a été conservée. Il semble que tout un atelier ait travaillé à cette excellente série de vitraux. En ce qui concerne les relations italiennes d'Agnès, de la mère vénitienne d'André III et les influences artistiques italiennes, M. Léon Weisz[1] a émis tout récemment une intéressante hypothèse, selon laquelle les artistes de la reine étaient probablement des franciscains vénitiens, qui quittèrent la Hongrie avec la reine Agnès, lorsque celle-ci partit pour l'exil. Ainsi, c'est non seulement le goût italien de la nature, mais encore la sublimité byzantine, raide et hiératique, ainsi que le jeu et la sensibilité des lignes élégantes du gothique du nord qui s'expriment dans le style des fenêtres.

Dans l'église française de Berne, autrefois dominicaine (aujourd'hui de confession helvétique), la nef de l'église monacale a été, vers la fin du moyen âge, séparée du chœur par une arcade de style gothique tardif (par un Lettner) et, sur le mur intérieur de celle-ci, à droite, on a peint l'arbre généalogique spirituel des Dominicains. Parmi les saints, on aperçoit la bienheureuse Marguerite, de la maison des Arpad. Au XIVe siècle, la bienheureuse Marguerite était particulièrement vénérée par les Dominicains. Le peintre de l'époque gothique tardive eut soin d'entourer Marie des plus grands saints dominicains. Parmi eux, dans la série inférieure suivante, on aper-

[1] Leo Weisz, *Ungarische Glasgemälde-Stiftungen in der Schweiz. Neue Züricher Zeitung*, 20 févr. 1946. No 292.

çoit, en costume blanc et noir de nonne, la bienheureuse, déjà sainte, tandis qu'au-dessous d'elle on voit les armoiries de la Hongrie, mises sur le triple tertre et munies de la croix apostolique et de la couronne royale dorée. Selon une indication placée plus bas, les peintures ont été effectuées en 1495 et leur peintre, selon le témoignage de l'œillet peint sur l'herbe, appartient au milieu artistique du « Maître à l'Oeillet.[1]

En Suisse on rencontre aussi, et plus d'une fois, l'autre sainte de la maison d'Arpad, notamment Élisabeth, que les Allemands appellent sainte Élisabeth de Thuringe. Il faut mentionner le tableau du maître-autel, tableau de grandes dimensions de l'église des franciscains de Fribourg, daté de 1479—1481. Sur le côté extérieur de son aile droite, le plus grand Maître à l'Oeillet a peint sainte Élisabeth, dans une sublime solennité. Même à côté des multiples peintures connues par le monde entier, voilà une représentation notable de la princesse hongroise, célèbre par le miracle des roses et par sa vie mortifiée. Le style du Maître à l'Oeillet fribourgeois révèle une origine du Haut-Rhin, notamment de Bâle, ville dans laquelle, grâce à son site heureux, se manifestent des influences venant de toutes les directions. Grâce à son talent instinctif, le maître fribourgeois a fondu les différentes influences en un style homogène.

C'est par leur caractère iconographique ou par leurs donateurs que toutes ces œuvres d'art rentrent dans notre sujet ; mais en ce qui concerne le XIXe siècle, nous pouvons déjà parler de certains motifs hongrois ainsi que de rapports de style. Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, un peintre suisse de langue française visite la Hongrie, pour raviver sa palette par des impressions fraîches au contact de la nature de ce pays. Jules Jacot-Guillarmond (1828—1889) est élève de Menn à Genève, de Gleyre et de Couture à Paris. En 1859 et en 1860, il parcourt à cheval la Hongrie et la Transylvanie pendant 18 mois ; c'est là qu'il peint ses tableaux les plus vrais, des scènes tirées de la vie du peuple hongrois, des fougueux gardeurs de haras, des traversées du Danube et de la Tisza, des halages, des chevaux, des bœufs et des buffles courant à fond de train ou courbés sous le joug. Il ne se souciait nullement de susciter un intérêt ethnographique, mais il voulait rendre une vision picturale dévoilée. Les musées de Neuchâtel, de Vevey et de Genève ont conservé la partie la plus précieuse de ses peintures. Durant les années qu'il passa en Suisse, ce sont ces souvenirs impérissables qui nourrissent son imagination. En 1872, il visite de nouveau la Hongrie et

[1] Malgré toutes les recherches, l'histoire de l'art a été jusqu'aujourd'hui incapable de donner une solution de l'énigme des Maîtres à l'Oeillet.

la Transylvanie, mais ce second voyage est une déception pour lui : l'irruption de la culture a changé la face de la terre.[1]

Une seule fois la peinture suisse a exercé une influence décisive sur la peinture hongroise, par l'ascendant d'Arnold Böcklin, natif de Bâle (1827—1901), sur Paul Szinyei Merse (1845—1920). Par un effet du hasard, la peinture hongroise paya de retour les stimulations qu'elle avait reçues de Böcklin. Une trentaine d'années plus tard, Simon Hollósy contribuait à la formation de Max Buri (1868—1915), un des peintres suisses les plus caractéristiques. C'est d'une manière intime et ne dissimulant aucunement sa reconnaissance que, dans sa courte autobiographie, Max Buri évoque le souvenir de sa première rencontre avec Simon Hollósy, à Munich.[2] L'influence profonde exercée par Hollósy sur Buri est attestée par une peinture de ce dernier, intitulée *Unterhaltung*, faite en 1893, c'est-à-dire quatre ans après avoir quitté son école libre. Le tableau se trouve actuellement au Kunsthaus de Zurich. Depuis cette date, Buri a fait un séjour à Paris où il travailla à l'école Julian ; mais son tableau n'est qu'une variante d'une des scènes de cabaret de Hollósy.[3] Les éléments empruntés à Hollósy pour cette œuvre prématurée finirent par modifier complètement la personnalité de Buri et les mêmes éléments sont devenus pendant bien longtemps les éléments essentiels, quasi constants de son style.

Ervin Ybl

Dans son savant ouvrage, publié en 1943 *(Les Maîtres à l'Oeillet)* P. Maurice Moullet a démontré que vers 1500, surtout parmi les Suisses, tout un groupe de peintres utilisait le signe de l'œillet. Selon J. Stammler (V. son article dans les *Berner Kunstdenkmäler*, 1906, t. III.), le peintre qui nous intéresse, est vraisemblablement identique avec Heinrich Birchler. Le même tableau se répète avec sainte Marguerite, mais dans une exécution moins belle, sur le bord du Lac de Neuchâtel, dans l'arc de triomphe de la vieille église dominicaine de la petite ville d'Estevayer-le-Lac.

[1] V. dans le *Schweizerische Künstlerlexikon* l'article de Ph. Godet et la monographie de William Ritter, *Un peintre suisse, Jules Jacot-Guillarmond*. Ce dernier auteur rectifie certaines données de Godet, mais il se trompe en déclarant plusieurs dessins du peintre comme des sujets roumains, quoique le costume porté par les paysans soit hongrois. Le peintre lui-même consacre des pages chaleureuses aux Hongrois (W. Ritter, *op. cit.* p. 27.).

[2] Hans Graber, *Max Buri, sein Leben und Werk*. p. 181.

[3] *Ibid.* p. 67.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

ROGER CÉRÉ : *La seconde guerre mondiale, 1939—1945.* Paris. 1947, Les Presses Universitaires de France, 1 vol. in-16°, 118 p, (Que sais-je? No. 265)

Résumé habile et clair de l'histoire diplomatique et militaire de la période allant de la conférence de Munich à la capitulation de l'Allemagne et du Japon. On doit louer l'auteur d'être resté impartial jusqu'au bout et d'avoir toujours, malgré l'étendue restreinte de son ouvrage, trouvé le moyen de glisser quelques mots sur les dessous économiques et politiques sans se contenter d'un simple exposé des événements. Grâce à ce double mérite, l'ouvrage occupe une place de choix dans la littérature relative à la seconde guerre mondiale.

Les petits pays et parmi eux les États danubiens n'ont trouvé qu'une petite place dans cette esquisse des faits saillants de la guerre. Et quelquefois nous avons l'impression que cette place est vraiment trop petite. On peut trouver regrettable aussi que l'auteur n'ait pas fait la moindre mention de la guerre continuelle en Yougoslavie, de la situation en Roumanie et en Hongrie qui cause de temps en temps de graves préoccupations à l'Allemagne. Nous aurions eu plaisir à trouver quelques mots sur la politique du Reich à l'égard de ses satellites et sur l'attitude de ces pays tantôt identique tantôt différente. *C. B.*

ROGER CÉRÉ—CHARLES ROUSSEAU : *Chronologie du conflit mondial. 1935—1945.* Paris, 1945, Société d'Éditions Françaises et Internationales, 1 vol. in-8°, 624 p.
ROGER CÉRÉ—HENRY PEYRET : *L'évolution du monde. Chronologie. 1945.* Paris, 1946, Société d'Éditions Françaises et Internationales, 1 vol. in-8°, 608 p.

Les deux tomes de cet important manuel seront sans doute indispensable à tout historien qui voudra étudier la pé-

riode de l'histoire de l'Europe allant de 1935 à 1945. Cet ouvrage donne, en sus d'un bref résumé politique et militaire, une chronologie exacte, enregistrant presque au jour le jour les événements de ladite période. Le premier volume, comme l'indique son titre, se borne à un exposé du commencement de la guerre et, dans la suite, au récit des événements de la guerre : il contient aussi les plus importantes données diplomatiques et militaires. Le tome II contient les principales données politiques de presque tous les États du monde, jusqu'à la fin de l'année 1945. Celles qui se rapportent au développement d'après-guerre des États danubiens y sont également consignées ; il nous semble cependant que l'auteur traite d'une manière quelque peu superficielle l'histoire des peuples de cette région. L'annexe reproduit le texte original des documents les plus importants contenus dans chacun des deux tomes. (Charte Atlantique, Charte des Nations Alliées, documents concernant l'armistice, la capitulation etc.). De nombreuses cartes géographiques permettent de suivre aisément le cours des opérations militaires. *É. Barta*

HAROLD NICOLSON : *Diplomacy*. 5e éd. London, 1945, 1 vol in-16°, 126 p.

M. Nicolson commence à décrire l'évolution de la diplomatie, institution si décriée de nos jours. Les villes de l'Hellade envoyaient à l'étranger des orateurs diserts, des avocats rusés qui devaient plaider la cause de leur patrie devant un sénat ou dans une conférence, tels que Thucydide les a décrits. Rome contribua dans une large mesure à l'élaboration d'un droit international ; ce peuple de légistes attachait une grande importance aux précédents et à la procédure. Byzance raffina sur l'art de négocier : ses diplomates achetaient l'amitié des tribus voisines par des subsides, ils fomentaient des révoltes, excitaient les uns contre les autres, essayaient de convertir les païens à la foi que professait le patriarche de Constantinople.

Les villes italiennes du moyen âge héritèrent de cette tradition byzantine. Tous les moyens leur semblent permis pour arriver à leurs fins, pour écraser une principauté rivale, pour conclure une alliance avec un partner récalcitrant. Leurs diplomates se mettront plus tard à l'école de Macchiavel. Mais, en mûrissant, ils deviennent des hommes d'État. Ils commencent à se renseigner sur les pays où ils sont envoyés, ils recueillent des données, ils informent leurs maîtres par des rapports méticuleusement rédigés. Lentement aussi les missions se transforment en ambassades permanentes. A côté de Son Excellence, grand personnage, gêné dans ses mouvements, tenu à se con-

former aux prescriptions du code d'honneur, fonctionne souvent un agent semi-officiel, homme sans trop de scrupules, ayant ses entrées partout, dans le monde et dans le demi-monde.

Conjointement avec l'organisation du service diplomatique s'élaboraient les principes théoriques. Les prétentions exclusives des États devaient céder le pas aux intérêts qu'on reconnaissait être à l'avantage de tous. La conception byzantino-italienne d'une diplomatie régie par la ruse semblait pâlir. Le Saint-Siège essayait de discipliner le monde à l'aide de sanctions d'ordre religieux. Les philosophes ne voulaient reconnaître aucune différence entre la morale politique et celle qui nous guide dans la vie privée. Mais ce furent surtout les grands commerçants, une Ligue Hanséatique, une Compagnie des Indes qui apportaient leur bon sens réaliste au règlement des affaires internationales.

Selon l'adage anglais « men not measures », ce sont les hommes qui comptent, qui font vivre les institutions. Dans son ouvrage *De Legato* publié en 1596, Octavien Maggi demande que l'ambassadeur soit bon théologien, qu'il soit versé dans les écrits de Platon et d'Aristote, qu'il parle une demi-douzaine de langues, qu'il soit un expert en mathématiques et en architecture, qu'il sente les beautés de la poésie, bref, qu'il rappelle le courtisan de Baldassare Castiglione. De nos jours, on est revenu de toutes ces exigences. M. Nicolson en exige d'autres : qu'il inspire confiance — peu sincères, Aerenthal et Iswolsky ne connurent que des triomphes passagers — que ni ses paroles ni ses actes ne prêtent à l'équivoque; que, selon le mot de Talleyrand, il ne montre pas trop de zèle, qu'il soit modeste et ne se considère pas comme le centre de l'univers, enfin qu'il soit loyal envers son propre gouvernement comme envers celui auprès duquel ils est accrédité.

Cet idéal est unique, il doit s'adapter pourtant aux traditions nationales. La diplomatie orientale n'est point identique à celle des États-Unis ni à celle d'un « petit État ». La politique de la Grande-Bretagne est déterminée par les données de la géographie : le pays fait partie du continent européen tout en étant le centre vital d'un Empire. Ses voies maritimes se défendent grâce à une marine puissante qui garantit son indépendance et protège son commerce. Tout ce qui peut mettre en danger cette suprématie navale — un État devenu trop fort ou une coalition d'États dirigée contre l'Angleterre — doit être combattu. On préconise « la balance des puissances », ce qui équivaut aussi au droit de vivre des petites nations. La diplomatie anglaise répond à cette politique. En oscillant entre le désir d'une « isolation splendide » et un penchant à intervenir dans les affaires du continent, en évitant de prendre des engagements solennels en cas d'un événement éventuel, elle fut souvent accusée d'hypo-

MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA KÖNYVTÁRA

crisie, voire de perfidie. En vérité, elle est plutôt opportuniste, au point de paraître irrationnelle. L'ambassadeur austro-hongrois, le comte Mensdorf-Pouilly, a souligné son caractère insulaire, son ignorance de la psychologie des autres nations. Ce qui peut être exact, mais il est vrai également qu'elle est chevaleresque et humanitaire.

La diplomatie allemande est du type « guerrier ». Elle considère la force brutale ou la menace de cette force comme le suprême atout dans toutes ses négociations. La « raison d'État » prime tout. Elle aime les mouvements soudains, déconcertants, ou se devine l'influence de l'état-major. La diplomatie française regarde toujours vers « la ligne bleue des Vosges », elle vise trop exclusivement à la sécurité, se préoccupe trop du voisin à l'est. A cause de cela, elle est peu élastique et la logique inhérente à ses actes peut devenir vicieuse. Contrastant avec elle, la diplomatie italienne pécha par instabilité. Elle veut obtenir des avantages à tout prix, même en changeant d'alliés ou d'ennemis du jour au lendemain.

Sándor Baumgarten

KARL KERÉNYI : *Romandichtung und Mythologie. Ein Briefwechsel mit Thomas Mann, herausgegeben zum siebzigsten Geburtstag des Dichters. 6. Juni 1945*. Zürich, 1945, 1 vol. in-8°, 146 p. (Albae Vigiliae, Neue Folge, no. II).

Cette correspondance a commencé par un essai sur la philosophie religieuse de M. Kerényi, dont l'auteur envoya en hommage un exemplaire à l'écrivain allemand, vivant alors à l'étranger. C'était en 1933. La première lettre de remerciements de M. Thomas Mann est datée du 27 janvier 1934, de Küssnacht en Suisse ; la dernière, de M. Kerényi, du 2 février 1945, de Zürich. Entre les deux dates douze années se sont écoulées, les plus affreuses pour l'Europe, au cours desquelles l'archéologue hongrois et l'écrivain allemand proclament, de lettre en lettre, leur foi dans les idéals reniés par l'humanisme européen. M. Thomas Mann blâme, dans des termes d'une âpreté sans égale, les inhumanités du national-socialisme allemand, M. Kerényi l'irresponsabilité du préfascisme hongrois entraînant tout un peuple dans la ruine. En 1942, 1943, 1944, les sentinelles américaines et européennes de l'humanisme étaient, juste au moment où le gouffre s'ouvrait sous nos pieds, sans contact aucun. Le contenu des lettres n'est toutefois pas essentiellement politique, les deux écrivains, logiciens rigoureux, cherchent avant tout les racines spirituelles du chaos de la vie politique. Dès 1934, ils proclament que le danger provient du courant anti-intellectuel qui soufflait par toute l'Europe. C'est M. Thomas

Mann qui a la conception claire et aiguë du problème, mais elle correspond entièrement à la tournure d'esprit de M. Kerényi, qui avait déjà, dans son essai philosophique antérieur à la correspondance, découvert un exemple classique de l'attitude de l'esprit critique dans *Apollon* « au sourire de loup ». Au cours de leur correspondance, M. Kerényi veut créer une nouvelle science de la mythologie, M. Mann une nouvelle forme du roman européen, renouvelé du mythe. Il est à regretter que leurs relations avec Nietzsche restent obscures, sinon négligées.

Toutefois cette correspondance en vue de l'éclaircissement de nos conceptions embrouillées n'est nullement à dédaigner et serait une excellente inauguration de publications de correspondances entre écrivains vivants. L'époque de l'humanisme nous en offre de nombreux exemples, et cette correspondance mérite les allusions aux exemples d'autrefois. La valeur véritable d'une telle correspondance consiste à donner, outre le fond vivant et humain des événements, la naissance de l'idée.

É. Trencsényi-Waldapfel

Pierre Rain : *L'Europe de Versailles. 1919—1939. Les traités de paix — leur application — leurs mutilations.* Paris, 1945. Payot, 1 vol. in-8°, 314 p.

Le livre de M. Rain étudie l'histoire politique et diplomatique européenne de l'entre-deux-guerres, depuis les traités de paix jusqu'à l'Anschluss. L'Allemagne du traité de Versailles est au centre de l'ouvrage, comme son titre lui-même l'indique. C'est la raison pour laquelle l'auteur termine ses investigations à l'Anschluss, car c'est alors que la situation territoriale et politique créée par la paix de Versailles prend fin et qu'une nouvelle ère commence : celle de la deuxième guerre mondiale. L'auteur avait terminé son manuscrit dès 1940, dans un temps où les documents les plus importants relatifs à cette époque étaient encore inaccessibles ; c'est ce qui explique que la période après 1930 n'y est esquissée que dans ses grandes lignes. Depuis, nos comnaissances se sont largement amplifiées justement en ce qui concerne la politique de l'Allemagne, grâce aux documents retrouvés après la guerre et publiés à l'occasion du procès de Nuremberg : elles se sont même modifiées quelque peu.

La première partie du livre relative aux traités est la plus détaillée et la plus approfondie. La seconde partie intitulée « L'exécution des traités » est déjà plus vague, bien que l'au-

teur réussisse encore à rassembler un matériel suffisant pour donner du développement européen une image cohérente et homogène. La troisième partie est naturellement la plus sommaire. Il fallait y rapporter les relations réciproques de la politique européenne comme des mosaïques, souvent même les imaginer, et il faut louer l'auteur d'avoir su donner en 1940 un croquis de la situation tel que ses traits principaux sont restés inchangés jusqu'à ce jour.

Il est propable que c'est l'isolement causé par la guerre et l'impossibilité d'avoir accès aux sources qui ont obligé l'auteur à négliger quelque peu la partie orientale de l'Europe et tout spécialement l'Union Soviétique, bien qu'il étende le champ de ses investigations à l'Europe entière. Mais un ouvrage historique ne peut se permettre de négliger un facteur aussi important de la politique européenne.

M. Rain enregistre surtout les événements politiques visibles de l'extérieur tels que les travaux des ministres des affaires étrangères et des diplomates et ne fait que se référer aux forces économiques et sociales. C'est avec plaisir que nous aurions vu l'auteur approfondir ces questions, car la politique extérieure des différents États reste incompréhensible sans la connaissance des facteurs économiques et sociaux qui constituent la base de leur activité diplomatique. Nous aurions souhaité que l'auteur accordât plus d'importance aux courants politiques et spirituels dont l'influence dans la vie de l'Europe de l'entre-deux-guerres ne peut être niée. Nous pensons ici non seulement au fascisme, mais encore à l'importance du sentiment collectif et du principe des nationalités.

En ce qui concerne, d'autre part, le champ d'investigation de notre revue, savoir la région danubienne, nos observations antérieures se justifient de plus en plus. L'auteur expose minutieusement les clauses des traités de paix relatifs à cette région, pour oublier dans les années 30 peu à peu les États danubiens, surtout la Roumanie et la Yougoslavie. Nous cherchons aussi en vain dans l'ouvrage une étude plus détaillée de la politique orientale et danubienne de la France. Pourtant cette question est étroitement liée à la formation de la Petite Entente, à laquelle d'ailleurs M. Rain n'attribue pas une grande importance. En outre, la politique danubienne du Quai d'Orsay, souvent parallèle à celle de l'Allemagne et rivalisant même quelquefois avec elle, est aujourd'hui un chapitre mal connu de l'histoire de la diplomatie européenne.

Toutes les lacunes que nous avons signalées s'expliquent en premier lieu par le manque de recul historique et le fait que l'auteur n'a pas eu la possibilité de recueillir un matériel de sources suffisament abondant. Mais bien que nos connaissances aillent toujours s'élargissant, nous n'avons rien à ajouter

aux traits fondamentaux de l'image que M. Rain nous a donnée de la politique européenne.[1]

C. Benda

Les Minorités ethniques dans l' Europe centrale et balkanique. Paris, 1946, République Française. Ministère de l'Économie Nationale. 1 vol. in-8°, 93 p. + 5 cartes ethnographiques (Institut National de la Statistique et des Études Économiques, « Études et Documents, Série B-1 ».)

Pour «mieux éclaircir» les problèmes de l'Europe centrale et balkanique, les Allemands ont fait paraître, surtout après la première guerre mondiale, toute une série de travaux qui étaient caractérisés par les leitmotive de la géopolitique « haushoferienne », par la préoccupation de présenter le fameux « Südostraum » comme une partie intégrante de l'« espace vital germanique », par la mise en relief de l'état des minorités allemandes dans les pays danubiens et par la tendance à semer la discorde entre les nationalités, en vertu du principe « divide et impera ». L'effet de ces travaux mis au service de l'impérialisme allemand devait être

[1] Qu'il nous soit permis de corriger quelques erreurs : En 1910 l'État historique hongrois (y compris la Croatie) comptait non pas 18 (p. 104), mais en chiffres ronds 21 millions d'habitants. En 1868 la Croatie reçut non pas « quelques privilèges » dans le cadre de l'État hongrois (p. 109), mais une très large autonomie avec un parlement provincial distinct *(Sabor)* et le rang « d' État associé » *(Társország)*. On ne peut pas non plus dire que cette autonomie, fondée sur des traditions plusieurs fois séculaires, fut accordée aux Croates « pour avoir secondé François-Joseph dans des temps difficiles » *(ibid.)*, car elle ne fut pas une manifestation de la faveur du souverain, mais le résultat de laborieuses négociations poursuivies avec la diète hongroise. François-Joseph n'accorda pas aux Croates l'autonomie qu'ils avaient demandée durant la période absolutiste de son règne. — En 1920, il n'y eut pas de plébiscite sur tout le territoire du « Burgenland » au sujet de son annexion à l'Autriche ou à la Hongrie (p. 105). On ne consulta que la population de la ville de Sopron et de ses environs immédiats : c'est ce plébiscite qui fut favorable à la Hongrie. — L'emploi de noms geographiques allemands au lieu des noms officiels et d'usage courant slovaques, tchèques ou hongrois, a pour effet de causer une certaine confusion (*Ödenburg:* en hongr. *Sopron ; Grosse Schütte:* en hongr. *Csallóköz*, en slov. *Vel'ky Zitny Ostrov ; Segedin:* en hongr. Szeged). Certains noms de villes sont déformés au point d'être méconnaisables *(Egerstous)*. — Il y a aussi des erreurs dans l'orthographe des noms propres. Correctement : Masaryk, (passim) ; Gömbös ou Gœmbœs, (p. 288) ; Henlein et non Heinlein, (p. 288) etc. — La station frontière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie n'est pas Parthony (p. 108), mais en hongr. Párkány, en szlov. Parkaň.

nécessairement contre-balancé par des recherches plus objectives dont la plupart furent effectuées par des savants français.

A la fin du XIXe et au commencement du XXe siècle, les problèmes politiques de la monarchie habsbourgeoise et des Balkans ont été envisagés, principalement sous l'angle des minorités nationales, par Auerbach, dans un ouvrage très fouillé qui imprimait une direction nouvelle aux recherches de ce genre : *Les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie* (Paris, Alcan, 1898, IIe éd. 1917) et auquel les auteurs des traités signés aux environs de Paris se sont si souvent référés.

Après la première guerre mondiale, l'ouvrage de A. Meillet : *Les langues dans l'Europe nouvelle* et l'annexe ajoutée à la seconde édition par L. Tesnière, savoir les *Statistiques des langues de l'Europe* (Paris, Payot, 1928), ont présenté un tableau absolument objectif de l'état des langues dans l'Europe centrale et balkanique, attirant l'attention sur tous les problèmes qui résultaient du morcellement des régions linguistiques. Quant à E. de Martonne, il a examiné, dans sa volumineuse *Europe Centrale* (Paris, Colin, 1930—31), les problèmes minoritaires à travers le prisme de ses considérations géographiques. Un peu plus tard, J. Ancel, dans son excellent *Manuel géographique de politique européenne* (Tome Ier. *L'Europe Centrale*, Paris, Delagrave, 1936), a déjà utilisé et passé au crible de sa critique les données puisées dans les recensements qui avaient eu lieu aux alentours de 1930 dans les pays danubiens. Il a insisté sur l'actualité brûlante de la question des minorités et sur la nécessité d'un règlement général de ces problèmes particulièrement épineux. Rappelons encore l'ouvrage de A. Dauzat *(L'Europe Linguistique*, Paris, Payot, 1940), qui donne une excellente vue d'ensemble, de caractère plutôt linguistique, des conditions ethniques de l'Europe centrale.[1]

Voilà les préliminaires à la suite desquels l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, placé sous l'égide du Ministère Français de l'Économie Nationale, a fait paraître le présent volume, destiné à offrir aux lecteurs le tableau ethnique des États du Sud-Est européen d'après les dernières statistiques publiées à la veille de la deuxième guerre mondiale. Outre les chiffres fournis par les statistiques officielles des divers pays, on y trouve aussi les chiffres établis sur les estimations de certains experts. Nous avons donc affaire à une étude d'une clarté et d'une concision impeccables ; le choix des sources était des plus judicieux. L'auteur semble être très versé dans les problèmes des Etats danubiens et il a

[1] Cf. RHC. 1946, p. 348—49.

le don de garder sa lucidité d'esprit et son entière objectivité, même en présence d'opinions diamétralement opposées.[1]

Au point de vue des minorités ethniques, l'auteur distingue trois types : 1) minorités dispersées, 2) minorités formant des masses compactes, 3) minorités établies dans les zones frontières. Les données permettent au lecteur de se faire une idée de la répartition des groupes ethniques dans les pays danubiens d'après les recensements qui ont eu lieu aux alentours de 1930.[2]

En annexe on trouve 5 cartes en couleurs qui présentent le tableau ethnique des régions les plus caractéristiques. La méthode cartographique qu'on y a appliquée, était déjà connue par des travaux antérieurs ; elle est d'une perfection exemplaire.[3] *É. Jakabffy*

[1] Il n'est pas inutile de rappeler ici la constatation très frappante qui sert de prélude aux tableaux statistiques : « La détermination de l'ethnie d'un individu n'est pas une chose simple scientifiquement. Elle est la résultante de l'ensemble des caractères somatiques, linguistiques et culturels. Si, avant 1914, il pouvait encore exister quelques doutes sur la possibilité d'assigner à une personne sa place dans un groupe ethnique quelconque — bien que le principe des nationalités fût connu depuis un demi-siècle — la situation se modifia après la première guerre mondiale, au moment où les Alliés voulurent créer des États nationaux et proclamèrent la protection internationale des minorités. Au lendemain de la guerre, chaque individu dans l'Europe centrale savait à quel groupe ethnique il appartenait au point de vue psychologique, spirituel et culturel. Il n'était plus besoin d'expliquer à chacun qu'il était Roumain, Bulgare, Serbe, Croate, Hongrois, Allemand, Slovaque, Tchèque, Polonais, Ruthène, etc. »

[2] Qu'il nous soit permis de corriger ici quelques erreurs de détail qu'on peut qualifier, la plupart du temps, de simples « lapsus calami ». Selon les chiffres communiqués p. 34 d'après les statistiques hongroises de 1930, le nombre des Hongrois rattachés à la Yougoslavie serait de 56.597 ; en réalité il s'agit d'une minorité de 558, 213 âmes. L'auteur est d'avis que dans la partie hongroise du comitat de Hont-Nógrád les Slovaques constituent plus de 50% de la population (p. 40) ; la vérité est que leur proportion réelle est de 2,4%. Les données de recensement qui ont trait à la Roumanie (p. 53—67) proviennent d'une source foncièrement erronée ; il aurait fallu les rectifier d'après la dernière publication officielle des Roumains *(Recensământul General al Populatiei României le 29 dec. 1930.* t. II, Bucureşti, 1938). La minorité ethnique de langue turque de la région de Comrat est considérée come *turque* (p. 64), alors qu'elle constitue un groupe de Gagauti. Le chiffre des Tchécoslovaques établis en Yougoslavie est fixé à 176, 500 (p. 83. avec renvoi au recensement de 1931); en réalité, ils n'y sont qu'au nombre de 123.000. La carte publiée à la p. 88 est une esquisse très superficielle ; on peut y relever un grand nombre de noms géographiques mal orthographiés.

[3] Nous tenons à attirer l'attention des rédacteurs sur un certain nombre d'erreurs. Sur la carte de la Hongrie, au lieu de *Boztergom* lisez *Esztergom ;*

EVA PRIESTER : *Kurze Geschichte Österreichs.* Ière partie : *Entstehung eines Staates.* Wien, 1946., 1 vol. in-8°, 201. p.

Eve Priester écrivit son livre à Londres, où elle s'était réfugiée, avec beaucoup d'amour pour son pays. Le manque de sources et de matériel dans la capitale britannique attaquée jour et nuit par les bombardiers auxquels l'auteur fait allusion dans sa préface, est une des causes pour lesquelles son œuvre est de valeur inégale. Mme Priester n'est pas historienne et elle l'avoue franchement. Elle ne manque ni de talent ni de jugement personnel, mais la tâche qu'elle s'était assignée était trop difficile pour une débutante. Elle avait pour but d'écrire une histoire de l'Autriche, avec suppression des falsifications nationales-socialistes. L'appréciation des personnes, des événements et des rapports est en effet dans la plupart des cas tout à fait nouvelle, mais les conclusions qu'elle en tire vont trop loin.

Autre défaut du livre : l'auteur nous présente une image du passé entièrement dérivée des théories. Des notions telles que le féodalisme, le capitalisme et autres sont analysées minutieusement, tandis que les réalités historiques, les événements de l'histoire autrichienne qui nous intéressent le plus, n'ont qu'un rôle plutôt secondaire.

Mentionnons encore le grand nombre de fautes. Il est regrettable qu'une partie des dates qu'elle cite, d'ailleurs en nombre fort restreint — soient erronées et qu'il y ait plusieurs imprécisions dans la documentation.

L'essai d'une rénovation de l'histoire de l'Autriche devait être tenté. Le projet d'Éve Priester répond à une véritable nécessité ; sa réalisation toutefois dans ce premier volume, qui traite de la période allant jusqu'au traité de Westphalie (1648), laisse bien à désirer et ne peut être considéré que comme une première tentative.

E. Zöllner

au lieu de *Roba* lisez *Rába*, etc. Sur la carte de la Roumanie, *Varo* (!), *Iclamiă*, *Kluj* sont à remplacer par *Mureş* (Maros), *Ialomita*, *Cluj*. Dans plusieurs cas, les signes diacritiques sont employés d'une manière erronée. Quelques îlots ethniques d'une importance secondaire (p. ex. les Allemands établis aux alentours de Carei (Nagykároly) ne sont pas indiqués sur les cartes. Les Slovaques et les Bulgares du Banat sont également passés sous silence. A propos de l'Istrie et de la Tchécoslovaquie (!) l'auteur renvoie aux statistiques yougoslaves, quoique aucun relevé de ce genre n'ait pu exister pour l'Istrie qui a fait partie de l'Italie jusqu'en 1945. C'est pourquoi, malgré l'indication fautive des sources, la carte de l'Istrie devait être faite d'après le recensement italien de 1921.

FRANTISEK BOKES : *Dejiny Slovenska a Slovákov od najstaršich čias po oslobodenie* [L'histoire de la Slovaquie et des Slovaques depuis les origines jusqu'à la libération]. Bratislava, 1946, Slovenská Akadémia Vied a Umeni, 1 vol. in-8°, 441 p.

Jusqu'à ces derniers temps, l'historiographie slovaque mettait au premier plan de ses recherches, plutôt que les Slovaques eux-mêmes, le territoire que ce peuple habite. Un grand nombre d'historiens slovaques ont écrit l'histoire de l'État hongrois et c'est au sein de cet État qu'ils ont cherché le rôle des Slovaques. Parallèlement à cette conception se manifestait une autre tendance qui mettait au centre de l'histoire slovaque les luttes nationalitaires du XIXe siècle. Cette tendance était représentée au siècle passé par Jean Botto, pour qui l'histoire de son peuple date de l'anné 1792. Une troisième orientation des historiographes slovaques (Chaloupecky, Krofta), traite la Slovaquie, dans ses frontières actuelles, comme une formation historique indépendante et ignore délibérément la coexistence politique plusieurs fois séculaire des Hongrois et des Slovaques, mais accentue d'autant plus les relations slovaco-tchèques. C'est, en partie, le point de vue adopté par M. Fr. Hrusovsky.

Pour montrer à quel point le problème de l'historiographie slovaque est présent à l'esprit de l'élite des savants slovaques, rapportons-nous en à une conférence, récemment publiée, de M. Daniel Rapant[1] où l'auteur, après un bref aperçu des voies suivies par l'historiographie slovaque dans le passé, désigne comme objet de la science historique slovaque la nation par opposition à l'État. Pour M. Rapant, le passé slovaque est formé par la somme des événements favorables et défavorables qui ont abouti au développement de la nation slovaque unifiée. Ce qui ne veut pas dire toutefois que l'histoire slovaque doive être considérée simplement et exclusivement sous l'aspect des conflits hungaro-slovaques : cette tâche ouvre aux chercheurs un champ d'investigation infiniment plus vaste et plus riche. La mise en œuvre du point de vue national que l'on ne peut que louer au point de vue idéologique, permettra de suivre toute l'évolution de la nation, y compris le rôle des facteurs économique, social, culturel etc. pour lesquels, jusqu'à présent, les historiens slovaques n'avaient pas témoigné d'un grand intérêt, alors que la compréhension de ces facteurs est appelée à rendre plus homogène et plus vraie l'historiographie au point de vue purement politique.

[1] D. Rapant, *Slovenské Dejiny* (L'histoire de la Slovaquie) dans la *Historicky Sbornik*, t. IV, no 1.

M. Fr. Bokes est un historien slovaque méritant; plusieurs de ses études, d'un intérêt considérable, ont déjà retenu l'attention du monde savant. Aussi le lecteur prend-il en main le plus récent de ses livres avec un intérêt d'autant plus vif que celui-ci est, depuis l'histoire slovaque de M. Hrušovsky, interdit à cause de ses tendances fascistes, la première œuvre synthétique qui résume intégralement le passé slovaque. Dans sa préface, l'auteur souligne « les difficultés qui se dressent devant le savant qui cherche à esquisser un tableau général de l'évolution historique des Slovaques et de la Slovaquie » et nous annonce qu'il n'a pas traité sa matière sur le plan idéologique, mais qu'il s'est efforcé « de rendre compte d'une façon objective des événements les plus importants ». Par malheur, dans ce livre de 400 pages manque non seulement le développement idéologique indispensable, mais encore, par endroits, la vue d'ensemble. Il s'ensuit que la description objective des événements néglige les éléments de l'évolution : comment, en effet, l'auteur pourrait-il apprécier à sa juste valeur les événements, les simples faits, s'il ne consacre pas une attention suffisante aux rapports idéologiques des événements, s'il ne considère pas les idées qui donnent à chaque siècle son caractère propre et sans lesquelles l'histoire n'est qu'une masse de données informes? Ce n'est pas dans l'ouvrage de M. Bokes que nous trouverons le processus historique de la formation de la nation slovaque dont l'esquisse avait été désignée par M. Rapant comme la tâche de l'historiographie. Nous ne nous rendons pas compte du sens de l'évolution, nous ne parvenons pas à saisir l'esprit des siècles ni le rôle que le peuple slovaque a joué dans l'histoire. D'autre part, l'auteur n'apprécie pas suffisamment la portée des facteurs économiques, sociaux et matériels dans le passé ; il n'utilise même pas les résultats généralement connus.

Nous constatons avec regret que l'auteur ne s'est pas attaché à donner un tableau de l'évolution de la vie du peuple slovaque depuis son ralliement à la Hongrie, à travers le moyen âge et l'âge moderne, ni à dégager l'influence exercée sur le destin de ce peuple par les grands courants d'idées, comme la réformation, la contre-réformation, les lumières, le nationalisme, etc. Dans la première partie de son ouvrage, qui résume l'histoire de la Slovaquie jusqu'à 1848, l'auteur suit les sentiers battus et ne fait que répéter les lieux communs de l'histoire dynastique et politique. C'est, en somme, un extrait de l'histoire de l'État hongrois lui-même où sont exposés, au lieu de la situation effective du peuple slovaque, les conditions extérieures dans lesquelles il devait vivre. C'est en vain que nous cherchons dans le livre de M. Bokes le peuple slovaque lui-même, dans son individualité historique. Les défauts des vues

politiques unilatérales de l'auteur deviennent particulièrement frappants lorsqu'il aborde l'histoire du XIXe siècle. Les manifestations de la vie intellectuelle, les événements qui sont du domaine de la littérature, des beaux-arts et des différentes branches de la culture y sont analysés d'une manière trop succincte, alors que ce sont là justement les domaines où les caractères distinctifs de l'évolution slovaque sont les plus apparents. L'auteur ne retrace pas non plus le processus historique qui a abouti à la formation de la nation slovaque au XIXe siècle. A partir de 1840, l'ouvrage est charpenté sur les luttes poursuivies contre l'État hongrois pour la reconnaissance de la langue et de l'indépendance nationale slovaques. Quoi qu'il en soit, autant nous devons nous féliciter que l'auteur s'efforce de considérer les conflits nationalitaires dans leurs perspectives historiques, en s'élevant au-dessus des points de vue partiels et le plus souvent chauvinistes du passé, autant il faut regretter qu'il ne résume pas en un tableau global les éléments de l'évolution.

André Kovács

Borys Krupnycky : *Geschichte der Ukraine von den Anfängen bis zum Jahre 1920*. Leipzig, 1943, Otto Harrassowitz, 1 vol. in-8°, 322 p, 4 cartes géogr.

Cet ouvrage, dont l'auteur, un émigré ukrainien, vit loin de l'URSS, a paru sous les auspices du fameux Institut Scientifique Ukrainien de Berlin, lequel était plutôt un organe de propagande de l'impérialisme allemand que de recherche scientifique. La date de sa publication coïncide avec le point culminant de la guerre germano-soviétique, ce qui veut dire que ce volume était destiné à fournir une arme politique indéniable. Si l'on ajoute à cela l'attitude hostile à la Russie, à la Pologne et à la Hongrie, qui se manifeste à chaque page du livre, on aura un aperçu très net des frontières et des limites de cet ouvrage. Il fournit une documentation intéressante, quelquefois même très instructive ; mais le tout ne devea être lu qu'avec une extrême méfiance.

En effet, la matière se révèle parfois plus forte que n'est le caractère tendancieux, et les faits couvrent souvent de ridicule l'opinion préconçue. C'est ainsi qu'il doit reconnaître que l'État de Kiev n'est pas à proprement parler « ukrainien », mais qu'il a au fond un caractère « slave oriental ». Il constate que la voie parcourue par les Ukrainiens et les Russes ne se ramifie qu'au temps de la conquête tartare. Ce qui en résulte logiquement, c'est que l'histoire du grand-duché médiéval de Kiev fait partie de l'histoire de la communauté russe, et

non d'une « histoire ukrainienne ». L'histoire de l'Ukraine proprement dite, ce qu'on pourrait d'ailleurs conclure des données fournies par Krupnyckyj, ne commence que vers la fin du XVIe siècle, avec l'apparition des Cosaques et, même sous les grands hetmans du XVIIe et du XVIIIe siècle, l'« État ukrainien » n'est qu'une formation de Cosaques. Selon nous, il serait plus précis de parler d'un « État cosaque ». L'Ukraine, comme ensemble ethnique et politique, n'apparaît que dans le romantisme national du XIXe siècle.

C'est en vain que l'auteur essaie de diminuer l'importance de ce fait, l'orientation russe traverse toute l'histoire de l'Ukraine, depuis l'établissement des rapports entre la principauté de Galicie et Suzdalj jusqu'à Chmelnyckyj, qui se tourne vers Moscou, et jusqu'au XXe siècle. La coopération russo-ukrainienne, surtout au temps de la réaction des tzars du XIXe siècle, n'était, en effet, guère harmonieuse ; mais Krupnyckyj grossit tendancieusement les difficultés. Le même parti pris se manifeste, quand il retrace les rapports entre Polonais et Ukrainiens et entre Hongrois et Ukrainiens.

Nous devons blâmer l'auteur de tant insister sur l'histoire politique. Le tableau détaillé des changements de trônes, des batailles, des intrigues diplomatiques rend l'ouvrage plus d'une fois lourd et compliqué. Dans le pêle-mêle des données politiques on voit disparaître ce qui est l'essentiel de l'histoire : l'évolution de la société. La société ukrainienne, les rapports entre peuple et culture auraient mérité une analyse plus détaillée. Dans ce domaine, l'essentiel de l'histoire ukrainienne se révélerait davantage que dans la politique de bascule des hetmans sans caractère, capable de susciter la plus grande exaspération, ou dans le chaos des partis ukrainiens du XXe siècle ballottés entre Russes, Polonais, Autrichiens et les puissances de l'Entente. Krupnyckyj aurait dû recourir à l'enseignement fourni par la science historique russe d'avant la révolution et d'aujourd'hui, laquelle s'efforce toujours d'ouvrir une large perspective et traite l'histoire politique comme un chapitre de l'histoire du peuple et de la société.

Mais il serait injuste de ne souligner que les défauts et les partis pris dans l'ouvrage de Krupnyckyj. On y trouve beaucoup de détails intéressants et d'observations remarquables. Plusieurs de ces détails nous montrent les problèmes généraux de l'histoire de l'Europe de l'est et de l'Europe carpathique. De telles perspectives touchant l'Europe orientale s'ouvrent déjà à propos de la principauté de Galicie, dont les rapports s'établissent de Suzdalj jusqu'à la Hongrie. La situation de l'État dit lithuanien-ruthène est la même. Cet État est une des formations les plus intéressantes de la fin du moyen âge dans l'Europe orientale. La science historique n'a pas encore

résolu ses problèmes, elle n'a guère dépassé les débuts du travail de la mise au jour. Pourtant, l'importance de cette formation est grande pour l'histoire. Ses souverains, les Jagellons, monteront plus tard sur le trône de Pologne, de Bohême et de Hongrie. C'est dans cet État que «l'idée d'union», si caractéristique pour la structure de l'histoire de l'Europe orientale, atteindra son plus grand développement: la coexistence équilibrée de plusieurs peuples et cultures dans les cadres d'un seul empire et d'un seul pays, selon le principe de la coordination. La même idée d'union se manifeste dans l'union politique de Lublin et dans l'union confessionnelle de Brest, ainsi que dans la rencontre de l'État polonais et de l'État lithuanien et celle du rite occidental avec le rite oriental. L'auteur analyse les deux unions avec un certain parti pris, particulièrement l'union confessionnelle. Il condamne le catholicisme, tout en passant sous silence la terreur exercée par les Cosaques contre les partisans de l'union et les nombreuses victimes que cette terreur a faites dans les rangs du clergé uniate ukrainien, victimes parmi lesquelles se trouvaient de hautes personnalités, notamment l'archevêque saint Josaphat qui, d'ailleurs, ne saurait être considéré ni comme un agent de l'impérialisme polonais ni comme un traître du peuple ukrainien.

La meilleure partie du livre fait revivre l'époque des grands hetmans, à savoir le XVIIe et le XVIIIe siècle. On voit ici se dérouler la destinée mouvementée de l'État cosaque, les grands chefs défilent sous nos yeux: Chemelnyckyj, Dorošenko, Samojlovič, Mazeppa. Les problèmes qui se posent embrassent toute l'Europe orientale, ainsi l'époque de Chmelnyckyj, sous le hetmanat duquel le monde cosaque offre une perspective transylvaine, turque, tartare, russe, lithuanienne et roumaine. Il est intéressant de voir combien les mouvements des Cosaques an XVIIe siècle ressortent d'un fond social. Leurs luttes sont en dernière analyse de grandes révolutions populaires, des luttes pour la liberté et pour un juste régime social. C'est cet esprit révolutionnaire populaire qui se manifeste dans les soulèvements du XVIIIe siècle, dans les mouvements dit «hajdamak». Parallèlement se déroulent l'histoire populaire de l'Europe carpathique ainsi que les révolutions paysannes du début de l'âge moderne, le monde balkanique des haïdouks. Cela suffit à démontrer l'intérêt que présente le parallélisme entre l'évolution sociale des Cosaques et celle des peuples du bassin carpathique.

Un vaste tableau de la société, des perspectives est-européennes, une conception sans parti pris à l'égard des Russes, des Polonais et des Hongrois, voilà les trois exigences auxquelles l'historien de l'Ukraine devait satisfaire. Krupnyckyj n'a satisfait à ces exigences que dans une mesure très réduite. La

matière précieuse sur laquelle il brode doit être révisée et filtrée. Son livre nous fournit quelques points de vue intéressants, mais sa conception nous oriente plus d'une fois vers des thèses peu acceptables.

André Angyal

JÓZSEF HOLUB : *A magyar alkotmánytörténelem vázlata* [Esquisse de l'histoire du droit constitutionnel hongrois]. t. Ier, Pécs, 1944, 1 vol. in-8°, VIII + 252 p.

La bibliographie de l'histoire du droit constitutionnel hongrois compte un passé de cent ans environ. Au temps de sa formation première, les spécialistes basaient leurs recherches sur l'étude approfondie des sources, tandis que, plus tard, ceux qui cultivaient cette science rompirent avec cette méthode, s'évertuant à justifier la pratique juridique en vigueur ou à défendre un système juridique qu'ils croyaient immuable. Ils oubliaient pour la plupart que le droit était aussi une chose qui évoluait, changeait, se transformait au cours des siècles. Ces spécialistes hongrois étaient des juristes plutôt que des historiens. Ils cherchaient des principes juridiques, examinaient le système ; les faits de l'évolution, du changement les intéressaient à peine. Ce n'est que vers 1920 que M. François Eckhart a indiqué combien ces savants s'étaient détachés de la réalité, de la vie et dans quelle mesure l'atmosphère où ils se mouvaient était une atmosphère étrangère. M. Eckhart rappelle que « le droit est toujours le produit de la vie intellectuelle de certaines communautés » et que c'est « l'esprit du peuple qui forme et renouvelle le droit». D'autre part, il indique le premier que «la formation d'un droit nouveau est... le résultat d'un changement de la structure sociale ».[1]

L'histoire du droit constitutionnel de M. Holub traite le moyen âge hongrois en deux parties. La division par chapitres reflète l'ancienne conception, qui avait grand souci de la division par époques. Il néglige ainsi l'opinion des savants plus modernes. Nous ne connaissons pas les motifs de ce silence, car l'ouvrage ne relate que le cours des événements, sans citations ni discussion des opinions contraires. Selon M. Holub, le problème central consiste dans les relations entre le roi et les Ordres Par conséquent, c'est tantôt la figure d'un roi plus puissant ou d'une dynastie, tantôt les ambitions des Ordres qu'il met en relief au cours de ses méditations. Cette conception dualiste est sans doute fondée au XVe siècle, alors que la petite noblesse vient d'être

[1] Fr. Eckhart, *A magyar történetírás új útjai* [Les nouvelles voies de l'historiographie hongroise] p. 270—271.

éveillée à la conscience de sa dignité et que c'est cette dernière qui détermine ses actes. Cependant les origines du féodalisme nous apparaissent sous une lumière toute fausse, de même que les siècles précédents, si nous admettons que les origines du féodalisme remontent en Hongrie au premier tiers du XIIe siècle. Les ancêtres de la petite noblesse vivaient alors encore dans une dépendance si étroite de l'aristocratie, qu'ils ne peuvent aucunement être considérés comme une classe, un ordre privilégié, indépendant dans ses actions politiques, si tant est qu'il soit capable d'une initiative politique.

Plus vivement que de ses ancêtres, M. Holub est préoccupé des relations sociales, sans cependant réussir à intégrer l'évolution juridique dans la société hongroise du moyen âge.

Il a fait de larges emprunts à la sociologie hongroise, mais ses points de vue sont influencés par la politique. Ses méditations évoluent non sur des bases et dans des cadres sociologiques, mais dans ceux de l'évolution de la politique intérieure. Les rois occupent donc plus de place qu'il n'est nécessaire, de sorte que nous avons l'impression que, dans l'évolution de la constitution, la lutte entre les rois et les ordres pour l'exercice du pouvoir a été le moteur suprême.

La synthèse présente est, en somme, une synthèse nouvelle, essentiellement différente des anciennes histoires du droit constitutionnel. A l'opposé de la méthode systématique et dogmatique, elle s'attache fortement à l'ordre de l'évolution chronologique. Il est évident que la conception systématique plus juridique a aussi ses avantages. Un traité sur la succession au trône, bien détaillé, par exemple, nous paraît être une lacune dans ce livre. Il ne peint pas avec exactitude le rôle des bourgeois des villes dans les diètes. Il passe aussi rapidement sur la révolte des paysans en 1514. D'autre part, il ne donne — en opposition avec ses principes — qu'un portrait tout juridique de Werböczy, ce grand codificateur dn moyen âge. Il est regrettabe qu'il ait omis de parler des relations juridiques des Hongrois et des peuples voisins. Il se borne sur ce sujet à des allusions, sans se soucier des vues d'ensemble. Nombre de questions n'ont pas été traitées, et cette synthèse qui prétendait apporter du nouveau n'a pas même donné une esquisse des problèmes. *Nicolas Komjáthy*

TUDOR DRAGANU : *La doctrine juridique de la couronne hongroise.* Sibiu, 1944, Centrul de Studii si Cercetări privitoare la Transilvania, 1 vol. in-8°, 80 p.(Bibliotheca Rerum Transilvaniae, n°.4).

La polémique scientifique concernant la doctrine de la Sainte Couronne est un chapitre instructif du développement de l'his-

toriographie juridique hongroise. Cette doctrine fut mise en vogue à la fin du XIXe siècle par le professeur d'histoire de droit, de grande influence, mais de moindre mérite, de l'Université de Budapest, par A. Timon. Il dénomma la période de plusieurs siècles commençant en 1308 celle de la Sainte Couronne et tenta de démontrer que la doctrine de droit public se rattachant à la Sainte Couronne était la base de la Constitution hongroise : elle aurait déterminé la structure et l'administration de l'État, ainsi que le droit privé nobiliaire. Dans cette doctrine — d'après lui — le peuple hongrois aurait réalisé les idéals (la personnalité unitaire et la conception organique de l'État, la souveraineté du peuple), lesquels ne furent effectivement atteints que par les mouvements constitutionnels du XIXe siècle, et aurait ainsi précédé les autres nations. Quoique la critique étrangère ait démontré que cette assertion née dans l'atmosphère surchauffée du chauvinisme était dénuée de fondement, elle fut cependant acceptée par la majeure partie des juristes hongrois et elle finit par devenir, au bout d'un certain temps, un dogme national. Lorsque le professeur de droit à Budapest, M. François Eckhart soumit, dans un de ses articles, la thèse de Timon à une juste critique, sa personne et sa chaire furent l'objet d'attaques violentes de la part des générations plus âgées. A la suite de ces attaques, M. Eckhart écrivit son histoire fondamentale de la doctrine de la Sainte Couronne et exposa, d'une part, les débuts de cette doctrine qui précèdent de plusieurs siècles la construction juridique de Verbőczi et, d'autre part, il insista sur les analogies et les rapports européens. L'opinion erronée d'un développement de droit public spécifique et unique et précédant celui d'autres peuples s'écroula donc à la suite des recherches hongroises. Le même point de vue critique fut formulé par Mme É. Bartoniek et, aujourd'hui, c'est l'avis de tout spécialiste sérieux.

M. Draganu, chargé de cours de droit public à l'Université Ferdînand Ier à Cluj (Kolozsvár), qui s'est fait connaître par ses travaux concernant l'histoire du droit est un profond connaisseur de l'histoire de la Sainte Couronne. Son livre nous intéresse par le bel ordre dans lequel il traite ce sujet, cependant le procédé de M. Drăganu paraît un peu étrange : il feint de ne pas savoir que l'histoire constitutionnelle hongroise ne s'est pas arrêtée à l'époque de Timon et de son école et qu'en matière de droit public elle a depuis longtemps proclamé l'inanité des illusions chauvinistes. M. Drăganu présente le point de vue hongrois de façon unilatérale d'après Timon et il renvoie à des juristes de vieille roche (Csekey) et à des écrivains laïcs (Rácz), en se servant contre ceux-ci des arguments d'Eckhart et de Bartoniek. M. Drăganu passe sous silence le fait que ceux-ci ont formulé leurs arguments depuis longtemps et condomné sans

aucun ménagement les erreurs de l'ancienne école. Dans les chapitres élaborés avec grand soin et avec une parfaite connaissance de la littérature de droit public positif de l'étranger (chapitres dans lesquels il démontre que la Sainte Couronne n'est pas « sainte » ; que la doctrine de la Sainte Couronne ne peut être qualifiée, dans le sens moderne, de «doctrine»; qu'elle ne correspond pas à l'idée de la personnalité de l'État moderne; qu'elle n'est pas analogue à la conception organique moderne de l'État ; qu'elle n'est pas l'expression de la souveraineté moderne du peuple; qu'elle ne peut servir de base à des revendications territoriales), M. Drăganu réfute des thèses depuis longtemps réduites à néant par les savants hongrois. Il a donc tort de faire revivre dans plusieurs pages les critiques dirigées contre Timon il y a une quarantaine d'années au sujet d'une opinion depuis longtemps périmée. Il est regrettable qu'après ces fausses prémisses il arrive à cette conclusion : « L'historiographie hongroise est un véritable paradis de fausses théories » (p. 46), étant donné que le nationalisme chauvin a conduit aussi chez d'autres peuples à des préjugés scientifiques largement acceptés. Les nationalismes des peuples danubiens ont suivi une évolution si semblable — et dans leurs idées et dans leurs formes de manifestation — que les uns ne peuvent guère faire des reproches justifiés aux autres. Il faut espérer qu'aujourd'hui tous sont parvenus à un degré si haut qu'ils ne trouveront plus nécessaire de mettre les recherches scientifiques au service de la politique du jour.

Georges Bónis

Gina Fasoli : *Le incursioni ungare in Europa nel secolo X.* Firenze, 1945, Sansoni, 1 vol. in-8°, 246 p. + 3 cartes géographiques. (Biblioteca storica Sansoni. Nuova serie, no. XII).

Sous aucun rapport, le rôle joué en Europe par les Magyars au Xe siècle n'est un sujet historique facile ou abondant. La difficulté principale à laquelle se heurte l'historien, c'est que la matière qui se trouve éparse dans les sources de l'Europe occidentale présente un caractère exclusif d'enregistrement des faits qui ne peut satisfaire l'intérêt multiple de l'historien moderne. Les chroniques occidentales indiquent avec une précision et une fidélité relatives la date, le lieu et le détail des différentes campagnes ; mais, à l'opposé des sources byzantines contemporaines, elles ne témoignent d'aucun intérêt ethnographique; aussi le tableau qu'elles nous présentent ne fournit-il aucune clarté sur les véritables acteurs de cet épisode historique, sur le peuple magyar, sur son caractère ethnique formé dans les steppes de la Russie méridionale, sur son organisation sociale, éco-

nomique, politique et militaire, si nettement différente de tout ce que l'on a vu en Occident, sur l'évolution qu'a subie cette même organisation au cours du Xe siècle sous l'influence des divers facteurs intérieurs et extérieurs.

Les incursions hongroises constituent un épisode des conflits successifs entre l'Occident et le monde des steppes orientales, d'où il suit qu'elles ne sauraient être envisagées uniquement sous l'angle occidental, même si nous nous abstenons de toute tentative d'embellissement et de toute romantique nationaliste pour n'y voir, selon la seule conception qui soit juste, que la lutte du monde civilisé contre la barbarie. Tandis que la matière des sources occidentales nous renseigne sur les faits et leurs effets, les sources orientales nous fournissent les motifs et le fond du décor : il est évident qu'une présentation harmonieuse et réaliste n'est possible qu'autant qu'on tiendra compte des deux manières de voir. Le défaut saillant des synthèses publiées à ce sujet — notamment la dissertation de R. Lüttich[1] — est de négliger entièrement le fond oriental, ce qui a pour conséquence de réduire l'exposé historique à une simple mise au point critique des données occidentales contemporaines.

Il nous semble que M. Fasoli a reconnu le danger de traiter le problème de la façon coutumière et qu'il a tenu à ne pas écrire sur les Magyars sans connaître les Magyars. Au début de son livre, il consacre un chapitre spécial aux conditions de vie des Magyars au Xe siècle et tente même d'esquisser un tableau général de leur organisation économique, sociale et politique et de caractériser leur civilisation sur la base des traditions hongroises médiévales et de l'historiographie la plus récente. On ne peut prétendre, malheureusement, que les efforts de l'auteur aient pleinement abouti. Sa façon de s'inspirer des chroniques hongroises du moyen âge ne saurait satisfaire les exigences de la critique. Bien qu'il connaisse et mette à contribution l'édition moderne des sources hongroises,[2] au lieu de puiser ses citations de textes dans leur rédaction du XIVe siècle, il les puise dans la chronique de Thuróczi qui en est issue un siècle plus tard. Un défaut plus grave est l'incompétence de l'auteur dans la science délicate de l'appréciation historique des sources, ce qui fait qu'il est incapable de discerner la tradition véritable des éléments postérieurs, tendancieux et anachroniques.

Il faut attribuer sans doute à la difficulté de la langue hongroise, que M. Fasoli ne connaît que fragmentairement, les résultats des recherches hongroises relatives à son sujet. Ce qu'il pose en fait dans son livre sur les conditions intérieures

[1] R. Lüttich, *Ungarnzüge in Europa*. 1910.
[2] Szentpétery, *Scriptores Rerum Hungaricarum*, t. I—II, 1937—38.

de la vie des Magyars est basé uniquement sur l'histoire médiévale en langue allemande de M. Hóman [1] et reflète un état des recherches dépassé et interprété d'une manière pour le moins individuelle. Depuis, notre connaissance de la préhistoire hongroise et par conséquent notre façon d'apprécier les incursions des Magyars ont été considérablement modifiées et enrichies. Mais, même sans la connaissance de la langue magyars, l'auteur aurait pu compléter et contrôler le tableau peint par M. Hóman à l'aide des monographies et des études publiées dans d'autres langues mondiales (Macartney, Moravcsik). On doit lui reprocher surtout de n'avoir pas tenu compte des résultats archéologiques facilement accessibles de MM. Fettich et László, qui auraient été d'un grand intérêt pour la connaissance du caractère économique des incursions hongroises.

Toujours en relation avec le fond de décor oriental, il faut relever la négligence apportée à l'exploitation des sources arabes et byzantines dont la matière, d'un vivant intérêt ethnographique, fournit à elle seule une lumière suffisante sur l'organisation des Magyars et sur leur vie intime. M. Fasoli cite les auteurs byzantins dans des éditions de textes surannées (notamment les versions latines de Migne) et sans tenir compte du remarquable appareil critique de M. Moravcsik.[2]

La monographie de M. Fasoli ne satisfait donc pas — malgré toute la bonne volonté de l'auteur — aux exigences du double éclairage de la question ; ce n'est donc pas sous cet angle, mais dans ce qu'il dit de nouveau sur les rapports des incursions hongroises avec l'histoire de l'Occident que nous pouvons découvrir ses véritables mérites

Malheureusement, ici encore, nous ne pouvons, sans certaines réserves, rendre hommage à l'industrie de l'auteur. Bien qu'il traite des incursions magyares en *Europe*, à l'exception de la seule campagne de 934, il ne tient aucun compte du théâtre d'opérations des Balkans, ce qui tient sans doute à la négligence déjà notée qu'il apporte à l'utilisation des sources byzantines. Le chapitre II, qui traite de la situation du monde occidental, ne se base pas non plus sur la littérature la plus récente. Ses défauts sont particulièrement apparents dans les parties qui traitent de l'Allemagne, et où l'auteur ne tient compte ni des synthèses de Cartellieri et de Holzmann ni des recherches spéciales sur les réformes de Henri l'Oiseleur [3] .On est surpris également qu'il ignore l'excellente étude de H. Aubin [4] dont les

[1] V. Hóman, *Geschichte des Ungarischen Mittelalters*. Berlin, 1941.

[2] J. Moravcsik, *Bizantinoturcica*. t. I—II, Budapest, 1942—43.

[3] P. ex. Carl Erdmann, *Die Burgenordnung Heinrichs I*, dans *Deutsches Archiv f. Geschichte des Mittelalters*, t. 6., 1943, p. 59 et suiv.

[4] *Die Ostgrenze des alten deutschen Reiches*, dans *Historisches Vierteljahrschrift*, t. 28, 1933.

chapitres sur les mesures et l'influence européenne des invasions hongroises auraient pu inciter l'auteur à formuler ses jugements d'une manière plus précise.

Si, nonobstant ce qui précède, nous considérons le livre de M. Fasoli comme un progrès et un gain, ce jugement est motivé avant tout par l'éclairage plus net et plus précis de l'aspect occidental et particulièrement de l'aspect italien du problème. L'usage qu'il fait des sources à cet égard est large et consciencieux. Nous ne pouvons relever qu'une seule omission, celle des *Annales Iuvavenses Maximi*[1], découvertes en 1922 par Klebel, et dont l'ignorance se fait particulièrement sentir dans l'exposé des années 907 et 950. L'ouvrage de M. Fasoli marque un progrès certain sur ses prédécesseurs en ce qu'il met à contribution la matière des chartes et des histoires régionales, ce qui lui permet d'établir avec précision l'influence des invasions hongroises. Ainsi, ses constatations détaillées éclairent pour la première fois le rapport probable des campagnes hongroises avec la transformation du système de défense en Occident, notamment en Italie, et avec cette activité fiévreuse déployée en pays saxon et en Lombardie après la ruine du système de frontières bas-carolingien pour la fortification de l'intérieur du pays. Ces résultats, traduits avec netteté sur des cartes géographiques, sont susceptibles d'illustrer d'une façon efficace l'importance souvent dénigrée des incursions hongroises pour la vie de l'Occident. *Joseph Deér*

Dorin Popescu : *Die frühe und mittlere Bronzezeit in Siebenbürgen*. Bucuresti, 1944, 1 vol. in-8°, 146 p.+15 planches, 1 carte, 59 figures. (Biblioteca Muzeului National de Antichitaţi din Bucuresti.)

L'auteur, tout en considérant la littérature préhistorique la plus récente, base ses données avant tout sur les résultats définitifs, ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas d'accepter, plus d'une fois, sans les soumettre à une critique minutieuse, les thèses des savants célèbres. Il subit avant tout l'influence de V. Pârvan, dont le livre « Getica » lui paraît aussi inviolable que la Bible et dont il adopte même les erreurs évidentes. L'utilisation du livre est assez malaisée, l'auteur se contentant d'indiquer les noms roumains des localités. Dans son Repertorium, M. Roska publie, outre les noms hongrois, les noms roumains des lieux de trouvailles ; M. Popescu aurait dû faire de même, pour faciliter la vérification des bibliographies archéologiques roumaine et hongroise.

[1] MGSS, t. XXX, éd. H. Breslau.

L'auteur divise son livre comme suit : I. Introduction. II. Le problème de la division de l'âge de bronze en Transylvanie. III. Résumé des résultats des travaux sur l'époque paléolithique, l'époque néolithique et l'âge de bronze. IV—VIII. Les cultures de Schneckenberg, Perjámos—Pécska, Tei, Ottomány et Wietenberg. IX. Outils de bronze. X. L'or. XI. Résumé.

M. Popescu se contente plutôt de systématiser les résultats déjà connus. Ainsi il ne fournit pas de résultats nouveaux du point de vue chronologique. Il énumère, d'après M. Nestor, les ouvrages offrant des données relatives à l'âge de bronze en Transylvanie. Or les résultats chronologiques de l'âge de bronze en Hongrie et même en Transylvanie sont fort douteux, de sorte que la nécessité d'une authentification de la stratigraphie subsiste encore.

Pendant l'âge de bronze en Transylvanie, on peut constater de grandes différences régionales. Par exemple, le Partium, les comitats d'Arad et de Temes (Timiş) montrent une ligne d'évolution analogue à celle de la Grande Plaine hongroise, tandis que l'intérieur du pays, tout en offrant des traits de développement analogues à ceux de l'ouest, garde des particularités caractéristiques. A l'est, on doit tenir compte de l'influence des régions de steppes de la Russie méridionale.

Une critique que nous sommes obligés de formuler, c'est que M. Popescu évite de traiter plusieurs questions de grande importance. Ainsi nous ne trouvons pas de données sur l'importance des passes de l'est et du sud des Carpathes. Nous voyons assez clairement les mouvements culturels qui de la Grande Plaine hongroise ont pénétré en Transylvanie, mais nous ne savons presque rien des mouvements venus du sud et de l'est de la Transylvanie et nous ignorons comment les biens furent transmis au sud et à l'est par les passes. Rappelons p. ex. le célèbre trésor de Borodino (Bessarabie), qui contient des haches de pierre mi-précieuse. A Cófalva (com. de Háromszék) fut découvert un trésor d'or datant à peu près de la même époque que les haches d'or. Les haches de matière précieuse étaient, pendant l'âge de bronze, un emblème de dignité en Russie. Aussi les types de haches de Cófalva paraissent-ils apparentés à certains types répandus en Russie.

Il est de même à regretter que l'auteur n'ait pas assigné aux trouvailles d'or de Transylvanie leur ordre chronologique. Ainsi les trésors de Cófalva (comitat de Háromszék) et de Somogyom (comitat de Kisküküllő) contiennent des boucles d'oreilles semblables. Les disques de Székelyhid et de Gyulavarsánd (comitat de Bihar) datent de la même époque et on ne peut les placer à l'époque de Hallstatt, comme le fait M. Popescu. Les bracelets de Magyarbénye et de Pipe (comitat de

Kisküküllő) sont des représentants typiques de l'orfèvrerie transylvaine de l'âge de bronze. L'hypothèse de Pârvan, qui date une partie de ces trésors de l'an 500 av. J.-Chr., n'est plus soutenable. On doit compter en Transylvanie avec des travaux d'orfèvrerie très développés dès l'âge de bronze et qui ne sauraient être mis en relation avec les Daces.

En résumé, nous voudrions appeler l'attention plutôt sur les questions archéologiques que l'auteur n'a pas traitées, savoir : le rôle des passes de l'est et du sud des Carpathes, les relations culturelles avec la région des steppes et la révision chronologique des trouvailles d'or.

Amélie Mozsolics

László Gáldi : *Az erdélyi román nyelvújítás* [La réforme linguistique roumaine en Transylvanie]. Budapest, 1943. Académie Hongroise, 1 vol. in-8°, 103 p.

Le discours de réception à l'Académie Hongroise de M. Gáldi est l'exposé de ses différentes recherches relatives au développement de la langue roumaine en Transylvanie, depuis les premiers imprimés du XVIe siècle jusqu'à nos jours. Le besoin d'une réforme de la langue roumaine, après quelques tentatives sporadiques à la fin du XVIIe siècle, ne se fait sentir que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. C'est un fait qui est en relation directe avec l'éclosion de l'intellectualité roumaine en Transylvanie. Le véritable point de départ de la réforme linguistique se trouve dans les tendances, inspirées par l'esprit éclairé, au temps de Marie-Thérèse, qui soulevèrent le problème de l'instruction publique et celui des manuels scolaires. Le besoin de livres scolaires primait — selon l'auteur — un autre fait secondaire, celui de la conscience de la nationalité roumaine, qui formait de fait, lui aussi, les fondements d'une évolution civilisatrice importante. Il est à noter que la bande méridionale de la Transylvanie, dans le voisinage de la Valachie, et de religion orthodoxe, devint le centre des néologismes, tandis que l'orthologie trouva son centre à Blaj (Balázsfalva), plus conservateur et gréco-catholique.

Il est particulièrement intéressant de constater l'enchevêtrement des phénomènes philologiques et politiques, et cela dès le début ; c'est un fait qui déterminait une direction, étant donné l'état de « corruption » de la langue roumaine, dérivée du latin classique. C'est le mérite de Paul Iorgovici d'avoir renoncé à cette manière de voir artificielle et d'avoir insisté, dans un ouvrage publié à Bude en 1799, sur le principe très sain de l'évolution de la langue roumaine, principe qui devait être respecté aussi lors de la réforme de

la langue. Or, les néologues et les puristes latinisants avaient déjà creusé un précipice profond entre la langue populaire et celle des lettrés. L'idée salutaire de l'évolution de la langue trouva un représentant dans l'*Orthographia* de Pierre Maior (1819) et surtout dans le *Lexicon Budense* (1825), ouvrage collectif représentatif de toute une génération.

La période, dite transylvaine, de la réforme de la langue roumaine fut suivie d'une autre, inaugurée par Jean Héliade-Rădulescu (1828) et caractérisée par l'intérêt pour les mots d'emprunt. Mais une seconde génération de philologues transylvains (Pumnu, Laurianu, Cipariu) qui poussèrent le latinisme et le purisme à l'excès, étouffa les tendances plus saines et domina le monde savant jusqu'au dernier quart du siècle. Or, la victoire définitive échut à l'orientation des principautés roumaines, d'allure plus vive, rafraîchie par la langue populaire et qui inaugura l'invasion impétueuse des néologismes empruntés au français, et produisit un talent littéraire de la taille d'un Eminescu. La réaction contre le purisme transylvain prit son essor dans les principautés et, plus tard, en Roumanie. A. Russo et T. Maiorescu, appuyés par le mouvement de la *Junimea*, insistent sur l'importance de la langue populaire, source inépuisable du renouvellement permanent de la langue littéraire. La presse transylvaine de la Transylvanie méridionale accueillit favorablement les impulsions venues des principautés dès la première moitié du XIXe siècle (on pense à la *Gazeta de Transilvania* de Barit, fondée en 1838); mais la *Tribuna* de Jean Slavici (1884) inaugura la conquête de la Transylvanie par l'esprit linguistique et littéraire d'outremonts. Les célébrités littéraires de la Transylvanie (Slavici, Coşbuc) se firent le porte-parole de l'orientation nouvelle. L'unité de la langue littéraire roumaine, sans respecter les frontières politiques, prévalait ainsi dans la presse et dans la littérature. Cette langue littéraire, pleine de néologismes, plane très haut au-dessus de la langue populaire. L'invasion de la langue littéraire en Transylvanie s'intensifie puissamment après 1918 et l'activité de l'instruction publique, de l'administration, de l'Église et de la presse s'efforce de combler l'abîme profond qui sépare les deux langues superposées.

L'auteur de ce livre richement documenté consacre une attention accentuée — peut-être trop accentuée — à la question des influences linguistiques extérieures et surtout à celle de l'influence de la langue hongroise sur le parler populaire roumain. Mais cet inconvénient ne diminue point les qualités incontestables de l'étude de M. Gáldi, qui donne une image fidèle et vivante de l'histoire du renouvellement de la langue roumaine en Transylvanie.

André Tóth

István Sőtér : *Magyar-francia kapcsolatok* [Relations hungaro-françaises]. Budapest, 1946, Institut P. Teleki d'Études Danubiennes, 1 vol. in-8°, 255 p. Hazánk és a nagyvilág, t. I.)

Parmi les ouvrages qui, au cours des dernières années, ont été consacrés aux relations séculaires de la Hongrie avec les pays d'Occident, le présent volume se distingue par la richesse de la documentation, la solidité de la composition et par l'élan d'un style clair, vif, pénétrant et suggestif. Toutes ces qualités s'unissent en une harmonie parfaite, ce qui n'est guère étonnant chez l'auteur en qui le philologue formé au Collège Eötvös (École Normale Supérieure de Budapest) se double d'un excellent romancier. Pour mettre notre conclusion en tête de ce compte rendu sommaire, nous pourrions dire sans exagérer que, malgré ses dimensions assez limitées, l'étude de Sőtér ouvre très dignement la nouvelle série des publications de l'Institut d'Études Danubiennes, issue d'une inquiétude qu'on devrait définir ainsi : »Quelle est la place de la civilisation hongroise dans le concert européen?«

Disons dès le début que l'ouvrage porte l'empreinte de l'atmosphère où elle est née. Dans l'avant-propos l'auteur ne fait que reprendre une fameuse formule de M. Alexandre Eckhardt *(Le Génie français)*, suivant laquelle la pénétration de l'esprit français joua toujours en Hongrie le rôle d'un antidote contre la suprématie de la pénétration allemande. La thèse est juste, mais il convient d'ajouter qu'avec un raisonnement plus serré elle aurait dû amener l'auteur à une interprétation sociologique des fonctions multiples de l'influence française dans la structure de la civilisation hongroise. Pour le moment, il s'est borné à l'interprétation politique et littéraire des faits signalés dans les études antérieures: espérons qu'une de ses synthèses futures fera voir aussi les proportions et l'intensité de l'influence française par rapport aux autres courants d'idées européens qui ont marqué de leur empreinte la vie intellectuelle et sociale de la Hongrie. Pour l'époque moderne, M. Jean Hankiss a déjà tenté de fairequelque chose de sem blable;[1] il ne serait pas sans intérêt d'appliquer cette méthode comparative aussi aux périodes plus anciennes, car au fond c'est le seul moyen de peser enfin l'importance de l'apport français à l'évolution intérieure de la Hongrie. Même les « résistances » du milieu hongrois à l'esprit français (il suffit de penser au cas de Racine ou de Lamartine, poète lyrique) ne peuvent s'expliquer que grâce à une analyse du jeu complexe des influences simultanées ou successives.

[1] *Európa és a magyar irodalom* [L'Europe et la littérature hongroise]. Budapest, 1943.

Nous venons de faire allusion à la solidité de la composition : en effet, M. Sőtér a réussi à ranger la mosaïque de ses données éparses en cinq tableaux harmonieux et symétriques. Pour le moyen âge, les problèmes d'ordre politique sont au moins aussi importants que les faits relatifs à l'histoire de la civilisation : c'est pourquoi il était préférable d'y mettre une étiquette d'un caractère assez général (Le royaume chrétien, p. 9—48). Les trois chapitres suivants sont consacrés à l'époque de l'humanisme, aux contacts franco-hongrois du XVIIe siècle et du début du XVIIIe (« Ame et goût », p. 81—100 ; c'est ici que nous trouvons un excellent portrait de la noble et douloureuse figure de François II Rákóczi), et à l'éveil de la curiosité rationaliste (« La recherche de la raison », p. 101—126). Ajoutons-y le dernier chapitre (« Le charme de Paris », p. 127—200), qui semble être le plus nourri de faits, mais où le manque de solides études de détails se fait sentir sur plus d'un point.

Il n'est pas douteux que l'auteur ne se fût mieux orienté dans le dédale des influences multiples du XIXe siècle, s'il eût pu s'appuyer sur des travaux antérieurs. Malheureusement on n'a pas encore consacré au roman naturaliste hongrois et à ses racines françaises une étude aussi fouillée que celle de Marko Savkovitch sur le roman serbo-croate ;[1] même les contacts du symbolisme hongrois avec le symbolisme européen sont beaucoup moins connus que par exemple ceux du symbolisme allemand avec Baudelaire, Verlaine et Mallarmé.[2] C'est pourquoi nous sommes relativement peu orientés sur la vogue de Balzac, de Flaubert ou d'Anatole France en Hongrie (le dernier n'est mentionné par Sőtér qu'une seule fois, à propos d'un essai de D. Szabó) ; même la « survie » hongroise de Zola est passée sous silence. Il eût pourtant été fort intéressant de montrer les « résistances » des milieux hongrois conservateurs à l'égard du père du naturalisme, sa vive appréciation par les écrivains progressistes (M. Benedek) et la sérénité des jugements portés sur lui par un critique aussi désintéressé que Z. Ambrus. Inutile de dire qu'il serait facile de multiplier ces contributions et additions aussi pour les périodes plus anciennes. On regrette que l'auteur ait si rapidement passé sur les premières traductions hongroises de Fénelon (p. 117) ; pourquoi ne pas ajouter qu'on a traduit Télémaque même en vers hongrois[3], ce qui témoigne à coup sûr du caractère

[1] *L'influence du réalisme français dans le roman serbo-croate.* Paris, 1935.

[2] Cf. E. L. Duthie, *L'influence du symbolisme français dans le renouveau de l'Allemagne.* Paris, 1933.

[3] Cf. la thèse de A. Kozma. Pécs, 1932.

insolite du roman comme genre littéraire? On retrouve ce phénomène aussi dans la littérature roumaine de Transylvanie: même après 1800, tel roman d'inspiration française de I. Mészáros sera traduit en vers roumains par J. Barac.[1] A propos de la réforme de la langue hongroise *(nyelvújítás)*, les suggestions françaises, venues souvent par le canal de l'Académie de Berlin, mériteraient également notre attention, d'autant plus que certains défenseurs des néologismes (comme Paul Pántzél) puisaient aussi à pleines mains dans des sources françaises utilisées sans aucun intermédiaire.

Peut-être n'eût-il pas été superflu de renvoyer avec plus d'insistance à ces lacunes de nos recherches sur les contacts intellectuels franco-hongrois. L'auteur semble avoir marqué un goût trop vif pour le fini: il tient à ne pas abuser des points d'interrogation et des renvois aux problèmes mal resolus ou à peine entrevus. En tout cas, en vue des études à faire, il serait utile de dresser une bibliographie complète des recherches jusqu'ici faites sur les relations franco-hongroises, y compris les articles parus dans les revues, les thèses de doctorat et les travaux relatifs aux traductions hongroises de tel ou tel auteur français. Pour le moment, avec certaines additions qui s'imposent, même la bibliographie ajoutée au présent volume pourrait suppléer à cette lacune très sensible de notre outillage scientifique.[2] *L. Gáldi*

Béla Dezsényi: *Magyarország és Svájc* [La Hongrie et la Suisse]. Budapest, 1946, Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes, 1 vol. in-8°, 274 p. + 14 tabl. (Hazánk és a nagyvilág, n°. VI.)

C'est avec des précisions de détails que M. Dezsényi a exposé les relationes de la Hongrie avec la Suisse du dixième siècle à nos jours. La progression logique de l'œuvre, son plan détaillé, et les qualités de style de l'auteur, font de ce livre un excellent manuel à l'usage de ceux qui s'intéressent particulièrement à cette question.

Les relations hungaro-suisses sont un sujet fertile. Jusquà 1526, point névralgique de son histoire, la Hongrie peut être considérée comme le partenaire qui donne, la Suisse étant celui qui reçoit. A cette époque le riche et puissant État hongrois entretient des relations avec la petite nation helvète qui est encore au début de sa progression. Mais la situation

[1] Cf. L. Gáldi, *Helicon*, t. IV. p. 61, note.

[2] Au lieu de *Charlotte* d'Esclapon, amie française d'Alexandre Kisfaludy, lisez *Caroline* d'Esclapon (cf. E. Poupé, *Alexandre Kisfaludy à Draguignan. Revue des Études Hongroises*, Paris, 1935, p. 216—233).

change. La Suisse gagnant chaque jour en importance, tend à devenir un des centres de rayonnement spirituel d'une Europe où l'élite du peuple hongrois corrodée par les occupations turque et allemande, et une jeunesse assoiffée de savoir cherchent avidement à s'approprier les éléments nouveaux de l'éducation européenne. La Réforme et les lumières viennent de Suisse aussi, et se répandront par la suite dans la Hongrie tant éprouvée.

Les tendances réformistes de Zwingli et de Calvin prévalurent en Hongrie durant la seconde moitié du seizième siècle. Elles furent encore renforcées par la présence dans les universités suisses d'une jeunesse hongroise en nombre toujours croissant comme boursiers soit de la République helvétique soit de diverses cités hongroises. Dans la seule ville de Genève, durant les années 1685—1795, 63 Hongrois étaient inscrits dans les facultés, mais nous en trouvons encore dans les universités de Zürich, de Bâle de Schaffhouse et de Lausanne. Notons par exemple qu'à Bâle les étudiants hongrois étaient au nombre de 22 au XVIe siècle, 41 au XVIIe et 203 au XVIIIe siècle. Ce n'est qu'au cours de la première moitié du XIXe siècle que l'absolutisme viennois réussit à suspendre, quelque temps durant, le cours de ces relations, atterré qu'il était par l'influence philosophique révolutionnaire de Montesquieu, de Voltaire, et de Rousseau qui se propageait par la Suisse.

En 1848, durant la guerre de l'indépendance hongroise, puis après l'écrasement de l'armée hongroise par les forces coalisées de l'Empereur et du tzar, l'opinion publique suisse suivit la résistance magyare avec un intérêt grandissant, puis accueillit les émigrés fuyant la répression sanglante de la réaction autrichienne. Mais la vie constitutionnelle hongroise et une relative indépendance se rétablirent. Après 1867 les relations se renouèrent entre les deux pays, au point de vue culturel, religieux, économique et politique. Ces liens ont survécu aux ébranlements causés par les deux guerres mondiales.

Nous ne notons ici que quelques points essentiels d'une œuvre riche en couleurs de M. Dezsényi. Ces données ne sont qu'un aperçu d' un ouvrage qui en lui-même est un élément important du développement de l'amitié entre la Hongrie et la Suisse. Notons tout particulièrement l'objectivité avec lequelle il présente chaque phénomène suivant sa valeur propre et son importance relative. Une bibliographie abondante que l'auteur ajoute à son œuvre facilite la recherche des renseignements à ceux qui veulent avoir des connaissances plus approfondies sur certaines données.

Nous regrettons que ce livre n'ait été édité qu'en langue hongroise, ce qui le rend inaccessible à un public plus large, particulièrement au public Suisse. *C. Csapodi.*

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

Vers une histoire internationale de l'Europe

M. Henri Berr, directeur du Centre International de Synthèse, a voulu donner à l'organisme qu'il a fondé une activité en rapport avec les conjonctures nouvelles de l'après-guerre. Un besoin de rapprochements culturels et de travaux conjugués se manifeste de toutes parts. Il importe de le traduire en tâches fécondes acceptées en commun.

Dès 1938, en parfait accord avec M. Lucien Febre, depuis l'an dernier directeur-adjoint du Centre — et le très regretté Marc Bloch, M. Berr avait bien voulu me confier l'organisation de « Journées de Synthèse historique », annuellement consacrées à l'étude d'un ou de plusieurs problèmes réclamant la coopération de plusieurs sciences et de plusieurs pays : recherche dirigée aux fins de synthèse historique. Nous avons ainsi étudié, en 1938, le peuplement de l'Europe à l'âge de bronze,[1] puis, en 1939, le peuplement de l'Europe à l'époque des grandes invasions dites barbares.[2] Chaque fois, des collègues de divers pays nous avaient apporté leur concours.

L'occupation allemande ayant interrompu toute activité internationale, nous nous sommes appliqués, pendant cette période, à préparer l'étude d'un sujet plus limité, capable pourtant d'intéresser de nombreux pays : la genèse, les caractéristiques et les fruits de la civilisation dite « occitane », également illustrée par la poésie des troubadours et par la cruelle Croisade contre les Albigeois. Bien que limité à une région française (dans laquelle, du reste, nombre d'intellectuels parisiens avaient temporairement émigré), ce sujet

[1] *Revue de Synthèse*, t. XVII (1939), no 1, consacré au Peuplement de l'Europe.

[2] Des extraits de ces travaux ont paru dans la *Revue de Synthèse*, t. XIX (1940—1945).

ne pouvait manquer de susciter de nombreuses sympathies étrangères, en ce qu'il montrait la gestation de la première civilisation occidentale depuis la disparition du monde antique. De nombreuses « Journées », qui s'échelonnèrent au cours des années 1945 mirent ainsi en évidence le rôle de ferment joué, après le désastre de cette Croisade, par les troubadours auprès de diverses nations européennes naissantes. Par un détour surprenant, ces premiers poètes des temps nouveaux, véritables parrains de Dante et de Pétrarque, devaient exercer ainsi leur influence lointaine sur la Pléiade et sur cette France du Nord qui avait détruit leur civilisation.

Quelles avaient pu être les causes historiques de ce drame mal connu, et si souvent mal jugé? Au cours d'une de ces Journées, j'avais proposé de reconnaître en Simon de Montfort, détenteur d'un péage entre Loire et Seine sur la route rejoignant l'Angleterre au Levant, l'organisateur de l'offensive contre la route fluviale concurrente, qui descendait la Garonne de Toulouse à Bordeaux.

Les débats soulevés par cette question ont engagé à étendre au continent européen la mise à l'épreuve de cette hypothèse de travail. Le Centre de Synthèse consacre donc et consacrera ses « Journées », pendant trois ans, à cette investigation bien digne de susciter la coopération entre sciences et entre pays.

Dès 1947 ont commencé des « Journées » consacrées à la préhistoire et à l'histoire de la région Rhin-Danube. En 1948, le Centre organisera l'étude des relations fluviales Baltique — mer Noire à travers les âges, ce qui conduira à la réalisation d'un projet cher à Marc Bloch : l'étude synthétique des migrations normandes par l'Est et par l'Ouest jusqu'à leurs établissements de la Méditerranée. Enfin, en 1949, serait reprise dans toute son ampleur l'étude des voies méditerranéennes et de leurs prolongements à travers l'isthme français et la péninsule ibérique.

Le projet d'ensemble se complète par la prévision d'autres « Journées » qui, au cours des années à venir, seraient consacrées à l'étude de la préhistoire et de l'histoire du sous-sol européen. Ainsi se trouverait rassemblée pour la première fois une documentation internationale touchant de très anciennes aimantations qui ont exercé une influence encore mal soupçonnée sur la formation des nations européennes et leur évolution.

En établissant ce projet de longue haleine, le Centre de Synthèse propose ; mais il appartient aux savants de tous pays, aux Universités et Instituts de Préhistoire et d'Histoire, de concourir à la réalisation : élaboration détaillée des plans de travaux assez longtemps d'avance ; choix des sujets ; travaux dont l'orientation soit convergente. Tout cela servira

le progrès des sciences historiques dans la mesure où les pays seront plus nombreux à en revendiquer leur part.

La première session des Journées du Rhin-Danube, qui a eu lieu en avril 1947, en a fourni la preuve très nette.[1] Sur 18 conférenciers, appartenant à cinq nations différentes, trois seulement étaient des Français ; par contre, le Centre a été heureux d'accueillir une très importante participation hongroise, dont la contribution a valu à ces travaux des apports de premier ordre, parmi lesquels nous citerons ceux de MM. Alföldi, Eckhardt, Hajnal, Trencsényi-Waldapfel, Andreansky, de Mlle Mozsolics, de MM. Fügedi et Elekes. Signalons également les brillantes participations de M. Karl Brunner, recteur de l'Université d'Innsbruck, et de M. Bayer, de cette même Université, ainsi que de Mme Saccasyn della Santa (Belgique) et de M. Joseph Meyers (Luxembourg).

De cette expérience pratique de travail en commun se dégage déjà une double conclusion : on ne peut écrire l'histoire d'un pays européen qu'en fonction de l'histoire de l'Europe ; et cette histoire européenne ne peut être que l'œuvre commune des savants des diverses nations, car chacune d'elles aperçoit une face particulière de cette réalité multiple.

Il dépend des divers instituts nationaux de préhistoire et d'histoire de comprendre qu'il y a là une étape nouvelle des études historiques et de s'organiser, à l'appel du Centre International de Synthèse, en une véritable coopérative de recherches scientifiques.

André Varagnac

L'ARCHÉOCIVILISATION : UNE NOUVELLE SCIENCE SYNTHÉTIQUE

On a souvent fait la remarque que les progrès scientifiques les plus marquants se produisent aux points de rencontre de différentes sciences, et qu'il en résulte parfois des fusions de disciplines, voire des sciences nouvelles. Ce fait n'est pas particulier aux seules sciences exactes, aux rapports mathématiques et physiques : les jeunes sciences de l'homme sont, elles aussi, en période de regroupement.

Rien ne leur a été plus funeste que le compartimentage, conforme à telle ou telle classification, et codifié par la diversité des matières d'examens. L'action persévérante de M. Henri Berr en faveur de la Synthèse, les bons combats livrés par Lucien Febvre et Marc Bloch dans leurs *Annales d'Histoire*

[1] La seconde session se tiendra dans la seconde quinzaine d'octobre 1947.

économique et sociale, devenues les *Annales* d'aujourd'hui, ont eu raison de cette cristallisation. Entre historiens, géographes, archéologues, spécialistes de l'histoire des religions, folkloristes et d'autres, les contacts sont devenus plus fréquents, plus intimes. Il suffisait d'une légère impulsion pour déterminer de nouvelles formes d'activité scientifique.

L'occasion est née aux Journées de Synthèse historique d'avril 1947, consacrées à la Préhistoire et à l'Histoire du Rhin-Danube. Pour leur préparation, le Centre de Synthèse avait fait appel, suivant sa méthode, à des spécialistes de disciplines très diverses.A plusieurs reprises, les communications et discussions firent apparaître les bienfaits d'une coopération entre archéologues, folkloristes et historiens des religions. Nous proposâmes la conjonction permanente de ces trois disciplines sous le vocable nouveau d'« archéocivilisation » (en anglais « archaeo-culture »). M. Henri Berr décida la constitution d'une branche nouvelle du Centre International de Synthèse sous le titre d'« Institut International d'Archéocivilisation ». Outre les conférenciers de divers pays, ces Journées réunissaient des représentants de huit nations. Les statuts du nouvel organisme furent aussitôt mis en délibération, et votés à l'unanimité.

Ces statuts prévoient une structure et des méthodes de travail également inspirées d'un souci de décentralisation. Aucun pays ne peut désormais tenter de jouer le rôle d'une capitale culturelle. Par contre, nous abordons une étape nouvelle de la vie scientifique où les instruments de travail seront efficaces dans la mesure où ils auront un caractère international. C'est à susciter partout la constitution d'un tel outillage que le nouvel Institut doit se consacrer avant tout.

Et tout d'abord un Fichier International Ronéographié. L'Archéologie sera moins utile aux recherches d'Archéocivilisation par la connaissance des œuvres d'art que par celle de l'outillage, de la civilisation matérielle usuelle : or cette dernière connaissance est presque entièrement négligée par les publications. Les objets mis au jour s'accumulent dans des vitrines, et plus souvent dans des tiroirs de musées, sans faire l'objet de publications détaillées. Ce sont pourtant ces objets usuels qui pourraient être méthodiquement comparés non pas seulement à l'outillage exotique recueilli par les ethnographes (comme le voulait Henri Hubert en préparant à Saint-Germain-en-Laye une vaste salle de Comparaison), mais encore et peut-être même surtout à l'outillage de fabrication traditionnelle récente ou contemporaine, qu'étudient les folkloristes.

A plusieurs reprises les séances relatives au Rhin-Danube avaient évoqué à cet égard les beaux travaux de M. László sur les Avars, et ceux du Norvégien Brogger. En France le

regretté Franchet avait été un pionnier de telles confrontations technologiques par-dessus les compartiments de spécialités. Mais qui dit comparaison, dit vaste matériel documentaire. Nous avons donc proposé la méthode coopérative. Deux obstacles sont à éviter : le manque de crédits dans la majorité des pays ; la grande difficulté des transferts de devises. Il faut donc non pas imprimer (ce qui est trop cher), mais publier au duplicateur (ronéographier) ; et il faut échanger systématiquement les documents ainsi publiés.

A cet effet, il suffit que dans chaque pays se constitue un Office national d'Archéocivilisation acceptant de préparer chaque année un certain nombre de fiches ronéographiées. Pour la commodité, ces fiches seront de simples feuilles de papier de machine à écrire (dont le format est à peu près standardisé en tous pays). Il suffira que chaque Office prépare chaque année un certain nombre de « stencils », et procède à des tirages correspondant aux besoins de ses propres institutions scientifiques nationales, et de celles des autres pays (des accords seront faciles à établir à cet égard). Les échanges se feront ensuite d'Office à Office, chaque Office national percevant dans son propre pays les abonnements au Fichier International et réalisant ainsi le service. Ce système permet de se passer même de crédits.

Les fiches seront des fiches d'objets ou des fiches de textes. Les fiches d'objets mentionneront l'Office émetteur, le numéro d'ordre de la fiche à cet Office, la nature, le nom et ce qu'on sait de l'usage de l'objet, dont un dessin au trait, schématique, figurera les contours en indiquant les dimensions. Une bibliographie sommaire et le nom du responsable compléteront les indications. Les fiches de textes fourniront des textes inédits ou rares (ouvrages épuisés) relatifs à des croyances, coutumes ou pratiques intéressant les disciplines considérées.

La préparation d'autres instruments de travail scientifique internationaux a été également envisagée : participation à la préparation d'un dictionnaire des termes techniques d'archéologie et de technologie traditionnelle ; création ou développement dans les divers pays d'archives photographiques aériennes utiles à l'archéologie, à l'histoire et à la géographie humaine.

Pour associer les spécialistes de ces trois sciences à de si larges besognes collectives, il sera nécessaire de les fédérer d'abord par spécialités. Les habitudes de l'esprit ne se transforment pas du jour au lendemain. Et c'est déjà avec un grand S qu'il faut écrire la Synthèse des sciences, quand les spécialistes de service à l'une d'elles se réunissent à la demande et au service des deux autres.

Telle est la prudente expérience première qui fut décidée en avril. Le Secrétariat permanent du nouvel Institut fut

chargé d'organiser dans un délai record (moins de trois mois) une Ière Conférence Internationale de Folklore. Il était apparu en effet que, des trois sciences participantes, le Folklore était certainement celle qui manque le plus de soutien universitaire et d'organisation internationale active.

Cette véritable gageure a été tenue. Les 12 et 13 juillet 1947 a eu lieu cette Conférence où, pour la première fois, des folkloristes ont délibéré sur l'invitation d'archéologues et d'historiens des religions. Placée sous la présidence d'honneur de M. Henri Berr, elle a été effectivement présidée par MM. Lucien Febvre (Collège de France), Raymond Lantier (Institut de France), et R. U. Sayce (Musée de Manchester). Malgré le très court délai de préparation, 22 nations y ont adhéré : autant qu'au Congrès International de Folklore de Paris en 1937. Les travaux ont été répartis entre les sections suivantes : Musique et Danses, Cartographie et Méthodes, Civilisation matérielle, Sociologie des Traditions, Croyances populaires, Littérature orale. Grâce au dévouement de Mr. Carriere, président de l'American Folklore Society, de nombreuses communications avaient été envoyées d'Outre-Atlantique. Les participations européennes furent particulièrement brillantes et diverses, et ce serait vraiment faire tort à l'ensemble de ces travaux que de citer seulement quelques noms. Bornons-nous à indiquer que la continuité des entreprises internationales du Centre de Synthèse fut attestée par la présence de M. Trencsényi-Waldapfel, de l'Université de Budapest, qui avait déjà participé d'une façon très remarquée à la session d'avril des Journées sur le Rhin-Danube, et qui présenta une étude d'un intérêt considérable pour les folkloristes et les historiens des religions, en même temps que pour les archéologues,[1] sur Saint Christophe et Saint Cucufa.

Les historiens se féliciteront sans doute de savoir que désormais le Folklore, après avoir longuement cherché sa voie, est solidement encadré par d'autres sciences annexes de l'Histoire, dans le cadre général de l'Archéocivilisation.

André Varagnac

[1] Il est à peine besoin d'évoquer le grand nombre de figurines classées sous la mention de « telesphore » ou de « genius cucullatus ».

Chronique danubienne de Paris

M. Dominique Kosáry, directeur de l'Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes, a tenu, le 6 juin 1947 à Paris, au centre de Politique Étrangère, une conférence traitant de « Quelques aspects du problème danubien », laquelle fut écoutée avec le plus vif intérêt. Après quelques paroles d'introduction prononcées par le professeur Maurice Pernot, M. Kosáry donna un aperçu détaillé de l'évolution nationale des petits peuples de la région danubienne au cours du XIXe siècle. Il montra comment le nationalisme dressa ces peuples les uns contre les autres et comment leur ardeur par trop chauvine empêcha toute collaboration et la perception même des problèmes qui leur étaient communs. A la fin de sa conférence, l'orateur esquissa la conception de la jeune génération hongroise qui, condamnant tout nationalisme, ne tient compte que des réalités et cherche la voie de la collaboration et de la compréhension avec les peuples danubiens.

*

Comme les études roumaines et slaves étaient très développées dans la France d'avant-guerre, après la libération il suffisait de reprendre le travail dans les cadres anciens.

Ainsi l'Institut d'Études Roumaines a déployé au cours de l'année universitaire 1946/47 une activité scientifique très intense. Son directeur, M. Jean Boutière, professeur à l'École des Langues Orientales Vivantes et chargé de cours à la Sorbonne, s'est proposé d'initier les étudiants à l'ancien roumain, n'oubliant pas de faire des cours d'explication de textes populaires et d'auteurs modernes. M. E. Turdeanu, lecteur, a fait, à côté des cours pratiques de roumain, des cours de paléographie et en même temps, il a donné une série de conférences en roumain sur les conteurs et les romanciers les plus importants. C'est dans le cadre des activités de l'Institut que M. Chabot présenta les aspects géographiques de la Roumanie et que M. Réau retraça l'évolution de l'art roumain. M. Mario Roques, le doyen des romanistes français, a fait une série de brillantes conférences sur la poésie d'Eminesco.

C'est l'Institut d'Études Slaves créé en 1920 par Ernest Denis qui est chargé de coordonner les enseignements slaves des divers établissements d'Enseignement supérieur de Paris. Au Collège de France, M. A. Mazon, membre de l'Institut, a fait des cours sur les Chansons historiques grand-russes se rapportant aux XVe et XVIe siècles, sur les Récits d'un chasseur de Tourguéniev, sur Kor et Kalinytch et sur l'Hamlet du district de Stehigry. Par contre, la grammaire du vieux-slave a été étudiée par M. A. Vaillant à l'École Pratique des Hautes-Étu-

des. Dans le domaine de l'histoire de la civilisation des Slaves, nous devons mentionner le cours de M. A. Grabar au Collège de France sur « Byzance et la formation des arts nationaux de l'Europe Orientale ». En ce qui concerne les études russes nous avons déjà signalé les cours de M. A. Mazon; nous devons rappeler aussi qu'à la Sorbonne fonctionne une chaire d'histoire et de cvilisation russes dont le titulaire, le professeur R. Labry, a donné, outre des cours de grammaire, une série d'explications de texte sur la Guerre et la Paix de Tolstoï. L'enseignement du russe, du polonais, du tchèque, du serbo-croate et du bulgare à l'École des Langues Orientales a plutôt un caractère pratique et ne comporte que des cours de grammaire et des explications de texte. C'est également dans le cadre des Écoles des Langues Orientales que M. A. Fichelle a fait une série de conférences sur la géographie, l'histoire et la civilisation des pays de l'Europe Orientale.

En ce qui concerne l'histoire de ces pays, nous devons encore mentionner les cours des MM. Ch. Pouthas et P. Renouvin, professeurs d'histoire à la Sorbonne, sur le « Mouvement des nationalités en Europe dans la première moitié du XIXe siècle. »

Béla Köpeczi

L'Autriche

Par la bouche de Karl Renner, Président de la République Autrichienne, c'est un témoin oculaire, encore vivant, qui fait sa déposition sur une époque historique. Le premier volume de ses mémoires vient en effet de paraître sous le titre *An der Wende zweier Zeiten. Lebenserinnerungen von Karl Renner* (Vienne, 1946.) La première et majeure partie du livre est consacrée à l'histoire des étapes de l'ascension d'un enfant pauvre. (Renner est le dixième enfant d'une famille paysanne de Moravie.) Mais au cours de l'histoire minutieuse de sa famille, de ses proches, de son entourage et de ses années scolaires, l'auteur nous offre déjà quelques aperçus lumineux de la situation sociale et politique de cette période déclinante. Après avoir terminé ses études secondaires, Renner fait son service militaire : c'est au cours de son année de volontariat, parmi ses camarades appartenant aux nationalités les plus diverses, qu'il comprit brusquement l'importance du problème des nationalités dans la monarchie. A la même époque, au cours d'une manifestation ouvrière qui eut lieu à Vienne, à l'occasion du 1er mai, Charles Renner fait la connaissance du mouvement socialiste, dont il deviendra plus tard, durant ses années universitaires, un militant passionné et l'apôtre. A partir de ce moment, le livre devient un véritable docu-

ment historique, l'histoire de l'époque héroïque du mouvement ouvrier autrichien. Mais les enseignements les plus précieux ne nous seront donnés que dans les volumes suivants avec l'histoire des quelques dizaines d'années de la dislocation et celle de la tentative d'une première république autrichienne au cours desquelles un rôle important échoit de temps en temps à l'auteur. *É. Barta*

Les Balkans

Déjà avant la deuxième guerre mondiale, le Comité Balkanique de la Société Hongroise des Affaires Étrangères considérait comme sa tâche la plus urgente de faire connaître au public hongrois les problèmes essentiels des peuples balkaniques. Dans cette saison, le Comité consacrera une série soigneusement préparée de 12 conférences à l'aspect géographique des Balkans, à la cristallisation des États balkaniques, aux conditions religieuses et ecclésiastiques, à l'évolution économique et sociale, au folklore, à la littérature et à la musique des peuples balkaniques. Parmi les conférenciers on retrouve les professeurs de l'université de Budapest, les spécialistes des instituts de recherches scientifiques et quelques personnalités éminentes de la vie publique hongroise.

Les États-Unis d'Amérique

Les étudiants de l'université d'Harvard ont organisé du 15 juillet au 31 août 1947, à Salzbourg, sous le titre « Salzburg seminar in American civilisation » un cours d'été destiné aux peuples de l'Europe centrale. Les jeunesses de presque toute l'Europe y envoyèrent leurs représentants ; mais les États danubiens ne purent tous y participer par suite de difficultés techniques : seuls les délégués de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie étaient présents. Des conférences d'histoire, de sociologie et d'économie éclairèrent l'état actuel de la civilisation américaine et ses relations avec le monde. Parmi les conférenciers mentionnons le professeur Mathiessen, titulaire de la chaire de litterature américaine à l'université d'Harvard, qui, en raison du brillant succès obtenu par ce cours, fut invité par l'université de Prague à tenir dans cette ville une série de conférences; Alfred Kazin, l'éminent historien de la littérature et critique très connu, a tenu des cours de littérature; les professeurs Rostow et Leontieff des cours d'économie politique, le professeur Wright un cours d'histoire constitutionnelle, le professeur Schlachter un cours d'histoire,

tandis que les professeurs McDonald et Davies-Rostow traitèrent des sujets de politique étrangère. Parmi les conférenciers qui n'étaient pas d'origine américaine, citons les professeurs italiens Mario Praz et Salvemini qui parlèrent des problèmes de la réorganisation de l'Europe d'après-guerre.

Les organisateurs ont décidé de refaire l'année prochaine un cours analogue dans un cadre élargi. *J. Szentkirályi*

*

Dans son livre intitulé *Boundary-Making* (Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1945, 268 p.), Stephen B. Jones s'occupe de la délimitation des frontières et de tous les problèmes qui s'y rattachent. Il donne une classification géographique des différents types de frontières et traite des modalités pratiques de leur fixation ; il soulève en outre beaucoup de questions théoriques qui s'y rapportent et a un grand nombre de choses intéressantes à dire aux historiens. Nous devons toutefois regretter qu'il marque un si faible intérêt pour la question des frontières européennes et particulièrement celles de la région danubienne : il ne consacre que quelques lignes à l'importance des frontières linguistiques et nationales de l'Europe. Cette disproportion apparaît aussi dans la bibliographie publiée à la fin du livre. Des ouvrages qu'il cite et dont le nombre dépasse la centaine, il n'y en a que quatre qui ont trait à l'Europe et un seul, œuvre du géopoliticien allemand Haushofer, qui s'occupe de la région danubienne. *É. Jakabffy*

La France et la Hongrie

M. Dominique Kosáry, le directeur de l'Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes et de la Revue d'Histoire Comparée, et M. Coloman Benda, rédacteur-gérant de la Revue, ont passé en mai et en juin plusieurs semaines à Paris pour renouer et approfondir les relations scientifiques de l'Institut Paul Teleki. Si leur voyage fut couronné de succès, ils le doivent, en grande partie, à l'appui compréhensif du Ministère français des Affaires Étrangères et particulièrement à celui de M. Louis Joxe, directeur général des relations culturelles. Au cours de délibérations avec la Société Française d'Histoire et le Comité historique de 1848 ils convinrent de la participation des historiens hongrois au Congrès International des Historiens à Paris, à l'occasion des fêtes de la célébration du centenaire et de celle des historiens français au congrès de Budapest. Ils ont débattu les problèmes communs relatifs à cet anniversaire. Quelques jeunes historiens de l'École Normale supérieure travaillent déjà à la publication d'un recueil de documents qui

aura pour objet de présenter les répercussions de la révolution hongroise en France, tandis que dans la Bibliothèque de la Revue d'Histoire Comparée seront publiés des documents relatifs à l'écho hongrois de la révolution de février. Le matériel présenté lors de la future exposition commémorative de 1848 de Paris sera remis, après l'exposition, à la Hongrie pour être exposé à Budapest avec tout le matériel hongrois ayant trait à la guerre de l'indépendance, dans lequel figureront une grande quantité d'imprimés, de dessins et de caricatures. Au cours de ces entrevues, on traita aussi de la possibilité d'un échange de boursiers et de la venue en Hongrie de jeunes historiens français s'intéressant à l'activité de l'Institut Paul Teleki et à la région danubienne. En outre, un certain nombre d'historiens français viendront en Hongrie pour y tenir une série de conférences. Au cours de plusieurs entrevues avec les dirigeants des institutions scientifiques françaises, les professeurs de la Sorbonne et les représentants des institutions scientifiques des peuples danubiens à Paris, on étudia les problèmes de la coopération des institutions scientifiques de France avec l'Institut Paul Teleki et on réussit à donner à ces problèmes une forme concrète.

*

Sur l'invitation de la Société Franco-Hongroise et de l'Alliance Française, M. Georges Altmann, rédacteur en chef du journal parisien *Franc Tireur*, a tenu le 22 juin à Budapest une conférence sur le cinéma français. Au cours de la réunion, on présenta deux films artistiques sur la résistance et des actualités françaises.

*

M. Georges Altmann a rendu visite, le 24 juin, à l'Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes dont les dirigeants l'ont renseigné sur l'activité et les buts de cette institution.

*

Au début de juin M. Louis Martin-Chauffier, président du Comité National des Écrivains et de l'Association France-Hongrie, a séjourné quelque temps à Budapest où il a tenu, au siège de l'Union des Écrivains Hongrois, une conférence sur cette quection : « Les romanciers français sont-ils plutôt moralistes que romanciers? » Au cours d'une réunion organisée par la Société Franco-Hongroise et l'Alliance Française, il parla du « Dialogue français », puis de « Chateaubriand » dans une conférence tenue à l'Institut français de la faculté des lettres de l'université Pierre Pázmány.

*

Le 13 juin, M. Louis Martin-Chauffier a visité l'Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes en compagnie de M. Raymond Warnier, directeur de l'Institut Français de Budapest, et s'informa très minutieusement auprès des collaborateurs de l'Institut de leur programme de travail.

*

Louis Aragon et sa femme, Elsa Triolet, sont arrivés le 26 juin à Budapest où ils furent les hôtes du gouvernement hongrois. La Présidence du Conseil et différentes associations organisèrent, en leur honneur, une soirée au théâtre Madách au cours de laquelle M. Ladislas Bóka, secrétaire d'État au ministère de l'Instruction publique, ainsi que les écrivains Jules Illyés et Tibor Déry, leur souhaitèrent la bienvenue. Les meilleurs artistes de la capitale interprétèrent en hongrois quelques-unes des œuvres d'Aragon et de Triolet. Des conférences très remarquées furent faites par Aragon sur la « Poésie française » et par Elsa Triolet sur la « Liberté de l'écrivain en France ». Finalement Aragon récita quelques-uns de ses poèmes avec un incomparable brio.

*

L'Union des Écrivains Hongrois a organisé le 4 juillet une garden-party en l'honneur de Louis Aragon et d'Elsa Triolet. Au préalable, Aragon, répondant aux questions qui lui étaient posées, avait donné un exposé des problèmes actuels de la littérature française.

*

L'Institut Paul Teleki a reçu, grâce à l'appui de M. Louis Joxe, directeur général des relations culturelles au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, une cinquantaine de volumes où sont réunies les plus récentes publications de la littérature historique française.

*

M. Louis Nemes Nagel, éditeur hongrois de Paris, a offert 2.000 livres aux bibliothèques hongroises. M. Jules Ortutay, ministre de l'Instruction Publique, prit solennellement possession du don en présence de M. Henri Gauquié, ministre de France à Budapest, et des principaux fonctionnaires de la Légation.

*

Le 24 juillet, l'Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes a organisé une réception en l'honneur de M. Henri Gauquié, ministre de France, et de Madame Gauquié. Parmi les invités se trouvaient les membres de la Légation de France et les per-

sonnalités les plus marquantes de la vie scientifique et publique hongroise. M. Dominique Kosáry, directeur de notre périodique et de l'Institut Teleki, souhaita la bienvenue au représentant de la France qui, à son tour, prit la parole, souligna l'importance des relations culturelles franco-hongroises et exprima la joie qu'il ressentait en constatant la grande activité de la *Revue d'Histoire Comparée* et les résultats déjà obtenus par elle.

*

Le 14 juillet fut célébré par l'Institut Français de Budapest et la Section des relations culturelles étrangères du ministère de l'Instruction Publique, au cours d'une partie de bateau à laquelle avaient été invités les professeurs de français des écoles secondaires et les représentants des ministères et des institutions.

La Grande-Bretagne et la Hongrie

Les professeurs et les étudiants de l'université Pierre Pázmány de Budapest ont fait, le 11 juin, leurs adieux au professeur de langue et de littérature anglaises, Arthur Yolland, qui quittait sa chaire pour prendre sa retraite. Au cours de la réunion, à laquelle assistait le Ministre de l'Instruction Publique, le professeur Louis Tamás prononça une allocution au nom du corps enseignant, et M. McNab exprima à M. Yolland, au nom du British Council, ses remerciements pour les services rendus au cours d'une longue activité. La réunion fut suivie de l'inauguration des nouveaux locaux du séminaire anglais de l'université.

*

Le 9 juin, les élèves du collège anglais de Sárospatak ont joué, en anglais, au théâtre Madách, Jules César de Shakespeare. C'est au professeur d'anglais du collège, M. Halsted, que revient tout le mérite de cette représentation organisée sous le patronage de la Société Hungaro-Anglaise et du British Council.

*

Sur l'invitation de la Société Hungaro-Anglaise le célèbre poète anglais, S. Spender, est arrivé à Budapest dans la première quinzaine du mois de juillet. Comme invité de la Société, du British Council et de l'université Pázmány Péter, il a tenu trois conférences dans la capitale : The intellectual in the présent European situation. What is modern in modern English and French voetry, et English voetry during the years 1939—1946.

A Debrecen, il prit la parole au cours d'une réunion organisée par l'Université Tisza István et la Section des relations culturelles étrangères du ministère de l'Instruction Publique.

*

Le 17 juillet 1947, l'Académie Britannique a admis dans les rangs de ses membres correspondants M. André Alföldi, professeur d'archéologie de l'université Pierre Pázmány de Budapest.

*

Invités par l'Union Démocratique des Femmes Hongroises, Hewlett Johnson, vicaire archiépiscopal de Canterbury, et le professeur D'Eye furent les hôtes du gouvernement hongrois pendant leur séjour à Budapest, à la fin du mois d'août et dans la première semaine de septembre. Ils ont fait des conférences dans la capitale ainsi que dans plusieurs villes de province sur le rôle de l'Église et de la Démocratie après la deuxième guerre mondiale.

Histoire de Hongrie

Dans le premier numéro de notre Revue en 1947, nous avons publié un compte rendu des ouvrages scientifiques hongrois qui seront publiés à l'occasion du centenaire de 1848. Entre temps, la commission préparatoire, composée des représentants des principales institutions scientifiques hongroises, a arrêté définitivement la liste des ouvrages qui paraîtront. La Société Hongroise d'Histoire et l'Institut Paul Teleki d'Études Danubiennes publieront, ensemble, la correspondance et les écrits de Louis Kossuth, rédigés avant et pendant la Révolution et la Guerre de l'Indépendance, en 5 volumes. Les documents concernant les affaires intérieures et les affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire, seront également publiés en 5 volumes par les Archives Nationales de Budapest. La bibliothèque du Musée National collectionne et publie les articles de presse contemporains hongrois et étrangers qui se rapportent à la Révolution et à la Guerre de l'Indépendance. Les Instituts hongrois de Paris et l'Institut hongrois de Rome publieront les sources les plus importantes sur l'émigration hongroise, qui fut une des conséquences de la défaite de la Révolution.

Des monographies seront consacrées au problème des transformations sociales, au problème agraire et au problème économique de la Hongrie de l'année 1848. Il faut faire mention de l'Histoire des paysans hongrois, en préparation dans les édi-

tions de l'Académie Hongroise et qui comprendra plusieurs volumes. D'autres travaux sur la question des nationalités sont également projetés. Leur but est de mettre en pleine lumière les problèmes roumains, yougoslaves et slovaques, tels qu'il se sont présentés au temps de la guerre de l'Indépendance.

*

Dans le numéro 16—17 de l'année 1947 de la revue *The American Slavic and East European Review*, nous avons eu l'occasion de lire, signée du nom de Leslie C. Tihany, une coordination bibliographique des publications hongroises ayant trait à l'histoire et publiées depuis janvier 1945 (*Bibliography of Post-Armistice Hungarian Historiography*, p. 158—170). Grâce à sa division facilement compréhensible et aux remarques pertinentes dont M. Tihany fait suivre chacun des ouvrages énumérés, cette étude est particulièrement apte à offrir une vue d'ensemble de la littérature hongroise des dernières années. Il est regrettable que l'auteur ait négligé de mentionner les articles des revues historiques, bien que beaucoup d'entre eux dépassent en étendue et en importance certains des ouvrages publiés à part et insérés dans l'énumération. Nous regrettons aussi que les articles de la *Revue d'Histoire Comparée* aient échappé à l'attention de l'auteur ainsi que les ouvrages de la Bibliothèque de la Revue d'Histoire Comparée.

*

Lors de la réunion de mars de la Société Hongroise d'Histoire, G. Bónis, professeur à l'Université hongroise de Kolozsvár (Cluj) a fait une conférence, intitulée « Classes et Ordres dans la Hongrie médiévale », portant sur la situation des classes sociales hongroises au moyen âge. — En avril, E. Szabó, professeur à l'Université de Debrecen, un des meilleurs connaisseurs de l'histoire de la paysannerie hongroise, fit un exposé de la situation économique et sociale du paysan hongrois au début de l'ère moderne, en tirant un excellent parti de ses dernières investigations. Au mois de mai, M. Deér, professeur à l'Université de Budapest, parla de l'arrière-plan économique et principalement financier des campagnes de Charlemagne contre les Avars. Sa conférence était un extrait de son ouvrage en préparation et qui sera bientôt publié sous le titre. « Charlemagne et la région danubienne. » En juin, M. I. Z. Tóth professeur de l'Institut Danubien, passa en revue les plus importants problèmes de la question roumaine de Transylvanie au XVIIIe siècle.

*

Dans le cadre de la séance du 22 mars 1947 de la Société d'Histoire Littéraire Hongroise, une conférence intéressante a été faite par M. Jean Győry, professeur à l'Institut de Littérature Comparée de la Faculté des Lettres de l'Université de Budapest, sur le style et la composition des *Gesta Hungarorum* (fin du XIIe siècle) du notaire anonyme du roi Béla III. M. Győry a démontré l'intluence exercée par les doctrines poétiques des écoles orléanaises du XIIe siècle sur l'auteur des *Gesta Hungarorum*, influence qui se manifeste surtout dans la manière de décrire le portrait humain. Puis, il a réussi à découvrir l'empreinte des chroniqueurs espagnols et aragonais dans le style, curieux mélange de formules bibliques et de clichés de chancellerie, du chroniqueur hongrois. Le sens des *Gesta Hungarorum* qui, selon M. Győry, ne sont autre chose qu'une identification de la conquête arpadienne avec la formation de la grande propriété des hauts barons hongrois, s'exprime d'une manière adéquate dans ce style de chancellerie servant à justifier le pouvoir et les prétentions de l'aristocratie hongroise d'alors.

*

La série « Siècles et Enseignements » *(Századok és tanulságok)* éditée par Anonymus à Budapest publie, en 24 petits fascicules, des études monographiques relatives à l'histoire de la Hongrie. Les auteurs des études — jeunes sociologues et historiens — considèrent leur œuvre comme la préparation d'une synthèse historique hongroise reposant sur de nouvelles bases sociologiques ; il est regrettable que le manque de méthodologique se fasse remarquer à maintes reprises. A notre avis, du reste, l'acceptation de l'évolution économique et sociale comme base de l'événement historique ne devra jamais signifier le mépris outre mesure des facteurs de l'évolution spirituelle et de la vie politique.

En général, les études diverses font une impression bien meilleure que l'ensemble de la série. L'heure de la nouvelle synthèse, — cette série en est une preuve — n'a pas encore sonné.

A. Tóth

*

L'un des publicistes hongrois les plus féconds au tournant du siècle, Gustave Beksics, fournit le sujet de la thèse présentée à l'Université de Kolozsvár (en roum. Cluj) par M. Charles Pikéthy *(Beksics Gusztáv, a szabadelvű magyar nemzeti gondolat publicistája.* Kolozsvár, 1944. 1 vol. in-8°, 57 p.). L'activité de Beksics eut une forte influence sur l'opinion politique contemporaine. C'est, dans sa variante hongroise, le type « fin de siècle » de la pensée libérale qui se reflète dans ses écrits, avec toutes ses qualités et tous ses défauts. Grâce à ses travaux, nous apprenons à con-

naître tous les problèmes qui agitèrent l'opinion politique hongroise à la fin du XIXe siècle, et aussi la manière dont on se proposait de les résoudre à l'époque. Beksics s'intéressait particulièrement au problème des nationalités, à la théorie, prépondérante à l'époque, — de la suprématie raciale hongroise dans le bassin danubien et aux problèmes démographiques de la Hongrie, ce qui lui fournit naturellement l'occasion d'introduire dans ses théories, par ailleurs romantiques, les vues d'un nationalisme précoce.

Les relations austro-hongroises, le soi-disant concept de la nation politique hongroise, le problème de la magyarisation par des moyens culturels et tous les problèmes économiques et sociaux qui s'y rattachent sont les thèmes qui reparaissent continuellement dans ses ouvrages.

L'étude de M. Pikéthy, intéressante et basée sur des données nombreuses, fait connaître la vie de Beksics, sa carrière de publiciste et ses convictions politiques. On regrette qu'il se soit contenté de présenter unilatéralement les opinions de Beksics, au lieu d'étudier aussi les conceptions adverses et de définir ainsi sa position dans l'arène de l'histoire politique hongroise. Dans la partie bibliographique de la thèse, l'auteur énumère les ouvrages et les articles publiés par Beksics dans les divers journaux, mais il en a oublié quelques-uns. La liste des ouvrages consultés présente aussi quelques lacunes : plusieurs écrits modernes ayant peu de liens avec l'activité de Bekcsics, auraient pu être négligés pour être remplacés, surtout dans les citations, par des études contemporaines, plus caractéristiques de l'époque. *A. Tóth*

*

Au lieu du savant, c'est le publiciste qui apparaît dans le dernier livre d'Étienne Szilágyi sur l'histoire des dernières 30 années (*Három fekete évtized.* Budapest, 1946), livre dans lequel il résume la politique hongroise de ce quart de siècle. Ses points de vue, quoique parfois superficiels, et jugeant les événements grosso modo d'après les signes extérieurs à tous perceptibles, ne laissent pas d'avoir leur valeur.

*

Après une interruption de plusieurs années causée par la guerre, la revue de la Société Héraldique et Généalogique Hongroise *Turul* vient de reparaître. Nous relevons dans ce numéro 1944—46 de la revue, qui en est à sa 60e année, une étude de M. P. Váczy, professeur à l'université de Budapest, exposant les rapports du premier historien hongrois Maître P. du XIIIe siècle avec le Justinus abrégé. Le professeur É. Szentpétery offre quelques contributions à la méthodologie des

recherches sur l'origine et l'histoire des familles paysannes en Hongrie. Dans son étude « La famille de Basaraba » M. L. Elekes publie des données intéressantes relatives aux origines de la vie étatique roumaine au XIIIe siècle et jette une nouvelle lumière sur l'entrelacement de l'évolution historique des peuples danubiens et, par cela, sur les rapports extrêmement intéressants entre les grandes zones culturelles : l'Orient et l'Occident de l'Europe.

L'ITALIE

Pour la première fois depuis la guerre, une revue traitant des sujets hongrois et italiens vient de paraître. C'est la revue trimestrielle de l'Institut hongrois de Rome : le *Janus Pannonius*. L'institut publia de 1937 à 1943 un annuaire sous le titre *Studi e documenti italo-ungheresi* dans lequel paraissaient des études d'ordre historique, littéraire, artistique et autres ayant trait aux rapports hungaro-italiens dues à la plume des investigateurs hongrois travaillant à Rome et des savants italiens s'occupant de la culture hongroise. La guerre mit fin à l'activité de l'institut et la publication de cet annuaire connut une interruption de plusieurs années. Or l'institut vient de reprendre son activité et la nouvelle publication en est le meilleur témoignage. Le *Janus Pannonius* est une revue classique. Dans son introduction, nous lisons que le nouvel humanisme social de notre époque plonge ses racines dans l'humanisme historique : toutes les nouvelles idées relatives à l'homme, à la société et au développement humain en découlent. C'est de ce point de vue que la nouvelle revue examine l'histoire, la littérature, les arts et toutes les créations de l'esprit humain aptes à montrer la continuité de l'humanisme. En premier lieu naturellement, elle examine la collaboration spirituelle italo-hongroise à travers les siècles.

Dans le premier numéro nous relevons une étude de M. Kerényi sur les principes fondamentaux de l'humanisme et ses possibilités d'avenir *(I cocetti fondamentali dell'umanesimo e la sua possibilita nell'avenire)*. Un article de M. T. Kardos, directeur de l'Académie Hongroise de Rome, intitulé *Caratteri e aspetti dell'umanesimo ungherese*, montre le rôle important que l'idéologie humaniste joua dans la vie du peuple hongrois à partir de sa conversion au christianisme. Ce fut le sujet du discours qu'il prononça dans la chaire de littérature et d'histoire hongroises à l'université de Rome lors de l'ouverture de l'année scolaire 1946—47. M. L. Pásztor publie 45 lettres inédites de Gustave Frigyesi, officier hongrois de la guerre de l'indépendance de 1848, émigré en Italie et qui joua un rôle important dans le mouvement garibaldien. Quant à M. F. Banfi, il publie de nouvelles données au sujet du Florentin

Francesco Rosselli qui fut le premier cartographe travaillant à la cour de Bude du roi Mathias Corvin ; il publie en outre une histoire de l'évêque saint Gérard, qui souffrit le martyre en Hongrie au XIe siècle, trouvée dans un recueil italien de légendes.

M. Jászay

*

Quoique les relations culturelles entre la Hongrie et l'Italie ne soient pas encore officiellement rétablies, les éditeurs italiens ont repris la publication des livres hongrois. La firme De Carlo de Rome a édité en un volume, sous le titre de Hungarica, la traduction italienne de 10 petits romans hongrois. Parmi les auteurs, nous retiendrons les noms de Jókai, de Heltai, de Zilahy, de Móricz, de Körmendi. Un autre éditeur a publié le roman de Jókai intitulé *Les fils de l'homme au cœur de pierre.*

*

Le 28 juin, M. Eugène Czinkótszky, chef de la section culturelle du ministère hongrois des Affaires Etrangères, a fait, à Rome, au siège de l'association internationale « Humanitas » servant la cause de la fraternité des peuples et de sa revue la *Cultura nel Mondo*, une conférence sur la littérature contemporaine hongroise.

*

Le 2 juillet, eut lieu au siège de « l'Humanitas », à Rome, en l'honneur de M. Eugène Czinkótszky, une réception au cours de laquelle le professeur Fulvio Maroi, président de l'association, souhaita la bienvenue à son hôte et exprima l'espoir de voir les relations millénaires hungaro-italiennes s'approfondir encore davantage dans l'avenir.

Relations polono-hongroises

Sous la rubrique « Arts et Lettres » du journal ouvrier de Varsovie *Robotnik* (21 Avril 1947), Mlle Issakowice, qui est aujourd'hui une des plus grandes femmes poètes polonaises et qui a publié en Hongrie, au cours de la dernière guerre, un recueil de vers traduits du hongrois, présente au public polonais le poète hongrois André Ady. Son article contient la traduction polonaise de trois pièces remarquables de ce poète.

Le professeur Jan Reychmann évoque des souvenirs de Hongrie dans le numéro 12 de la revue *Listy z Teatu* (Lettres sur le théâtre), paraissant à Cracovie. En outre, après le livre de M. Schnürr-Poplowski sur les voyageurs étrangers ayant visité la Pologne au moyen âge et celui de M. Smolarski sur ses visiteurs plus récents, M. Reychmann vient augmenter la matière déjà réunie en y ajoutant les relations de voyageurs hongrois moins connus.

M. Reychmann analyse les relations de voyage de ces personnages sous une forme extrêmement attrayante dans le numéro 17 de la revue *Odra*. A cette synthèse nous devons ajouter le nom de quelques autres personnalités hongroises qui se sont rendues, à divers titres, en Pologne : ce sont, au XVIIe siècle, le diplomate E. Kakas, puis, vers la fin du XVIIIe, l'écrivain J. Gvadányi qui faisait alors son service militaire, et Martinovics, alors professeur de l'Université de Lwow, plus tard chef des jacobins hongrois. Au XIXe siècle, Ch. Kis et É. Széchenyi, en mission militaire, puis l'historien de la littérature F. Toldi et l'écrivain V. Rákosi.

Ce sont les souvenirs de son émigration en Hongrie qui ont inspiré l'étude de M. Witold Warkallo sur Mauricze Benoiwski, qui a paru, accompagnée d'une intéressante documentation photographique, dans le numéro 17 de la revue *Tydzien* (La Semaine). *É. Csapláros*

*

La Société Miczkiewicz de Hongrie (fondée en 1929) s'occupe surtout des rapports artistiques, littéraires et scientifiques entre la Pologne et la Hongrie. Au cours de la première séance de l'année académique 1946—47, en décembre 1946, M. B. Bevilaqua-Borsody, a parlé de l'écho que trouva en Hongrie la révolution des paysans galiciens en 1846. Sa conférence a été suivie d' un exposé consacré par M. É. Csapláros au développement du culte de Kosciuszko dans la littérature hongroise. Au cours de la séance de février 1947, M. L. Szimonidesz a évoqué un intéressant épisode des relations hungaro-polonaises, qui s'est déroulé au XVIe siècle dans le nord de la Hongrie entre protestants magyars et polonais; M. É. Gál a retracé les liens historiques, culturels et littéraires qui rattachent le monde anglo-saxon à la Pologne. Les conférenciers de la réunion d'avril furent M. B. Bevilaqua-Borsody, qui parla des participants polonais à la Commune de Paris en 1871, et M. L. Gáldi, professeur à l'Université, qui retraça l'influence exercée par l'humanisme polonais et hongrois sur la langue roumaine. Au cours de la dernière séance de la Société, le professeur M. Besnyő a souligné les ressemblances et les différences de l'évolution sociale en Hongrie et en Pologne, après quoi M. L. Bóka, sous-secrétaire d'État, a célébré la mémoire du grand violoniste polonais, Bronislaw Hubermann.

LA ROUMANIE

M. Gaetano Falzone, l'éminent historien de Palerme, élucide dans une courte étude la date et les circonstances de la mort de Nicolas Balcescu, le célèbre historien et homme politique

roumain du siècle dernier. *(Contributo alla conoscenza del luogo e della data di morte di Nicola Balcescu letterato e storico romano.* Palermo, 1946.) On savait déjà que Balcescu, le grand champion de l'idée du rapprochement des peuples danubiens était décédé à Palerme, mais la date exacte de sa mort n'était pas connue jusqu'à présent. Or M. Falzone a découvert un document relatif aux funérailles de Balcescu établissant que ce dernier est mort le 29 novembre 1852 et qu'il a été enterré au cimetière du cloître des capucins à Palerme. En possession des données de Falzione, M. Scarlat Lambrino, directeur de l'Académie roumaine de Rome, cherche maintenant à retrouver la tombe de Balcescu. *M. Jászay*

*

Dans la collection de la « Bibliotheca Rerum Transilvaniae » a paru un ouvrage de Tiberiu Morariu et de Sabin Opreau sur les frontières occidentales de la Roumanie. *(The Western Frontier of Rumania,* Cluj, 1946, 1 vol. in 8°, 96 p.) Un riche matériel et une bibliographie abondante sont réunis dans ce livre qui pourra servir de guide à tous ceux qui voudront s'occuper de la question de la frontière transylvaine entre la Hongrie et la Roumanie. Il est regrettable que les illustres auteurs se soient faits, au détriment de la science, les défenseurs de points de vue nationalistes et politiques. *É. Jakabffy*

La Suisse

Dans le « Zwigliana » de 1946, Léon Weisz s'occupe des disciples hongrois de Pestalozzi. *(Pestalozzi's Anhänger in Ungarn.* T. VIII, No. 1) L'auteur, tirant parti d'un matériel de sources très étendu, fait connaître le système d'éducation hongrois au début du XIXe siècle, ses représentants les plus éminents, les disciples de Pestalozzi et le camp des adversaires du pédagogue suisse. Il traite d'une façon particulièrement détaillée la personnalité de Thérèse Brunswick. Il est regrettable que, derrière les luttes de principe, il n'ait pas découvert l'arrière-plan social et les différences émanant des conceptions » vie noble et vie bourgeoise « *L. Ruzsás*

*

En mai 1947. MM. Dominique Kosáry et Coloman Benda ont poursuivi à Bâle, au nom de l'Institut Paul Teleki et au nom de la Société Hongroise d'Histoire, des négociations au sujet de la célébration de l'anniversaire de 1848, avec le chef de la commission historique suisse pour le professeur Edgar Bonjour, et se sont entendus avec lui au sujet de la participation réciproque des historiens hongrois et suisses aux congrès d'historiens qui auront lieu l'année prochaine en Suisse aussi bien qu'en

Hongrie. Ils sont aussi convenus de se renseigner mutuellement sur la progression des recherches historiques concernant 1848 et sur leurs projets de publication.

La Tchécoslovaquie

L'opinion publique tchèque montre un vif intérêt pour chaque nouvelle œuvre de J. L. Hromadka, une des personnalités les plus distinguées de la vie intellectuelle du pays. Ce théologien tchèque, imbu d'une profonde culture philosophique est l'interprétateur et le continuateur critique le plus connu des traditions de Masaryk. Récemment a paru son nouvel ouvrage tout particulièrement digne d'attention. (*Komunismus a Křestanstoi*. Praha 1946, 1 vol. in-8°, 48 p.) Hromadka y cherche à résoudre un des problèmes aigus de la vie intellectuelle tchèque, en employant la méthode introduite par T. G. Masaryk avant la première guerre mondiale dans son ouvrage « Question sociale » et employée après lui par Emmanuel Radl dans ses cours et spécialement dans la deuxième partie de son histoire de la philosophie. Hromadka cherche à éclairer les rapports du communisme et du christianisme. Pour lui, le communisme n'est ni une théorie abstraite ni la conception du monde d'un parti politique : le communisme signifie en même temps la révolution russe, l'Union Soviétique et le mouvement ouvrier. Selon l'auteur, le communisme russe puise son origine dans le grand mouvement ouvrier qui apparut en Europe il y a environ cent ans et dans les aspirations des intellectuels progressistes russes à partir du début du siècle dernier. Et, selon Hromadka, ces racines européennes et russes du communisme d'aujourd'hui sont inconcevables sans la base chrétienne de la civilisation européenne. C'est pourquoi nous y retrouvons l'écho des sermons des apôtres du Nouveau Testament. Le communisme est inconcevable sans ces bases de la civilisation européenne. Ce sont les conditions préalables de son origine et de son programme. Tout chrétien est conscient du fait que le monde et sa civilisation ne signifient pas le terme des aspirations humaines et ne donnent pas par eux-mêmes le sens de la vie humaine : au-dessus de ce monde et de cette civilisation règne une loi absolue montrant Dieu. Le communisme a aussi besoin de reconnaître au-dessus de lui l'existence de cette loi et la puissance du Juge Suprême. Seul l'esprit de la foi chrétienne peut assurer au communisme le maintien de toutes ses victoires. *A. Kovács*

*

Lors de la fondation de la « Matica » tchèque, il y a 115 ans, ses fondateurs et, parmi eux, François Palacký considéraient la publication des textes de l'ancienne littérature

tchèque comme une des plus importantes tâches de la société. Et si peu de livres parurent dans la « Bibliothèque de l'ancienne Bohême » de la Matica, la cause en est l'incompréhension de l'époque et le fait que les générations suivantes se détournèrent du classicisme éclairé. L'Académie Tchèque commença plus tard à réaliser ces projets de la Matica relatifs à la publication de la littérature ancienne, mais ses éditions étaient destinées plutôt aux lettrés qu'au grand public. Ainsi la richesse de la tradition littéraire tchèque est restée en grande partie inconnue. Ce n'est que récemment, après 1938, que les Tchèques commencèrent vraiment à apprécier la valeur de cet héritage spirituel. La publication des productions de l'ancienne littérature indigène fut commencée avec grand succès sous l'occupation allemande. Parmi ces publications, la collection des livres d'Antonin Grund, professeur de l'université Masaryk, est tout particulièrement digne d'attention. Cette collection portant le titre de «Souvenirs de l'ancienne littérature tchèque » paraît dans l'édition de la Matica. Avant sa publication, les dirigeants de la vie intellectuelle décidèrent que la Matica tchèque publierait les textes de la littérature tchèque ancienne (jusqu'en 1750) pour le grand public, tandis que l'Académie continuerait à publier des éditions plus complètes et rigoureusement scientifiques. Les meilleurs historiens tchèques figurent parmi les rédacteurs de cette collection de recueils de la Matica. Selon le plan arrêté, les deux premiers volumes ont déjà vu le jour. Le premier *Le dialugue de Janus Rabstetni* a été traduit du latin. Cet ouvrage est un des plus intéressants morceaux tchèques de la littérature humaniste latine. Un diplomate de haute culture y traite la situation de la Bohême sous le règne du roi Georges. La seconde publication éditée récemment est *La légende de Barlam et de Jozafat* traduite en tchèque par Tomaš ze Štítného. Les prochains volumes qui paraîtront dans la série sont *La satire de l'ancienne Bohême* et *l'Alexandreis*.

A. Kovács.

La Transylvanie

Louis C. Cornish, pasteur de l'Église Unitarienne en Amérique, a publié récemment un livre sur le problème de la Transylvanie, intitulé *Transylvanie. The Land Beyond the Forest.* (Dorrance and Co., Philadelphia, 1947. 258 l.) L'auteur, n'est pas inconnu dans la littérature qui s'occupe de la Transylvanie. Après la première guerre mondiale, il était membre de la commission anglo-américaine, qui visita la Transylvanie pour se mettre au courant des problèmes des minorités, surtout du point de vue du libre exercice du culte. Il a rendu compte de son enquête dans ses œuvres intitulées :

Transylvania in 1922 et *The religions minorities in Transylvania.* Dans ces livres publiés tout dernièrement, il plaide la cause de l'indépendance politique de la Transylvanie, en reprenant l'idée d'une confédération danubienne, soulevée pour la première fois par Louis Kossuth. Selon M. Cornish, cette indépendance doit être réalisée dans les cadres d'une large confédération danubienne. Dans la partie historique de son livre, il traite avec beaucoup de compréhension et de sympathie la question du passé de la Transylvanie, qu'il tient en grande estime pour la liberté accordée au culte et la réalisation des premières formes de la démocratie. Il est probable que la critique historique aurait à redire à sa conception et aurait des objections à formuler contre les données historiques du livre, mais ce qu'il faut apprécier avant tout, c'est l'effort qu'il fait pour rester entièrement objectif dans cette question tant discutée. *J. Szentkirályi*

*

Dans son ouvrage sur les rites funéraires du faubourg de Hóstát, à Kolozsvár (Cluj). Ladislas K. Kovács cherche dans la méthode et les résultats de l'ethnographie des appuis pour les recherches archéologiques. *(A kolozsvári hóstátiak temetkezése.* Kolozsvár, 1944, L'Institut Scientifique de Transylvanie, 1 vol. in 8°, 424 p.+69 tbl.) Les rites funéraires conservent, en effet, comme tout ce qui a trait à la mort, nombre de traditions ancestrales. M. Kovács a poursuivi ses recherches dans le faubourg de Hóstát à Kolozsvár, c'est-à-dire sur un terrain relativement limité; mais il étend son enquête à la Transylvanie et à la Transtibiscine. Il publie également, afin de faciliter la comparaison, les données ethniques des peuples apparentés aux Hongrois et des peuples voisins de la Hongrie. Quoique disposant ainsi d'une matière importante, il se montre extrêmement prudent dans ses conclusions, étant donné que les rites funéraires montrent partout non seulement beaucoup de ressemblances, mais encore beaucoup d'identités : il s'ensuit qu'il est fort difficile d'établir l'origine des divers usages. La mise au jour des anciens cimetières offre, en revanche, de riches possibilités d'études pour qui veut retracer le chemin parcouru par les divers rites. Le mode d'enterrement pratiqué aujourd'hui conserve encore — à n'en pas douter — des traditions anciennes, souvent contemporaines du culte des tombes. Voilà le terrain où l'ethnographie et l'archéologie peuvent se compléter réciproquement et où toutes deux aboutissent au même point pour jeter de la clarté sur la culture ancestrale d'un peuple.

L'auteur insiste sur la nécessité d'étendre les recherches des rites funéraires aux peuples occidentaux et orientaux. Ces recherches sont indispensables pour la connaissance de la culture populaire des Hongrois, peuple venu d'Orient et rat-

taché à l'Occident. Nous savons déjà qu'un certain nombre de rites conservés en Hongrie jusqu'aujourd'hui viennent du chamanisme, de l'ancienne religion païenne des Hongrois, surtout les croyances relatives à la vie du mort dans l'autre monde et au sort de sa famille. L'autre monde était, selon la conception chamaniste, l'image réfléchie de ce monde-ci : ce qui sur terre était délié, se trouvait lié dans l'au-delà, ce qui ici-bas était brisé s'y trouvait intact. Dans un autre passage, l'auteur expose d'une façon détaillée l'ordre selon lequel les personnes en deuil entouraient le cercueil, question à peine étudiée jusqu'ici. Il montre que les parents et les proches du défunt se rangeaient dans l'ordre du droit successoral, c'est-à-dire selon les liens du sang : c'est là un des souvenirs les plus significatifs de l'ancien organisme hongrois de la « grande famille ». L'auteur compare cet aspect des rites funéraires hongrois avec le régime de vie de la jourte altaïque, où la place de chaque personne près du cercueil était nettement déterminée, le chef de famille, les hommes et les femmes, les serviteurs enfin, ayant chacun sa place bien déterminée. La direction, dans laquelle le visage du mort était tournée, avait aussi son importance, elle se rattache à l'ancienne conception religieuse des peuples uralo-altaïques. Ce rite qui voulait que le mort fût enterré le visage tourné vers l'Orient, tire son origine du culte du soleil.

L'ouvrage de M. L. Kovács soulève des questions d'une grande importance du point de vue de l'histoire de la civilisation hongroise, questions auxquelles l'auteur s'efforce de répondre sur la base des coutumes populaires de Kolozsvár-Hóstát. Néanmoins la solution définitive nécessite encore de nombreuses recherches détaillées et de nouvelles comparaisons.

A. Szendrey

L'U. R. S. S.

Une exposition de photographies ,organisée par la Société Culturelle Hungaro-Soviétique à l'occasion du 800e anniversaire de la fondation de Moscou, a été inaugurée au Musée National Hongrois le 5 août par M. Zoltán Tildy, Président de la République. L'histoire et la vie actuelle de Moscou sont le sujet de nombreuses illustrations représentant les édifices publics, les rues, les places publiques, les usines, les musées, les théâtres de la capitale ainsi que sa vie sociale et artistique, ses distractions et son travail.

*

Dans son numéro de décembre 1946, la revue *Műveltség* (Culture) a publié un intéressant article de M. Émeric Wellmann sur la curieuse tentative du prince Potemkine d'implanter

en Russie, dès 1784, la viticulture de Tokay. Les données d'archives permettent à l'auteur de brosser un large tableau des difficultés d'ordre technique et diplomatique auxquelles ce plan se heurtait. Après que Potemkine eut obtenu la permission de l'empereur, une commission russe vint à Tokay acheter des ceps de vigne et embaucher des vignerons hongrois. Après bien des péripéties, au cours desquelles non seulement le chancelier Kaunitz, mais encore l'empereur dut intervenir, trois vignerons hongrois arrivèrent en Russie pour implanter la viticulture hongroise dans un des domaines du prince.

La Yougoslavie

M. Milko Kos, professeur à l'Université de Ljubljana, excellent historien slovène, invité par la Faculté des Lettres de l'Université Charles à Prague, a fait une conférence dans la capitale tchèque. Durant son séjour à Prague, le professeur Kos a fait trois conférences sur la science historique slovène. Dans sa conférence consacrée aux récents problèmes de l'histoire slovène, il a examiné la manière dont s'est développée la science historique parmi les Slovènes, depuis l'époque des lumières. Dans une autre conférence, il a analysé l'évolution historique du territoire national slovène depuis l'époque de la conquête du pays par les Slovènes jusqu'à nos jours. Il a parlé, en outre, de la situation de la Grande-Moravie et de la Pannonie au IXe siècle. Utilisant ses propres études de sources, il a retracé l'histoire mouvementée des deux pays slaves ainsi que la fin de leur indépendance politique, dont la cause fut l'agressivité germanique. Il convient de mentionner ici que, antérieurement à la visite de M. Kos, M. Alex. Belic, professeur de l'Université de Belgrade, avait fait une visite à Prague. Deux savants tchèques, MM. Bob. Havranek et Jul. Dolansky ont fait des conférences en Yougoslavie.

*

Économic Reconstruction in Jugoslavia est le titre d'un ouvrage intéressant de Georges Radin, publié dans les éditions de la Kings Crown Press à New-York en 1946. Bien que le livre traite des possibilités de reconstruction de la Yougoslavie actuelle, il n'est pas sans intérêt pour les historiens, car M. Radin recherche les antécédents de chaque question. Il relate l'évolution économique de la Yougoslavie et donne un compte rendu particulièrement détaillé des mouvements coopératifs, de la « Zadruga ». Il ressort du livre que ce mouvement a déjà un long passé et qu'il était très actif dans la période de l'entre-deux-guerres. M. Raddin trouve l'explication de ce fait dans la structure de la société serbe. *E. Mattyasovszky*

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE
MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA KÖNYVTÁRA
BUDAPEST